



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**22e Législature — 1re session**

**Vol. 1 - Séances du 7 février au 14 mars 1945**

**1945**

**Texte établi par Martine Lafleur**

---

**Orateur : l'honorable Alexandre Taché**









# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**22e Législature – 1re session**

**Vol. 1 - Séances du 7 février au 14 mars 1945**

**1945**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**22<sup>e</sup> Législature — 1<sup>re</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 7 février au 14 mars 1945**

**1945**

**Texte établi par Martine Lafleur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Martine Lafleur Maria Buttazzoni Josée Levasseur
<b>Introduction:</b>	Stéphane Savard
<b>Traduction:</b>	Mireille Belisle Geneviève Gagnon Linda Shan Jones
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume Donald Chouinard
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23910-8  
ISSN 0847-4273  
15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec, le Canada et le monde en 1945 : la fin de la guerre

Un vent d'optimisme souffle sur les pays alliés. Luttant contre les forces de l'Axe depuis maintenant cinq ans<sup>1</sup>, les succès s'accumulent en cette année cruciale. En Italie, les troupes progressent et remontent vers le nord du pays, permettant aux soldats canadiens, dont ceux du Royal 22<sup>e</sup> Régiment de Québec, de faire connaître leur valeur. En France, le débarquement de Normandie, du 6 juin 1944, où participent environ 200 000 soldats canadiens<sup>2</sup>, conduit à la libération de Paris, le 25 août, et ouvre la porte à la libération de la Belgique et des Pays-Bas. Alors que les troupes britanniques, américaines, canadiennes et autres s'approchent de la frontière allemande, au début de l'année 1945, l'Armée rouge soviétique poursuit sa spectaculaire poussée vers l'ouest. Le 27 janvier 1945, elle découvre les horreurs du nazisme en pénétrant dans le camp de concentration d'Auschwitz, en Pologne, où plusieurs centaines de milliers – voire 1,5 million – de Juifs, de Tziganes et d'ennemis du régime nazi furent tués<sup>3</sup>. À partir de l'automne 1944, sur le front asiatique, les Alliés accentuent la pression sur l'Empire nippon, lui faisant perdre plusieurs territoires militairement conquis, dont les Philippines.

Ces décisives victoires contre l'Axe permettent aux responsables politiques des pays alliés, dont ceux du Canada, d'entrevoir la fin de la guerre dans un avenir rapproché, voire même de planifier la période de transition d'après-guerre. Le 11 septembre 1944, dans une atmosphère de fête<sup>4</sup>, la deuxième Conférence de Québec réunit le président américain Franklin D. Roosevelt, le premier ministre britannique Winston Churchill et le premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King. Le 4 février 1945, c'est au tour de Yalta, en Crimée, d'être l'hôte d'une importante conférence tripartite – États-Unis, Grande-Bretagne, URSS – qui prépare l'après-guerre avec un découpage de l'Europe et du monde en fonction du principe des zones d'influence<sup>5</sup>.

L'échec nazi se concrétise au printemps 1945 : Adolf Hitler se suicide le 30 avril et l'Allemagne capitule devant les Alliés et l'URSS, les 7 et 8 mai. La Deuxième Guerre mondiale n'est toutefois pas terminée puisque le Japon résiste toujours. Il faut attendre le largage de deux bombes nucléaires par les Américains et l'entrée en guerre de l'URSS contre l'Empire nippon pour que ce dernier capitule, à son tour, le 14 août 1945.

Au Canada, c'est sous le signe de la division que se déroule cette dernière année de guerre. S'appuyant sur le volontariat pour le service outre-mer, l'effort militaire canadien atteint son apogée à l'automne 1944. La police militaire accentue ses recherches pour mettre le grappin sur les déserteurs. Enrôlés de force ou non pour défendre le territoire national, les hommes subissent des pressions de plus en plus grandes afin d'accepter leur mobilisation sur le front européen ou asiatique<sup>6</sup>. Ceux qui refusent, appelés les « zombies », sont la cible de malveillances encouragées par les officiers et par certaines personnalités publiques canadiennes<sup>7</sup>.

Le 23 novembre 1944, le premier ministre King utilise la loi 80 qui autorise « la conscription pour l'envoi de soldats outre-mer si nécessaire » (1942). À l'aide d'un décret par arrêté en conseil, il ordonne l'envoi outremer de 16 000 soldats non volontaires. Cette décision du Cabinet ministériel, suivie d'un vote de confiance, le 8 décembre, à la Chambre des communes, réactive le débat sur la conscription. Les interventions fédérales de novembre et de décembre 1944 enflamment les passions et contribuent à creuser le fossé séparant les Canadiens français des Canadiens anglais, isolant la province de Québec au sein de la Confédération. Dans les provinces anglophones, certains membres des élites dénoncent le mouvement anticonscriptionniste commencé en 1942. Ils cassent du sucre sur le dos du Québec en jugeant insuffisant l'effort de guerre de la province<sup>8</sup>. Du côté québécois, le 29 novembre 1944, le Bloc populaire tient une grande assemblée au marché Saint-Jacques, à Montréal. Si le chef de l'aile provinciale, André Laurendeau, se positionne contre l'impérialisme et ses besoins de conscription, ce sont surtout les manifestations houleuses entourant l'événement qui retiennent l'attention<sup>9</sup>. S'appuyant sur cette grogne populaire, le gouvernement Duplessis fait adopter, le 29 novembre, un arrêté en conseil afin de protester énergiquement contre le décret de conscription imposé par Ottawa. L'arrêté est signé par le lieutenant-gouverneur le lendemain<sup>10</sup>.

Dans un autre ordre d'idées, Ottawa appréhende beaucoup les problèmes socio-économiques qui pourraient survenir dans la période d'après-guerre. « La grande crainte du

gouvernement fédéral, à la fin de la guerre, est le retour au chômage massif des années 1930 », soutiennent les chercheurs de *l'Histoire du Québec contemporain*. Le gouvernement « se souvient aussi de la crise qui avait suivi la fin du premier conflit mondial et met donc en place des politiques visant à assurer le plein emploi et s'inspirant des théories de Keynes. C'est l'objectif premier énoncé dans le livre blanc sur le travail et les revenus d'avril 1945<sup>11</sup> ». Par exemple, la politique d'allocations familiales – adoptée au début du mois d'août 1944 et mise en vigueur à partir de juillet 1945 – s'insère bien dans les mesures d'après-guerre visant à créer un État-providence<sup>12</sup>.

Avec la création du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, la politique d'allocations familiales a aussi le mérite de promouvoir une intervention étatique à saveur sociale<sup>13</sup>. Comment ne pas faire le lien entre cette orientation du Parti libéral du Canada et celle préconisée, depuis les années 1930, par la Co-operative Commonwealth Federation (CCF)? Le 15 juin 1944, cette formation politique socialiste remporte une éclatante victoire électorale en Saskatchewan. L'année 1944-1945 étant une période pré-électorale sur la scène fédérale, le gouvernement libéral se voit dans l'obligation de manœuvrer à gauche de l'échiquier politique, afin de couper l'herbe sous les pieds du CCF<sup>14</sup>.

Sentant venir la fin de la guerre, King demande au gouverneur général de dissoudre le Parlement fédéral le 16 avril 1945. Les élections générales sont convoquées pour le 11 juin. La bataille entre les différentes formations politiques fait rage pendant les mois de mai et de juin. Le Québec occupe alors une attention toute particulière dans la campagne électorale.

Sur la scène québécoise, les élections provinciales de l'été 1944 sont le théâtre d'une chaude lutte politique entre le Parti libéral, l'Union nationale et le Bloc populaire. Peu de temps après, la libération de Camillien Houde, prisonnier de guerre pour s'être opposé à la conscription, et son arrivée à Montréal le 18 août provoquent l'enthousiasme général dans la métropole québécoise. Le 11 décembre 1944, Houde, l'ancien chef du Parti conservateur et l'ancien maire de Montréal, reprend les rênes de sa ville.

Au début du mois de mai 1945, une frénésie s'installe au Québec alors que se propagent des rumeurs au sujet de la fin de la guerre. Craignant des abus lorsque cette journée mémorable se présentera, le premier ministre Maurice Duplessis annonce une importante restriction qui reçoit l'assentiment des autres députés de l'Assemblée législative :

Comme j'en ai fait l'annonce à Montréal dernièrement, la politique du gouvernement, en ce jour heureux, sera de fermer tous les établissements détenant un permis de la Commission des liqueurs du Québec, comme les magasins, les hôtels, les restaurants, les clubs, les auberges, les grills, les bars, les tavernes, les épiceries, et tous les détaillants de la Commission des liqueurs, pendant 24 heures. Des abus ont été commis samedi dernier à Montréal, lors de l'annonce erronée d'un armistice et il s'ensuivit un certain désordre. Je ne veux pas que cet incident se répète<sup>15</sup>. (4 mai)

Dans le domaine artistique, la littérature québécoise produit deux grandes œuvres en 1945 : *Le Survenant*, de Germaine Guèvremont, et *Bonheur d'occasion*, de Gabrielle Roy. Symbolisant le reflet d'une société entre urbanisation et ruralisme, le dernier livre traite de la dimension urbaine du Canada français, alors que le premier aborde plutôt « un portrait de la vie rurale qui tranche avec celui des romans traditionnels du terroir<sup>16</sup> ». Du côté anglophone, le romancier et essayiste John Hugh MacLennan publie *Two Solitudes*, un ouvrage qui marquera l'imaginaire canadien par sa mise en lumière des tensions existant entre les Canadiens français et les Canadiens anglais au Québec<sup>17</sup>.

### **Les élections provinciales du 8 août 1944**

Le 21 juin 1944, le premier ministre libéral Adélard Godbout assermente deux nouveaux ministres sans portefeuille : Joseph-Achille Francoeur et Maurice Gingues. Quelques jours plus tard, à la suite de la démission d'Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales et ministre de l'Industrie et du Commerce, il nomme Henri Renault, alors ministre sans portefeuille, à la tête de ces deux ministères. Le 29 juin 1944, vers la fin de la cinquième et dernière année de son



mandat, Godbout lance le Québec dans une campagne électorale largement souhaitée par ses adversaires politiques. Fixé au 8 août, le scrutin rebute Hector Perrier, secrétaire de la province, qui décide de ne pas se représenter dans son comté de Terrebonne.

Deux particularités rendent les élections de 1944 à la fois uniques et historiques. Ayant obtenu le droit de vote, en 1940, sous l'impulsion du gouvernement Godbout, les femmes vont aux urnes pour la première fois depuis 1849 (elles avaient obtenu le droit de vote au fédéral en 1919). L'arrivée de ces nouveaux votants fait gonfler le nombre total d'électeurs inscrits, passant de 753 310, en 1939, à 1 864 692, en 1944<sup>18</sup>. Sur le plan des options disponibles aux électeurs et électrices des différents comtés, le scrutin du 8 août présente un nombre exceptionnellement élevé de candidats. L'historien Robert Rumilly commente les élections en ces termes et statistiques :

Plusieurs comtés comptent quatre candidats : un libéral, un unioniste, un nationaliste et un socialiste ou un créditiste. Rouyn-Noranda en compte neuf. En tout, 338 candidats briguent 91 sièges, ce qui établit un record. Pour la troisième fois depuis la Confédération – 1931 et 1936 ayant fourni les précédents – les officiers rapporteurs n'enregistrent aucune élection par acclamation<sup>19</sup>.

À la traîne des trois principaux partis, soit le Parti libéral, l'Union nationale et le Bloc populaire, trois tiers partis tentent de faire leur entrée dans le paysage politique québécois : la Co-opérative Commonwealth Federation, l'Union créditiste des électeurs et le Parti ouvrier-progressiste. Parmi les orientations qui font consensus auprès de l'ensemble des partis, figure l'élaboration d'une politique familiale et d'un plan d'électrification rurale.

Bien arrêté, le programme électoral de Godbout met l'accent sur les principales réalisations du régime libéral depuis 1939, des réalisations garantes d'avenir qui seront, promet-il, poursuivies dans un second mandat. Le Parti libéral oppose le « désastre financier » du gouvernement Duplessis (1936-1939) à la bonne administration financière de la province depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir. *Le gouvernement vit selon ses moyens* devient un slogan électoral symbolisant l'assainissement des finances et la fin des déficits budgétaires. L'économie s'inscrit au cœur des préoccupations libérales, alors que le gouvernement sortant brandit l'étendard qu'est devenue Hydro-Québec pour mieux montrer sa volonté de devenir le « champion du développement économique du Québec » et le champion de la libération du peuple vis-à-vis de la dictature économique<sup>20</sup>. Les réalisations sociales sont également soulignées à grands traits, contribuant à mettre le Parti libéral en opposition avec l'Union nationale<sup>21</sup>. De même, Godbout dénonce les « fauteurs de trouble » qui insèrent des sujets fédéraux dans la campagne électorale, comme la conscription. Il joue toutefois le jeu de l'opposition en positionnant sa formation politique comme un parti fédéraliste et canadien qui sauvegarde l'autonomie provinciale tout en appuyant les politiques du gouvernement King<sup>22</sup>.

Détournant l'attention de l'administration Godbout, l'Union nationale de Maurice Duplessis impose rapidement son programme politique : « La question des droits provinciaux et de l'autonomie [provinciale] ressort clairement comme le thème central de cette campagne, sur lequel viennent se greffer la question fiscale et la condamnation du gouvernement Godbout qui en constituent les deux autres composantes essentielles<sup>23</sup>. » Tirant profit de l'affiliation entre le Parti libéral du Québec et le Parti libéral du Canada, Duplessis dépeint le lien qui unit Godbout et King comme étant une relation de vassalité<sup>24</sup>. Il martèle sur toutes les tribunes que la « législature de Québec, qui devait être la forteresse de nos droits, [...] en est devenue le cimetière<sup>25</sup> ». Pour Duplessis et l'Union nationale, l'utilisation du slogan *Maîtres chez nous* permet de cristalliser le désir d'autonomie provinciale et de respect intégral des droits et ressources fiscales garantis par la Constitution de 1867<sup>26</sup>. Les valeurs centrées sur « le patriotisme, la loyauté, [et] le respect des lois et de l'autorité<sup>27</sup> », préconisées par les unionistes, encouragent ces derniers à développer des politiques destinées aux familles, aux colons et aux agriculteurs.

La contestation populaire qui s'est emparée de la province de Québec depuis la crise de la conscription a nettement favorisé l'émergence d'une nouvelle formation politique : le Bloc populaire. Le programme électoral des ténors bloquistes consiste à associer le gouvernement Godbout avec les mesures fédérales de guerre et à lui en faire payer la note pour le non-respect des droits canadiens-français<sup>28</sup>. Anticonscriptionniste et anti-impérialiste, tant du point de vue

militaire qu'économique, l'aile provinciale du Bloc populaire favorise l'indépendance du Canada et la « souveraineté absolue des provinces dans la législation ouvrière et sociale<sup>29</sup> ». Coincée entre deux feux, la formation politique du jeune André Laurendeau dénonce les « vieux partis » et tente de promouvoir une troisième voie. Le Bloc populaire préconise l'instauration d'un État-providence chrétien, dans les domaines social, éducationnel et économique, qui permettrait de lutter contre les trusts, la maladie et les logements insalubres tout en favorisant l'éducation, la famille, la défense du fait français, le crédit urbain et le développement d'une agriculture et d'une colonisation fondées sur le système coopératif<sup>30</sup>.

Quant aux autres partis en lice, leur influence dans la campagne électorale demeure marginale. Se concentrant beaucoup, depuis 1942, à l'édification d'un Canada nouveau d'après-guerre, le parti socialiste du Co-operative Commonwealth Federation préconise la centralisation des pouvoirs grâce à l'émergence d'un puissant État-providence fédéral. Pour y parvenir, il se montre grandement favorable à la nationalisation de plusieurs ressources naturelles et de plusieurs biens et services jugés essentiels, comme le charbon, l'essence, le sucre et le tabac. Il élabore aussi des politiques visant le bien-être et la sécurité sociale des citoyens<sup>31</sup>. Le chef de l'aile provinciale, Frank Scott, critique d'ailleurs la tiédeur du gouvernement Godbout dans ces domaines<sup>32</sup>.

L'Union créditiste des électeurs vise à promouvoir et à mettre en place un système de crédit social<sup>33</sup>. Née en Angleterre, mais internationalisée avec la crise économique, la doctrine créditiste « voudrait augmenter le pouvoir d'achat des citoyens en leur distribuant un " dividende social " » tout en préconisant la doctrine sociale de l'Église, notamment le corporatisme<sup>34</sup>. Quant au Parti ouvrier-progressiste, la doctrine communiste qu'il préconise auprès des électeurs du prolétariat lui permet de promouvoir une « ligne antimonopoliste de collaboration avec les libéraux et d'unité nationale pour un effort de guerre total<sup>35</sup> ». Craignant une victoire de l'Union nationale ou du Bloc populaire, le Parti ouvrier-progressiste du Québec ne présente que cinq candidats et recommande à ses concitoyens de voter pour les libéraux « au nom de la " coalition libérale-ouvrière démocratique " pour barrer la route à Maurice Duplessis<sup>36</sup> ».

Un sondage Gallup effectué au début du mois de juillet donne une nette avance au Parti libéral, avec 37 % des intentions de vote, suivi par le Bloc populaire (27 %) qui fait meilleure figure que l'Union nationale (14 %)<sup>37</sup>. Or, les résultats finaux font état d'une tout autre situation venant cristalliser à la fois l'effondrement du Bloc populaire et la remontée de l'Union nationale dans le vote de l'électorat. Fait particulier, le Parti libéral, avec 523 316 votes ou 39,4 % des voix, perd les élections au profit de l'Union nationale, avec 505 661 votes ou 38 % des voix qui lui valent tout de même 11 sièges de plus que les libéraux. Le Bloc populaire (14,4 %), la Co-operative Commonwealth Federation (2,6 %), l'Union créditiste des électeurs (1,2 %) et le Parti ouvrier-progressiste (0,6 %) ferment la marche. À la passation des pouvoirs, le 30 août 1944, l'Union nationale de Maurice Duplessis forme le 20<sup>e</sup> gouvernement de la province de Québec.

## Les parlementaires

La session parlementaire qui s'ouvre le 7 février 1945 est la première de la 22<sup>e</sup> Législature québécoise. Une atmosphère fébrile règne dans les tribunes de l'Assemblée législative; une foule nombreuse, « surtout tant de dames en somptueuses toilettes », assiste aux cérémonies protocolaires<sup>38</sup>. Un nouvel Orateur est choisi en la personne d'Alexandre Taché, député de Hull, qui succède à Cyrille Dumaine, député libéral de Bagot. Maurice Tellier, député de Montcalm, est nommé Orateur suppléant, prenant ainsi la place de Charles Delagrave, député de Québec-Ouest, qui avait quitté ses fonctions le 22 juin 1944. Enfin, aux côtés du greffier Antoine Lemieux, le notaire Eugène Bernard succède à P.-A. Séguin comme greffier adjoint de l'Assemblée législative.

La composition de la Chambre à l'ouverture de la session reflète en grande partie le résultat électoral du 8 août dernier : on dénombre 48 unionistes et 37 libéraux. S'ajoutent trois bloquistes (dont le chef André Laurendeau, de Montréal-Laurier), un député du Co-operative Commonwealth Federation (David Côté, de la circonscription de Rouyn-Noranda) et un indépendant (René Chaloult, de Québec). Ne manque à l'appel qu'Édouard Lacroix, quatrième député du Bloc populaire et élu dans le comté de Beauce<sup>39</sup>. Mentionnons le retour de Paul Sauvé (élu dans Deux-Montagnes), lieutenant-colonel et commandant des Fusiliers Mont-Royal, qui a participé à la campagne de Normandie et à la libération de la Belgique et des Pays-Bas.

Plusieurs journalistes font état du nouvel équilibre des forces dans la Chambre basse : 48 ministériels et 43 oppositionnistes, ou plutôt, si l'on tient compte du président et de l'absence de Lacroix, 47 ministériels et 42 oppositionnistes<sup>40</sup>. Comme le souligne *Le Canada*, la faible majorité du parti au pouvoir (cinq députés) oblige l'Union nationale et le Parti libéral à nommer rapidement différents whips qui auront comme tâche d'assurer la cohésion et l'assiduité au sein de leur groupe parlementaire, au moment des votes en Chambre plus particulièrement<sup>41</sup>. Sont donc nommés à la première séance de la session les whips unionistes Hormidas Langlais (whip en chef), Henri Vachon, Germain Caron et Camille Côté, de même que les whips libéraux Joseph-Ludger Fillion (whip en chef), Joseph-William Morin, Joseph-Émile Dubreuil et Edward Charles Lawn.

L'administration Duplessis est la même que lors de la passation des pouvoirs, le 30 août 1944. Procureur général de la province, Duplessis est le chef du Cabinet et premier ministre de la province. Il s'entoure de gens chevronnés qui, pour certains, ont déjà été ministres à Québec ou à Ottawa : Onésime Gagnon occupe le poste de trésorier de la province; Laurent Barré obtient le ministère de l'Agriculture; Joseph-Damase Bégin, celui de la Colonisation; Antonio Talbot, la Voirie; Jean-Paul Beaulieu, l'Industrie et le Commerce; Jonathan Robinson, les Mines; John Samuel Bourque, les Terres et Forêts; Antonio Barrette, le Travail; Roméo Lorrain, les Travaux publics; Bona Dussault, les Affaires municipales; Camille-Eugène Pouliot, la Chasse et les Pêcheries; et Joseph-Henri-Albiny Paquette, la Santé et le Bien-être social.

Outre Omer Côté, secrétaire et registraire de la province, Duplessis s'entoure de sept autres hommes qui occupent le poste de ministre sans portefeuille : Thomas Chapais, membre du Conseil législatif, Joseph-Hormidas Delisle, Antonio Élie, Tancrède Labbé, Joseph-Théophile Larochelle, Patrice Tardif et Marc Trudel. Plusieurs ministres du Cabinet de 1945 conserveront leur poste pendant plusieurs années, voire plus d'une décennie comme dans le cas d'Onésime Gagnon qui demeurera aux finances jusqu'en 1958.

En tout, Duplessis forme un Conseil exécutif de 21 membres. L'opposition libérale ne tarde pas à utiliser le sobriquet « gouvernement des 21 » pour qualifier l'envergure du Cabinet ministériel. Elle rappelle à Duplessis que ce choix entre en contradiction avec les convictions du député de Trois-Rivières qui, dans l'opposition officielle du temps des gouvernements Taschereau et Godbout, critiquait la lourdeur de leur administration<sup>42</sup>. Devant pareilles critiques, le premier ministre justifie son choix :

Nos adversaires libéraux ne cessent de nous reprocher d'avoir un Cabinet de 21 ministres. Je ne vois pas pourquoi la province n'aurait pas 21 ministres quand le Cabinet fédéral en a 21, lui aussi. Il était temps que la province de Québec ait un cabinet majeur. Vingt et un, c'est le chiffre de la majorité. Vingt et un ministres! C'est vrai que nous sommes 21. Nous avons voulu avoir un gouvernement représentatif, qui représente toutes les classes de la société et toutes les régions de la province. Pour la première fois depuis la Confédération, en plus des avocats, des médecins et des hommes d'affaires, nous avons trois ministres cultivateurs au ministère de l'Agriculture (les honorables MM. Barré, Élie et Tardif); nous avons trois ouvriers authentiques dans le Cabinet.

[...] Ça fait assez longtemps que mes adversaires disent que je suis dictateur. Au moins, ils ne devraient pas critiquer le fait que je me sois entouré de 20 collègues : un dictateur n'aurait pas agi de cette façon. (13 mars)

Plusieurs députés font leur classe en siégeant pour la première fois à l'Assemblée législative. Parmi eux, soulignons la présence d'Honoré Mercier (petit-fils) du Parti libéral.

Au Conseil législatif, Alphonse Raymond devient le nouveau président. Alors que Thomas Chapais demeure le leader unioniste, Hector Laferté, le Président sortant, remplace Philippe Brais comme leader libéral. Nommé conseiller depuis le 22 juin 1944, Charles Delagrave remplace Cyrille Vaillancourt qui avait démissionné quelques mois plus tôt. Les libéraux dominent largement la Chambre haute, avec 19 membres, alors que cinq conseillers législatifs sont d'allégeance unioniste ou conservatrice.

## **L'Union nationale de Maurice Duplessis : un parti victorieux**

L'Union nationale apparaît comme le parti d'un homme, Maurice Duplessis, qui tire plusieurs ficelles à la fois. La ligne de parti dictée par le député de Trois-Rivières demeure très ferme; les ministériels forment un bloc uni. Le gouvernement parle d'une seule voix, qui s'avère souvent celle du premier ministre. Il n'est pas rare que Duplessis s'interpose devant ses ministres pour présenter un projet de loi ou pour répondre aux questions. Davantage sollicités que d'autres, certains ministres ont la latitude souhaitée pour se démarquer. De par ses fonctions de trésorier de la province, Onésime Gagnon représente assurément le numéro deux du gouvernement. Candidat défait à la direction du Parti conservateur du Québec, en 1933, et ancien ministre dans le cabinet Bennett à Ottawa, il a été ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries au sein du premier gouvernement Duplessis entre 1936 et 1939. Laurent Barré, Omer Côté et Antonio Talbot interviennent également régulièrement au cours de la session. Un seul député non admis au Cabinet des ministres se démarque du lot par le nombre de ses interventions : Joseph-Mignault-Paul Sauvé. De retour de la guerre, ce futur ministre désire certainement montrer ses aptitudes parlementaires.

Dans un contexte politique où la campagne électorale fédérale imprègne les débats de l'Assemblée législative québécoise, Duplessis se targue de diriger un parti totalement indépendant des formations politiques siégeant à Ottawa. À Valmore Bienvenue, député libéral dans Bellechasse, qui demande au premier ministre si Léon Méthot, candidat conservateur dans Trois-Rivières, recevra l'appui et le vote de son bon ami Duplessis, ce dernier répond : « Je suis contre Bracken [chef des conservateurs], contre King [chef des libéraux], contre Coldwell [chef du Co-operative Commonwealth Federation] au fédéral. Ni M. King, ni M. Bracken, ni M. Coldwell ne représentent les véritables intérêts de la province de Québec. Mon attitude est diamétralement opposée à celle du chef de l'opposition. » (21 mai) Ces paroles n'émeuvent point l'opposition libérale qui souligne régulièrement, depuis le tout début de la session, la filiation existant entre les conservateurs d'Ottawa et l'Union nationale.

En Chambre, le député de Trois-Rivières déploie une technique parlementaire très efficace. De connivence avec le président Taché, qui tranche toujours en faveur du gouvernement<sup>43</sup>, Duplessis appelle systématiquement de nombreux points d'ordre qui lui permettent de museler l'opposition. Les interruptions visent à déstabiliser les intervenants libéraux ou autres, à retarder leurs discours et à faire perdre à ces derniers un temps précieux et calculé. Cette stratégie est quelques fois dénoncée par les membres de l'opposition qui voient clair dans le jeu du premier ministre. « Sa tactique est d'interrompre constamment afin de détourner celui qui parle de la question en jeu », affirme Godbout (15 février) qui dénonce une pratique jugée « vicieuse » et qui a pour but « d'empêcher les députés de discuter les lois ». (3 mai)

## **Une opposition libérale musclée**

Formation politique ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux élections de 1944, le Parti libéral d'Adélard Godbout ne paraît guère dévasté par sa défaite. Malgré le départ de quelques grosses pointures peu avant le déclenchement des élections, dont Téléphore-Damien Bouchard et Edgard Rochette, le parti des Honoré Mercier, Lomer Gouin et Louis-Alexandre Taschereau renferme autant de parlementaires aguerris que de figures populaires<sup>44</sup>. Les plus actifs à l'Assemblée législative, souvent très en verve, comptent dans leur rang Wilfrid Hamel, Joseph-Achille Francoeur, Fernand Choquette, François-Joseph Leduc, Valmore Bienvenue, Léon Casgrain de même que Maurice Hartt. Les libéraux sont même parvenus à recruter des forces nouvelles capables de défendre avec vigueur et fermeté les valeurs et orientations de leur parti. Parmi celles-ci, mentionnons la présence de Henri Drouin, député d'Abitibi-Est.

Possédant toujours la confiance de ses troupes, Godbout dirige une opposition vigoureuse. Dans les premières semaines de la session, les ténors libéraux positionnent leur formation politique comme celle représentant « la majorité du peuple de la province », par opposition au « gouvernement minoritaire » de l'Union nationale (8 mars). Pour l'ancien premier ministre, « le peuple, le 8 août, n'a pas voté pour l'Union nationale, bien qu'il ait élu moins de députés (libéraux) ». Ce peuple, croit-il, « est déjà revenu de la surprise que lui a causée le résultat du scrutin du 8 août 1944 et, lorsqu'il plaira au premier ministre actuel de faire un nouvel

appel au peuple, il se rendra compte de la mesure de confiance conservée au Parti libéral et il l'exprimera aux prochaines élections ». (13 février)

Par contraste avec leurs adversaires de la droite, les libéraux tolèrent une certaine dissidence dans leur rang. Moins rigide, plus poreuse, la ligne de parti dictée par Godbout permet aux députés de la gauche de se confronter sur quelques idées. Par exemple, dans le cas des luttes nationalistes entre Canadiens anglais et Canadiens français, les députés libéraux anglophones – et parfois même francophones – expriment des opinions contraires à la majorité francophone libérale<sup>45</sup>.

Le Parti libéral forme tout de même une opposition solidaire. La séance du 27 avril en offre l'exemple lors d'une discussion corsée, possiblement une des plus orageuses depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies<sup>46</sup>. Au sujet du projet de loi 39 sur la modification des districts électoraux, Fernand Choquette, député libéral de Montmagny, critique vertement le gouvernement. À l'aide d'interruptions et de nombreux points d'ordre, Duplessis tente de bâillonner Choquette. Devant le refus de ce dernier de se conformer aux directives, le premier ministre obtient le châtiment suprême : l'Orateur nomme le député libéral qui perd alors son droit de parole pendant le reste de la séance. Furieux, Fernand Choquette quitte l'Assemblée législative, suivi d'Adélard Godbout et de l'ensemble des députés libéraux qui protestent contre la décision de l'Orateur et contre l'intransigeance du premier ministre. C'est la première fois depuis 1929 que l'Orateur nomme un député et c'est la première fois depuis 1937 que l'opposition officielle quitte l'enceinte du Parlement en guise de protestation<sup>47</sup>.

### Les tiers partis

La présence de deux tiers partis (Bloc populaire et Co-operative Commonwealth Federation) et d'un député indépendant (René Chaloult) apporte une diversité d'opinions dans l'enceinte de l'Assemblée législative. Alors que l'opposition libérale est obligée de partager la tribune avec d'autres formations politiques, les ministériels unionistes doivent composer avec des idées et des critiques venant de trois principales têtes d'affiche : André Laurendeau (Bloc populaire), David Côté (CCF) et René Chaloult (indépendant).

Pour André Laurendeau, l'appui que le Bloc populaire a reçu de la part de 200 000 électeurs envoie un message clair aux plus anciennes formations politiques. Visant à favoriser l'établissement d'un « système de sécurité sociale et non un système de sécurité socialiste », le Bloc populaire veut mettre un frein à la menace socialiste en proposant une « démocratie économique et sociale ». Le parti qu'il dirige dénonce la dictature économique et propose, en Chambre, des moyens pour la « mater », dont le coopératisme et, en de rares occasions, la nationalisation. Laurendeau table également sur l'importance primordiale d'obtenir la « souveraineté intérieure absolue de l'État français du Québec ». (14 février) Cette proximité idéologique avec l'autonomisme de l'Union nationale fera souvent voter les membres du Bloc populaire avec le gouvernement.

Une fois de plus, René Chaloult se positionne devant l'Assemblée législative comme un indépendant auquel il ajoute l'étiquette nationaliste. Revenant sur la dernière campagne électorale pendant le débat sur le discours du trône, le député de Québec tient à souligner l'importance de sa victoire et de ses idées nationalistes :

C'était la première fois, l'été dernier, que je posais ma candidature sans l'appui d'un parti politique et de ses cadres traditionnellement établis. Cela signifiait pour les voteurs : pas d'espérance du pouvoir, pas de patronage, pas de bouts de chemin, pas d'octrois, pas de caisse électorale, donc pas de boisson électorale. Comme seule amorce, j'offrais mon passé et mes idées. Menu guère appétissant pour des électeurs. On avait naturellement ligué contre moi les forces du capitalisme, de l'impérialisme et de nos bons vieux partis qui collaboraient étroitement et harmonieusement. Lutte téméraire... Malgré tout, et grâce au généreux concours d'une poignée de nationalistes dirigés par le valeureux Dr [Philippe] Hamel, les idées triomphèrent des intérêts, ce qui nous remplit d'espoir pour l'avenir de notre cause. Notre peuple reste sain, en dépit souvent de ses politiciens. (14 février)

Inébranlables, les idées et les principes véhiculés par Chaloult visent à promouvoir « l'indépendance économique du Québec [et] l'indépendance politique du Canada ». (14 février) Plus souvent qu'autrement, il appuie le gouvernement Duplessis dans ses motions et projets de loi encourageant l'autonomisme, le coopératisme ou le développement du fait français au Québec.

Quant à David Côté, seul député du CCF, voici les mesures sociales et ouvrières qu'il souhaite implanter :

Le jour où la C.C.F. prendra le pouvoir, elle mettra son programme à exécution. Tout Canadien a cinq droits essentiels que lui reconnaît le programme de la C.C.F. Ce sont: 1) le droit à du travail utile et à un salaire décent; 2) le droit de gagner un revenu suffisant pour se procurer une nourriture saine, des vêtements décents, un foyer hygiénique et des loisirs agréables; 3) le droit à une bonne santé et à des soins médicaux adéquats; 4) le droit à la protection contre la maladie, la vieillesse, les accidents et le chômage; 5) le droit à une éducation complète. (12 avril)

Un mot sur la position du premier ministre à l'égard des tiers partis. Dans les débats entourant le bill 22 sur la loi électorale du Québec, René Chaloult évoque la possibilité pour l'État de défrayer une partie des dépenses électorales, ce qui aiderait grandement les nouvelles formations politiques. Duplessis s'oppose catégoriquement à pareille subvention, laissant entendre qu'il est mieux de s'en « tenir au système parlementaire démocratique des deux partis, le gouvernement et l'opposition. J'aime autant le dire franchement : un troisième parti, ça ne vaut rien et ça ne vaudra rien pour des années à venir ». Virulent à l'égard des tiers partis, il accorde toutefois une « concession » pour les députés indépendants, « puisqu'il faut des ombres au tableau », dit-il. (19 avril)

### **Le discours du trône**

À 15 heures, le 7 février, s'ouvre la nouvelle session parlementaire pendant laquelle le lieutenant-gouverneur, Eugène Fiset, convoque les députés, les conseillers législatifs et les notables du Québec pour la lecture du discours du trône. Comme le souligne *Le Soleil*, cette allocation protocolaire qui énumère les priorités du gouvernement se fait entendre hors de l'enceinte du Parlement : « Le lieutenant-gouverneur parla à la radio sur un vaste réseau de postes privés couvrant toute la province, de sorte que le discours fut entendu dans tous les comtés de la province<sup>48</sup>. »

Précisant d'emblée qu'il « ne saurait être question pour les nouveaux ministres de proposer, dès la première session, toutes les réformes sociales ou économiques qu'ils préconisent », le gouvernement Duplessis établit toutefois une liste d'interventions afin d'insuffler au Québec les valeurs et les représentations qui sont chères à la nouvelle Administration. Parmi ces dernières, les familles se retrouvent au cœur des politiques du gouvernement. L'agriculture et la colonisation méritent d'être transformées, entre autres, avec des mesures préconisant les coopératives, l'électrification rurale, l'instauration d'un prêt agricole, la fertilisation des sols et le drainage des terres. Véritable « patrimoine provincial », les ressources naturelles « doivent servir le peuple et non pas l'asservir ». C'est pourquoi le gouvernement s'assure que la forêt, l'électricité et les richesses minières profitent d'abord aux consommateurs, aux ouvriers et aux industries québécoises. La planification de l'après-guerre s'avère une autre priorité. Enfin, d'ajouter le lieutenant-gouverneur, la décentralisation administrative doit permettre de sauvegarder l'autonomie de la province de Québec.

Hercule Riendeau, député de Napierville-Laprairie, et Maurice Bellemare, député de Champlain, respectivement représentant de la classe agricole et ouvrière, propose et seconde respectivement l'adresse en réponse au discours du trône. L'Union nationale cherche ainsi à se positionner comme « l'ami des cultivateurs et des ouvriers ». (8 février) Dithyrambiques à l'égard du gouvernement Duplessis entre 1936 et 1939, acerbes vis-à-vis de l'Administration libérale sortante, les deux hommes politiques font l'éloge des priorités du régime actuel : politiques agricoles, priorité à la santé publique, électrification rurale, encouragement au coopératisme, autonomisme, mesures visant à contrer l'effet ressac de l'après-guerre, etc.

Duplessis donne le ton à la session avec la présentation, en première lecture, de huit projets de loi dès la deuxième séance. Au troisième jour de la session, le premier ministre propose une motion permettant de retarder le débat sur l'adresse afin d'étudier « un bill d'urgence », la loi 5 modifiant la loi du département du Trésor<sup>49</sup>. En consolidant un prêt de 1925 à un taux d'intérêt moins élevé, Duplessis juge que cette mesure législative est pressante puisqu'elle permettrait d'économiser « des centaines et des centaines de mille dollars par année à la province ». (13 février)

Le projet de loi voté, le débat sur l'adresse se poursuit jusqu'au 14 février. Huit orateurs prennent part aux discussions<sup>50</sup>. Très critique envers le gouvernement qui « semble s'acharner à vouloir détruire plutôt que construire », notamment dans le domaine des mesures sociales, Adélard Godbout souligne la faiblesse des orientations et politiques de la nouvelle administration unioniste. (13 février)

## Les finances publiques

Le changement de gouvernement entraîne certaines modifications dans la gestion des finances publiques. Dès le lendemain de l'ouverture de la session parlementaire, le nouveau trésorier, Onésime Gagnon, remet au greffier les *Comptes publics*. La rapidité avec laquelle il dépose ces documents contraste avec la coutume antérieure qui permettait au ministre des Finances de déposer les *Comptes publics* au milieu de la session<sup>51</sup>.

Autre nouveauté : déposé à l'Assemblée législative le 27 mars, le budget 1945-1946 n'est pas présenté par le trésorier la même journée<sup>52</sup>. À la place, un bref débat survient au sujet d'une déclaration médiatique de l'ancien trésorier, James Arthur Mathewson. Ce dernier répète en Chambre sa position évoquée dans les médias, à savoir que le premier budget Gagnon montre un retour à « [l']ère de l'extravagance et de l'augmentation de la dette », un retour de « la danse des millions » comme sous l'administration Duplessis entre 1936 et 1939.

Onésime Gagnon présente son budget le 5 avril. Il se targue d'être le premier trésorier permanent de langue française :

Il m'est agréable de profiter de l'occasion pour remercier le premier ministre de la confiance qu'il m'a témoignée en me confiant la direction du département du Trésor. Ce geste de mon chef, mes compatriotes en ont saisi toute la portée. Ils ont vu dans le choix d'un trésorier de langue française, une décision éclairée qui dépasse les insuffisances du titulaire pour sauvegarder un principe excellent, une décision éclairée, pour mettre fin à la légende qui veut que les Canadiens français soient inaptes à la pratique des finances publiques. Désormais, on ne devra plus laisser croire à l'inaptitude des Canadiens français à la pratique des finances publiques. Dans le passé, les nôtres qui ont occupé le poste de trésorier ne l'ont fait qu'à titre temporaire, en attendant le choix d'un titulaire de langue anglaise.

René Chaloult félicite le choix de l'administration Duplessis :

Il était humiliant pour les Canadiens français de n'avoir pas de trésorier dans leur langue depuis quelques décennies. Je n'admets pas que le trésorier provincial, qui a un droit de regard sur les ministères, doive fatalement être un représentant de la minorité de langue anglaise. (12 avril)

Il nuance toutefois les allégations du trésorier en rappelant que d'autres francophones avaient occupé ce poste prestigieux par le passé<sup>53</sup>.

Dans son bilan de l'année 1944-1945, Onésime Gagnon fustige les libéraux d'avoir légué une situation financière catastrophique. Après cinq mois de régime libéral, 80 324 000 \$ « était déjà dépensé ou engagé » sur un budget global de 92 283 181 \$. Il défend le gouvernement Duplessis d'avoir été obligé de « recourir à un budget supplémentaire extraordinaire » afin de boucler l'année fiscale. Cette dernière se termine d'ailleurs avec des dépenses totalisant 104 589 000 \$ et des revenus de 96 352 000 \$. Il annonce donc un déficit de 8 237 000 \$ et en jette le blâme sur les libéraux qui, selon lui, ont « profité de la période électorale pour effectuer des dépenses exagérées dans le but de conserver le pouvoir à tout prix ».

À la suite de ces remarques, Gagnon aborde les prévisions budgétaires de 1945-1946, un « budget d'économie, de transition et de restauration » qui « nous permettra enfin de préparer le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix ». Selon le trésorier, l'année fiscale qui commence engendrera des revenus de 100 523 000 \$ et des dépenses de 99 854 805 \$, pour un surplus de 668 195 \$. Outre le Service public de la dette qui accapare 17,5 % du budget global, les autres ministères qui reçoivent la plus grande attention du gouvernement sont les suivants : la Voirie (15 %), l'Instruction publique (9,4 %), la Santé et le Bien-être social (9,1 %), le Travail (8,8 %), l'Agriculture (7,4 %), les Travaux publics (6,2 %) et la Colonisation (4,8 %). Le département des Mines et celui de l'Industrie et du Commerce voient leur enveloppe budgétaire augmenter d'une façon considérable.

Quant aux priorités financières, Onésime Gagnon rappelle la volonté du gouvernement Duplessis d'abolir la taxe de vente mise en place par l'administration libérale en 1940, ce qui engendrerait des économies de plus de 10 000 000 \$ pour les contribuables québécois, plus particulièrement pour les « familles nombreuses ». Il mentionne toutefois l'intention de mettre sur pied une taxe « sur les objets de luxe ». En insistant sur l'importance de préparer l'après-guerre, le trésorier reconnaît que des dépenses supplémentaires votées depuis le début de la session par le biais de différentes lois ne sont pas incluses dans le budget 1945-1946. Servant à « présenter certaines mesures d'urgence », elles « n'autorisent pas nécessairement une dépense d'argent pour la prochaine année ». Enfin, le député de Matane fait l'éloge de l'autonomie provinciale qui représente, selon lui, la planche de salut de la province pour réussir à régler ses problèmes financiers et ainsi à augmenter ses dépenses et son budget.

Le débat sur l'état des finances publiques est virulent. L'opposition libérale accuse le gouvernement Duplessis de propager des faussetés. James Arthur Mathewson, le critique libéral en matière de finances publiques, affirme que ce n'est pas l'administration sortante qui est responsable du déficit pour l'année 1944-1945, mais bien la nouvelle qui « a brisé l'équilibre du budget ». (10 avril) En ce qui concerne l'année 1945-1946, il critique la tactique unioniste de ne pas inclure, dans le budget, des dépenses de plus de 50 millions de dollars qui feraient grimper les dépenses globales à 151 354 805 \$, engendrant ainsi un déficit énorme. Pour lui, le budget Gagnon « marque la reprise des orgies de dépenses extravagantes et fantastiques qui a marqué le premier passage de l'Union nationale au pouvoir. C'est un budget d'inflation. » (10 avril)

Quant aux tiers partis, André Laurendeau regrette « que le discours du budget n'annonce pas les premiers pas nécessaires vers notre libération de la dictature économique ». (17 avril) David Côté déplore plutôt l'absence de mesures visant à étatiser les grandes industries, afin d'augmenter les revenus de l'État, et critique l'inaction du gouvernement dans le domaine de l'éducation.

### **Les faits marquants de la session**

Prorogée le vendredi 1<sup>er</sup> juin, la session parlementaire de 1945 présente un menu législatif qui nécessite 106 séances réparties en 65 jours de travaux<sup>54</sup>. Sur les 135 projets de loi présentés à l'Assemblée législative, 126 reçoivent la sanction royale. Les députés débattent de 90 avis de questions ou de motions, ces dernières donnant lieu à des débats parfois musclés. Le Conseil législatif, quant à lui, a tenu 34 séances.

Trois grands thèmes peuvent servir à regrouper la vaste majorité des questions, motions et projets de loi discutés à la Chambre basse : 1) l'abandon ou la réorientation des politiques antérieurement entérinées par le gouvernement Godbout; 2) la planification de l'après-guerre; 3) la sauvegarde de l'autonomie provinciale contre l'interventionnisme de l'État fédéral.

Les débats de la 1<sup>re</sup> session de la 22<sup>e</sup> Législature permettent non seulement de comprendre la société québécoise de l'époque, ses aspirations, ses valeurs et intérêts, mais aussi et surtout de se familiariser avec les grandes législations qui formeront les assises du régime duplessiste pour les 16 années à venir.



### Réorientation : assurance-maladie et taxe de vente

Mise en veilleuse depuis la formation du gouvernement Duplessis, la commission d'assurance-maladie disparaît avec le bill 7. Perçue par Joseph-Henri Albiny Paquette, ministre de la Santé et du Bien-être social, comme une simple « commission d'études » et non comme un organisme chargé de mettre immédiatement en application un régime d'assurance-maladie, son utilité devient désuète aux yeux du Cabinet Duplessis. S'il abolit la commission, le ministre déclare appuyer le principe de l'assurance-maladie. Seulement, il considère qu'une telle mesure sociale « n'est pas possible avant sept ou huit ans » et que d'ici là, le ministère sera en mesure de trouver des officiers capables de faire le travail des commissaires afin d'économiser de l'argent. (27 février)

Outrée par de pareilles considérations financières et politiques, l'opposition dénonce le bill avec vigueur. Joseph-Willie Robidoux, député libéral de Richelieu, rappelle les bienfaits de la commission. Il insiste sur la sauvegarde de « l'intérêt de l'enfance, du père et de la mère, de celui des hôpitaux, des asiles et des institutions qui s'occupent du bien-être social ». (27 février) Wilfrid Hamel, député libéral de Saint-Sauveur, dénonce le choix politique d'abolir une mesure sociale adoptée par le gouvernement Godbout. Quant à André Laurendeau, chef du Bloc populaire, il perçoit l'établissement de l'assurance-maladie comme un outil permettant à l'État québécois de contrebalancer le pouvoir central dans le domaine social. L'abolition proposée devient ainsi « une manœuvre rétrograde et dangereuse pour la santé publique et l'autonomie provinciale ». (6 mars) Adopté en troisième lecture le 8 mars, le bill 7 reçoit la sanction royale le 20 avril.

Une autre œuvre du gouvernement Godbout subit les foudres de la nouvelle administration unioniste : la taxe de vente. Critiquée par Duplessis dès sa création en 1940, l'abolition de la taxe de vente par le bill 35 représente une promesse électorale. « Mauvaise » et « injuste », selon le trésorier Onésime Gagnon, cette taxe donne « à la province des revenus de 12 000 000 \$, pris surtout chez les gens des classes moyennes et des classes pauvres ». (27 avril) La loi 35 autorise donc le gouvernement unioniste à abolir la taxe de vente au plus tard le 31 décembre 1945.

Ne pouvant se permettre de diminuer de la sorte les revenus de la province sans affecter le pouvoir de dépenser de l'État québécois, le gouvernement Duplessis présente le bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique. Cette loi se traduit par la création d'une taxe de luxe de 6 % touchant à la fois les consommateurs, les compagnies et les manufactures lors de la vente au détail des « objets de luxe qui ne sont pas de première nécessité ». Parmi le lot, il y a les spiritueux, les bijoux, les véhicules à moteur, les fourrures, les appareils électriques ou encore les services de téléphone. Une taxe de 2 % est également appliquée pour l'achat du gaz ou d'électricité. Selon le trésorier, cette nouvelle mesure fiscale « enlève aux familles nombreuses le fardeau de la taxe de 2 % » et s'assure que « le riche paye, afin que le gouvernement puisse aider l'éducation et la santé publique ». Duplessis rappelle cependant aux députés que cette loi est temporaire et qu'elle sera abolie à son tour dès que « la province aura repris les droits de taxation cédés à Ottawa ». (30 avril)

La taxe de luxe scandalise l'opposition libérale. « Ces taxes vont contribuer à tuer le commerce dans la province de Québec et à le faire passer chez nos voisins », s'exclame Adélar Godbout. Considérant « discriminatoire » cette « taxe de vente à 6 % », particulièrement pour les cultivateurs qui doivent acheter de coûteuses machineries agricoles, le chef de l'opposition rappelle que la taxe de vente à 2 % était « raisonnable ». (30 avril) À mesure que le débat avance, la critique des libéraux devient constructive. À la demande de Lionel-Alfred Ross, député libéral de Montréal-Verdun, Duplessis fait un amendement qui précise que la taxe de luxe doit être utilisée « aux seules fins de pourvoir à l'éducation et à la santé ». (1<sup>er</sup> mai)

Selon certains observateurs, le bill 44 est mal perçu auprès des consommateurs, particulièrement auprès des ouvriers travaillant dans le domaine de la fourrure<sup>55</sup>. Le 24 mai, le Conseil législatif décide de renvoyer à six mois l'étude de la loi. Le bill 44 étant cliniquement mort, la taxe de luxe ne peut donc pas remplacer la taxe de vente. Le gouvernement Duplessis se voit alors dans l'obligation de retirer le bill 35<sup>56</sup>.

## Hydro-Québec et l'électrification rurale

Le 23 février, le premier ministre présente en première lecture une des mesures les plus importantes de son programme législatif : le bill 14 favorisant l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité. En comité des résolutions, le 20 mars, il rappelle les « grandes richesses hydroélectriques » que possède le Québec et souligne « le devoir de les utiliser à l'avantage du public et du bien commun ». Selon lui, « il est inconcevable que la classe agricole ne bénéficie pas davantage des bienfaits de l'électricité ». Dans un discours qui ressemble à celui prononcé l'année précédente par l'ancien ministre libéral Wilfrid Hamel<sup>57</sup>, Duplessis s'engage à ce que l'initiative d'électrification serve à « maintenir l'équilibre entre la ville et la campagne » :

L'électrification rurale, elle, procurera l'assurance d'un foyer confortable comprenant toutes les nécessités de la vie telles que les conçoivent les gens de la ville, et constitue le seul moyen de garder le cultivateur et les fils et les filles de cultivateurs sur les fermes, d'arrêter l'exode rural vers les cités, de consolider la paroisse rurale et de conserver à la province son caractère agricole si important.

Le chef de l'Union nationale précise que l'électrification rurale doit absolument se réaliser à l'aide de l'établissement de coopératives d'électricité, car « le coopératisme bien compris, c'est la formule de salut, lequel consiste à créer une force collective ». Pour développer cette « solidarité sociale, familiale et nationale », Duplessis annonce la création d'un Office d'électrification rurale qui disposera d'un fonds de 12 000 000 \$ pour prêter aux coopératives d'électricité à un taux d'intérêt de 3 %.

Si René Chaloult, député indépendant de Québec, et les élus du Bloc populaire applaudissent cette mesure tant attendue, l'opposition libérale tire à boulets rouges sur le gouvernement qui enlève à Hydro-Québec le rôle actif d'électrification rurale. Cinglant, Wilfrid Hamel considère que la « loi actuelle ne fait que doubler la loi de l'Hydro; elle n'est pas nécessaire, elle ouvre la porte aux abus du patronage et à la convoitise des trusts ». Il perçoit l'Office de l'électrification rurale comme un « organisme politique » qui remplace « l'organisme indépendant qu'est l'Hydro-Québec ». (20 mars)

Sanctionnée le 24 mai, cette loi sur l'électrification rurale oblige le gouvernement à créer de nouvelles structures étatiques. C'est pour cela que le Cabinet Duplessis crée un département des Ressources hydrauliques distinct de celui des Terres et Forêts. (bill 67) De même, il abolit la Régie des services publics pour rétablir une Régie provinciale des transports et communications et une Régie provinciale de l'électricité. (bill 32) Cette dernière « aura juridiction exclusive en ce qui concerne la capitalisation des compagnies de l'électricité, de la distribution et de la production de l'électricité, [et] de la fixation des taux ». (13 avril)

Présenté à la toute fin de la session parlementaire, le bill 45 poursuit la réorientation du rôle d'Hydro-Québec. Expliquant que la nouvelle Hydro-Québec doit être perçue comme un « organisme du gouvernement », Duplessis soutient que ce statut demeurerait ambigu dans la loi créant la Commission hydroélectrique de Québec de 1944. Il explique que le bill 45 « établit clairement que tous les organismes gouvernementaux devraient être soumis au contrôle du gouvernement du peuple et que les profits résultant de leur exploitation devraient appartenir entièrement et indubitablement à la province, par l'entremise de ses représentants élus ». (30 mai) Annulant la possibilité qu'avaient les administrateurs de l'Hydro d'investir les profits dans les obligations du fédéral, le premier ministre oblige désormais le placement de ces revenus « dans des obligations de la province uniquement », c'est-à-dire dans le fonds consolidé du Québec.

Duplessis justifie le principe de cette mesure en rejetant « l'idée que l'argent recueilli par la province à un certain endroit doive être dépensé à cet endroit-là ». Il considère plutôt que les profits de la compagnie, ce « bien public », doivent être utilisés selon un « esprit de solidarité » et non un « esprit de clocher ». L'argent dépensé, soutient-il, aura le mérite de servir à l'éducation et à la santé dans la région de Montréal et les environs, mais aussi dans la province en général. (30 mai)

Outre la perte d'autonomie de la compagnie publique qui dérange grandement les députés de l'opposition, ces derniers fustigent le gouvernement sur l'aspect de la récupération des profits par l'État. Godbout dénonce la tentative du gouvernement « de faire payer sa taxe de luxe par les usagers de l'Hydro ». Quant à André Laurendeau et René Chaloult, ils ne peuvent endosser une telle mesure législative qui pervertirait le mandat d'Hydro-Québec et qui contreviendrait à la réduction des tarifs d'électricité dans la région de Montréal. Le chef du Bloc populaire estime d'ailleurs « que le fait d'accaparer les profits, au lieu de baisser les taux et ainsi rendre la propriété publique plus attirante, n'est pas acceptable, car c'est détourner la nationalisation de son but réel ». (30 mai)

### **Préparer l'après-guerre : développement industriel et minier**

En cette année de fin de guerre, les responsables politiques de tous les horizons se rappellent les difficultés vécues après la Première Guerre mondiale et craignent une période de transition difficile sur le plan économique. Sensible à cette situation, le gouvernement unioniste élabore des politiques d'après-guerre qui, croit-on, permettront au Québec d'éviter un ressac économique : le développement minier et le développement industriel seront donc les fers de lance de la nouvelle économie.

Présenté le 3 avril par Antonio Barrette, ministre du Travail, le bill 23 vient en aide à l'apprentissage et à la mise en valeur du capital humain. Il touche plus particulièrement : « 1. les ouvriers qui veulent apprendre un métier; 2. les ouvriers victimes d'accidents du travail et qui doivent être réadaptés au travail; 3. les infirmes; 4. les soldats de retour du front qu'il faut réintégrer dans la vie civile et qui sont l'objet d'un souci particulier dans ce projet de loi. » Le ministre du Travail est d'avis que « l'apprentissage, la rééducation professionnelle et la formation professionnelle » représentent trois moyens de garantir le « droit au travail » à tout individu et de contribuer « à la réalisation d'un programme de reconstruction économique et sociale ». Pour y parvenir, la loi encourage « l'organisation de l'apprentissage par les employeurs et les associations ouvrières » dans des centres d'apprentissage pouvant résulter de l'initiative des municipalités.

Le bill 71 vise la stabilité et le progrès industriels du Québec. Le gouvernement Duplessis propose une redistribution des concessions forestières dans le but de favoriser « un programme de développement industriel ». (24 mai) Au moins quatre nouvelles industries, dont une usine de la compagnie Singer Sewing Machine, s'implanteront au Québec grâce à cette législation<sup>58</sup>.

L'implantation d'industries minières dans le territoire du Nouveau-Québec, particulièrement riche en minéraux de fer, préoccupe également l'Administration. À cette fin, Jonathan Robinson, ministre des Mines, présente le bill 50 qui facilite et encourage le développement minier de cette vaste étendue territoriale. Le 3 mai, en première lecture, il explique que la « loi régissant l'octroi de permis de recherche et d'exploitation des mines » doit être outrepassée afin de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de concéder l'exploitation des mines par des baux. Duplessis reconnaît ainsi la nécessité d'accorder « des pouvoirs spéciaux » aux compagnies minières puisqu'il s'agit d'une « situation extraordinaire » où le « développement minier du nord du Québec suppose de gros capitaux, à cause du manque de communication. Une compagnie qui voudra exploiter ces mines devra construire des routes, un port et peut-être un chemin de fer. Il faut lui assurer un territoire assez vaste pour lui permettre de compenser les dépenses faites ». (14 mai)

Dans un plaidoyer, Godbout rappelle les dangers de concéder « trop libéralement » nos ressources, comme ce fut le cas des forces hydrauliques dans le passé :

Qu'on encourage l'exploitation de nos richesses minières, très bien, pourvu que ce soit au profit de la province, mais non des trusts. Mais j'estime que ce serait un crime national que d'aller jusqu'à l'abandon de nos ressources pour un nombre incalculable d'années. Ce serait un crime national, si le bill était adopté dans cette forme. (14 mai)

Le chef de l'opposition libérale souhaiterait que les concessions des ressources minières ne se fassent pas sans l'assentiment des Chambres. Son argumentation contribue à modifier le projet

de loi. De ce fait, Jonathan Robinson et Maurice Duplessis limitent à 20 ans la durée maximale du bail consenti. Le bill 50 amendé reçoit la sanction royale le 24 mai.

### **Voirie provinciale et colonisation**

Le monde rural occupe une place importante dans les programmes visant à contrer les possibles troubles économiques d'après-guerre. Outre le bill 4 autorisant une dépense d'un million de dollars pour le drainage des terres agricoles, le gouvernement Duplessis débloque d'autres millions afin de lutter contre le chômage et de régler les problèmes criants dans les domaines de la voirie provinciale, de l'agriculture et de la colonisation.

Le bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale autorise des dépenses de 30 000 000 \$, en quatre ans, pour « l'exécution d'un plan d'ensemble relatif à la construction et à la réfection des routes » en milieu rural. Si l'on « juge très souvent un peuple par son réseau routier », croit Antonio Talbot, ministre de la Voirie, il est grand temps de donner « à nos cultivateurs de bons chemins pour leur permettre de transporter leurs produits jusqu'aux marchés, pour communiquer entre eux et leur donner des contacts sociaux ». (20 février)

Le 18 mai, en comité des résolutions concernant le bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles, le ministre Joseph-Damase Bégin s'exprime en ces termes :

Au cours de la présente guerre, la colonisation a perdu un peu d'intérêt. Il est réconfortant de constater que ceux qui s'occupent des problèmes sociaux proclament aujourd'hui qu'il faut remettre la colonisation en lumière. Qu'on le veuille ou non, la colonisation est une entreprise nationale à laquelle tous les bons Canadiens doivent s'intéresser.

À l'aide d'un budget de 16 000 000 \$ en quatre ans – sans compter une contribution attendue de 34 000 000 \$ qui proviendrait d'Ottawa<sup>59</sup> –, qui lui permettra de préparer et d'exécuter un plan de colonisation, Bégin entend « redonner au mot colonisation son sens véritable : celui d'établissement autonome sur l'une ou l'autre des diverses ressources du sol » et ainsi permettre de « relever le standard de vie du colon »<sup>60</sup>. Les principaux buts visés sont d'abord de consolider les « vieilles paroisses à demi peuplées » avant d'établir « des colons dans des endroits préparés à l'avance » grâce à une « adaptation rigoureuse au sol ».

### **L'autonomie provinciale**

Thème largement abordé en campagne électorale puisqu'il permettait à l'Union nationale et au Bloc populaire d'attaquer le gouvernement Godbout, l'autonomie provinciale reste un sujet récurrent durant la session. Dans plusieurs des interventions et mesures législatives préconisant l'autonomie provinciale, les libéraux doivent porter le blâme de ne pas avoir fait respecter les droits du Québec entre 1939 et 1944. Persuadé d'avoir agi dans le meilleur intérêt pour le Québec, Adélard Godbout défend constamment ses décisions politiques.

L'Union nationale n'a pas le monopole des initiatives en faveur de l'autonomie provinciale ou de la sauvegarde des intérêts des Canadiens français. L'indépendant René Chaloult et les députés du Bloc populaire présentent régulièrement des motions en ce sens. Il en va ainsi de la motion contre la conscription pour service outre-mer, présentée par Chaloult le 21 février, ou encore de celle proposant de rétablir le système du volontariat pour service militaire outre-mer, proposée, le 21 mars, par Albert Lemieux, député du Bloc populaire dans Beauharnois. Ces deux motions blâment le gouvernement King pour avoir imposé la conscription, le 23 novembre 1944, et pour ne pas avoir respecté le choix des Canadiens français de participer au conflit mondial sur une base volontaire. Pour sa défense, Godbout rappelle qu'il a toujours été opposé à la conscription, mais que cette dernière est devenue réalité, selon lui, « parce qu'après les élections du 8 août 1944, le gouvernement King s'est trouvé affaibli dans la province de Québec et a dû céder devant la poussée des intérêts tories, devant l'impérialisme et les financiers véreux ». (21 février)

D'autres interventions oppositionnistes visent à sauvegarder les droits et compétences de la province de Québec. Le 18 avril, André Laurendeau présente une motion voulant que « cette Législature, en face de diverses tentatives d'empiétement, réaffirme fortement son pouvoir de légiférer dans le domaine de l'éducation », pouvoir acquis grâce à l'article 93 de la Constitution de 1867. Le chef du Bloc populaire se demande même si la province, afin de conserver ses droits, ne devrait pas refuser l'argent du fédéral. Ce qu'approuve l'ancien premier ministre Godbout, pour qui la « Législature doit aller jusqu'à refuser ces cadeaux de Grecs qu'on pourra nous offrir ». Le gouvernement Duplessis appuie chacune des initiatives de l'opposition en ce sens.

Aussi, de nombreuses lois visant à affermir ou à sauvegarder les compétences du Québec au sein de la Confédération sont présentées en Chambre. Le 6 avril, Onésime Gagnon affirme ainsi qu'il est devenu nécessaire de mettre un terme à l'entente de 1942, entre Ottawa et Québec, au sujet de l'abandon de « quelques-unes des plus importantes sources de revenus, notamment l'impôt sur les corporations et sur le revenu ». Par le bill 21 assurant la sauvegarde des revenus essentiels de la province, le gouvernement Duplessis se donne donc le mandat de négocier avec Ottawa et de présenter, à la prochaine session parlementaire, les nouvelles dispositions d'un nouveau règlement. Le bill 21 constitue la première étape vers la création, en 1954, d'un impôt québécois sur le revenu des particuliers.

James Arthur Mathewson, critique libéral en matière de finances publiques, croit que le gouvernement Duplessis « désire jeter de la poudre aux yeux, faire du "show", faire entendre des discours de Saint-Jean-Baptiste sur les droits constitutionnels du Canada ». Il rappelle que pour mettre un terme à l'entente de 1942, « la province peut mettre fin à cet accord en donnant avis de 30 jours avant l'expiration de l'année fiscale. Le gouvernement provincial, poursuit-il, veut si peu y mettre fin, qu'il a laissé passer le délai fixé par la convention ». (6 avril)

Le bill 21 est voté en troisième lecture le 4 mai et reçoit la sanction royale le 24 du même mois.

### **Les allocations familiales**

Insérée dans le cadre d'un interventionnisme grandissant de l'État fédéral, la politique d'allocations familiales voit finalement le jour à l'été 1944. Résolu à aider les familles dans leurs charges financières, le gouvernement King établit toutefois des taux d'allocation qui « suivent une échelle décroissante à partir du cinquième enfant », ce qui nuit aux familles nombreuses qui sont souvent canadiennes-françaises<sup>61</sup>. Entrant en vigueur à l'été 1945, cette décision provoque l'indignation de plusieurs intervenants au Québec.

Présenté très rapidement au début de la session par le premier ministre, le bill 2 sur les allocations familiales « autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera appropriée, efficace et juste pour l'établissement d'un système d'allocations familiales conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province ». (8 février) La famille étant au cœur des politiques gouvernementales, Duplessis fait des allocations familiales une des pierres angulaires de la lutte contre « une usurpation des droits provinciaux fondamentaux dans le domaine éducatif, dans le domaine familial et dans le domaine des droits civils ». (15 février)

Pour Godbout, le meilleur moyen de « rester maîtres chez nous » et d'éviter les interventions fédérales dans les domaines de juridiction provinciale, demeure celui de « couvrir nous-mêmes ces champs d'action ». (15 février) Il nuance toutefois sa position dans le cas des allocations familiales qui ne peuvent se faire sans l'appui d'Ottawa en raison des coûts trop élevés du programme. Or, l'ancien premier ministre rappelle l'importance de faire pression sur le gouvernement King pour que soit annulée la décision de diminuer les taux d'allocation à partir du cinquième enfant.

André Laurendeau et René Chaloult se positionnent aussi en faveur d'une négociation avec le fédéral pour un régime d'allocations familiales plus juste pour le Québec, mais ils jugent que ces pourparlers ne doivent pas retarder le paiement des premiers montants destinés aux familles. Quant à David Côté, le député de la Co-operative Commonwealth Federation de Rouyn-Noranda, il est contre la loi parce que, selon lui :

[l']autonomie provinciale, ça importe peu. Si un homme a faim, présentez-lui du pain blanc et du pain brun et il mangera les deux. Peu importe que les allocations soient payées par le fédéral ou le provincial. Le peuple ne regarde pas si c'est le provincial qui veut sauver son autonomie, mais ce qu'il regardera, c'est l'argent qui tombera dans ses poches. (16 février)

### **Radio-Québec**

Considérant Radio-Canada comme l'organe officiel de l'État fédéral<sup>62</sup>, Duplessis veut doter la province de Québec d'un réseau radiophonique contrôlé par l'État qui aurait le droit « d'acheter ou d'exproprier tous les postes privés déjà existants ». Avec le bill 12 autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion, le premier ministre tient une promesse électorale qui montre la sensibilité de l'Union nationale à l'égard d'un médium de plus en plus important :

La radio étant devenue un puissant moyen de propager l'éducation, qui est du ressort exclusif des provinces, il va sans dire qu'il serait illogique qu'un gouvernement provincial n'exerce pas ses prérogatives dans un domaine aussi vaste. C'est son droit essentiel de diffuser la pensée provinciale comme Radio-Canada diffuse la pensée fédérale. (13 mars)

Radio-Québec, le nouvel organisme de radiodiffusion ainsi créé, aurait trois principaux mandats : soutenir le Québec, ses revendications et ses valeurs et intérêts à l'étranger, notamment au sein des autres provinces canadiennes; mettre en valeur le passé et les traditions de la province de Québec; et, enfin, corriger les erreurs et les préjugés au sujet de la province entendus sur les ondes de Radio-Canada ou des stations privées.

Favorable à la création d'un poste de radio étatique comme moyen d'éducation, Adélard Godbout doute toutefois de la nécessité pour l'État de contrôler un système de radiodiffusion. Surtout, il s'élève contre la tentation de créer un organisme contrôlé par le gouvernement, une entité radiophonique qui serait sous la tutelle du premier ministre. L'opposition bloquiste et libérale demande le contrôle de Radio-Québec par une commission indépendante et non par un gérant qui deviendrait « une créature du premier ministre » et du parti au pouvoir. Pour illustrer le malaise des oppositionnistes, Léon Casgrain, député libéral de Rivière-du-Loup, considère que le nouveau système de radiodiffusion devrait s'appeler la « Radio-Duplessis ». (15 mars)

Longuement débattu au Conseil législatif, notamment en raison du fait que deux conseillers, Jacob Nicol et Pamphile Du Tremblay, sont propriétaires de postes privés de radio, le bill 12 créant Radio-Québec se voit finalement amendé et adopté. L'amendement en question remplace le gérant unique prévu par la loi de Duplessis par trois commissaires<sup>63</sup>. Duplessis accepte l'amendement le 20 avril, et la loi reçoit la sanction royale le même jour. Malgré les beaux discours du gouvernement Duplessis, le bill 12 restera lettre morte jusqu'en 1968<sup>64</sup>, alors que Daniel Johnson annoncera officiellement la création de Radio-Québec.

### **Le Conseil législatif**

L'étude de certains projets de loi donne lieu à quelques frictions entre le gouvernement Duplessis et le Conseil législatif. C'est le cas du bill 44 venant en aide à l'éducation et à la santé publique grâce à l'instauration d'une taxe de luxe<sup>65</sup>. D'autres tensions surviennent lorsque la Chambre haute tente d'imposer des amendements non désirés par la Chambre basse, entre autres, pour le bill 155 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun<sup>66</sup> et, surtout, pour le bill 39 modifiant les districts électoraux<sup>67</sup>.

Duplessis rappelle que ce « sont les représentants du peuple qui doivent mener » (22 mai), et non un « organisme irresponsable » qui agit « contre le fondement même de nos droits et institutions démocratiques ». (1<sup>er</sup> juin) René Chaloult plaide pour l'abolition pure et simple « de cet organisme inutile qu'est le Conseil législatif ». (22 mai) Cette idée séduit pour un moment le premier ministre qui se demande, dans la dernière séance de la session, si le moment

n'est pas venu de transformer cet « élément pondérateur et modérateur » reflétant désormais « l'écho des gros intérêts financiers ». (1<sup>er</sup> juin)

Godbout n'approuve pas ces critiques. Le Conseil législatif, dit-il, doit avoir comme rôle « de remettre à leur place les petits dictateurs ». (1<sup>er</sup> juin) Il perçoit ainsi la Chambre haute comme un dernier rempart contre certaines politiques impopulaires ou antidémocratiques de l'Union nationale.

Selon les courriéristes parlementaires, la session se termine d'ailleurs sur une grave discorde, sur un « déploiement de stratégie, de combativité et d'éloquence [...] au sujet de l'attitude prise par les conseillers » législatifs envers le gouvernement Duplessis<sup>68</sup>.

### **Des choses et d'autres...**

Les 14 et 21 mars, à la suite d'une motion de René Chaloult, les parlementaires se penchent une fois de plus sur le travail des femmes dans les usines de guerre. Fidèle à ses principes, le député de Québec souligne que le travail des femmes hors du foyer « vide la campagne » et « désorganise les familles canadiennes qui sont la base, le fondement de toute notre organisation religieuse, sociale et scolaire ». Le débat prend une coloration particulière lorsque Chaloult cite des statistiques montrant que beaucoup de jeunes femmes qui travaillent dans les usines de guerre et habitent dans les grandes villes sont en proie à la prostitution et au danger de devenir des « filles-mères ». Ces accusations provoquent l'indignation des députés libéraux, en particulier Adélard Godbout qui avoue n'avoir « jamais entendu de propos aussi diffamatoires ».

À sa première session parlementaire après les élections, Duplessis présente le bill 22 sur la loi électorale du Québec qui vise à « assurer la liberté du vote et [à] garantir l'honnêteté du scrutin » par une refonte complète de la loi électorale. (15 mars) Quatre éléments de la loi retiennent l'attention : le délai d'émission des brefs d'élection passe de 39 jours à 46 jours; la création d'un directeur général des élections; la nomination d'énumérateurs dans les bureaux de votation, en l'occurrence un dans les campagnes et deux dans les villes de Québec et de Montréal; et, enfin, l'obligation pour les électeurs d'être « de nationalité canadienne » et non plus d'être « sujet britannique de naissance ou par naturalisation ». (15 et 23 mars) André Laurendeau critique alors une loi faite pour éloigner les tiers partis du processus de nomination des énumérateurs, car seuls le gouvernement et l'opposition officielle, rappelle-t-il, reçoivent le pouvoir d'effectuer cette tâche. (19 avril)

Les députés abordent également les conditions de travail des ouvriers et des salariés de l'État. Le 25 avril, Ovila Bergeron, député du Bloc populaire dans Stanstead, présente une motion qui prépare l'opinion publique en vue de rendre « obligatoire l'établissement généralisé d'au moins une semaine de vacances payées, pour tous les ouvriers et employés ». Plusieurs députés se prononcent en faveur de cette motion, dont Duplessis qui estime que cette dernière « a un motif humanitaire et social ». « Si l'on doit faire reposer un moteur, dans le cours ordinaire des choses, à plus forte raison, doit-on faire reposer l'être humain? »

## Critique des sources

### Les membres de la Tribune de la presse<sup>69</sup>

La reconstitution des débats de l'Assemblée législative du Québec a été rendue possible grâce au travail des membres de la Tribune de la presse. Les courriéristes parlementaires assistent à chacune des séances de la Chambre basse et retranscrivent ou résument les interventions des députés. En 1945, les 17 membres de la Tribune choisissent comme président Henri Dutil, du journal *Le Soleil*. Ce dernier est secondé par le vice-président Louis Robillard, du *Devoir*, et par le secrétaire Jack Dunn, du *Quebec Chronicle-Telegraph*. Mentionnons que Damase Potvin, le secrétaire-trésorier sortant, a donné sa démission comme courriériste pour le journal *La Presse*<sup>70</sup>.

Les autres membres connus de la Tribune travaillent pour les grands quotidiens ou pour la principale agence de presse de la province : Maurice Bernier et Edmond Chassé, de *L'Événement-Journal*; Jean-Marc Denault, du *Quebec Chronicle-Telegraph*; Raymond Dubé, du *Soleil*; Calixte Dumas et Jacques Verrault, de *L'Action catholique*; Guy Gagnon, de la *Presse canadienne*; Arthur-W. Langlais, de *La Presse*; Pierre Laporte, du *Devoir*; Joseph LaVergne, de *La Patrie*; Charles-Eugène Pelletier, du journal *Le Droit*; Henri Saint-Pierre, du *Montreal Daily Star*; et Abel Vineberg, de la *Gazette*<sup>71</sup>.

Outre le dépouillement systématique de ces journaux, la reconstitution des débats de 1945 a nécessité la consultation de chroniques ou d'articles publiés dans plusieurs autres quotidiens et hebdomadaires. En voici la liste : *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *La Bonne Parole*, *La Boussole*, *La Chronique de Magog*, *La Feuille d'Érable*, *La Frontière*, *La Gazette de Maniwaki-Gatineau*, *La Gazette de Valleyfield*, *La Gazette des Campagnes*, *La Gazette du Nord*, *La Revue de Granby/La Nouvelle Revue*, *La Parole*, *La Rive-Sud*, *La Terre de Chez Nous*, *La Tribune*, *La Tribune de Lévis*, *La Voix de Gaspé*, *La Voix de l'Est*, *La Voix des Bois-Francs*, *La Voix des Mille-Isles*, *La Voix du Peuple*, *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *L'Avant-poste gaspésien*, *L'Avenir du Cap*, *Le Berthelais*, *Le Bien Public*, *Le Bloc*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Canadien/Le Canadien libéral*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Bellechasse*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de Lavolette*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Courrier de Papineau*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Dolbeau Journal*, *Le Dorchester*, *Le Droit*, *Le Front Ouvrier*, *Le Guide*, *Le Jour*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nicolétain*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès de L'Islet*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Richelieu*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Régional*, *Le Saint-Laurent*, *Le Salaberry*, *L'Écho de Frontenac*, *L'Écho de Lotbinière*, *L'Écho de Portneuf-Presse*, *L'Écho de Saint-Justin*, *L'Écho des Laurentides*, *L'Écho du Bas-St-Laurent*, *L'Écho du Nord*, *L'Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice*, *L'Étoile de l'Est*, *L'Étoile du Nord*, *L'Homme libre*, *L'Opinion de Hull*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Photo-Journal*, *Sherbrooke Daily Record*, *Sherbrooke Telegram*, *The Canadian Labor Press*, *The Drummondville Spokesman*, *The Herald*, *The Rouyn-Noranda Press*, *The Shawinigan Standard*, *The St-Maurice Valley Chronicle*, *The Standard*, *The Stanstead Journal*.

### Journaux et allégeances politiques

En cette session postélectorale, quelques parlementaires critiquent l'allégeance politique de certains journaux. Il faut comprendre qu'à l'époque les formations politiques créent ou transforment des journaux en organes officiels de parti : le Parti libéral avec *Le Canada* et *Le Canadien*, l'Union nationale avec *Le Temps*, ainsi que le Bloc populaire avec *Le Bloc*. D'autres journaux sont reconnus pour se montrer largement favorables aux libéraux, comme *Le Soleil*, ou encore favorables aux unionistes, par exemple *L'Événement-Journal*, *The Gazette* ou *L'Action catholique*<sup>72</sup>.

C'est dans ce contexte que Maurice Duplessis juge l'attitude générale du journal *Le Canada*. Lors du débat sur la loi instituant Radio-Québec, le premier ministre plaide en faveur d'une presse parlementaire partisane, mais tout de même sérieuse et professionnelle :



Je suis en faveur d'une formation impartiale et que chaque parti devrait avoir un représentant en Chambre pour préparer les nouvelles de la session destinées à la radio. Je crois que, pendant la session, tous les partis devraient avoir leurs chroniques parlementaires, ou des causeries à Radio-Québec, qui seraient diffusées deux ou trois fois par semaine, mais à condition qu'elles soient fondées sur le bon sens et non sur l'exagération et qu'elles ne dénaturent pas les faits comme celle du correspondant du *Canada*. (15 mars)

Le lendemain, lors de la poursuite du débat, l'opposition libérale prend à son tour la parole pour cibler *The Gazette* comme un quotidien qui normalement défend les politiques unionistes. Valmore Bienvenue, député libéral de Bellechasse, utilise la position exceptionnelle de la *Gazette* contre le projet de loi pour critiquer les intentions du gouvernement unioniste d'obtenir un outil de propagande. Pour lui, le quotidien anglophone de Montréal est un « journal ami du gouvernement, qui reçoit des contrats d'impression ». Dans le débat qui s'ensuit, Maurice Duplessis et Valmore Bienvenue se renvoient la balle :

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La *Gazette* représente plutôt les vues de mes amis d'en face. S'il y a un journal qui a critiqué, et combattu le premier ministre actuel et a refusé de partager ses opinions, c'est bien la *Gazette*. Ce journal a le droit de dire ce qu'il veut. Je dirai que ni la *Gazette*, ni les autres journaux de ce genre-là et de ces gens-là n'inspireront le premier ministre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Quand le premier ministre attaque la *Gazette*, il se sert de gants de soie. On ne donne pas de contrats à un journal qui nous combat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La *Gazette* n'est pas l'amie du gouvernement et ne reçoit pas de contrats du gouvernement. L'Union nationale taxe les journaux, comme la *Gazette* et le *Star*, tandis que le régime libéral a demandé un reçu à *La Presse* (16 mars).

### Les débats reconstitués<sup>73</sup>

Malgré le caractère partisan des journaux, les courriéristes parlementaires tendent plus souvent qu'autrement vers l'objectivité et la neutralité. La division des tâches en pools de journalistes permet, entre autres, d'atténuer les sympathies politiques<sup>74</sup> et de rapporter le plus fidèlement possible les débats parlementaires.

Il arrive parfois que des propos rapportés dans les médias écrits soient critiqués en Chambre. Les sources de ces critiques peuvent être nombreuses : simple erreur involontaire de la part du journaliste ciblé, courant idéologique qui transcende la façon de rapporter les propos parlementaires, refus d'un député d'endosser les propos qu'il a lui-même tenus, etc. La session de 1945 renferme quelques exemples où un député critique le compte rendu d'un journal.

René Chaloult, député de Québec, tient de durs propos à l'égard du *Canada*. Le 27 février, il dénonce le compte rendu d'un de ses précédents discours et en profite pour tenter de discréditer ce quotidien libéral :

Un député m'a remis un numéro du matin du *Canada* de Montréal commentant une déclaration que j'aurais faite dans mon discours de la semaine dernière. Ce journal a rapporté que j'avais dit que les Canadiens français avaient accepté la conscription sans se révolter. C'est exactement le contraire de ce que j'ai déclaré. Je profite de l'occasion pour dire que *Le Canada* est fidèle aux vieilles traditions, fait des rapports romancés de l'Assemblée législative et dit autre chose que la vérité.

*Le Canada* ment constamment. Il ment quand il rapporte les paroles que j'ai prononcées dans mon dernier discours. Ceci est d'autant plus dangereux que *Le Canada* est généralement bien écrit. *Le Canada* manifeste une attitude servile et c'est un journal à tendance communiste et anti-canadienne-française.

Plus tard dans la journée, il renchérit :

On attire mon attention sur un nouvel article, un éditorial, qui a paru dans *Le Canada* de ce matin et dans lequel on me fait dire : « Ce n'est pas le péril allemand, c'est le péril russe qu'il faut craindre en Europe. » Ceci est partiellement faux. J'ai dit ceci : « Ce qu'il faut craindre en Europe, ce n'est pas tant le péril allemand que le péril russe. » Évidemment, les gens du journal *Le Canada* ne peuvent comprendre ces nuances. Je leur dirai que leurs injures ne s'élèveront jamais à la hauteur de mon mépris.

En 1945, Maurice Duplessis est celui qui se plaint le plus souvent des propos jugés erronés qui sont rapportés dans les journaux. Le 19 avril, au sujet de l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power, il surprend même le chef de l'opposition en corrigeant un compte rendu d'une déclaration qu'il aurait auparavant faite :

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certains journaux m'ont erronément fait dire, lors de l'étude du bill instituant la Régie des transports et la Régie de l'électricité, que l'expropriation de la Montréal Power et l'indemnisation des actionnaires seraient soumises à la Cour supérieure.

Ce n'est pas ce que j'ai dit. Lors de la discussion du bill, j'ai déclaré qu'en vertu de ce projet de loi, les causes en expropriation qui étaient généralement soumises jusqu'ici à la Régie des services publics relèveraient dorénavant de la Cour supérieure. Quant à l'expropriation de la Montreal Power, un projet de loi sera bientôt présenté à ce sujet et l'on verra qu'il n'est pas question de soumettre l'expropriation de cette compagnie à la Cour supérieure. Les courriéristes parlementaires m'ont mal compris.

**M. Godbout (L'Islet):** Je remercie le premier ministre de cette correction. J'aurais commis la même erreur que les journaux parce j'avais compris moi-même, comme les courriéristes parlementaires, que le premier ministre avait dit que l'expropriation se ferait par la Cour supérieure.

Le 2 mai, à la suite d'un supposé imbroglio entre le premier ministre et Brooke Claxton, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être, au sujet d'une entente pour les allocations familiales, Duplessis critique le travail des courriéristes parlementaires qui n'auraient pas rapporté fidèlement ses propos. Dans une explication où il fait la leçon aux journalistes, il propose même des idées pour que ces derniers fassent mieux leur travail de reporters :

Avant la fin de cette séance, j'ai une mise au point importante à faire. Je vois dans les journaux de ce jour que l'honorable Brooke Claxton, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social, dans une déclaration, nie une déclaration que j'aurais faite sur la loi fédérale des allocations familiales, lundi soir, en cette Chambre.

Je lis sur *Le Soleil* une nouvelle intitulée : "L'honorable Brooke Claxton contredit une déclaration de M. Duplessis". Dans *L'Action catholique*, le titre est plus convenable et dit : "Mise au point de l'honorable Brooke Claxton."

Je vais parler tranquillement et lentement, afin que les journalistes de la Galerie de la presse me comprennent bien et j'espère qu'aucun journaliste ne me prêterait des déclarations que je n'ai pas faites.

Je n'ai jamais déclaré que le gouvernement fédéral avait promis d'amender sa loi des allocations familiales de façon à établir une échelle uniforme. Certains journaux qui m'ont prêté cette déclaration ont mal rapporté ce que j'ai dit. M. Claxton dit qu'il n'a pas promis d'amender la loi fédérale des allocations familiales.

Ma déclaration, en conséquence, a été mal interprétée en certains milieux. Je tiens donc à répéter et à préciser ce que j'ai dit, et je demande aux journaux de bien prendre note de ma mise au point, dont voici la substance :

[...] Dans certains journaux, on m'a fait dire le contraire de ce que j'avais dit ici, lundi soir. Je veux tout simplement rétablir les faits. Les trois ministres fédéraux m'ont, dimanche dernier, dit que c'était leur intention de respecter les droits de la province de Québec, en matière éducationnelle et de faire amender la loi en conséquence.

Je demande aux journalistes de demander des explications, avant de publier une nouvelle erronée. Il n'a pas été question de l'augmentation de l'indemnité. J'ai dit que la province était prête à y suppléer, à compléter.

### **Une source parfois incomplète**

La très grande majorité des débats rapportés par les courriéristes se présentent sous la forme de citations. Or, il arrive parfois que le travail de reconstitution présente des passages où les discussions entre les parlementaires s'avèrent résumées, voire manquantes. En de rares occasions, l'ordre des interventions demeure même incertain, ce qui peut alors compliquer la compréhension générale des débats. Un des meilleurs exemples illustrant ces deux réalités se situe le 28 février, lors de l'étude de la motion de René Chaloult concernant la conscription pour service outre-mer. Alors que Pierre-Horace Plourde, député libéral d'Arthabaska, se lève en Chambre pour soutenir un amendement à la motion du député de Québec, l'Orateur intervient et commente une discussion dont le travail de reconstitution n'a pu faire état :

**M. l'Orateur**, à un moment donné, rappelle le député d'Arthabaska (M. Plourde) à l'ordre, et lui demande s'il parle sur le point d'ordre.

**M. Plourde (Arthabaska)**: Quel est le point d'ordre?

(Après, une longue discussion s'ensuit. Une douzaine de points d'ordre différents ont été soulevés pendant environ une heure.)

**M. l'Orateur**: Après avoir écouté toute cette discussion, je dois dire que l'amendement du député de Bagot (M. Dumaine) est hors d'ordre et je le rejette.

Le jugement porté par les courriéristes parlementaires sur la valeur des débats peut assurément être une des raisons expliquant la présence de résumés. « L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), l'honorable M. Paquette (Labelle), M. Bienvenue (Bellechasse), M. Hamel (Saint-Sauveur) et M. Dumoulin (Montmorency) prennent part à la discussion sur le projet de loi qui porte sur des sujets d'ordre plutôt technique », peut-on lire au sujet d'une discussion pendant l'étude du bill 69 concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier. Dans pareils cas, certes, les journalistes doivent juger de la pertinence de certains débats et, faute d'espace, ceux-ci n'ont pas été publiés. Ils ont ainsi échappé à notre mémoire parlementaire.

Stéphane Savard

## Note de l'introduction historique et de la critique des sources

1. À l'exception des États-Unis qui entrent en guerre à la fin de l'année 1941.
2. Voir : Terry Coop, *Guide canadien des champs de bataille de Normandie*, Waterloo, Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies (LCMSDS), 1994, p. 52.
3. Voir : « Libération du camp d'Auschwitz », dans *Perspective monde*, Université de Sherbrooke. perspective.usherbrooke.ca/bilan
4. « Banquets, fanfares et journalistes font [d'ailleurs] de cet événement un extraordinaire coup de publicité. » Voir : « Début d'une deuxième Conférence internationale à Québec », dans *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke. www.bilan.usherb.ca/bilan
5. Voir : « Ouverture de la Conférence de Yalta », dans *Perspective monde*, Université de Sherbrooke. perspective.usherbrooke.ca/bilan
6. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec. Tome 4 : 1896 à 1960*, Québec, Septentrion, 1997, p. 319.
7. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec. La guerre de 1939-1945. Tome 41 : Duplessis reprend les rênes*, Montréal, Fides, 1969, p. 67.
8. *Ibid.*, p. 88-89. Au sujet de l'effort militaire des Canadiens français, « l'isolationnisme québécois, ce refus de participer à la guerre sur le vieux continent, n'a rien d'exceptionnel dans les Amériques en 1939 et ne doit pas être perçu comme un appui aux puissances de l'Axe, selon plusieurs. L'historien de l'Assemblée nationale, Gilles Gallichan, souligne qu'en Amérique, c'est le Canada anglais qui fait figure d'exception en se sentant "directement impliqué dans les conflits de puissances européennes" ». Voir : Antoine Robitaille, « En marche vers la guerre », *Le Devoir*, 29 août 2009.
9. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 161.
10. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 323.
11. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Tome II : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 269.
12. *Ibid.*, p. 270. Les crédits à la Banque d'expansion, les crédits aux pays importateurs de même que la création d'une Société centrale d'hypothèques et de logement en sont d'autres exemples. Voir : J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 325.
13. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 111.
14. Ramsay Cook, « Triomphe et revers du matérialisme, 1900-1945 », dans Craig Brown (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1990, p. 563-564; R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 92; Robert Comeau, « La leader du Parti social-démocrate au Québec, de 1951 à 1957 », dans Anita Caron et Lorraine Archambault, avec la coll. d'Évelyne Tardy et Robert Comeau, *Thérèse Casgrain : une femme tenace et engagée*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 281-282.
15. L'heureux événement a finalement lieu quelques jours plus tard, soit les 7 et 8 mai. Les craintes qu'entretenaient les responsables politiques au sujet d'éventuels débordements d'enthousiasme s'avèrent fondées. En guise d'exemple, le journal *L'Événement-Journal* commente ainsi le grabuge survenus à Québec, sur la colline parlementaire : « [...] plusieurs centaines de jeunes gens et jeunes filles, étudiants et étudiantes, écoliers et écolières, ont envahi la salle des représentants du peuple déserte et y ont donné libre cours à leur effervescence avec une frénésie indescriptible. Les traces du passage des manifestants se résumaient à des monceaux de papier qui jonchaient le parquet de la Chambre et à des égratignures sur quelques pupitres, et même sur le fauteuil de l'Orateur. » Voir : *L'Événement-Journal*, 8 mai 1945, p. 3 et 21.
16. « Publication du roman " Le Survenant " de Germaine Guèvremont », dans *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke. www.bilan.usherb.ca/bilan
17. Elspeth Cameron, « MacLennan, John Hugh », *L'encyclopédie canadienne*. Voir : www.thecanadianencyclopedia.com ; R. Cook, « Triomphe et revers du matérialisme... », p. 565.
18. Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire 1942-1948*, Montréal, Boréal, 1998, p. 312-313; J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, tome 4, p. 318.
19. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...* p. 106. Voir aussi : P-A. Comeau, *Le Bloc populaire*, p. 312-313.
20. Réjean Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire : À quelle enseigne logent-ils? », dans Robert Comeau et Lucille Beaudry (dir.), *André Laurendeau : Un intellectuel d'ici*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 71-72.
21. Le Parti libéral se positionne comme le champion du bien-être social et du « respect dû à la personne humaine », notamment grâce à la création d'une Commission d'assurance-maladie, à la mise sur pied d'un ministère du Bien-être social, à la politique d'allocations aux mère nécessiteuses, à la loi de protection du fonctionnaire, à la protection de l'enfance et au suffrage des femmes. Voir : Adélard Godbout, cité dans Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois. Tome II : 1931-1966*, Ottawa, Éditions Leméac, 1971, p. 317-322; R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire... », p. 71-72. Voir aussi : Jean-Guy Genest, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, p. 284.
22. R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire... », p. 70-71; J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 318.
23. Ces principaux thèmes seront d'ailleurs repris pour les élections de 1948, 1952 et 1956. Voir : R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire... », p. 70 et 74. Voir aussi : J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...* p. 307.
24. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 318.
25. Maurice Duplessis, cité par R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire... », p. 75.
26. *Ibid.*, p. 76.

27. Maurice Duplessis, cité par J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...*, tome II, p. 313. Voir aussi p. 308-317.
28. P.-A. Comeau, *Le Bloc populaire...*, p. 311; J.-G. Genest, *Godbout*, p. 284.
29. Cité par J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 318; Paul Cliche, *Les élections provinciales dans la province de Québec de 1927 à 1956*, Mémoire de maîtrise (science politique), Québec, Université Laval, 1960, [p. 74]; J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...*, p. 308.
30. Voir J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...*, p. 308 et 322-327; R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 101; P.-A. Comeau, *Le Bloc populaire...*, p. 208-217.
31. Pour de plus amples informations concernant le programme électoral du Co-operative Commonwealth Federation, voir, entre autres, David Lewis et Frank Scott, *Un Canada nouveau : vue d'ensemble de l'histoire et de la politique du mouvement C.C.F.*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, [1944], p. 184-235; Walter D. Young, *The Anatomy of a Party : the National CCF, 1932-1961*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 107-109.
32. Robert Rumilly attribue à Frank Scott la paternité de cette citation invectivant le gouvernement Godbout : « La population jugera le parti libéral, non sur ses concessions mineures, mais sur ses omissions majeures. » Voir R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 91.
33. Michael B. Stein, « Dynamique de la protestation de la droite : Le Crédit Social dans la province de Québec – Sommaire et développements », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976, p. 144-145.
34. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 129 et 366-367; M. B. Stein, « Dynamique de la protestation de la droite... », p. 144.
35. Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989, p. 101-102; P.-A. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 126.
36. R. Comeau et B. Dionne, *Le droit de se taire...*, p. 103.
37. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 318.
38. « Une première séance paisible à la Chambre », *L'Action catholique*, 8 février 1945, p. 3; « Crowds attend opening here of new session », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 8 février 1945, p. 3.
39. À ce sujet, *L'Action catholique* du 8 février 1945 souligne l'absence du député bloquiste « présentement malade et qui, d'après le rumeur, n'aurait pas l'intention de venir prendre son siège à l'Assemblée législative, comme député du Bloc Populaire ». Voir « Il manquait très peu de députés », *L'Action catholique*, 8 février 1945, p. 3. Son absence qui se prolonge irrite les électeurs de Beauce à un point tel que le conseil municipal de Saint-Joseph adopte, le 18 mars, une résolution demandant à Lacroix « de se rendre à l'Assemblée législative sans délai et de prendre soin des intérêts de ses électeurs, ou de démissionner ». Voir : *Le Devoir*, 20 mars 1945, p. 3. Atteint de paralysie, le député de Beauce n'exercera jamais ses fonctions à l'Assemblée législative et donnera d'ailleurs sa démission le 14 mai 1945.
40. Maurice Bernier, « La session provinciale : Le discours du trône annonce des législations dans tous les domaines de l'activité; les huit premiers projets de loi sont déjà présentés », *L'Événement-Journal*, 8 février 1945, p. 3; Joseph Lavergne, « Première session de la 22<sup>e</sup> législature », *La Patrie*, 7 février 1945, p. 9.
41. « Un coup d'œil sur la cérémonie d'ouverture », *Le Canada*, 8 février 1945, p. 2.
42. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. Tome II : 1944-1959*, Montréal, Fides, 1973, p. 10-11.
43. Voici ce qu'en pensent les historiens Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre : « Fait sans précédent depuis 1867, Duplessis contrôle la machine parlementaire au point où l'Orateur, l'arbitre normalement indépendant des débats en Chambre, lui est inféodé. » Voir : Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Les publications du Québec, 2008, p. 458. Voir aussi : Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, p. 48-50.
44. J.-G. Genest, *Godbout*, p. 297.
45. C'est le cas de la motion de René Chaloult protestant contre la conscription pour service outre-mer qui ne reçoit pas l'appui des George C. Marler, James Arthur Mathewson, Dennis J. O'Connor, Thomas Guerin et Charles-Aimé Kirkland.
46. « Liberals Quit Assembly After Member "Named" », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 28 avril 1945, p. 1.
47. En 1929, Camillien Houde est nommé par l'Orateur Hector Laferté. En 1937, l'opposition libérale dirigée par T.-D. Bouchard quitte l'Assemblée législative afin de protester contre la décision de Duplessis de prolonger le débat sur le budget après 23 heures. Voir : Maurice Bernier, « La députation libérale quitte l'Assemblée législative, en signe de protestation », *L'Événement-Journal*, 28 avril 1945, p. 3; Louis Robillard, « La session provinciale : Grève de l'opposition libérale à Québec », *Le Devoir*, 28 avril 1945, p. 1; « Liberals Quit Assembly After Member "Named" », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 28 avril 1945, p. 1.
48. Henri Dutil, « 1<sup>re</sup> session de la 22<sup>e</sup> Législature », *Le Soleil*, 7 février 1945, p. 1.
49. Cette façon de faire n'est pas nouvelle puisque Duplessis a présenté pareil bill d'urgence, sur le crédit rural, à l'ouverture de toutes les sessions de son premier mandat (1936 et 1939).
50. Le débat entourant le discours du trône est jugé expéditif par certains journaux. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph*, « The Legislative Assembly shortly after ten thirty o'clock last night adopted the customary Address, in answer to the Speech from the Throne, after only eight members had participated in the debate. This constituted an unusually short discussion on the subject which, however, was still much behind the exceptional debate recorded last year when only two major party leaders addressed the House before adoption occurred and the Session continued with the discussion of other questions. » Voir : « Throne Speech Debate Ended Reply Adopted », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 15 février 1945, p. 3.
51. Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 194; Calixte Dumas, « Les débats vont marcher rondement », *L'Action catholique*, 9 février 1945, p. 3; Louis Robillard, « La session provinciale : sept bills ministériels distribués dès hier après-midi », *Le Devoir*, 9 février 1945, p. 2.

<sup>52</sup> *Quebec Chronicle-Telegraph*, 28 mars 1945, p. 3.

<sup>53</sup> En effet, plusieurs Canadiens français ont occupé le poste de trésorier avant Onésime Gagnon : Pierre Bachand (1878-1879), François Langelier (1879), Joseph Shehyn (1887-1891), Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1892), Louis-Olivier Taillon (1892 et 1894-1896), Félix-Gabriel Marchand (1897-1900), Simon-Napoléon Parent (1903), Auguste Tessier (1906-1907), Jacob Nicol (1921-1927) et Louis-Alexandre Taschereau (1930-1932).

<sup>54</sup> À ce sujet, le courriériste Calixte Dumas commente en ces termes la session : « La session de 1945, ouverte le sept février dernier, s'est terminée, hier, premier juin. Ce fut sans contredit l'une des plus longues et des plus rudes dont fassent mention les annales parlementaires. Nos législateurs ont accompli une telle somme de travail qu'on cessera, dans bien des milieux, d'envier leur sort. » Voir : Calixte Dumas, « Devrons-nous changer d'opinion au sujet du Conseil, dit M. Duplessis. La Chambre Haute nous a rendu un service signalé, répond M. Godbout. », *L'Action catholique*, 2 juin 1945, p. 1. Quant à Henri Saint-Pierre, il estime que « The first session of the 22nd Legislature of Quebec has been one of the most important ever held, not only because of the legislation adopted, but as regards the economic policies of the Government and the development of electricity under the tutelage of the state appeared to be the most important. ». Voir : Henri St-Pierre, « Sir Eugene Fiset Prorogues Legislature », *The Montreal Daily Star*, 2 juin 1945, p. 17.

<sup>55</sup> Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 238; Abel Vineberg, « Lieutenant-Governor Prorogues 17-Week Session of Legislature », *The Gazette*, 2 juin 1945, p. 12. Hector Laferté se rappelle qu'Adélar Godbout avait reçu près de 16 000 messages de protestation. Voir : Hector Laferté, *Derrière le trône : mémoires d'un parlementaire québécois, 1936-1958*, Québec, Septentrion, 1998, p. 255.

<sup>56</sup> En colère contre le Conseil législatif, Duplessis fait d'ailleurs des menaces à demi voilées au sujet de l'abolition de cette Chambre haute. Pour Robert Rumilly, cet agissement cache plutôt un certain soulagement : « Duplessis feint une grande colère. Au fond, le Conseil législatif l'aide à sortir d'une impasse. La taxe de luxe est morte. Et si la taxe de vente subsiste, ce n'est pas de la faute de l'Union nationale. » Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 251.

<sup>57</sup> Voir le discours de Wilfrid Hamel, alors ministre des Terres et Forêts, le 28 mars 1944.

<sup>58</sup> Puisque les machines à coudre qui sortiraient des usines de cette entreprise seront notamment destinées au marché sud-américain, le premier ministre soutient que le Québec deviendra alors « un centre industriel qui pourvoira aux besoins de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, nous ouvrant ainsi un marché de 150 000 000 de clients plus particulièrement en Argentine, au Brésil et au Mexique. (24 mai) Cette annonce fait suite à la tentative du gouvernement Duplessis de devenir un « agent de liaison entre l'Amérique latine et le Canada anglais ». Au début de l'année 1945, le premier ministre envoie d'ailleurs Onésime Gagnon et Paul Beaulieu tisser des relations commerciales et culturelles avec le Mexique et Haïti. Voir : R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 31-32.

<sup>59</sup> À ce sujet, *Le Soleil* précise que « le gouvernement fédéral a consenti à fournir 2 pour 1, ce qui veut dire que si le gouvernement de Québec dépense ce \$16 millions en entier il recevra d'Ottawa un octroi de 34 000 000 \$, ce qui formera un grand total de 50 000 000 \$. » Voir : Henri Dutil, « Un nouveau débat à la Chambre au sujet de la colonisation », *Le Soleil*, 19 mai, p. 9.

<sup>60</sup> Selon Émile Benoist, pour le journal *Le Devoir* : « C'est à coup sûr l'une des pièces maîtresses de la présente session. Dans le domaine de la colonisation, il ne s'est rien soumis de tel depuis le plan Vautrin. » Cité dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 247. Voir aussi d'autres journaux qui présentent le bill 53 comme une grande mesure législative. Calixte Dumas, « La Province lance un grand programme de colonisation », *L'Action catholique*, 19 mai 1945, p. 3; Joseph Lavergne, « Ajournement de la 1<sup>re</sup> session du 22<sup>e</sup> parlement », *La Patrie*, 2 juin 1945, p. 32.

<sup>61</sup> R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 111.

<sup>62</sup> Pierre Pagé, historien de la radio, note qu'à partir du début de la Deuxième Guerre mondiale, et plus particulièrement à partir de la campagne pour la conscription de 1942, « les députés voyaient dans la radio, surtout Radio-Canada, un instrument gouvernemental à utiliser pour le contrôle de l'opinion publique ». Le gouvernement libéral de King profite d'ailleurs de cet outil pour censurer certains discours politiques durant les campagnes électorales, notamment celle de 1939 au Québec. Voir : Pierre Pagé, *Histoire de la radio au Québec : information, éducation, culture*, Montréal, Fides, 2007, p. 99-100.

<sup>63</sup> Voir : R. Rumilly, *Maurice Duplessis, tome 2*, p. 57; H. Laferté, *Derrière le trône...*, p. 247-250.

<sup>64</sup> Comme l'explique l'historien Jocelyn Saint-Pierre, la création de Radio-Québec nécessite l'obtention d'un permis fédéral de radiodiffusion de même que des négociations avec Radio-Canada. La mise en application du bill 12 semble échouer lors de ces difficiles négociations. Voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, p. 122-123.

<sup>65</sup> Voir : Louis Robillard, « La session provinciale : Le Conseil législatif tue le bill de la taxe de luxe », *Le Devoir*, 25 mai 1945, p. 1; « La taxe de luxe est rejetée », *L'Événement-Journal*, 25 mai 1945, p. 1.

<sup>66</sup> La commission scolaire veut rémunérer son président et ses membres, malgré un référendum tenu à Verdun qui ne lui avait pas accordé ce droit. Les députés décident de ne pas accéder à cette demande afin de « respecter l'opinion des électeurs », pour reprendre les termes utilisés par Duplessis. Outrepassant la volonté des élus, les conseillers présentent un amendement qui acquiesce au désir de la commission. Devant le tollé causé par cette intervention, les membres du Conseil législatif reculent. Voir la séance du 22 mai.

<sup>67</sup> Avec cette loi, le gouvernement Duplessis divise en deux le comté de Charlevoix-Saguenay, créant ainsi une 92<sup>e</sup> circonscription électorale. Or, l'article 11 du bill autorise le député de Charlevoix-Saguenay, Arthur Leclerc, à conserver le siège de Charlevoix jusqu'aux prochaines élections générales : « Nonobstant la division du collège électoral de Charlevoix et de Saguenay par suite de l'application des articles 1 et 2, le député actuel du collège électoral de Charlevoix et de Saguenay demeure le député du nouveau collège électoral de Charlevoix jusqu'à ce que le siège de ce député devienne vacant pour une des causes prévues par la loi. » Pour Duplessis, cette mesure est réglementaire puisque la division territoriale était un enjeu de la dernière campagne électorale; les électeurs de Charlevoix ont donc approuvé le choix du gouvernement

et, par le fait même, ont déjà choisi leur candidat. Dans un contexte où la majorité ministérielle s'avère très mince, Godbout et le Parti libéral dénoncent puissamment cet « accroc à la démocratie », ce « pas vers la dictature » (26 avril). Pour eux, la décision de créer un nouveau comté devrait automatiquement entraîner de nouvelles élections complémentaires dans les deux comtés visés par la loi. Le 1<sup>er</sup> juin, dernier jour de la session, le Conseil législatif amende la loi en biffant l'article 11.

68. Calixte Dumas, « Devrons-nous changer d'opinion au sujet du Conseil, dit M. Duplessis. La Chambre Haute nous a rendu un service signalé, répond M. Godbout. », *L'Action catholique*, 2 juin 1945, p. 1. Voir aussi : Louis Robillard, « La session de Québec se termine en tempête », *Le Devoir*, 2 juin 1945, p. 1; Henri Dutil, « La session provinciale est terminée », *Le Soleil*, 2 juin 1945, p. 1.

69. Pour plus d'information sur la Tribune de la presse, voir : J. Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse...*

70. « M. Henri Dutil est élu président », *L'Événement-Journal*, 8 février 1945, p. 3.

71. Voir : *Les membres de la Tribune de la presse : liste chronologique (1871-1989)*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.

72. Voir : J. Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse...*, p. 117-120 et 134-137.

73. Pour de plus amples renseignements en ce qui a trait à la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296.

74. J. Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse...*, p. 95-101.





## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement-Journal, L'*  
*Gazette, The*  
*Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avant-poste gaspésien, L'*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Berthelais, Le*  
*Bien Public, Le*  
*Bloc, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Boussole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien/Le Canadien liberal, Le*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Chronique de Magog, La*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Clarté, La*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Bellechasse, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Laviolette, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Drummondville Spokesman, The*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Lotbinière, L'*  
*Écho de Portneuf-Presse, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho des Laurentides, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*

*Feuille d'érable, La*  
*Front, ouvrier, Le*  
*Frontière, La*  
*Gazette de Valleyfield, La*  
*Gazette des campagnes, La*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Homme libre, L'*  
*Jour, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messager de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Montréal-Matin, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de L'Islet, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Régional, Le*  
*Revue de Granby, La*  
*Rouyn-Noranda Press, The*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Salaberry, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Temps, Le*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Voix de l'Est, La*  
*Voix des Bois-Francs, La*  
*Voix des Mille-Isles, La*  
*Voix du peuple, La*

#### **Autres sources**

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 5 avril 1945.* [s.l.]: 1945. 71 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1945, Québec 1945.*

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1945, Québec 1945.*

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1945.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1945, Vol. LXXX*, Québec, 1945, xv, 524, li, lii p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 9 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1945, xxxv, 807 p.

*Rapports des comités généraux, 1<sup>e</sup> session, 1945.*



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xxiv
Bibliographie.....	xxxiii
Table des matières.....	xxxvii
L'Exécutif en 1945 .....	xli
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xliii
Par ordre de circonscription .....	xliv
Débats	
1 Séance du mercredi 7 février 1945.....	1
2 Séance du jeudi 8 février 1945.....	9
3 Séance du mardi 13 février 1945.....	29
4 Séance du mercredi 14 février 1945.....	61
5 Séance du jeudi 15 février 1945.....	89
6 Séance du vendredi 16 février 1945.....	105
7 Séance du mardi 20 février 1945.....	125
8 Séance du mercredi 21 février 1945.....	147
9 Séance du jeudi 22 février 1945.....	169
10 Séance du vendredi 23 février 1945.....	187
11 Séance du mardi 27 février 1945.....	205
12 Séance du mercredi 28 février 1945.....	225
13 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> mars 1945.....	241
14 Séance du vendredi 2 mars 1945.....	253
15 Séance du mardi 6 mars 1945 .....	261
16 Séance du mercredi 7 mars 1945.....	291
17 Séance du jeudi 8 mars 1945.....	313

18 Séance du vendredi 9 mars 1945.....	329
19 Séance du mardi 13 mars 1945 .....	337
20 Séance du mercredi 14 mars 1945.....	365
21 Séance du jeudi 15 mars 1945.....	379
22 Séance du vendredi 16 mars 1945.....	407
23 Séance du mardi 20 mars 1945 .....	421
24 Séance du mercredi 21 mars 1945.....	447
25 Séance du jeudi 22 mars 1945.....	473
26 Séance du vendredi 23 mars 1945.....	491
27 Séance du mardi 27 mars 1945 .....	503
28 Séance du mercredi 28 mars 1945.....	529
29 Séance du jeudi 29 mars 1945.....	553
30 Séance du mardi 3 avril 1945.....	565
31 Séance du mercredi 4 avril 1945 .....	585
32 Séance du jeudi 5 avril 1945 .....	599
33 Séance du vendredi 6 avril 1945 .....	659
34 Séance du mardi 10 avril 1945.....	667
35 Séance du mercredi 11 avril 1945.....	689
36 Séance du jeudi 12 avril 1945 .....	705
37 Séance du vendredi 13 avril 1945 .....	725
38 Séance du mardi 17 avril 1945.....	731
39 Séance du mercredi 18 avril 1945 .....	755
40 Séance du jeudi 19 avril 1945 .....	767
41 Séance du vendredi 20 avril 1945 .....	787
42 Séance du mardi 24 avril 1945.....	795
43 Séance du mercredi 25 avril 1945.....	817
44 Séance du jeudi 26 avril 1945 .....	829
45 Séance du vendredi 27 avril 1945 .....	851

46 Séance du lundi 30 avril 1945 .....	875
47 Séance du mardi 1 <sup>er</sup> mai 1945 .....	901
48 Séance du mercredi 2 mai 1945 .....	929
49 Séance du jeudi 3 mai 1945.....	941
50 Séance du vendredi 4 mai 1945.....	969
51 Séance du lundi 14 mai 1945 .....	989
52 Séance du mardi 15 mai 1945 .....	1011
53 Séance du mercredi 16 mai 1945 .....	1039
54 Séance du jeudi 17 mai 1945.....	1053
55 Séance du vendredi 18 mai 1945.....	1079
56 Séance du lundi 21 mai 1945 .....	1093
57 Séance du mardi 22 mai 1945 .....	1119
58 Séance du mercredi 23 mai 1945 .....	1143
59 Séance du jeudi 24 mai 1945.....	1155
60 Séance du vendredi 25 mai 1945.....	1181
61 Séance du lundi 28 mai 1945 .....	1191
62 Séance du mardi 29 mai 1945 .....	1213
63 Séance du mercredi 30 mai 1945 .....	1225
64 Séance du jeudi 31 mai 1945.....	1257
65 Séance du vendredi 1 <sup>er</sup> juin 1945 .....	1281
 Index des participants .....	 1293
Index des sujets .....	1331
Index des bills publics et privés .....	1353





## **L'HONORABLE EUGÈNE FISET**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

### **Membres du Conseil exécutif 1945**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Jonathan Robinson, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et du Bien-être social

L'honorable Omer Côté, secrétaire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Hormidas Delisle, ministre sans portefeuille

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Tancrede Labbé, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Théophile Larochelle, ministre sans portefeuille

L'honorable Patrice Tardif, ministre sans portefeuille

L'honorable Marc Trudel, ministre sans portefeuille

### **Orateur**

L'honorable Alexandre Taché



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERGERON, Ovila	BP	Stanstead
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Camille	UN	Montréal-Sainte-Marie
CÔTÉ, David	CCF	Rouyn-Noranda
CÔTÉ Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DROUIN, Henri	L	Abitibi-Est
DROUIN, Henri-Paul	L	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUFFY, William James	L	Compton
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUERIN, Thomas	L	Montréal-Sainte-Anne
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
LABBÉ, Tancred	UN	Mégantic
LACROIX, Édouard	BP	Beauce
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAURENDEAU, André	BP	Montréal-Laurier
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LEMIEUX, Albert	BP	Beauharnois
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Louis-Philippe	L	Kamouraska
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MERCIER (petit-fils), Honoré	L	Châteauguay
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
O'CONNOR, Dennis James	L	Huntingdon
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PLOURDE, Pierre-Horace	L	Arthabaska
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
ROBERGE, Guy	L	Lotbinière
ROBIDOUX, Joseph-Willie	L	Richelieu
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAMSON, Wilfrid	L	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SYLVESTRE, Armand	L	Berthier
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

**Allégeance politique :**

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ABITIBI-EST	L	Drouin, Henri
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	L	Plourde, Pierre-Horace
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	BP	Lacroix, Édouard
BEAUHARNOIS	BP	Lemieux, Albert
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BERTHIER	L	Sylvestre, Armand
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, (petit-fils) Honoré
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	L	O'Connor, Dennis James
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	L	Lizotte, Louis-Philippe
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Roberge, Guy
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTRÉAL-LAURIER	BP	Laurendeau, André

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTREAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Mathewson, James Arthur
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Guerin, Thomas
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Côté, Camille
MONTREAL-SAINTE-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTREAL-SAINTE-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NIOLE	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUEBEC	I	Chaloult, René
QUEBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUEBEC-EST	L	Drouin, Henri-Paul
QUEBEC-OUEST	L	Samson, Wilfrid
RICHELIEU	L	Robidoux, Joseph-Willie
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIERE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	CCF	Côté, David
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, J.-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	BP	Bergeron, Ovila
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINTE-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale







Séance du mercredi 7 février 1945

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

Ce mercredi sept février mil neuf cent quarante-cinq, dans la neuvième année du règne de Sa Majesté George VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la vingt-deuxième législature convoquée pour ce jour;

Le secrétaire de la couronne en Chancellerie ayant remis au greffier de l'Assemblée législative et celui-ci ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1944 (Document de la session no 3).

M. Antoine Lemieux, greffier de l'Assemblée législative, et M. Eugène Bernard, greffier-adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés, *per dedimus potestatem*, pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ont de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés; les députés ont prêté le serment et signé le registre qui le contient.

À 3 heures, la masse est placée sous le bureau.

### Prière.

**M. le Greffier:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Les députés prennent leur siège<sup>2</sup>.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

**M. le Greffier:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. le greffier et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative,

l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, il expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés, précédés du greffier, reviennent à la salle de l'Assemblée législative<sup>3</sup>.

### Élection de l'Orateur<sup>4</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Se lève aux applaudissements de la gauche) En vertu des règlements de la Chambre, c'est un agréable devoir pour moi, au début d'une nouvelle législature, de proposer à la considération de l'Assemblée législative le nom d'un candidat qui présidera aux délibérations de la Chambre. L'Orateur remplit des fonctions très importantes. Il est chargé de faire respecter les droits de l'Assemblée législative, de voir à l'observance des règlements parlementaires et à la conservation ainsi qu'à la sauvegarde des prérogatives des représentants du peuple.

Il y a parmi nous, ici, un député particulièrement qualifié et compétent pour remplir ces importantes fonctions, c'est le député de Hull qui a siégé ici de 1936 à 1939. Il possède une expérience considérable des débats et une connaissance approfondie dans l'application des règlements. Il porte fièrement et noblement un nom des plus distingués. C'est aussi un grand Canadien français pénétré de patriotisme, un citoyen et un avocat éminent de notre province qui possède toutes les qualités et les qualifications requises pour remplir ces importantes fonctions avec succès, impartialité, avantage et dans l'intérêt des membres de la Chambre.

Ainsi, j'ai l'honneur de proposer, secondé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que le représentant de Hull (M. Taché) soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

(Applaudissements)

**M. Godbout (L'Islet):** (Se lève aux longs applaudissements de la gauche) C'est le privilège du premier ministre, au début de chaque Parlement, de proposer à la Chambre le choix de celui qui présidera

à ses destinées. Je crois bien que la Chambre refuse bien rarement d'acquiescer à cette demande. Je le ferai d'autant moins, quant à moi, que je connais le député de Hull. Je le tiens pour un législateur, un légiste et un juriste très averti ainsi qu'un parfait gentilhomme, ce qui me permet de dire qu'il a, en effet, toutes les qualifications requises et ce qui me donne tous les espoirs qu'il saura s'acquitter de l'exercice de ses fonctions avec toute l'honnêteté, toute l'impartialité et toute la dignité qui s'imposent.

Je tiens à lui dire tout de suite, en mon nom et au nom de mes partisans, que nous acceptons d'avance ses décisions, sachant qu'elles seront marquées au coin de la sagesse, de la sérénité et de l'impartialité. Je lui demande même d'user de sévérité, non seulement envers nos adversaires mais même à l'égard de mes partisans et de moi-même, pour la parfaite application des règlements et la sauvegarde entière des prérogatives des membres de la Chambre, afin que la Législature de Québec demeure une assemblée de gentilshommes représentant un peuple de gentilshommes.

Cette Chambre doit se montrer un modèle de bon sens et de bon ordre. L'Orateur a toute l'autorité voulue pour qu'il en soit ainsi et j'espère qu'il saura bénéficier de la coopération de tous les députés dans cette tâche primordiale, afin que les débats se déroulent au milieu de gentilshommes.

J'accepte donc avec beaucoup de plaisir la proposition de l'honorable premier ministre.

(Applaudissements)

**M. le Greffier**<sup>5</sup> soumet la motion à la Chambre.

La motion est agréée *nemine contradicente*.

**M. le Greffier** déclare M. Alexandre Taché dûment élu. Le représentant de Hull est conduit au fauteuil présidentiel par les honorables M. Duplessis et M. Gagnon<sup>6</sup>.

(Applaudissements de toute la Chambre)

**M. l'Orateur**, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas que je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous

les membres de la Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et nos privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Je tiens à exprimer à la Chambre ma plus vive reconnaissance pour l'honneur qu'elle m'a fait en me choisissant comme Orateur. Je chercherai toujours à mériter la confiance que la Chambre m'a témoignée. Je suis conscient de mon inaptitude à occuper ce poste, mais je compte sur la bienveillance et la collaboration de tous les honorables messieurs des deux côtés de cette Chambre. Je m'efforcerai d'accomplir mon devoir de mon mieux et de m'acquitter de mes fonctions d'Orateur avec fermeté et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à défendre nos droits et nos privilèges, à faire observer notre Règlement et à préserver notre liberté de discussion, conformément aux usages établis.

Aussitôt après, M. l'Orateur quitte le fauteuil<sup>7</sup>. Revenu à son trône, il prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que M. Arthur St-Jacques, huissier à la verge noire, a apporté un second message dont il fait lecture:

M. l'Orateur, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sens pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** M. l'Orateur, j'ai ordre de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de lui en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Les députés, précédés de M. l'Orateur, reviennent à la salle de l'Assemblée législative<sup>8</sup>.

Les députés sont de retour et la séance recommence.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, que là, j'ai informé l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Monsieur le lieutenant-gouverneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Monsieur le lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile après de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

### Présentation des whips<sup>9</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce que les whips sont, pour l'Union nationale, le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), whip en chef; le représentant de Wolfe (M. Vachon), le représentant de Hull (M. Caron) et le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté).

**M. Godbout (L'Islet)** annonce que les whips sont, pour le Parti libéral, le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), whip en chef; le représentant de Québec-Centre (M. Morin), le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) et le représentant de Pontiac (M. Lawn)

### Dépôt de documents:

#### Conscription pour service outre-mer

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a adopté, il y a plus de deux mois, un arrêté ministériel de la plus haute importance contre l'arrêté fédéral décrétant l'envoi outre-mer des recrues mobilisées pour la défense du pays. Je crois de mon devoir que la Chambre sera heureuse que je dépose immédiatement une copie authentique de cet arrêté sur le bureau du greffier. (Document de la session no 4)

### Projets de loi:

#### Prestation des serments d'office

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Discours du trône

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le

lieutenant-gouverneur de lire un discours<sup>10</sup> à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable de vous voir réunis pour commencer les travaux parlementaires de la première session de la Législature nouvellement élue.

Évidemment, il ne saurait être question pour les nouveaux ministres de proposer, dès la première session, toutes les réformes sociales ou économiques qu'ils préconisent.

Le gouvernement s'appliquera à orienter la politique et la législation en vue d'assurer la primauté de l'être humain sur les choses créées pour l'accomplissement de la haute destinée de l'homme.

Convaincu que nos familles sont les cellules vivantes de notre société et le gage de notre survivance en territoire canadien, le gouvernement s'occupera particulièrement de recommander l'adoption de mesures appropriées pour leur venir en aide et reconnaître leur incomparable contribution au bien-être et à la prospérité de la nation.

L'agriculture et la colonisation auront, dans les préoccupations administratives du gouvernement, le rang qui leur appartient et qui a été reconnu de 1936 à 1939.

Le gouvernement favorisera l'enseignement, encouragera la coopération, excellente formule de durable progrès et de la solidarité sociale.

Il facilitera la fertilisation des sols et le drainage des terres. Il s'emploiera à consolider les paroisses organisées et à diriger les défricheurs de façon que toute nouvelle colonie soit, autant que possible, le prolongement naturel de l'ancienne, en fournissant aux colons des terres entièrement libres et sans léser les droits légitimes de la très importante industrie forestière.

Le prêt agricole institué en 1936, ayant donné à l'agriculture la propriété du sol et des bâtiments, condition préalable essentielle, le gouvernement appliquera une saine politique d'électrification rurale par l'entremise de coopératives agricoles d'électricité. Nous voulons que nos cultivateurs puissent bénéficier du développement et des progrès scientifiques dans le domaine hydroélectrique, grâce à une politique qui offrira les meilleures garanties possibles de succès et d'expansion progressive et rationnelle.

Le gouvernement reconnaît la nécessité et la valeur indiscutable du capital sain. Il est bien déterminé à lui rendre pleine et entière justice parce qu'il le considère toujours utile, mais surtout à l'époque présente et en vue du règlement des problèmes d'après-guerre. Le gouvernement saura énergiquement réprimer tous les abus et tous les excès de la finance.

Il tient particulièrement à ce que les ressources hydroélectriques de la province soient utilisées pour le bénéfice de notre population, à des taux raisonnables, et à des conditions qui permettent l'électrification graduelle de nos villages et de nos campagnes. Les ressources naturelles de la province doivent servir le peuple et non pas l'asservir.

Le gouvernement s'emploiera à procurer à notre jeunesse la place à laquelle elle a droit dans l'œuvre de développement de notre province, et c'est son intention d'organiser un service administratif spécialement chargé du bien-être et de l'avenir de la jeunesse.

Afin de connaître exactement la valeur de notre patrimoine provincial ainsi que les avantages qu'il offre à l'activité des nôtres, le ministère se propose de continuer, de compléter et d'améliorer l'inventaire commencé en 1937. Cet inventaire nous mettra à même de surveiller plus étroitement l'exploitation de nos richesses, de diriger à meilleur escient l'exploitation industrielle et agricole, de faciliter l'exploitation rationnelle de nos bois, de nos minerais, de nos pêcheries, de notre houille blanche, d'adapter l'industrie, grande et petite, aux ressources et aux besoins particuliers de chaque région. Cet inventaire procurera en même temps du travail à nos jeunes et facilitera l'utilisation de leurs talents et de leurs énergies.

Le gouvernement sait quels services rendent les différentes professions; aussi entend-il les traiter toutes avec justice. Il a cependant une sollicitude particulière pour la classe ouvrière. Il ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour aider l'employeur et l'employé, tous deux indispensables, à collaborer sincèrement et à établir entre eux le règne de la justice et de la charité. Des réformes et des améliorations vous seront recommandées pour atteindre ce but louable et pour donner à la politique et à l'administration de la province une orientation sociale appropriée.

Parmi ces réformes, le gouvernement vous proposera des mesures de réhabilitation et d'adaptation susceptibles de permettre aux victimes d'accidents de travail, aux blessés qui nous reviendront de la guerre, aux infirmes, de pouvoir

gagner leur vie et d'apporter leur contribution au bien-être familial et social.

Le gouvernement considère l'industrie forestière d'une importance vitale et des mesures adéquates seront prises afin d'assurer, à la fois, la stabilité de cette industrie et une exploitation profitable pour notre province, en particulier pour nos ouvriers.

Conscient de la valeur de l'enseignement à tous ses degrés, le gouvernement vous demandera votre coopération pour réaliser des améliorations qui seront profitables à l'éducation, au personnel enseignant ainsi qu'aux élèves.

Le gouvernement accordera une attention toute spéciale à la protection de la santé publique et s'occupera du problème très important des jeunes délinquants.

Le développement de nos richesses minières, la mise en marché et la distribution de nos produits, la prospérité de nos pêcheries et l'amélioration de notre réseau routier, particulièrement au point de vue rural, seront aussi l'objet de l'attention du gouvernement.

Afin de sauvegarder les droits démocratiques du peuple, il vous proposera une nouvelle loi électorale.

Le gouvernement considère que la centralisation de la richesse entre les mains d'un petit nombre constitue une injustice flagrante, un danger social; c'est pourquoi il vous soumettra une législation pour venir en aide à la petite propriété.

Vous serez également appelés à étudier des projets pour obtenir une meilleure et plus juste répartition des impôts publics et pour remédier aux injustices qui découlent de la taxe de vente provinciale établie en 1940.

Les membres du service civil provincial sont les collaborateurs de l'administration. Le gouvernement vous soumettra des mesures propres à assurer leur bien-être.

Afin de pouvoir donner à l'administration ainsi qu'à la législation provinciale l'orientation familiale, sociale et nationale que le gouvernement propose, il est nécessaire que la province puisse exercer dans leur intégrité les droits, prérogatives et libertés que lui reconnaît l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Le gouvernement considère qu'il n'appartient ni à une majorité des provinces, ni au gouvernement d'Ottawa, d'apporter des changements à la Constitution canadienne. Il croit fermement que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord est un pacte d'honneur entre les deux grandes races; il entend le respecter, il en exige le respect.

Il estime que la décentralisation administrative et législative est de l'essence même du pacte fédératif, tandis que la centralisation s'apparente à l'hitlérisme, qui répugne profondément à la province de Québec. Le gouvernement entend coopérer à la grandeur et à la prospérité de la Confédération canadienne, fondée sur le respect du pacte fédératif, essentiel à la véritable unité nationale.

À cause de leurs besoins particuliers et de l'étendue de leur territoire, vaste comme une province de la Confédération, il y aurait lieu de donner aux comtés de Charlevoix et de Saguenay chacun un représentant. Le gouvernement vous soumettra un projet à ce propos.

Vous aurez à étudier plusieurs projets susceptibles d'aider au règlement des problèmes d'après-guerre et vous aurez à légiférer sur diverses autres matières d'intérêt public et d'intérêt privé.

Messieurs de l'Assemblée législative, les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront distribués et je vous prierais de voter le budget des dépenses pour le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations s'inspireront, je n'en doute pas, du désir de réaliser le bien commun. Je demande à Dieu de hâter le triomphe des Alliés et de donner au monde une paix juste et durable. Puisse la divine Providence bénir vos travaux afin qu'ils assurent le progrès de notre chère province et le bonheur de toute sa population.

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Institution des comités permanents**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;

5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;

6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité du Code municipal;

8. un comité des bills privés en général;

9. un comité des bills publics en général;

10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

#### Comité spécial

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de proposer la formation d'un comité spécial de onze membres pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités. Ce comité est composé des honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Robinson, Delisle, Godbout, Mathewson, Casgrain, MM. Langlais, Vachon et Laurendeau. Le comité des onze se réunit généralement le lendemain de son élection. Si l'honorable chef de l'opposition y consent, le comité pourrait siéger aujourd'hui.

**M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements de la gauche) Je ne veux pas que l'honorable premier ministre prenne ma réponse comme un manque de bonne volonté. Je suis prêt à laisser le comité des onze se réunir aujourd'hui, mais si nous ne pouvons nommer tous les membres des comités permanents, aujourd'hui, il faudra tenir une réunion demain. En effet, à l'inauguration d'un Parlement, le chef d'un parti ne connaît pas tous les députés et ne peut pas toujours se prononcer sur le choix de l'effectif des comités.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je me suis efforcé de nommer dans ce comité des représentants de tous les groupes et de leur d'assurer une représentation. Mais il y en a beaucoup de groupes en Chambre. Il y a celui de mon honorable ami le représentant de Québec (M. Chaloult), il y a

celui de mon honorable ami le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté), il y a celui des libéraux.

Parmi les groupes de un et trois membres (Bloc populaire, Parti nationaliste et C.C.F.), il a fait le choix d'un représentant du groupe le plus nombreux et se dit satisfait de ce choix. Il (M. Duplessis) n'a pas pu inclure ceux qui se prétendent chefs de groupe et qui sont tout seuls.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### **L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

#### Nominations et promotions dans le service civil

**M. l'Orateur** lit comme suit le premier message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative une copie des arrêtés en conseil concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session.

Hôtel du Gouvernement

Québec, 7 février 1945

(Document de la session no 5)

#### Imprimeur du Roi

**M. l'Orateur** lit comme suit le second message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte

détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, 7 février 1945  
(Document de la session no 6)

### Travaux de la Chambre

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre remarquera qu'il y a huit projets de loi du gouvernement qui sont inscrits sur le *Feuilleton*. J'espère que nous aurons la coopération de l'opposition pour hâter les travaux de la session.

C'est la première fois depuis que je siége en cette Chambre, et il y a maintenant 18 ans que mes électeurs m'élisent sans interruption, c'est la première fois dis-je qu'un gouvernement se montre aussi actif et expéditif.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que les bills sont imprimés?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non seulement les bills sont imprimés mais, dès qu'ils seront distribués aux députés, ce qui ne tardera pas, ils vont certainement créer une excellente impression.

(Rires)

Nous voulons donner à l'opposition tout le temps nécessaire et tout l'avantage possible d'étudier les projets que nous soumettons. Ce sont des lois qui intéressent tout le peuple et, à cause de cela, toutes les suggestions qu'on voudra bien nous faire seront toujours acceptées avec plaisir, si ces lois sont susceptibles de perfectionnement, ce dont nous doutons. J'espère que l'opposition ne nous les refusera pas, car notre désir est de faire voter les meilleures lois qui soient.

**M. Godbout (L'Islet):** L'honorable premier ministre doit s'enlever de la pensée que nous ne voulons pas coopérer avec lui. Il peut compter sur notre loyale et entière collaboration pour le bien de la province. Mais j'insiste sur le fait que la collaboration de tous les membres de l'opposition, et elle lui sera précieuse, veut dire que nous scruterons attentivement et profondément toutes les lois qui nous seront soumises. Je réitère à l'honorable premier ministre l'assurance de notre coopération sur toutes les mesures qui seront dans l'intérêt de la province.

D'ailleurs, plusieurs des membres de l'opposition ont déjà prouvé à la province leur savoir-faire dans le domaine de la législation. Ils l'ont tellement prouvé, et le peuple de la province l'a reconnu aux dernières élections, que c'est aujourd'hui le parti ayant obtenu la minorité des votes qui siège "à droite", en cette Chambre.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

réplique en souriant qu'il était le chef du parti ayant la plus forte représentation dans cette Chambre, ce qui expliquait pourquoi il était aujourd'hui à la tête du gouvernement. J'apprécie les bonnes dispositions de la gauche. Tant mieux. Je suis satisfait que l'ancien premier ministre (Applaudissements à gauche) soit content de sa prétendue majorité. Quant à nous, nous sommes satisfaits de la position que le peuple nous a donnée.

### Ajournement

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre soit maintenant ajournée.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 50.

### NOTES

1. *The Chronicle Telegraph* du 8 février 1945, à la page 3, précise que ce jour-là, il a fait un temps exceptionnellement doux et presque printanier. *L'Événement* du 8 février 1945, à la page 3, ajoute, au sujet de cette nouvelle législature, que "ce qui surprend le plus dans cette nouvelle assemblée, c'est l'équilibre rarement égalé qui règne entre les deux côtés de la Chambre: 48 ministériels, 43 oppositionnistes". *L'Action catholique* du 8 février 1945, à la page 3, quant à elle, s'attarde sur la présence du lieutenant-colonel Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes, qui "assistait hier à l'ouverture de la session, en costume d'officier. Le lieutenant-colonel Sauvé a pris part aux brillantes opérations de l'armée canadienne en France, en Belgique et en Hollande. Il est revenu au Canada la semaine dernière à la faveur d'un congé. Ses collègues l'ont entouré, hier après-midi pour le féliciter d'être sorti indemne de la tourmente et le

presser de questions sur la véritable situation outre-mer." Pour *L'Événement* du 8 février 1945, à la page 3, "l'uniforme militaire du colonel Paul Sauvé, commandant des Fusiliers Mont-Royal est là pour nous rappeler que nous en sommes à la sixième session de la guerre."

2. *L'Action catholique* du 8 février 1945, à la page 3, note l'absence "de M. Édouard Lacroix, député de Beauce, présentement malade et qui, d'après la rumeur, n'aurait pas l'intention de venir prendre son siège à l'Assemblée législative, comme député du Bloc Populaire."

3. *Le Soleil* du 8 février 1945, à la page 10, mentionne, "qu'entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative, les ministres font un détour chez le lieutenant-gouverneur: "Immédiatement après la cérémonie officielle, il y eut une courte réception chez le lieutenant-gouverneur et les ministres se rendirent ensuite à l'Assemblée législative pour l'élection du président."

4. *Le Canada* du 8 février 1945, à la page 10, précise que "pendant que la brillante assistance suffoque (comme la Chambre, presque tous les invités sont rouges... aujourd'hui), les députés élisent leur président à l'Assemblée législative." *Le Devoir* du 8 février 1945, à la page 1, ajoute que l'adjoint de M. Taché sera Me Maurice Tellier, député de Montcalm qui "remplacera à l'occasion M. Taché; il présidera la Chambre lorsqu'elle délibérera en comité plénier, c'est-à-dire sans formalités."

5. Dans *L'Action catholique* du 8 février 1945, à la page 3, on note que le greffier de la Chambre est M. Antoine Lemieux, c.r. secondé par un nouvel assistant greffier: le notaire Eugène Bernard qui remplace M. P.-A. Séguin, ancien député de l'Assomption-Montcalm, promu au Conseil législatif à la place du notaire Guertin. Le notaire Bernard a déjà été candidat dans Lotbinière et, sous la première administration Duplessis, de 1936 à 1939, il remplissait la charge d'assistant greffier à l'Assemblée législative.

6. La tradition régleme la façon dont le nouvel Orateur doit se rendre vers le trône ainsi que le contenu de son discours de remerciements qu'il doit faire. En effet, une fois élu, "les parrains du nouvel Orateur, les honorables MM. Duplessis et Gagnon, vont chercher M. Taché à son fauteuil de député et l'invitent à gravir les marches du trône présidentiel

qu'il occupera durant la prochaine session, ce que le nouveau titulaire fait en se faisant quelque peu prier, toujours selon la tradition, tel que mentionné par *La Presse* du 8 février 1945, à la page 2. Ensuite, "suivant une antique coutume, il exprime son indignité d'occuper une telle charge puis déclare céder aux désirs de la Chambre", selon *L'Action catholique* du 8 février 1945, à la page 2.

7. "L'Orateur quitte le fauteuil quelques instants et gagne ses appartements pour revêtir l'uniforme d'apparat: la toge et le tricorné", selon *La Presse* du 8 février 1945, à la page 2, ainsi que *Le Canada* et *L'Action catholique* du même jour, respectivement aux pages 2 également.

8. À 4 h 25, selon *L'Événement*. Dans *Le Canada* du 8 février 1945, à la page 10, et *La Patrie* du 8 février 1945, on parle plutôt de 4 h 20.

9. *La Patrie* du 8 février 1945, à la page 12, situe de façon très précise l'annonce de la nomination des whips, et c'est d'ailleurs le seul journal, de tous les journaux dépouillés, qui le fait ainsi: "Sir Eugène Fiset donna alors lecture du discours du trône. Pendant la lecture, le gouverneur était entouré de tous les membres du cabinet. La cérémonie terminée, les députés retournèrent à la Chambre basse. Dans les galeries, la foule était nombreuse. Les deux partis annoncèrent alors le choix de leurs whips." De plus, compte tenu de la nature de cette nomination qui est interne à un parti politique en Chambre, nous avons donné la parole aux chefs des partis dont fait mention le journal: Maurice Duplessis pour l'Union nationale et Adélard Godbout pour le Parti libéral. La rapidité avec laquelle cette annonce est faite est expliquée dans *Le Canada* du 7 février 1945, à la page 2: "Les deux côtés ont l'air, numériquement, d'égale force. Les votes seront serrés. Il faudra éviter les absences et, par mesure de sécurité, on a choisi tout de suite de nommer les "whips" qui sont chargés d'assurer les présences.

10. *Le Soleil* du 7 février 1945, à la page 1, rapporte que: "Le lieutenant-gouverneur parla à la radio sur un vaste réseau de postes privés couvrant toute la province, de sorte que le discours fut entendu dans tous les comtés de la province de Québec."



Séance du jeudi 8 février 1945

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions<sup>1</sup>:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom corporatif en celui de Caisse nationale d'économie (assurance-vie) (M. Blanchard);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Blanchard);

- de Roger Longtin et autres, demandant l'adoption d'une loi se rapportant à la succession de feu Moïse Coupal (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour faire approuver un bail emphytéotique passé avec l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Adelphe (M. Bellemarre);

- de The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi déclarant qu'ils ont le pouvoir et l'autorisation de vendre ou d'aliéner la propriété à eux donnée par feu James Kewley Ward (M. Bellemarre);

- de The Quebec Hospital Service Association (Association d'hospitalisation du Québec), demandant l'adoption d'une loi clarifiant et étendant sa charte (M. Joyal);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Kirkland);

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'annexion dans son territoire des mines Stadacona Rouyn, Limited et Senator Rouyn Mines, Limited (M. Larivière);

- de M. Albert Simard, prêtre, curé d'Angliers, Témiscamingue, et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'érection d'une municipalité nouvelle sous le nom de "Municipalité du village Saint-Viateur d'Angliers" (M. Larivière);

- de Urville-Hilaire Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption

et le changement de nom de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier (M. Marcotte);

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny, de la cité d'Outremont, veuve de feu Arthur Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession dudit Arthur Roy (M. Blanchard);

- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec (The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec), demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marler);

- de dame Édouardina Hamelin, épouse de Ernest Chicoine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J.-R. Hamelin, médecin (M. Tellier);

- de Jules Corbeil et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant le droit des exécuteurs testamentaires de prélever sur les revenus des biens de la succession de feu J.-B.-Avila Corbeil (M. Tellier);

- de Roderick B. Masson, de la ville de Terrebonne, et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant la date du partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Tellier);

- de l'hôpital Jeffrey Hale (Jeffrey Hale Hospital), de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Morin);

- de Maurice Newman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en vertu de la loi des assurances de Québec sous le nom de Montefiore Protective & Mutual Benefit Association (M. Hartt);

- de Harry Amdursky *et al.*;

- de Saul Carolin et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Young Israel of Montreal" (M. Hartt);

- de la municipalité du village du Petit-Lac-Magog, demandant l'adoption d'une loi afin d'être incorporé en vertu de la loi des cités et villes pour changer son nom en celui de "la ville de Deauville" (M. Goudreau);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi de l'instruction publique concernant la cité de Sherbrooke (M. Goudreau);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);

- de Jean Lapointe, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'exercice de la

profession dentaire à la fin de ses années universitaires, à condition de passer avec succès l'examen requis (M. Lizotte);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bernard);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet d'autoriser la cité à utiliser une somme de cinquante mille dollars (M. Chartier);

- de Son Excellence Monseigneur Joseph-Cyprien Bonhomme, O.M.I., évêque de Tulana, et vicaire apostolique du Basutoland, Afrique du sud, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant, lui et ses successeurs en office, sous le nom de "L'Oeuvre des missions catholiques du Basutoland" (M. Gatien);

- de Les missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant l'article 11, chapitre 103, 5 George V, pour y supprimer certains lots (M. Gatien);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gatien).

#### Rapports du comité spécial:

##### Comité spécial

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le rapport du comité des onze, chargé de nommer les membres des divers comités de la Chambre, n'est pas complet et ne sera présenté qu'à la prochaine séance.

#### Projets de loi:

##### Allocations familiales

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

Ce bill autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera appropriée, efficace et juste pour l'établissement d'un système d'allocations familiales conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province. Le préambule de ce bill pose en principe que l'État doit une sollicitude particulière aux familles nombreuses et que l'un des meilleurs moyens de leur venir en aide est

l'établissement d'un système d'allocations familiales convenablement réparties. Un tel système doit être établi avec la coopération des autorités fédérales et sans porter atteinte aux droits constitutionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Amélioration de la voirie provinciale

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale.

Ce bill comporte une dépense de \$30,000,000, pour l'exécution d'un plan d'ensemble relatif à la construction et à la réfection des routes qui sera exécuté au cours des quatre prochaines années et, d'après son préambule, on portera une attention toute spéciale à la voirie rurale, sans toutefois négliger les artères nécessaires au commerce, à l'industrie et au tourisme. On considère qu'un meilleur réseau de routes rurales donnerait à l'agriculture un essor considérable. Le plan quadriennal est également conçu dans le but de contribuer dans une large mesure au règlement des problèmes d'après-guerre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Drainage des terres

##### L'honorable M. Barré (Rouville) propose

qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 favorisant le drainage des terres.

Ce bill autorise le gouvernement à dépenser un million pour le drainage, de façon à rendre productives des terres qui ne pouvaient jusqu'ici donner le rendement voulu, faute d'assainissement. Une disposition permet au ministre de conclure avec des gouvernements, des organismes publics, des organisations, des corporations, des sociétés et des personnes toutes les ententes nécessaires qu'il juge opportunes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Loi modifiant la loi du département du Trésor

##### L'honorable M. Gagnon (Matane) propose

qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi du département du Trésor.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le bill du trésorier est-il prêt?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député l'aura au cours de la séance<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit hier que, pour la première fois depuis 20 ans, la législation du gouvernement est déjà prête en partie. Et hier, j'ai donné les détails à ce sujet.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre est dans l'erreur. Hier, il ne nous a donné aucun renseignement sur le bill dont parle le député de Notre-Dame de Grâce.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait envoyer des copies de tous les bills, sauf un qui n'était pas imprimé dans les deux langues officielles, au chef de l'opposition, au représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)<sup>3</sup>, au représentant de Lotbinière (M. Chaloult)<sup>3</sup> et au représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté)

**M. Godbout (L'Islet):** Tous excepté celui du trésorier.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le premier ministre n'a pas envoyé celui au sujet duquel je demande des renseignements<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La question est oiseuse, parce que le *Feuilleton* lui-même indique que le bill n'est pas imprimé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Motion Dumoulin concernant l'impôt sur le revenu des coopératives**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** attire aussi l'attention du député de Montmorency (M. Jacques Dumoulin) sur le fait que la motion qu'il vient d'inscrire au *Feuilleton* est démesurément longue. Elle viole, dit-il, une décision rendue par l'Orateur précédent.

Je ne veux pas invoquer les décisions de l'Orateur qui nous a précédés, mais il y a tout de même des limites. Si le député de Montmorency veut me rencontrer après la séance, je crois qu'il y aura moyen de raccourcir cette motion.

**M. Dumoulin (Montmorency)** acquiesce.

#### **Suppression des passages à niveau**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 concernant la suppression des passages à niveau.

Ce bill a pour but d'assurer la sécurité de la circulation dans les chemins publics. Il a aussi pour fin secondaire de procurer de l'emploi à la main-d'œuvre qui sera disponible après la guerre. Ce bill met à la disposition du ministre de la Voirie une somme de \$2,000,000 qui sera dépensée pour la suppression des passages les plus dangereux qui nuisent au trafic et mettent en danger la vie des citoyens.

Il permet également de conclure avec les autres gouvernements, les municipalités et les corps publics, toute entente jugée nécessaire à l'exécution de ces travaux. Le montant de \$2,000,000 sera pris à même les revenus ordinaires de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission d'assurance-maladie**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 abrogeant la loi instituant une Commission d'assurance-maladie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de magistrat.

Ce bill a pour objet de réduire de cinq à trois le nombre de juges composant la Cour de circuit de Montréal et de porter de 25 à 30 le nombre de magistrats de district que le gouvernement peut nommer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'Union nationale prétendait l'an dernier qu'il y avait trop de magistrats. (Rires à gauche)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des véhicules automobiles de ferme**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles relativement aux véhicules de ferme.

Ce bill porte de cinq à neuf tonnes le poids que peut avoir un véhicule de ferme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de l'École de laiterie et Commission de pasteurisation**

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 abrogeant la loi 7 George VI, chapitre 57.

Ce bill a pour objet d'abroger la loi Bouchard relative au contrôle laitier de Saint-Hyacinthe et à l'École de laiterie de cette dernière ville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Allocations familiales**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

Adopté.

### **Amélioration de la voirie provinciale**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale.

Adopté.

### **Drainage des terres**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 4 favorisant le drainage des terres.

Adopté.

### **Loi du département du Trésor**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi du département du Trésor.

Adopté.

### **Suppression des passages à niveau**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 concernant la suppression des passages à niveau.

Adopté.

### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de Magistrat.

Adopté.

### **Adresse en réponse au discours du trône**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Au moment où il va proposer la prise en considération du discours du trône, le premier, il constate que le *Feuilleton* ne renferme pas cet article. La Chambre s'en amuse.)

J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que l'on a oublié d'inscrire au *Feuilleton* l'item de la prise en considération de l'adresse en réponse au discours du trône. A tout événement, je propose que l'item relatif à la "Prise en considération de l'adresse" soit déclaré inscrit à l'ordre du jour. Je propose donc qu'avec le consentement unanime de la Chambre, nous prenions l'adresse en considération maintenant.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est la première déficience du gouvernement, mais, comme elle a peu d'importance, nous donnons notre consentement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'imprimeur a oublié cet item. Cela ne me surprend pas, car nous avons gardé les mêmes imprimeurs que l'ancien gouvernement et nous avons peut-être eu tort.

La motion est adoptée.

**M. l'Orateur** donne la parole à M. Riendeau.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)**<sup>5</sup> propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare) que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, je suis particulièrement heureux de vous offrir des félicitations. Avant d'être choisi comme président de cette Chambre, vous étiez déjà l'une des personnalités les mieux connues du Barreau et du monde politique. Le témoignage qu'on vient de vous donner, en vous confiant de hautes fonctions, est un hommage à votre carrière autant qu'à vos qualités de justice et d'impartialité. Celles-ci, jointes à votre expérience, faciliteront l'accomplissement de vos nouveaux devoirs officiels.

La première session de la nouvelle législature débute d'une manière qui indique qu'il se fera du bon travail dans cette Chambre. Cela s'explique vite quand on dirige ses regards vers le fauteuil de l'honorable premier ministre de cette province. Celui qui l'occupe est un véritable chef par l'intelligence autant que par la bonté de cœur. Il a mis une étonnante énergie au service d'idées généreuses. On remarque chez lui un don rare qui lui permet d'avoir de grandes vues sans négliger les détails pratiques. Aujourd'hui, juste dans la force de l'âge, il a déjà à son actif de nombreuses années de vie politique. Veuillez la Providence lui en accorder encore beaucoup d'autres.

M. l'Orateur, qu'il me soit permis d'offrir mes plus sincères félicitations à l'honorable premier

ministre de cette province, au sujet de l'heureux choix de son cabinet. Les ministres dont il a su s'entourer représentent chacune des régions et chacun des métiers ou professions de notre peuple. Ils ont travaillé, et auront à travailler et sauront donner à la province leur cœur, leur dévouement et tout ce que l'on doit attendre d'hommes d'action patriotes et intelligents.

M. l'Orateur, celui qui a l'honneur de vous adresser la parole en ce moment est un cultivateur. C'est pourquoi il désire féliciter tout particulièrement l'honorable premier ministre de cette province d'avoir choisi trois de ses ministres dans la classe agricole et d'avoir confié l'Agriculture à une compétence comme le représentant de Rouville (l'honorable M. Barré) qui réunit les plus belles qualités du terrien de chez nous. L'honorable ministre de l'Agriculture a connu les durs labeurs du travail de la terre, étant lui-même un cultivateur et ayant défriché lui-même une grande partie de sa terre. Il a été le premier président de l'Union catholique des cultivateurs et, en cette qualité, pendant deux ans, il a parcouru la province, prenant connaissance des difficultés que la classe agricole éprouvait. Je tiens à lui rendre hommage et en même temps remercier l'honorable premier ministre de cette nomination.

Ayant suivi les débats lors du gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939, je me souviens des bonnes lois passées et me rappelle les bienfaits qu'elles ont apportés. Il faut citer le crédit agricole provincial, les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles et les allocations aux mères nécessiteuses. De plus, il y a eu tous les travaux que le gouvernement de l'Union nationale a faits de part et d'autre, pour venir en aide aux nombreux chômeurs, mais je me rappelle surtout la bonne loi adoptée pour venir en aide aux fils de cultivateurs.

M. l'Orateur, si le gouvernement Duplessis fut battu en 1939, dit-il, ce n'est pas à cause de sa politique, ou de son bilan administratif, ni évidemment à cause des lois bienfaisantes que je viens de rappeler, mais en vertu de circonstances et de faits auxquels il était étranger et dont tous se souviennent: à cause de la guerre et des problèmes qu'elle a engendrés. La classe agricole qui a été trompée alors, s'est ravivée par la suite et, se rappelant la politique bienfaisante de l'Union nationale, a réélu aujourd'hui le gouvernement de l'Union nationale. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous voyons de nouveau l'ami des cultivateurs et des ouvriers à la tête du gouvernement, entouré de vaillants défenseurs d'une grande cause.

M. l'Orateur, permettez-moi d'ouvrir une parenthèse pour remercier les électeurs et électrices du beau comté de Napierville-Laprairie, qui ont bien voulu me choisir comme leur représentant dans cette Chambre, lors des élections, le 8 août 1944. Je profite de l'occasion pour leur témoigner ma plus vive reconnaissance de mon entier dévouement.

M. l'Orateur, le discours du trône laisse entrevoir une grande législation sociale et promet que la famille, base de la société humaine aura sa large part. Il est bon de rappeler que c'est la famille, éclairée et soutenue par ses croyances religieuses, qui a permis à la province d'occuper une place honorable sur ce continent. Pour cela, la famille a dû s'imposer des sacrifices dans le passé. Les temps ont changé et les conditions de vie sont devenues beaucoup plus difficiles qu'autrefois. Aujourd'hui, si elle veut continuer sa mission, la famille doit faire face à des sacrifices trop durs, à des sacrifices qui finiront par la détruire. On connaît les ravages de toutes sortes qu'une extrême misère peut causer. La famille a besoin d'aide et elle en mérite. Elle en recevra, puisque le gouvernement de l'Union nationale lui en promet.

M. l'Orateur, le chef de ce gouvernement a déjà fait ses preuves en matière de législation sociale. Et, de plus, la législation sociale édictée entre 1936 et 1939 constitue une garantie. Au cours de seulement trois années de pouvoir, il a donné à la province la grande loi de l'assistance aux mères nécessiteuses. C'est une loi qui veut le maintien de l'esprit familial puisqu'elle a pour but de permettre à la mère nécessiteuse de demeurer au foyer et de garder auprès d'elle ses jeunes enfants. Il nous suffit de faire appel à nos souvenirs pour voir l'importance du rôle de la mère au foyer. C'est dans le cœur maternel que la Providence a rassemblé les qualités nécessaires à la formation des jeunes enfants.

Le paiement d'allocations mensuelles aux mères nécessiteuses a commencé le 15 décembre 1938. Au 31 décembre dernier, 10,283 mères nécessiteuses recevaient leur allocation, soit un total de \$16,172,875.87. Le chef du gouvernement a bien montré qu'il reconnaît l'importance d'une saine législation sociale, lorsqu'il a fait adopter cette loi d'aide aux mères nécessiteuses. Il l'a aussi prouvé lorsqu'il a pris des mesures pour que nos vieillards sans ressources puissent recevoir pensions de vieillesse. Au 31 décembre dernier, la somme des pensions payées s'élevait à \$84,563,989.85 pour 91,791 pensionnés, dont 49,198 vivent actuellement. Sa pitié envers les malheureux l'a fait se pencher vers les aveugles sans ressources. Il a voulu que

l'inquiétude du pain quotidien ne vienne pas s'ajouter à leurs épreuves. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1937, la province participe aux pensions des aveugles. Au 31 décembre 1944, le montant des pensions payées s'élevait à \$3,387,444.02 et le nombre des pensionnés était de 3,308, dont 2,366 vivent actuellement.

Dans une province agricole comme la nôtre, la cause du cultivateur, c'est en quelque sorte la cause de tout le monde. Si au point de vue social nous devons tout à la famille, soutenue par la foi, au point de vue économique, l'agriculture a fait notre seule force pendant longtemps. Et c'est sans doute cette force accumulée par l'agriculture qui nous permet de considérer avec confiance de grands développements dans d'autres domaines économiques.

M. l'Orateur, cette revue rapide et forcément incomplète des belles œuvres de l'Union nationale suffirait à justifier la fierté qu'on développe dans d'autres domaines économiques. J'espère que ce petit plaidoyer portera cette Chambre à m'écouter, avec indulgence, parler un peu longuement de choses agricoles. La loi du crédit agricole passée par le gouvernement de l'Union nationale en 1936 était demandée depuis plusieurs années par tous les cercles de l'U.C.C. de la province par la voix de leurs dirigeants, et toujours le gouvernement du temps resta sourd, disant que le cultivateur avait trop de crédit. Pourtant, il n'en avait pas de crédit et de plus, il payait des intérêts très élevés.

En 1936, à son avènement au pouvoir, l'Union nationale s'empessa de passer, à sa session spéciale, la loi du crédit agricole provincial. Par là on démontrait que la province voulait garder son autonomie en créant son propre crédit, avec son propre taux d'intérêt et son fonds d'amortissement. C'était par le fait même mater la puissance de l'argent et faire une lutte vigoureuse contre la dictature économique. C'était en même temps, pour la classe agricole, une politique familiale, parce qu'en somme toutes les familles, et surtout les nombreuses familles, ont bénéficié de cette loi qui faisait surgir une ère de vie nouvelle.

Cette loi du prêt agricole a rétabli le crédit financier de toute la classe agricole de la province. Autrefois on craignait de prêter, aujourd'hui ce n'est plus la même chose. On se hâte, on s'informe s'il n'y aurait pas possibilité de prêter aux cultivateurs. Pourquoi. Parce que le crédit financier du cultivateur est rétabli par une politique stable et sans qu'il en coûte à la province. Ce fut la loi la plus bienfaitrice pour les campagnes. De 1936 à 1939, le gouvernement de l'Union nationale a prêté une

somme de \$34,975,614.41 aux cultivateurs, au taux de 2½ %, avec 1½ % pour fonds d'amortissement. Des milliers de cultivateurs ont alors vu leur taux d'intérêt baisser de 7 %, 6 %, 5 %, 4 % et 3½ % donc, indirectement tous les cultivateurs de cette province ont bénéficié de cette magnifique loi.

Le remboursement était de 1½ % l'an, pendant 39½ ans. On avait crû accorder à l'emprunteur une longue période pour faire ses remises parce qu'on prévoyait les années de vaches maigres, les années de dépression, et qu'on se disait qu'au cours de ces années, un intérêt et une remise annuels formant un total de 4 % du capital prêté, ne constitueraient pas une charge trop lourde. A ceux qui sont tentés de dire que la terre était grevée pour trop longtemps, je donne la réponse suivante: les cultivateurs se sont chargés eux-mêmes de prouver que le gouvernement du temps avait eu raison. À cause des temps anormaux que nous traversons et à cause du fait que les produits se vendent mieux, les cultivateurs, qui sont foncièrement honnêtes et désireux de s'acquitter de leurs dettes, les cultivateurs, dit-il, ont versé à date, par anticipation, en plus de leurs remises obligatoires, depuis les débuts de l'Office, une somme de \$4,969,192.99<sup>6</sup>. Vous vous rappelez les craintes que certains entretenaient relativement aux prêts consentis aux cultivateurs. On déclarait qu'ils ne feraient pas honneur aux engagements pris. Les cultivateurs se sont chargés de réfuter ce jugement erroné.

Au cours de l'année écoulée, plus de 600 cultivateurs ont remboursé entièrement leur prêt par anticipation. Les autres ont remis, en plus de l'amortissement, l'un \$25, l'autre \$50, d'autres \$200, ou \$300 voulant libérer leur terre le plus tôt possible.

Je constate par le rapport annuel de l'Office du crédit agricole, au 31 décembre 1939, qu'on avait alors consenti 15,114 prêts pour un montant de \$34,975,614.41. En 1937, l'Office a consenti 6,000 prêts à 4 % pour un montant total de \$14,507,475.00; En 1938, 5,476 prêts pour un montant total de \$12,179,840.00; En 1939, 3,617 prêts pour un montant total de \$8,272,650.00; En 1940, 1,965 prêts pour un montant total de \$4,063,225.00; En 1942, 568 prêts pour un montant total de \$1,140,550.00.

En résumé, au 30 novembre 1944, 3,866 prêts, à 5.714 % avaient été consentis pour \$8,186,425. En cinq ans, l'Office a consenti 3,866 prêts à 5.714 % et 17,493 prêts à 4 %. Et l'Office n'a en sa possession aucune terre prise pour manquement de l'emprunteur à l'échéance.

Qu'on n'oublie pas les milliers de cas de concordats réglés, grâce à l'Office du crédit agricole.

Les cultivateurs ayant eu recours à cette mesure d'urgence n'avaient pas, en recourant à cette loi, réglé définitivement leur problème. Le crédit agricole s'en acquitta en leur prêtant à long terme, à des conditions équitables. Le crédit agricole, à cette date, en pleine crise économique, a contribué à faire payer les taxes dues aux commissions scolaires et aux municipalités, redonné la confiance aux cultivateurs, augmenté leur foi en sa profession agricole, empêché l'exode de milliers de cultivateurs aimant la terre.

Comme cultivateur, je n'hésite pas à affirmer que la loi la plus bienfaisante à nos campagnes jusqu'à présent est celle du crédit agricole. Le régime provincial de crédit agricole a complètement changé l'attitude des services financiers envers les cultivateurs.

M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de cette Chambre, en passant sur un point plutôt technique, c'est le drainage des terres. S'il y a un mal dont nous avons souffert et dont nous souffrons encore aujourd'hui, c'est bien celui de l'insuffisance de l'égouttement de nos terres. Par suite de la loi présentement en vigueur, il y a des formalités tellement longues à remplir, il faut attendre environ 4 à 5 mois; à certains endroits on est allé jusqu'à 2 ans, tellement longues, dis-je, et qui entraînent de tels frais pour les cultivateurs, nous voyons des terres inondées et des cultivateurs perdent leur récolte.

De plus, de grandes étendues de terre demeurent incultes par suite du manque d'égouttement. Elles pourraient servir à l'établissement d'un nombre considérable de jeunes gens qui seraient en mesure d'exploiter ces terres et d'en faire une exploitation avantageuse. Je crois, M. l'Orateur, que le gouvernement nouveau, qui est animé d'un véritable esprit de progrès, saura résoudre ce problème, comme il vient d'ailleurs de nous l'indiquer dans le discours du trône.

Je désire souligner, en passant, qu'en 1937, le gouvernement de l'Union nationale a convoqué en congrès tout le personnel de l'enseignement agricole pour améliorer et parfaire cet enseignement. Après la tenue de ces assises, et avec l'encouragement des autorités religieuses, un service d'enseignement agricole a été organisé, avec les résultats fructueux que nous connaissons tous. En 1940, le gouvernement du Parti libéral jugea bon d'abolir ce service, qui pourtant avait été reconnu comme l'un des plus bienfaisants qu'on eût encore vus, au dire des éducateurs les plus renommés de cette province. J'invite le nouveau gouvernement à mettre en application une politique d'éducation agricole conforme à celle instituée en 1937.

Nos efforts doivent porter vers la formation de la jeunesse agricole. Initier la jeunesse rurale à l'exercice de son métier, compléter son éducation et son instruction générale pour la hausser au niveau des exigences de la profession, voilà un problème qui n'échappera pas à l'attention de l'Union nationale. Nos écoles moyennes et régionales d'agriculture accomplissent déjà un bon travail, mais il faudra leur imprimer un nouvel élan de progrès par l'action concertée des compétences en la matière et par la réalisation d'améliorations commandées par le temps, les régions et le progrès, et en leur fournissant des moyens adéquats pour former des chefs de file, idée du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

À la lumière des connaissances que nous avons du pays, du cultivateur et de ses conditions de lutte pour la vie, nous ne pouvons nous refuser à l'impérieuse nécessité de fournir à nos écoles d'agriculture les moyens adéquats pour les mettre en mesure de préparer des chefs de file capables d'orienter la masse des ruraux vers le progrès.

Ce sera, je crois, le meilleur moyen de réhabilitation à la profession agricole si fortement recommandée pour l'après-guerre par les experts de l'enseignement agricole à travers tout le Canada et à l'étranger. Des vœux ont été formulés à ce sujet au congrès tenu il y a quelques jours.

D'autre part, un projet d'école rurale spécialisée, le projet Barré, est enfin à l'étude, sous l'habile direction de l'honorable ministre de l'Agriculture. Elle a pour but la formation des membres de la jeunesse agricole qui, pour une raison ou pour une autre, ont été obligés d'abandonner le cours primaire après la 5<sup>e</sup> année et même la 4<sup>e</sup>. Il y a actuellement 90,000 jeunes cultivateurs de 14 à 24 ans, qui ont fréquenté l'école primaire et qui n'ont pu, pour des raisons diverses, fréquenter nos écoles d'agriculture. L'Union nationale aura une attention toute spéciale pour la classe rurale. Inutile de vous dire que pour devenir cultivateur pratique, il faut une précision de connaissances comparables à ce qu'exige n'importe quelle autre profession. L'Union nationale fait donc, une fois de plus, preuve du profond intérêt qu'elle porte à la classe agricole.

Je désire communiquer à cette Chambre quelques renseignements concernant la vente de nos produits agricoles, sur les marchés publics. Il y a beaucoup à faire dans le domaine de la vente de nos produits agricoles sur les marchés, par suite de l'évolution des conditions économiques. Si nous considérons ce qui s'est fait aux États-Unis et dans d'autres provinces du dominion, nous voyons qu'il

s'est dépensé des sommes considérables pour aider à la distribution des produits agricoles.

Pour qu'un cultivateur soit prospère, il faut qu'il vende ses produits agricoles. Les lacunes actuelles ne sont pas dans la production mais bien dans le mode de distribution et de classification. Le producteur ne peut assurer la totalité de dépenses excessivement lourdes. Il faut organiser des centres de classification, afin de préparer les produits qui sont expédiés, et construire des entrepôts pour les produits dont nous avons besoin pour alimenter le commerce durant les douze mois.

Nous avons à subir une forte concurrence de la part de nos voisins des États-Unis qui sont organisés et qui sont en mesure de répartir la vente de leur marchandise sur les douze mois de l'année. Si l'on se base sur la production des pommes de terre dans la province, on voit que nous produisons une plus grande quantité que d'autres provinces, mais que, malheureusement, faute d'entrepôts, nous sommes obligés de nous hâter de vendre nos produits avant que les grands froids nous surprennent. Le manque d'entrepôts complique le problème des producteurs de pommes de terre.

Il m'a été donné de faire un voyage d'étude sur la culture de la pomme de terre dans l'État du Maine, au Nouveau-Brunswick et dans l'Île du Prince-Édouard. Je suis donc en mesure de dire à cette Chambre que là nous voyons le long des voies d'évitement, sur un mille de long, des entrepôts permettant de conserver des pommes de terre en vue d'en régler la distribution sur les demandes de la consommation. Il y a peut-être là un exemple précieux pour nous qui produisons des pommes de terre d'une saveur et d'une qualité supérieures.

Me serait-il permis de souligner qu'à Montréal, nos cultivateurs auraient besoin d'un marché en gros et de coopératives? Présentement, ils sont sans abris, et cela ne facilite pas le commerce, pas plus du point de vue du consommateur que du point de vue du cultivateur. Il faudrait donc trouver de l'espace pour décongestionner les marchés, surtout à un certain moment de l'année, afin de maintenir les prix sans exploiter le consommateur. J'ai confiance que cet important problème fera l'objet de toute l'attention qu'il exige. Une heureuse solution complèterait l'œuvre bienfaisante de l'Union nationale en cette matière si importante qu'est l'économie agricole.

M. l'Orateur, s'il y a quelqu'un qu'il faut aider à s'établir, c'est bien le fils de cultivateur. Souvent il fait partie d'une nombreuse famille; par conséquent, son père ne peut à peu près pas l'aider.



Si l'on tient compte que l'établissement d'un fils nécessite l'achat d'une terre, d'un roulant, d'animaux de grains de semence, etc., on constate que cela exige une somme assez considérable. C'est pourquoi le gouvernement soucieux de ses responsabilités ne doit pas craindre de verser un montant de \$300, soit \$100 par année pendant trois ans, pour faciliter l'établissement des fils de cultivateurs.

J'ai été surpris d'apprendre, M. l'Orateur, que le gouvernement libéral, à sa dernière session, n'a pas voté de budget pour le premier versement d'établissement de fils de cultivateurs; il a démontré par là qu'il ne s'occupait guère du problème de la jeunesse agricole.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est penché vers le peuple dès les premières heures de son administration, alors qu'il a créé le ministère de la Santé. Je suis convaincu. M. l'Orateur, que la nouvelle administration de l'Union nationale, saura, comme nous l'annonce le discours du trône, non seulement combattre les maladies comme la tuberculose, qui font encore trop de ravages chez nous, mais encore, mettre à la portée des cultivateurs des centres de traitements accessibles à tous.

Vous n'ignorez pas, M. l'Orateur, que le gouvernement de l'Union nationale a hérité de l'ancien régime cette chose, entre autres, la fameuse "Betteraverie de Saint-Hilaire", qui a été fondée sans réflexion, dans des conditions impossibles, et anormales, au moment où on ne pouvait se procurer tous les matériaux dont on avait besoin. Le tout a été fait dans le plus grand gaspillage imaginable et cette fameuse industrie de betterave à sucre a coûté à la province un montant tellement considérable que je me demande si cela n'a pas été fait pour tuer l'industrie de la betterave à sucre dans la province! M. l'Orateur, le gouvernement de l'Union nationale n'était pas contre le principe de cette entreprise, mais il était contre le plus grand gaspillage imaginable qu'il a donné lieu, contre le favoritisme des amis du parti et contre la réalisation d'un projet dans des conditions anormales. Maintenant, seul l'avenir dira ce que nous pourrons faire avec une telle industrie...

(Applaudissements à droite et M. Godbout prend une note...)

...mais nous sommes assurés que le gouvernement va s'efforcer de donner justice aux cultivateurs malgré les énormes difficultés que cela représente.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les bienfaits de l'électricité à la campagne. Grâce à l'énergie électrique, beaucoup de travaux agricoles se font mieux et plus rapidement et, dans certains cas, avec

moins de danger; la mère qui a de nombreux enfants voit la tâche quotidienne s'alléger; la vie au foyer devient plus attrayante, et cela est de nature à empêcher les jeunes cerveaux de faire, entre la vie à la ville et la vie à la campagne, une comparaison désavantageuse pour cette dernière. Je suis en faveur de l'électrification rurale pour rendre la vie plus facile aux cultivateurs.

D'ailleurs, l'importance de la question de l'électrification rurale n'a pas échappé au gouvernement de l'Union nationale de 1936-1939. On constate qu'à cette époque là, l'électrification rurale a fait plus de progrès que pendant toute autre période. Ce bon travail s'est fait, par la suite, de mesures gouvernementales tendant à favoriser ce progrès. S'il arrive que l'on déplore que le gouvernement n'ait pas, dans le passé, électrifié toute la campagne, la réponse est facile.

Le gouvernement de l'Union nationale devait, avant tout, conserver au cultivateur sa terre, sa maison et sa grange. Vous vous rappelez que le cultivateur était en danger quand l'Union nationale a reçu le pouvoir. C'est pourquoi l'Union nationale a institué le crédit agricole, qui a amélioré la situation. Il fallait aviser au plus pressé. Si l'on avait écouté certains conseils, on aurait été réduit dans bien des cas à accorder des fils aux étoiles. Et malgré tout, c'est de 1936 à 1939 que l'électrification rurale a encore fait le plus de progrès dans la province.

Je suis convaincu que le gouvernement accordera à cette importante question toute l'attention qu'elle mérite et qu'il apportera au problème une solution sensée. Le discours du trône mentionne à ce sujet les coopératives de cultivateurs. Ce moyen présente bien des avantages. Il permet l'étude de chaque cas par un groupe de citoyens qui sont au courant des besoins locaux.

M. l'Orateur, le discours du trône permet de prévoir plusieurs autres mesures de grande importance. On peut voir, par exemple, que la question forestière et celle du développement minier sont loin d'échapper à l'attention du gouvernement. Le problème social de la jeunesse recevra une solution. Je pourrais continuer l'énumération, mais je préfère m'arrêter à cette pensée que j'ai eue, en écoutant le discours du trône, que l'histoire fera une large place à la législation que le gouvernement nous invite à étudier.

**M. Bellemare (Champlain)** se proclame ouvrier et salue le retour du front du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. l'Orateur, vos qualités vous ont valu de la part des membres de cette Chambre un témoignage dont la portée est des plus profondes. Nous vous avons choisi pour être le juge de nos débats, nous vous avons choisi pour diriger nos délibérations et nous apporter au besoin, les lumières de votre science et de votre talent. Avant votre élection, votre nom était déjà, pour nous tous, synonyme de justice et de droiture. Le témoignage de confiance que vous avez reçu hier de tous les membres de cette Chambre ajoute encore à votre prestige et il est un gage du succès avec lequel vous remplirez vos importantes fonctions.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de rappeler la brillante victoire de l'Union nationale, conduite par son chef, l'honorable premier ministre actuel, lors de l'appel au peuple de l'été dernier. Tous les citoyens ont encore présent à la mémoire les principales phases de la campagne électorale et le sens du vote populaire du 8 août 1944. Le peuple de notre province a voulu le retour au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale parce qu'il savait que son chef était le seul assez courageux, assez patriote et assez homme de devoir pour défendre les droits de notre province et mettre un terme aux empiètements du gouvernement fédéral dans le domaine de notre juridiction.

Le peuple de la province savait que le chef de l'Union nationale était capable de tenir une parole d'honneur; il savait, et le passé l'a prouvé. Le peuple de la province n'a plus confiance à ceux qui ne font des promesses que pour les violer; il n'a plus confiance à ceux qui font serment par oubli ou par distraction. Le peuple de la province sait que le chef de l'Union nationale n'a pas changé; qu'il a toujours été le champion de nos droits provinciaux avant, pendant et après les élections, et que son but est le bien-être de son peuple et non pas la recherche du pouvoir pour le pouvoir.

Il a su revendiquer nos droits lorsqu'il était au pouvoir de 1936 à 1939, il a su les revendiquer dans l'opposition et il les revendique encore depuis les dernières élections, comme il le fera toujours. Je rappelle en particulier son attitude ferme et énergique sur la question de la nomination du lieutenant-gouverneur; je rappelle son éloquent plaidoyer en faveur des Canadiens français lors de la réunion de l'Association canadienne des constructeurs; je rappelle ses paroles de chef, la semaine dernière devant les délégués du Congrès canadien du travail. Tous les citoyens de cette province sont fiers de lui et sont heureux de pouvoir compter sur son énergie et bénéficier de ses éminentes qualités de chef d'État.

J'ai le très grand avantage d'habiter et de représenter un comté qui touche à celui des Trois-Rivières, représenté par l'honorable premier ministre de la province. Ce comté a réalisé l'union parfaite autour de l'homme que tous reconnaissent comme le champion de son peuple et le défenseur de ses droits. Dans Trois-Rivières, il n'est plus question de partisanerie politique. L'union sacrée s'est faite autour de l'homme que l'on connaît, que l'on apprécie et que l'on aime parce qu'il s'est donné entièrement, avec toute son intelligence et tout son cœur à sa province et à sa population.

M. l'Orateur, je dois probablement au fait d'être le plus jeune député ministériel, et à mon titre de représentant ouvrier, l'honneur d'adresser la parole aujourd'hui dans cette Chambre. Je suis heureux de seconder la motion de l'honorable représentant de Laprairie, qui s'est fait le porte-parole de la classe agricole. C'est un plaisir pour moi de le féliciter pour le talent dont il a fait preuve dans son premier discours devant cette Chambre. Les deux classes importantes de la population, l'ouvrier et l'agriculteur, ont donc été à l'honneur au début de cette session. Ce sont ces deux classes de notre population qui ont contribué le plus largement à la victoire du mois d'août dernier.

Toutes deux se sont rappelé, en allant voter, le 8 août dernier, les lois sociales que le gouvernement de l'Union nationale, dirigée par le premier ministre actuel, avait adoptées au cours de sa première administration. Toutes deux ont profité de l'élection du mois d'août dernier pour réparer l'erreur de 1939; toutes deux ont voulu dire qu'elles n'avaient pas été dupes du chantage et des promesses violées de 1939. Toutes deux ont voulu le retour au pouvoir d'un gouvernement qui avait su se pencher vers elles, qui s'était efforcé de comprendre leurs besoins, d'amoindrir leurs misères et d'augmenter un peu la somme de biens matériels nécessaires à leur bien-être.

Les cultivateurs, en particulier, se sont rappelé les bénéfices de la loi du crédit agricole, l'encouragement donné à leurs coopératives. Les ouvriers, pour leur part, se sont rappelé les efforts faits par leur gouvernement pour leur assurer un salaire raisonnable; ils se sont souvenus de sa sollicitude pour procurer des travaux destinés à alléger la crise du chômage. Toutes deux se sont rappelé la loi des pensions de vieillesse, la loi de l'assistance aux aveugles, la loi qui assurait des allocations aux mères nécessiteuses, et leur vote du mois d'août fut un vote de reconnaissance en faveur du chef de l'Union nationale. Et, en retour, ces deux

classes de notre société ont vu leurs représentants appelés à faire partie du nouveau gouvernement et ces deux mêmes classes de la société voient encore aujourd'hui leurs représentants proposer et seconder l'adresse en réponse au discours du trône. Je représente, et c'est un honneur pour moi, une division électorale mi-ouvrière et mi-agricole. C'est dire le sentiment de reconnaissance de tous mes électeurs à l'adresse du gouvernement actuel et le sentiment de fierté qu'ils éprouvent de voir enfin à la tête de leur province un homme courageux et énergique.

Le mandat confié par la province de Québec au gouvernement actuel est clair et précis. Le gouvernement doit veiller à la protection de nos droits provinciaux; il doit veiller jour et nuit à la sauvegarde de l'autonomie provinciale. Ce mot d'autonomie provinciale peut paraître parfois abstrait, mais il est bien lourd de sens et de conséquences pour la génération montante. Il est en quelque sorte le résultat des luttes séculaires que nos pères, nos ancêtres, ont livrées pour la conquête de nos droits politiques. Ce n'est qu'après des sacrifices sans nombre, des luttes ardues et souvent désespérées qui durèrent des années, et cela, grâce au courage et au désintéressement de nos plus grands parlementaires, que les Canadiens français ont pu s'assurer le droit d'être maîtres chez eux, d'avoir la liberté de parler leur langue, de pratiquer leur religion, d'envoyer leurs enfants dans des écoles de leur choix, d'être les maîtres de leurs ressources naturelles, d'avoir le pouvoir d'édicter des lois qui devraient réglementer leur vie familiale, professionnelle et civile.

Et ce sont ces droits que nombre de gens désirent nous voir céder en tout ou en partie, au gouvernement d'Ottawa, sous prétexte que ces concessions sont nécessaires à la prospérité de notre pays. Je ne veux pas poser au prophète, mais je sais bien ce qui arriverait si nous consentions à ces sacrifices inutiles. C'est que nous devrions dire adieu à notre liberté. Nous devrions probablement nous résigner à disparaître comme peuple. Je vois déjà dans le lointain, des plébiscites comme celui de 1942 et que nous serions obligés de subir avec les conséquences que l'on sait. Il faut s'opposer de toutes nos forces à la centralisation qu'on tente de faire à Ottawa.

Je ne connais pas de Canadien français digne de ce nom qui soit capable d'oublier les luttes du passé, qui ait assez peu de fierté pour tirer le voile de l'oubli sur les souffrances de leurs pères et pour dire à ceux qui désirent la centralisation des pouvoirs à Ottawa: "Prenez ces droits, ils nous ont été légués à la suite de conquêtes longues et difficiles, au prix du

courage et des souffrances de nos pères; prenez ces droits, car nous sommes devenus incapables de les exercer et de nous en servir".

Ces paroles, M. l'Orateur, si elles n'ont pas été prononcées textuellement au cours des cinq dernières années, décrivent bien tout de même le sens de certains gestes politiques dont nous fûmes les témoins attristés. Et, lorsque je pense à ces faiblesses de ceux qui étaient les responsables des destinées de notre province, je ne puis m'empêcher de rappeler les paroles énergiques du chef du gouvernement actuel, lors de la déclaration des élections provinciales en 1939.

"Depuis plusieurs années", disait-il, "une campagne a été faite en vue d'amoindrir considérablement et même d'anéantir l'autonomie provinciale dans le but de ne former qu'un seul gouvernement dirigé par Ottawa." L'Union nationale considère que l'autonomie provinciale garantie par le pacte fédératif est essentielle aux milliers d'intérêts de la province, conforme à ses traditions, à ses droits et à ses prérogatives indispensables. Invoquant le prétexte de la guerre, déclarée par le gouvernement fédéral, une campagne d'assimilation et de centralisation manifestes, depuis plusieurs années, s'accroît de façon intolérable.

Des arrêtés ministériels ont été passés par Ottawa en vertu du "War Measure Act" ou "mesure de guerre" avec le désir et l'effet de centraliser à Ottawa, pour des fins de guerre, toute la finance des particuliers, des municipalités des provinces et du pays. Le gouvernement de l'Union nationale a formé une administration composée de libéraux, de conservateurs et d'indépendants, qui a à cœur les meilleurs intérêts de notre province et, en particulier, le respect de l'autonomie provinciale à laquelle nous tenons comme à la prune de nos yeux parce qu'elle constitue, au point de vue humain, le rempart le plus solide de nos institutions, de nos traditions les plus chères et de nos droits fondamentaux". Ces paroles, mon chef les prononçait en 1939; elles étaient en quelque sorte la résultante de son action politique de 1936 à 1939; elles l'ont guidé lorsqu'il était chef de l'opposition et elles sont encore le programme de son action politique et nationale.

Si j'envisage le problème de l'autonomie provinciale dans le domaine de la législation ouvrière, qui m'intéresse d'une façon particulière, parce que je suis ouvrier, j'en arrive à des conclusions qui touchent la question même de notre survivance. Les partisans de la centralisation voudraient que le gouvernement provincial cède au gouvernement fédéral le droit de légiférer sur les

salaires, sur les heures de travail, sur les conventions collectives. Ils désireraient en somme que nous leurs cédions toutes les clefs de voûte de notre législation ouvrière, sans en retirer d'avantages immédiats pour nous. Et pourtant, ces partisans de la décentralisation se sont bien gardés de nous exposer d'une façon claire et précise les avantages que nous pourrions retirer en consentant à de pareils sacrifices, à un pareil abandon de nos droits entre les mains d'Ottawa.

Au contraire, ils semblent même vouloir affirmer que les ouvriers de notre province sont incapables d'exercer leurs droits et de faire valoir leurs justes revendications. Ces partisans de la centralisation affirment que, si le gouvernement fédéral possédait pleine et entière juridiction sur les salaires, les heures de travail et les conventions collectives, les ouvriers de notre province en retireraient des avantages marqués. Et pourtant, à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral possède tous les droits et toute la vérité voulus pour donner aux ouvriers de notre province qui exécutent un travail analogue à ceux des autres provinces, un salaire identique à celui payé aux ouvriers de l'extérieur. Et pourtant, nous avons encore des inégalités frappantes et dans certaines industries de guerre du Québec les salaires payés sont encore inférieurs à ceux qui sont payés dans la province d'Ontario. Dans les deux cas, c'est le gouvernement fédéral qui a juridiction pour fixer ces salaires et sa juridiction est pleine et entière.

Pour ma part, je crois que les ouvriers du Québec ont énormément d'intérêt à ce que le régime actuel continue, car ils auront beaucoup plus de facilités pour faire valoir leurs revendications devant le gouvernement provincial que devant le gouvernement fédéral. D'autres cessions de nos droits entraîneraient notre perte. Le gouvernement provincial saura rétablir la justice et l'équilibre dans ce domaine. D'ailleurs, les ouvriers ont montré, dans le passé, dans leurs relations avec leurs gouvernements, qu'ils n'avaient pas de leçon à recevoir de l'étranger, et que la législation qu'ils ont obtenue jusqu'ici leur fait honneur, car elle est une preuve qu'ils ont l'esprit aussi progressif que ceux des autres provinces et de l'étranger.

Notre province devra donc, après la guerre, reprendre ses droits dans le domaine du travail. Me permettra-t-on de rappeler, par exemple, que grâce aux démarches des ouvriers, la province de Québec fut la première à adopter, dès 1909, une loi de protection contre les accidents de travail. Et, en 1909, aucun état américain et aucune province canadienne ne possédait une telle loi. C'est la

province de Québec qui a la meilleure loi des accidents de travail et des conventions collectives. Nous avons aussi une bonne loi pour prohiber le travail des femmes dans l'industrie. Me permettra-t-on également de remarquer que la première législation au pays, pour réglementer le travail des femmes et des enfants dans l'industrie, a été passée dans la province de Québec. Me permettra-t-on également de souligner que notre province a été la première à adopter le régime des conventions collectives du travail. Me permettra-t-on de mentionner ici l'attitude énergique du chef du gouvernement actuel sur l'observance de la loi du dimanche. La loi était dans nos Statuts, mais le gouvernement précédent semblait la considérer comme un simple ornement. Ce que nos ouvriers veulent, c'est l'observance de la loi et des mesures énergétiques pour la faire respecter.

Si nos ouvriers, dans le passé, ont été capables d'obtenir ces revendications, s'ils ont fait preuve d'un tel esprit progressif, je ne vois pas quels avantages ils pourraient retirer maintenant, si le gouvernement provincial n'était pas soucieux de son autonomie et laissait au gouvernement fédéral pleine et entière juridiction, en matière de législation ouvrière. Au contraire, je crois fermement que nos ouvriers éprouveraient de profondes déceptions et qu'ils se repentiraient amèrement de cet abandon de leurs droits, si le gouvernement actuel n'était pas le rempart de l'autonomie provinciale. Ce rempart est solide comme nos convictions et ces convictions ne sont pas des promesses électorales.

D'ailleurs, à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral s'est emparé, en vertu de la loi des mesures de guerre, d'un bon nombre de nos droits en matière de législation ouvrière, et je défie tout honnête homme d'établir que les revendications ouvrières sont écoutées avec sérieux par cette armée de bureaucrates non responsables devant le peuple.

J'aurais bien aimé parler longuement des problèmes qui se posent à l'attention des cultivateurs, mais l'exposé que vient de vous en faire mon collègue, le député de Laprairie, m'obligerait à revenir sur un sujet qui vient d'être traité devant vous avec beaucoup de compétence. J'appuie ces observations et je crois qu'elles démontrent toute la sollicitude du gouvernement actuel pour la classe agricole. Me permettra-t-on cependant de souligner les trois principaux avantages du crédit agricole: avantages qui ont été particulièrement appréciés par les cultivateurs de mon comté de 1936 à 1939. Le crédit agricole tel qu'organisé par l'Union nationale était une mesure familiale, sociale et nationale.

Familiale, parce qu'il permettait au père de famille d'établir son fils. Social, parce qu'il permettait aux municipalités et aux corporations scolaires de percevoir les taxes qui leur étaient dues. Et nationale, parce qu'il permettait à notre peuple de conserver le patrimoine ancestral. J'aurai certainement l'occasion, au cours de la présente session de revenir sur les problèmes qui intéressent la classe agricole.

Le problème de notre autonomie, M. l'Orateur, est d'une importance primordiale en temps normal et il acquiert une importance encore plus considérable à l'heure actuelle, alors que nous devons penser à la réorganisation de l'après-guerre. Si nous consentons à céder la majeure partie de nos droits au gouvernement fédéral, sous prétexte que c'est là le seul moyen de garantir notre sécurité sociale et la prospérité de l'après-guerre, je crois que c'est là de notre part un manque de confiance en l'avenir.

Je sais bien que nous vivons des heures graves et que les problèmes qui se poseront à l'attention des gouvernants dans la période de l'après-guerre seront excessivement<sup>7</sup> difficiles et épineux, mais je sais bien aussi que, dans le passé, les nôtres ont eu assez de courage pour traverser, le front haut, toutes les périodes de souffrance et de misères. Connaissant la jeunesse de notre province, je sais qu'elle a conservé la fierté de nos pères et qu'après avoir été admirable devant les trahisons, elle trouvera certainement l'énergie nécessaire pour s'orienter dans l'après-guerre.

La conquête nous a laissés sans ressources matérielles dans un pays dévasté et nous avons quand même réussi à survivre. Nous serons capables de sortir du bouleversement actuel, à condition d'être courageux et de ne pas poser, comme point de départ à notre action politique, des actes de défaitisme. Nous devons, comme nos pères, regarder l'avenir avec courage, conserver comme la prune de nos yeux les droits qui nous restent, et travailler à faire de notre province la plus belle et la plus prospère de toutes. Elle saura survivre.

J'ai d'autant plus confiance à l'après-guerre que le chef actuel du gouvernement a déjà donné des preuves manifestes et profondes de sa largeur d'esprit, de son attachement aux classes laborieuses, en dotant notre province de mesures sociales qui ont fait l'admiration de tous. Le chef du gouvernement actuel n'a pas attendu les plans de sécurité sociale pour se préoccuper du sort des déshérités de la vie et les gestes qu'il a posés dans le passé sont la meilleure garantie que nous puissions avoir pour l'avenir.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), l'ajournement du débat à mardi prochain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À demain ou mardi?

**M. Godbout (L'Islet):** À mardi.

La motion est adoptée.

#### **Motion de M. Dumoulin concernant la taxation des coopératives**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous aurons une séance demain à onze heures. Si le député de Québec-centre (M. Morin) est prêt à discuter sa motion concernant l'établissement d'un port franc à Québec, nous serons prêts à appeler cet item. Nous sommes d'ailleurs prêts dès cet après-midi.

**M. Morin (Québec-Centre)** ne s'attendait pas à ce que sa motion soit appelée si rapidement.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Dans ce cas-là, nous pourrions prendre une des lois qui sont inscrites au *Feuilleton*. Le texte de ces lois est imprimé et distribué sur l'heure aux membres de la Chambre et le gouvernement est prêt à étudier immédiatement n'importe laquelle de ces sept projets de lois ministériels, passés en première lecture, si l'opposition le veut bien.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition<sup>8</sup>. La coutume et le Règlement veulent que la Chambre dispose de l'adresse avant de procéder aux autres travaux et que le débat commencé le jeudi soit ajourné ensuite au mardi suivant. Je désire suivre cette coutume<sup>9</sup>. Jusqu'à maintenant, tout a marché régulièrement, normalement. Nous n'avons demandé aucune explication sur les projets de loi qui, cet après-midi, ont été adoptés en première lecture, afin de ne pas retarder le travail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition parle d'habitudes. Mais justement nous avons été élus pour débarrasser la province de ses mauvaises habitudes et changer la coutume. Il n'y a rien d'anormal à ce que je demande que l'on procède, si l'on veut, et rien dans les

règlements de la Chambre n'empêche de discuter des articles autres que celui de la prise en considération de l'adresse.

J'ai voulu me montrer gentil pour l'opposition en appelant une motion placée par un de ses membres, mais comme d'habitude, l'opposition n'est pas prête. Il (M. Duplessis) dit qu'il voulait bien démontrer que le gouvernement était prêt à procéder et à donner à l'opposition l'occasion de prouver qu'elle était aussi prête. Mais nous devons ajourner devant le manque de coopération de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est non seulement important de suivre les usages et coutumes parlementaires, mais aussi de prendre le temps de réfléchir avant d'engager le débat. L'opposition est prête, mais les députés ont plusieurs projets de loi à étudier et il leur faut le temps de réfléchir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre, (vite il corrige le lapsus) pardon le chef de l'opposition, demande du temps pour réfléchir, je suis prêt à me rendre à sa demande.

**Des députés de l'opposition rient.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme vous le voyez, même ses députés trouvent cela ridicule que je l'appelle premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet):** Réfléchir est une excellente chose. Si le nouveau premier ministre avait réfléchi un peu plus dans sa vie avant de poser les actes de son administration, il aurait commis beaucoup moins d'erreurs et la province n'aurait pas eu tant à en souffrir. Elle s'en serait trouvée beaucoup mieux.

(Applaudissements à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour procéder sur d'autres items que celui de l'adresse et aborder un autre sujet, il faut le consentement unanime de la Chambre.

**Dépôt de documents:**

*État des Comptes publics,  
1943-1944*<sup>10</sup>

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec - 1944*, - exercice clos le 31 mars. (Document de la session no 7)

Je ferai remarquer (souriant, alors qu'il faisait distribuer le volume aux députés) que c'est la première fois depuis la Confédération que les *Comptes publics* sont déposés au début de la session et qu'ils sont présentés si tôt aux députés.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je suis heureux de cette déclaration, car c'est moi qui ai eu l'honneur de préparer les *Comptes publics* de 1943-1944 avant de partir.

(Applaudissements à gauche)

Et c'est parce que c'est moi qui les ai préparés qu'ils sont bien faits.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'ancien trésorier n'a même pas laissé un brouillon avant de partir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**<sup>11</sup>: Bracken en sera heureux.

#### **Remises des droits et des peines**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état détaillé des remises des droits et des peines, préparé conformément aux dispositions de l'article 45, chapitre 73, Statuts refondus, 1941. (Document de la session no 8)

#### **Arrêtés en conseil, loi des pensions**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés du conseil du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 28 avril 1944, préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions, chapitre 13, Statuts refondus. (Document de la session no 9)

#### **État des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 7 février 1945		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Conseil exécutif : Pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Séverin-de-Proulxville..... (A.C. no 1941, du 16 juin 1944)	15,000.00	15,000.00	.....
2.	Terres et Forêts : Extinction d'incendies forestiers..... (A.C. no 2062, du 16 juin 1944)	150,000.00	150,000.00	.....
3.	Conseil exécutif: Pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Antonin..... (A.C. no 2375, du 28 juin 1944)	9,175.00	9,175.00	.....
4.	Conseil exécutif: Pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Ubalde, comté de Portneuf..... (A.C. no 2411, du 28 juin 1944)	9,000.00	9,000.00	.....
5.	Terres et Forêts: Extinction d'incendies forestiers..... (A.C. no 3206, du 17 août 1944)	276,000.00	276,000.00	.....
6.	Conseil exécutif: Comité local de secours de Pascal: pour couvrir dépenses urgentes pour venir en aide aux sinistrés de l'endroit au moment même de l'incendie qui a détruit ce village minier..... (A.C. no 3341, du 30 août 1944)	4,145.16	.....	4,145.16
7.	Colonisation: Pour venir en aide aux colons et cultivateurs d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Témiscamingue..... (A.C. no 3428, du 14 septembre 1944)	75,000.00	75,000.00	.....
8.	Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs des comtés d'Abitibi, Bagot, Bonaventure, L'Assomption, Lotbinière, Rouville, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Témiscamingue et Yamaska..... (A.C. no 3542, du 26 septembre 1944)	40,000.00	32,142.50	7,857.50
9.	Agriculture: Prime sur le fromage..... (A.C. no 3710, du 6 octobre 1944)	300,000.00	296,468.38	3,531.62

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 7 février 1945		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
10.	Secrétaire de la province: Pour terminer la construction de l'École provinciale d'avionnerie ..... (A.C. no 3758, du 6 octobre 1944)	268,700.00	43,412.78	225,287.22
11.	Colonisation: Pour venir en aide aux colons des comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Bonaventure, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Labelle, Laviolette, Lotbinière, Matane, Matapédia, Rimouski, Roberval, Richmond, Rouyn-Noranda, Témiscamingue et Témiscouata qui ont subi des dommages par suite de nombreux feux de forêts au cours de la dernière saison d'été ..... (A.C. no 3808, du 12 octobre 1944)	20,635.00	7,800.00	12,835.00
12.	Agriculture: Travaux de drainage ..... (A.C. no 4373, du 16 novembre 1944)	400,000.00	234,841.59	165,158.41
13.	Agriculture: Octroi pour faciliter la construction d'un moulin, qui a été fortement endommagé par suite d'un feu qui a ravagé la municipalité de Saint-Stanislas-de-Champlain.. (A.C. no 4501, du 23 novembre 1944)	5,000.00	5,000.00	.....
14.	Colonisation: Pour venir en aide aux colons des comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, qui se trouvent dans une situation pénible par suite d'une disette de foin ..... (A.C. no 4637, du 30 novembre 1944)	50,000.00	24,139.34	25,860.66
15.	Agriculture: Pour payer les frais de transport, de surestaries, d'inspection et de commission sur l'achat de foin requis par les cultivateurs des comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Argenteuil, Hull, Labelle, Témiscamingue, Roberval, Rouyn-Noranda, Lac-Saint-Jean, Papineau, Laviolette, Portneuf, Terrebonne, Gatineau, Pontiac, Matane, Témiscouata, L'Islet, Kamouraska, Charlevoix-Saguenay, pour hiverner leurs animaux de ferme ..... (A.C. no 4645, du 30 novembre 1944)	75,000.00	9,895.51	65,104.49



Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 7 février 1945		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
16.	Secrétaire de la province: Pour terminer, améliorer et compléter les travaux d'aménagement et de réparation de l'École de réforme connue sous le nom de "Mont-Saint-Viateur", située à Giffard, comté de Québec..... (A.C. no 4970, du 30 novembre 1944)	100,000.00	25,915.16	74,084.84
17.	Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs de l'Île-aux-Grues, comté de Montmagny, qui ont subi des dommages par suite d'un raz-de-marée qui a emporté et détruit leurs récoltes de foin de grève et les trépieds..... (A.C. no 5042, du 21 décembre 1944)	2,000.00	.....	2,000.00
18.	Travaux publics: Dépenses en immobilisations: Construction, etc., d'un nouveau pont pour remplacer le pont Plessis-Bélair, devenu impropre et dangereux quant à la circulation du public..... (A.C. no 5067, du 21 décembre 1944)	900,000.00	208.33	899,791.67
19.	Agriculture: Pour payer les frais de transport, de surestaries, d'inspection et de commission d'une certaine quantité de foin requise par les cultivateurs résidant dans le comté de Chicoutimi..... (A.C. no 125, du 12 janvier 1945)	5,000.00	.....	5,000.00
20.	Pêcheries: Item 6 - Loi des subsides: Gages, salaires et entretien des entrepôts..... (A.C. no 149, du 12 janvier 1945)	25,000.00	8,839.30	16,160.70
21.	Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs des comtés de Joliette, Mégantic, Montcalm et Montmorency, qui ont souffert des dommages par cas fortuits..... (A.C. no 350, du 31 janvier 1945)	4,000.00	.....	4,000.00

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 7 février 1945		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
22.	Agriculture: Pour payer les frais de transport, de surestaries, d'inspection et d'une commission d'une certaine quantité de foin requise pour les cultivateurs des comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Argenteuil, Chicoutimi, Hull, Labelle, Témiscamingue, Roberval, Rouyn-Noranda, Lac-Saint-Jean, Papineau, Lavolette, Portneuf, Terrebonne, Gatineau, Pontiac, Matane, Témiscouata, L'Islet, Kamouraska, Charlevoix et Saguenay ..... (A.C. no 351, du 31 janvier 1945)	20,000.00	.....	20,000.00
		\$2,753,655.16	\$1,222,837.89	\$1,530,817.27

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,  
A.-J. Dolbec

Québec, le 19 janvier 1944

(Document de la session no 7)

### Ajournement

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Godbout (L'Islet)** s'entretiennent durant quelques secondes par-dessus le bureau du greffier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures<sup>12</sup>.

### NOTES

1. *L'Événement* du 9 février 1945, à la page 3, parle d'une "véritable avalanche de pétitions introductives de bills". La première étant présentée par M. Maurice

Tellier (Montcalm), "il en surgit ensuite à droite et à gauche pendant environ un quart d'heure. La législation privée s'annonce véritablement imposante."

2. En effet, *Le Canada* du 12 février 1945, à la page 4, nous apprend que "le premier des 21 devait en faire tenir une copie dactylographiée au chef de l'opposition jeudi."

3. *Le Canada* du 9 février 1945, à la page 2, précise qu'ici M. Duplessis "confond M. Guy Roberge avec M. Chaloult, qui était député de Lotbinière, mais représente maintenant Québec-Comté."

4. Les deux dernières interventions, soient celles de M. Godbout et de M. Mathewson, semblent répétitives, mais ce problème n'a pu être résolu avec l'intervention d'un troisième journal, car seuls *L'Événement* et *Le Canada* ont mentionné les échanges concernant l'impression du bill 5.

5. Selon *The Montreal Daily Star*, les discours de M. Riendeau et de M. Bellemare ont été prononcés seulement en français.

6. *L'Événement* et *La Presse* parlent plutôt d'une somme totale de \$4,969,192.09.

7. *Le Nouvelliste* du 9 février 1945, à la page 7, rapporte plutôt "extrêmement".

8 M. Godbout s'est peut-être trompé en parlant de M. Duplessis comme le chef de l'opposition puisque les rôles de chef de l'opposition et de premier ministre, pour cette session de 1945, sont simplement inversés.

9. Selon *Le Temps* du 23 février 1945, à la page 8, M. Godbout invoque le Règlement de la Chambre et "tous les députés libéraux ouvrirent alors leurs tiroirs de pupitre pour sortir le livre des règlements."

10. *L'Action catholique* du 10 février 1945, à la page 20, fait remarquer que "dans la préparation des *Comptes publics*, une nouvelle forme de présentation a été adoptée. Elle facilite la compilation d'un résumé général qui révèle la nature des dépenses réunies en un seul montant pour tous les départements."

11. John Bracken, premier ministre de l'Alberta de 1922 jusqu'au 8 janvier 1943, était, depuis le 11 décembre 1942, chef du Parti conservateur qu'il a renommé le Parti progressif conservateur. (Référence: Kendel, John. *John Bracken: A Political Biography*. Toronto, University of Toronto Press, 1979, p. 183-237. (314 p.) et Johnson, J. K. (éd.). *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*, Ottawa, Public Archives of Canada, 1968, 68-69. (731 p.). La remarque que fait M. Casgrain, à savoir: "Bracken will be happy", fait peut-être référence aux rumeurs qui circulaient sur la colline parlementaire au sujet de la possible filiation qui existerait entre l'Union nationale du Québec et le Parti progressif conservateur du Canada.

12. *L'Action catholique* rapporte que le soir même de cette séance "le lieutenant-gouverneur, Sir Eugène Fiset, a reçu à dîner, à Spencer Wood, en l'honneur du premier ministre de la province, l'honorable Maurice Duplessis, et d'un groupe de l'Assemblée législative.



Séance du mardi 13 février 1945

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Thomas Palladina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Thomas Shaw Collins (M. Côté, Montréal-Sainte-Marie);
- de Lazar Bodnariuk et autres, membres de The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- du Dr J.-Arthur Dufresne et son épouse, Dame Marie-Anne-Lucille-Anonciade Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage (M. Gatien);
- de Médéric Charbonneau et son épouse, Dame Marie-Isabella Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage (M. Gatien);
- de Dame Lucienne Massicotte et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Émile Chartrand (M. Gatien);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);
- de The Churches of the Nazarene, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation ecclésiastique (M. Marler);
- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite communauté (M. Morin, Québec-Centre);
- du Dr Séville Cheff et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Dame Anna Vallée-Cheff (M. Tellier);
- de Canadian Kaolin Silica Products, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant leur titre (M. Tellier);

- de la corporation de l'École polytechnique, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tellier);

- de Anita Dombrowski et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Bergeron (M. Roberge).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom corporatif en celui de Caisse nationale d'économie (assurance-vie) (M. Blanchard);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Blanchard);
- de Roger Longtin et autres, demandant l'adoption d'une loi se rapportant à la succession de feu Moïse Coupal (M. Blanchard);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour faire approuver un bail emphytéotique passé avec l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Adelphe (M. Bellemarre);
- de The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi déclarant qu'ils ont le pouvoir et l'autorisation de vendre ou d'aliéner la propriété à eux donnée par feu James Kewley Ward (M. Bellemarre);
- de The Quebec Hospital Service Association (Association d'hospitalisation du Québec), demandant l'adoption d'une loi clarifiant et étendant sa charte (M. Joyal);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Kirkland);
- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'annexion dans son territoire des mines Stadacona Rouyn, Limited et Senator Rouyn Mines, Limited (M. Larivière);
- de M. Albert Simard, prêtre, curé d'Angliers, Témiscamingue, et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'érection d'une municipalité nouvelle sous le nom de "Municipalité du village Saint-Viateur d'Angliers" (M. Larivière);

- de Urville-Hilaire Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier (M. Marcotte);

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny, de la cité d'Outremont, veuve de feu Arthur Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession dudit Arthur Roy (M. Blanchard);

- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec (The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec), demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marler);

- de dame Édouardina Hamelin, épouse de Ernest Chicoine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J.-R. Hamelin, médecin (M. Tellier);

- de Jules Corbeil et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant le droit des exécuteurs testamentaires de prélever sur les revenus des biens de la succession de feu J.-B.-Avila Corbeil (M. Tellier);

- de Roderick B. Masson, de la ville de Terrebonne, et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant la date du partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Tellier);

- de l'hôpital Jeffrey Hale (Jeffrey Hale Hospital), de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Morin);

- de Maurice Newman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en vertu de la loi des assurances de Québec sous le nom de Montefiore Protective & Mutual Benefit Association (M. Hartt);

- de Harry Amdursky *et al.*;

- de Saul Carolin et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Young Israel of Montreal" (M. Hartt);

- de la municipalité du village du Petit-Lac-Magog, demandant l'adoption d'une loi afin d'être incorporé en vertu de la loi des cités et villes pour changer son nom en celui de "la ville de Deauville" (M. Goudreau);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi de l'instruction publique concernant la cité de Sherbrooke (M. Goudreau);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);

- de Jean Lapointe, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'exercice de la

profession dentaire à la fin de ses années universitaires, à condition de passer avec succès l'examen requis (M. Lizotte);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bernard);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet d'autoriser la cité à utiliser une somme de cinquante mille dollars (M. Chartier);

- de Son Excellence Monseigneur Joseph-Cyprien Bonhomme, O.M.I., évêque de Tulana, et vicaire apostolique du Basutoland, Afrique du sud, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant, lui et ses successeurs en office, sous le nom de "L'Oeuvre des missions catholiques du Basutoland" (M. Gatién);

- de Les missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant l'article 11, chapitre 103, 5 George V, pour y supprimer certains lots (M. Gatién);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gatién).

## Projets de loi:

### Loi du département du Trésor

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, secondé par l'honorable M. Gagnon:

Qu'il soit résolu par la Chambre:

Qu'il est urgent et conforme aux meilleurs intérêts de la province de procéder immédiatement à l'étude, en comité plénier, de la résolution relative au bill 5, modifiant la loi du département du Trésor, et que tous les règlements à ce contraires soient suspendus en conséquence.

Comme il s'agit ici d'un bill d'urgence, je fais une motion pour l'étude immédiate de ce bill et à ce que la discussion sur l'adresse en réponse du discours du trône soit retardée. Nous avons le droit, en vertu de l'article 21 du Règlement de l'Assemblée législative d'interrompre, lorsqu'il s'agit d'une motion d'urgence, le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, pour que la Chambre passe tout de suite à l'étude de la résolution relative au bill 5 modifiant la loi du département du Trésor. Le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) présente un projet de loi qu'il est urgent d'étudier parce qu'il sauvera des centaines et des centaines de mille dollars par année à la province.

En 1925, le trésorier provincial du temps dans le gouvernement Taschereau, l'honorable Jacob Nicol, avait emprunté aux États-Unis \$15,000,000 à un taux d'intérêt de 4½ %. De plus, depuis la guerre, on paie sur cet emprunt un taux de 11 % pour le change.

Cet emprunt n'était remboursable qu'en 1950. Une clause dans la convention spécifie que la province pourra racheter l'emprunt à partir du 2 mars 1945, cette année, par conséquent, après avoir donné un avis préalable de 60 jours.

Dès que nous avons pris connaissance de cette clause, le trésorier provincial a entamé des pourparlers avec les créanciers pour savoir s'il était possible d'obtenir une diminution du taux d'intérêt et il est à la veille de conduire ses démarches à bonne fin.

Grâce à son doigté, à sa clairvoyance et à son patriotisme, nous avons la chance de consolider cet emprunt et d'obtenir des taux d'intérêt moins élevés qui nous permettront de sauver au moins 2 %.

Les intérêts que la province paie sur cet emprunt se chiffrent à au-delà de \$700,000<sup>2</sup> par année, auxquels il faut ajouter le 11 % pour le change. Les frais s'élèvent probablement, en tout, à \$800,000. Chaque jour de retard veut dire une perte d'environ \$3,000 pour la province de Québec. En rachetant l'emprunt et en obtenant un taux moindre, la province sauvera des centaines de mille dollars qu'elle appliquera à la solution des problèmes d'après-guerre.

Au cours des pourparlers, on nous a souligné des lacunes dans les projets de loi et le but de ce bill est de la préciser, afin d'éviter tout doute possible. La conversion se fera en argent américain, dans l'argent ayant cours sur le marché, où l'emprunt a été fait. Nous espérons aussi pouvoir profiter dans l'avenir d'un changement dans les changes.

Je suis personnellement anxieux d'entendre le chef de l'opposition parler sur l'adresse.

(Applaudissements à gauche)

Mais c'est une occasion exceptionnelle et je suis sûr que toute la Chambre consentira à remettre la discussion de l'adresse, qui est un débat académique après tout, à une séance ultérieure pour étudier et adopter cette loi d'urgence si avantageuse pour la province.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis prêt à accorder la plus grande mesure de coopération au gouvernement pour l'expédition des affaires d'administration de la province et je voudrais lui montrer la plus large mesure de bonne volonté. Le

premier ministre annonce une conversion d'emprunt. Si l'on peut établir que c'est urgent, très bien, mais tel n'est pas le cas, car c'est à partir du 2 mars prochain que la province peut donner avis de son intention. Il n'y a donc rien qui presse. La Chambre a tout le temps voulu pour prendre connaissance de la législation du gouvernement et étudier le projet avec soin. Voter sans regarder, ce n'est pas digne de la Chambre. Je réclame la discussion de l'Adresse immédiatement au nom de toute la députation.

Je veux croire que le gouvernement veut faire de l'économie. Je suis heureux qu'il se décide à entrer dans cette voie, je l'encourage à y rester, et il peut être sûr qu'il trouvera du soutien de ce côté-ci de la Chambre. Cela ne se chiffre peut-être pas cependant aux centaines de mille dollars dont le premier ministre a parlé. Mais le bill permet au gouvernement de s'approprier les fonds d'amortissement. Je ne soupçonne pas le gouvernement, mais la Chambre a le droit de savoir ce que le gouvernement veut faire avec \$11,000,000 ou \$12,000,000 mis dans les fonds d'amortissement pour cet emprunt.

Mais les députés n'ont eu la loi que ce matin et ils n'ont pas eu le temps de se renseigner. Chacun des députés a des responsabilités bien définies à prendre en Chambre et je voudrais que les nouveaux représentants du peuple aient conscience de leur devoir. Ils ne sont pas là simplement pour suivre aveuglément des chefs et ils ne peuvent voter à l'aveugle. Le peuple nous a envoyé une belle députation - sauf peut-être quelques députés élus sous une mauvaise bannière - mais aucun d'eux ne doit voter sur les instructions de son chef. Le premier devoir de la députation est de bien étudier et de scruter attentivement la portée de ce projet qui ne doit pas être passé à la vapeur.

Nous devrions avoir au moins jusqu'à demain pour étudier le bill, dont fait mention le premier ministre. Je veux que les députés votent selon les intérêts du peuple et selon leur conscience. Comme le Conseil législatif ne siégera que jeudi de cette semaine, le bill pourrait être étudié que demain mercredi, par la Chambre basse. Que le gouvernement donne aux députés la chance de l'étudier, et si le projet est jugé opportun, je suis prêt à voter cette loi en deuxième et troisième lectures dès demain, après que nous aurons étudié toutes les clauses. Le premier ministre devrait nous démontrer qu'il ne veut pas recourir à ses anciennes méthodes.

**M. Chaloult (Québec):** Nous sommes en présence d'une motion extraordinaire. Le premier

ministre dit qu'il s'agit d'un bill d'urgence. Mais le premier ministre<sup>3</sup>, pardon le chef de l'opposition, dit le contraire et que nous n'avons pas ce qu'il faut pour étudier le projet de loi. Pour ma part, j'ai devant moi le bill depuis 4 ou 5 jours, et même si la Chambre n'a pas les éléments nécessaires pour l'étudier en ce moment, elle doit faire confiance au nouveau gouvernement. Du moment que le premier ministre indique la question d'urgence et dit qu'on pourrait en l'adoptant sauver des centaines de milliers de dollars à la province, je voterai pour la motion du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je regrette le ton qui a été donné à la présente discussion par le chef de l'opposition qui a pris le temps de la Chambre, dans un long discours, pour donner des conseils à ses députés, conseils qui seraient plus à leur place au cours d'un caucus. Nous de l'Union nationale, nous voulons agir vite; lui préfère parler. Chacun son goût. Je demande, M. le Premier Ministre, tout simplement, à la Chambre d'étudier un bill d'urgence.

(On rit parce que l'honorable M. Duplessis a désigné M. Godbout comme premier ministre)

Je n'ai pas d'objection à appeler le représentant de L'Islet (M. Godbout) premier ministre. Je sais qu'il aime cela. Et ceci ne coûte rien à la province. Que le représentant de L'Islet (M. Godbout) discute donc de toute cette affaire devant un caucus libéral. Les rouges s'entendent si bien entre eux.

Nous avons convoqué la Chambre pour travailler, nous. Et nous ne voulons pas travailler demain, mais bien immédiatement. Le gouvernement ne demande pas de voter cette loi de suite, mais bien de l'étudier.

Nous demandons qu'on étudie une question urgente pour qu'une fois étudiée et votée, cette législation puisse être étudiée par les conseillers législatifs s'il elle est adoptée aujourd'hui à la Chambre basse. J'ai d'ailleurs demandé au Conseil législatif de se tenir à la disposition de la Chambre à ce sujet. Pour le chef de l'opposition, le Conseil législatif est obligé de tout accepter. Ce n'est pas la politique de l'Union nationale. Je suis prêt à donner aux députés les renseignements qu'ils voudront avoir.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il y a certainement malentendu. Le droit de rachat ne peut être exercé qu'après le 2 mars. Où est l'urgence?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'ancien ministre n'a pas le droit de parler, étant donné que j'ai exercé mon droit de réplique. Nous ne sommes pas ici pour parler, mais bien pour agir et pour suivre les règlements. Plus longtemps on parlera, plus longtemps la province perdra de l'argent. Les projets de loi ont été remis aux chefs de groupes 4 ou 5 jours avant aujourd'hui.

Il y a urgence et j'en appelle à la Chambre pour qu'on procède immédiatement à l'étude de la résolution et, par suite, du bill précité.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

s'oppose à ce qu'on règle la question de cette façon. La copie du bill que le premier ministre m'a remise, dit-il, était clavigraphiée et diffère du texte imprimé du projet de loi maintenant soumis à la Chambre. J'ai reçu le bill il n'y a seulement qu'une heure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mais son chef, le représentant de L'Islet (M. Godbout), l'a reçu la semaine dernière.

**M. l'Orateur** demande si la motion de

l'honorable M. Duplessis est adoptée.

**M. Godbout (L'Islet) et un groupe de députés libéraux** demandent le vote<sup>4</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Laroche, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 52.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 34.

Ainsi, la motion est adoptée<sup>5</sup>.



**Nomination de l'Orateur suppléant  
et président des comités pléniers**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose maintenant, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que Me Maurice Tellier, député de Montcalm, soit le vice-président de la Chambre.

Il porte fièrement et noblement un beau et un grand nom dans l'histoire. Son père, Sir Matthias Tellier, juge en chef de la Cour d'appel, ajouté d'un rôle de première grandeur dans la politique provinciale et la magistrature, fut d'une grande compétence et d'une grande intégrité. Le député de Montcalm est un digne fils de son père. Il a siégé en cette Chambre de 1936 à 1939. Il est donc éminemment qualifié et saura remplir les fonctions de vice-président avec compétence et dignité.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai nullement l'intention de m'opposer au choix du député de Montcalm, comme vice-président, car il est éminemment qualifié pour un tel poste, mais, lorsqu'il s'agit de nommer celui qui sera chargé d'appliquer les règlements, nous devrions observer ces derniers. L'article 25<sup>e</sup> du Règlement dit que l'élection du vice-président ne doit se faire que lorsque l'adresse est votée. La motion du premier ministre est donc hors d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est malheureux de voir le chef de l'opposition recourir à des tactiques peu recommandables et à des chinoiseries pour faire perdre le temps de la Chambre. Nous voulons procéder avec diligence. Le chef de l'opposition avait le droit de proposer un autre nom comme vice-président. Je suis prêt à retarder ma proposition, mais pourquoi? L'adresse n'est qu'une simple formalité, elle consiste à remercier le lieutenant-gouverneur d'être venu. La Chambre est polie.

Il n'y a aucune raison de retarder la nomination du vice-président, étant donné que la Chambre a voté la motion d'urgence et que pour étudier le bill 5 en comité plénier, il faudra nommer un vice-président temporaire. L'opposition fait de l'obstruction en retardant la passation des bills. Vous avez le droit, M. l'Orateur, de désigner pour aujourd'hui un député, mais cela n'est pas nécessaire.

**Voix à gauche:** C'est ce qu'il faut faire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais j'insiste sur ma proposition, que l'on nomme

immédiatement le représentant de Montcalm (M. Tellier); autrement, nous allons perdre du temps.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** donne lecture de l'article 25 du Règlement: "À la première session d'une législature, dès qu'une adresse en réponse au discours d'ouverture a été votée et que le comité des subsides et le comité des voies et moyens ont été institués, la Chambre doit, sur une motion non annoncée, procéder à élire un de ses membres président des comités."<sup>7</sup>

Il est clair que la nomination du vice-président ne peut pas être faite maintenant. Je ne comprends plus le chef du gouvernement, lui si chatouilleux sur les règlements, qui faisait des chinoiseries, lorsqu'il siégeait dans l'opposition, à propos de tout et hors de tout propos.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Règlement fixe le moment pour le choix du vice-président mais rien dans les règlements ne dit que l'on ne peut pas choisir un autre moment.

(Nouvelles protestations à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cela, c'est une chinoiserie. J'espère que les règlements de la Chambre seront mieux observés qu'entre 1936 à 1939. En observant les règlements, on ne perd pas de temps, on rend service à la députation et on conserve le bon renom de sérieux et de gentilhommisme de la Législature. Si le premier ministre croit qu'il pourra maîtriser aussi facilement l'opposition de 1945 que celle de 1936 à 1939, il se trompe.

Je ne m'oppose pas, moi non plus, à l'élection de l'honorable député de Montcalm, qui est un de mes bons amis. Je regrette même qu'il ne soit pas membre du cabinet.

**M. l'Orateur:** Le vote majoritaire qui vient de se donner concernant l'étude immédiate de la loi, indique par le fait même la volonté des députés de désigner de suite le vice-président de l'Assemblée, qui doit d'ailleurs, ainsi que le veulent ses fonctions, présider au comité plénier. La motion est dans l'ordre.

Adopté à l'unanimité.

(Applaudissements à droite)

**Loi du  
département du Trésor**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 5 modifiant la loi du département du Trésor.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)<sup>8</sup>

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 72 de la loi du département du Trésor, (Statuts refondus, 1941, chapitre 71) modifié par l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à effectuer les emprunts requis pour renouveler ou solder à échéance ou pour racheter avant échéance en totalité ou en partie tout emprunt ou tous emprunts effectués par le gouvernement de la province; et que les dispositions ci-dessus ne doivent pas être interprétées comme permettant le rachat d'un emprunt avant échéance en l'absence d'une stipulation du droit de le faire ou du consentement des créanciers.

**M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le nouvel Orateur suppléant de la Chambre. Le député de Montcalm jouit de la considération unanime de toute la Chambre et j'espère, M. le président, que vous ne douterez pas de la sincérité des félicitations que je vous offre.

Nous aurions préféré - et vous auriez préféré vous-même sans doute - une autre modalité d'élection au moment spécifié par le règlement, mais je sais que vos décisions seront justes et impartiales.

Puisque la Chambre a décidé de procéder en dépit du règlement, je ne m'oppose pas au principe des résolutions qui précèdent le projet de loi du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), puisqu'il a trait à une conversion d'emprunt que le trésorier dit favorable et que je crois favorable à la province.

Je réserve mes objections pour l'étude du bill lui-même, lorsque nous discuterons le bill.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition donne là un exemple de la façon dont l'opposition veut se conduire. Il reproche au chef de l'opposition d'avoir discuté pendant une heure au-delà pour s'objecter à cette mesure et de ne rien dire alors qu'elle est soumise à l'étude de la Chambre.

Pourquoi voulait-on retarder l'étude d'une résolution, dont on admet le principe et qu'on dit favorable aux meilleurs intérêts de la province? Je regrette que le chef de l'opposition critique les décisions de l'Orateur.

#### **Des voix de l'opposition:** À l'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas parlé des décisions de l'Orateur, mais de la modalité de l'élection du vice-président.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu de l'article 25 du Règlement, le vice-président doit être élu après le vote de l'adresse.

#### **Des voix de l'opposition:** Très bien.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mais d'un autre côté...

#### **Des voix de l'opposition:** À l'ordre.

#### **M. le président:** À l'ordre, messieurs.

La résolution est adoptée<sup>9</sup>.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi du département du Trésor soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"[[1. L'article 72 de la loi du département du Trésor (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 71) est modifié:

"a. En remplaçant le paragraphe 2<sup>o</sup> par le suivant:

"2<sup>o</sup> Pour renouveler ou solder à échéance en totalité ou en partie tout emprunt ou tous emprunts effectués par le gouvernement de la province;

"b. En ajoutant à la fin de l'article l'alinéa suivant:

"Les dispositions du paragraphe 2<sup>o</sup> du présent article ne doivent pas être interprétées comme permettant le rachat d'un emprunt avant échéance en l'absence d'une stipulation du droit de le faire ou du consentement des créanciers."

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas besoin d'expliquer bien longuement le bill dont il est question, car le premier ministre en a donné toutes les modalités. D'ailleurs, les notes explicatives du bill parlent par elles-mêmes. Le présent projet de loi a pour but de racheter les obligations de \$15,000,000 à taux d'intérêt moindres.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Est-ce qu'il y a des démarches en cours pour la conversion de l'emprunt?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous sommes en pourparlers. Rien de définitif n'a encore été fait.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le trésorier sait-il quel taux d'intérêt sera fixé?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le taux de l'emprunt actuel est de 4½ %. Pour que nous ayons intérêt à convertir, il faut évidemment payer un taux plus bas. À l'heure actuelle, le loyer de l'argent est extrêmement bas aux États-Unis. Nous sommes sûrs de sauver au moins à la province 2 %. Le taux de l'intérêt sera peut-être de moins de 2 %, mais il n'a pas encore été fixé.

**M. Choquette (Montmagny):** Cet emprunt de \$15,000,000 est-il remboursable en fonds américains?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici ce qui arrive.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que je pourrais avoir une réponse?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'emprunt actuel a été contracté en 1925 en fonds américain à un taux de 4½ % échéant le 2 mars 1950. Mais il y a une clause disant qu'à partir du 2 mars 1945, nous pouvons racheter les obligations en donnant un avis préalable de 60 jours. Chacun sait qu'il est plus facile actuellement d'obtenir de l'argent à meilleur marché. Comme nous pouvons convertir cet emprunt à partir du 2 mars 1945, c'est ce pouvoir de conversion que nous demandons. C'est une économie des plus considérables que nous allons faire avec cette conversion d'emprunt, car le taux d'intérêt diminuera d'au moins 2 %.

Nous voulons clarifier la loi. Ce projet de loi a été présenté en raison du doute que certains avocats avaient laissé planer sur le mode de rachat, et on a jugé approprié de clarifier la loi afin de la rendre plus explicite.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais est-ce que l'emprunt est remboursable en fonds américains?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut racheter l'emprunt là où il a été fait.

**M. Choquette (Montmagny):** Vous croyez avoir de meilleurs taux d'intérêt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes entrés en pourparlers avec les banquiers pour savoir s'il était possible de baisser le taux d'intérêt. Actuellement, l'intérêt de cet emprunt, avec le taux de change, nous coûte environ \$750,000 par année. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'obtenir une réduction qui va se chiffrer à des centaines de mille dollars. Nous allons sauver à la province au moins 2 % d'intérêt. Peut-être allons-nous payer moins de 2 % d'intérêt. La conversion de l'emprunt se fera en argent américain, mais avec bénéfice pour nous.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** parle des intérêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avez-vous connu un temps où, au lieu de faire économiser de l'argent à la province avec le taux

d'intérêt, un gouvernement laissait le frère d'un ancien premier ministre déposer à son nom ces argents à la banque et garder pour lui les intérêts<sup>10</sup>?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le trésorier devrait nous dire s'il appliquera le même remède, l'article 2 du présent bill, pour convertir l'emprunt de \$30,000,000 de l'Union nationale fait à New York en 1939 à un taux plus avantageux que celui obtenu en ce temps-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Bellechasse n'est pas satisfait de son chef.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je suis satisfait de mon chef, mais le premier ministre n'a pas l'air satisfait de son trésorier, puisqu'il ne le laisse pas parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Bellechasse admet qu'il n'a pas de chance pour être premier ministre, mais il compte pour ce faire sur les députés de la droite. L'Union nationale veut réparer les erreurs du Parti libéral qui fut au pouvoir durant 44 ans et nous ne l'avons été que trois ans. Et avec le présent bill, nous allons sauver à la province au moins \$65,000 par année.

L'emprunt que l'Union nationale a fait aux États-Unis était pour 10 ans, alors que l'emprunt fait par les libéraux en 1925 était pour 25 ans. Notre emprunt était à 3 % d'intérêt, alors que l'emprunt libéral était à 4½ %, les libéraux sont mal venus de critiquer le gouvernement de l'Union nationale d'avoir emprunté à New York.

Le crédit de l'Union nationale était si bon en 1939 que nous avons emprunté \$30,000,000 sur le marché le plus riche au monde sur la seule parole du premier ministre. Les provinces empruntent beaucoup aux États-Unis et, de toutes les provinces, c'est le Québec qui a la plus petite proportion d'emprunts faits à l'étranger, soit 17 %. Ontario a 42 %<sup>11</sup>; la Colombie, 72 %<sup>12</sup>; la Saskatchewan 38 %, l'Alberta, 63 %<sup>13</sup> le Manitoba 42 %, la Nouvelle-Écosse 40 % et le Nouveau-Brunswick 37 %. Si le député de Bellechasse veut d'autres informations, je les lui donnerai.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais je n'ai pas eu l'information que j'ai demandée. Le gouvernement a-t-il l'intention d'appliquer cette loi à la conversion de l'emprunt de \$30,000,000 de l'Union nationale à New York, en 1939?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi à l'étude permet au gouvernement de réparer les abus d'un régime libéral de 44 ans.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 74 de ladite loi est modifié en ajoutant après le premier alinéa le suivant:

"Chaque fois qu'un emprunt du gouvernement de la province pour lequel un fonds d'amortissement a été établi, sous quelque autorité qu'il ait été effectué, est racheté avant échéance, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à transférer ce fonds d'amortissement ou une partie quelconque de ce fonds et à l'affecter à un autre emprunt à effectuer en totalité ou en partie pour le rachat dudit emprunt avant échéance ou pour consolider tout emprunt temporaire effectué en vue dudit rachat ou tout renouvellement dudit emprunt temporaire."

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Est-ce que les fonds d'amortissement vont être affectés? Le fonds d'amortissement de cet emprunt est de \$15,000,000 est de plus de \$10,000,000. Veut-on quand même renouveler tout l'emprunt ou simplement la différence entre le montant du fonds d'amortissement et le montant originaire de l'emprunt, soit \$3,000,000?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous ne sommes qu'au stage des pourparlers et l'ancien trésorier veut me mettre dans l'embarras. Pour le présent bill, le fonds d'amortissement est de \$9,650,000, alors que l'emprunt est de \$15,000,000. À l'heure actuelle, la province de Québec a tout intérêt à profiter de la baisse du taux d'intérêt sur le marché américain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les provinces devraient obtenir le droit d'emprunter sur le marché américain quand elles le désirent, car c'est actuellement le marché le plus avantageux pour obtenir de l'argent à bon compte. On peut obtenir de l'argent pour des taux aussi bas que 1½ % ou 2 %.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le trésorier doit nous indiquer clairement ses intentions à ce sujet. Je crois qu'en règle générale, nous devrions le moins possible emprunter à l'extérieur. Il me semble que l'on devrait

rembourser tout cet emprunt de \$15,000,000 et le renouvellement en fonds canadiens. Cela serait facile avec un fonds d'amortissement aussi élevé. Mais le bill permet au trésorier de renouveler pour le plein montant et de garder le fonds d'amortissement. Il est extrêmement dangereux de permettre à un gouvernement, quel qu'il soit, de remployer, en partie, un fonds d'amortissement. Ce serait une pratique mauvaise et extrêmement dangereuse à instaurer. Est-ce ce qu'il veut faire?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement fédéral a besoin d'emprunter des billions. Nous sommes par conséquent obligés de nous éloigner du marché. Pourquoi alors ne pas aller emprunter aux États-Unis? Nous ne sommes pas ici pour légiférer sur des intentions... mais sur ce que le gouvernement veut réaliser maintenant. Les provinces ont intérêt à profiter du marché américain où les taux d'intérêt sont bas. On peut avoir de l'argent à un ou deux pour cent dans le moment. Nous voulons appliquer le fonds d'amortissement à la consolidation de l'emprunt. Nous ne sommes pas intéressés à faire faire de l'argent aux courtiers, mais plutôt à la province. Je comprends que le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) est intéressé à ses amis de la rue Saint-Jacques. Cette législation sera disponible pour l'avenir. Avec notre loi, nous ne serons pas obligés de piger dans les fonds d'amortissement de la province.

**Voix à gauche:** Ah! Ah!

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je veux savoir si je peux prendre la déclaration du trésorier comme étant une promesse formelle et l'intention du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le fonds d'amortissement, qui est mobile, c'est de l'argent canadien que nous avons. Et ce fonds rapporte à la province 4 % d'intérêt. Et ça va continuer. La province va continuer à en profiter et non les Américains. Car, si on envoie cet argent aux États-Unis, on perdra ce 4 %. et il faudra payer, en outre, le taux de 11 %. pour le change étranger; il nous faudra payer \$900,000 d'échange. Tout le fonds d'amortissement en question va rester pour le paiement de l'emprunt à échéance.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le trésorier dit qu'il appliquerait le fonds

d'amortissement à l'emprunt, mais le projet lui donne le droit de faire le contraire. Et c'est ce que le premier ministre laisse entendre. On devrait seulement tenter de trouver la différence entre le fonds d'amortissement et la somme de \$15,000,000 et, par conséquent, n'avoir à emprunter que la différence.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'y a rien à craindre, le fonds d'amortissement ne peut servir à l'administration générale. Nous demandons la permission d'appliquer le fonds d'amortissement au nouvel emprunt. Cela veut dire que nous ne serons pas obligés de demander de l'argent aux contribuables pour le rachat de l'emprunt. Si la loi mentionne qu'une partie quelconque seulement du fonds d'amortissement peut être affectée à un emprunt de rachat, c'est que nous passons une loi générale qui ne couvre pas un cas particulier. Le note explicative du bill est bien claire du reste et dit: "le bill a pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de transférer à l'emprunt de rachat le fonds d'amortissement qui avait été créé pour l'emprunt racheté."

Le fonds d'amortissement relatif à cet emprunt se chiffre présentement à \$9,650,000. Le texte de la note explicative dit clairement qu'il sera appliqué au nouvel emprunt.

**Plusieurs voix à gauche:** Mais la loi ne le dit pas.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Mais il ne serait pas avantageux de prendre ce montant, qui est en argent canadien et qui rapporte 4 % au Trésor, pour rembourser une partie de l'emprunt américain, puisqu'il faudrait payer le change. Le fonds va rester au Trésor pour pourvoir au remboursement de l'emprunt renouvelé. D'ailleurs, la loi ne s'applique pas seulement à l'emprunt de \$15,000,000 aux États-Unis, mais bien à tous les emprunts de la province. Elle a une portée générale et pourra servir à convertir d'autres emprunts comportant des clauses de remboursement avant échéance. Il y a d'autres emprunts faits sur le marché britannique, qui vont devenir échus demain, que nous convertirons.

À l'heure actuelle, la province de Québec a tout intérêt à profiter de la baisse du taux d'intérêt sur le marché américain.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je suis obligé de demander au trésorier de lire son bill qui dit: "Il est loisible au lieutenant-

gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à transférer ce fonds d'amortissement ou une partie quelconque de ce fonds et à l'affecter à un autre emprunt en totalité ou en partie pour le rachat dudit emprunt avant échéance ou pour consolider tout emprunt temporaire effectué en vue dudit emprunt temporaire." Ce texte n'est pas clair et il permet de racheter une partie du fonds d'amortissement à d'autres fins que celles de l'emprunt en question. Voilà le danger. Si on veut jouer avec le fonds d'amortissement, c'est une pratique dangereuse.

(Applaudissements à gauche)

La nouvelle loi permet au trésorier d'appliquer une partie du fonds d'amortissement, seulement, à l'emprunt de rachat. Est-ce ce qu'il veut faire?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'ancien trésorier sait bien qu'on ne peut subtiliser un fonds d'amortissement. Nous demandons la permission d'appliquer le fonds d'amortissement au nouvel emprunt. Cela veut dire que nous ne serons pas obligés de demander de l'argent aux contribuables pour le rachat de l'emprunt. Si la loi mentionne qu'une partie quelconque seulement du fonds d'amortissement peut être affectée à un emprunt de rachat, c'est que nous passons une loi générale qui ne couvre pas un cas particulier. La note explicative du bill est bien claire, du reste. Tout le fonds d'amortissement va être appliqué au nouvel emprunt.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Pour donner plein effet à cette déclaration, je vais proposer d'amender le texte pour que les mots "ou une partie quelconque du fonds" soient biffés.

**M. Groulx (Montréal-Outremont):** Je seconde l'amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous demandons tout simplement le droit de donner avis du rachat.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais qu'est-ce qui vous empêche de donner avis de rachat?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour donner avis, il faut avoir l'argent en main. Si on donnait \$9,000,000 du fonds d'amortissement, il faudrait ajouter \$900,000 pour l'échange.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Mais pourquoi parler d'une "partie quelconque" du fonds d'amortissement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça peut arriver que ce soit plus favorable de n'appliquer qu'une partie du fonds d'amortissement à un emprunt. Rien n'est décidé. Chaque jour que l'on retarde l'adoption du présent projet de loi, l'on fait perdre à la province de \$3,000 à \$4,000 par jour. Le fonds d'amortissement est mobile. On est certain d'avoir des conditions meilleures d'emprunt.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le premier ministre et le trésorier se contredisent. Si le gouvernement à l'intention d'appliquer tout le fonds à l'emprunt, pourquoi dire le contraire dans le présent projet de loi<sup>14</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'amendement de l'ancien trésorier, qui est secondé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), est incomplet et contraire au Règlement. Si le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) n'est pas capable de rédiger un amendement selon les règlements, je puis bien le faire pour lui.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Alors, maintenant les règlements s'appliquent. Le trésorier dit, "il est évident, que tout le fonds d'amortissement sera affecté à l'emprunt". De son côté, le premier ministre affirme "nous pouvons avoir besoin d'affecter ailleurs une partie de ce fonds, rien n'est décidé". C'est ce besoin que nous voulons connaître. Tous les fonds d'amortissement des emprunts passés et à venir sont atteints par cette loi. C'est pour étudier toutes ces questions complexes que l'opposition aurait voulu avoir l'occasion de scruter le bill davantage. Ceux qui ont voté pour l'étude hâtive de ce projet doivent maintenant en comprendre l'importance.

Le trésorier nous renvoie à la note explicative, mais c'est le bill lui-même qu'il faut lire. Nous voulons voir clair. Il est imprudent de donner à n'importe quel gouvernement le droit de jouer et de disposer du fonds consolidé de la province à sa guise. C'est ce qui donne à la loi une portée considérable. C'est à cette liberté que l'opposition s'oppose.

Nous ne voulons pas que le fonds d'amortissement soit employé à d'autres fins. Il faut penser non pas seulement à l'emprunt de \$15,000,000, mais il faut penser à l'avenir.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'est nullement mentionné dans la loi que le

gouvernement peut jouer avec le fonds d'amortissement. C'est une expression regrettable en Chambre. Le fonds pourra, selon qu'il sera plus avantageux, être employé à rembourser l'emprunt ou être gardé pour couvrir le renouvellement. On ne peut toujours l'utiliser qu'aux fins pour lesquelles il a été constitué.

La loi ne parle pas de dispositions malhonnêtes, comme l'a laissé entendre représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). Et je regrette que des intentions nous soient prêtées par le premier ministre, je veux dire l'ancien.

**M. Godbout (L'Islet):** Et qui le sera encore premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

Aucun gouvernement, que ce soit moi ou un autre qui le préside, ne devrait avoir le droit de jouer avec le fonds d'investissement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On n'a pas le droit de dire que le gouvernement va s'emparer de l'argent du peuple et se l'approprier.

**M. Godbout (L'Islet):** De ce côté-ci de la Chambre, il n'existe aucune intention malhonnête. Nous ne soupçonnons personne, mais une loi qui ne restreint pas le droit du gouvernement dans l'utilisation des fonds d'amortissement est une loi dangereuse. Nous voulons savoir où va l'argent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition était au courant de la présente loi depuis une semaine. Peu importe les insinuations. En 1936, il y avait un personnage qui confondait ses fonds avec ceux de la province.

(Mouvement de protestations à gauche)

Il y en avait un autre qui jouait avec les débetures de la province. Nous avons fait disparaître alors tout cela. Nous ne voulons pas être assujettis aux vieux procédés désuets.

De 1936 à 1939, l'Union nationale a opéré des réformes et nos réalisations dans le domaine de la finance provinciale sont la meilleure réponse aux insinuations. Lorsqu'il s'agit de rembourser ou de racheter, on a droit de prendre une partie ou tout le fonds d'amortissement.

Rien dans la loi ne stipule que nous pouvons prendre un fonds d'amortissement pour l'affecter à un autre emprunt. Il peut arriver des circonstances où il serait avantageux d'affecter une partie seulement du fonds d'amortissement d'un emprunt à la conversion de cet emprunt. C'est ce que nous

demandons dans la loi qu'on nous a demandé de rendre plus claire. Chaque jour de retard à convertir coûte de \$3,000 à \$4,000 à la province. Le fonds d'amortissement, dans le cas actuel, le gouvernement a le droit de le garder jusqu'en 1950. Nous allons respecter la loi, utiliser le fonds de la manière la plus avantageuse pour la province, pour les fins pour lesquelles il est affecté.

**M. Dumoulin (Montmorency), M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** ne croient pas à l'urgence d'une telle mesure, d'autant plus qu'il n'y aura rien à faire avant le 2 mars.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement serait inutile, puisque l'article définit très clairement les pouvoirs qui sont accordés au gouvernement et explique précisément ce qu'on pourrait faire avec le fonds d'amortissement. De plus, l'amendement du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) n'est pas en bonne et due forme.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je vais en préparer un autre.

L'amendement est retiré.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le gouvernement a-t-il l'intention d'appliquer cette loi à la conversion de l'emprunt de \$30,000,000 de l'Union nationale à New York en 1939<sup>15</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi s'appliquera à tous les emprunts auxquels elle est applicable.

**M. Plourde (Arthabaska):** Le premier ministre s'est vanté d'avoir emprunté \$30,000,000 aux États-Unis en 1939. Pourquoi n'a-t-il pas contracté cet emprunt chez nous, au bénéfice de nos prêteurs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons emprunté aux États-Unis \$30,000,000 à 15 % aux taux de 3 %, et on obtint les meilleures conditions. Cet emprunt a été obtenu de la principale maison de courtage des États-Unis sur la seule parole du premier ministre du temps.

**M. Plourde (Arthabaska):** En 47 ans, les régimes libéraux n'ont emprunté que \$15,000,000 aux États-Unis, alors que l'Union nationale y a emprunté

\$30,000,000 en trois ans. Alors, la province était loin d'être prospère après trois ans d'Union nationale. Le premier ministre a rendu hommage aux gouvernements libéraux en disant qu'il n'y a que 17 % de nos emprunts qui ont été faits à l'étranger.

Il (M. Plourde) demande au premier ministre pourquoi il a fait cet emprunt aux États-Unis au lieu d'en faire profiter les gens de sa province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'emprunt avait été fait pour donner du pain aux chômeurs, de l'argent aux cultivateurs. Nous avons fait servir l'argent américain au bénéfice de la province, tandis que l'administration libérale, dans le passé, a emprunté l'argent américain pour faire faire de l'argent aux Américains.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** présente un autre amendement qui vise à retrancher de l'article 2 du bill le droit pour le gouvernement d'affecter "une partie quelconque" d'un fonds d'amortissement à la conversion d'un emprunt.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'amendement est agréé, bien que n'étant pas encore tout à fait rédigé selon les formes voulues.

L'amendement du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) étant mis aux voix, il est rejeté, après division, par 51 voix contre 33<sup>16</sup>.

**Une voix** déclare le vote hors d'ordre.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** M. le président, le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) n'a pas voté.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** C'est mon privilège de ne pas voter en comité plénier.

**M. le président (M. Tellier, Montcalm)** maintient la prétention du représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté)

Le vote est maintenu. L'amendement est rejeté.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Godbout (L'Islet):** Je me suis borné à de la critique saine. Nous ne croyons pas, dit-il, que le bill était urgent et son objet reste encore incertain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La gauche a fait perdre le temps de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Dès le début de la session, le gouvernement a mis de côté les règlements et brisé la tradition qui veut qu'on s'occupe d'abord du débat sur l'adresse. Nous avons démontré au cabinet des 21 que nous voulons faire respecter les règlements et que nous ne nous laisserons pas conduire comme de 1936 à 1939, lorsque nous étions une faible opposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, en vertu des règlements.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre invoque les règlements, mais il a dit tantôt que c'étaient des chinoiseries. Je suis surpris qu'un vieux conservateur traditionaliste comme le premier ministre n'ait aucun respect pour les règlements.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

**M. Godbout (L'Islet)** se lève pour reprendre le débat sur l'adresse.

**Suspension des travaux**

**M. l'Orateur** prononce la suspension des travaux avec reprise à 8 heures du soir.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.



**Reprise de la séance à 8 heures****Adresse en réponse  
au discours du trône<sup>17</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 8 février courant, sur la motion proposée par M. Riendeau (Napierville-Laprairie), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Godbout (L'Islet)<sup>18</sup>:** Il me fait plaisir de saluer le nouvel Orateur. Il est un excellent garçon et nous n'avons jamais frappé en bas de la ceinture. Toutefois, j'aurais aimé voir de nouveau comme Orateur le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). M. l'Orateur, j'estime comme très agréable le devoir qui m'incombe d'abord: celui de vous présenter, en même temps que mes hommages, mes félicitations pour le témoignage de confiance unanime que la Chambre vous a donné l'autre jour en vous plaçant à la présidence de ses délibérations. Votre renommée comme avocat et comme citoyen nous garantit la qualité que vous leur donnez. Nous attendons de vous l'impartialité; nous attendons de vous la distinction qu'il faut maintenir dans les délibérations des représentants d'un peuple de gentilshommes.

Les travaux de la Chambre ne peuvent être poursuivis dans le désordre. Nous voulons une discussion libre de la chose publique et c'est dans l'ordre seulement que cette liberté peut s'exercer. Je sais que vous avez ces préoccupations et que les membres de la Chambre de quelque côté qu'ils siègent peuvent compter sur cette impartialité et sur la distinction que vous saurez imprimer à nos discussions. Tous les députés comptent que M. l'Orateur saura infuser la dignité aux débats.

Depuis la dernière session, un membre de l'ancienne Législature est disparu. Le Maître l'a rappelé à Lui, il y a quelques mois: c'est l'honorable

député de Champlain, M. Morin. Je veux rappeler sa mémoire à la Chambre. Il a été avec tous et chacun d'entre nous un bon compagnon, jovial, plaisant pour tous, et il a été pour son comté un excellent représentant. Je veux dire mon témoignage de sympathie vive et sincère à sa famille, à son ancien chef, à ses électeurs.

Mais le ciel parlementaire, de temps en temps s'endeuille de nuages sombres; nous y voyons parfois des trouées de beau soleil et de joie et je veux saluer tout de suite le retour parmi nous, d'un Canadien qui nous arrive couvert de gloire des champs de bataille, où il a défendu vaillamment, fièrement ce que nous avons tous profondément à cœur et de plus cher: notre patrie avec tout ce qu'elle comporte: un de nos collègues, le député de Deux-Montagnes, l'honorable M. Paul Sauvé. Qu'il soit le bienvenu au milieu de nous.

Et il peut être assuré que c'est avec émotion profonde que nous reconnaissons ce qu'il a fait pour sa patrie et pour chacun de ses compatriotes, ce qu'il a fait pour la sauvegarde des institutions pour lesquelles nous voulons tous travailler. Il peut être assuré de trouver de la part des membres de l'opposition la même gentilhommérie avec laquelle nous l'avons vu se battre en cette enceinte parlementaire, parfois contre nous, mais frappant toujours où il est permis de frapper. Nous aurions même été - et ce n'est pas une taquinerie pour personne - heureux de voir le député des Deux-Montagnes, en revenant pour prendre part aux délibérations de la Chambre, occuper une autre situation que celle qu'il occupe actuellement. Il est un des plus vieux parlementaires de l'Assemblée législative. Il aurait pu occuper un poste important de ministre.

J'espère que, dans quelques jours, dans un avenir prochain, il pourra faire valoir ses talents pour le plus grand bien de sa patrie, tout comme depuis des mois il a offert sa vie pour elle en luttant si vaillamment sur tous les champs de bataille pour la sauvegarde de ce que nous avons de plus cher au monde.

Je veux en même temps souhaiter la bienvenue aux nouveaux députés en cette Chambre, qu'ils siègent d'un côté ou de l'autre du fauteuil de l'Orateur, même s'ils ne sont pas de notre politique. Tous ne penseront pas comme nous, mais tous, j'espère, pourront s'attendre de notre part à de la largeur de vues pour pouvoir entendre et accepter les points de vues qu'ils auront à exposer. Nous luttons ardemment pour des idées, pour une politique, et la politique doit être toujours à base d'idées généreuses pour l'avancement de notre province.

Il est permis à tout citoyen d'avoir ses opinions, et les nouveaux députés se rendront vite compte qu'ils peuvent les exprimer librement. C'est du résultat de la discussion de toutes les idées diverses que naîtra la lumière qui devra guider la marche de notre province vers ses destinées. Mais ce qui est plus fécond, c'est de s'unir sur les grandes questions nationales en oubliant ses divergences politiques. Ainsi, à quelque parti qu'ils appartiennent, les députés peuvent compter sur l'opposition pour faire de la politique à base d'idées, de la politique débarrassée de tout esprit étroit. Il peut y avoir des opinions différentes sur les grandes questions nationales, mais tous, s'ils le veulent bien, à la grandeur de notre patrie commune, ont droit au respect de leurs opinions.

Je voudrais maintenir cette attitude en cette Chambre et c'est avec cet esprit que j'accueille les nouveaux venus. Ils sont tous les représentants du peuple. Ils ont fait le serment d'allégeance au roi, le serment de bien servir leur patrie, la plus petite: Québec, et la plus grande: le Canada. Ils peuvent être assurés de trouver de notre part des oreilles attentives aux pensées qu'ils apporteront devant la Chambre et la gentilhommérie qui leur permette d'exprimer librement leurs opinions, car différer d'opinions est nécessaire; c'est la résultante de la démocratie.

La résultante de toutes ces opinions diverses, c'est la politique de la province et, par conséquent, il ne faut priver de cette expression d'opinions aucun représentant d'aucun groupe ni d'aucun clan. Mais, d'autre part, j'espère que ces députés nous arrivent avec l'esprit qui caractérise cette assemblée, c'est-à-dire le désir de travailler en coopération pour l'avancement de la province. Si nous voulons inspirer à tout le reste du pays, à l'Amérique tout entière, le respect de ce qui est encore la vieille province française de Québec, il nous faut nous-mêmes respecter en cette Chambre les opinions de tous et de chacun.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône et de l'effort louable qu'ils ont fourni. Ils ont manifesté des talents exceptionnels, le premier ministre les a choisis pour cela, en préparant des discours intéressants sur le discours du trône que, peut-être, ils pourront exercer un jour avec le Parti libéral, qui n'exclut personne. Je crois que tous les deux devront être, au cours de nos délibérations, des soldats de la cause qu'ils défendront en même temps que des bons serviteurs de leur province. Ils ont tous deux manifesté d'excellents talents qu'il s'agit d'exploiter pour le bénéfice de la cause que véritablement ils ont

à cœur et dont ils trouveront les meilleurs défenseurs du côté de la Chambre qu'ils n'ont pas d'abord choisi. Je reviendrai plus tard sur les discours qu'ils ont prononcés.

Il (M. Godbout) offre au gouvernement la collaboration de l'opposition libérale pour tout ce qui peut servir les intérêts de la province. Nous de l'opposition, nous voulons faire de la politique provinciale.

Vous me permettrez bien, M. l'Orateur, non pas dans un but d'électoralisme, les élections sont passées, de dire un mot des dernières élections. Nous n'avons pas l'intention de scruter les pensées du peuple ni de la valeur de son verdict, mais, dit-il, il a l'impression qu'il (le peuple) a cédé à la pression des attaques personnelles lancées contre les dirigeants libéraux. Permettez-moi de rappeler à nos amis qui siègent en face qu'ils doivent bien sérieusement interpréter le vote du 8 août dernier. S'ils allaient croire que c'est un témoignage de confiance pour eux, ils seraient dans une erreur profonde. Je sais que le peuple, le 8 août, n'a pas voté pour l'Union nationale, bien qu'il ait élu moins de députés (libéraux). Le peuple n'a pas changé l'impression que j'avais, dit-il, au commencement de la campagne électorale, malgré les attaques personnelles que j'ai subies, dont je ne me plains pas, qui ne m'ont pas préoccupé, et auxquelles je ne m'abaisserai pas.

Les attaques personnelles et surtout cette sollicitude particulière de nos amis d'en face à laisser de côté l'étude des questions provinciales pour ne parler que d'une toute autre question, qui ne concerne ni la Législature ni le gouvernement provincial, ont momentanément détourné l'attention du peuple des véritables questions en jeu. Encore une fois, ce n'est pas sûrement par confiance pour le parti de l'Union nationale, ce n'est pas même surtout à cause des appels aux préjugés à cause de prédications de l'Union nationale que le Parti libéral a été battu momentanément. Notre défaite n'est pas humiliante si vous considérez que le peuple de la province nous a donné 50,000<sup>19</sup> voix de majorité.

Il nous conserve sa confiance pour la législation que nous avons donnée, et si temporairement ou a pu attirer son attention sur des champs d'action qui ne concernent pas cette Assemblée, le peuple en est revenu. Le peuple est déjà revenu de la surprise que lui a causée le résultat du scrutin du 8 août 1944 et, lorsqu'il plaira au premier ministre actuel de faire un nouvel appel au peuple, il se rendra compte de la mesure de confiance conservée au Parti libéral et il l'exprimera aux prochaines élections.

Au cours de la dernière campagne, profitant de l'angoisse qui étreignait tous les cœurs à cause de la situation de guerre, profitant des heures graves que nous traversons, et que nous ne devons pas oublier à l'ouverture de cette Législature, profitant des difficultés que forcément toute administration doit imposer à une population quand il s'agit de la défense du pays, nos amis d'en face ont fait porter momentanément la responsabilité sur nous qui n'avions pas d'affaires à la conduite de la guerre qui relève entièrement d'Ottawa. Nos adversaires ont fait des appels que je réproûve.

Je n'ai aucune objection à exprimer mon opinion sur la guerre, tout au moins comme citoyen, et qui n'a pas du tout changé. La guerre, il fallait, il faut qu'elle soit gagnée. Ce sont non seulement nos vies et nos libertés, mais ce à quoi nous tenons plus qu'à la vie que l'on défend.

C'est au gouvernement fédéral qu'incombe la tâche de préparer la défense du pays, mais puisque, tous ensemble, nous sommes Canadiens et que nous nous sommes engagés à vivre en harmonie avec toutes les races et toutes les croyances, cette collaboration est sollicitée afin de gagner la guerre, car la défaite signifierait l'esclavage et l'humiliation. La guerre, encore une fois, relève du gouvernement fédéral. Nous ne l'aimons pas, nous ne l'avons jamais aimée.

Nous ne l'avons pas voulue, nous la détestons, mais quand le gouvernement de notre pays doit la faire pour la défense de la patrie, une fois que le gouvernement fédéral a déclaré notre participation à la guerre, nous avons cru qu'il fallait donner notre collaboration loyalement, parce qu'il fallait que cette guerre soit gagnée et le plus rapidement possible. Le premier ministre actuel a aussi donné sa collaboration pour qu'elle soit gagnée. C'est important de gagner la guerre, car la défaite nous eût apporté, nous apporterait l'humiliation et l'esclavage. J'invite le premier ministre à coopérer, comme nous du Parti libéral l'avons fait, dans le respect de nos droits.

Quels sont les moyens de la gagner maintenant? Je ne crois pas que le meilleur moyen de gagner la guerre soit la conscription pour service outre-mer. Je crois, au contraire, que le plus mauvais moyen de gagner la guerre, c'est d'imposer la force et la contrainte aux Canadiens, quelle que soit leur race ou leur langue, et que c'est une erreur d'envoyer nos fils et nos jeunes gens se battre contre leur gré pour la défense de biens, d'idéologie, et de causes, pour promouvoir des intérêts qui ne sont peut-être pas cent pour cent les nôtres.

Je crois, je suis et je reste encore fermement, fièrement et pour toujours opposé à la conscription. J'y suis opposé non pas pour des avantages politiques ou électoraux, mais parce que c'est ma conviction profonde. L'application de la conscription nuirait aux intérêts du pays et à l'unité qui doit régner entre les citoyens. Le meilleur système pour le service outre-mer est le système volontaire. Je crois qu'il serait injuste de laisser imposer par le gouvernement du pays l'obligation à des Canadiens de quelque race qu'ils soient, quelque langue qu'ils parlent et de quelque parti du pays qu'ils viennent, d'aller défendre outre-mer des intérêts dont nous ne savons jamais à quel pourcentage ils sont nos intérêts.

Et c'est le premier ministre actuel de la province de Québec qui disait au cours de la campagne électorale: "Si vous avez un gouvernement d'Union nationale, à Québec, si je suis porté au pouvoir, aucune puissance au monde de nous imposera la conscription". Trois mois après son ascension au pouvoir nous avons la conscription. La population de notre province a réfléchi depuis l'élection sur la façon de se conduire des divers partis politiques et des divers hommes politiques en face de la situation de la guerre. Comme nous, elle pense qu'il faut gagner la guerre, mais elle est aussi opposée que nous le sommes à la coercition en matière de service militaire en Europe. Notre attitude est claire et nette. Il faut gagner la guerre, il faut que toute la population du pays s'impose les sacrifices nécessaires pour gagner la guerre. Mais, je crois que le plus mauvais moyen de la gagner, c'est la conscription.

Nous avons été, au cours de la campagne attaqués sur l'autonomie provinciale. Pour l'autonomie, nous en sommes. Jamais un gouvernement n'a plus jalousement sauvegardé l'autonomie provinciale que le gouvernement libéral qui a été au pouvoir de 1939 à 1945. Il a toujours pris les devants, afin de faire échec aux accaparements d'Ottawa. Il (M. Godbout) répète que jamais son gouvernement n'en a aliéné une seule parcelle. Le premier ministre ne cesse de parler de l'autonomie de la province; il en a fait son dada et il nous a fait d'injustes reproches à ce sujet. Laisser Ottawa s'introduire dans les domaines de l'éducation et du travail, voilà où sont les plus graves dangers pour notre autonomie. Cependant, en 1937, celui qui se pose comme grand champion de l'autonomie provinciale laissait Ottawa s'introduire dans l'aide à la jeunesse. Le gouvernement de l'Union nationale a accepté une contribution de \$75,000 pour l'éducation physique au Québec.

L'on sait que lorsque Ottawa fournit de l'argent, il a le devoir de se rendre compte de quelle façon les argents sont dépensés. C'est pour cela que je répète qu'il a été le premier de nos premiers ministres de la province à lui porter atteinte, à laisser s'ouvrir une brèche dans la muraille de l'autonomie provinciale, à laisser le gouvernement d'Ottawa s'introduire dans le champ le plus délicat, celui de l'éducation, où nous avons autorité complète.

Dans le champ du travail, pour la période de guerre, avec des ententes dans chacun des cas, nous avons laissé le gouvernement fédéral sous l'empire des mesures de guerre, parce que c'était nécessaire, régler certaines questions ouvrières. Nous avons collaboré avec Ottawa cependant en gardant l'essentiel de nos prorogatives, y compris le droit à nos propres bureaux de placement dans la province de Québec, car dans le domaine du travail et de l'éducation, nous devons être très jaloux des droits provinciaux. La province de Québec a gardé l'esprit de sa législation ouvrière, regardée comme la meilleure et la plus avancée en Amérique.

Quelle est l'attitude du premier ministre actuel? Sous prétexte d'autonomie<sup>20</sup>, après avoir tant sacrifié dans le champ de l'éducation, le premier ministre s'oppose à ce que le fédéral verse des millions annuellement sous forme d'allocations familiales à la population de la province de Québec, parce que c'est anticonstitutionnel. Je suis ardemment pour l'autonomie de la province. Je considère qu'il serait périlleux de céder quoi que ce soit de nos prérogatives. Mais l'autonomie, c'est un privilège, ce n'est pas une servitude. Quand Ottawa, après entente avec les provinces, veut donner à Québec, comme aux autres provinces, des millions pour le soutien des classes laborieuses, pour le soutien des familles excessivement nombreuses, eh bien, M. l'Orateur, je sais que c'est manquer à son devoir et ne pas comprendre la situation de notre peuple et les avantages de la province que de refuser ou de retarder l'application de la loi d'Ottawa qui s'en vient.

Il est indigne de la part du premier ministre de retarder l'application de la loi fédérale des allocations familiales qui protégerait les familles du Québec contre la pauvreté et la maladie. Au nom d'une autonomie mal comprise, le premier ministre actuel n'a pas le droit de se mettre à la remorque du premier ministre d'Ontario pour refuser aux pères de famille de la province de Québec la part à laquelle ils ont droit dans la distribution des allocations familiales. Les allocations familiales seront payées au peuple de la province de Québec. Et je dis à

l'honorable premier ministre actuel qu'il peut en retarder l'application s'il le veut, mais jamais il n'empêchera qu'elle soit intégralement appliquée et que les allocations soient votées à nos familles auxquelles elles sont destinées. Le peuple de Québec se souviendra de celui qui, après avoir montré tant de sollicitude dans ses paroles, a cru bon, non seulement de détruire les législations sociales passées par nous, mais empêche le gouvernement central de donner sa part à la province de Québec.

On assiste à une campagne concertée contre nos grosses familles entreprise par le premier ministre tory de l'Ontario, qui s'oppose au paiement des allocations familiales parce qu'elles profiteront surtout aux familles nombreuses du Québec. Il ne faut pas oublier que nos familles nombreuses valent beaucoup dans notre pays, nous en sommes fiers, et elles ne sont pas une charge pour la patrie canadienne; elles sont au contraire sa plus grande richesse. Elles ont droit de la part de l'autorité fédérale à autant de support en proportion du nombre d'enfants que celles des autres provinces du pays et elles l'auront en temps et lieu.

Ce n'est pas quêter auprès de l'administration fédérale que de réclamer cette part qui revient à nos familles nombreuses. Non seulement le premier ministre actuel ne quète pas cette part, mais il la refuse au nom du peuple. En s'opposant au régime fédéral, le premier ministre collabore avec le premier ministre conservateur de l'Ontario, M. Drew, afin d'embarrasser le gouvernement fédéral. L'autonomie n'a rien à voir avec cette affaire. Le peuple s'en souviendra. Nous sommes pour l'autonomie, mais le Canada, c'est notre pays.

L'autonomie, encore une fois, j'en suis. Je veux que nous la gardions jalousement, mais je crois qu'il est du devoir de l'administration de la province de Québec de donner sa coopération au pouvoir central qui n'administre pas un pays étranger. En entendant parler le premier ministre, on croirait qu'il parle d'une administration en guerre contre nous, lorsqu'il parle d'Ottawa. C'est au contraire notre pays, le Canada. Nous sommes des citoyens du Canada. Tous les citoyens se sentent plus essentiellement Canadiens que ceux des autres provinces. Le gouvernement fédéral est le gouvernement de tous les Canadiens et les Canadiens français parce qu'ils sont les plus vieux citoyens de ce pays. Ils sont ici chez eux et depuis le début de la colonie.

Notre attitude à l'égard du fédéral, c'est une attitude de coopération. Quand nous coopérons avec le fédéral, nous faisons comme les municipalités qui

coopèrent avec la province. C'est un devoir pour nous de coopérer avec le gouvernement canadien de quelque couleur qu'il soit. Le gouvernement canadien, c'est le gouvernement de notre pays et celui qui ne comprend pas ce devoir de collaborer n'est pas digne d'occuper une place importante dans l'administration. Je voudrais que, de l'esprit de notre population, disparaissent ces idées qu'on tâche d'y semer, faisant croire qu'en transigeant avec les gens d'Ottawa, nous avons affaire à des adversaires et qui veut qu'on considère le gouvernement d'Ottawa comme un gouvernement d'un pays en guerre contre nous de la province du Québec. Il est temps de mettre fin à cette attitude chez plusieurs.

Depuis une période de guerre de cinq ans, dans la bouche de certaines gens, nous avons entendu, dans notre propre province de Québec de même que dans d'autres provinces, parler du gouvernement d'Ottawa avec des termes beaucoup plus méchants, plus amers que ces mêmes gens employaient pour qualifier Hitler lui-même. Cette malveillance doit cesser. Pendant cinq années nous avons entendu un certain parti politique et ceux qui sont en face de nous débâter contre Ottawa. On fait une lutte plus dure au gouvernement fédéral qu'à ceux qui attaquent nos côtes, créant l'impression que notre ennemi, ce n'était pas Hitler, mais le gouvernement de notre pays. Je pense que notre attitude de coopération est une attitude plus logique et je crois que c'est exactement le sentiment de la population de la province.

Si nous voulons jouir des avantages de vivre au Canada et participer aux avantages de la société, il nous faut accepter notre part de sacrifices que cela comporte. Il faut avoir le respect de nos concitoyens si nous voulons en Amérique avoir le respect de ceux avec qui nous avons à vivre. Il faut d'abord imposer le respect par notre façon d'accepter les diverses tâches qui s'imposent comme citoyens canadiens. Je sais que la population de Québec, même pour l'avantage douteux de tirer plus abondamment du pouvoir central, ne voudrait pas abandonner la distinction certaine de servir plus généreusement son pays.

L'autonomie ne doit pas nous induire à regarder jalousement notre propre situation, ne voyant pas celle des autres. Nous devons dans la patrie canadienne accepter d'être bons Canadiens, tolérants à l'égard des autres, si nous voulons qu'ils usent de la même tolérance à notre égard. C'est alors notre politique à l'égard du fédéral. Nous faisons partie de ce pays et, tout en défendant les droits de cette province, nous devons toujours être prêts à collaborer avec les autorités fédérales.

Maintenant, M. l'Orateur, dans la politique québécoise, je n'ai pas à étudier longuement l'œuvre du gouvernement actuel. Il n'est pas depuis très longtemps au pouvoir. On me permettra de dire quelques mots de la politique donnée à la province par cinq années où le gouvernement libéral a donné une orientation nouvelle et progressive à l'administration. Pendant cinq années, nous avons, dans le domaine des activités provinciales, tâché de poser les jalons qui orientent la politique générale. Nous avons multiplié les législations pour tâcher de diriger la politique québécoise dans le sens qui doit lui procurer le progrès.

Commençons par celui de la finance. Nous avons tâché de mettre de l'ordre et de bâtir pour l'avenir. Nous avons tâché d'établir les valeurs et de soutenir celles qui étaient essentielles à la vie de la province dans la mesure nécessaire. Dans le domaine de la finance, dès leur arrivée au pouvoir, le premier ministre et son trésorier ont essayé de faire croire à la population en répétant à satiété depuis les élections, que les finances de la province, sous l'administration libérale étaient dans un état lamentable, dans un complet désarroi. On ne pouvait pas payer les travaux. Il fallait arrêter le paiement des augmentations accordées aux fonctionnaires parce qu'on n'avait pas d'argent dans les coffres.

Pendant ce temps, on trouvait moyen de prêter \$5,000,000 au fédéral et je suis loin de le critiquer sous ce rapport. C'est une excellente chose, mais les employés civils de la province avaient eu la même pensée généreuse et, se fiant aux promesses du gouvernement, engageaient leur salaire futur pour aider Ottawa à payer le coût de la guerre en souscrivant \$5,000,000 à l'emprunt de la Victoire. L'augmentation leur ayant été enlevée, ils ne furent conséquemment plus capables de rencontrer les obligations contractées, parce que le gouvernement n'avait pas tenu les siennes à leur égard. En prétendant qu'il était impossible de maintenir les augmentations aux employés civils, tous les deux ont essayé de faire croire à la population que cette augmentation donnée aux employés civils était un geste politique. Ce n'était pas du tout cela. Voici l'histoire de l'augmentation:

Nous avions nommé la Commission du service civil en septembre. Nous l'avions chargée de voir dans les départements quels étaient les rajustements les plus pressants à effectuer. La Commission ne pouvait pas étudier pendant quelques mois tous les cas à la fois. Elle a demandé de prendre les cas les plus typiques, par exemple ceux d'employés qui travaillant dans un même

département et faisant un même travail ne recevaient pas des salaires équivalents. Nous lui avons demandé de faire disparaître ces inégalités. Nous avons, d'autre part, demandé à la Commission d'étudier la question des augmentations statutaires, qui avaient été suspendues pendant la période de crise. Certains employés avaient ainsi perdu \$1,500 à \$2,000 sur leur salaire depuis quelques années.

La Commission a étudié ces cas pendant un hiver. Au cours de la session les membres de la Commission nous ont dit que \$2,000,000 seraient nécessaires pour rencontrer telles obligations. Nous avons fait voter ces montants à la dernière session. Après que le travail fût complètement terminé, on s'aperçut que le montant était déficitaire de \$500,000. On s'est aperçu que le chiffre réclamé n'était pas suffisant pour toutes les augmentations recommandables et nécessaires. C'est pourquoi nous avons passé un ordre en conseil pour permettre le paiement des augmentations de salaires à tous les employés méritant pour la période qui pouvait être couverte par le montant mis à la disposition de la Commission pour ces fins. Si l'honorable premier ministre et le trésorier avaient payé sur le budget de chacun des départements ce qui pouvait être payé sur chaque budget, il n'aurait pas été nécessaire d'émettre de mandat spécial, et toutes les augmentations pouvaient être continuées jusqu'au mois de février.

Mais on a cherché à faire croire que nous laissons la province dans un mauvais état financier. Le peuple voit clair dans le jeu du gouvernement. Je laisserai l'ancien trésorier discuter de cette question. Ce ne sera peut-être même pas nécessaire. Elle est déjà résolue et clairement établie par le premier ministre lui-même. Après avoir, pendant des mois, clamé que la province n'avait plus d'argent, après avoir accusé l'ancien trésorier de la province le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), d'être un menteur dans le domaine des finances publiques, voilà que le premier ministre et son trésorier citent, dans le prospectus qu'ils ont émis pour leur emprunt de \$22,000,000 les mêmes chiffres que donnait l'ancien trésorier, quand il a quitté la trésorerie. Quand on fait des déclarations publiques pour détourner l'attention des grandes questions, on peut dire n'importe quoi. La restauration des finances, le premier ministre et le trésorier ont été forcés de la reconnaître dans le prospectus de leur emprunt parce que lorsqu'on emprunte, il faut dire la vérité.

La vérité sur la situation financière, c'est que nous l'avons prise dans le chaos. Il (l'honorable M. Duplessis

a dû faire des élections en 1939 parce qu'il ne pouvait plus emprunter un seul sou, parce que personne n'avait confiance dans son gouvernement. Il nous avait laissé, après quatre mois d'administration, un budget dépensé à 85 %, tandis que, cette année, après quatre mois, le gouvernement libéral a laissé un budget dépensé dans une proportion de 32 % seulement des sommes votées par la Législature pour l'exercice financier de 1943-1944. C'est cela la situation financière.

La première année, parce que nous avions à payer les pots cassés par l'Union nationale, nous avons eu un déficit. La deuxième année, à cause du désordre créé partout depuis trois ans, nous avons fait un léger déficit. Durant les trois dernières années, ce n'est pas moi qui le dit, c'est le premier ministre lui-même dans son prospectus, parce que quand on emprunte il faut dire la vérité aux financiers, non seulement nous avons rencontré toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires à même les revenus, mais nous avons eu un surplus au-dessus des dépenses capitales. C'est cela la vérité sur les finances de la province sous l'administration libérale.

Je ne veux pas m'étendre plus longuement sur ce sujet aujourd'hui. L'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce y reviendra. Il est temps que la province commence à connaître la véracité des gens d'en face dans leurs déclarations publiques.

Ces surplus ont été réalisés pendant que le gouvernement augmentait le budget de l'agriculture et de l'éducation. Les libéraux ont encouragé les agriculteurs et l'éducation par des politiques générales et non par des octrois seulement. Au chapitre de l'agriculture, le budget de ce département, de 1939 à 1944, est passé de \$3,600,000 à \$6,800,000. Nous avons fait cela pendant que dans d'autres départements plus importants encore que celui de l'Agriculture, et je parle de l'Éducation, nous avons multiplié le budget de l'Union nationale par trois. C'est parce que nous avons donné des finances saines à la province; c'est parce que nous avons administré avec économie; c'est parce que nous avons voulu nous placer au-delà des avantages électoraux et que nous avons tâché de soutenir dans les activités provinciales celles qui sont à la base de l'avenir de notre province.

Je regrette que le proposeur de l'adresse ait traité de la question agricole d'une façon qui ne correspond pas aux nécessités de l'heure. Nous avons encouragé l'agriculture pas tellement par un système déplorable d'octrois gouvernementaux accordés à la cuillère, mais nous avons tâché de l'encourager par des politiques générales nouvelles,

dont j'ai eu de la peine, l'autre jour, d'entendre un cultivateur faire la critique. Ce qu'il faut, ce ne sont pas des octrois plus ou moins généreux sur des politiques anciennes, c'est la création et l'encouragement d'activités nouvelles pour permettre l'emploi de nos cultivateurs avec avantage, c'est de trouver de nouvelles productions et de nouveaux marchés. Il faut créer alentour de l'agriculture des industries qui la soutiennent et lui permettent de progresser. Nous l'avons fait.

Il y a quelques années, les experts du gouvernement fédéral admirent bien difficilement que les productions spécialisées, les plus rémunératrices, n'étaient possibles dans Québec: le tabac à cigarettes, les pommes, ça ne venait pas dans Québec. Certains légumes de production maraîchère ne pouvaient pas se produire dans Québec. Il est prouvé maintenant que ces produits viennent chez nous. Il faut trouver des productions nouvelles à nos cultivateurs, des débouchés nouveaux, créer des industries et permettre à notre agriculture d'avancer. Nous avons tâché de faire cela. Nous avons augmenté de dix fois la production du lin dans la province.

Nous avons établi dans la période de guerre l'industrie du sucre de betterave dans la province de Québec, la raffinerie de Saint-Hilaire. Je pourrais à ce sujet rappeler les déclarations échevelées que nous avons entendues en cette Chambre, lorsque nous avons commencé et mis en œuvre cette industrie de la betterave à sucre.

Je pourrais bien rappeler les déclarations échevelées faites en cette Chambre par le premier ministre actuel, celles du représentant de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) et du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) et les déclarations faites au cours de la campagne électorale. On a décrit cette industrie du sucre de betteraves comme impraticable et impossible dans la province et j'entends encore mes honorables amis clamer: "Ce qui naît dans la saleté reste sale."

L'industrie de la betterave à sucre est née viable et produit du sucre. Notre usine est reconnue par les experts américains qui sont venus la visiter cet automne comme la meilleure manufacture du genre en Amérique actuellement. Elle a été placée sur une base tellement avantageuse que l'ingénieur qui a fait les plans et surveillé la construction de l'usine est actuellement à préparer des plans pour établir, dans son vaste pays, en Russie, 20 établissements<sup>21</sup> semblables au nôtre, sur la même base qu'à Saint-Hilaire. Nos amis d'en face disaient que cette entreprise était impossible dans Québec.

Je n'ai pas besoin d'aller chercher de témoignage au dehors. Je n'ai qu'à prendre le témoignage de l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui, cet automne, a montré de la largeur de vues et a montré de l'intérêt véritable à la classe agricole, en invitant les cultivateurs à produire abondamment des betteraves pour alimenter cette industrie l'an prochain et à collaborer au succès de cette entreprise. Cette industrie fera la prospérité des cultivateurs qui voudront en profiter et elle n'a pas encore coûté à la province \$3,000,000.

Trouvez-moi au pays une région plus prospère au point de vue agricole que la région de Chatham en Ontario, où l'on produit du sucre de betterave. Nous produisons plus avantageusement dans Rouville que dans cette région. Nous avons plus de rendement et un plus fort pourcentage en sucre. J'ai eu le chagrin d'entendre, l'autre jour, en cette Chambre, un cultivateur critiquer cette industrie pour laquelle nous avons dépensé \$3,000,000. Même s'il fallait en dépenser \$10,000,000 pour une industrie de ce genre, il faudrait le faire dans l'intérêt de la province, car c'est de cette façon que nous pouvons aider l'agriculture. C'est ce qu'a compris le ministre de l'Agriculture de l'Union nationale.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le chef de l'opposition voudra-t-il me dire quel revenu on avait promis aux cultivateurs pour une tonne de betteraves?

**M. Godbout (L'Islet):** Nous n'avons jamais établi de prix aux cultivateurs. Nous avons dit que nous paierions aux cultivateurs la valeur du produit fini<sup>22</sup>, moins le coût de production ou tout ce que la fabrique retirerait, moins les frais de fabrication. Nous avions parlé seulement du prix de revient. C'était la façon logique de procéder.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est clair comme du jus de betterave non raffiné.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre est-il certain que l'obscurité ne soit pas dans son cerveau?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je remercie le chef de l'opposition de sa politesse, mais je lui demande une réponse en piastres et en cents.

**M. Godbout (L'Islet):** Il sait parfaitement qu'aucune promesse n'a été faite quant au montant précis. Nous avons dit que nous paierions la valeur du produit fini, moins le coût de fabrication. Nous

avons promis de donner aux cultivateurs tous les profits de l'entreprise. Il est vrai que ma réponse n'a peut-être pas été claire. Cette industrie a été organisée sur une base coopérative pour en faire l'affaire des cultivateurs. Elle a été organisée par le gouvernement parce qu'il n'était pas possible aux cultivateurs d'en permettre le départ et les agriculteurs ont eu confiance dans le gouvernement, puisqu'ils se sont organisés en masse pour fournir la matière première à l'usine de Saint-Hilaire.

Le gouvernement en a pris la responsabilité et, chaque année, nous voulions que les cultivateurs laissent une proportion de la valeur de leur production, ce qui leur permettrait d'acquérir la fabrique qui doit être coopérative quelque jour. Leur permettre de se regrouper pour défendre eux-mêmes leurs intérêts, les soutenir, les aider dans le départ de productions dont ils ne sont pas au courant eux-mêmes, tel était notre objectif. L'un de ceux qui ont le mieux recommandé l'affaire, c'est l'honorable ministre de l'Agriculture, le représentant de Rouville (l'honorable M. Barré). Je ne lui en fais pas de reproche. Au contraire. Dans une lettre circulaire qu'il adressait aux cultivateurs dans le cours de l'automne, il leur demandait de faire valoir l'argent dépensé pour eux dans l'établissement de cette usine. Nous avons dépensé \$3,000,000 pour mettre sur pied cette production et nous voulions établir d'autres industries et établir d'autres cultures. dans le reste de la province, pour le bénéfice de l'agriculteur.

Je me permets de rappeler aux députés de cette Chambre que les octrois directs font peu pour l'agriculture. Ce qui est avantageux, c'est de trouver des productions nouvelles, de créer des débouchés. À côté de Saint-Hilaire, nous avons commencé l'assainissement et l'égouttement de la savane de Sainte-Clothilde, 40,000 à 50,000 acres de terrain qui deviendront un jour le plus beau, le meilleur jardin d'Amérique pour la culture des légumes et les terres les plus riches de la province. Nous avons entrepris de dépenser là encore \$2,000,000 ou \$3,000,000 pour le drainage et l'irrigation de ces terres, afin de créer, à la porte de Montréal, le plus beau centre de production maraîchère de l'Amérique. Il me semble que c'est là comprendre la situation des cultivateurs, et travailler à préparer leur avenir.

Nous avons créé l'Office du drainage des terres. Je me souviens de l'opposition ardente du chef de l'opposition d'alors. À l'entendre, nous imposions aux cultivateurs, aux municipalités des obligations et des servitudes insupportables. Tout le monde sait que dans le passé on a dépensé en procès, avant le commencement du travail dans certains cours d'eau,

deux fois plus qu'il n'aurait fallu pour exécuter le travail. Les choses marchent régulièrement depuis que l'Office est établi. Tous les travaux sont entrepris avec entente entre les intéressés. Les cultivateurs ne voudraient pas voir disparaître cet Office qui a mis fin à leurs querelles en matière de cours d'eau mitoyens.

Nous avons tâché, dans la question des grains de semence, non pas d'accorder des octrois, mais d'inciter les cultivateurs à en faire la production eux-mêmes, de façon à nous rendre indépendants des autres provinces dans ce domaine et épargner ainsi à nos cultivateurs des milliers et des milliers de dollars.

Par ailleurs, nous avons maintenu pendant toute la période de guerre des primes sur le fromage pour aider aux cultivateurs à payer leurs frais, car il n'est pas vrai que leur situation est rose. Beaucoup se figurent que les cultivateurs, pendant la guerre, font des bénéfices qu'en réalité ils ne touchent pas. Je voudrais bien que la Chambre soit au courant de la situation de nos cultivateurs. On dit beaucoup trop facilement que, pendant la période de guerre, ils font immensément d'argent. S'ils réalisent quelques économies, par ailleurs, ils donnent une journée de travail double. Ils font une vie frugale sur leurs fermes. Ils ont besoin de l'assistance du gouvernement pour les soutenir dans leur travail. Le plafond fixé pour protéger l'ouvrier, parce que ce dernier ne peut pas non plus payer des prix exorbitants, ne permettait pas au cultivateur de réaliser un profit en fabriquant le fromage. Si le gouvernement fédéral fixait un plafond sur les produits agricoles, il était convenable que le gouvernement provincial aide le cultivateur. Nous avons donc donné cette prime sur le fromage, et je regrette qu'elle ait été abandonnée par le gouvernement actuel.

Nous avons, d'autre part, demandé pour la période de guerre à nos agronomes de se charger d'un travail délicat, excessivement important, et qui fut accompli avec avantage pour la classe agricole. Nous avons cru qu'il était indispensable de garder sur nos fermes nos cultivateurs pour augmenter la production et de garder les nôtres dans les industries essentielles. En effet, il ne sert à rien d'envoyer des soldats sur les champs de bataille s'ils ne sont pas nourris, vêtus et s'ils n'ont pas en main tous les outils de la victoire. J'ai travaillé en collaboration avec le fédéral pour établir un système de sélection des fils de cultivateurs nécessaires à la terre qui ont demandé l'exemption. Ils l'ont obtenue parce que nous avons fait apprécier leur cas par des gens



capables de juger leur situation et de se rendre compte de leur nécessité sur la ferme. Tous ceux qui sont essentiels à la terre y sont restés, s'ils ont demandé leur exemption à temps.

Dans l'agriculture, nous avons pensé à la question d'éducation. La meilleure façon de promouvoir l'agriculture chez nous, c'est de préparer pour demain une génération meilleure. Quel que soit le genre d'activités dans lesquelles nous sommes engagés, elles ne seront fructueuses que dans la proportion de la valeur des hommes qui les exercent. Préparer de meilleurs cultivateurs pour demain, c'est la tâche à laquelle nous nous sommes attachés. Nous avons développé les écoles supérieures d'agriculture et augmenté le nombre des écoles secondaires et, selon une formule chère à un honorable ami, le ministre de l'Agriculture, nous avons commencé à développer les écoles de paroisses, au nombre de cinq ou six, pour parfaire l'éducation agricole des fils de cultivateurs, pour donner à nos cultivateurs la préparation pratique. Je comprends que c'est là aussi la politique du gouvernement actuel et nous en sommes.

D'autre part, au cours de la campagne électorale, on nous a encore attaqués sur la question de l'autonomie provinciale. L'autonomie est devenue, de toute évidence, le dada de nos adversaires. Nous en sommes pour l'autonomie provinciale et jamais un gouvernement n'a plus jalousement sauvegardé cette autonomie que celui que j'ai dirigé de 1939 à 1945. Jamais un gouvernement n'a été plus jaloux de toutes nos prérogatives et n'a de plus loin devancé l'autorité fédérale sur ces questions. Vous en conviendrez après une minute de réflexion. Celui qui, le premier de tous les premiers ministres de la province de Québec, a commencé de faire une brèche à l'autonomie provinciale dans le domaine de l'éducation, c'est le premier ministre actuel. Nous avons sacrifié l'autonomie provinciale? Mais en quoi, mais où, quand?

Parce que nous avons passé une entente avec le gouvernement d'Ottawa en 1942, cédant temporairement et volontairement le temps de la guerre, et moyennant une compensation, le droit de taxation temporaire sur certaines questions qui relevaient de la province. Parce que nous avons consenti à Ottawa, en 1942, le droit de taxer seul dans le domaine des successions, ce qui nous rapporte des avantages de \$2,000,000 à \$4,000,000 annuellement pour notre province? Cette entente, c'est une entente temporaire, une entente à laquelle chaque année nous pouvions mettre fin, à laquelle le premier ministre actuel peut mettre fin d'ici au 1<sup>er</sup> avril<sup>23</sup> prochain.

Si les larmes qu'il verse sur l'autonomie provinciale sacrifiée étaient des larmes sincères, d'ici au 1<sup>er</sup> avril, le premier ministre actuel peut, en donnant son avis avant la fin de février, faire terminer l'entente le 1<sup>er</sup> avril prochain. Et cela, il le sait. Je demande au peuple de bien suivre les actes de son premier ministre dans ce domaine. Si l'entente de 1942 est mauvaise, comme il l'a crié partout depuis qu'elle est conclue, qu'il la dénonce maintenant et qu'il y mette fin le 1<sup>er</sup> avril. S'il la laisse persister, c'est donc qu'il la sait avantageuse à Québec, malgré ses dénonciations cent fois répétées.

L'autonomie provinciale aurait été violée par notre administration, quand dans tous les domaines nous avons prévenu le gouvernement fédéral que nous ne permettrions aucune atteinte à notre autonomie? Il a été question d'assurance-maladie de la part du fédéral. Quand le gouvernement fédéral a voulu entrer dans le domaine de l'assurance-maladie, nous avons immédiatement nommé une Commission d'assurance-maladie, afin que la province soit mieux informée des problèmes sociaux que les experts fédéraux, pour empêcher les empiètements d'Ottawa et pour protéger notre autonomie. Quel a été le premier geste de notre ami d'en face en arrivant au pouvoir? Ce fut d'abolir cette commission qui avait apporté beaucoup de redressement à une situation déplorable.

Notre assurance-maladie permettait à chacun des enfants légitimes ou non de notre province d'être protégés pour pouvoir devenir de bons citoyens. Quand le peuple du pays et de la province réalisera la nécessité d'une loi de cette nature, celle-ci viendra d'Ottawa, parce que le gouvernement actuel n'aura pas compris son devoir de couvrir ce champ de législation sociale. Nous devons être scrupuleusement jaloux de toutes nos prérogatives dans les domaines qui relèvent de notre juridiction, mais être jaloux ce n'est pas laisser inexploité le champ qui doit être cultivé pour le peuple.

Le premier ministre actuel ne comprend pas le champ de législation sociale ni le devoir qu'ont les sociétés actuelles de prévenir dans ce domaine les révolutions qui s'en viennent et la nécessité d'évoluer, si nous voulons les éviter. Le premier ministre a aboli la Commission d'assurance-maladie en disant que c'était des folies. Pendant ce temps, dans tous les champs de l'activité sociale, dans le domaine de législation sociale, le gouvernement d'Ottawa emploie les meilleurs experts canadiens, et si nous n'étudions pas les politiques qu'on nous proposera, si nous ne nous préparons pas à prendre position nous-mêmes sur ces graves questions et si

nous n'avons pas couvert ces divers champs d'action, ce sera le devoir d'une autre administration d'intervenir si la province ne comprenait pas son devoir.

Je disais tout à l'heure que c'est le premier ministre actuel qui a laissé Ottawa faire une brèche à notre autonomie, et cela, dans le domaine le plus délicat: l'éducation. Nous, les libéraux, avons refusé à Ottawa tout droit de s'immiscer dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement libéral s'est toujours opposé aux envahissements d'Ottawa. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas empêché Ottawa d'entrer sur le terrain de l'aide à la jeunesse; il a permis à Ottawa d'intervenir afin de vérifier comment son argent était dépensé. Lui seul est responsable de ce bris dans l'autonomie de la province. Il est vrai que nous avons collaboré avec Ottawa, mais tout en gardant la plus grande partie de l'administration.

Nous avons été sollicités depuis quelques mois, par certains officiers du fédéral, pour permettre que le gouvernement d'Ottawa contribue soixante milliers<sup>24</sup> de dollars pour l'éducation physique dans la province de Québec, comme on contribue une part équivalente dans les autres provinces. Nous avons refusé ce montant d'argent parce que c'était dans le domaine de l'éducation, qui doit être administré par la province, et nous avons formulé à Ottawa notre intention de poursuivre le fédéral s'il s'introduisait dans ce domaine, même dans les autres provinces, car c'est le champ le plus délicat dans lequel nous ne devons pas permettre au gouvernement d'Ottawa de s'immiscer. Je crois que le ministre de l'Agriculture veut continuer cette initiative. Je l'en félicite. Il peut être assuré de tout le support que nous pourrions donner pour continuer cette œuvre d'éducation agricole, si on veut qu'elle tienne sa place dans les activités provinciales et nationales.

Dans le domaine de la colonisation, nous avons créé le crédit aux colons qui a déjà prêté des centaines de mille dollars, que nos adversaires ont critiqué. Je me souviens d'avoir entendu le député de Dorchester, aujourd'hui ministre de la Colonisation, prétendre que le crédit aux colons ne marcherait jamais. Aucune caisse populaire ne consentirait à prêter. C'est au contraire par centaines de mille qu'elles ont prêté depuis. Plusieurs caisses ont été établies dans les régions de colonisation et ont donné ce crédit aux colons. Nous l'avons institué pour garder à la terre l'argent que produit la terre. Il faut que les caisses populaires devançant d'autres institutions de crédit. Non seulement s'est-il bien développé, mais il est très encouragé par le ministre de la Colonisation actuel. Je l'en remercie pour les colons.

Ils ne peuvent pas emprunter de gros montants sur leurs fermes, mais ils ont besoin parfois de petits montants et, pour cela, il leur faut l'assistance gouvernementale. Nous avons multiplié les primes par trois. Nous avons institué des primes de défrichement. Nous avons monté de \$10 à \$20 les primes de labour et de construction. Nous lui avons aidé à introduire du bétail, ce qu'il ne peut faire lui-même. Nous avons donné aux colons une organisation coopérative pour développer l'agriculture dans les régions de colonisation. Des fabriques de fromage et de beurre ont été ainsi établies.

Dans le domaine de la colonisation, nous avons fait le drainage des terres, absolument nécessaire dans l'Abitibi pour fertiliser les terres. Cette région souffre d'excès d'humidité parce qu'elle est arrosée par trois grandes rivières et que les terres sont au même niveau, ou à peu près, et ont absolument besoin de drainage. Nous avons commencé au département de l'Agriculture, en collaboration avec celui de la Colonisation, à faire l'étude de ces trois grands cours d'eau. J'espère que le gouvernement actuel continuera ce travail pour l'avantage des colons. C'est un travail que les colons ne peuvent pas entreprendre. Le gouvernement doit l'entreprendre pour eux.

Nous avons, d'autre part, en Abitibi établi des centres de criblage. Les colons produisaient du grain et achetaient leurs grains ailleurs, quand celui qu'ils récoltaient aurait pu leur donner de meilleurs résultats. Nous avons transformé complètement le travail des colons par la motorisation. Jusqu'à maintenant, nous voyions des tracteurs travailler sur nos routes, mais jamais servir à l'agriculture ou à la colonisation. Nous avons pensé que ces engins excessivement puissants pouvaient aider l'agriculteur et le colon sur leur ferme. Nous avons donc transformé le travail du colon. Le ministre de la Colonisation actuel ne pourrait plus aujourd'hui convaincre un colon de partir avec une seule hache sur son dos. Il fallait rendre plus humain le travail du colon. Le colon de la province s'en souviendra. Il en sera redevable à notre administration. J'espère que cette mécanisation se continuera.

Je veux bien, avec quelques sociologues, m'attacher aux coutumes anciennes, à l'agriculture familiale, mais nous ne ramènerons pas le cultivateur à cette époque. Nous devons suivre le progrès. Les concurrents que nous avons autour de nous emploient des méthodes plus perfectionnées, et tâchent d'alléger le travail de la ferme et de le rendre moins coûteux. À moins que nous n'avancions, nous

allons reculer et nous faire devancer par les autres. La mécanisation de l'agriculture et de la colonisation est absolument nécessaire, et j'espère que les ministres qui dirigent ces départements continueront d'augmenter l'intensité de ce mouvement pour rendre plus facile, plus pratique le travail de nos fermes.

Dans le domaine des forêts, nous avons tâché de les faire valoir, non seulement avec les compagnies d'exploitation, mais pour garder ce patrimoine. Nous avons suivi les avis d'experts forestiers dans l'exploitation de nos forêts. Nous avons cru avantageux de donner notre encouragement à l'exploitation familiale au moyen de réserves cantonales. L'exploitation est surveillée alors par les intéressés eux-mêmes. Les fils de cultivateurs n'ont alors pas besoin de se déplacer au loin pour aller travailler en forêt, mais ils conservent leur salaire, tout en préparant leur propre bois sur les réserves cantonales. C'est pourquoi nous les avons créées et augmentées.

Nous avons promis de passer une législation pour permettre que des réserves soient créées dans la Gaspésie. Nous avons, d'autre part, passé une législation pour permettre l'établissement de routes forestières, d'aller chercher le bois de nos forêts plus à l'intérieur. On dévastait complètement le bois autour des rivières. L'ouverture de telles routes forestières a permis que nos forêts soient exploitées avec raison. Au train où nous allions, dans quelques années, nous aurions manqué de bois pour faire fonctionner nos moulins et pour les besoins du marché. Il faut préserver et chercher un peu plus loin le bois nécessaire à l'exploitation et à l'emploi de nos moulins.

Dans le domaine hydraulique, nous avons adopté une politique qui a été vertement critiquée dans le temps par l'honorable premier ministre et je puis mentionner notre échange de pouvoirs d'eau avec l'Ontario. Le gouvernement libéral a présenté une loi pour l'échange des rapides de l'Outaouais, au sujet des pouvoirs limitrophes avec la province d'Ontario et la répartition de la force hydraulique de la rivière Ottawa entre les deux gouvernements.

Nous possédions avec Ontario divers rapides sur l'Ottawa et l'Outaouais. Nous ne pouvions les exploiter que conjointement. Les rapides sont près de Toronto, à moins de 100 milles. Jamais le rapide des Joachims n'aurait pu être exploité avec avantage par nous du Québec. Le bas de la rivière cependant est à la disposition des industries du Québec. Ce fut un échange favorable pour nous et que l'Ontario a cru favorable aussi pour lui dans le temps, mais, de toute

évidence, il n'a pas fait l'affaire du gouvernement ontarien actuel. C'était une politique de bon voisinage à l'avantage des deux provinces.

Nous avons fait l'échange légalement. Il est bel et bien fait, ratifié par les deux Législatures. Ce marché doit être maintenu dans l'intérêt des deux provinces centrales; les deux provinces devraient travailler dans un esprit d'équipe. Je crois que cet échange doit être considéré comme avantageux pour la province de Québec. Le résultat de l'échange que nous avons fait est de donner à l'Ontario l'exploitation des rapides qui lui conviennent et de garder pour nous ceux plus près de nous. Notre part du pouvoir d'eau des Joachims n'aurait pu être utilisé qu'en Ontario et parfois par le pays voisin.

Dans le domaine, nous avons créé l'Hydro-Québec et je défie tout gouvernement, quel qu'il soit, de détruire l'œuvre salvatrice que nous avons accomplie dans ce domaine. Quand le gouvernement est arrivé en Chambre avec son projet de l'Hydro-Québec ce fut la tempête. Le premier ministre actuel ne pourra détruire l'œuvre créée dans ce domaine. Nous avons consacré le principe que nos principales ressources naturelles doivent être exploitées pour l'avantage du plus grand nombre de la population de la province.

Nous avons commencé à mettre le frein à l'exploitation éhontée des ressources naturelles et de nos richesses, de cette partie de notre patrimoine national qui se faisait à l'avantage d'un petit groupe de financiers. Jamais le peuple de la province ne permettra au premier ministre actuel de détruire l'œuvre établie, si nécessaire pour faire la concurrence aux autres provinces.

La Colombie-Anglaise en crée une cette année. L'Ontario l'a depuis longtemps. Cette œuvre était devenue nécessaire pour nous empêcher de payer au fédéral des millions à cause de nos entreprises privées, dont les autres provinces étaient exemptées, parce que leur électricité appartenait à l'État.

D'autre part, ces entreprises privées n'accomplissent pas à l'égard du peuple de la province leur devoir. La ville de Montréal paie l'électricité plus cher que la ville de Québec qui n'a pas le dixième de sa population. Nous ne voulions pas permettre que se continue cette concurrence que nous font les industries dans les autres provinces à même les pouvoirs d'eau de notre propre province et qu'ils achetaient ailleurs à meilleur compte que chez nous. C'était nécessaire pour faire concurrence aux autres provinces, notamment à la province voisine qui attirait les industries chez elle parce qu'elle leur offrait l'électricité à meilleur compte que les citoyens de notre province.

Je cite le cas de deux usines nouvelles qui emploient de l'électricité en quantité considérable et qui donnent beaucoup de travail, qui sont allées s'établir en Ontario, parce qu'elles pouvaient y acheter de l'électricité produite dans cette province à un prix plus bas que le prix demandé par Montreal Light Heat & Power. Nous ne pouvons faire durer plus longtemps une telle anomalie. Nous avons créé l'Hydro dans Québec pour mettre de l'ordre dans ce domaine, pour donner à la population sa part des avantages qui lui reviennent des ressources données à la province.

Pour arriver à ce but, nous n'avons pas créé un petit pouvoir dans les bois, dans le fond du Témiscamingue, mais nous avons émis une hydro au cœur même de la province et nous avons créé une œuvre qui devra vivre. Certains se sont plaints de la façon dont s'est faite l'expropriation de Montreal Light Heat & Power. Elle s'est faite en conformité avec les lois de la province édictées par la Législature en 1935, lesquelles limitent les profits de l'entreprise en question. Nous avons en même temps établi la vraie capitalisation de Montreal Power.

On a trouvé que nous mettions les cordons trop serrés en nationalisant la Montréal Power. Nous voulions payer la valeur réelle seulement. Nous avons établi la capitalisation de la compagnie sur ses revenus et je sais qu'actuellement il y a des tractations en cours pour changer la base de l'évaluation de l'actif de la Montreal Power. Si le gouvernement veut mettre la main sur cette œuvre salvatrice de la création d'une Hydro, il pourra aider à l'électrification rurale. Avec l'Hydro et par l'usage abondant de force motrice, on peut fabriquer à meilleur compte pour les cultivateurs les engrais chimiques. Ainsi, les avantages de l'électricité profiteront à toute la population.

Jamais un premier ministre ne pourra détruire notre œuvre dans ce domaine et remettre l'Hydro à l'entreprise privée, ce que nous avons donné à l'État pour le bien du peuple et l'avantage de tous. Si le gouvernement actuel tente de gâcher notre œuvre salvatrice, il devra faire face à l'opposition libérale.

Nous avons assuré les bonnes relations entre le capital et le travail, amélioré la loi des accidents de travail, créé des centres de réhabilitation pour les accidentés. Il parle de la législation ouvrière de son gouvernement qui est, dit-il, la meilleure de toute l'Amérique et rappelle la création du Conseil supérieur du travail, l'abolition des bills 19 et 20<sup>25</sup>.

Dans le domaine de la santé, le gouvernement libéral a établi un ministère distinct et il (M. Godbout) regrette que le premier ministre actuel

ait aboli la division de l'hygiène dentaire. C'est un pas en arrière. Le gouvernement libéral a créé la Commission du bien-être social, la Commission d'assurance-santé que l'Union nationale s'est empressée de faire disparaître.

Jamais, dans aucune province du pays, on assiste à un tel massacre des employés, à chaque changement de gouvernement, que dans la province de Québec. La Commission du service civil s'imposait, car il fallait offrir la sécurité aux bons employés qui servent honnêtement la province. La Commission du service civil a été abolie par le nouveau gouvernement, parce que ce dernier veut placer ses amis. Nous ne voulons pas le massacre des employés.

Cette Commission était importante, une nécessité absolue, non seulement pour les employés eux-mêmes, qui ont besoin d'être protégés, mais aussi dans l'intérêt de toute la province, qui ne peut avoir des employés compétents que si elle peut leur assurer un minimum de sécurité. Cette Commission était importante pour l'administration de la chose publique. Ce qui compte, c'est la valeur des hommes.

En entrant dans le service civil, un employé passe un contrat d'honneur avec la province et, durant nos années au gouvernement, je défie qui que ce soit de prouver que la politique a eu son mot à dire dans les nominations et les promotions et que les employés aient été traités selon leur couleur politique. Nous payons les employés civils pour leur rendement et non pas pour la couleur de leurs yeux. Au département de l'Agriculture, les employés nommés avant 1936 ont vu leur salaire augmenté de 30 %; ceux nommés de 1936 à 1939, de 36 % et ceux nommés après 1939, de 26 %. C'est dire que nous avons été loin d'être injustes pour ceux qui avaient été nommés par nos adversaires.

Enfin, une œuvre à laquelle nous nous sommes attachés, c'est l'éducation. Nous avons créé des écoles pour combler les vides chez les Canadiens français. En multipliant par trois le budget de l'éducation, l'ex-gouvernement a voulu préparer une génération qu'il n'aura rien à envier aux autres et créer une classe moyenne mieux instruite dans la province, et on y arrivera en formant des ingénieurs, des industriels et des commerçants.

Entre nos professionnels qui nous font honneur et nos bûcherons incomparables, qui sont les meilleurs au monde, il faut former une classe moyenne de première valeur, grâce à laquelle nous pourrions nous emparer des leviers de commande, dans notre vie économique et pour forger des outils pour les nôtres. Et c'est ainsi que l'on pourra bâtir

l'avenir de notre province. C'est pour cela que le parti libéral a établi la fréquentation scolaire obligatoire et la gratuité des livres qui avaient pour but de mettre l'enseignement à la disposition de tous. Il rappelle ce que son gouvernement a fait dans le domaine de la création de centres d'activité physique.

Qu'est-ce que le gouvernement de l'Union nationale a fait de constructif depuis son arrivée au pouvoir? Depuis cinq mois, le nouveau gouvernement semble s'acharner à vouloir détruire plutôt que construire. En prenant le pouvoir, il a arrêté les travaux publics, au coût de plusieurs millions additionnels, des œuvres ont été compromises et des écoles qui devaient ouvrir leurs portes en septembre n'ont pu le faire parce qu'elles n'étaient pas terminées. Le nouveau gouvernement a arrêté les travaux publics pour pouvoir donner de nouveaux contrats à des amis sans soumission et à des prix plus élevés.

Il (M. Godbout) regrette que la province donne aux étrangers le spectacle de ces destitutions en masse à chaque changement de gouvernement. Les destitutions de fonctionnaires ont été plus nombreuses en cinq mois cette année que sous le régime libéral en cinq ans et que sous la première administration du premier ministre de 1936 à 1939. La Commission du service civil a été abolie. Alors que dans le monde entier on comprend la nécessité d'orienter la politique du côté social, son premier geste est d'abolir la Commission d'assurance-maladie.

Le discours du trône ne promet pas beaucoup pour l'avenir de notre province. Il touche à tout mais quelle législation annonce-t-il, quelle orientation offre-t-il à la province? Il n'y a rien de pratique dans le discours du trône, sauf des mots. Le ministre de la Voirie a déjà l'autorisation de dépenser des millions pour les routes. Le ministre de l'Agriculture peut dépenser des millions pour les drainages. La législation du discours du trône ne changera pas un iota à l'administration provinciale et ne fait que sortir du budget des montants qui s'y trouvaient déjà. C'est encore une politique de camouflage et de la poudre aux yeux des électeurs.

Et pourtant, M. l'Orateur, dans Québec, il faut une politique sociale qui tienne compte des droits de la famille, qui respecte les droits de chacun, qui protège le père de famille de la crainte du lendemain, des soucis de l'avenir pour qu'il libère ses enfants de la faim, de la maladie, des accidents de la vie, de l'ignorance qui a empêché la population de donner ce qu'on pouvait attendre d'elle, qui mette les foyers à l'abri de la misère, qui assure des finances solides

et saines, qui donne à l'agriculture la place d'honneur qui lui revient, qui protège la santé publique, qui crée des législations sociales et qui maintienne la renommée de notre province qu'elle a toujours eue.

Telle est la politique que nous continuerons avant longtemps. Pour cela, il faut comprendre les autres, être tolérants. Nous devons avoir dans Québec une voix de tolérance. Si l'on sait pratiquer la tolérance et si l'on comprend la nécessité du travail d'équipe en faveur du bien commun, ce jour-là, nous ferons notre province belle et grande et le Canada deviendra une grande nation, notre grande patrie.

(Longs applaudissements, ovation prolongée à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dois offrir des félicitations chaleureuses au nouvel Orateur. Je sais qu'il saura maintenir bien haut l'ordre en cette Chambre et que nous ne verrons plus en cette Chambre les scènes disgracieuses d'il n'y a pas longtemps.

M. l'Orateur, vous avez obtenu l'appréciation de l'opposition qui semble mécontente de tout. Je m'unis au chef de l'opposition pour offrir des condoléances à la famille du député de Champlain (M. Philéas Morin). Mon honorable ami le premier ministre, pardon, le chef de l'opposition<sup>26</sup> a eu des paroles émues pour le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et a tenté de se montrer sympathique à l'égard du lieutenant-colonel Sauvé. Le chef de l'opposition a voulu être malin en offrant des fleurs au député de Deux-Montagnes, en exprimant le regret que notre collègue n'ait pas obtenu le poste ministériel auquel lui donnaient droit ses années de service et ses hautes qualifications et en parlant de son héroïsme, mais c'est de l'hypocrisie.

Après avoir promis de ne pas lui faire la lutte, il plaçait un candidat dans son comté, durant son absence, pendant qu'il était sur le champ de bataille, et les amis de l'Union nationale et moi-même avons été obligés de mettre de côté des engagements pour aller dans Deux-Montagnes au cours d'une campagne électorale ardue, privés que nous étions de radio et de journaux pour soutenir la lutte en faveur du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui faisait face à un adversaire libéral.

Les sentiments du chef de l'opposition seraient beaucoup plus beaux s'ils étaient plus véridiques et plus sincères. Vous avez là une manifestation de la sincérité du chef de l'opposition

et de l'idée que nous devons avoir de l'amitié apparente qu'il semble porter au député des Deux-Montagnes. Malgré l'opposition, le député des Deux-Montagnes est un des députés les plus distingués en cette Chambre et l'un des meilleurs qu'elle ait jamais eus. Il a été élu par l'appui de l'Union nationale et il verra ses mérites reconnus dans un avenir prochain et sur une scène plus vaste. Toute la province pourra bénéficier de ses hautes qualifications.

(Applaudissements à droite)

J'aurais aimé entendre le chef de l'opposition prononcer des paroles d'espoir au lieu de s'étendre en récriminations. Il (M. Duplessis) dit qu'il n'a pas l'intention de discuter de la législation annoncée lors du discours du trône parce que l'application de cette législation serait nettement plus efficace que de simples paroles. Il (M. Duplessis) n'a pas l'intention de prolonger le débat; l'heure n'est pas à ces genres de discours et discussions oiseuses, dit-il, mais à l'action et à l'action rapide.

Le chef de l'opposition n'a pas suffisamment compris la gravité de l'heure. Il aurait dû être meilleur perdant. Je ne le blâme pas d'avoir vanté son gouvernement. Personne ne pourrait le faire mieux que lui. Le peuple a donné à l'Union nationale un mandat clair et précis lors de l'élection de 1944 et le gouvernement avait l'intention de suivre sa politique, une politique orientée vers les questions sociales, familiales et nationales. L'heure est à l'action.

Le chef de l'opposition a dit, tout à l'heure, que le peuple n'a pas voté pour l'Union nationale. Il ne veut tout de même pas dire, je suppose, que le peuple a voté pour l'ancien gouvernement libéral. Il ne prétendra pas, surtout, qu'il a reçu un vote de confiance lui, un cultivateur qui, posant au champion de la classe agricole et à l'ami des cultivateurs, s'est fait battre, écrasé par les cultivateurs parce que ces derniers l'ont vu à l'œuvre, ont été à même de l'apprécier et qu'ils le connaissent.

L'Union nationale, forte de son mandat, a fait entrer dans le cabinet trois cultivateurs authentiques, ce qui ne s'était pas vu auparavant, et a prié un cultivateur, le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), de proposer l'adresse en réponse au discours du trône. Il (M. Duplessis) félicite le représentant de Napierville-Laprairie et le représentant de Champlain (M. Bellemare), ce dernier ouvrier, de la façon dont ils se sont acquittés de leur devoir de proposeur et de second de l'adresse. Le représentant de Champlain est le plus jeune député ministériel, un député de chez nous, orateur convaincu et convaincant et un patriote sincère.

Le chef de l'opposition a prétendu que les électeurs ne se sont pas prononcés sur les questions provinciales. Il a jeté les hauts cris et déclaré que ses adversaires n'ont traité que de questions fédérales et du même souffle, il ne nous parle que du fédéral dans son discours.

La défaite du Parti libéral a été le résultat du vote du 8 août. La campagne ne s'est pas faite sur des questions provinciales. La vérité, c'est que pendant 25 ans, les libéraux ont parlé de questions fédérales et de guerre dans toutes les campagnes politiques, même municipales. Ils ont exploité les préjugés du peuple.

Je me rappelle qu'à l'élection partielle de Mégantic, j'ai rencontré un ancien chef libéral qui me disait qu'en 1917 les libéraux avaient promené dans Dorchester, en le faisant passer pour un conscrit, un homme qui avait perdu un bras et une jambe dans un accident de mine. Le chef de l'opposition parle d'angoisse et son parti s'est ingénié à faire pleurer les femmes, les mères de famille et les enfants en leur rappelant les souvenirs de la première Grande Guerre, une guerre finie depuis 20 ans.

La même chose s'est produite en 1939. Les libéraux ont fait tourner la campagne provinciale en lutte fédérale. Le peuple a été surpris dans sa bonne foi par des appels démagogiques. En raison de ces méthodes, les gens ont été induits en erreur, mais ils en ont tiré une douce vengeance.

En 1944, les électeurs, par leur vote, ont accompli un double devoir. Ils ont remercié l'Union nationale, qui leur avait donné une administration progressive et saine, cinq ans en retard, et ont fait une croix pour mettre fin à une administration désastreuse et un gouvernement ruineux et dangereux.

**Un député de l'opposition**<sup>27</sup> émet un commentaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ignorez tout... Vous ne savez même pas pourquoi le Mardi Gras est le plus haut jour de l'année.

**Un député de l'opposition** réfléchit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est que le lendemain, c'est mercredi et il faut descendre, "des cendres".

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** fait la moue<sup>28</sup>.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** (À voix basse, se tournant vers le premier ministre) Maurice, sois donc sérieux... Laisse donc les farces au *Samedi*<sup>29</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous aurons l'occasion de discuter chacune de nos lois et nous parlerons de finances, lorsque viendra le budget. Il (M. Duplessis) n'a pas l'intention de prolonger le débat sur l'adresse, il n'est pas de ceux qui croient à la nécessité de ce débat. Ce soir, je veux seulement répondre rapidement à certaines affirmations du chef de l'opposition qui fait les déclarations les plus osées et contraires aux faits, avec un sans gêne étonnant, quand il ne frise pas le paradoxe.

De 1936 à 1939, nous avons pu commettre des erreurs, mais nous avons donné une politique sociale à la province. Le chef de l'opposition est victime de son imagination. En 1939, Québec a perdu son autonomie par les empiétements d'Ottawa. Nous allons reprendre nos droits. Pour les allocations familiales, je suis prêt à coopérer avec Ottawa, mais pour une loi juste. Je demande à tous les députés de coopérer avec le gouvernement. Nous ne voulons pas faire passer des lois à la vapeur, sans les étudier avec soin, mais il y a urgence.

Le chef de l'opposition n'a rien vu dans le discours du trône. Il y a le désir de continuer l'œuvre que nous avons commencée de 1936 à 1939. En 1944, le peuple du Québec, fatigué des abandons de nos droits, des asservissements et des reniements du gouvernement d'alors au profit de ses maîtres d'Ottawa, a donné à l'Union nationale un mandat clair, précis et sans équivoque, parce que nous avons vu clair en 1939. Le peuple a voulu se débarrasser du gouvernement qui a sacrifié ses droits.

Je n'ai jamais fait appel aux préjugés au cours de la campagne électorale. Depuis 47 ans, le Parti libéral a été au pouvoir pendant 44 ans. Pendant ce temps il a pu faire tout le bien qu'il a voulu et il aurait pu donner une orientation à la politique. Au lieu de cela, il a aggravé tous les problèmes qui nous ont été laissés après 44 ans de cette administration néfaste. Voilà pourquoi aujourd'hui nous avons tant de problèmes complexes.

En l'espace de trois ans seulement, l'Union nationale n'a pas pu tout faire, mais elle a réussi toutefois à modifier totalement l'orientation de notre politique et de notre administration provinciales. Elle a donné à la province une politique sociale, familiale et nationale. Nous avons donné le prêt agricole qui garantissait aux cultivateurs la propriété du sol et qui

a enrichi les municipalités. C'est l'Union nationale qui a donné l'allocation aux mères nécessiteuses, les pensions de vieillesse, qui a créé l'Office des salaires raisonnables, pour assurer aux ouvriers des augmentations de salaires et la nomination des ouvriers dans les commissions gouvernementales; l'ouvrier accidenté a obtenu le choix de son médecin, nous avons sauvé le colon en le débarrassant du marchand de bois avec le don d'une terre libre aux colons libres et avec des milliers d'acres mis à la disposition de la colonisation. C'est l'Union nationale et non le Parti libéral qui a commencé la mécanisation des travaux de la colonisation en juillet 1939.

Pour montrer jusqu'à quel point le chef de l'opposition est victime de son imagination, je n'ai qu'à relever la déclaration qu'il a faite au sujet du système de prêts aux colons. Il a dit avoir établi ce système de prêts et, que sous le régime libéral, les colons ont obtenu des centaines de mille piastres du gouvernement. La vérité, c'est que la loi Godbout n'autorisait des prêts que jusqu'à concurrence de \$50,000. La loi a été si peu efficace qu'une somme de \$883 seulement a été prêtée aux colons.

D'après le chef de l'opposition, les gens d'Ottawa sont des accapareurs, qui veulent empiéter sur les droits de la province. S'il est vrai que ce sont des accapareurs, pourquoi nous demande-t-il de coopérer avec eux et d'être tolérants à leur égard? Le chef de l'opposition a l'habitude de parler mieux, d'être plus habile que cela et de ne pas laisser ouvrir les portes aussi grandes. Il est peut-être encore abasourdi. Je lui pardonne volontiers la lutte indigne qu'il a faite à celui qui parle, des calomnies que ses journaux ont colportées, mais je lui demande d'avoir au moins la logique de ne pas se plaindre des attaques qu'il a subies, des luttes personnelles qu'on lui a faites et qui ne sont rien à côté de ce que j'ai souffert, moi dont la carrière, sans me vanter, peut être comparée avantageusement à la carrière de l'homme politique le plus honnête.

Le chef de l'opposition s'est plaint d'attaques dont il a été victime, mais que pense-t-il des injures qui ont été répandues dans toute la province par son ami Fontaine? On a usé à mon égard de tactiques déloyales. Les libéraux ont porté contre moi les attaques les plus basses et viles. Il (Duplessis) consent à oublier les calomnies qu'on a répandues sur son compte. Ce n'est pas et ce ne peut être la méthode de l'Union nationale. Les heures sont trop sombres, nous avons des problèmes trop graves à régler pour gaspiller notre énergie dans ces luttes personnelles et stériles et ne pas nous unir.

C'est le temps de mettre de côté les animosités personnelles et de présenter un front uni pour la grandeur et la prospérité de la province dans un grand et beau pays comme le Canada. Il (M. Duplessis) proteste contre les propos désobligeants que le chef de l'opposition vient de tenir à l'adresse d'un cultivateur authentique, représentant de Rouville (l'honorable M. Barré).

Je demande au chef de l'opposition de réaliser la situation où nous sommes et de se rendre compte des responsabilités qui lui incombent. La question dominante de l'heure, c'est de savoir si nous, Canadiens français du Québec, nous allons garder les droits que nos pères et nos ancêtres nous ont acquis au prix de leur sang, de leur héroïsme et de leur vie. C'est l'heure plus que jamais de faire l'union sacrée, non pour le bénéfice d'un parti, mais pour assurer la survivance d'une race, de notre peuple qui ne veut pas mourir, qui n'a pas le droit de mourir.

L'union sacrée devrait être réalisée pour le plus grand bien de notre province, de notre pays. Il est inutile de préconiser des réformes; il est en vain de chercher les moyens de remédier à la situation et de chercher à faire des améliorations, si nous ne sommes pas maîtres chez nous.

La province de Québec n'a pas seulement le droit, mais elle a le devoir impérieux d'exiger le respect intégral de ses prérogatives et des libertés essentielles à la poursuite de ses hautes destinées. C'est son devoir de combattre avec énergie ceux qui veulent violer les engagements solennels du pacte fédératif.

Nous sommes prêts à coopérer avec ceux qui veulent le respect du pacte de la Confédération, mais seulement avec eux. Le chef de l'opposition a voulu rire et a peut-être cru me blesser quand il a dit que l'autonomie était mon dada. Au contraire, il m'a fait plaisir.

Je remercie la Providence de m'avoir donné, en dépit d'une maladie généralement mortelle, il y a trois ans<sup>30</sup>, une vitalité telle que je n'en ai pas connu de semblable depuis 10 ans. Je ne sais pas combien il me reste d'années, de mois, de semaines à vivre, mais je suis fier et orgueilleux de proclamer que toujours, à chaque instant, à toutes les secondes de ma vie, de toute la force de mon être, de mon cœur et de tout mon âge, je combattrai avec la dernière énergie pour conserver aux miens de la province de Québec les droits, prérogatives et libertés, qui leur appartiennent et garanties par le pacte confédératif, acquises au prix de tant de luttes de la part de nos pères.

Ce ne sont pas là des déclarations journalières. Pour toujours, j'ai le respect des traditions de ceux qui ont voulu garder intact le respect de nos institutions et de nos droits. En voulant faire de l'esprit, le chef de l'opposition a admis la continuité et la fermeté de mes efforts. C'est toujours que j'exigerai le respect de nos traditions et de leurs prérogatives. Il n'y a pas d'avenir, pas de lendemain glorieux, pas d'avenir possible si nous ne gardons pas la maîtrise absolue de notre province et si nous ne luttons pas et n'exigeons pas le respect intégral des droits qui nous sont acquis par le pacte fédéral.

C'est sans causer d'injustices à personne que nous voulons être maîtres chez nous. On connaît ma fermeté et ma ténacité. Chez nous, ce n'est pas la force qui fait le droit, c'est le droit qui fait la force. Il déclare que ceux qui tenteraient de toucher à l'un ou l'autre des droits qui nous sont donnés par le pacte confédératif verraient en lui un adversaire irréductible.

Il (M. Duplessis) demande ensuite si le gouvernement qui a précédé le sien a fait son devoir pour garantir à la province le respect intégral de ses droits. Je veux bien croire, dit-il, que le chef de l'opposition n'a pas réalisé l'étendue des abandons, des cessations et des accaparements auxquels il a présidé, mais un abîme immense et sans fond a été creusé durant les dernières cinq années par un gouvernement qui manquait de prévoyance, de fermeté et de courage vis-à-vis d'Ottawa. La Législature de Québec, créée pour être le berceau de nos droits, est devenue, sous le régime libéral, le cimetière de nos prérogatives, de nos droits et de nos libertés.

Jusqu'au mois de novembre 1939 - et je donne crédit aux administrations libérales précédentes aussi bien qu'aux autres - la province avait conservé la quasi totalité de ses droits. De novembre 1939 à août 1944, elle a subi un recul désastreux. Le peuple fut trompé en 1939, mais, le 8 août dernier, il a chassé du pouvoir ceux qui n'avaient cessé d'abandonner nos droits au gouvernement centralisateur d'Ottawa.

L'Union nationale, qu'on le sache bien, est absolument indépendante de tous les partis d'Ottawa et ce n'est pas pour critiquer un parti en particulier que je fais les présentes remarques. D'ailleurs, les accaparements que nous reprochons au gouvernement fédéral ont été accomplis avec la connivence des autres partis. Mais le premier ministre de cette province a permis au gouvernement d'Ottawa d'amender la Constitution de façon à



donner au pouvoir central le contrôle exclusif en matière d'assurance-chômage. Ottawa en a profité pour accaparer tout le domaine de la législation sociale.

C'est le gouvernement du chef de l'opposition qui a cédé à Ottawa, entre autres choses, la fixation des salaires, les conditions de travail et les droits de grève. On a aussi cédé à Ottawa le droit de taxer les riches pour ne garder celui de taxer les pauvres. Le gouvernement, dans chaque cas, a manqué à son devoir.

On nous dit que cet abandon dans le domaine de la fiscalité peut être rappelé n'importe quand et on nous demande ce que nous avons l'intention de faire. On a parlé de la possibilité de mettre fin aux accords avec Ottawa d'ici le 1<sup>er</sup> avril. Il nous faut tenir compte d'un état de fait qui a été créé avant nous et des conditions actuelles. Le gouvernement de l'Union nationale n'est pas un régime de saboteurs, mais j'affirme sans hésitation et avec toute l'énergie que l'on me connaît que tous les droits cédés à Ottawa de 1939 à 1944 seront repris, tous et chacun, dans le plus court délai humainement possible.

Le chef de l'opposition n'a pas encore réalisé que le gouvernement d'Ottawa, à la faveur de la guerre, sans le demander, a mis à exécution toutes les conclusions du rapport Rowell-Sirois, avec l'aide des provinces anglaises<sup>31</sup>. Nous aurions dû garder le droit de taxer les successions. La province de Québec est sous la tutelle du gouvernement d'Ottawa, et cette tutelle nous répugne et répugne à la mentalité québécoise. Nous allons la faire disparaître dans le plus court délai possible.

Ce n'est pas s'isoler que de réclamer ses droits et son intégrité. C'est au contraire le meilleur moyen de bien collaborer à l'œuvre commune. Il cite l'opinion d'un juriste qui dit que Québec n'a pas à craindre cette alternative d'isolement parce qu'il est maître chez lui.

Le chef de l'opposition dit que le discours du trône ne dit rien. Mais une foule de journaux et tous les journaux adversaires du gouvernement actuel nous ont fait des compliments et ont dit qu'il s'agissait là d'un discours du trône le plus étoffé et remarquablement solide. En dépit de cette opinion du chef de l'opposition, ce qui a inspiré le discours du trône, c'est notre volonté de donner à notre politique une orientation familiale, sociale et nationale. Ce n'est pas nouveau. Nous l'avons pratiquée de 1936 à 1939.

Il y a eu des erreurs de 1936 à 1939, mais nous avons accompli des réformes fort excellentes et merveilleuses qui vont nous permettre de régler plus

facilement les problèmes d'après-guerre. Nous avons établi le prêt agricole, qui sera la protection des cultivateurs après la guerre. Notre politique, en un mot, reconnaît la primauté de l'être humain sur les choses créées, sur les biens matériels. Nous avons prévu, nous voulons que l'argent serve à l'homme et non pas que l'homme serve à l'argent. Le gouvernement améliorera les œuvres accomplies de 1936 à 1939 en réalisant d'autres réformes.

Nous voulons encourager les familles nombreuses. Il faut reconnaître leur effort. Notre attitude au sujet des allocations familiales, elle a été donnée publiquement. Nous sommes prêts à collaborer avec Ottawa pour la mise en application d'un système juste et équitable qui respecte les droits de chacun, la Constitution et sera à l'avantage des familles nombreuses. La loi des allocations familiales d'Ottawa ne protège pas les familles nombreuses.

Elle est même dirigée contre elles, les décourage et empiète sur les prérogatives des provinces dans le domaine éducatif et le domaine familial. Nous sommes en faveur de donner aux familles nombreuses le traitement le plus généreux possible et aussi complet qu'elle mérite et nous ferons la même chose pour les cultivateurs. Il faut donner à l'agriculture la première considération.

Nous voulons répandre l'électrification rurale au moyen des coopératives pour donner aux cultivateurs l'électricité à la portée de leurs moyens, à bon marché. Nous allons donner du drainage, développer un enseignement agricole progressif et donner un essor nouveau à la colonisation. Par le ministère des coopératives, nous allons faire diminuer le prix des engrais chimiques, encourager la coopération, promouvoir la santé publique, créer des écoles d'agriculture, bref, nous allons réaliser dans le plus court délai toutes les réformes mentionnées dans le discours du trône.

Nous allons finir toutes les œuvres commencées de 1936 à 1939, mais pour arriver à ce but et accomplir notre programme, il nous faut la coopération de tous ceux qui veulent réellement le bien de la province. La lutte ne m'a jamais fait peur, mais, à l'heure actuelle, la coopération est de mise. Nous sommes prêts à collaborer avec tout le monde dans l'intérêt du peuple et nous demandons même des conseils et des suggestions de tous ceux qui siègent à la Chambre, car nous voulons donner à la province une législation bien faite, une administration juste et équitable.

Je ne veux pas entrer dans les détails de ces mesures, puisque nous aurons l'occasion d'y revenir.

Je demande aux représentants du peuple de prendre tout le temps nécessaire à l'étude des projets, mais de procéder avec diligence. Les problèmes sont innombrables. Nous sommes à un tournant de notre histoire, et pour cette raison, je demande surtout aux députés, quelle que soit leur opinion politique, je leur demande, pour eux et leurs enfants, de faire l'union sacrée dans la revendication de nos droits, de nos libertés et de nos prérogatives et pour leur sauvegarde. Chacun a le devoir de défendre l'intégrité des libertés de la race et de respecter le pacte d'honneur sacré, l'Acte britannique de l'Amérique du Nord. Soyons tous pénétrés de cette vérité.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), l'ajournement du débat sur l'adresse.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 3, précise que "sur une Chambre de 91 députés, il n'y avait que quatre absences, toutes motivées par la maladie. Les absents étaient MM. Édouard Lacroix, Bloc populaire, J.-A. Francoeur, Denis O'Connor et C.-A. Kirkland, libéraux."

2. *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 3, parle d'"environ \$800,000 par année."

3. Selon *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 3, "le premier ministre et le chef de l'opposition oublient souvent qu'ils ont changé de place en Chambre et l'honorable M. Duplessis parle souvent du "premier ministre" quand il voudrait désigner le chef de l'opposition. L'honorable A. Godbout a eu un lapsus semblable en parlant au chef de l'Union nationale. Ils sont les premiers à sourire de cette méprise facilement explicable."

4. *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 11, précise qu'à ce moment "les whips s'affairent à ramener à leurs fauteuils les députés qui se trouvaient en dehors de la Chambre et le vote est ensuite enregistré."

5. Selon *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 3: "C'est le vote (52 contre 34) le plus considérable qui ait été pris depuis la Confédération." Mais encore, *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 3, ajoute sur ce vote que "Le gouvernement s'en est tiré avec une majorité de huit voix, mais il manquait trois députés libéraux. Quand ils seront présents, à supposer que le Bloc Populaire et le parti C.C.F. restent sans cesse du côté du gouvernement, cette majorité sera réduite à 4 ou 5. Les whips auront fort à faire des deux côtés de la Chambre pour garder leurs "brebis" au bercail."

6. *L'Événement* mentionne le no 23 du Règlement.

7. Louis-Joseph Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, Québec, Assemblée législative, 1941, page 9.

8. *Le Devoir* du 14 février 1945, à la page 12: "Coïncidence à noter, le bureau qu'occupe Me Maurice Tellier comme Orateur suppléant dans les édifices législatifs est le même qu'occupait son père Sir Mathias Tellier, lorsqu'il agissait en qualité de chef de l'opposition, il y a plus d'un quart de siècle."

9. *L'Événement* précise que l'adoption se fait sans discussion.

10. Nous ne savons pas exactement où se situent ces interventions provenant du *Temps* du vendredi 23 février 1945, à la page 8.

11. *L'Action catholique* et *Le Guide* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 4 avancent, pour l'Ontario, le chiffre de 43 % et pour la Colombie 64 %. Ce dernier pourcentage diffère beaucoup de celui retrouvé dans *Le Canada*: 72 %.

12. *La Presse* parle plutôt de 64 %.

13. *The Gazette* attribue ce bout d'intervention au trésorier de la province, M. Gagnon.

14. Selon *La Patrie* du 14 février 1945, à la page 21, "M. Hartt ne reçoit aucune réponse de la part des membres du gouvernement et il part pour aller en arrière du siège de l'Orateur."

15. Seul *The Gazette* du 14 février 1945, à la page 14, parle de 1937 au lieu de 1939. Cette dernière date se retrouve dans tous les autres journaux sauf *La Patrie* et *Le Devoir* qui, eux, ne spécifient aucune année dans l'intervention de M. Bienvenue.

16. Quand vient le temps de rendre compte des résultats, on note certaines différences. *L'Événement* du 14 février 1945, à la page 10, ne donne aucun chiffre. *La Patrie* du 14 février 1945, à la page 21, *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 15, *La Presse* du 14 février 1945, à la page 14, et *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 3, parlent d'un vote de 52 à 34. *Le Canada* du 14 février 1945, à la page 2, avance le chiffre de 50 à 34, *The Chronicle Telegraph* du 14 février 1945, à la page 3, probablement le plus juste, parle d'un vote de 34 contre 50 et *The Montreal Daily Star* du 14 février 1945, à la page 2, de 51 à 34. Aucun de ces chiffres ne semble juste, car il manquait, à cette séance, quatre députés pour cause de maladie (voir note 1), le président du comité ne vote pas, à moins qu'il y ait égalité, et ce n'est pas le cas ici; M. David Côté, député C.C.F. de Rouyn-Noranda, s'est prévalu de son droit de ne pas voter en comité plénier et il y a également eu le départ de M. Hartt, député libéral de Montréal-Saint-Louis, en cour de séance. Alors, il y avait en tout sept non votants sur 91, il reste donc 84 députés qui votent: 33 du côté de l'opposition, 47 du côté des ministériels, plus les trois candidats du Bloc populaire et M. Chalout, indépendant. Le résultat est conséquemment de 51 à 33.

17. *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 3, nous renseigne à l'effet que "quatre banquettes seulement étaient vides sur le parquet de la Chambre, formée maintenant de 91 députés, et les galeries étaient pleines à craquer."

18. Selon *L'Événement* du 14 février 1945, à la page 1, M. Godbout prend la parole à 8 heures et demie et parle pendant 1 h 45.

19. *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 3, *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 3, et *The Herald*, du 14 février 1945, à la page 3, parlent de 55,000 votes de plus à l'opposition et 52,000 pour *L'Événement*, à la page 11.

20. *Le Canadien (Lévis)* du 9 mars 1945, à la page 2, rapporte plutôt le mot "économie".

21. *L'Événement* du 14 février 1945, à la page 11, et *La Presse* du 14 février 1945, à la page 14, donnent le chiffre 25.

22. *Le Canadien (Lévis)* du 16 mars 1945, à la page 2, rapporte plutôt le mot "fourni".

23. *Le Soleil* du 14 février 1945, à la page 5, avance la date du 1<sup>er</sup> mars.

24. *Le Devoir* du 14 février 1945, à la page 12, avance le chiffre de \$50,000.

25. Ce dont M. Godbout parle ici ce sont deux lois concernant les conventions collectives et les salaires raisonnables votées en 1940 qui abrogeaient, parce que jugées néfastes, des lois sanctionnées en 1938 par le gouvernement Duplessis. Pour plus de renseignements, voir les débats des 9 avril, 10 avril et 23 avril 1940.

26. Comparativement aux autres journaux, *Le Canada* rapporte très souvent le fait que M. Duplessis se trompe de titre lorsqu'il parle de M. Godbout. Cette fois-ci nous l'avons ajouté, mais, en considérant l'allégeance politique de ce journal qui se trouve plutôt du côté des libéraux, c'est la dernière fois que nous le faisons à moins qu'un autre journal, d'allégeance politique différente, ne rapporte l'erreur.

27. Nous ne savons pas exactement à quel moment le député de l'opposition intervient.

28. Selon *Le Canadien (Lévis)* du 23 février 1945, à la page 8, en fait, M. Gagnon "grimace", mais il est moins péjoratif de dire qu'il fait la moue, sachant que le journal est un organe du Parti libéral.

29. Il s'agit d'un hebdomadaire humoristique paru du 15 juin 1889 au 7 juin 1890.

30. Selon *L'Action catholique* du 11 mars 1942: "L'honorable Maurice Duplessis, chef de l'opposition, qui était hospitalisé à Saint-Sacrement depuis la fin décembre, vient de quitter cette institution. On sait que l'honorable Duplessis a subi une intervention chirurgicale. [...] Il est parti compléter sa convalescence [...] pour quelques semaines dans un des États du sud." Quant à la nature de l'intervention et à la gravité de la maladie, nous avons trouvé ces quelques informations dans

*Les Mémoires* d'Antonio Barrette (ministre du Travail en 1945): "En 1941, à la suite d'une grave maladie, sur les conseils de son médecin, il (M. Duplessis) mit tout alcool de côté. Il ne se permettait même pas un verre de vin. [...] Durant cette maladie, il continua à blaguer; quand il était au plus mal sous une tente d'oxygène, à quelqu'un qui avait été admis une minute dans sa chambre, il eut le temps de dire: "Je suis sous la tente et Onésime Gagnon (alors chef de l'opposition intérimaire) est dans l'attente." (Barrette, Antonio. *Mémoires*. Montréal, Beauchemin, 1966, page 375)

31. *L'Action catholique* du 14 février 1945, à la page 13, affirme plutôt que: "Sans consulter les provinces, le gouvernement fédéral s'est trouvé à réaliser les recommandations du rapport Sirois."

Séance du mercredi 14 février 1945

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Thomas Palladina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Thomas Shaw Collins (M. Côté, Montréal-Sainte-Marie);

- de Lazar Bodnariuk et autres, membres de The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);

- du Dr J.-Arthur Dufresne et son épouse, Dame Marie-Anne-Lucille-Anonciade Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage (M. Gatien);

- de Médéric Charbonneau et son épouse, Dame Marie-Isabella Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage (M. Gatien);

- de Dame Lucienne Massicotte et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Émile Chartrand (M. Gatien);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);

- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);

- de The Churches of the Nazarene, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation ecclésiastique (M. Marler);

- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite communauté (M. Morin, Québec-Centre);

- du Dr Séville Cheff et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Dame Anna Vallée-Cheff (M. Tellier);

- de Canadian Kaolin Silica Products, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant leur titre (M. Tellier);

- de la corporation de l'École polytechnique, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tellier);

- de Anita Dombrowski et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Bergeron (M. Roberge).

### Projets de loi:

#### Diminution des dépenses publiques

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement.

Le gouvernement, par ce bill, est autorisé à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, pour y loger des services administratifs du gouvernement, tous immeubles situés dans la province, avec les constructions y érigées qu'il juge nécessaires à cette fin. Il est aussi autorisé à acquérir ou à exproprier des terrains situés dans la province et à y ériger et aménager des édifices publics pour les mêmes fins. Ces dépenses totales ne devront pas dépasser \$1,500,000 et devront être limitées à \$300,000 par immeuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement.

Adopté.

#### Adresse en réponse au discours du trône<sup>1</sup>

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 13 février sur la motion proposée par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), dont elle a été saisie jeudi le 8 février courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)<sup>2</sup>:** Je félicite l'Orateur de la Chambre. On a rappelé l'importance de vos fonctions. Vous êtes en réalité le gardien des traditions parlementaires. L'une de vos fonctions, en particulier, est de sauvegarder les droits de la minorité. Comme nous sommes une minorité, c'est une prérogative qui nous tient à cœur. Il félicite aussi le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse du discours pour la façon dont ils ont défendu une cause pas toujours facile à défendre.

Je tiens, dit-il, à faire connaître immédiatement ma position en cette Chambre comme chef provincial du Bloc. Nous avons été, nous sommes et resterons parfaitement indépendants. Nous ne sommes pas ni ne serons liés à aucun groupe. Nous entendons demeurer entièrement distincts. Nous l'avons promis au cours de l'élection et nous le réaffirmons aujourd'hui que nous sommes élus. Bien entendu, nous ne sommes pas des ministériels, nous siégeons comme un groupe parfaitement à part dans l'opposition.

Certes, nous accorderons au gouvernement notre collaboration dans la mesure du possible, mais nous revendiquerons d'abord le respect de notre doctrine. Nous estimons qu'il ne s'agit pas de partir en guerre systématique contre un gouvernement qui a été bel et bien élu par le peuple. Et nous sommes d'opinion que la collaboration qu'a réclamée, hier, le premier ministre, nous devons la lui donner dans la mesure où il nous la rendra possible. Nous ferons notre possible pour collaborer. Nous n'entendons pas approuver ou rejeter une mesure simplement parce qu'elle est présentée par le gouvernement ou l'opposition. Nous ne sommes pas décidés à voter toujours avec le gouvernement. Et nous ne voterons pas sur un réflexe partisan, mais bien suivant notre conscience et notre jugement.

L'heure est infiniment grave et il y a beaucoup de besogne à accomplir. Il dit qu'il veut dès le début de ce premier discours mettre en exergue quelques mots qu'il lisait dans un livre

américain dernièrement. Comme un écrivain américain, je fais la différence entre le politicien et l'homme d'État. Il (M. Laurendeau) dit qu'il a l'intention de remplir sa tâche en gardant inscrit dans sa mémoire les mots suivants: "Les députés doivent prendre leur travail au sérieux, car le politicien est celui qui pense à la prochaine élection et l'homme d'État est celui qui pense à la génération future." Et c'est dans cet esprit que nous voulons accomplir notre mandat. Nous avons l'intention de penser au présent, à l'avenir et d'assurer l'avenir!

Le premier ministre a laissé entendre que le débat sur le discours du trône était purement académique et sans importance et qu'il fallait l'expédier. Je diffère totalement d'opinion avec lui. Il me paraît extrêmement important, mais à la condition qu'il ne dégénère pas en parlotte électorale. Ce discours correspond à une vieille tradition parlementaire. C'est l'une des deux seules occasions où un député peut exprimer le fond de sa pensée sur les problèmes nationaux, ses vues sur l'ensemble de sa politique et sur la doctrine qui les inspire et donne aux chefs de groupe la chance de présenter leur programme. C'est bien ce que j'ai l'intention de faire.

Quant à moi, je ne discuterai pas des détails des administrations passées ou présentes. Je m'en tiendrai plutôt aux problèmes généraux et je ne dirai qu'un mot du discours du trône. Il est composé de formules vagues, générales, mais il en est toujours ainsi dans cette sorte de document. J'y ai reconnu toutefois certains principes, sortis tout armés du programme du Bloc exposé par M. Maxime Raymond, chef du Bloc populaire canadien, et formulé il y a deux ans. Je ne saurais m'opposer à ces principes.

Quand il s'agit de la primauté de la personne, d'une politique familiale, de la défense de l'autonomie provinciale, je ne saurais faire autre chose que d'y reconnaître quelques-uns des principes directeurs de notre mouvement. Je suis heureux et fort aise qu'on ait pensé au programme de M. Raymond et qu'on y ait puisé, non pas qu'il veuille accuser le gouvernement de vol, ajoute-t-il. C'est ainsi qu'on reconnaît dans ce document la primauté de la personne sur les choses créées, l'importance de l'éducation et la défense de la petite propriété. Ce sont des idées saines que je dois approuver.

Reste à savoir si les lois que le gouvernement proposera, si la législation traduira, de façon précise, en actes les principes énoncés dans le discours du trône. Nous allons attendre pour voir. Chaque chose en son temps. Nous jugerons donc le gouvernement à l'œuvre, résolution par résolution, loi par loi; nous ne voterons pas nécessairement avec le gouvernement,

ni avec l'opposition. Nous userons de notre jugement. Le chef de l'opposition et le premier ministre se sont fait des critiques mutuelles sur les mérites de leur administration respective; l'un et l'autre ont eu raison et tort à la fois. Il reste peu de travail à faire, puisqu'ils se sont détruits l'un l'autre dans leurs discours. Ils me facilitent en quelque sorte la tâche. Chacun a parlé de sa majorité; majorité de députés qui permet au gouvernement de siéger à droite, majorité de votes qui console les libéraux de leur défaite. Il est inutile d'ergoter bien longtemps sur le résultat des dernières élections. Le gouvernement actuel a été placé au pouvoir, un point c'est tout. Si notre régime n'est pas bon, il n'y a qu'à le changer.

Toutefois, tout le monde paraît oublier que personne n'a eu la majorité absolue aux dernières élections. Pourquoi? Parce qu'il s'est produit dans la province un phénomène nouveau et unique dans notre histoire politique: 200,000 électeurs du Québec se sont déclarés insatisfaits des partis traditionnels, des deux vieux partis, parce qu'ils n'ont pas rempli leur devoir. Ils s'en sont détournés et ont voté pour un parti jeune. Le peuple a cherché ailleurs et il est allé du côté du Bloc populaire canadien, dont on disait qu'il fomentait une révolution et dont la politique, en dépit des accusations proférées, n'offre rien de révolutionnaire.

(Se tournant vers le chef de l'opposition, M. Godbout, il dit en souriant) Je ferai remarquer que, depuis les dernières élections, nous sommes ici, en effet, et il n'y a ni révolution, ni guerre civile. Cela surprendra peut-être certains prophètes de malheur. Cela montre qu'on a porté des accusations injustes. Les électeurs ont fait confiance au Bloc populaire. Nous voulons faire de la politique dans l'ordre, nous voulons présenter des revendications sociales déterminées; nous voulons la justice, mais dans l'ordre.

Ces 200,000 électeurs se sont déclarés insatisfaits de la conduite de ses gouvernements. Des braves gens de chez nous, pas des révolutionnaires, mais des ouvriers, des cultivateurs, des gens de la classe moyenne, toutes gens dont la voix n'est pas suffisamment exprimée! 200,000 insatisfaits à cause des excès de l'effort de guerre et de l'appui que la majorité a servilement donné au gouvernement d'Ottawa et du manque de fermeté de l'opposition. Je suis fort heureux d'être venu siéger à côté du député de Québec-Comté (M. Chaloult), qui a fait seul ici une belle lutte, et qui, pendant cinq ans, a eu le courage de s'élever seul contre une députation hostile et de faire entendre la voix du Québec.

Deux cent mille insatisfaits de la dictature économique qui n'a pas été ramenée à la raison et qui continue d'asservir la province et à laquelle aucun des vieux partis ne s'est sérieusement attaqué! Ils ne sont pas contents de voir encore les trusts aux positions de commande. Insatisfaits également des conséquences de cet effort de guerre excessif, des taudis qui déshonorent nos villes, des salaires anti-familiaux, d'une politique agricole dominée par les trusts qui en 30 ans a vidé les campagnes, du fait que les fils de cultivateurs n'ont pas été mis en moyen de rester sur la terre, de la petite propriété surtaxée! Insatisfaits enfin du régime même des vieux partis qu'ils ont essayés à tour de rôle, qu'ils ont connus, dont ils ont appris l'impuissance et qui ne leur inspirent plus confiance!

C'est là vraiment un fait nouveau et unique. Même ceux qui ne partagent pas nos idées doivent le reconnaître comme on reconnaît un fait et s'apercevoir qu'il y a quelque chose de changé au pays de Québec. Que veulent-ils, ces 200,000 électeurs dont nous exprimons la voix? Que nous ont-ils chargé de proclamer ici? Car nous arrivons dans cette Législature porteurs d'un message, le message de toutes ces voix non entendues, de toutes ces voix modestes étouffées dans le passé. Que veulent-ils? Les électeurs ont réclamé une politique conforme aux désirs, aux besoins et aux intérêts de la majorité dans la province. Ils veulent une politique organisée expressément pour eux, en fonction d'eux - non en fonction de l'Empire, non en fonction des trusts, non en fonction des intérêts de parti!

Une politique pour eux qui sont le peuple et qui veulent autre chose que des miettes tombées de la table des tout-puissants! Une politique pour eux qui sont la majorité et qui protestent contre une politique faite en fonction d'une minorité d'exploiteurs qui les dominent encore. Ils veulent une politique qui ne soit pas seulement proclamée, mais mise en action; ils veulent une politique qui favorise les familles nombreuses, eux qui sont des pères de famille, à la tête de cette petite communauté qu'est la famille, la grande sacrifiée de notre siècle, parce que le Québec est le pays des familles nombreuses. Enfin, ce que ces 200,000 électeurs veulent, c'est trouver dans la seule Législature française d'Amérique qui réclame une place au soleil, sans hostilité contre quiconque, mais sans faiblesse, une politique conforme à leurs intérêts.

Dans ce but, une seule chose est nécessaire et urgente par-dessus tout. Cette chose, cet instrument, c'est la souveraineté intérieure absolue de l'État français du Québec, dans toutes les questions qui

relèvent de sa juridiction, de ses finances et des droits qui lui sont reconnus. C'est-à-dire un véritable État où nous sommes la majorité. Le fait que nous ayons une Législature démontre qu'on a le droit d'exiger cela et doit nous permettre de doter la population d'une politique conforme à ses besoins, à ses aspirations. Par ce seul moyen, nous doterons la province de la politique qu'elle exige.

Dans un pays comme le Canada, où tout est divers: les régions économiques, les habitudes de vie, les intérêts, la culture, jusqu'aux religions, j'estime que cette décentralisation, cette séparation est absolument nécessaire. Il ne s'agit pas non plus, dans nos relations avec Ottawa, de parler fort et de façon agressive. Québec est en effet un État où quant au sujet de sa compétence, la législature locale est suprême et a la même autorité que le parlement impérial.

Nous sommes ici des législateurs à l'intérieur d'un État qui peut, dans les sujets de sa compétence, traiter d'égal à égal avec Ottawa. Qui parle ainsi? Les Laurentides? Une feuille séparatiste? Non, c'est le comité judiciaire du Conseil privé, soit la plus haute autorité juridique du Commonwealth. Ce n'est pas faire preuve d'intolérance ou de séparatisme; c'est revendiquer un droit strict.

Pourquoi cet État québécois? Il convient de défendre ardemment cet État québécois qui vient de bien loin et auquel, après un siècle et demi de luttes, on doit être profondément attaché. Rappelons-nous des origines de l'État québécois, les luttes que nous avons livrées pour avoir ce que nous avons. Ce sont les premiers colons français qui nous ont apporté la semence et les premiers germes de cet État français du Québec. Puis en 1760 est arrivée la conquête, une rupture d'avec le système français. Dès 1763, nous étions forcés de prendre conscience de nous-mêmes et nous revendiquions le droit de parler notre langue et de pratiquer notre religion.

Nous pouvions alors opter: être ou ne pas être. En notre nom, nos ancêtres ont choisi d'être. Ils ont sauvé notre existence et assuré notre épanouissement futur, parce que déjà ils sentaient que nous sommes un peuple, une nation avec ses habitudes, ses besoins propres, sa conception de la vie. Ce fut la lutte admirable du petit paysan pour se faire reconnaître comme entité à l'intérieur du vaste empire anglo-protestant. Puis, en 1774, nous devenions la province de Québec; nous sommes admis dans l'Empire avec notre religion, nos lois et nos coutumes.

En 1791, le parlement de Westminster va doter ses colonies nord-américaines d'institutions

parlementaires. Nous sommes maîtres de nos destinées et ce que nous avons conquis par des luttes aussi longues, nous devons le conserver, y tenir et le défendre avec opiniâtreté. Le Haut et le Bas-Canada seront-ils unifiés? Allons-nous constituer ensemble un seul État ou les Canadiens posséderont-ils à l'intérieur du système colonial des institutions parlementaires à eux? Chose étrange, les deux thèses s'affrontent à Westminster, chacune trouve son porte-parole. Je n'avais pas l'intention de vous citer ces vieux textes, mais en entendant hier certains appels à l'unité et à la tolérance du chef de l'opposition, j'y ai reconnu certaines affirmations faites à Londres, il y a plus de 150 ans, et j'ai compris une fois de plus qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

Voici ce que disait Fox en faveur de l'unification (se tournant vers le chef de l'opposition (M. Godbout)<sup>3</sup>: "On a prétendu que par ce moyen - la constitution de deux États - on pourrait séparer les habitants anglais et français. Mais cela est-il désirable? Ne devrait-on pas plutôt l'éviter? Cela est-il conforme à la convenance politique? Ce qui serait plutôt à souhaiter, ce serait que les habitants anglais et français du Canada s'unissent et se combinent comme en un seul corps et que les distinctions nationales puissent disparaître pour toujours." Mais les Canadiens se défendent auprès du premier ministre Pitt et font pencher la balance de leur côté et Québec devient le siège du premier parlement français d'Amérique. La lutte continue. En 1840, nous subissons un recul momentané, mais de nouveaux combats s'engagent qui aboutissent à 1867.

Ici, encore la même question s'est posée. Le nouvel État serait-il unifié ou fédératif? Les Canadiens français ont dit non. Ce sont les Canadiens français qui ont fait valoir le point de vue qu'il devait y avoir une Confédération et non pas une union législative. Ce furent eux qui l'emportèrent. Cent ans après Fox et Pitt, dans des circonstances différentes, nous nous affirmions avec la même conscience et nous remportons la victoire après un siècle de luttes pour gagner nos prérogatives.

Interprétant l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, Lord Watson pouvait écrire au nom du comité judiciaire du Conseil privé: "L'Acte de 1867 ne fusionne pas les provinces ni ne subordonne les gouvernements provinciaux à l'autorité centrale... Chaque province conservant son indépendance et son autonomie. Quant aux sujets spécialement réservés aux provinces par l'article 91, la Législature de chacune demeure aussi souveraine qu'avant l'Acte



de l'Amérique britannique du Nord". Voici maintenant un autre témoignage, celui de Lord Haldane en 1919 (Manitoba Initiative and Referendum Act): "De par l'acte de 1867, chaque province devait conserver son indépendance et son autonomie et être placée directement sous la couronne. Son Parlement, dans les limites de sa juridiction (...) devait être souverain et posséder les mêmes pouvoirs qu'avait le parlement impérial avant de les lui passer".

Bref, la province de Québec possède en fait la souveraineté intérieure. Nous devons combattre quiconque veut lui porter atteinte et diminuer ce pouvoir. Le chef de l'opposition (M. Godbout) a dénoncé, hier ceux qui parlent du gouvernement fédéral comme d'un État ennemi. Dans le passé, on a fait des efforts énormes pour diminuer notre État français. Par la centralisation, le gouvernement fédéral a tenté de s'installer chez nous et nous avons combattu pour l'en empêcher. Malgré toutes ces luttes, le Québec est resté maître chez lui. Il ne s'agit pas de considérer Ottawa comme un État ennemi, mais comme un État à qui l'on parle d'égal à égal. L'État du Québec, dans les domaines qui relèvent de sa compétence, est un État souverain qui n'est pas inférieur à celui d'Ottawa et qui peut et doit traiter avec lui.

Tout cela serait-il périmé? Faudrait-il l'écarter d'un geste dédaigneux, sous prétexte qu'il s'agit de notre maître le passé... fût-il démocratique? Non, car si cette souveraineté de l'État québécois est quelque chose à laquelle nous devons tenir et si nous estimons que cette souveraineté de l'État du Québec est quelque chose d'essentiel, c'est aussi la seule façon pour nous de doter Québec de la politique nécessaire à ses aspirations, à ses besoins, à ses intérêts, parce que c'est le seul moyen de doter Québec d'une véritable politique sociale, familiale et nationale que le monde moderne et notre situation particulière rendent aujourd'hui nécessaire.

Dans une certaine mesure, notre maître doit être le passé. Nous désirons rester maîtres de nous-mêmes, garder les clefs de la demeure, de l'édifice. Cette question peut paraître abstraite à un observateur superficiel. En fait, elle est liée à toutes les réalités concrètes de l'existence, au problème du pain quotidien.

S'il ne m'est possible d'en parler sans une certaine émotion, c'est que cette souveraineté est aujourd'hui mise en péril. Quiconque veut vivre ne doit jamais cesser de lutter. Le dur combat s'impose plus que jamais en face des empiètements successifs et réitérés d'Ottawa.

Les offensives centralisatrices d'Ottawa ont commencé à peu près tout de suite. Les partisans déçus de l'union législative essayaient de rattraper le terrain perdu. A cela s'ajoutait la vieille thèse assimilatrice des bureaucrates et des jingos dont nos pères avaient jadis subi les assauts. Nos juristes se sont défendus et le Conseil privé leur a donné raison.

Mais les centralisateurs ne sont pas abattus et ce qu'ils n'ont pas pu prendre d'un coup, ils tentèrent de le grignoter. Depuis 1917, on a assisté à une offensive centralisatrice d'Ottawa qui nous a enlevé plusieurs pouvoirs et prérogatives et sapé la base de notre souveraineté. L'État central fit subir aux provinces des assauts répétés.

J'emprunte à un livre de Richard Arès l'énumération des plus récentes tentatives.

1. En 1917, pour la durée de la guerre, disait-on, le fédéral s'arroge le droit de prélever des taxes directes en envahissant d'abord l'impôt sur le revenu, puis, plus tard, en imposant la taxe de vente. Les deux existent encore;

2. En 1919, la législation sur les faillites, réglementée par les provinces depuis 40 ans, passe sous le contrôle du fédéral;

3. En 1932, Ottawa institue la Commission canadienne de Radiodiffusion qu'il complète en 1936 par la création de la Société Radio-Canada;

4. En 1934, la création de la Banque du Canada permet à Ottawa de centraliser l'or et les revenus des banques à charte du pays;

5. En 1936, le fédéral réalise la centralisation des ports, supprime les commissions locales de Montréal, Trois-Rivières, Québec et Chicoutimi, pour les remplacer par une commission unique siégeant à Ottawa;

6. En 1938, création de la Banque des hypothèques, bien que le prêt hypothécaire soit de nature purement civile;

7. En 1939, par la loi des mesures de guerre, le fédéral interdit aux provinces d'emprunter à l'étranger sans l'autorisation d'une commission nommée par lui;

8. En 1940, Ottawa s'ingère dans le domaine social réservé aux provinces, en faisant adopter le principe de l'assurance-chômage;

9. En 1941, le fédéral essaie de faire adopter en vitesse le rapport Sirois, dont on a pu dire qu'il ne constituait qu'une étape, la plus importante cependant à date, dans la poussée centralisatrice qui se fait sentir au pays depuis quelque 25 ans;

10. En 1942, Québec transfère au gouvernement fédéral, pour la durée de la guerre, le droit de percevoir l'impôt provincial et municipal sur

le revenu et les taxes provinciales et municipales sur les corporations, en retour d'une somme fixe qu'Ottawa s'engage à verser annuellement.

Tout cela constitue une série d'essais d'empiètements pour réduire les pouvoirs de l'État provincial et qui tendent à lui enlever son arme, son moyen de se défendre, d'organiser sa propre vie, de donner à ses enfants la politique dont ils ont besoin.

Dans son offensive, Ottawa emploie plusieurs méthodes. Il y a d'abord le mode régulier par gradation: Ottawa demande aux provinces la permission de faire enregistrer par Londres un amendement constitutionnel et les provinces obtempèrent. En suivant le mode des amendements constitutionnels tels que les cessions de pouvoirs en vertu d'entente conclues entre l'État provincial et l'État central, comme pour l'assurance-chômage, on a enlevé à la province un droit absolument essentiel. Remarquons ici que, dans notre province, l'ancien premier ministre a cédé ce droit après avoir consulté son exécutif et sur un simple échange de lettres. Il (M. Godbout) a sans doute estimé qu'il ne valait pas la peine de consulter la Législature!

En deuxième lieu, Ottawa, empiète brutalement sur notre domaine, sans avoir seulement consulté les provinces, comme dans le cas de l'impôt sur le revenu au sujet duquel Sir Thomas White, le ministre des Finances de l'époque, avait dit, en 1917, que seul l'impôt direct était réservé aux provinces et que c'étaient les besoins dont on doit tenir compte en temps de guerre qui l'incitaient à instaurer un impôt sur le revenu.

En 1935, M. Bennett fit voter avant les élections toute une série de lois sociales qui furent plus tard déclarées *ultra vires*. Chose curieuse, ce n'est pas à la suite d'un acte des Législatures que cette législation fut contestée, mais pour des raisons politiques: M. King avait promis que, si le peuple le portait au pouvoir, il demanderait l'opinion de la Cour suprême sur la constitutionnalité de ces lois. Soit dit en passant, M. King et les libéraux prononcèrent à cette occasion de magnifiques plaidoyers en faveur des souverainetés provinciales et ils défendirent l'autonomie avec une ardeur qui s'est malheureusement beaucoup refroidie depuis.

(Mouvements sur les banquettes ministérielles)

En troisième lieu, la méthode la plus dangereuse, c'est celle des octrois. C'est la méthode la plus sournoise, parce qu'elle consiste en somme à nous acheter. Ottawa s'avance à pas de loup, en s'ingérant dans les droits des provinces d'une façon insidieuse, comme un bon prince qui vient distribuer

des faveurs et de l'argent. Il nous dit: vous aurez tant de millions, pourvu que vous passiez à Québec une loi de mon goût. C'est ce qui a été fait dans la loi concernant les pensions de vieillesse et toutes les lois de cette nature qui constituent une pression formidable sur les ministères.

Je ne discute pas le mérite de la question, ni la nécessité d'une pareille loi comme on le verra tantôt, mais je dénonce la méthode suivie par Ottawa. Le fédéral consentait en 1927 à donner une allocation de 50 % qui devint en 1931 une allocation de 75 %, à la suite d'une entente avec les provinces, et ces dernières verraient à faire le reste. Cela devenait une obligation, puisque la taxe était répartie sur toutes les provinces. En d'autres termes, Ottawa savait fort bien qu'il n'avait pas le droit de légiférer dans ce domaine, mais par un moyen détourné, il forçait les provinces à légiférer dans le sens qu'il désirait. Dans un pareil cas, c'est Ottawa qui décide et Québec ne fait pas autre chose que d'authentifier ce qui a été décidé par Ottawa.

Ce système d'octrois est infiniment grave. C'est l'offensive d'un monsieur qui a l'air de nous acheter en tant que province. L'article 3 de la loi fédérale des pensions prévoyait la conclusion d'ententes avec les provinces après le vote par les Législatures provinciales "décrétant des dispositions pour en effectuer les versements aux personnes et aux conditions que désigne la présente loi (fédérale) et des règlements établis sous son empire". Que pouvaient faire les provinces, si ce n'est se conformer aux diktats d'Ottawa? Si elles n'acceptaient pas cette prétendue entente, les taxes payées par leurs ressortissants s'en allaient aider les vieillards des autres provinces.

C'est d'ailleurs ce qui est arrivé dans Québec où un gouvernement réactionnaire ne voulait pas des pensions de vieillesse. Il en a été de même pour la loi de l'enseignement technique et la loi de l'aptitude nationale. Et il en sera probablement de même pour la loi fédérale de l'assurance-santé. Tout cela constitue le problème des législations concurrentes que nous dénonçons comme sournoisement attentatoires à la souveraineté des provinces.

Il reste une quatrième considération importante. Il nous faut enfin considérer l'état d'esprit des partis politiques à Ottawa. M. King a montré de quel bois il se chauffe en acceptant les conclusions de l'enquête Rowell-Sirois auquel avait joyeusement collaboré M. Bracken comme premier ministre du Manitoba et que la C.C.F. approuve aussi. L'enquête Rowell-Sirois est une manœuvre excessivement grave, parce qu'elle se faisait dans le

domaine de la pensée. C'est le monument élevé par les centralisateurs à Ottawa à leur marotte. Il y a là une question de piastres, de sous, de gain. Quant à la C.C.F., de par sa conception socialiste, elle est probablement la plus centralisatrice et est obligée de l'être encore plus que les deux autres.

L'autonomie est mise en danger par tous les partis fédéraux. Seuls les créditistes fédéraux ont défendu l'autonomie des provinces et ont inscrit la décentralisation dans leur programme. Comme autre exemple de centralisation, j'attire aussi l'attention sur la portée de deux nouvelles mesures fédérales, la création du ministère du Bien-être national et la création du ministère de la Reconstruction. Ce sont deux domaines où les provinces sont souveraines et ces ministères nouveaux constituent une menace pour nous.

Si un homme qui ne s'intéresse pas aux questions constitutionnelles m'interrompt et me dit: Ce que je veux, ce ne sont pas des textes de loi, mais du pain, je lui réponds: il s'agit précisément de votre pain quotidien, il s'agit de lois dont les conséquences se traduisent par des piastres et des cents. Il s'agit d'un instrument qui nous permettra de mieux défendre nos intérêts et notre idéal de vie.

Mais tout cela en somme, c'est normal. Que le fédéral ait tenté d'empiéter ainsi sur nos droits, cela se comprend. Ce qui se comprend moins, c'est que les provinces ne se soient pas défendues. La souveraineté, menacée à l'extérieur par des empiètements fédéraux, l'est plus gravement encore à l'intérieur par l'inertie des provinces. Dans le passé, nos administrations provinciales ont défendu notre souveraineté et notre autonomie sur le plan théorique. Certes, je ne sous-estime pas les luttes que les divers États provinciaux ont menées dans le Québec, en particulier sous le régime Taschereau et sous le régime Duplessis.

Mais, je constate que, sur ce plan, la réaction vitale du gouvernement de défense de notre souveraineté a paru considérablement s'affaiblir dans la province de Québec sous la dernière administration Godbout, qui a cédé les droits dans le domaine de l'assurance-chômage et dont le représentant s'est montré d'une faiblesse extrême à la Conférence fédérale-provinciale de 1941.

Le chef de l'opposition (M. Godbout) défendait l'autonomie provinciale dans les mots et non pas dans les réalités, comme son maître, M. King, qui donne aux nationalistes des mots et aux impérialistes la chose. Mais même quand les provinces se défendaient, elles le faisaient sur le terrain légal, en avocats, et surtout négativement. Car

l'État québécois trahissait à l'intérieur ce qu'il défendait à l'extérieur. Les vieux partis n'ont pas défendu comme il convenait nos droits les plus sacrés.

Aucune des administrations provinciales n'a donné dans le passé la grande législation sociale et économique rendue nécessaire par notre époque et nos besoins spécifiques. Elles ont tout le temps attendu qu'Ottawa intervienne dans son champ d'action pour ensuite protester, parfois vainement, presque toujours trop tard. L'autonomie provinciale, c'est en effet devenu de la protestation, c'est devenu une arme pour combattre le parti fédéral au pouvoir et pour faire de la petite et mesquine politique où des partis ennemis s'amuse à se créer de difficultés les uns aux autres et qui a servi aux administrations du Québec pour combattre le parti au pouvoir à Ottawa: M. Taschereau vs M. Bennett, M. Duplessis vs M. King.

Si nous revendiquons la faculté d'être maître chez soi, c'est pour être mieux traité. Les appels à l'autonomie qui ne sont que des tirades ne nous apportent rien. On s'est toujours arrangé pour faire croire au peuple que l'autonomie, c'est une noix vide. Je le répète. On n'a pas donné au Québec la grande législation familiale à laquelle nos familles aspiraient en vain. Parcourez l'histoire des dernières années: c'est une succession lamentable de retards. L'État du Québec intervient toujours après l'État fédéral, qu'il s'agisse de pensions aux vieillards, de l'assurance-chômage, des allocations familiales, du problème de la santé, de celui des trusts.

Le jour où le peuple aurait à choisir entre le principe de l'autonomie et la grande législation sociale qui lui apporterait des avantages matériels, il lui faudrait une somme de courage et de clairvoyance bien plus grande que celle manifestée par ses chefs pour choisir, en dépit de tout, l'autonomie, et repousser un avantage immédiat dans le dessein de sauver l'avenir. Je dresse donc un acte d'accusation contre tous ces gouvernements passés qui prétendaient servir l'autonomie provinciale et qui, en fait, la desservait en ne l'utilisant pas. Cela qui était vrai hier l'est bien davantage aujourd'hui, car, c'est l'époque des grandes interventions de l'État.

Que cela plaise ou non, la situation faite à l'homme dans le monde moderne exige des interventions de plus en plus nombreuses du pouvoir politique. Qui devait intervenir chez nous? Qui devait modeler notre vie. Était-ce un État où nous sommes en majorité? Était-ce un État où nous étions fatalement réduits au rôle de minorité? Ce devait être Québec. Trop souvent, ce fut Ottawa qui prit le devant dans ces domaines. La cloche d'alarme avait

souvent sonné. Le peuple sentait depuis longtemps la nécessité de ces allocations, mais le gouvernement de Québec n'a pas bougé. Les pensions de vieillesse, les allocations familiales sont de grandes lois. Ceux qui ne nous les ont pas données sont responsables des empiétements d'Ottawa.

Chez nous, la désertion des campagnes, les salaires antifamiliaux, les taudis, la domination des trusts, tout appelait d'opportunes et sages interventions. Des économistes, des sociologues, des moralistes en établissaient à la fois l'urgence et les bornes. Ottawa lui-même, par ses empiétements, aurait dû secouer notre léthargie. Mais non. L'État québécois dormait. Le gouvernement de l'Union nationale croyait avoir accompli des merveilles en nous dotant des allocations aux mères nécessiteuses et du crédit agricole. Mais quant aux interventions vraiment radicales, les administrations se défendaient de ne pouvoir nous les donner en nous répondant:

"Pas d'argent". Pas d'argent dans le Québec! Et la guerre? Et notre contribution à l'effort de guerre? Et les centaines de millions d'impôts que le pouvoir central vient chercher chez nous? Et les milliards versés aux emprunts? Et nos ressources naturelles exploitées par les grands trusts? On réplique: Tout cela est très bien, mais cet argent s'en va à Ottawa. Le grand malheur de la répartition des pouvoirs et ce qui manque à l'État québécois, ce sont les pouvoirs de taxation.

Québec a le pouvoir de légiférer dans le domaine social, mais nous n'avons pas juridiction suffisante pour taxer, pour obtenir les fonds nécessaires à l'application des législations que nous jugeons essentielles. C'est Ottawa qui possède actuellement les ressources financières qui permettraient de réaliser cette législation. Québec a le pouvoir. Ottawa a l'argent et nous parvenons ainsi au cœur du problème.

La Constitution canadienne est mal faite. Elle accorde en effet aux provinces le droit de légiférer dans le domaine social. Par ailleurs, l'article 92 accorde aux Législatures provinciales le droit exclusif de recueillir "les contributions directes dans les provinces en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales". Enfin, l'article 91 donne au Parlement du Canada le pouvoir exclusif de légiférer, en particulier, dans "le prélèvement de deniers par tout mode ou système de taxation". En fait, Ottawa a laissé aux provinces jusqu'en 1917 tout le champ de l'impôt direct. Lorsqu'à cause des exigences de la guerre, le ministre des finances (Sir Thomas White) a proposé sa loi de l'impôt sur le revenu, il s'en est expliqué dans les termes suivants:

"Les membres du Parlement le savent bien, sous le régime de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, le gouvernement fédéral a le pouvoir de prélever des revenus par toutes méthodes ou formes d'imposition quelles qu'elles soient, directes ou indirectes. Les provinces, au contraire, et par conséquent les municipalités doivent se contenter d'imposer des taxes directes, afin de prélever les revenus dont elles ont besoin. C'est pour cette raison que, depuis la déclaration de guerre, j'ai toujours hésité à demander au Parlement d'imposer une taxe sur le revenu. C'est un problème capital que celui de la taxation, des impôts directs. Les provinces et les municipalités, je le répète, n'ont pas d'autres moyens que la taxe directe pour se procurer les revenus dont elles ont besoin, en sorte que je n'ai jamais cru à propos, sauf en des cas de nécessité urgente comme celle qui existe en ce moment, que le pouvoir fédéral envahisse le seul champ que les provinces aient à leur disposition afin de prélever des revenus"

Les juristes peuvent discuter à perte de vue sur l'interprétation de la lettre de la Constitution, mais l'esprit de la Constitution est clair et déterminant. Si Ottawa s'empare de tous les impôts tant directs qu'indirects, alors il devient impossible aux provinces d'exercer aucun de leurs droits. C'est là le cas limite et la preuve par l'absurde. Si la Constitution a donné aux provinces le pouvoir de faire de la législation sociale, son intention était assurément de leur donner les moyens de le faire sans quoi la Confédération serait un marché de dupes. C'est bien ce que reconnaissait implicitement Sir Thomas White dans le texte cité plus haut. Son raisonnement implique que le fédéral, en période normale, n'a pas le droit d'épuiser la matière imposable.

Québec n'a pas d'argent, nous disaient les vieilles administrations inertes. Je le crois! C'est que presque tout l'argent du Québec s'en va sous forme d'impôts à Ottawa. L'in vraisemblable, c'est qu'une fois la guerre de 1914-1918 terminée, les provinces n'aient pas fait tout en leur pouvoir pour reprendre l'impôt direct, l'impôt sur le revenu, que venait de leur arracher Ottawa pour subvenir aux dépenses de guerre. Pourquoi la province n'a pas exigé le retour de son pouvoir de taxation cédé en 1917? Les lois sociales doivent être faites par Québec et, conséquemment, Québec doit avoir les moyens de payer.

Notre conduite dans le passé nous a réduits à l'impuissance par les empiétements d'Ottawa, par tout ce que nous n'avons pas su accomplir en temps utile, parce que les administrations passées n'ont pas

fait leur devoir pour récupérer les pouvoirs de taxation et établir une politique sociale et familiale. Québec aurait dû lutter à fond, pied par pied, comme un État qui défend sa vie, l'intérêt de ses commettants, et qui le sait. Dans ce problème de la répartition des impôts de notre argent qui va plutôt à Ottawa qu'à Québec, ce qui permet à Ottawa d'avoir l'air de nous faire des libéralités avec nos propres deniers, dans ce problème réside vraiment le fond de la question. Il met en cause la survie de l'État du Québec.

Aussi faut-il s'y attaquer tout de suite. Car, nous sommes cernés. On nous enveloppe. Si nous ne retrouvons pas nos sources de taxation, ce qui s'est produit pour les pensions de vieillesse, pour l'assurance-chômage se reproduira demain pour l'assurance-santé, pour d'autres lois de sécurité sociale, et risque même de se répéter dans le domaine qui nous est le plus cher: celui de l'éducation. Dans le domaine des allocations familiales, c'est Québec encore qui aurait dû prendre les devants avant de répondre à l'objection de ceux qui disent "Mais nous n'avons pas les pouvoirs de taxation adéquats et nous n'avons pas assez d'argent pour fournir à tous les besoins". Si nous n'avons pas les besoins, c'est que nous n'avons pas les moyens de taxation adéquats. Si nous continuons dans cette voie, vous verrez la province perdre successivement ses pouvoirs.

La souveraineté de notre État est en jeu, si on laisse Ottawa s'emparer de nos droits bribe par bribe. Nous aurons des lois inadaptées aux besoins de notre population - comme le sont les lois fédérales de l'assurance-chômage et des allocations familiales qui ne tiennent pas compte des familles nombreuses. Il faut une reprise et une forte de la part du gouvernement et le plus tôt sera le mieux. Si cette défense n'est pas entreprise de suite et à fond, l'État du Québec aura bientôt perdu ses prérogatives, et les citoyens du Québec auront laissé s'échapper les moyens de se donner de lois "à la mesure de leur taille".

M. l'Orateur, je parle en ce moment au sein d'une Législature souveraine. La province doit reprendre les pouvoirs de taxation ou bien cette Législature deviendra demain une succursale administrative d'Ottawa et, après-demain, notre Législature risque de n'être qu'un souvenir du passé, tout cela parce que nous n'avons pas récupéré le pouvoir de taxer.

Le gouvernement actuel porte la responsabilité de l'heure présente. J'admets avec le premier ministre qu'il existe actuellement un état

d'urgence. Le premier ministre a réclamé, hier, des conseils et des suggestions. Je n'oserais lui donner un conseil, mais je ferais une suggestion. Le rapport de l'enquête Rowell-Sirois constitue un édifice impressionnant auquel ont collaboré les meilleurs cerveaux de la nation. En face de ce monument du centralisme, il faudrait bâtir un autre édifice. Je propose que l'on fasse immédiatement dans le Québec, où notre existence même est en jeu, une autre enquête semblable à celle de la commission Rowell-Sirois, faite à la demande du fédéral il y a quelques années, à laquelle contribueraient nos sociologues, nos économistes et tous nos hommes de pensée.

Qu'on fasse cette enquête, non pas dans un esprit de parti, mais en faisant appel à tous ceux qui voudront collaborer, tous ceux qui veulent participer à notre survivance. Cette enquête devrait être faite le plus tôt possible. Les choses pressent. Sans cela, nous ne savons pas si, dans dix ans, nous pourrions être ou ne pas être. À côté du rapport Rowell-Sirois, monument impressionnant de la centralisation, qu'on en élève un autre qui indiquera la route à suivre pour l'existence de l'État souverain du Québec.

Dans ce but, quand même il faudrait affecter 5 % du budget que l'on veut consacrer à la voirie, il me semble que ce ne serait pas faire là un placement inutile. Il s'agit de notre existence, de l'exercice d'un droit. De ce projet, je ne fais pas un amendement pour ne pas exprimer une défiance systématique vis à vis un gouvernement nouveau. Mais je le formule comme une proposition à laquelle je demande à tous, au-dessus des partis, de se rallier.

Je demande en outre au gouvernement d'entreprendre par tous les moyens une campagne d'éducation nationale qui fasse mieux comprendre au peuple que non seulement de hautes valeurs spirituelles et son âme même sont en jeu, mais qu'il y va également de ses intérêts matériels, et pour faire voir clairement au peuple toutes les données du problème de la souveraineté, afin d'avoir son appui total pour résister aux accaparements d'Ottawa. Et plus encore, il sauvera la souveraineté de notre État en l'utilisant, je veux dire, en posant les prémisses d'une grande législation sociale.

Il suggère aussi que, dès cette session, on donne aux lois une portée véritable, qu'on donne les lois sociales nécessaires que le peuple réclame et qu'on ne se borne pas à des mots, à des discussions oiseuses et inutiles pour donner, dès cette session, le bénéfice des grandes lois sociales au peuple de cette province. Voilà, ce que je demande au nom des 200,000 électeurs qui se sont détournés des vieux partis traditionnels, aux dernières élections.

En terminant, je dois dire que c'est dans cet espoir que je voterai avec les députés du Bloc pour l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône. De même qu'en 1791, de même qu'en 1867, en d'autres termes assurément et dans un autre monde, le même problème se pose: être ou ne pas être."<sup>4</sup>

**M. Chaloult (Québec)**<sup>5</sup>: M. l'Orateur, il m'est agréable de vous offrir, selon l'usage, mes compliments et mes vœux au début de ce Parlement. Je ne doute pas que vous remplirez vos fonctions avec tact, avec impartialité. Puis-je vous rappeler, en passant, qu'un des devoirs de votre charge consiste dans la protection des droits minoritaires à l'Assemblée législative? Comme je représente seul le chef, le whip et tous les membres de mon parti, je constitue une minorité, vous en conviendrez, et je suis justifiable d'attendre de votre autorité le respect intégral des règlements.

Je tiens à féliciter le chef de l'opposition de son discours d'hier. Il parle la langue française d'une façon impeccable et il la manie en véritable artiste. Je dois reconnaître que l'ancien premier ministre n'a pas cherché généralement à entraver mon action politique, en dépit de mes attaques parfois vigoureuses contre son gouvernement. Dans certaines circonstances, il s'est montré beau joueur, chevaleresque, et très chic. Ce m'est un plaisir de le reconnaître devant cette Chambre. J'ai le droit de compter et je compte que le premier ministre actuel, qui a fait un discours d'homme d'État, manifestera le même esprit de justice que son prédécesseur. Pourquoi ne profiterait-il pas à l'occasion, d'une critique bienveillante et constructive? Nous nous entendrions alors parfaitement et nous pourrions contribuer, chacun dans notre sphère et à notre manière, au bien commun de la province.

Un jour, Armand Lavergne s'apprêtait à sortir de chez un coiffeur, au Château Frontenac, lorsqu'un garçon l'interrogea: "Où est votre capot, M. Lavergne?" Et Armand de répondre: "Oh! Je l'ai reviré tant de fois que je ne le reconnais plus." Je sens que des collègues indiscrets et malins désirent me questionner sur mes couleurs politiques. Je leur réponds volontiers avec Lavergne que je ne sais guère les distinguer tant j'en ai repassées. Élu trois fois, dans trois comtés nouveaux, sous trois étiquettes différentes, dans Kamouraska en 1936 comme partisan de l'Union nationale, dans Lotbinière en 1939 appuyé par les libéraux et me voilà cette année indépendant dans le comté de Québec.

Ne l'ai-je pas toujours été? On me concédera au moins que je n'en porte pas seulement le titre. C'est mon qualificatif officiel puisqu'il en faut un. N'en vaut-il pas bien d'autres? Il symbolise tout un programme politique. Celui-là, je le garderai... un certain temps. Mais, mon fauteuil est fixe. Il y a d'autres comtés, du reste, L'Islet, Trois-Rivières, où je peux déménager. Je souhaite aux libéraux d'être longtemps dans l'opposition avec lui.

M. l'Orateur, pour ne pas changer d'idée, j'ai dû changer d'étiquette. Ceux qui me reprochent mes diverses mutations ne se doutent pas qu'ils permutent, eux, leur doctrine politique, en passant de l'opposition au pouvoir et du pouvoir à l'opposition. Toujours fidèle aux mêmes principes, je revendique aujourd'hui ce que je revendiquais hier, ce que je revendiquais il y a près de neuf ans, lorsque je suis entré dans cette Chambre: l'indépendance économique du Québec, l'indépendance politique du Canada. Je poursuivrai sans relâche l'application de ce programme dont j'esquisserai les grandes lignes devant cette honorable Assemblée.

Mais auparavant, je formulerai quelques commentaires sur les dernières élections. Les circonstances nous permettront, au cours de la session, de dénoncer notre loi électorale antidémocratique, de réclamer des élections à date fixe, le vote obligatoire, la carte d'identité et, au besoin, l'empreinte digitale, des frais d'élection payés par l'État, d'énergiques sanctions contre les télégraphes et la corruption inquiétante qui se pratique ouvertement dans le Québec. Je soulignerai aujourd'hui un aspect particulier de nos mœurs électorales.

C'était la première fois, l'été dernier, que je posais ma candidature sans l'appui d'un parti politique et de ses cadres traditionnellement établis. Cela signifiait pour les voteurs: pas d'espérance du pouvoir, pas de patronage, pas de bouts de chemin, pas d'octrois, pas de caisse électorale, donc pas de boisson électorale. Comme seule amorce, j'offrais mon passé et mes idées. Menu guère appétissant pour des électeurs. On avait naturellement ligé contre moi les forces du capitalisme, de l'impérialisme et de nos bons vieux partis qui collaboraient étroitement et harmonieusement. Lutte téméraire... Malgré tout, et grâce au généreux concours d'une poignée de nationalistes dirigés par le valeureux Dr Hamel, les idées triomphèrent des intérêts, ce qui nous remplit d'espoir pour l'avenir de notre cause. Notre peuple reste sain, en dépit souvent de ses politiciens.

J'ai entendu par exemple, dans le comté de Québec, des adversaires qui se croient quelqu'un,

ravaler la discussion de la manière la plus indigne, la plus répugnante. Au lieu de discuter mes doctrines politiques, voici un échantillon de leurs discours. "Vous allez voter pour Chaloult? Mais que pourra-t-il faire sans parti? Vous avez besoin de ponts, de routes, d'argent. C'est-il lui qui va vous en donner? Il ne sera pas au pouvoir. Votez pour votre intérêt, votez pour l'argent, votez pour vos poches (sic) (en disant ces mots on frappait sur son gousset), votez bleu, votez rouge, mais ne votez pas pour Chaloult".

M. l'Orateur, ceux qui ont dit cela ne sont pas des ignorants; c'étaient des "professionnels" qui s'exprimaient ainsi, parfois des avocats. La vérité a ses droits. Quelle étrange conception de la politique et du bien commun! Au lieu d'éduquer notre peuple, d'éveiller ses meilleurs sentiments, on fait appel à ses instincts les plus bas. Il m'est déjà arrivé de dénoncer une partie de notre bourgeoisie canadienne-française. Lorsqu'un peuple est conduit par une pareille élite, comme disait le génial et patriote Charles Mauras, il est bien à plaindre, on n'est pas surpris de ses décadences et de ses perpétuelles reculades. Il ne faut peut-être pas chercher ailleurs l'explication de son infériorité économique. "Le poisson pourrit par la tête", aimait-il à répéter.

Ici, je veux remercier mes électeurs de Québec. Au lieu d'écouter les propos démagogiques de certains adversaires, ils m'ont envoyé à l'Assemblée législative pour continuer mon œuvre. Je me plais à reconnaître leur générosité et leur patriotisme. Je m'efforcerai de maintenir leur idéal et de me rendre digne de leur confiance.

Enfin, la province s'est donnée un nouveau gouvernement. Je l'ai souhaité lors de la dernière session et au cours des élections. Le servilisme et l'impérialisme ont été condamnés. J'espère que nous n'entendrons plus prêcher dans cette Chambre de pseudo-croisades pour la civilisation et la chrétienté, ni prôner l'enseignement de l'anglais comme une panacée.

Dieu merci, notre peuple veut toujours rester Français et il doit avoir la possibilité d'apprendre le français avant toute autre langue. Les Canadiens français ne veulent pas être dirigés par Ottawa et refusent de participer à des guerres dans lesquelles ils n'ont aucun intérêt. S'immoler plus longtemps sur l'autel de l'Empire, au bénéfice de l'étranger, serait-ce une vocation nationale?

Le discours du trône constitue d'ordinaire un document officiel sans portée pratique. Il est trop tôt pour juger la politique du gouvernement. Qu'il légifère en paix. Je tiens cependant à souligner et à louer quelques-uns de ses actes administratifs. La

nomination d'un trésorier canadien-français doit nous réjouir et j'en félicite le premier ministre. Chaque année, depuis neuf ans, je recommande cette réforme. Je ne saurais naturellement la passer sous silence. Et n'est-il pas permis, M. l'Orateur, de déceler dans ce geste l'influence obscure, mais réelle, que peut exercer à longue échéance un nationaliste dans nos parlements? Tâche ingrate, assurément, car on ne reconnaît pas à un député indépendant le mérite de telle action ou de telle abstention du gouvernement. Sans contrats à distribuer, sans presse à sa solde, qui niera tout de même l'utilité de son rôle?

La nomination du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) me paraît heureuse. Fondateur de l'Union catholique des cultivateurs, agriculteur averti et de gros bon sens, on doit espérer beaucoup du représentant de Rouville. Il peut même manifester de l'indépendance d'esprit, ce qui, à mon sens, ne gâte rien. Enfin, on trouve dans le ministère des hommes de choix comme le représentant de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) et le représentant de Joliette (l'honorable M. Barrette). On voudra bien m'excuser si je m'abstiens de nommer les 21!... Nous avons l'insigne honneur, m'assure-t-on, de posséder le cabinet le plus nombreux du monde. C'est un record diraient nos amis, les Américains.

Tout en réservant jalousement ma liberté, je suis disposé à collaborer généreusement et sans mesquinerie avec le gouvernement pour l'adoption de lois destinées à défendre notre autonomie et à conquérir notre liberté économique et politique. Si ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, se dérobe à son devoir, pour se constituer le défenseur de l'impérialisme et du capitalisme, il faudra le dénoncer avec vigueur. C'est vous dire mes dispositions à l'égard du parti au pouvoir. Profiter de sa faible majorité pour lui causer des embarras me paraîtrait petit. J'ajouterai que je m'attends à sa bonne volonté pour remplir mes fonctions parlementaires. Impuissant d'ordinaire à présenter une législation, nullement soucieux de m'amuser à une critique stérile et systématique, j'entends continuer à me servir de cette Chambre surtout comme d'une tribune pour la diffusion des doctrines nationalistes.

Je tiens à saluer l'honorable député de Laurier. Je me réjouis de son élection pour deux motifs: parce qu'elle nous vaut la présence d'un nouveau groupe parlementaire en Chambre et parce que nous avons dans le passé défendu les mêmes causes. J'estime qu'il importe de briser la tradition des vieux partis qui, au pouvoir, ont toujours

poursuivi la même politique que les prédécesseurs. Notre régime parlementaire a besoin, pour fonctionner normalement, d'opposition réelle, d'opposition de principe et non d'étiquettes seulement. Le programme du Bloc diffère substantiellement de celui des autres partis, s'ils en ont un. J'ai confiance en le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) parce que je lui reconnais du caractère, de la culture, du désintéressement.

Tout en gardant nos positions, nous nous épaulerons. Nous n'offrirons pas le spectacle, réjouissant pour nos adversaires et affligeant pour nos amis, de querelles entre nationalistes. De plus, je félicite le député de Laurier (M. Laurendeau) qui a fait un discours magistral. Il a parlé en grand parlementaire. On dirait qu'il est ici depuis 10 ans. Je suis heureux de féliciter le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), parce qu'on m'a demandé: "Allez-vous le féliciter?" Je le félicite, tout en réservant mes idées sur la valeur de la cause qu'il défend.

Je remarque dans l'opposition un seul représentant de la C.C.F. Il peut compter sur mon concours pour lui aider à l'occasion. Je lui servirai volontiers de second, s'il le désire, afin de lui permettre, au moyen de motions, d'exposer ses théories sociales, sans engager mon vote sur le mérite de la question. J'ai trop souffert moi-même d'isolement dans le passé pour ne pas faciliter à un collègue l'exercice de ses droits.

Enfin, je regrette l'absence de députés créditistes. Au moment où une réforme monétaire s'impose, l'explication, par des spécialistes, de leur doctrine économique, ne profiterait-elle pas au gouvernement et à tous les membres de l'Assemblée? Je tiens à rendre hommage à ces messieurs du Crédit social qui m'ont appuyé efficacement dans Québec et dont je me plais à reconnaître la sincérité et le désintéressement.

La conquête de notre indépendance économique, c'est ma principale raison d'être dans la politique. Il faut que cesse cette exploitation cynique et révoltante de notre peuple par une poignée de capitalistes arrogants et sans cœur. Notre libération des puissances d'argent, voilà le problème capital.

Réclamer un hymne national, un drapeau canadien, c'est fort louable; lutter pour obtenir notre part dans le fonctionnarisme fédéral, c'est excellent; prêcher la solidarité des groupes latins d'Amérique ou Franco-Américains, c'est nécessaire et, du reste, agréable et facile; enfin, coller un timbre bilingue sur une lettre, c'est un symbole qui ne manque pas d'élégance et d'efficacité. Mais, je vous le demande, M. l'Orateur, où tout cela nous conduira-t-

il si nous continuons à gémir dans notre pauvreté, à subir la domination des puissances économiques étrangères et si nous restons en état de servitude? Il est beau d'acclamer les Louisianaises et leurs jolis corsages, qu'est-ce que ça donne? Ce ne sont pas nos braves cousins de la Louisiane qui nous sortiront de la misère. Ne vaudrait-il pas mieux alors moins de monnaie bilingue dans la poche des autres et plus de monnaie unilingue dans notre poche? Moins de menus bilingues, plus de pain sur la table?

Faut-il refaire la thèse de notre pauvreté? Pour la démontrer, j'ai déjà cité d'abondantes statistiques officielles. J'ai prouvé notamment que le salaire moyen au Canada était loin de correspondre à celui que proposent les économistes comme indispensable à procurer le strict nécessaire. Or, le salaire moyen dans Québec, en dépit des charges supérieures de nos familles nombreuses, est sensiblement inférieur à celui du Canada, de l'Ontario en particulier. Quant au revenu-argent moyen de nos cultivateurs, il ne se compare même pas avec celui des autres Canadiens.

Nous constituons les 4/5 de la population québécoise et nous ne possédons pas 1/5 de nos ressources naturelles: nos forêts, nos pouvoirs d'eau, nos mines sont exploités contre nous. Nos compagnies de navigation et de chemins de fer sont administrées par d'autres. On a centralisé les richesses de notre généreuse province entre les mains de quelques millionnaires, habituellement étrangers. Situation peu reluisante. Il n'est pas normal pour un peuple que son existence économique soit contrôlée par d'autres.

Notre mission est purement spirituelle, dit-on. Nous sommes des rêveurs aux étoiles. Nous aurons beau nous flatter de cultiver les valeurs spirituelles, elles nous échapperont bientôt sans l'appui des valeurs matérielles. On taxera ces propos de pessimistes. Ils sont vrais. Voir sombre et voir juste en même temps ne saurait être qualifié de pessimisme. Je préfère la vérité au bénissage. Un peuple qui ne contrôle pas son existence économique est appelé à disparaître.

Oublions-nous que nous habitons l'Amérique du Nord, où l'on juge trop souvent les hommes et les peuples par leur réussite matérielle? Nous voulons rayonner parce que nous descendons d'une race d'apôtres. J'ai bien peur alors que notre carence économique ne soulève guère d'enthousiasme autour de nous. On attribuera, on attribue déjà notre pauvreté à notre caractère catholique et français. "La religion souffre de ce que nous ne sommes pas une puissance économique", disait l'archevêque de Montréal.



Pour devenir une puissance économique, il nous faut le corporatisme, le coopératisme, la réforme monétaire et la nationalisation. Ces divers moyens devraient se compléter, s'harmoniser. Il est bon que des spécialistes s'attachent à telle ou telle réforme; mais pourquoi donc ignorer de parti pris, exclure ou combattre les autres réformes, sans même les étudier? Étroitesse d'esprit? Manque de vision? On envisage des problèmes connexes sous un angle particulier, au lieu de considérer leurs différents aspects et leur interdépendance.

Tandis que la coopération sous l'impulsion d'une très brillante équipe, progresse merveilleusement et nous permet les espoirs les plus ambitieux, il nous faut constater que la réforme corporatiste languit péniblement. On n'en parle même plus. À cause de la guerre? Craindrait-on l'accusation de sympathies fascistes? Est-ce la division des chefs d'écoles qui ne parviennent pas à s'entendre sur les diverses formes de corporatisme: social, politique, avec toute la gamme des nuances intermédiaires? C'est dommage, car les directives romaines sont claires, pressantes et elles s'adaptent si bien aux conditions sociales de notre province.

L'occasion s'offrira meilleure, M. l'Orateur, de vous entretenir de la monnaie à l'occasion du budget. Limitons aujourd'hui nos remarques à la nationalisation; c'est la réforme de l'heure qui m'apparaît à la fois la plus urgente et la plus discutée.

Faut-il le répéter inlassablement? Loin d'adhérer au socialisme, nous recherchons la restructuration de la propriété et de l'initiative privées. C'est pourquoi nous n'accepterons jamais notre régime capitaliste; à la faveur de la libre concurrence, il livre les biens de la nation à quelques tyrans appelés dictateurs économiques. Ceux-ci ne valent pas mieux que les dictateurs politiques qu'on nous force à combattre outre-mer. J'imagine que nous allons en faire des conquêtes, si nous avons des valeurs spirituelles et pas de valeurs économiques. Dans les circonstances actuelles, le seul moyen de revenir à l'initiative privée pour recouvrer notre liberté, il importe, comme mesure transitoire, de traverser une période d'étatisme mitigé, de vivre une période hardie de nationalisation.

Nous réclamons donc la nationalisation de l'électricité, du téléphone, du gaz et de la gasoline. Dans le cas de la forêt et des mines, il conviendrait de maintenir un secteur privé. Si on ne parvient pas, au moyen de coopératives, à mater le trust des engrais chimiques, la Canadian Industries, il faudrait aussi nationaliser, comme le veut le chef de

l'opposition. De l'aveu des économistes compétents et désintéressés, au Canada comme à l'étranger, c'est l'unique manière de vaincre les puissants monopoles, qui contrôlent les gouvernements et pressurent la nation.

C'est à plus forte raison pour nous, de la province de Québec, le moyen de rendre au peuple ses ressources naturelles exploitées contre lui. Citons, à l'appui de cette thèse, l'exemple de la Suède qui a acquis une prospérité étonnante par l'action combinée du coopératisme et de la nationalisation. Dans ce pays, on a partiellement ou totalement étatisé l'électricité, les forêts, les liqueurs, le tabac, les munitions et certains services d'utilité publique.

Soyons plus concrets. Nous réclamons la nationalisation, non seulement de la Montreal Light, Heat & Power, mais de toutes nos entreprises hydroélectriques: la Shawinigan, la Southern Canada Power, la Gatineau Power, les pouvoirs du Saguenay et du Bas-Saint-Laurent de l'honorable Jules Brillant<sup>6</sup>. Que l'État s'en empare et les administre au profit de la collectivité, qu'il en paye la valeur réelle, après la prise de possession, sans tenir compte du capital mouillé. De cette manière, on pourra vendre l'électricité au prix coûtant. On ne s'exposera pas à discréditer le principe même de la nationalisation.

Quant à la Montreal Power, elle doit rester la propriété de l'État, sous réserves des objections formulées ici même l'an dernier. J'ai voté le principe de la loi d'étatisation, mais j'ai été contre le bill en deuxième lecture parce qu'aucun prix de base n'était fixé pour la transaction. Il importe, en particulier, de n'en payer que la valeur réelle, moins les dépréciations annuelles prises par la compagnie. Je ne blâme pas le chef de l'opposition d'avoir nationalisé la Montreal Power, mais je veux qu'on ne paie que la valeur réelle. C'est l'opinion de notre grand spécialiste canadien, le docteur Hamel.

Bien que le discours du trône garde le silence sur le sort de la Montreal Power, nous espérons que le gouvernement règlera ce problème dès la présente session et ne recourra pas surtout à cet infâme procédé dilatoire qui consiste à créer une commission d'étude. Je n'ai pas de confiance dans les commissions formées à cet effet. Assez d'études! On connaît l'unique solution. Il s'agit maintenant de poser des actes libérateurs. C'est le temps des réalisations.

Il conviendrait d'accorder aux Canadiens français, dans la direction de l'Hydro, des emplois supérieurs en proportion de leur population, les emplois les plus lucratifs, généralement détenus par

la minorité. Pourquoi demander à Ottawa l'application d'un principe que nous ne respectons pas à Québec? Si nous nous traitons nous-mêmes en citoyens de seconde zone, faut-il s'étonner que les autres nous imitent?

Un adversaire obstiné de toute nationalisation, fût-elle recommandée par les encycliques, a découvert, paraît-il, la méthode de mater le trust de l'électricité au moyen de coopératives. Nous serait-il permis de regretter qu'une revue nationale, autrefois plus éclairée et mieux inspirée, lui accorde tous les mois l'hospitalité et se solidarise avec lui? S'appliquerait-elle à diviser les nationalistes qu'elle ne procéderait pas autrement. Je me refuse résolument à reconnaître qu'elle seule a la mission de définir les "intérêts permanents de notre groupe ethnique". Je n'accepte pas la dictature de cet homme. Si on ne comprend pas tant pis.

L'avenir n'appartient pas à ceux qui ont les yeux fixés sur le passé. À ce point de vue, je suis profondément libéral. En Europe, il y a un mouvement vers la gauche. En France, le général de Gaulle, dont je ne partage pas les idées, Dieu merci, nationalise les industries. Les masses de toutes les parties du monde s'en vont vers la gauche. Le Québec ne peut espérer échapper à ce mouvement et nous sommes en présence, à mon avis, d'un cas de révolution ou d'évolution, et il faut que les gens qui sont au pouvoir s'empressent de faire un choix. La même chose se produira au Canada, si l'on n'évolue pas.

De gré ou de force, s'ils désirent garder contact avec leur peuple, s'ils ne veulent pas subir l'éclipse de formations politiques nouvelles aux idées hardies, nos nationalistes sincères devront se tourner vers l'économie et proposer eux-mêmes des réformes nombreuses et fondamentales. S'imaginer que les choses se passeront ici autrement qu'ailleurs serait un manque singulier de psychologie. Au lieu de s'opposer systématiquement à l'intervention de l'État, au lieu de boudier le progrès inévitable en se renfermant dans le passé, ne conviendrait-il pas de se mettre à la page, d'étudier, de rechercher, de favoriser les changements susceptibles d'améliorer le sort du peuple, de soulager la classe prolétaire? N'existerait-il qu'un seul problème, celui de la conscription?

L'avenir n'appartient pas aux réactionnaires. Le libéralisme et son rejeton, la dictature économique, ont vécu leurs jours de gloire. Les libéraux qui s'ignorent devraient pourtant s'ouvrir les yeux. Jetons un regard circulaire sur le monde. N'évolue-t-il pas à une vitesse incroyable? Partout,

on sent le besoin, pour éviter un mouvement désespéré des masses vers la gauche, vers l'extrême gauche, d'imposer au capitalisme des réformes de base, des réformes de structure. Ici, nous nous contenterions d'expédients? Trêve d'illusions. Si nous ne modifions pas radicalement notre régime économique, si nous ne corrigeons pas ses abus révoltants, nous nous achèverons bientôt vers le communisme. On l'a compris à Rome, on y songe à Paris. Inutile de dénoncer le communisme, si on refuse d'en supprimer les causes. Il triomphera fatalement. Nous n'aurons pas le choix. Notre société devra se réformer ou périr. Évolution ou révolution: l'une ou l'autre. Si les réformes ne se font pas avec nous, elles se feront contre nous.

Des réformes s'imposent d'autant plus que notre folle participation aux querelles européennes nous met en contact intime avec le virus communiste et augmente notre réceptivité en nous appauvrissant davantage. Voilà plus de cinq ans qu'on nous a engagés, malgré nous et contre tous nos intérêts, dans ce monstrueux carnage. À l'origine du conflit, si j'ai bonne souvenance, nous allions en chevaliers, combattre pour l'intégrité de la Pologne. Vous en souvenez-vous, M. l'Orateur? "Que les temps sont changés!" Osera-t-on encore prétendre que nous ne défendons pas les seuls intérêts de l'Angleterre? À moins que ce ne soient ceux de nos alliés et nos amis les communistes? Dans un an, dans deux au plus, tout le monde maudira cette guerre et se demandera avec effarement pourquoi on l'a livrée.

On ne sait plus ce qu'est advenu de la Charte de l'Atlantique. L'an dernier, participant au même débat, je m'exprimais ainsi: "Je crains qu'on ne dise bientôt de la Charte de l'Atlantique ce qu'affirmait cyniquement Guillaume II de son traité avec la Belgique, en 1914: "C'est un chiffon de papier". Nous en ramasserons des lambeaux en France, en Pologne, en Serbie et certainement... au Canada". Qu'on m'excuse de me citer: je ne résiste pas au désir de montrer combien tôt les événements ont donné raison à ceux qui tenaient ce langage.

Que l'ogre russe croque la moitié de la Pologne, avale d'un seul trait les trois pays baltes, faut-il s'en étonner? Non, c'est conforme à la philosophie d'un digne émule de l'Allemagne. Peccadilles! Ces larcins pour lui sont des apéritifs. Notre allié jouit d'un bon estomac. Attendez, son repas commence. Mais que nos autres "grands" alliés, auteurs de la célèbre Charte, se rendent complices, par leur silence, de cet abominable brigandage, voilà qui projette une lumière éclatante et sinistre sur nos buts de guerre.

Qu'un Churchill, avec sa morgue habituelle, gourmande la Pologne parce qu'elle refuse de signer son arrêt de mort; qu'il déclare en plein Parlement, le 15 décembre dernier, "justes et raisonnables" les empiétements soviétiques; qu'il se risque à suggérer la déportation de millions d'Allemands pour livrer leur pays en échange aux Polonais, cela dépasse les bornes de l'imagination et de la décence: "Serait-on prêt à transplanter ailleurs l'Angleterre deux fois millénaire?" demande le savant et courageux Père Ledit, dans *Relations*. Churchill dit à Staline: "Prenez la Pologne et je prends la Grèce". "What we have we hold", et "What we don't have, we take". La guerre, nous l'avons perdue, puisque nous nous battions pour la Pologne et que la Pologne est perdue.

Quand l'Allemagne ravit l'Autriche, les Sudètes, Dantzig, c'est un crime abominable. Quand la Russie cueille au passage l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la plus grande partie de la Pologne, on se tait. L'agneau de la fable "trouble" la boisson du loup en se désaltérant plus bas dans le ruisseau; cette malheureuse Pologne, assoiffée de liberté, devra subir le sort de l'agneau et se faire dévorer par la Russie. Notre cynique imperator, Churchill, d'applaudir.

Il n'est pas devenu premier ministre de l'Angleterre pour présider à la liquidation de l'Empire. Le même M. Churchill ne semble pas avoir d'objection à présider à la liquidation de la Pologne. Ces gestes nous laissent songeurs sur nos buts de guerre. Les appétits de la Russie ne s'arrêteront évidemment pas là. Avec monsieur Staline, on se partage les dépouilles de la guerre, on se divise les zones d'influence. Concédonsons-lui la Pologne, notre première, notre plus fidèle alliée; il nous abandonnera la Grèce. La Grèce, c'est important, c'est ce qui garde la route des Dardanelles, c'est important pour la route des Indes, poire toujours juteuse pour la soif dont l'Angleterre profite depuis si longtemps.

Et le pétrole de la Perse; pour Londres, ça vaut beaucoup plus que le sang des Polonais "fascistes"! Business as usual. What we have, we hold, and what we don't have, we take. Voilà l'histoire de l'impérialisme anglais. Naturellement, on dissimule tout cela derrière une façade humanitaire. On est passé maître dans l'art d'exploiter le monde sous le signe de la Vertu. On permet à la Russie de faire pire que l'Allemagne.

Et on nous demande encore de nous battre pour les droits des minorités, pour les petits peuples. Qu'on ne nous prenne pas pour des imbéciles. La

guerre nous l'avons déjà perdue, si nous nous battions pour la Pologne et la protection des minorités.

Canadiens français, que restons-nous dans cette galère? Combattons-nous toujours pour la chrétienté et la civilisation? Ne sommes-nous pas devenus ridicules à nos propres yeux? Qu'espérons-nous d'une victoire? Quelques colonies? Quelques navires? Quelque argent? Naïveté! Les compensations, c'est toujours pour les autres; pour nous, l'ingratitude, le mépris. Rappelons-nous 1918. Qui donc représente les intérêts du Canada dans les diverses conférences mondiales? Serait-ce l'impérialiste Churchill ou "monsieur" Staline?

Canadiens français, peut-être attendions-nous de notre généreuse et téméraire participation à la guerre étrangère, la reconnaissance, le redressement de nos justes griefs? Vaine espérance. Moins que jamais on songe à modifier nos lois scolaires. Dans tout le pays, on continue à maltraiter nos minorités catholiques et françaises. On applique toujours les lois vexatoires et inconstitutionnelles passées au Nouveau-Brunswick en 1870, au Manitoba en 1891, en Saskatchewan, sous Anderson, il y a quelques années, etc. Dans cette dernière province, on va jusqu'à interdire l'usage des crucifix et le port de l'habit religieux à l'école.

Voyez plutôt. Un ami, de retour de l'Ouest, me racontait l'anecdote suivante: Un inspecteur entre dans une école catholique et y aperçoit sur le mur un crucifix. Dans un geste d'indignation, il l'arrache et le jette par terre. L'institutrice canadienne-française se dirige alors vers son pupitre, ouvre le tiroir et en sort une annonce de propagande pour emprunt de la victoire sur laquelle on voit un soldat allemand foulant aux pieds le crucifix. Au bas, on peut lire l'inscription suivante: aimeriez-vous à vivre sous un tel régime? Silencieusement, au milieu de l'émotion générale, la maîtresse d'école montre l'affiche à ses élèves et l'accroche à la place du crucifix devant l'inspecteur stupéfait.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** L'honorable député peut-il me dire en quelle année cet événement s'est produit? Et si, c'est le gouvernement actuel de la Saskatchewan qui a fait cela?

**M. Chaloult (Québec):** Je ne saurais préciser la date. Je pourrai répondre demain.

Des compatriotes anglais - nous nous abstenons de les nommer Canadiens parce qu'ils réagissent comme des Anglais - nous reprochent notre refus d'assumer dans cette guerre des charges

égales lorsque, prétendent-ils, nous jouissons de droits égaux. C'est en particulier la thèse de M. Drew, premier ministre de l'Ontario.

Si, comme tant d'autres, la guerre les a rendus victimes d'hystérie collective, il devrait nous être permis, à nous, de garder notre raison. Ils croient se battre pour des principes immortels? Ils ne diffèrent pas en cela des Allemands, des Russes, de tous les peuples qui, au cours des siècles, sous toutes les latitudes, des deux côtés de la barricade, ont cru sincèrement défendre la civilisation. Question de propagande, de préjugés.

Pour nous, nous prévalant de la Charte de l'Atlantique qui autorise les peuples à disposer d'eux-mêmes, ne serions-nous pas justifiables, comme les Irlandais et les Portugais, de nous désintéresser de ce que nous croyons un vulgaire conflit d'intérêts? Quitte à laisser les amateurs de guerre s'entr'égorgier tous les 25 ans au nom de leur pseudo-chrétienté.

Examinons maintenant le problème tel que posé. Les Canadiens français jouissent-ils au pays de droits égaux? Nos archevêques catholiques, d'origine irlandaise, canadienne-française, écossaise ou acadienne viennent de répondre à cette question. Dans une déclaration lumineuse et crâne, traitant de notre législation scolaire, ils affirment:

"Aussi longtemps, en effet, que les inégalités flagrantes qui subsistent, sur ce terrain, entre le traitement qu'accorde la province de Québec à ses minorités religieuses et ethniques d'une part, et celui que leur imposent les autres provinces d'autre part, il nous paraît vain de parler d'égalité d'avantages et d'égalité de sacrifices".

Jouissons-nous de droits égaux dans le fonctionnarisme, à Ottawa, quand les emplois et les salaires importants sont détenus par des Anglais, sinon par des étrangers, des juifs russes et communistes? Jouissons-nous de droits égaux lorsqu'on nous écarte systématiquement des charges supérieures et rémunératrices dans l'armée, la marine, l'aviation? Lorsqu'on élimine partout le français, qu'on nous refuse le droit de le parler, qu'on entrave l'exercice de notre religion dans certains camps militaires? Jouissons-nous de droits égaux lorsque nos conscrits sont commandés par des étrangers dans une langue qu'ils ne comprennent pas? On se croirait revenu au Moyen Âge, au temps des seigneurs et des serfs. Par un "bill de redistribution", Ottawa nous refuse notre juste part de représentants.

L'indépendance du Canada est la seule réponse possible à l'impérialisme militaire anglais.

Voilà la source du mal. Les Canadiens français sont victimes de l'ostracisme de Canadiens, dont le cœur est manifestement à Londres et dont le pays est l'Angleterre. Nous ne jouissons pas de droits égaux ni dans le fonctionnarisme fédéral, ni dans l'armée, la marine et l'aviation, etc. Il n'y a que dans Québec où les minorités sont bien traitées et c'est à la gloire du Québec. Le gouvernement central gruge tous les jours l'autonomie de notre province. Bref, on nous traite comme des nègres de qualité et on ose nous parler de droits égaux. Les nazis ont raison d'affirmer que "plus un mensonge est énorme, plus il a des chances de se laisser avaler". C'est bon à savoir, continuent-ils, pour servir les fins de la propagande. Non, ne jouissant pas de droits égaux, nous ne sommes pas tenus à des obligations égales. Nous ne sommes égaux que devant les taxes et devant la conscription.

Si nous analysons les causes de nos griefs, nous en viendrons à la conclusion que l'origine du mal, c'est l'impérialisme anglais, que je n'aime pas plus que l'impérialisme russe ou l'impérialisme américain. Un certain nombre de compatriotes, non pas la majorité, mais ceux qui possèdent l'argent et contrôlent la presse, reconnaissent pratiquement l'Angleterre comme leur patrie. Pour eux, le Canada reste une colonie "taillable et corvéable à merci". Pour nous, la patrie unique, c'est le Canada; pour eux, c'est l'Angleterre. Comment alors comprendre? Nous ne parlons pas le même langage. Alors que l'esprit colonial diminue partout dans l'Empire, ici, la crainte, quand ce n'est pas la haine des Canadiens français et de leur progéniture, le maintient et l'alimente.

Qui eût songé à imposer la conscription au Canada sans l'existence du Québec? Est-ce parce qu'on n'y trouve pas de Français catholiques que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et l'Ulster n'ont pas connu la conscription? Londres exploite habilement la situation; elle s'applique à entretenir les divisions, les préjugés, afin de nous entraîner dans ses aventures guerrières et tirer de nous le plus d'argent, le plus de chair à canon possible.

Comment en sortir? Le remède, c'est l'indépendance du Canada, la rupture de tous les liens qui nous unissent à l'Angleterre et à l'Empire. Quand le dernier lien impérial qui nous a coûté tant de sang et tant d'argent aura été rompu, lorsque le Canada agira comme pays d'Amérique, il faudra bien que les Canadiens deviennent des Canadiens. Il (M. Chaloult) ajoute qu'on ne pourrait croire le nombre d'anglo-canadiens qui partagent son opinion sur ce point.

Avec un peu d'organisation, de propagande, d'habileté, on peut facilement grouper autour de nous 80 % de la population du pays. Les trois quarts, les quatre cinquièmes des causes de frictions disparaîtront et nous pourrons vivre enfin notre vie d'hommes libres.

L'indépendance est-elle possible? Pourquoi pas? Tous les Canadiens français, près du tiers de la population, devraient normalement la favoriser: ils ne ressentent aucune sympathie pour l'Angleterre, ni pour l'Empire qui leur ont coûté décidément trop cher. Presque tous les Néo-Canadiens, nombreux surtout dans l'Ouest, éprouvent des sentiments de même nature. Que doivent à une Angleterre hostile à leur pays d'origine les Irlandais, les Allemands, les Hongrois, les Italiens, les Polonais, les Grecs, etc.? Avec tous, un rapprochement s'impose autour d'un idéal commun de liberté.

On trouve enfin d'autres compatriotes, issus des îles britanniques, en qui les siècles ont développé un esprit national. Groupons tous ces Canadiens, et nous constituerons un bloc contre l'impérialisme, pour l'indépendance. Avec un peu d'organisation, de propagande, d'habileté, ne pourrions-nous pas réunir facilement autour de nous 80 % de la population du pays? L'aventure vaut la peine d'être tentée.

L'indépendance du Canada, c'est le salut de tous. Nous le proclamons, dès notre entrée en Chambre, il y a neuf ans. Les empires sont la cause des guerres; brisons bientôt les liens qui nous divisent et nous asservissent. Rompons donc avec l'Empire britannique et l'Angleterre. C'est le salut. Comme le chantait si bien le poète canadien-français: "Notre envol naturel, c'est vers l'indépendance."

**M. Côté (Rouyn-Noranda)**<sup>7</sup> débute par l'éloge de l'Orateur. Il le remercie et ainsi que toute la députation pour l'accueil sympathique qu'on lui a réservé. Il promet au gouvernement, qu'en qualité de membre de la C.C.F., du plus jeune parti provincial, comme délégué du plus jeune comté et le plus jeune député du point de vue de l'âge, que son attitude n'en sera pas une d'opposition systématique, mais de collaboration constructive. Toute mesure progressive et bienfaisante, dit-il, recevra de ma part un appui enthousiaste et sans équivoque, mais, par contre, toute mesure réactionnaire et rétrograde de même que l'inertie seront vertement dénoncées et combattues.

Le discours du trône paraît renfermer des formules qui démontrent que le climat politique de la province se modifie rapidement et qu'aucun gouvernement, quelle que soit sa politique, ne peut

sans danger passer sous silence cette aspiration profonde de notre peuple à l'émancipation économique et à la justice sociale. Le discours du trône donne des signes de radicalisme de bon aloi, ... mais dans sa rédaction seulement. Si à première vue il semble progressif, après une analyse attentive du document, je suis obligé de déplorer le petit nombre de mesures concrètes, le ton vague et imprécis qui le caractérise. Je ne puis l'approuver en bloc (M. Duplessis sourit) et demande au premier ministre s'il a oublié que ses premiers succès électoraux ont été enregistrés au cri de: "À bas les trusts!"

Je trouve qu'un gouvernement qui déclare dans une annonce, comme je l'ai vu dans la *Gazette*, que l'on ne trouvera aucun endroit au monde où le capital aura un asile plus sûr que le peuple québécois, parce qu'il est immunisé contre les "ismes", tels que le communisme, le socialisme, est lui-même un gouvernement affligé d'ismes tels que le conformisme, l'anachronisme, le capitalisme et le trustardisme.

Il n'y a pas d'indice, dans le discours du trône, que le gouvernement favorise une restauration sociale. J'aurais espéré que le gouvernement eût annoncé des réformes en vue de faire régner l'embauchage intégral et la prospérité et de faire prévaloir la justice et l'équité dans notre province. L'exploitation de nos ressources est conduite de façon inefficace. Les salaires et l'emploiement sont dirigés par des dictateurs. Une économie dirigée par des les "trusteurs" ne peut servir qu'un petit nombre. Le "trustardisme" s'est substitué au capitalisme.

Je suis socialiste et je suis fier de l'être. Nous avons besoin d'une réorganisation du système économique actuel. Québec a la triste renommée d'être la province où prévalent les salaires les plus bas et les profits les plus plantureux au Canada. Après la guerre, 250,000 travailleurs seront sans emploi, et cela, parce que la province est particulièrement victime de la dictature économique. Le revenu par tête dans la province est de \$62 inférieur à celui de la moyenne canadienne, ce qui est incompréhensible dans une province si riche en ressources naturelles.

Ce qui explique cela toutefois, c'est que notre province est tout particulièrement victime de la dictature économique et les leviers de commande de notre industrie sont aux mains de quelques trustards irresponsables. Toute notre économie est contrôlée par quelques dictatures qui fixent les salaires, le degré de l'emploi, et les standards de vie. Nous vivons dans l'ère des trusts, des monopoles, des entreprises anonymes et géantes.

La C.C.F. se rend compte que le développement de la grande industrie a donné naissance à une autre sorte de dictature économique, qu'au monopole des terres, s'est substitué le monopole des usines. La C.C.F. se rend compte que le développement de la grande industrie a donné lieu à une sorte de dictature économique, et à l'oppression des grands seigneurs a succédé l'exploitation des barons de l'industrie, aux nobles ont succédé les cent familles.

Le programme du C.C.F. comporte la suppression de ces nouveaux exploiters, les barons de l'industrie, les cent familles et le monopole des usines, qui obstruent la prospérité économique, enfreignent la justice sociale et insultent la dignité humaine.

Cette dictature est odieuse et révoltante. Le peuple n'a pas à choisir entre l'entreprise libre et l'entreprise d'État, mais entre l'économie dirigée par quelques-uns et l'économie dirigée par tous, entre la dictature trustarde et la démocratie économique.

Le peuple sait que l'économie de paix peut être organisée comme celle de guerre, pour donner de l'emploi à tout le monde.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>8</sup>.

### **Reprise de la séance à 8 h 20<sup>9</sup>**

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le programme de la C.C.F. comporte la suppression des exploiters qui obstruent, enfreignent la justice sociale et insultent à la dignité humaine. La C.C.F. propose, en vue de faire donner à notre industrie son plein rendement, de liquider cette néfaste dictature économique et d'assurer une juste répartition des richesses produites, deux grandes mesures.

Tout d'abord, l'établissement d'un conseil économique responsable au cabinet avec les pouvoirs nécessaires pour planifier notre économie, qui sera composé de techniciens et de représentants des divers groupes professionnels, dressera un inventaire de nos ressources productives et proposera des directives.

Ce conseil verra à préparer, en outre, un programme de travaux publics en abondance pour parer au chômage. Ce conseil soumettrait chaque année son plan au cabinet et à la Législature.

En second lieu, la C.C.F. préconise la nationalisation des ressources naturelles, celles de l'industrie forestière et de l'industrie minière, après la nationalisation des ressources hydroélectriques. Il faudrait nationaliser la grande propriété: ressources naturelles, monopoles et utilités publiques.

La province de Québec n'est plus une province agricole mais plutôt industrielle et on ne doit se faire aucune illusion à ce sujet. Je trouve la sollicitude du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière plutôt vague et imprécise. Nos conditions de travail sont tellement susceptibles d'amélioration. Ainsi, en 1941, 60 % des hommes gagnaient moins de \$1,000 par année. Il faudrait aussi faire porter les réformes sur la classe ouvrière. On devrait pourvoir à la réhabilitation des accidentés et des blessés.

Le premier besoin de l'heure, c'est l'abolition immédiate dans la législation ouvrière de l'interdiction du droit de grève, l'interdiction d'appartenir à des unions extérieures et de la restriction du droit d'union pour certains ouvriers. À ce sujet, je regrette que, par le bill 2, on ait enlevé, l'an dernier, le droit de grève aux employés des services publics et empêché les employés civils de faire partie d'une union. C'est la mesure la plus antidémocratique au monde qui n'ait jamais été passée dans une Législature. Mais le gouvernement nouveau a voté pour, dans l'opposition.

J'espère que le nouveau régime nous donnera de nouvelles lois ouvrières, mais pas les bills 19 et 20. J'espère qu'il fera en sorte de ne pas oublier ses promesses.

La Commission des relations ouvrières devra posséder les pouvoirs nécessaires à l'exercice efficace de ses fonctions. Entre autres pouvoirs adéquats, je souligne les suivants: fixer les limites matérielles de la juridiction de l'union aux fins de négociations; déterminer quelle union représente la majorité des employés dans des limites données; obliger l'employeur à négocier un contrat collectif; contraindre l'employeur à dissoudre une union de compagnie, c'est-à-dire rendre illégales les unions dirigées et contrôlées par l'employeur.

Quand une union a l'appui préalable de 25 % des employés en cause, et cet appui est constaté par le nombre de ses membres, ou encore l'autorisation écrite des employés, telle union peut alors requérir la Commission d'ordonner un scrutin afin de déterminer quelle union représentera les employés dans la négociation du contrat collectif.

Je désire que cette Chambre rende légale l'interdiction aux employeurs des pratiques suivantes:

a. négliger ou refuser un contrat collectif avec les agents ou officiers de l'union qui représente la majorité;

b. empêcher les officiers ou agents de l'union accréditée d'afficher ses avis ou de pénétrer sur les lieux, ou de refuser de les recevoir.

On devra aussi rendre légale la déduction des cotisations d'union, par l'employeur. Sur requête à cet effet de l'union accréditée, l'employeur devra réduire les cotisations du salaire de l'employé et les remettre à l'union.

Les contrats collectifs comportent automatiquement l'obligation pour l'employé actuel d'appartenir à l'union de la majorité, et, pour le futur employé, de s'y joindre sans délai, les deux sous peine de congédiement, et l'employeur devra se gouverner en conséquence.

La Commission des relations ouvrières devra avoir le droit, si l'employeur refuse ou néglige de se conformer à ses décisions, de nommer un contrôleur muni du pouvoir de prendre possession et assumer l'administration de l'usine, au nom de la couronne, jusqu'à ce que l'employeur négocie de bonne foi avec l'union accréditée.

Dans la pratique, cela signifie que lorsque la majorité des employés d'un atelier, usine ou métier aura choisi une union particulière pour négocier en son nom, telle union deviendra l'agente exclusive de tous les employés, dans les négociations avec l'employeur, et aura seule mandat de transiger avec lui. Tous les ouvriers, sans distinction, doivent avoir le droit d'appartenir à l'union de leur choix et celui de négocier des conventions collectives par l'intermédiaire de l'union qu'il préfère.

Depuis au-delà d'un siècle, le mouvement ouvrier lutte pour une semaine de travail plus courte, et il a péniblement et lentement réussi à obtenir la réduction progressive des heures de travail. La semaine et la journée de travail raisonnables s'imposent surtout dans l'après-guerre, pour deux raisons vitales:

a. répartir le travail disponible entre un plus grand nombre d'ouvriers;

b. assurer plus de loisirs, de distractions et de culture à la classe ouvrière.

Parmi les autres réformes ouvrières, je veux que le gouvernement rende légale la semaine de 40 heures de travail, c'est-à-dire la journée de 8 heures et la semaine de cinq jours. Je suggère en outre, que la Loi sur les accidents de travail soit amendée en sorte que soit octroyé aux accidentés le droit d'appel devant les tribunaux de justice, si l'employé accidenté se croit lésé dans ses droits, et sur le

rapport des experts de la Commission qui déterminent l'incapacité complète, partielle, permanente ou temporaire.

Il est essentiel que cette Chambre fixe un taux minimum qui détermine les indemnités de l'accidenté, et ce taux minimum devra être en toute justice pas moins que \$2,000 par année. Il est aussi nécessaire que la Chambre rende légal le droit, pour tous les travailleurs, collets blancs, employés de bureau, employés de banque, et employés de magasin, qui constituent sans contredit une des classes les plus exploitées de la société, à des vacances annuelles de deux semaines payées, une garantie d'embauchage intégral et un plan de sécurité sociale. Seuls de grands travaux publics pourront assurer l'embauchage intégral. Je demande aussi un système plus efficace de services de santé, la gratuité de l'hospitalisation et des remèdes.

Je réclame le paiement des pensions de vieillesse à 60 ans, le paiement des allocations aux infirmes, une assistance à la maternité et au décès, et une allocation plus généreuse aux veuves et aux orphelins.

Le sort de la classe agricole est encore plus pitoyable que celui de la classe ouvrière. Le cultivateur reçoit un revenu de 50 % inférieur à celui du cultivateur ontarien. Il faut y remédier par des mesures adéquates, comme l'établissement de plafonds, d'un prix minimum pour les produits de la ferme, la classification scientifique du sol, l'établissement d'un ministère des Coopératives, comme en Saskatchewan.

Dans le domaine de l'hygiène, je préconise la généralisation systématique des unités sanitaires, l'aménagement de parcs publics et terrains de jeux. Je regrette que le discours du trône ne contienne aucune mesure propre à remédier au fléau de la tuberculose, de la syphilis et de la mortalité infantile. Et les soins médicaux devraient être aussi facilement accessibles que l'est devenue l'éducation. La classe ouvrière est devenue trop pauvre pour recourir au dentiste et au médecin. La province dépense deux fois moins d'argent par tête en éducation ici que ne le fait le gouvernement d'Ontario. Il préconise, dit-il, de meilleurs salaires pour les instituteurs et institutrices et des facilités pour les élèves les moins fortunés, de même que l'enseignement gratuit depuis l'école jusqu'à l'université.

Au sujet de l'autonomie provinciale, la décentralisation administrative et législative est une bonne chose, quand les provinces veulent agir dans les domaines qui sont de leur ressort et parce qu'elle est plus démocratique. Le peuple sait mieux les

problèmes d'une envergure régionale plutôt que nationale; il est donc plus en mesure de porter un jugement sain. Il faut sauvegarder les droits du peuple avant ceux des provinces, et il ne faut pas que l'autonomie provinciale serve de prétexte aux réactionnaires pour enrayer tout progrès social.

Les réactionnaires sont les plus grands ennemis des prérogatives provinciales parce qu'ils permettent, par leur incurie, au gouvernement fédéral de s'ingérer dans un domaine qui relève normalement de la compétence provinciale. Si les provinces avaient établi un système d'allocations familiales, le gouvernement fédéral ne serait pas intervenu dans ce domaine. Comme je m'intéresse plus au bien-être du peuple qu'à l'autonomie provinciale, j'approuve les interventions et les ingérences fédérales lorsque celles-ci viennent combler des lacunes dans nos législations provinciales. Une mesure fédérale est encore mieux que rien du tout. Le meilleur moyen de conserver les prérogatives provinciales, c'est de s'en servir.

Je regrette que le gouvernement ait aboli le service d'hygiène dentaire.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Jamais nous n'avons aboli ce service. D'ailleurs, ce service, c'est moi qui l'ai établi en 1938. Nous avons congédié un employé. C'est ce monsieur qui amené dans les journaux une campagne fausse, mensongère et tapageuse.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** se réjouit de voir les idées socialistes fleurir en France, notamment, où l'on nationalise sur une grande échelle. Il espère qu'une réorganisation profonde de notre économie assurera la primauté de l'être humain sur les choses créées, pour employer les mots du discours du trône, afin de subordonner la propriété à l'homme.

Le premier ministre, dit-il, doit se souvenir qu'il doit ses premiers succès politiques à sa promesse de combattre les monopoles; aujourd'hui, tel qu'il l'a promis, il doit prévenir le chômage d'après-guerre en assurant de l'emploi aux soldats de retour et aux ouvriers des industries de guerre.

On dira probablement que certaines mesures que j'ai proposées ce soir sont à base de socialisme. Elles le sont, mais personne n'a semblé prendre peur. C'est l'évolution qui commence. Que la propriété soit subordonnée à l'homme, pour le plus grand bien de la société<sup>10</sup>.

**M. l'Orateur** donne la parole à l'honorable M. Bienvenue<sup>11</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse)**<sup>12</sup> fait l'éloge de l'Orateur de la Chambre, au risque de torturer sa modestie. Il félicite le vice-président de la Chambre, le représentant de Montcalm (M. Tellier), le député de Deux-Montagnes (le lieutenant-colonel J.-P. Sauvé), et le proposeur et le second de l'adresse. Il (M. Bienvenue) taquine le député de Champlain (M. Bellemare) qui a déclaré que le premier ministre tenait toujours ses promesses. Le député constatera bientôt que la robe baptismale du premier ministre est passablement effrangée dans le bas.

#### Des députés rient.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** M. l'Orateur, nous avons entendu trois discours, aujourd'hui. Le premier ministre demandait des conseils et des suggestions hier. Il a été servi à souhait aujourd'hui, et le ministre du Travail (M. Barrette) aussi, de la part du député de Rouyn-Noranda, qui a fait des suggestions au gouvernement; ce dernier n'est pas obligé de toutes les accepter, mais l'orateur a exprimé des idées qui méritent d'être étudiées et dans lesquelles on peut faire un choix, mais qui concernent la vie provinciale.

Je conseille au gouvernement d'en adopter une bonne partie afin de s'assurer les cinq ou six comtés qui lui manquent pour s'assurer une majorité absolue à la Chambre.

Il (M. Bienvenue) s'est amusé également à souligner le caractère artificiel d'une politique, comme celle du C.C.F., qui oublie la froide et objective considération des faits.

Le député de Laurier (M. Laurendeau), dit-il, a exposé sa thèse avec beaucoup de clarté, d'éloquence et avec calme et, de cela, je le félicite. Il jouit d'une grande réputation et il l'a méritée.

Quant au député de Québec-Centre (M. Chaloult), qui prétend avoir raison contre tout le monde, c'est un véritable magicien. Il nous a promené sur un tapis magique, il a plané dans le domaine international en disant: "Je sais que je suis seul contre l'univers mais qu'importe". Le député de Québec-Centre admet qu'il est presque seul dans l'univers à soutenir les idées qui sont les siennes. Il pense toutefois que, si on l'écoutait, le monde irait beaucoup mieux. Il me fait penser à cette mère qui regardait passer une parade à laquelle participait son fils et qui disait dans son admiration: "Regardez comme il est beau, il n'y a que lui qui ait le pas."

Le député de Québec-Centre s'intéresse avant tout aux affaires internationales. Il voudrait que la guerre arrête. Que pouvons-nous faire, nous, pour



cela? Le représentant de Québec (M. Chaloult) devrait, au lieu d'être ici, aller siéger à Genève à la Société des Nations. Là, il pourrait s'occuper des affaires des autres. Mais à s'occuper des affaires des autres, il y a danger de négliger les siennes. Ici, nous nous occupons des affaires de la province de Québec.

Pour ce qui est du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), sa place serait plutôt à Ottawa qu'ici.

Puis, il (M. Bienvenue) prédit un bel avenir politique au représentant d'Argenteuil (M. Dansereau). Mais revenons aux affaires premières et passons au discours du trône, qui est bien vague, comme on l'a dit.

On dirait que le discours du trône a été écrit par le représentant de Montréal-Laurier ou par le représentant de Québec, tellement il est rempli de rhétorique et de phrases ronflantes, vagues. Mais il n'y a rien de concret, rien de pratique. Le gouvernement a fait encore un beau rêve, mais le rêve n'est pas la réalité et, quand le rêve est fini, il faut voir la réalité, la vérité et le côté pratique qui sont entre les lignes de ce discours du trône de 1945. Le premier ministre est certainement le père de ce document, et c'est la seule paternité que je puisse lui concéder.

Le discours commence mal puisqu'on a fait dire au lieutenant-gouverneur que l'on ne peut pas, dès la première année, réaliser toutes les promesses faites. Dieu sait s'il y en a eu, des promesses, pendant la dernière campagne. Le catalogue chez Eaton serait insuffisant à les contenir toutes. Le rêve, c'est la promesse et les beaux principes sur la nécessité de la protection à la famille. Ça c'est le rêve. La réalité, elle est plus triste.

Le premier paragraphe du discours du trône indique que, pour la première session, les ministres n'ont pas à s'attendre à faire grand-chose. Au deuxième paragraphe, on parle de protéger et aider la famille et on congédie à la centaine, pour ne pas dire plus, des pères de famille travaillant au parlement, qu'on a jetés sur le pavé injustement, sans raison, ni enquête. Le rêve, c'est l'éloge de la cellule familiale. La réalité, ce sont ces destitutions faites depuis le 31 août.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Comme vous autres.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** L'honorable ministre peut me poser des questions, mais qu'il ne grogne pas quand je parle. Quand on reçoit un beau traitement de ministre, on n'a pas les soucis des malheureux fonctionnaires destitués. Et pourtant, les fonctionnaires avaient eu la promesse que, s'ils

avaient fait leur devoir, on ne les inquiéterait pas. Le député de Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) avait pourtant dit que ceux qui n'avaient pas fait de politique ne seraient pas inquiétés. Il (M. Bienvenue) cite les déclarations du premier ministre et de ses ministres sur la façon dont seraient traités les fonctionnaires honnêtes sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Si le député le député de Bellechasse connaît des employés qui ont été injustement destitués, qu'il me donne les noms et pour ma part, si c'est vrai, je m'occuperai de leur rendre justice.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je vais tout de suite citer un nom. M. J.-Alfred Lamarre, un homme âgé de 72 ans qui était percepteur du revenu provincial et fonctionnaire depuis août 1897 pour les comtés de Bellechasse, L'Islet et Montmagny, a été destitué, sans cause après 47 ans de loyaux services et sans aucune pension. On l'a remplacé par un M. Bouchard qui s'est toujours occupé de politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il était là depuis 47 ans, il était temps qu'il donne sa place à un plus jeune.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si ça marche par l'âge, je dirai au premier ministre qu'il était préférable de nommer un homme plus jeune que M. Laforce, qui a plus de 65 ans, à la Commission du service civil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député prétend que M. Laforce est trop vieux à 65 ans pour occuper ce poste, il insulte M. King, son chef à Ottawa, qui est premier ministre à 70 ans.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre oublie que M. King n'est pas un fonctionnaire, mais un des plus éminents hommes d'État du Canada et un grand Canadien.

Il se fait actuellement au parlement plus de destitutions qu'en 1936. On chasse des employés sous prétexte qu'ils ont fait de la politique et on les remplace par des organisateurs de l'Union nationale. Non seulement on destitue des fonctionnaires, mais on enlève des permis de taverne et d'hôtel à des libéraux pour les donner aux amis du régime. Ceux qui n'ont pas fait de politique n'ont rien à craindre et ne seraient pas inquiétés, disait, en arrivant au pouvoir en septembre dernier, le premier ministre. Ça, c'est le rêve.

M. Lamarre ne s'était jamais occupé de politique. Il a été remplacé par un homme qui a fait de la politique tout le temps. On congédie les employés par centaines. Le ministre du Commerce (l'honorable Beaulieu), homme d'un commerce agréable, parlant à des jeunes hommes d'affaires, leur a dit: "Ne vous occupez pas de politique". Mais les autres ministres ont pensé: "Laissez-nous cela à nous autres". Et on a destitué, destitué et destitué. Est-ce bien cela que l'Union nationale avait promis? La terreur règne parmi les fonctionnaires, ils n'en dorment pas et ils ont peur de nous parler, à nous, libéraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne leur reproche pas cela.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre ne leur reproche pas cela en Chambre, mais, en dehors, les fonctionnaires ont ordre de ne pas parler aux anciens ministres. Le ministre de l'Agriculture est allé plus loin que les autres: "Maudite politique, on va mettre ça dehors", a-t-il dit. Mais le premier ministre a ajouté: "La politique, nous allons en faire et ce sont les fonctionnaires que nous allons mettre dehors."

(Applaudissements à gauche et dans les galeries)

M. Laforce a parlé aussi, il a dit: "Restez unis et vous serez forts". Et il est retourné à son bureau pour signer des destitutions. Le député de Maisonneuve (M. Gatien) a parlé lui aussi. Il a dit: "Ne perdez pas confiance, ça prend du temps, mais les ministres sont bien disposés". Non seulement les ministres ont été bien disposés pour destituer, mais pour enlever aux fonctionnaires les augmentations qu'ils avaient reçues.

On destitue sans raison et sans enquête. Il parle des augmentations de salaire aux 7,000 employés de la province, augmentations accordées par les libéraux et mises de côté par l'Union nationale. Le gouvernement a réduit les salaires de 7,000 fonctionnaires. Le premier ministre a prétendu qu'il n'y avait pas d'argent pour payer les fonctionnaires. Et le discours du trône nous dit: l'argent, le capital doit servir le peuple et non l'asservir. Ça c'est le rêve.

La réalité, c'est que le salaire des femmes de peine a été réduit de neuf dollars à sept dollars par semaine. Le gouvernement a ainsi enlevé \$104 par année aux femmes de peine, mais on trouve \$30,000,000 pour des travaux de voirie qui ne commenceront pas avant la fonte des neiges; on vote

\$2,000,000 pour le drainage. Mais lorsque qu'on en demande pour les salaires, on ne trouve pas d'argent pour les femmes de peine; mais on en trouve pour maintenir un cabinet de 21 ministres.

Ça coûte cher un cabinet de 21 ministres. Il est bon que le public sache ce que cela coûte un cabinet de 21 ministres. M. l'Orateur, à raison de \$12,000 au premier ministre, de \$112,000 aux 8 ministres avec portefeuilles et de \$18,000 aux 6 ministres sans portefeuille, le coût d'un cabinet de 21 ministres atteindra \$300,000 par année. Si l'on tient compte du salaire du secrétaire de chaque ministre et de 43 sténos pour les membres du cabinet<sup>13</sup>.

**Voix à droite:** Non, non.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ah, on peut grogner à droite mais les chèques sortent quand même du Trésor. Il y a les dépenses de voyage. Un bouillant ministre est allé aux courses de taureaux à Mexico<sup>14</sup>. Le ministre du Commerce (l'honorable Beaulieu) est allé se promener sur les boulevards de Port-au-Prince. Et les sous-ministres? Il rappelle que, de son temps, le premier ministre, alors chef de l'opposition, lui reprochait d'avoir deux sous-ministres au ministère de la Chasse et des Pêcheries, alors que son successeur actuel en a nommé un troisième. C'est là que l'argent va. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'argent pour payer les fonctionnaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Combien y-a-t-il de ministres dans le cabinet King? Il y en a 21.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le premier ministre s'intéresse à Ottawa, je lui dirai que là-bas il y a une Commission du service civil, qu'on ne l'a pas abolie, qui protège les fonctionnaires et empêche les ministres de réduire leurs salaires et qu'on trouve de l'argent pour les salaires.

Le discours du trône nous annonce que l'on va faire du drainage des terres. Dans mon comté, l'été dernier, on a commencé des travaux de drainage qui auraient profité aux cultivateurs de cinq paroisses. Avant même d'être assermenté, le 15 août, le premier ministre a fait arrêter les travaux de drainage à Saint-Raphaël, parce que les entrepreneurs, les employés et la pelle mécanique étaient rouges et pas bleus.

Commentant la partie du discours du trône qui se rapporte aux ressources hydroélectriques, il se demande s'il faut en conclure que le gouvernement va remettre son actif à la Montreal Power. Il veut

savoir ce que le gouvernement va faire de la Montréal Power que le premier ministre a défendue, l'an dernier. Le temps serait bien mal choisi pour l'abolir.

Le discours du trône nous annonce que l'on va réparer les injustices qui découlent de la taxe de vente. La taxe de vente sera-t-elle abolie, suivant les promesses faites? C'est important. Les gens nous téléphonent de la campagne pour nous demander si c'est vrai qu'elle est abolie. D'autres nous disent qu'ils ne paient plus parce que le premier ministre a promis que, s'il était élu, la taxe disparaîtrait. Les gens nous écrivent pour nous demander: "M. Duplessis a-t-il aboli la taxe de vente, comme il l'a promis?" ... Pas de réponse?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce n'est pas la réponse que j'attendais. Il (M. Bienvenue) presse le gouvernement de dire quand il allait abolir la taxe de vente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les anciens ministres veulent cesser de parler, nous allons procéder aux travaux de cette Chambre et, entre autres choses, abolir la taxe de vente.  
(Applaudissements)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je note la déclaration du premier ministre, mais il ne dit pas quand. Quand? En l'an 2000. Il cite un amendement présenté par les députés unionistes sur l'adresse, en 1943, et dans lequel on soumettait que la taxe de vente devait être abolie sans délai additionnel. L'opposition d'alors réclamait, dit-il, la disparition de cette taxe dans le plus court délai possible. Rien n'a été fait depuis l'avènement du nouveau régime. Au lieu de l'abolir, on met sur le pavé des milliers de fonctionnaires. On sabote tout parce que ce n'est pas bleu. S'il y a urgence pour la conversion d'un emprunt, il y a autant urgence pour l'abolition de la taxe de vente.

Le gouvernement a saboté tout ce qui a été fait avant lui et qui ne portait l'étiquette bleue. Depuis le 30 août, on a été témoin d'une ère de destruction, de destitutions d'employés par centaines, d'octroi de contrats à des amis, de disparition de commissions essentielles.

Sur la guerre et la conscription, le chef du gouvernement de la province a fait publier dans la *Gazette officielle* une protestation. Mais à quoi cela

pouvait-il servir? En effet, le premier ministre a déposé sur la table du greffier l'ordre en conseil contre la conscription. Le fait d'en déposer une copie sur la table du greffier ne donne pas grand'chose aux conscrits; ce n'est pas ça qui les soulage. Le peuple s'attendait à autre chose d'un homme qui, pendant cinq ans, avait dit: "Si j'étais au pouvoir, jamais la conscription ne serait imposée".

Mais pourquoi n'est-il pas allé, s'il avait été le patriote qu'il dit être et avant la passation de cette loi de conscription, à Ottawa, par le premier train, lorsque l'agitation pour la conscription a commencé, quand il s'est aperçu que quelque chose se brassait dans la marmite fédéraliste. Avec ses 20 ministres, il aurait pu aller protester. Il aurait pu rencontrer, à Ottawa, chacun des 21 ministres fédéraux et leur dire: Vous trahissez la province de Québec.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Il y en a un qui a fait ça à Montréal et ils l'ont sacré d'dans pour quatre ans.

(L'allusion au maire Camillien Houde soulève les rires de la Chambre)<sup>15</sup>

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Violent, autoritaire comme il l'est, le premier ministre aurait peut-être eu plus de succès. Il avait dit que, sous son gouvernement, jamais la conscription ne serait imposée. Cette affaire de conscription n'est pas de notre domaine, mais bien du domaine du fédéral et c'est à Ottawa et non à nous de légiférer sur cette question, et cela, le premier ministre le sait très bien.

Le député de Champlain (M. Bellemare), en secondant l'adresse, a dit: "Je sais que le chef de l'Union nationale va tenir ses promesses". Ouvrons *Le Devoir*, "le meilleur journal depuis la Confédération", disait un jour le premier ministre, et lisons les promesses de 1936 non remplies par la suite: "Je vais abolir le département des affaires municipales" a dit l'honorable premier ministre. Mais il a nommé l'honorable Joseph Bilodeau et, cette année, l'honorable ministre (M. Dussault) à ce département. "La police provinciale ne se mêlera pas des affaires de la police de Montréal" a promis l'honorable premier ministre - c'est *Le Devoir* qui parle. C'est le gouvernement libéral qui a tenu cette promesse. Mais voici la perle des perles de 1936: "L'honorable M. Duplessis", selon *Le Devoir*, a dit: "Nous diminuerons le nombre de ministres et nous suppléerons à la quantité par la qualité."

(Applaudissements à gauche et rires dans les galeries)

Et vous voyez de quelle façon ce nombre a été diminué.

**M. l'Orateur:** Le temps du député est terminé.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je termine et je vais tenir ma promesse. Le premier ministre a prétendu que certaines lois, telle la loi des allocations familiales, du gouvernement fédéral sont *ultra vires*. Ce n'est pas par des discours que l'on va régler les questions fédérales dites inconstitutionnelles. La meilleure façon de prouver qu'une loi est inconstitutionnelle, c'est de faire décider la chose par la Cour suprême. Ottawa veut payer des allocations familiales et on refuse parce que cet argent vient d'Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Si le député veut cesser de parler, nous allons prendre la loi tout de suite et je vais lui prouver, en temps opportun que la loi fédérale des allocations familiales n'est pas constitutionnelle. Nous sommes prêts à coopérer avec Ottawa dans ce domaine, mais non au détriment des droits de la province.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre seul peut-il prétendre être plus en mesure de juger de la constitutionnalité de la loi des allocations familiales que les 245 députés qui l'ont votée à Ottawa? Pourquoi n'y réfère-t-il pas ces lois à la Cour suprême du Canada?

La loi des allocations familiales a été votée à l'unanimité à Ottawa. Si elle est inconstitutionnelle, pourquoi le premier ministre veut-il greffer dessus une entente avec Ottawa? Il y a un non-sens absolu. La seule chose à faire, c'est une référence à la Cour suprême.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le temps du député est expiré.

**M. Bienvenue (Bellechasse)<sup>16</sup>:** J'ai dit que je tiendrais ma promesse. Je termine. La province de Québec va contribuer au paiement des allocations familiales. Pourquoi n'aurait-elle pas sa part? Elle l'aura, en dépit du premier ministre qui s'y oppose mais ne réussira pas.

La motion est mise aux voix et la Chambre adopte l'adresse<sup>17</sup>.

## Projets de loi:

### Loi des allocations familiales

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement a déjà dit sur quelle base il voulait orienter sa politique, une politique sainement familiale. C'est pour cela qu'une de nos premières législations a pour but de donner à la province un système d'allocations familiales conforme à la Constitution. Nous sommes prêts à procéder et à coopérer avec Ottawa, si cela est possible, mais en conformité avec les décrets de la province. Notre politique va favoriser la famille et nous voulons donner aux pères de famille de cette province le bénéfice des allocations familiales.

Cette mesure complète la politique familiale instaurée par mon gouvernement de 1936 à 1939. De 1936 à 1939, l'Union nationale a commencé l'application d'une politique familiale, préconisée dès 1933, par l'octroi d'allocations aux mères nécessiteuses, de pensions aux vieillards, aux aveugles par l'aide aux chômeurs, par le prêt agricole et par l'aide aux jeunes. La politique que nous préconisons aujourd'hui n'est que le perfectionnement et l'amélioration de celle que nous avons élaborée de 1936 à 1939. Le projet que je soumets aujourd'hui consacre un principe fondamental qu'il est du devoir de tous les députés d'appuyer.

La loi actuelle veut dire que nous demandons à la Chambre l'autorisation de conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera appropriée, efficace et juste pour l'établissement d'un système d'allocations familiales conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province. Mais sans le gouvernement central, s'il ne veut pas, dans ce domaine, protéger les droits de la province de Québec, cette loi servira à procurer un avenir stable à la jeune génération.

Les lois fédérales ou les lois provinciales fondées sur le mépris de la Constitution n'ont pas les garanties de stabilité et de sécurité suffisantes aux réformes comme celle des allocations familiales. La violation du pacte fédératif ne peut servir à l'obtention de privilèges durables, ne peut jamais, dans un pays qui se respecte, aboutir à l'établissement de réformes salutaires et efficaces.

Nous avons eu une élection en 1944 et j'ai parcouru la province avec, comme premier article de mon programme, le respect des droits des provinces, la reconquête des droits perdus, le respect intégral des droits garantis par la Constitution et dont nous avons besoin pour accomplir les destinées que la providence nous réserve, pour permettre à la race et la province de se développer et de prospérer, en plus d'assurer aux générations futures un avenir fécond et stable. Nous voulons le respect intégral de nos garanties constitutionnelles.

Le peuple s'est prononcé. Nous avons reçu un mandat clair, précis et formel, celui de sauvegarder et de défendre les droits, prérogatives et libertés de la province de Québec. C'est notre devoir et nous allons l'accomplir en y mettant le meilleur de nous.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avions plusieurs problèmes à étudier. Nous l'avons fait dans le plus court délai possible, en dépit de tout le surcroît d'ouvrage que représente un changement de gouvernement. Nous avons longuement étudié et examiné la loi fédérale des allocations familiales pour voir de quelle façon elle traitait les droits sacrés de la province de Québec et nous avons consulté les plus hautes autorités.

Je suis de ceux qui croient que les droits constitutionnels provinciaux ne peuvent se vendre ou s'acheter. Ils ont été conquis de haute lutte et à un prix trop grand pour qu'on les sacrifie pour de l'argent, même pour des millions de dollars que le gouvernement d'Ottawa veut déverser sur la province.

Je suis de ceux qui croient qu'on ne doit pas crucifier la province même sur une croix d'or. Nous

n'avons pas le droit, nous les minorités, d'abandonner, même temporairement, les garanties constitutionnelles indispensables à notre survivance.

Il (M. Duplessis) ajoute qu'il n'a pas voulu se fier à ses seules connaissances dans l'étude d'une question aussi vaste. On le pressait de toutes parts, dit-il, de faire entendre la voix du Québec contre les empiétements du fédéral sur les pouvoirs des provinces dans ce domaine des allocations familiales. Il a étudié la question du point de vue de droit constitutionnel, il a pris tout le temps voulu pour étudier la question froidement, même en dépit des journaux qui sommaient le gouvernement de faire entendre sa voix pour protester à ce qu'ils considéraient comme des empiétements sur les droits de la famille. Des journaux et associations ont dénoncé le danger de la loi fédérale des allocations familiales qui viendra en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Il fait allusion à un article écrit par le Dr. L.-P. Roy dans *L'Action Catholique*. Les autorités religieuses et civiles ont aussi montré le danger des empiétements d'Ottawa.

Le juge P.-B. Mignault, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada et l'autorité reconnue en droit civil dans la province, depuis de nombreuses années, prétend que cette loi fédérale est inconstitutionnelle, qu'elle est du domaine purement provincial, étant donné qu'il s'agit de droits civils, de l'autorité des parents et de la famille. Le juge dit, en résumé que "le gouvernement et le Parlement fédéraux ne peuvent avoir droit de regard et de contrôle sur la famille", que la loi des allocations familiales "n'entre pas dans la compétence du Parlement fédéral" parce qu'elle comporte un droit de regard sur la famille et vient en contradiction avec les prescriptions du Code civil sur les droits et les prérogatives de la famille qui sont de la compétence des provinces. La loi des allocations familiales est inconstitutionnelle parce qu'elle porte atteinte à la propriété et au droit civil.

Ayant achevé la lettre du juge Mignault, il demande l'ajournement du débat.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose l'ajournement du débat.  
Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

### NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 15 février 1945, à la page 3, les discours de MM. André Laurendeau (chef provincial du Bloc populaire), René Chaloult (indépendant), David Côté (C.C.F) et Valmore Bienvenue ont duré chacun plus d'une heure. *Le Soleil* du 15 février 1945, à la page 3, ajoute qu'"on remarquait dans la galerie, MM. Marc Carrière et Jean Drapeau du Bloc populaire, de Montréal, et une foule de jeunes venus entendre les porte-parole du Nationalisme intégral. La plupart ont pris le dîner avec M. Laurendeau, au Café du parlement, après la séance."

2. Selon *L'Action catholique* du 15 février 1945, à la page 3, M. Laurendeau "paraissait aussi à l'aise qu'un vieux parlementaire. Sa voix restait ferme et son éloquence s'adaptait admirablement au nouveau milieu où elle se déployait. Le chef du Bloc populaire a fait un brillant début sur le parquet de la Chambre. Lorsqu'il aura acquis de l'expérience, ce sera certainement un homme politique avec lequel il faudra toujours compter." *La Patrie* du 15 février 1945, à la page 8, décrit également ce premier discours de M. Laurendeau qui: "s'est levé dans un grand silence. Ses deux partisans ont cru sage de ne pas battre leurs pupitres de leurs mains, comme il est d'usage pour les chefs des partis traditionnels. [...] Pour leur part, le premier ministre et le chef de l'opposition ont accordé une attention soutenue à leur jeune collègue. M. Godbout ne l'a pas un instant quitté des yeux et s'était même retourné sur son siège pour mieux suivre l'exposé de sa pensée. M. Duplessis, renfoncé en arrière de son fauteuil, prenait un air dégagé, mais ne perdait pas une syllabe de cet exposé. Il en était de même pour tous les députés. À un certain moment, les partisans de l'Union nationale ont même manifesté leur

approbation. Ce fut la seule occasion où l'orateur ait pu trouver quelque réconfort dans une Chambre, sinon carrément hostile, du moins peu désireuse d'accorder le moindre appui au représentant du nouveau parti qui fausse les règles du jeu."

3. Selon *Le Bloc* du 22 février 1945, à la page 8, M. Godbout "s'était exprimé en des termes analogues à ceux de l'homme d'État anglais la veille au soir."

4. *La Patrie* du 15 février 1945, à la page 9, précise "qu'après son discours, M. Laurendeau reprend son siège sans aucun applaudissement. Seuls M. Chaloult et ses deux collègues du Bloc lui offrent leurs félicitations."

5. Selon *L'Action catholique* du 15 février 1945, à la page 3, "M. René Chaloult a pris tout le temps qui lui était alloué. Comme d'habitude, on l'a écouté avec un intérêt intense et soutenu. S'il arrive que ses idées ne soient pas acceptées par tout le monde, très rares sont ceux qui n'admettent pas que c'est un puissant orateur. Son discours d'hier était substantiel, solidement charpenté et élégamment construit. La vigueur des phrases n'enlevait rien à la souplesse des mots." *La Patrie* du 15 février 1945, à la page 9, ajoute "qu'il suffise d'indiquer ici qu'il (M. Chaloult) s'est exprimé avec sa fougue et son emportement habituels. Son éloquence est vibrante et s'accommode sans efforts de la froideur de la Chambre verte."

6. Jules-André Brillant est un personnage très connu de l'époque. Conseiller législatif de la division du Golfe du 14 janvier 1942 jusqu'à l'abolition du Conseil législatif en 1968, il a été président de la Compagnie électrique d'Amqui, de la Compagnie du pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Il a été président également de plusieurs compagnies dans le domaine du téléphone, de la radio, du transport, des chemins de fer, des assurances, etc. Il a été président du Conseil d'orientation économique du Québec de 1939-1945. (Source: Lavoie, André (dir). *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*. Assemblée nationale du Québec, Québec, 1980, pp. 82-83., l'historien Nive Voisine a d'ailleurs fait sa thèse sur ce personnage: *Jules-A. Brillant et le Bas-Saint-Laurent, thèse* (D.E.S.) à l'Université Laval, 1968, 116 p.)

7. Il est intéressant de mentionner que M. Côté est le premier député de la toute nouvelle circonscription de Rouyn-Noranda. (Source: Drouilley, Pierre. *Atlas*

des élections au Québec, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1989, cartes: "5 octobre 1939, circonscriptions" et "8 août 1944 circonscriptions") Le journaliste du journal *Le Devoir* du 15 février 1945, à la page 10, souligne que: "M. Côté est un organisateur de la C. I. O. Il se vante de ses idées socialistes. Jeune, mais sans timidité, il débite son discours avec une grande aisance. Ce sera un orateur parlementaire à écouter. Les observateurs attentifs retrouvent chez lui un peu la manière oratoire et les intonations de M. Camillien Houde." *La Patrie*, à la page 9, précise que ce discours de M. Côté était son premier discours parlementaire.

8. *La Presse* du 15 février 1945 note de façon très précise que la suspension de la séance s'est faite alors que M. Côté n'avait pas terminé son discours. Les autres journaux n'ont pas fait la césure de façon précise et ont regroupé les discours plutôt par orateur que selon le déroulement temporel.

9. Toujours selon *La Presse* du 15 février 1945, M. Côté reprend la parole à 8 h 20 et selon *La Patrie* du 15 février 1945, à 8 h 30.

10. Ce discours de M. Côté trouve un écho lors du dîner de l'Association des épiciers en gros de la province tenu en soirée à Québec le 14 février 1945. En effet, le ministre du Commerce, M. Paul Beaulieu y prononça une allocution que *L'Événement* du 15 février 1945, à la page 3, rapporte et dont voici un extrait: "une grande partie était une réponse au discours que le député C.C.F. (M. Côté) avait commencé à prononcer à l'Assemblée législative hier après-midi." Voici un court extrait: "Le jour où un gouvernement C.C.F. sera à la tête du Canada, ce sera la dictature, nous n'aurons plus le droit de nous prononcer, ce sera comme en Allemagne".

11. Selon *Le Canada* du 15 février 1945, à la page 1, M. Bienvenue prend la parole à 9 h 15.

12. Selon *L'Action catholique* du 15 février 1945, à la page 3, "Valmore Bienvenue avait adopté une méthode à la fois cruelle et spectaculaire de passer le fer dans la plaie. Le député de Bellechasse était en verve et prenait un malin plaisir à taquiner le gouvernement." *Le Canada* du 15 février 1945, à la page 1, a longuement parlé du discours de M. Bienvenue qui "a été interrompu à plusieurs reprises, mais les interrupteurs en ont eu pour leur argent. Le député de Bellechasse provoque un vif enthousiasme à gauche, électrise les galeries et jette

la confusion sur les deux rangées de banquettes ministérielles. Après le discours, silence de mort à droite et l'adresse a été adoptée."

13. *Le Canada* du 15 février 1945, à la page 2, diffère un peu dans le détail des chiffres qu'il avance: "Le premier ministre reçoit \$12,000 par an; 13 autres ministres avec portefeuille, \$8,000 chacun par an; 7 ministres sans portefeuille à \$3,000 par an. Et il faut payer les 21 secrétaires, les 42 dactylos." Mais il arrive au même total: \$300,000.

14. En effet, MM. Onésime Gagnon (trésorier de la province) et Paul Beaulieu (ministre de l'Industrie) ont été délégués en mission officielle au Mexique et en Haïti dans le cadre d'un voyage de trois semaines qui s'est déroulé en janvier 1945. On retrouve d'ailleurs dans *L'Événement* du 29 janvier 1945, à la page 3, un compte rendu dont voici un extrait: "C'est la première fois que la province de Québec envoie une représentation ministérielle au Mexique. À la suite de la visite de l'ambassadeur du Mexique à Québec, il fut décidé que la province enverrait une délégation à Mexico pour saluer le président et prendre contact avec la population. Il fut également résolu que la province rendrait la visite que lui avait faite le président Lescot, de Haïti." *L'Action catholique* (29 janvier 1945, page 3) précise que ce voyage avait également comme but "d'étudier les moyens de promouvoir les relations culturelles et commerciales entre" "ces deux républiques du sud et la province de Québec" renchérit *L'Action catholique* du 25 janvier 1945, à la page 3. *L'Événement* du 29 janvier 1945, à la page 3, note que les deux députés étaient de retour au Québec dans la fin de semaine alentour des 27 et 28 janvier 1945.

15. Camillien Houde, arrêté le 5 août 1940 pour son opposition à la conscription, a été incarcéré en Ontario jusqu'à sa libération le 16 août 1944.

16. *Le Canada* du 15 février 1945, à la page 2, ajoute que M. Bienvenue fait cette intervention en "souriant de voir qu'on lui applique le bâillon."

17. À 10 h 40, selon *L'Action catholique* du 15 février 1945, à la page 3, mais selon *La Presse* du 15 février 1945, à la page 14, c'est plutôt 10 h 35. Dans un autre ordre d'idées, il est intéressant de noter que le débat sur le discours du trône de cette présente session n'a mis en scène que huit orateurs. *Le Chronicle Telegraph* du 15 février 1945, à la page 3, ajoute: "La durée du débat a été anormalement

courte, quoique lors du débat exceptionnel qui s'est tenu à ce sujet l'an dernier, seuls les chefs des deux principaux partis ont pris la parole devant la Chambre avant l'adoption."



Séance du jeudi 15 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du révérend Sydney Williams et autres, demandant l'adoption d'une loi formant en la cité de Shawinigan Falls une corporation sous le nom de Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company (M. Ducharme);
- de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);
- du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi le constituant en corporation de ville (M. Jolicoeur).

**Subsides**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

**Voies et moyens**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

**Projets de loi:**

**Taxes municipales et scolaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 pour assurer une meilleure répartition de taxes municipales et scolaires.

Il y a dans la province un système de taxation municipale et scolaire qui présente des inconvénients multiples et qui prête à des injustices graves. En vertu de ce système, les petits propriétaires sont presque toujours comme à l'avant-garde des taxes et subissent tous les assauts de la taxation. En plusieurs localités de la province, particulièrement dans celles où il y a moins besoin d'argent, il se trouve un grand nombre d'établissements industriels, commerciaux et des compagnies qui bénéficient de commutations et d'exemptions de taxes municipales et scolaires. Dans les environs de Montréal, par exemple, on voit des compagnies puissantes ne payer qu'un petit montant en taxes. Ce montant ne représente qu'une proportion minime des taxes que ces compagnies devraient payer, en réalité. Il en résulte des injustices.

Le gouvernement se propose de faire une enquête sur la situation et d'opérer un rajustement au besoin. Pour cela, il instituera un comité d'enquête composé de trois membres qui cherchera les moyens propres à assurer une répartition mieux équilibrée, plus juste et économiquement plus saine des impôts pour fins scolaires et municipales, et trouver les moyens de répartir la taxe et chercher les revenus dont les commissions scolaires ont besoin. C'est un grand service à rendre aux municipalités que d'inventorier pour elles la situation qui existe présentement et remédier ensuite aux abus. Pour accomplir ces fins, le comité pourra, tous les jours non fériés, entre 9 heures du matin et 5 heures de l'après-midi, pénétrer dans tout bureau, magasin, entrepôt, usine et autres constructions quelconques et examiner tous les biens appartenant à des corporations industrielles ou commerciales, prendre connaissance des livres, plans, dessins, dossiers, etc. Une somme maximum de \$60,000 est autorisée à ces fins.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est la création d'une nouvelle commission pour placer des amis de l'Union nationale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre<sup>1</sup>:**

**Horaire  
des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre tienne, à partir du 16 février

1945 inclusivement, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances le vendredi de chaque semaine: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement qui ont trait aux séances du jeudi.

Tous les députés sont intéressés, et c'est dans l'intérêt de la province et des contribuables que les travaux parlementaires soient expédiés avec plus de rapidité. Depuis nombre d'années, les sessions sont trop longues. Une session qui dure de 3 mois et demi à 4 mois, c'est trop long et il s'y fait toujours une longue perte de temps. Plus une session est longue, plus elle occasionne des dépenses à la province. L'économie du temps est une bonne mère pour l'économie de l'argent.

Nous avons beaucoup de travail à faire et, tout en donnant aux députés toute la latitude voulue pour étudier la législation, il faut procéder avec célérité. Je ne veux pas changer le règlement d'une façon permanente mais pour deux semaines. Il s'agit d'une mesure purement temporaire pour hâter le travail sessionnel et permettre de passer dès maintenant des législations importantes et pressantes qui ne peuvent être retardées. À l'heure actuelle, il y a plusieurs lois importantes sur le *Feuilleton*. Il y a, entre autres, celle qui a trait aux allocations familiales et nous ne voulons pas allonger la session inutilement.

Tout en assurant les députés qu'il (M. Duplessis) ne songe nullement à les priver de leur liberté de parole, il déclare que la loi des allocations familiales est à l'étude et qu'il est urgent de la voter sans retard, dès le début de la session. Il importe que la Législature de Québec s'intéresse à pareille législation. Il est urgent que la province fasse entendre sa voix, sur cette question, et établisse clairement sa position. C'est pour cette raison, dit-il, qu'il demande la suspension des règlements et qu'il invite les députés à sacrifier temporairement leur journée du vendredi au profit du gouvernement pour une période de deux semaines, pour vendredi le 16 et vendredi le 23 février.

Il désire hâter les travaux parlementaires; il entend surtout fournir à la Chambre et au Conseil législatif de faire entendre plus rapidement leur opinion relativement aux allocations familiales. Les députés, dit-il, ne perdront pas leur privilège de présenter des motions.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis heureux que le premier ministre semble avoir des remords de sa

conduite passée alors qu'il était chef de l'opposition. Il se plaint de la longueur des sessions, alors qu'à chacune des sessions, lui-même a pris au moins les trois quarts du temps de la Chambre. Lorsque le premier ministre actuel n'intéressait pas la Chambre, au moins il l'amusait. S'il veut raccourcir la session, j'en suis et le gouvernement ne se heurtera à aucune obstruction systématique de la part de l'opposition. Celle-ci étudiera objectivement toutes les mesures; elle discutera dans l'ordre, sans longueur inutile, celles qui lui paraîtront les moins bonnes, elle votera sans retard celles qui lui paraîtront bonnes.

La raison que le premier ministre invoque pour faire ce changement est l'une des plus mauvaises. Les règlements ont été faits pour permettre aux députés d'exprimer le sentiment du peuple. S'ils ne sont pas bons, amendons-les, mais ne les violons pas dès le début de la session. Ces règlements laissent aux députés deux jours par semaine, pour leurs questions. Le gouvernement veut les priver de leurs prérogatives essentielles. En outre, l'importance du bill Duplessis exigerait plutôt de laisser plus de temps à la Chambre actuelle où la moitié des députés ne font qu'arriver à l'Assemblée législative, afin de se familiariser avec les coutumes parlementaires, avant d'entreprendre à la hâte l'étude de la législation.

Ces deux séances du vendredi ne sont pas justifiées par un état d'urgence. Il n'y a aucune raison de précipiter le vote de la loi des allocations familiales, car la loi fédérale n'entrera en vigueur que le 15 juillet, il reste donc un délai de cinq mois et la Chambre a amplement le temps de prendre connaissance du projet de loi du gouvernement à ce sujet.

Les députés ont besoin d'être renseignés sur les intentions du gouvernement. Comme représentant du peuple, je veux savoir ce que le premier ministre dira, à Ottawa, et pourquoi le gouvernement demande l'autorisation de puiser dans les coffres du trésor. Non seulement il n'y a pas urgence d'étudier cette loi, mais il y a danger de procéder trop rapidement.

Sur le principe, le premier ministre peut être assuré qu'il n'y aura pas de discussion. J'ai posé moi-même ce principe il y a un an. Je ne m'objecte pas aux séances du vendredi, loin de là! Je m'objecte à ce qu'on enlève aux députés la priorité qui était accordée à leurs questions. C'est un attentat aux prérogatives des députés dont les motions et les bills ont d'habitude préséance le vendredi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au chef de l'opposition de parler à côté de la question.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** approuve ce que le chef de l'opposition a dit sur les prérogatives essentielles des députés d'exprimer leurs vues en Chambre, mais d'un autre côté, étant donné que le gouvernement promet qu'il s'agit d'une mesure temporaire, il prend la parole du premier ministre. Les députés ont le devoir rigoureux de la réflexion et de l'enquête.

Il ne faut pas toujours prendre les règlements pour des chinoïseries. Certaines procédures pour sauver du temps semblent le faire perdre tout simplement. Il s'étonne que, dans l'enceinte parlementaire, les députés n'aillent pas toujours au point, comme le font les ouvriers dans leurs réunions et les cultivateurs dans leurs cercles d'étude. Dans cette Chambre, est-ce qu'on ne pourrait pas aller au point plus souvent?

**M. Chaloult (Québec):** J'approuve le chef du gouvernement lorsqu'il dit que les sessions sont beaucoup trop longues et qu'il se perd beaucoup trop de temps à la Législature de Québec. Il faut conserver toutefois, comme l'a indiqué le chef de l'opposition, les débats le vendredi pour les motions des députés. Il (M. Chaloult) dit que la motion lui a paru un attentat à la liberté de parole des députés, mais je suis prêt à accorder cette faveur au gouvernement pour quelques vendredis à venir comme le premier ministre a promis.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je connais bien le premier ministre, beaucoup mieux que plusieurs députés, surtout ceux de la "petite opposition" qui siègent en Chambre. Qu'est-ce qui a bien pu faire changer l'état d'esprit du chef du gouvernement? Est-ce que c'est la force de l'opposition qui le fait réfléchir? Comme homme public, le premier ministre est retors et il est particulièrement habile. Ces paroles mielleuses doivent être prises pour ce qu'elles valent. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, le procédé est dangereux et le député du comté de Québec (M. Chaloult) devrait se souvenir de sa motion de 1939 contre la participation aux guerres de l'Empire. C'était au temps de l'Union nationale et la motion n'a jamais été discutée; elle est restée sur le *Feuilleton*, le premier ministre n'a jamais voulu l'appeler. On devrait indiquer dans la motion que seulement les deux prochains vendredis seront consacrés aux débats sur des motions du gouvernement.

**Des députés** soulèvent plusieurs points d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rétorque qu'il prenait autrefois les trois-quarts du temps de la Chambre parce qu'il lui fallait tout ce temps-là pour forcer le gouvernement qui n'était jamais prêt à sortir sa législation qui n'était jamais prête. Il assure la Chambre que le gouvernement n'enlèvera jamais aux députés des journées du mercredi et du vendredi qui leur sont réservées par les règlements. Il fait remarquer d'ailleurs qu'autrefois la Chambre ne siégeait les vendredis qu'à la fin des sessions, et que le fait que le gouvernement demande qu'on étudie sa législation pour les deux prochains vendredis à venir est déjà une amélioration pour les députés qui pourront par la suite présenter leurs motions à l'étude ce jour-là.

Il reproche au chef de l'opposition le ton qu'il a donné à la discussion, en l'accusant d'avoir conclu des arrangements avec Ottawa pour l'assurance-chômage sans consulter les Chambres<sup>2</sup>.

La motion est adoptée.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Discours de l'honorable Beaulieu

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** M. le Président, pendant que je parlais en cette Chambre, hier soir, l'honorable ministre du Commerce (M. Beaulieu), au dîner de l'Association des épiciers-grossistes a dit dans un discours et je cite *L'Événement*: "Le jour où un gouvernement C.C.F. sera à la tête du Canada, ce sera la dictature; nous n'aurons pas d'autres élections, nous n'aurons plus le droit de nous prononcer, ce sera comme en Allemagne. Le seul rempart contre le socialisme, qui serait notre mort au point de vue constitutionnel, est l'autonomie provinciale. Nous dépendons dans le Québec de la démocratie, de la liberté d'action et de cette protection que nous donne le pacte fédératif. Nous réclamons et obtiendrons le respect intégral de la Constitution canadienne. Une page d'histoire vient d'être écrite avec ce discours du représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté). Il est de mon devoir de combattre la doctrine C.C.F. J'ai un frisson quand je pense que la province et le dominion, qui ont combattu pour la démocratie et la liberté, portent un germe de mort. Je demande à nos hommes qui pensent et agissent de se réveiller et de faire quelque chose, sinon nous sommes voués à une faillite complète, à une dictature."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Le ministre du Commerce n'est pas le seul à penser cela, la majorité de la province pense comme lui au sujet de la C.C.F. Il ne peut s'agir d'une question de privilège; d'ailleurs, l'affirmation du représentant de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) n'est pas une attaque personnelle qui visait le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) mais contre le parti C.C.F. Le ministre a le droit de penser ce qu'il veut. La prétendue question de privilège est donc sans fondement.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** *L'Événement-Journal* disait que le ministre répondait au discours du député de Rouyn-Noranda. Même si je ne suis pas membre de l'Union nationale, j'ai été élu pour représenter les intérêts de la population de mon comté. Ces gens-là croient à la politique que je défends.

Que cela plaise ou non, je suis ici pour défendre les intérêts de mon comté. Il n'est pas nécessaire d'appartenir au parti du gouvernement pour prendre les intérêts de ses électeurs et les intérêts du peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je regrette d'interrompre le député, mais je soumets qu'il ne s'agit pas d'une question de privilège, le député fait tout simplement une défense de la C.C.F. et l'honorable député n'a pas le droit de parler ainsi.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Pardon, je ne défends pas la C.C.F. Je proteste parce qu'on a dit que j'étais un germe de mort, je me défends contre une attaque injuste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On n'a qu'à regarder le député qui possède un physique agréable<sup>3</sup> et personne ne dira qu'il est un germe de mort. L'honorable député de Rouyn-Noranda n'a pas à se plaindre de la façon dont il est traité, car nous l'avons traité avec beaucoup de considération et d'équité, depuis le début de la session et pendant le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

Il assure le député de Rouyn-Noranda qu'il sera toujours traité avec la même considération. Comme chef de parti, je lui ai fait tenir des copies de tous les bills à l'avance. Il m'a demandé de siéger dans un comité spécial et je lui ai accordé ce droit. Tous les députés ont le droit d'être traités comme des représentants du peuple et ils le seront.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Malgré tout, je proteste contre l'attaque injuste du ministre du Commerce (M. Beaulieu).

**M. l'Orateur** décide finalement qu'il n'y a pas de question de privilège et juge irrégulière l'intervention du député C.C.F.

**Projets de loi:****Allocations familiales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable premier ministre (M. Duplessis), et dont le texte se lit comme suit:

Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le fait que le gouvernement a présenté cette législation comme son premier bill indique toute l'importance primordiale que nous attachons à cette question, dont nous avons commencé l'étude hier. Sur la nécessité des allocations familiales, notre attitude est nette. Nous affirmons que le gouvernement a le devoir d'aider la famille, et particulièrement la famille nombreuse.

Lorsque la loi fédérale a été adoptée, nous l'avons étudiée d'une manière objective, sans considération partisane. Nous avons consulté des juristes éminents et nous avons pris toutes les précautions humainement possibles pour que notre attitude corresponde bien aux meilleurs intérêts de la province et à la mentalité de sa population. La loi fédérale des allocations familiales empiète sur les droits provinciaux de la famille, de l'éducation et du Code civil. On demande au Québec de troquer contre du vil métal l'œuvre de nos ancêtres.

Dès le lendemain de notre arrivée au pouvoir, nous avons commencé l'étude de la loi fédérale des allocations familiales. Nous en avons fait une étude

objective, sans partisanerie, en fonction des droits et des intérêts de la province et de la population. Nous avons consulté les juristes les plus éminents, nous avons recherché les jugements des tribunaux, nous avons pris toutes les précautions humainement possibles pour adopter une attitude qui corresponde le mieux aux intérêts de la province et de toute la population. Le gouvernement de l'Union nationale a voulu préparer la meilleure législation.

Ce projet de loi affirme des principes incontestables: la primauté du capital humain, la valeur incomparable des familles, spécialement des familles nombreuses, et le devoir du gouvernement de seconder les parents pour que les enfants bénéficient pleinement de la formation intellectuelle, morale et physique à laquelle ils ont droit. Il (M. Duplessis) affirme aussi le droit et le devoir des parents d'assurer l'éducation à leurs enfants. J'ai longtemps étudié cette question, j'ai consulté de grands légistes et j'ai pris toutes les précautions nécessaires, afin d'adopter une attitude qui corresponde bien aux intérêts de la province et de sa population.

La province de Québec possède des droits, des privilèges et des libertés garantis par le pacte confédératif. Il ne faut pas croire que ces prérogatives soient la conséquence de cadeaux faits à la province. Tout au contraire, ils ont été le résultat des luttes homériques et des sacrifices de nos pères. C'est un héritage sacré fait de gloire auquel s'ajoutent les garanties de vie et de survie essentielles et indispensables que tout homme de cœur doit sauver et que tout homme public doit défendre.

Pourquoi faut-il les défendre? Parce que si l'autorité fédérale, quelle qu'elle soit, empiète et empiète continuellement sur les droits provinciaux, on sacrifie notre avenir, on le voue à la destruction. Nous perdrons l'autonomie que nous avons acquise au prix du sang de nos ancêtres. C'est l'assimilation, l'unification, la mort de nos traditions, la perte de nos libertés et la destruction de notre entité sociale.

Laurier disait déjà que, "chaque fois que le Parlement fédéral accapare un de nos droits provinciaux, quelque insignifiant qu'il soit, c'est un pas de plus vers l'union législative et vers la perte de nos libertés". Les centralisateurs procèdent toujours de la même façon, ils procèdent en vertu d'un plan d'ensemble par étapes. Ils sont patients, tenaces. C'est petit à petit qu'ils accaparent les droits des provinces. Il y a à Ottawa une ambiance centralisatrice qui se reflète dans la mentalité de tous les partis.

L'objectif suprême des centralisateurs, c'est qu'il n'y ait au Canada qu'un Parlement, qu'une langue, qu'une race et qu'une religion. Or, nous croyons, nous, que la centralisation est une politique condamnable en elle-même. C'est la politique de Bismarck et d'Hitler. C'est une politique qui a été condamnée par les Pères de la Confédération. C'est une politique contraire aux droits et aux libertés des minorités. La centralisation a été condamnée par ceux qui ont décidé d'établir un système décentralisé. Si le système confédératif a été établi, c'est que Québec a des raisons particulières de vouloir posséder et exercer sa souveraineté.

Ils oublient que si nous sommes une minorité par le nombre, nous sommes une majorité par les droits. C'est pour cela qu'il a été décidé de donner aux provinces des droits administratifs qui correspondent à leur souveraineté. Parmi ces droits, il n'en est pas de plus sacrés que ceux qui se rapportent à l'éducation, à la famille et à nos droits civils. Nos droits sont reconnus et nous possédons la souveraineté pour les faire respecter. Le droit civil, la propriété, l'enseignement constituent pour nous une forteresse. Nous possédons aussi un régime familial différent des autres provinces. Il nous est interdit, sous peine de lâcheté et d'infamie, de vendre ces droits sacrés, même en retour de milliards.

Tous ceux qui ont saboté la paix universelle et ont lancé des germes de mort sur le monde ont toujours commencé par s'emparer de l'école. Dans la province de Québec, nous avons un système scolaire basé sur le respect de nos traditions. Nous avons des écoles qui s'inspirent non seulement des sciences profanes, mais également des connaissances des vérités éternelles.

Et plus traître que le plus grand des traîtres serait celui qui voudrait céder une parcelle de nos droits fondamentaux en matière scolaire. Nous avons des droits scolaires que nous entendons conserver et le pire de tous les traîtres est celui qui consentirait à en céder une parcelle.

Ce sont nos coutumes qui, dans le passé, ont fait la force du Québec, des coutumes religieuses, nationales et ethniques; Nous avons aussi un système familial différent des autres. Nous avons le culte de la famille, le culte de l'autorité paternelle et notre système législatif s'inspire de l'expérience des siècles, couronné par des réalisations fécondes et progressives. Ce culte se reflète dans notre Code civil, qui est également distinct des autres provinces, auréolé de pensée française. Le respect de la Constitution est encore la meilleure garantie de l'avenir.

Notre système familial est nécessaire à l'expansion de la race. Notre système éducationnel et nos droits dans le domaine de la famille, c'est la quintessence de la pierre angulaire de notre édifice national. Les plus chers de nos droits sont dans le domaine de la famille, de l'éducation et du droit civil.

Ai-je besoin d'ajouter que jamais la province ne consentira à vendre ses droits, même pour des millions. Des millions, ça passe, ça se dépense, c'est fragile, mais les droits demeurent. Si un traître a vendu son droit d'aïnesse pour un plat de lentilles, la Législature de Québec ne vendra jamais le nôtre pour des millions. C'est une richesse qui ne se vend pas, qui est plus précieuse que tous les millions du monde.

Où en est rendue la situation à propos des allocations familiales? Il est nécessaire plus que jamais de se pencher sur la famille canadienne. Le but de la présente loi est de rendre justice aux familles nombreuses, en tenant compte de nos traditions et de nos prérogatives. Or, sous prétexte des allocations familiales, le pouvoir fédéral voudrait s'emparer de ces droits fondamentaux.

La loi fédérale a pour objet l'établissement, par Ottawa et sous le contrôle d'Ottawa, d'un prétendu système d'allocations familiales. Elle constitue une usurpation des droits provinciaux fondamentaux dans le domaine éducatif, dans le domaine familial et dans le domaine des droits civils. Les plus éminents juristes en sont venus à cette conclusion. C'est un marché, où on nous demande de sacrifier l'avenir pour des avantages passagers.

Le 2<sup>e</sup> article de la loi stipule qu'à partir du 5<sup>e</sup> enfant, l'allocation fédérale baissera au lieu de monter. Par conséquent, la loi fédérale est dirigée contre les familles nombreuses au lieu de les aider. Dans les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> articles de la loi, on dit que l'allocation est payable en autant que la personne désignée par le gouvernement, et ça peut être le père, la mère ou un étranger, se conformera aux conditions et aux directives fédérales imposées en matière d'enseignement, d'éducation et de vie familiale.

On pourra refuser l'allocation si l'enfant ne va pas à l'école ou s'il ne reçoit pas la formation équivalente prescrite dans les règlements. Le fédéral force les pères de famille, pour recevoir les allocations, à se conformer à un certain nombre de conditions. Ces empiètements peuvent augmenter d'année en année, puisque le gouvernement d'Ottawa a droit de changer les règlements. C'est la pénétration systématique dans le domaine sacré de la famille. On demande à Québec de céder ses prérogatives en retour d'octrois.

Pas un homme sérieux ne peut étudier la loi sans conclure qu'elle constitue une ingérence du fédéral; c'est la pénétration dorée dans les domaines sacrés de l'éducation, de la famille et des droits civils. Ces articles donnent au gouvernement fédéral le droit de contrôler la formation de l'enfant. Et le gouvernement fédéral s'est réservé là-dessus le droit de faire des règlements, de les changer et de les modifier à son gré.

Par conséquent, il s'arroge le droit de prescrire le genre d'instruction que l'enfant recevra et de mettre de côté l'autorité paternelle, l'autorité maternelle et l'autorité religieuse. Il (M. Duplessis) fait l'éloge de nos familles nombreuses. La loi passée à l'unanimité de la Chambre fédérale est anticonstitutionnelle.

Outre l'opinion du juge P.-G. Mignault, qu'il avait citée la veille, et qui a dit que cette loi n'est pas de la compétence du Parlement fédéral et, conséquemment, *ultra vires*. M. Mignault disait que la loi des allocations familiales n'est pas constitutionnelle parce qu'elle constitue un empiètement dans le domaine familial, éducationnel et social. Ces empiètements peuvent être augmentés de mois en mois, parce que le gouvernement fédéral s'est réservé le droit de faire des règlements qu'il peut changer de mois en mois, un pouvoir de réglementation illimité qui lui permettra de s'immiscer dans l'enseignement, l'éducation des enfants et lui permettra de mettre de côté dans ces deux sphères l'autorité paternelle et l'autorité religieuse. En plus de l'honorable M. Mignault, le gouvernement a aussi consulté Me Éméry Beaulieu, c.r., éminent juriste de Montréal, et ce dernier conclut à l'inconstitutionnalité de cette loi, pour les mêmes raisons.

Ce qui caractérise la loi, c'est le fait que le gouvernement fédéral entreprend de distribuer de l'argent directement aux individus, mais il subordonne son octroi à des conditions bien déterminées. C'est le préposé du gouvernement fédéral qui décidera si l'enfant est apte à aller à l'école, c'est le fonctionnaire fédéral qui décidera si l'allocation doit être versée aux parents, si elle sera payée à la mère plutôt qu'au père et c'est aussi lui qui décidera que le père doit affecter exclusivement l'allocation à l'entretien de l'enfant. La loi fédérale tend à établir la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, à s'assurer de la direction des enfants qui ne fréquentent pas l'école, modifie le Code civil, transforme le code familial, toutes des prérogatives qui sont de la compétence des provinces.

Toutes ces matières sont de la compétence des provinces et une telle loi doit être déclarée *ultra vires*. S'il est vrai que le fédéral peut dépenser les deniers publics à sa guise, il doit cependant le faire de telle façon qu'il n'empiète en rien sur les droits provinciaux.

La troisième opinion demandée par le gouvernement fut celle de Me Édouard Asselin, ancien procureur général de la province qui dénonce surtout les dangers plus grands que confère le pouvoir illimité de réglementation. La loi fédérale est inconstitutionnelle, dit-il, parce qu'elle vient à l'encontre du paragraphe 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Ces trois juristes éminents estiment que la loi fédérale est *ultra vires* et qu'elle constitue un empiètement flagrant du fédéral dans les domaines sacrés de l'éducation, du droit familial et de notre droit civil. On a aussi émis l'opinion que l'on donne des subsides à Ottawa pour s'emparer de nos droits.

Est-il désirable, est-il possible que la Législature permette un tel empiètement du fédéral et qu'elle se rende complice de ces accaparements dans un domaine aussi fondamental? Je réponds non. Les centralisateurs n'ont pas besoin d'encouragement; accepter la loi fédérale, telle quelle, équivaldrait à la pire trahison. Ces millions, plutôt chimériques que réels, que nous offre Ottawa n'offrent pas la garantie et la sécurité que consacre le pacte fédératif.

La province de Québec ne peut rester muette et silencieuse devant des attentats aussi graves à nos libertés. C'est pour cela que nous demandons à la seule Législature française et catholique d'Amérique de faire comprendre aux ennemis de la province de Québec que nous sommes une race trop grande pour mourir et, surtout, que nous voulons assurer la vie des générations qui montent. Nous nous devons, et nous devons à nos ancêtres, de nous élever contre ces intrusions. Il n'est pas plus permis de crucifier une liberté sur une croix de bois que sur une croix d'or.

Sans fausse modestie, j'ai assez d'expérience comme avocat pour dire que la loi est le pire accroc aux prérogatives provinciales. La question a été étudiée pendant des semaines et, pour moi, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la loi des allocations familiales est le pire accroc, le pire empiètement jamais commis par un gouvernement fédéral dans la partie la plus sacrée de la juridiction provinciale. La province de Québec ne peut pas rester muette et silencieuse devant un attentat aussi grave. Plusieurs organismes sociaux, des journaux comme *L'Action catholique* nous ont d'ailleurs pressé de réclamer les droits de la province.

Je demande aux membres de la seule Législature française d'Amérique d'envisager la question sous un aspect non partisan; ce n'est pas une question de parti. L'heure n'est pas à la division, mais à l'union pour la revendication de nos droits les plus chers. Nous demandons à la Législature de réaliser l'union sacrée au moins sur cette question fondamentale, afin de tenir allumé le flambeau de nos prérogatives et de les transmettre au blé qui lève, à la génération montante et aux générations futures. Nous sommes à la croisée des chemins. C'est l'heure pour la province d'arrêter définitivement la marche destructrice alarmante des accaparements et des centralisateurs.

Ce que nous demandons, c'est simplement la revendication de nos droits. C'est ça le bill. Non seulement nous revendiquerons nos droits, mais nous prendrons les moyens constitutionnels de les réclamer efficacement. Ce gouvernement demande l'autorisation de conclure avec Ottawa des ententes pour l'établissement d'un système d'allocations familiales digne de la province, de ses responsabilités et conforme au pacte d'honneur de la Confédération. On dira: mais qu'est-ce que vous allez faire? Nous demandons à la Législature d'autoriser le gouvernement de conclure les arrangements qu'il croira justes, raisonnables et constitutionnels dans le but de coopérer avec les autorités fédérales pour doter la population de la province d'un système d'allocations familiales correspondant à ses besoins et à ses aspirations.

Est-ce trop demander? Nous allons revendiquer avec courtoisie, mais aussi avec la plus grande énergie, mais sans soumission et sans abdication, nos droits en matière d'éducation familiale et de droits civils. Nous allons offrir à Ottawa notre collaboration la plus sincère et la plus loyale. Mais nous n'accepterons ni subjugation, ni tutelle, ni curatelle. Il y a longtemps que la province de Québec a atteint sa majorité. Nous n'avons plus besoin de curateurs ou de tuteurs.

Il peut arriver que, dans l'atmosphère centralisatrice d'Ottawa, ceux qui y vivent se laissent pénétrer par l'ambiance sans trop s'en rendre compte. Nous allons discuter franchement et loyalement avec les autorités fédérales, animés d'un sain esprit de collaboration. Par une entente fédérale-provinciale, il est possible de faire disparaître les principaux vices du projet d'Ottawa sans qu'il soit nécessaire d'amender la loi elle-même.

L'important, c'est que le gouvernement fédéral ne profite pas du pouvoir illimité de réglementation que lui donne la loi pour contrôler

l'éducation des enfants. Une fois fixée par une entente dans la limite des droits constitutionnels, ces règlements édictés pour la mise en application de la loi ne pourront plus être changés sans le consentement de la province. Québec est prêt à collaborer, mais ne peut le faire sur le mépris de nos droits fondamentaux.

**M. Chaloult (Québec):** Si Ottawa refuse de collaborer et veut payer les allocations quand même, que fera le premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député du comté de Québec de cette question. J'ai bon espoir que le fédéral se rende aux représentations du Québec, d'autant plus que je crois que nous ne serons pas seuls dans nos revendications. Je suis même sûr que nous ne serons pas seuls à Ottawa. Nous allons discuter et je suis moralement convaincu que nous allons réussir à nous entendre. J'ai tout lieu de croire que, devant un mouvement national bien compris, le gouvernement fédéral ne refusera pas de se rendre à nos désirs.

Si, par impossible, le fédéral refuse, nous prendrons les moyens constitutionnels à notre disposition pour faire valoir les droits de la province et établir notre système d'allocations familiales. Si la province de Québec est respectueuse de ses saines traditions, sait se tenir debout, il n'y a pas un gouvernement qui puisse résister. Il y a bien des années, avec des moyens d'action moindres, nos Pères ont conquis les libertés constitutionnelles dont nous jouissons. Si nous n'avons pas la vision et le talent des La Fontaine, nous avons le désir de faire respecter nos droits et nous aurons du moins leur ténacité et leur volonté irrévocable.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Quels seront ces moyens constitutionnels dont parle le premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Louis, qui est avocat, n'a qu'à lire l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour le savoir. Les moyens sont là et ils sont considérables.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le bill actuellement devant nous demande de donner au gouvernement le pouvoir de conclure une entente avec Ottawa. J'ai ici la loi fédérale et j'attire l'attention du premier ministre. Je voudrais savoir ce que le gouvernement fera de l'article 10 qui dit que le gouvernement d'Ottawa peut conclure lui aussi des ententes avec

les provinces pour faciliter l'application de la présente loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette question du député contient justement une réponse à des questions qui viennent de m'être posées. On nous dit: "Vous demandez des pouvoirs trop considérables", et, tandis qu'à Ottawa le ministre peut conclure toutes les ententes qu'il veut, on trouve que c'est trop de laisser au gouvernement de la province la latitude de conclure des ententes. Le fait qu'il y ait un article de ce genre montre donc la possibilité d'ententes avec les provinces. Si un ministre a ce pouvoir, le gouvernement fédéral l'a à plus forte raison. Cet article facilitera justement la conclusion d'un accord légitime et constitutionnel. Le gouvernement de la province devrait avoir la même autorisation.

En 1933, le gouvernement provincial de l'honorable M. Taschereau, auquel je veux rendre justice, dirigé par l'oncle du député de Montmorency (M. Dumoulin), a fait voter une loi ici l'autorisant à légiférer par ordre en conseil en matière d'assurance. Les gouvernements d'Ottawa sont tous pareils pour accaparer. Le gouvernement d'Ottawa voulait s'accaparer nos prérogatives en matière d'assurance. Trois jugements du Conseil privé l'en ont empêché.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que l'entente que le premier ministre a en vue est possible sans amender la loi fédérale qu'il dit inconstitutionnelle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le crois. La majeure partie de la loi est faite de réglementations. On peut amender une loi, mais on ne peut changer un contrat. Mon honorable ami de Montmagny (M. Choquette), qui est un avocat distingué, conviendra que si nous faisons un contrat bilatéral, nous aurons une garantie supérieure à la législation qui peut être amendée à chaque session. La loi donne au gouvernement le pouvoir de modifier les règlements relatifs aux allocations de jour en jour. C'est son principal vice. Mais si nous concluons une entente, les modalités ne pourront plus être changées sans notre consentement.

Il est possible d'adapter la loi fédérale à la province de Québec, par une réglementation appropriée. Nous allons faire un contrat qui respectera les droits des parents et la Constitution et qui serait une meilleure garantie qu'une loi, et nous pourrions administrer l'attribution des allocations familiales sur notre territoire. La province se doit de



rester maîtresse de ses prérogatives. Un tel contrat aura pour effet d'enlever au fédéral l'exercice de prérogatives qu'il s'arroge en matière de droit familial et de droit civil pour les remettre entre les mains des provinces qui sont les seules à avoir le pouvoir de légiférer en ce domaine.

M. King et ses collègues ne veulent pas empiéter sur les droits provinciaux, mais ils ont une mentalité spéciale. M. Bracken n'est pas mieux, M. Coldwell<sup>4</sup> et M. Blackmore<sup>5</sup> non plus. Nous sommes convaincus que nous pouvons aller exposer ce que nous voulons à M. King, sans venir en conflit avec la loi qui donne au gouvernement fédéral le pouvoir d'édicter les règlements qu'il veut. Le pouvoir de réglementation se trouvera limité par l'entente.

La loi réduit un peu l'allocation familiale après le cinquième enfant. Nous pouvons même dire à M. Howe<sup>6</sup>: si vous ne voulez pas donner l'allocation complète à tous les enfants de la province, et si vous ne voulez pas payer plus à partir du cinquième enfant, la province offrira de combler la différence à partir du cinquième<sup>7</sup>.

Il faut qu'Ottawa réalise que la famille nombreuse est une richesse considérable pour la nation entière, et une contribution incomparable, non seulement à une localité et à une province, mais au pays tout entier.

Nous posons un acte démocratique en demandant au Parlement le mandat de combattre la centralisation. Nous voulons revendiquer avec courtoisie, mais fermeté, nos droits civils et nos prérogatives familiales. Nous sommes prêts à coopérer, sincèrement, mais en repoussant toute tutelle. La Chambre doit être unanime sur cette question de la revendication de nos droits par le gouvernement de la province contre les centralisateurs d'Ottawa. Il est convaincu qu'Ottawa ne peut avoir le pouvoir de légiférer en ce domaine.

(Applaudissements à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis du même avis que le premier ministre quant au principe de la loi. J'ai écouté attentivement le premier ministre. Je me demande quelles sont les intentions du premier ministre, quelle sorte d'entente il entend conclure avec le fédéral et juste qu'à quel point la Chambre peut lui faire confiance aveuglément sur cette question? Je dis cela pour les députés qui ont gardé leur bienheureuse candeur à son sujet et qui ne connaissent pas les idées du premier ministre en matière de législation sociale. Le premier ministre a raison de dire que la Législature doit se prononcer sur cette question. Son discours qu'il vient de

prononcer et son passé politique nous font craindre l'avenir, si nous ne lui donnons pas un mandat bien clair et précis.

La loi des allocations familiales est une mesure sociale que bien d'autres pays ont appliquée. Voici une question de souveraine importance. Tout le monde admet qu'il s'agit d'une législation progressive et nécessaire. Je n'ai pas besoin de discuter bien longtemps pour montrer le bien-fondé admis des allocations familiales. Il s'agit d'une question provinciale sur laquelle la Législature a une pleine et entière autorité à exercer et il n'est pas nécessaire, pour le premier ministre, de prononcer un aussi long discours pour le prouver et pour convaincre de cette nécessité les députés qui le sont déjà. La province de Québec est différente des autres au point de vue culturel et elle possède des méthodes particulières auxquelles elle tient. Il y a différents moyens d'éviter les empiètements. Ce qu'il faut, c'est couvrir nous-mêmes le champ complet des lois sociales pour ne pas donner prise à l'intrusion d'autres pouvoirs.

Ce qu'il était important de faire connaître et ce que les députés veulent savoir tout d'abord, ce sont les intentions du premier ministre et du gouvernement et la portée de l'entente qu'ils sont prêts à conclure avec Ottawa. Le premier ministre a plané dans les hautes sphères de l'éloquence, comme s'il voulait aller imprimer sa figure à côté de celles des grands patriotes dont le portrait orne le plafond de cette Chambre. Mais je crains qu'il ne soit pas l'homme pour aller discuter avec Ottawa un plan d'allocations familiales. Je sais depuis longtemps que chez beaucoup de gens, qui se frappent le plus souvent la poitrine, les actes ne concordent pas toujours avec les paroles.

Le paiement des allocations familiales est nécessaire et même urgent. Tout le monde s'accorde sur le principe de la loi, mais il ne faut pas tromper le peuple avec des paroles. Le temps est aux actes. Nous, nous n'oublions pas que les discours, même si véhéments soient-ils, signifient peu de chose. Ce ne sont pas eux qui passeront à l'histoire. Ce qui compte ce sont les actes. Et j'ai d'autant plus raison d'être sceptique et d'avoir peur parce que je connais le premier ministre comme l'adversaire le plus irréductible de toutes les législations sociales; tout son passé politique le démontre comme le plus grand réactionnaire et le plus grand rétrograde des hommes qui ont dirigé le gouvernement de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition devrait s'élever et cesser ses personnalités.

**M. Godbout (L'Islet):** M. le président, j'ai écouté le premier ministre et je le prierais de ne pas m'interrompre. Je veux exprimer en toute franchise ma crainte que le premier ministre n'ait d'autre but que de s'opposer à une grande législation sociale.

(Applaudissements à gauche)

Je l'ai laissé attaquer mon administration sans rien dire et je ne me laisserai pas influencer. Je connais son attitude. Sa tactique est d'interrompre constamment afin de détourner celui qui parle de la question en jeu. Mais il ne me fera pas dévier d'une ligne. Je défends, ici, une cause sacrée que j'ai peur de voir mise en péril par celui qui s'est montré l'adversaire de toute législation sociale et progressive en cette province. L'autonomie de la province, c'est le droit de rester maîtres chez nous. Nous avons des méthodes culturelles auxquelles nous tenons. Nous ne voulons aucun empiétement du fédéral dans ce domaine.

C'est une obligation et un devoir sacré pour chacun de nous de travailler au maintien de la Confédération. Il est inutile d'exposer les raisons qui nous en font un devoir impérieux. Il y a divers moyens de faire entendre des protestations. Je suis plus jaloux que quiconque de la nécessité de sauvegarder l'autonomie provinciale. Mais ce n'est pas avec des discours violents qu'on peut la sauvegarder. Il est beau de protester contre les empiétements contre l'autonomie provinciale, mais cela ne donne pas grand résultat. L'important pour les empêcher d'intervenir sur les champs d'action laissés à la province, c'est de couvrir nous-mêmes ces champs d'action. La Législature ne doit pas oublier son devoir et ne doit pas empêcher la famille de profiter des lois sociales.

On peut être sûr que le peuple de la province de Québec ne veut pas et ne restera pas privé d'une législation sociale, nécessaire à cause des transformations que subit le monde, si le gouvernement ne comprend pas son devoir de donner les législations sociales qui s'imposent. Le père de famille devient de plus en plus l'unité dans la société, avec laquelle les gouvernements doivent traiter. Après la guerre surtout, le père de famille aura à porter des responsabilités très lourdes qu'il ne peut envisager seul et que la Législature de Québec doit porter avec lui. Les gouvernements doivent s'occuper du père de famille, avec ses droits, ses devoirs et ses obligations.

En certains milieux, parce que nous réclamons pour nos familles nombreuses, on a voulu faire passer le peuple de Québec pour un peuple de quêteux auquel on veut donner des allocations

familiales en disant que ce fut pour elle que fut faite cette législation. Rien n'est plus faux, et nous repoussons cette accusation avec mépris.

Le premier ministre essaye de retarder l'application de la loi fédérale, mais la population du Québec, de l'ensemble du Canada, ne sera pas privée des lois sociales dont il a besoin. Ces allocations familiales sont destinées à tout le Canada et pas seulement au Québec. Elles ne favorisent pas plus la province de Québec qu'une autre province. Nous contribuerons 30 % en taxes des allocations familiales du fédéral et nous en retirerons 31 % à peu près.

Nous n'avons pas à nous mettre à genoux devant qui que ce soit, pas même devant un tory, pour assurer à notre peuple les bienfaits d'une pareille législation. Nous nous bornons à réclamer en faveur du peuple de Québec ce qui est une justice sociale. Mais nous devons aussi sauvegarder notre autonomie dans son intégrité. J'aurais voulu que le premier ministre nous dise ce qu'il a l'intention de faire à Ottawa.

Dès qu'il fut question des allocations familiales à Ottawa, j'ai écrit au premier ministre du Canada et je n'ai aucune hésitation à mettre devant la Chambre la correspondance que j'ai échangée avec le premier ministre du Canada à ce sujet. Le 1<sup>er</sup> décembre 1943, je lui disais, en substance ce qui suit: "Comme vous savez, le gouvernement de cette province approuve le principe des allocations familiales. Nous avons même inscrit dans nos Statuts notre désir de favoriser cette mesure. Cependant, malgré notre adhésion au principe, nous ne pouvons admettre qu'il soit donné suite au projet par les autorités fédérales, à titre de mesure de guerre. Il est évident qu'un projet de pareille envergure est essentiellement permanent. Il faudra prendre bien soin de sauvegarder l'autonomie provinciale, en vue de leur continuation après la guerre et de leur intégration dans un plan complet de sécurité sociale."

Les allocations familiales font partie d'un programme de sécurité sociale. Elles sont essentiellement un sujet de juridiction provinciale et, par conséquent, il faudra prendre bien soin de sauvegarder l'autonomie provinciale en vue de leur continuation après la guerre et de leur intégration dans un plan complet de sécurité sociale. En outre, à cause de la grande différence entre l'état de la population dans les diverses provinces, il faudra étudier attentivement les conséquences d'un plan national, afin d'éviter toute possibilité de mécontentement."

Le 4 février 1944, j'ai de nouveau écrit au premier ministre du Canada: "Je suis sérieusement

alarmé par des rapports de sources sûres, à l'effet que le plan d'allocations familiales annoncé dans le discours du trône ne prévoit pas le paiement de l'allocation pour plus de cinq enfants dans une même famille. Ceci va directement à l'encontre de l'usage universellement reconnu dans les plans de ce genre. Dans la plupart des cas, ou bien il n'y a pas d'allocation pour le premier enfant, comme dans le plan Beveridge, ou l'allocation pour le premier enfant est tout à fait nominale. Évidemment, le besoin d'allocation augmente à mesure que le nombre d'enfants excède celui de la famille moyenne, basée approximative du salaire de l'ouvrier."

Vous savez sans doute que, d'après les chiffres du recensement, on trouve dans la province de Québec, près de la moitié de toutes les familles canadiennes de plus de cinq enfants (82,160 sur 169,060) et il n'y a pas de doute qu'une proportion notable de l'autre moitié ne soit d'origine française.

J'ai écrit au premier ministre du Canada que c'était une injustice, parce que la famille nombreuse est un grand actif pour la nation, que les enfants de familles nombreuses ne sont pas une charge pour l'État, mais sa plus grande richesse. J'ai dit alors que nous étions les plus généreux et que la province de Québec donne à la patrie la plus grande contribution qu'elle puisse recevoir: le capital humain. J'ai affirmé que les allocations ne devaient pas être payées sans entente préalable avec la province. Dans ces circonstances, le plan proposé paraîtra certainement discriminatoire à l'endroit de Québec.

Le premier ministre nous dit aujourd'hui que, s'il ne peut conclure d'entente à Ottawa, il créera un plan provincial d'allocations. Mais c'est une impossibilité économique. Un tel système provincial, comme le premier ministre le préconise en dernier ressort, serait une impossibilité. Jamais une province seule ne pourra instituer un système d'allocations familiales sans l'aide d'Ottawa parce que, pour la province de Québec, cela représenterait de \$75,000,000 à \$80,000,000 annuellement. Imaginez ce qu'il en coûterait à une province de contribuer aux allocations payées dans les autres provinces et de prévoir ensuite une somme de \$80,000,000 pour ses propres allocations.

(Applaudissements à gauche)

Et chacun sait que la situation financière de la province ne saurait supporter un tel fardeau, surtout si l'on considère que la province devrait aussi assumer sa part des allocations fédérales. L'on s'imaginerait dans quel état d'infériorité économique se placerait la province. Le premier ministre a dit que

son gouvernement paierait s'il ne peut s'entendre avec Ottawa. C'est une impossibilité.

La loi a été passée à Ottawa le 14 août. Je n'étais plus premier ministre; nous n'étions plus au pouvoir. C'était mon intention de discuter la loi avec les autorités fédérales, avant qu'il ne soit trop tard, afin de pouvoir faire revenir ensuite devant la Chambre l'entente déjà réalisée, ou pour au moins dire sur quelles propositions elle était négociée. Le premier ministre aurait dû aller tout de suite discuter la question à Ottawa et revenir à l'Assemblée législative avec des propositions concrètes.

Des députés semblent très émus d'entendre le premier ministre parler d'autonomie provinciale, mais je n'ai pas confiance dans le premier ministre. Je veux savoir ce qu'il a derrière la tête avant de lui donner des pouvoirs comme ceux qu'il demande. Il y a un danger sérieux à se fier à la pensée du premier ministre et à lui confier le soin d'aller représenter à Ottawa les intérêts de la province. Il (M. Godbout) ne connaît pas premier ministre plus réactionnaire que le premier ministre actuel. C'est pourquoi j'ai raison d'avoir des craintes sur ses dispositions en ce qui concerne cette législation sociale. Que va-t-il dire à Ottawa?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Point d'ordre. Je trouve malheureux que le chef de l'opposition fasse une discussion de ce genre sur un sujet aussi sérieux. Il (M. Duplessis), dit-il, l'accuse de lui prêter des intentions qu'il n'a pas. Vous êtes à l'encontre des règlements.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre est le plus grand réactionnaire de la province. Je ne puis me tromper, c'est la *Gazette* qui le dit et aucun journal ne peut mieux interpréter la pensée du chef actuel du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Point d'ordre!

**M. Godbout (L'Islet):** Si quelqu'un est hors des règlements, c'est vous plutôt. Comme d'habitude, le premier ministre soulève un point d'ordre pour empêcher la discussion. Si quelqu'un agit constamment contre les règlements, est toujours en dehors des discussions, c'est bien celui qui proteste présentement, parce que j'expose sa méthode à la Chambre. Les députés veulent savoir ce que le gouvernement va proposer à Ottawa, et le premier ministre est un mauvais représentant parce que, durant toute sa carrière politique, il a été contre les lois sociales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un nouveau point d'ordre. Il lui demande de retirer ses paroles. Il reproche au chef de l'opposition de rabaisser un débat de cette envergure à des questions partisans et il lui demande de se relever au niveau de la loi.

(Des deux côtés de la Chambre, la discussion s'échauffe. Il y a des interruptions et des rappels à l'ordre.)

**M. Godbout (L'Islet)** se défend de faire des personnalités. L'honorable premier ministre peut contrôler ses nerfs. J'ai contrôlé les miens quand j'étais assis à la place qu'il occupe. Il déclare qu'il se contente tout simplement d'exposer les raisons pour lesquelles il voulait que les députés fussent renseignés.

J'ai le droit de dire que le premier ministre et son gouvernement sont de mauvais représentants de la pensée de notre peuple. Le premier ministre n'est pas un représentant qualifié pour aller discuter un projet d'allocations familiales pour la population canadienne et conclure une entente à Ottawa, parce que toute sa vie publique et politique démontre qu'il a toujours été opposé aux législations sociales qu'il prêche aujourd'hui.

**Voix à droite: À l'ordre!**

**M. Godbout (L'Islet):** M. le président, la droite peut faire de l'obstruction, je ne crains pas l'obstruction. Je vais dire toute ma pensée et je compte sur votre impartialité pour protéger les prérogatives des députés.

Qu'ira faire à Ottawa le premier ministre? Quelle sera l'attitude précise du gouvernement à Ottawa? Tout à l'heure, en réponse à une question du député du comté de Québec-Comté, le premier ministre a dit que, s'il était impossible d'arriver à une entente, nous aurions des allocations provinciales familiales. C'est une impossibilité. Il est donc très important qu'une entente soit conclue à Ottawa, dans les limites de nos droits et de nos privilèges. Jamais je ne céderai une parcelle de notre autonomie.

Je crains que le premier ministre ne soit l'homme pour obtenir une entente juste et conforme à la Constitution. En parole, le premier ministre est un grand champion de l'autonomie provinciale, mais une autre raison pour laquelle je ne veux pas que le premier ministre aille conclure une entente pour nous à Ottawa, c'est qu'il a été le premier et le seul chef de gouvernement provincial, depuis la Confédération,

qui ait permis à Ottawa d'empiéter et de sacrifier l'autonomie provinciale dans le domaine le plus délicat, celui de l'éducation à la jeunesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que le chef de l'opposition dit là est contraire aux faits et je lui demande de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Avec plaisir. Mais en 1937<sup>8</sup>, dans le domaine de l'aide à la jeunesse, le premier ministre du temps a conclu avec Ottawa une entente et a ainsi permis au fédéral de s'immiscer dans l'éducation. Quand le pouvoir central offre de l'argent en matière d'éducation, c'est extrêmement dangereux. Nous, nous n'avons pas crié nos dénonciations à l'endroit d'Ottawa, mais nous avons agi et nous n'avons jamais permis au fédéral de s'introduire dans le domaine éducationnel. Je reproche au premier ministre d'avoir sacrifié l'autonomie provinciale en acceptant d'Ottawa un octroi pour l'aide à la jeunesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Laissez-moi parler. Je

ne vous ai pas interrompu durant votre discours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vous avez dit que j'ai sacrifié les droits de la province en 1939. C'est faux. Je n'ai jamais sacrifié un iota des droits et privilèges de la province. Il (M. Duplessis) dit que son gouvernement n'a pas sacrifié l'autonomie provinciale. Ce fut le gouvernement Godbout qui le fit en matière d'assurance-chômage, d'éducation et de taxation. Je demande au chef de l'opposition de garder au débat le ton élevé sur lequel j'ai voulu le placer.

(Les manifestations se font de plus en plus bruyantes des deux côtés de la Chambre)

**M. Godbout (L'Islet):** Je demande au premier ministre de cesser de m'interrompre et, s'il persiste, je demanderai au président de le ramener à l'ordre.

(Applaudissements à gauche)

Dans le domaine de l'autonomie provinciale, les empiètements les plus voilés sont les plus dangereux. Quand on offre de l'argent pour s'infiltrer dans le domaine de l'éducation, c'est grave. La menace est dangereuse. Ottawa voudra surveiller la dépense de cet argent. Les offres d'argent sont à craindre. Mais, le peuple peut contrôler les dépenses

des ministres d'Ottawa comme celles des ministres de la province.

Quand j'étais premier ministre, de 1939 à 1944, on a essayé de faire accepter \$60,000 par la province pour l'éducation physique des enfants. Non seulement j'ai refusé, mais j'ai averti Ottawa que si le gouvernement insistait et persistait à s'introduire dans ce domaine, si on faisait de pareils dons aux autres provinces, nous dénoncerions cet empiètement devant les plus hautes autorités judiciaires. Je n'ai jamais crié cela sur les toits, mais j'ai agi.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Godbout (L'Islet):** (S'adressant au premier ministre) Je connais son passé social.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Quelle mesquinerie!

**M. Godbout (L'Islet):** Ah, ce mot du député de Matane et trésorier provincial ne me surprend pas. Il est plus mesquin ici qu'il ne l'était à Ottawa quand il approuvait les empiètements du gouvernement Bennett sur l'autonomie des provinces. Quand il était aux Communes, comme député de Dorchester ou comme ministre dans le cabinet Bennett, il avait peu de considération pour l'autonomie provinciale. Il la laissait violer; que dis-je, il la violait l'autonomie de la province.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je répondrai à cela.

**M. Godbout (L'Islet)** demande de nouveau au premier ministre de dire à la Chambre ce qu'il ira faire à Ottawa. Puis il attaque de nouveau le trésorier provincial.

Nos craintes seraient encore plus grandes, en ce qui concerne l'autonomie de la province, si l'honorable premier ministre était accompagné à Ottawa de son trésorier, l'honorable député de Matane (M. Gagnon). En 1935, ce dernier considérait en effet comme une folie, de la part des provinces, de refuser l'argent du fédéral qui veut les aider à donner aux populations des législations sociales; de refuser même 100 % des pensions et des allocations". (M. Godbout s'empare, alors, d'un volume du *Hansard*). J'ai un discours qu'il a prononcé à la Chambre des communes le 27 février 1935 et qui est reproduit dans le *Hansard*.

En prenant part, au nom du gouvernement, au débat sur l'assurance-chômage, le premier lieutenant

du premier ministre (M. Duplessis) avait dit ceci: "Je soumets respectueusement, M. l'Orateur, qu'il est très dangereux de faire une question constitutionnelle de problèmes purement économiques. Vous devez savoir avec quelle insistance l'opinion publique de tout le Canada réclame aujourd'hui des réformes sociales. Y a-t-il un financier, un homme d'État, un économiste ou un homme ordinaire possédant du sens commun, qui va prétendre que, si nous créons un système d'assurance-chômage, nous mettons en danger ou nous empiétons sur les droits des provinces?"

"Mais, nous ne faisons que protéger l'échiquier des provinces, parce que nous assumons le coût total de cette législation sociale. Pourquoi les provinces se plaindraient-elles si nous établissons une politique d'assurance-chômage qui ne leur coûtera rien? Pourquoi les provinces s'objecteraient-elles, si nous assumons le coût total des pensions de vieillesse et que, même si cela faisait une brèche dans l'autonomie, ce serait pour nous une sottise de refuser les offres du fédéral si on nous offre de l'argent. Pourquoi les provinces s'objecteraient-elles, si nous aidons à diminuer le chômage en établissant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures?"<sup>9</sup>

Le député de Matane n'a pas changé d'idée et je conseille au secrétaire de la province de prendre garde. Ottawa lui offrira des présents grecs pour l'éducation physique.

Au-dessus des valeurs matérielles et des millions, il y a des valeurs spirituelles, et c'est celles-là qu'il veut surtout défendre. La question de l'éducation physique est encore pendante. Je demande au gouvernement de ne pas poser, à ce sujet, un geste malheureux.

J'approuve le principe du bill et je suis contre les empiètements du fédéral dans un domaine qui relève de nous, mais je ne veux pas donner un mandat en blanc au premier ministre pour aller conclure une entente sur les allocations familiales avec Ottawa, car je doute de lui, je doute parce que tout le passé du premier ministre est contre la législation sociale.

Ira-t-il à Ottawa pour provoquer les ministres pour qu'il n'y ait pas d'entente possible et, par conséquent, pas d'allocations? Les craintes que j'éprouve de voir le premier ministre aller à Ottawa pour régler les allocations familiales, elles seront plus grandes si je sais qu'il est accompagné de celui qui est aujourd'hui son trésorier, car ses opinions sont connues. Elles sont dans le *Hansard*. Le premier ministre peut avoir des faiblesses devant les autorités fédérales comme le député de Matane.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai voté contre mon parti, à Ottawa, ce que le chef de l'opposition n'a pas eu le courage de faire. Il a toujours été couché.

**M. Godbout (L'Islet):** Sur des questions secondaires ou de détail, je présume.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Sur le drapeau national et la monnaie bilingue. Est-ce que, pour le chef de l'opposition, ce sont des questions de détails?

**M. Godbout (L'Islet):** Il est question en ce moment d'autonomie provinciale. J'ai cité les propres paroles du député de Matane. Que dirait-il des lois sociales de M. Bennett? Faut-il lui citer encore ses paroles à propos de l'autonomie?

C'est le Parti libéral qui a fait rappeler les lois Bennett, que le trésorier provincial avait votées en disant: peu importe l'autonomie provinciale, pourvu que ça paie.

Mais il est 6 heures et je veux terminer en disant que j'étudierai ce projet de loi au point de vue des meilleurs intérêts de la province.

(Applaudissements prolongés à gauche)

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Rapports du comité spécial:

#### Composition des comités permanents

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

#### *Comité permanent des règlements:*

Président: M. Blanchard.

Les honorables MM. Larochelle, Trudel, Dumaine, Hamel; MM. Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dubé, Dumoulin, Goudreau, Jolicoeur, Joyal, Langlais, Lemieux, Roberge, Sylvestre, Vachon.

Nombre des membres: 18.

Quorum: 5.

#### *Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:*

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Delisle, Gagnon, Lorrain, Paquette, Talbot, Dansereau, Leduc, Mathewson; MM. Bellemar, Bergeron, Bernard, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dupré, Fillion, Gosselin, Guerin, Langlais, Larivière, Leclerc, Marcotte, Marler, O'Connor, Plourde, Sabourin.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 8.

#### *Comité permanent des privilèges et élections:*

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Duplessis, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Gagnon, Lorrain, Talbot, Tardif, Sauvé, Bienvenue, Casgrain, Francoeur; MM. Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Québec-Est), Ducharme, Kirkland, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Nadon, Robidoux.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 10.

#### *Comité permanent des bills privés en général:*

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Duplessis, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Lorrain, Talbot, Trudel, Sauvé, Bienvenue, Dansereau, Dumaine, Francoeur, Godbout, Hamel, Leduc, Mathewson; MM. Bellemar, Bernard, Caron, Chaloult, Chartier, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Gatien, Goudreau, Guerin, Hartt, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Lesage, Laurendeau, Marcotte, Marler, Roberge, Robidoux, Samson, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 47.

Quorum: 12.

#### *Comité permanent du Code municipal:*

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Sauvé, Tardif, Casgrain, Hamel; MM.

Bellemare, Bernard, Caron, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Ducharme, Duffy, Dumoulin, Fleury, Joyal, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Lizotte, Morin, Riendeau, Sylvestre, Tellier.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 9.

*Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:*

Président: l'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Élie, Labbé, Larochelle, Paquette, Sauvé, Tardif, Trudel, Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Dumaine, Godbout; MM. Bergeron, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Duffy, Dupré, Fillion, Fleury, Gosselin, Goudreau, Langlais, Larivière, Lawn, Leclerc, Lesage, Lizotte, Marcotte, Mercier, Nadon, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Riendeau, Robidoux, Sabourin, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 45.

Quorum: 12.

*Comité permanent des comptes publics:*

Président: M. Thuot.

Les honorables MM. Duplessis, Beaulieu, Bourque, Côté, (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Gagnon, Paquette, Talbot, Sauvé, Casgrain, Francoeur, Mathewson; MM. Bernard, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Dubreuil, Fillion, Gatién, Hart, Laurendeau, Mercier, Riendeau, Vachon.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 10.

*Comité permanent des bills publics en général:*

Président: l'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Gagnon, Paquette, Pouliot, Robinson, Talbot, Tardif, Sauvé, Bienvenue, Casgrain, Dumaine, Godbout, Groulx, Mathewson; MM. Blanchard, Caron, Chaloult, Choquette (Shefford), Choquette (Montmagny), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Fleury, Laurendeau, Leclerc, Lizotte, Marler, Morin, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Riendeau.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 10.

*Comité permanent des industries et du commerce:*

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Élie, Labbé, Lorrain, Paquette, Robinson,

Bienvenue, Dansereau, Groulx, Hamel, Leduc; MM. Bergeron, Chartier, Chartrand, Dupré, Fleury, Gatién, Guérin, Kirkland, Langlais, Larivière, Lawn, Lesage, Marcotte, Morin, O'Connor, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Ross, Samson, Tellier, Thuot.

Nombre des membres: 35.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. *L'événement* du 16 février 1942, à la page 3, écrit: "La discussion devient mouvementée à certains moments."

2. Selon *L'Événement* du 16 février 1942 cette intervention de M. Duplessis arrive bien à ce moment, même si cela semble incongru.

3. Selon *L'Action catholique* du 16 février 1942, M. Côté est gros et gras.

4. En 1945, James William Coldwell est député de Rosetown-Biggan (Régina, Saskatchewan), président du C.C.F. canadien et leader parlementaire en Chambre pour le même parti. (Normandin, A. L. *The Canadian Parliamentary Guide 1945*. Ottawa, Syndicat d'œuvres sociales limitée, 1945, p. 140)

5. En 1945, John Blackmore est député de Lethbridge (Alberta) et leader du parti du Crédit social. (Normandin, A. L. *The Canadian Parliamentary Guide 1945*. Ottawa, Syndicat d'œuvres sociales limitée, 1945, pp. 127-128)

6. En 1945, Clarence Decatur Howe est député de Port Arthur (Ontario) et ministre. (Normandin, A. L. *The Canadian Parliamentary Guide 1945*. Ottawa, Syndicat d'œuvres sociales limitée, 1945, p. 167)

7. *Le Canada* du 16 février 1942, à la page 2, précise: "C'était le projet du chef de l'opposition".

8. *Le Soleil* du 16 février 1942 parle plutôt de 1939.

9. Selon *Le Canadien (Lévis)* du 23 février 1945, à la page 8, cette citation fit en sorte que des députés ministériels firent disparaître, le soir même, de la bibliothèque de la Législature les trois copies françaises du *Hansard*.



## Première séance du vendredi 16 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à diviser son territoire pour fins de l'élection des conseillers (M. Joyal).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du révérend Sydney Williams et autres, demandant l'adoption d'une loi formant en la cité de Shawinigan Falls une corporation sous le nom de Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company (M. Ducharme);
- de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);
- du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi le constituant en corporation de ville (M. Jolicoeur).

**Projets de loi:****Service provincial  
de radiodiffusion**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxes municipales et scolaires**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 11 pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

**Service provincial  
de radiodiffusion**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 5 modifiant la loi du département du Trésor.

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

5 Loi modifiant la loi du département du Trésor.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

## **Projets de loi:**

### **Allocations familiales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

## **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Godbout (L'Islet)** déclare qu'il ne sera pas long, parce que personne ne discute le principe du bill. Tous les députés de la Chambre sont unanimes à reconnaître la nécessité de l'application de la loi des allocations familiales, de la coopération entre les deux gouvernements pour l'appliquer et de l'impossibilité pour l'autorité fédérale de l'appliquer seule, parce qu'il s'agit d'une question provinciale. Cette loi est nécessaire, mais elle ne peut être appliquée que par la coopération des deux gouvernements. Il rappelle qu'il a fait valoir lui-même le point de vue des provinces devant les autorités fédérales. J'ai dit mon attitude dans le passé et que mon intention était de venir dans cette Chambre avec une proposition bien définie ou, du moins, un exposé des pourparlers en cours, si j'avais gardé le pouvoir. Je crois que c'était la seule attitude logique.

Le premier ministre aurait dû, depuis le mois d'août, entamer des pourparlers avec Ottawa, afin d'être en mesure de présenter à la Chambre aujourd'hui un projet d'entente pour la mise en vigueur des allocations familiales dans la province, ou un projet de loi déjà en marche. Le gouvernement, dit-il, demande à la Chambre deux mandats en blanc: Il nous demande d'aller à Ottawa pour conclure

l'entente qu'il voudra, mais ne dit pas ce qu'il a l'intention de proposer.

Il nous demande de voter les argents qu'il croira nécessaires à l'application de l'entente. En premier lieu, il est du devoir du premier ministre de mettre la Chambre au courant de ce qu'il peut proposer à Ottawa. En second lieu, le gouvernement doit fixer dans la résolution le montant qu'il a l'intention de dépenser, de façon à ce que les Chambres puissent le voter chaque année.

Nous sommes en faveur des allocations familiales que nous croyons nécessaires, non par charité, comme on veut faire croire en certains milieux, mais par justice sociale. Ce n'est donc pas notre intention de nous opposer au principe du bill et nous n'avons aucune intention non plus de sacrifier les prérogatives de la province. Je m'oppose à ce que les députés donnent un blanc-seing au gouvernement pour l'application de la loi et des ententes qui pourraient être conclues. Nous croyons que le gouvernement devrait toutefois dire aux députés ce qu'il compte faire dans ses négociations avec Ottawa, ce qu'il entend faire si ces pourparlers ne réussissent pas et quelles sommes ces projets vont coûter à la province, lorsqu'il s'agira d'appliquer la loi provinciale des allocations familiales.

La province n'est pas capable d'établir seule son système d'allocations à cause du coût trop élevé, probablement entre \$75,000,000 et \$80,000,000 et, dans les conditions actuelles, d'où proviendra l'argent? La taxe de vente doit-elle être doublée? De plus, une telle charge placerait la province dans une situation qui ne lui permettrait pas de rivaliser avec d'autres provinces. Ce serait impossible. Par conséquent, il serait approprié que le gouvernement ajoute au projet de loi des dispositions concernant spécifiquement le coût prévu. Si le gouvernement Duplessis prive les pères de famille de notre province des allocations, il placera Québec dans une situation inférieure.

Le peuple réclame des allocations familiales, il en a besoin et c'est de la justice sociale que de les lui accorder.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Après avoir entendu le chef de l'opposition, je constate que la Chambre paraît unanime sur deux grandes idées, à savoir que le principe des allocations familiales doit être réalisé et le respect de l'autonomie provinciale dans ce domaine. Il y a cependant quelque chose de surprenant. Cette unanimité vient bien tard. Si on est en face de difficultés d'ordre constitutionnelles constantes, c'est que, dans le passé, la Législature n'a

pas utilisé les pouvoirs que lui conférait son autonomie et sa souveraineté pour instaurer elle-même une politique d'allocations familiales dans la province. Il est renversant que, dans une province où le problème central est celui de la famille, aucune des administrations précédentes n'ait utilisé l'autonomie pour nous doter d'une loi d'allocations familiales.

Pourquoi le Parti libéral, qui a été au pouvoir durant de si longues années, n'a-t-il rien fait dans ce domaine, si ce n'est une petite loi qui n'avait de familial que le nom et qui n'a valu d'allocations à personne? Le Parti libéral aurait pu prendre l'initiative dans le domaine des allocations familiales. Pourquoi le premier gouvernement de l'Union nationale, porté au pouvoir par un mouvement de réaction populaire et un immense besoin de restauration nationale, n'a-t-elle pas profité de ses trois années de pouvoir pour nous doter de cette réforme essentielle, les allocations familiales? Mais non, ni le Parti libéral ni l'Union nationale n'ont fait quoi que ce soit dans ce domaine, n'ont vraiment utilisé la souveraineté de l'État québécois.

Et voilà pourquoi nous nous trouvons en ce moment devant un problème constitutionnel dont tous les députés en cette Chambre constatent l'angoisse et la gravité. Aujourd'hui, nos difficultés proviennent du fait que la loi n'a pas été passée à temps. Car il est tout de même étrange et renversant que la première fois qu'il soit vraiment question de cette législation familiale en cette Législature, c'est six mois après qu'Ottawa ait adopté sa loi.

Aujourd'hui, la Chambre est unanime. Mais pourquoi l'est-elle si tard? Ce n'est pas d'aujourd'hui que la situation de la province exige une telle loi. Le monde moderne est excessivement dur pour la famille. Les allocations familiales sont nécessaires, les salaires sont trop bas. Si la Chambre est unanime, c'est que la situation du père de famille exigeait cette réforme, et depuis longtemps, au témoignage même des sociologues. Vous allez me permettre de citer des chiffres tirés des derniers recensements fédéraux de 1931 et de 1941; ceci montre qu'il ne s'agit pas de faits nouveaux, mais bien d'une situation à laquelle il aurait fallu dans ce temps là remédier.

Prenons le cas des salariés masculins de plus de 27 ans<sup>1</sup>, donc des pères de famille: 46 % de ces salariés, parmi la population non agricole, gagnaient moins de \$950 par année. C'est une situation anormale. Comment voulez-vous qu'un père de famille dans une ville puisse élever sa famille avec un tel salaire? Comment voulez-vous qu'il nourrisse ses enfants? Comment voulez-vous qu'il les loge

convenablement? Comment voulez-vous qu'il leur donne une éducation raisonnable?

Dans les campagnes, la moitié environ des cultivateurs avaient un revenu net agricole inférieur à \$500. Les recensements ont démontré que 22 % ne retire que \$750 par an et 23 % de \$750 à \$1,000 par année. C'est effarant. Or, c'est dans ces familles que sont le plus grand nombre d'enfants; c'est là que se pose le problème aigu de l'enseignement technique, surtout le douloureux problème de l'établissement des fils de cultivateurs! Quels miracles ne devra pas accomplir ce cultivateur, père de 8, 10 ou 12 enfants, pour établir ses fils, quand il reçoit un aussi faible revenu. De là aussi le départ de tant de cultivateurs pour les villes et aussi l'émigration.

Encore un dernier chiffre. D'après une enquête sur le budget minimum entreprise par la L.O.C. à Montréal, le salaire moyen de l'ouvrier père de famille est de \$34 par semaine, soit plus de \$1,700 par année. Et la L.O.C. était forcée de constater qu'environ 70 % ne recevait pas un tel salaire! Pourquoi la Législature de Québec, devant une telle situation, a-t-elle attendu si terriblement tard et s'est-elle laissée devancer par Ottawa? Devant ces faits, les gouvernements de la province ont eu tort de ne pas réagir tout de suite.

Pour ce qui est de la loi fédérale, je ne suis pas moi-même un juriste, mais je tiens compte des opinions émises par l'honorable M. Mignault, et par Mes L.-E. Beaulieu et Édouard Asselin, de même que par d'autres juristes que j'ai personnellement consultés. Je crois donc, avec les autres membres de la Chambre et les autres chefs de gouvernement qui se sont exprimés avant moi, que cette loi fédérale des allocations est inconstitutionnelle et antifamiliale, puisque notamment elle pénètre dans le domaine du droit civil et de l'éducation.

De plus, elle ne favorise pas les familles nombreuses par suite de la prime décroissante. Je crois en outre, et c'est une remarque qu'on n'a pas encore faite en cette Chambre, qu'elle ménage des surprises désagréables. Je mets en garde les pères de famille contre une illusion qui a cours. Plusieurs pères de famille, qui s'imaginent pouvoir en retirer des avantages, en réalité n'en profiteront pas du tout. Dans un grand nombre de familles, à cause des règlements attachés à l'application, on recevra l'allocation d'une main pour la remettre de l'autre au gouvernement.

Les chefs de famille ne retireront presque rien des allocations familiales parce que, d'après l'article de la loi fédérale, ceux qui retireront des allocations n'auront pas droit au dégrèvement dans le calcul de

l'impôt sur le revenu. Par exemple, un père de famille recevant un salaire de \$1,400 devra rembourser au complet en impôt ce qu'il recevra en allocation, s'il n'a qu'un enfant, et il en sera de même pour le père de deux ou trois enfants, selon qu'il recevra \$1,660 ou \$1,800 par année. Un grand nombre de ceux qui s'attendent à recevoir des allocations n'en toucheront pas.

Il y a des députés qui ont fait observer que la loi avait été votée unanimement aux Communes. C'est exact, mais je vous ferai remarquer que les membres de mon parti ont fait valoir leurs doutes concernant la constitutionnalité de la loi et que M. J.-Armand Choquette, député de Stanstead, qui a parlé au nom de notre groupe, tout en votant pour le principe des allocations familiales, a fait valoir, avant de voter pour la loi de M. King, la plupart des arguments que cette Chambre a invoqués jusqu'ici. Le député fédéral de Stanstead<sup>2</sup> a prétendu, par exemple, que la loi est inconstitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demanderais au député de Laurier d'être juste pour les autres députés et sénateurs à Ottawa qui ont pris la même attitude. Entre autres, des objections ont été soulevées aux Communes par M. Frédéric Dorion, député de Charlevoix-Saguenay et, au Sénat, par Sir Thomas Chapais.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** dit qu'il voulait tout simplement faire remarquer qu'il n'y a pas de contradiction prise par les députés de son groupe à Ottawa et celle qu'il défend à Québec. La loi Duplessis répond à une excellente intention, puisqu'elle veut à la fois assurer au peuple des allocations familiales et sauvegarder la souveraineté de l'État provincial. J'approuve le projet de loi provincial et admet l'importance de s'entendre avec Ottawa pour faire respecter les droits provinciaux en matière familiale et éducative. Mais après les explications qu'a données, hier, le premier ministre, il reste encore des obscurités et des illogismes.

J'aurais aimé savoir, de façon plus précise, quel genre d'entente le gouvernement projette de conclure avec Ottawa? Car enfin, il nous oblige à procéder à l'aveuglette, puisqu'il nous demande un blanc-seing. Et, deuxièmement, au point de vue simple bon sens, je me demande comment une loi dont on admet l'inconstitutionnalité peut devenir constitutionnelle, en vertu des ententes auxquelles elle peut servir de base et en vertu des règlements qui l'accompagnent et que le ministre fédéral édictera en vue de faciliter l'exécution?

En d'autres termes, comment des règlements faits en vertu d'une loi inconstitutionnelle peuvent-ils rendre cette loi constitutionnelle? Il y a quelque chose qui cloche là-dedans. Les règlements seront-ils suffisants pour empêcher qu'on attaque cette loi? Il y a là un point sur lequel il (M. Laurendeau) voudrait être éclairé. Il serait plus simple et plus logique, à mon avis, que le Parlement de Québec demande au gouvernement d'Ottawa de porter semblable loi devant les tribunaux pour juger de sa valeur constitutionnelle.

Si la Législature est en face de problèmes difficiles et dangereux, c'est que le gouvernement antérieur n'a pas passé de législation sur les allocations familiales. Le peuple du Québec veut des allocations familiales et il doit les avoir. Au reste, comme le projet de loi pose le principe de l'autonomie provinciale dans un domaine primordial, j'ai l'intention de l'appuyer avec les restrictions que je viens de faire.

**M. Chaloult (Québec):** Le développement de la personnalité humaine et une plus juste répartition des richesses justifient une loi des allocations familiales. On peut formuler des griefs contre les gouvernements qui ont précédé l'administration actuelle de n'avoir pas voté de loi d'allocations familiales. Le Parti libéral, par exemple, qui est censé être le parti du progrès et de l'évolution, ne s'est pas montré libéral sur ce point. Son chef (M. Godbout) a paru être plus libéral que le parti lui-même dans le champ de la législation sociale, mais cela n'a pas été suffisant. J'ai réclamé pendant plusieurs années une loi plus sociale. Il est impossible de songer pour un instant que Québec organise seul un tel système.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai pas prétendu qu'une province était en état d'établir un système d'allocations familiales et c'est parce que je le réalise que ce projet de loi est devant la Chambre. J'ai ajouté, hier, que l'entente pourrait être complétée par une addition des provinces.

**M. Chaloult (Québec)** dit son regret qu'Ottawa ait été le premier à intervenir dans ce domaine. Il est incontestable que la loi fédérale est une loi d'élection, votée pour satisfaire l'opinion des provinces et attirer la province de Québec. Mackenzie King espère de nouveau tromper le Québec et obtenir l'appui de cette province lors des prochaines élections générales. Il n'est pas moins vrai qu'elle est dirigée contre la province de Québec

cependant. Je ne vois pas comment la province de Québec pourrait légiférer, quand il existe une loi fédérale. M. King s'est tellement moqué des Canadiens français, après en avoir tant profité, et a fait gober tellement de choses qu'il s'est dit Québec est tellement rouge, tellement aveugle qu'il gèrera bien ça par-dessus le marché.

On n'a jamais eu un tel exemple d'une échelle décroissante et c'est absolument irrationnel. Ainsi, l'échelle décroissante est dirigée contre les familles nombreuses. Il y a des lois d'allocations familiales en plusieurs pays, mais cela n'existe nulle part ailleurs. En certains pays, même, on a une échelle qui croît selon le nombre d'enfants. Si on diminue le taux après le quatrième enfant, c'est qu'on veut limiter le nombre des enfants. On punit les parents qui ont plus que quatre enfants. Ici, dans la province, on aurait dû au moins maintenir l'échelle des allocations à cause de nos familles nombreuses. C'est ce qui me fait dire que la loi fédérale est dirigée contre les familles nombreuses, partant contre la province de Québec.

Mais le peuple comprendra-t-il cela? L'attitude que tient en ce moment le gouvernement provincial sur cette question est courageuse à un certain point de vue, parce qu'elle sera peut-être mal interprétée dans le public. Elle n'est pas de nature à lui aider au point de vue électoral. On dira que le gouvernement est contre la politique d'allocations familiales, ce qui n'est pas vrai. Il la trouve courageuse et l'approuve. Mais le respect de l'autonomie passe avant les considérations de cette sorte. La loi fédérale ne rapportera pas beaucoup aux familles, car, en les privant du dégrèvement sur le calcul de l'impôt sur le revenu, on leur retirera d'une main ce qu'on lui donnera de l'autre.

De plus, cette loi implique une intervention révoltante dans le domaine de l'autorité paternelle, de l'enseignement et dans le domaine de l'éducation, l'un de ceux qui nous sont le plus cher. Par sa loi, Ottawa décrète la fréquentation scolaire obligatoire en décidant que, pour profiter de l'allocation, le jeune enfant devra aller à l'école. Je suis en faveur de la fréquentation scolaire obligatoire, dit-il, mais je ne veux pas que ce soit Ottawa qui nous la dicte.

À ce point de vue, l'ingérence d'Ottawa lui semble inconcevable et effrontée. Si l'enfant ne va pas à l'école, il sera privé de l'allocation, à moins qu'il ne reçoive une formation équivalente et cette formation équivalente est déterminée par le ministre fédéral de la Santé. C'est faire preuve d'insolence que de prétendre que le ministre fédéral de la santé devrait dire qu'un petit enfant canadien-français

devrait avoir la formation que ce ministre juge appropriée. Si on laisse le fédéral s'infiltrer dans notre éducation, nous aurons tout perdu, nous serons assimilés.

Il cite les opinions du R. P. Bouvier S. J. parues dans *Relations*, la meilleure revue française que nous ayons ici, qui soulignait que la loi fédérale des allocations familiales est un produit nettement inférieur. L'opinion du juge Mignault devrait clore le débat. Il (M. Chalout) fait une digression, en passant, sur les dettes fédérales. Il souligne l'accumulation indéfinie de dettes, car les centaines de millions que le fédéral versera pour les allocations familiales, il ira les chercher dans le peuple. Où va nous conduire cette accumulation de dettes? N'y aurait-il pas lieu de refuser de payer l'intérêt aux banques, qui servent à enrichir les banquiers, afin de ne pas les enrichir, et de créer plutôt une monnaie parmi le peuple?

Le premier ministre nous a déclaré qu'il se rendrait à Ottawa. J'espère qu'il saura se montrer ferme à Ottawa, mais qu'il ne provoquera pas les autorités fédérales, qu'il ne fera pas de bravades inutiles. Ce n'est pas par des provocations qu'on arrive à ses fins. Il faut savoir dans ces sortes de négociations joindre la fermeté à un esprit de conciliation et de bonne entente qui sont de bon aloi. Mais si Ottawa refuse, que fera le premier ministre? Pour ma part, il me semble que, dans un cas de refus, il est temps d'adopter une attitude ferme. Si Ottawa refuse de collaborer, il y a toujours lieu de refuser notre collaboration et reprendre, par exemple, les pouvoirs de taxation, qui étaient nôtres, que la province lui a temporairement cédés à l'occasion de la guerre. Nous pourrions toujours les reprendre.

À ce propos, je demande au premier ministre de donner avis immédiatement à Ottawa afin que ces pouvoirs nous soient rétrocédés dès le 1<sup>er</sup> avril. Il y a d'autres moyens efficaces que l'on peut prendre pour acculer Ottawa au pied du mur. Le premier ministre ne sera pas seul. La province pourrait même s'entendre avec d'autres provinces, telles l'Alberta et même l'Ontario, pour retirer sa collaboration au fédéral. Je ne verrais pas d'un mauvais œil que Québec collabore avec l'Alberta, voire même avec le premier ministre Drew<sup>3</sup>, bien que je n'éprouve aucune sympathie pour ce bonhomme-là.

Si le premier ministre ne peut réussir par la collaboration, si tous ces moyens échouent, je lui suggère de prendre tous les moyens pour que Ottawa soit obligé de céder. Nous faisons partie d'une Confédération parce que nous avons bien voulu en faire partie. Nous n'avons pas toujours été dans la

Confédération et nous avons vécu. M. Maxime Raymond a déjà dit: "Nous ne sommes pas séparatistes, mais qu'on ne nous force pas à l'être". Je crois donc que, si Ottawa nous force à être séparatistes, nous pourrions fort bien le devenir et si on ne veut pas de nous dans la Confédération, nous pourrions toujours en sortir. Notre province possède déjà d'ailleurs tous les attributs de la souveraineté.

Je souhaite que le premier ministre profite de son voyage pour parler des autres empiétements. Il ne suffit pas de garder ce que nous avons, mais il faut reprendre ce que nous avons perdu. Il se demande comment le premier ministre pourrait limiter dans la loi le montant d'argent que la province devra dépenser, sans savoir auparavant ce que cela coûtera à la province et quand on ne sait pas quelle sera l'entente. Il termine en disant qu'il votera pour le projet de loi.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** déclare qu'il ne s'associe pas à l'unanimité de la Chambre sur le principe du bill. Il veut exprimer clairement son attitude là-dessus et demande au président du comité plénier de faire inscrire ses paroles au procès-verbal.

**M. le président:** La chose ne se fait pas.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis pour les allocations familiales. Le peuple en a grandement besoin. Mais le projet du gouvernement sur les allocations familiales est une manœuvre purement politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je désire rappeler au député que son chef à Ottawa, M. Coldwell, a été rappelé à l'ordre pour avoir dit la même chose. S'il veut imiter son chef, ce ne doit pas être quand celui-ci est rappelé à l'ordre. Les règlements interdisent à un député de prêter à un député ou à un groupe de députés des motifs blâmables. Il faut respecter les règlements de la Chambre, et ce que vient de dire le député de Rouyn-Noranda n'est pas exact, pas du tout conforme aux faits. La loi qui est devant les Chambres n'est que la continuation de la politique commencée par l'Union nationale en 1936. Je soulève un point d'ordre et je demande que le député de Rouyn-Noranda retire ses paroles.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Que le premier ministre me cite donc la page du *Hansard* où il est dit que M. Coldwell a été rappelé à l'ordre. Je persiste à croire, moi, que le gouvernement commet un geste politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de retirer cette expression. En vertu de l'article 285 du Règlement, il n'a pas le droit d'imputer ni à un député, ni au gouvernement des motifs étrangers à l'intérêt public.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je m'aperçois que la vérité choque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En toute amitié pour le député, je lui demande de ne pas commencer sa carrière de cette façon. Je demande au président de faire respecter les règlements.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Ceux qui ont suivi les débats depuis le commencement se sont aperçus que le représentant du C.C.F. suit aussi bien les règlements que les membres du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre et je demande que le député de Rouyn-Noranda retire ses paroles!

**M. le président** demande alors au représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) de ne parler que sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** J'accepte le point d'ordre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le sous-paragraphe 19 de l'article 285<sup>4</sup>, qui vient d'être invoqué, ne vise nullement une imputation attribuée à un parti politique du genre de celle que vient de faire le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté). Le député de Rouyn-Noranda a pleinement le droit de dire que le gouvernement a des visées politiques là-dessus, car, si les règlements de la Chambre ne lui permettent pas d'accuser un député, ou le chef du gouvernement d'en faire une question purement politique, ils ne l'empêchent nullement d'accuser le gouvernement lui-même. On peut soupçonner le gouvernement de manœuvre politique sans enfreindre le Règlement. Le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) ne visait que l'Union nationale. Il est dans l'ordre à mon avis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une question de dignité et il est élémentaire qu'il ne soit pas plus permis d'insulter le gouvernement qu'un député. L'insulte collective est plus grave que l'insulte personnelle.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je demande la décision du président.

**M. le président:** Je prie le député de retirer ses paroles. Le point d'ordre du premier ministre est parfaitement fondé.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Très bien. Il retire ses paroles suivant le Règlement. Mais avec tous les amendements suggérés par le premier ministre, ça va coûter \$200,000,000 par année, les allocations, dans la province de Québec. Le gouvernement a le pouvoir de conclure des ententes avec Ottawa, mais pourquoi l'article 2 du projet de loi du premier ministre dit que les dépenses occasionnées par l'application de la loi seront payées à même le fonds consolidé du revenu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est élémentaire. Si nous faisons une entente avec Ottawa, il nous faut avoir l'argent nécessaire pour que les ententes soient exécutées, comme c'est le cas pour toute autre mesure soumise à un accord entre les provinces et Ottawa. Cet article est comme le souffle pour un enfant qui vient au monde. S'il n'existait pas, on accuserait le gouvernement de faire de la paperasse et rien de pratique. Il faut toujours de l'argent pour administrer une loi.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** À combien le premier ministre estime-t-il le coût de l'application de cette loi dans la province de Québec?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne baptise pas un enfant avant sa naissance et avant de savoir si c'est un garçon ou une fille. Il est évident que nous ne pouvons savoir encore ce qu'elle nous coûtera. C'est la coutume de demander un mandat général au Parlement. D'ailleurs, cet octroi de mandat au gouvernement dans les lois n'est pas nouveau. Dans un grand nombre de lois passées sous l'administration Godbout, entre autres, celle en vue de la canalisation du Saint-Laurent en 1941, on a procédé de la même manière.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous avez voté contre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je n'ai pas d'enfant et je ne le sais pas. Je trouve curieux que le gouvernement fasse voter de l'argent. Mais je me demande si le peuple de la province sait que le texte de la loi fédérale mentionne clairement que le

gouvernement fédéral entend payer pleinement le coût des allocations familiales, de son administration et de leur distribution après une entente avec les provinces et que la province n'aura rien à payer avec la loi d'Ottawa.

Je considère que le bill 2 va apporter une surcharge sur les épaules du contribuable, à qui on sera obligé d'imposer des taxes, tandis que le gouvernement fédéral nous fait un cadeau pur et simple et s'engage à tout payer.

Lors de mon discours sur l'adresse, j'ai dit que je suis en faveur de l'autonomie provinciale, mais avant tout, je favorise le bien-être du peuple de préférence à l'autonomie. On s'est battu. On a dit que l'autonomie, ça été gagné par le sang de nos ancêtres. Si on a la chance de faire payer aujourd'hui le sang de nos ancêtres par le fédéral, pourquoi n'en profiterions-nous pas. Il est juste que nous ne refusions pas aujourd'hui les millions que nous offre le fédéral en retour.

Je trouve, comme la population, qu'il est bien plus important de recevoir des millions en allocations familiales que de s'en tenir à l'autonomie, ou de s'accommoder de nos droits constitutionnels, sans recevoir aucun argent. Le premier ministre a dit qu'il croyait possible d'en venir à une entente et que, si ça ne marchait pas, la province les payerait. C'est assez payé pour l'autonomie en sang, dans le passé, sans qu'on y ajoute des millions et des millions. Il est bien entendu, comme disait le chef de l'opposition, que la province n'a pas les moyens de payer les allocations familiales.

Je crains, moi aussi, que les pères de famille ne reçoivent pas, le 1<sup>er</sup> juillet, d'allocations familiales avec ce bill. Le peuple de la province ne veut pas tant d'autonomie qu'il veut des bénéfices du bien-être, un peu de bonheur et les allocations familiales.

Je voudrais poser une question au premier ministre. Il a dit qu'il y avait des organisations ouvrières qui s'étaient prononcées contre la loi des allocations familiales, au point de vue de la constitutionnalité. Je voudrais bien savoir lesquelles<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles ont été nombreuses. Il y a d'abord de nombreux journaux ouvriers, les syndicats catholiques et nationaux, de nombreux hommes publics influents des diverses provinces, des chefs éminents des unions internationales, j'entends de vrais chefs; ici, tout le monde en cette Chambre, sauf le député de Rouyn-Noranda, a reconnu l'inconstitutionnalité de la loi fédérale.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis surpris d'entendre le premier ministre parler des unions internationales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit des chefs influents, des vrais chefs.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis content d'entendre dire qu'il ne s'agisse que de vrais chefs, non pas des milliers de membres des unions. Je suis sûr que des organisations telles que la Fédération américaine du travail et le Congrès canadien du travail, qui regroupent la grande majorité des travailleurs canadiens et qui ont déjà félicité le gouvernement fédéral de sa loi, n'ont certainement pas demandé au gouvernement provincial de s'élever contre cette loi des allocations familiales. Le C.I.O. et le Congrès canadien du travail sont d'opinion que la loi des allocations familiales ne doit être administrée que par Ottawa.

L'autonomie provinciale, ça importe peu. Si un homme a faim, présentez-lui du pain blanc et du pain brun et il mangera les deux. Peu importe que les allocations soient payées par le fédéral ou le provincial. Le peuple ne regarde pas si c'est le provincial qui veut sauver son autonomie, mais ce qu'il regardera, c'est l'argent qui tombera dans ses poches. Les allocations ont été rendues possibles parce que le parti C.C.F. les mit au programme de son parti et qu'Ottawa les adopta parce qu'il avait peur de se faire battre aux prochaines élections. J'ai la conviction qu'avec la loi actuelle de Québec, de nombreuses familles n'auront pas, dans Québec, des allocations familiales le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

**Des députés de droite** rient de la verdeur du discours du représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté).

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Les membres de cette Chambre peuvent rire s'ils le veulent. Ils ne riront pas tant le premier juillet prochain si les allocations ne sont pas payées. On verra ce qui arrivera quand les électeurs viendront frapper aux portes des députés de l'Union nationale pour demander les allocations en disant: "On va-t-y les avoir ou est-ce qu'on les aura pas?" Vous répondrez: "Attendez un peu, ça ne sera pas long. Ne craignez rien, le premier ministre va arranger cela." Je me demande s'ils seront satisfaits.

Si la loi des allocations est inconstitutionnelle, la loi des pensions de vieillesse l'est aussi. Que dirait-on si le gouvernement

proposait d'abolir les pensions de vieillesse? Le premier ministre nous a dit qu'il avait une opinion du juge Mignault, mais il ne nous l'a pas montrée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui parlent de limitation d'heures de travail devraient au moins reconnaître que je travaille sans compter les heures. J'ai fait copier les opinions par nos employés et je les ai données aux chefs de partis.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Nous n'avons pas eu celle du juge Mignault. Je vais en citer un juriste, moi. M. Frank Scott, président national de la C.C.F., et professeur de droit constitutionnel à l'Université McGill. Il soutient que la loi des allocations familiales est parfaitement constitutionnelle. On a cité l'opinion des juges, moi je cite l'opinion des professeurs qui forment les juges dans les universités. On m'accusera peut-être de citer le témoignage d'un membre de la C.C.F., mais je pourrais peut-être rétorquer que le juge Mignault est de l'Union nationale.

Si la loi n'est pas constitutionnelle, qu'on demande donc l'avis des tribunaux, comme l'a suggéré le député de Bellechasse (M. Bienvenue). Je m'étonne que le gouvernement n'ait pas fait régler le cas par les tribunaux. Il y a les cours. On peut aller en Cour d'appel, en Cour suprême, au Conseil privé. On est capable nous aussi de suivre ces "chenails-là"<sup>6n</sup>. On peut encore se fier à la Cour suprême. Je pourrais en dire encore, mais je crains les points d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas interrompre le député de Rouyn-Noranda, mais il est 1 heure.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je propose un amendement, secondé par le député de Québec-Ouest (M. Samson).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Après avoir lu l'amendement) L'amendement ne tient pas debout, parce qu'il s'agit d'une résolution pour un bill d'argent qui ne peut être amendé que par un ministre de la couronne avec le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Qu'est-ce que l'amendement dit?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement dit...



**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):**  
Laissez lire l'amendement par le président.

**M. le président:** Proposé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté), secondé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson): Que les mots de l'article 1<sup>7</sup>, 2<sup>e</sup> ligne: "efficace et juste pour l'établissement d'un système d'allocations familiales conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province" soient biffés et qu'on leur substitue les mots suivants: "A suppléer aux déficiences de la loi fédérale sur les allocations familiales en versant des allocations aux familles nombreuses en vue d'éliminer le taux décroissant des allocations fédérales avec le nombre d'enfants."

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 16 février 1945**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation du village ouest de Saint-Georges de Beauce, demandant l'adoption d'une loi

annexant à son territoire, un territoire situé dans la corporation d'Aubert-Gallion (M. Vachon).

#### **Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à diviser son territoire pour fins de l'élection des conseillers. (M. Joyal).

#### **Anniversaire de M. Blanchard (Terrebonne)**

**Des députés** présentent des vœux à M. J.-L. Blanchard, député de Terrebonne, à l'occasion de son anniversaire de naissance.

#### **Projets de loi:**

##### **Allocations familiales**

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

**M. le président:** Le comité étudie le projet de résolution relative au bill no 2 intitulé: "Loi des allocations familiales".

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** déclare qu'il retire son amendement qu'il avait annoncé vouloir présenter sur la résolution, le jugeant trop prématuré. Je suis en faveur de l'autonomie provinciale dans certaines sphères, mais je ne voudrais pas être qualifié de centralisateur. Le bien-être du peuple doit passer avant l'autonomie, et si Ottawa veut bien

administrer la loi en plus de payer les allocations, tant mieux; c'est un cadeau de plus pour la province de Québec. Mais comme le projet de loi du gouvernement prévoit des impôts additionnels, je suis sûr qu'il ne sert pas les intérêts de la population du Québec et que seul Ottawa pourrait appliquer la loi efficacement. L'autonomie, c'est une belle chose, mais pour la population, ça ne vaut pas les allocations familiales qu'elle s'attend à recevoir du gouvernement fédéral.

Il n'y a que les autorités fédérales qui puissent appliquer les allocations familiales de façon efficace et, parce que le coût est trop élevé pour la province de donner seule ces allocations, je crois que l'autonomie ne doit pas s'appliquer dans ce domaine. Le C.C.F. a été le premier parti à réclamer les allocations familiales. Si le Parti libéral a présenté la loi, c'est qu'il craignait l'arrivée au pouvoir du gouvernement C.C.F.<sup>8</sup>.

En acceptant le bill du gouvernement, ça va retarder l'application de la loi fédérale et le peuple de Québec va souffrir du fait qu'il ne recevra pas les allocations familiales d'Ottawa, comme la population des autres provinces, en juillet prochain. Le peuple ne regarde pas d'où vient l'argent. Il en veut et il faudra lui en donner. Je déposerai un amendement lorsque le projet de loi sera présenté en deuxième lecture.

**M. Bergeron (Stanstead)<sup>9</sup>:** Je partage entièrement le point de vue exposé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). Je suis moi aussi un chef ouvrier. Les allocations familiales constituent une grande mesure sociale qui aidera et qui intéresse les ouvriers. Le peuple du Québec veut à la fois les allocations et le respect de l'autonomie de la province. Je suis père de famille de onze enfants vivants. Et je n'ai pas attendu les allocations familiales pour fonder un foyer et élever une nombreuse famille. Ceci ne signifie pas que la loi n'est pas nécessaire. Au contraire, elle s'impose depuis longtemps et il faut regretter l'inaction de nos gouvernements provinciaux. Cette inaction a permis un nouvel empiétement du pouvoir fédéral avec une législation injuste pour les familles nombreuses.

Il fait remarquer qu'il s'occupe depuis longtemps des questions ouvrières. Comme membre des syndicats catholiques, je dois dire que je suis contre la loi actuelle fédérale. Je dois dire que j'appuie le bill du premier ministre, je souhaite qu'on le mette en vigueur de la façon la plus pratique possible, car je suis quand même convaincu de la nécessité d'une telle mesure. La population de mon

comté, ouvrière à 75 % et agricole à 25 %, désire ces allocations. De là, dit-il, tout l'intérêt qu'il porte à la loi des allocations.

Les yeux des ouvriers et des cultivateurs et de toute la population en général du Québec sont fixés sur l'Assemblée législative de Québec pour connaître ce qui va se passer sur ce sujet si important. Les ouvriers des villes et les cultivateurs de nos campagnes espèrent bénéficier des allocations le 1<sup>er</sup> juillet prochain et il ne faudrait pas les en priver. Ils veulent en même temps que l'autonomie provinciale soit sauvegardée. Qu'on ne dise pas que le peuple se désintéresse de l'autonomie et ne s'intéresse qu'à l'argent. Ils savent qu'ils seront mieux reçus et mieux compris à Québec, par des gens du Québec, des gens de chez nous, que par nos amis d'Ottawa. L'ouvrier et nous désirons que les questions sociales qui l'intéressent soient réglées à Québec plutôt qu'à Ottawa.

La loi proposée par le gouvernement a pour but de faire respecter l'autonomie provinciale et de corriger les injustices de la législation fédérale pour les familles du Québec. Il est vrai que le premier ministre ne nous dit pas comment il va s'y prendre pour harmoniser la loi fédérale avec les prérogatives de la province. Mais je crois qu'il doit y avoir moyen de rendre justice à la population et de préserver notre autonomie.

Je rends hommage à mes électeurs et même aux membres partisans du Crédit social de mon comté. Dans mon comté, les créditistes m'ont fait la lutte, puisqu'ils avaient leur candidat. Mais ils sont pour la plupart des pères de famille, des gens du peuple, et eux aussi, ils m'ont fait savoir qu'ils voulaient la défense de l'autonomie provinciale. Ils sont en faveur de la décentralisation dans tous les domaines. Nous jugerons le gouvernement aux actes qu'il posera dans ce domaine comme dans les autres.

La centralisation est un mauvais principe. Nous la combattons sans merci, en prenant soin toutefois de donner au peuple les réformes essentielles qu'il réclame depuis si longtemps. Même si la loi est avantageuse, elle doit être cependant étudiée en raison de l'autonomie provinciale. Si le premier ministre va à Ottawa pour s'entendre au sujet des allocations familiales, il pourrait bien profiter du même voyage pour rapporter à Québec quelques-uns des droits qui nous ont été enlevés. Les cultivateurs et les travailleurs préfèrent voir la province distribuer les allocations.

Il (M. Bergeron) remercie les électeurs et les électrices de son comté de la marque de confiance qu'ils lui ont manifestée, lors des élections

provinciales. Mon intention, c'est de suivre mon chef, le député de Laurier, et de voter cette loi provinciale des allocations avec les réserves qu'il vient de faire, et espérant toutefois que les ouvriers et les cultivateurs obtiendront le bénéfice de ces allocations en juillet prochain.

**M. Ross (Montréal-Verdun)**<sup>10</sup> félicite le vice-président de la Chambre (M. Tellier, Montcalm) de son élection. Je suis député libéral. Mais je ne suis pas ici pour faire de l'obstruction, car on doit procéder avec diligence. Avant de voter l'argent, j'aimerais bien être éclairé sur trois points: 1. Quelle entente le gouvernement provincial veut-il conclure en vertu de l'article 19 de la loi fédérale? 2. Si le ministère fédéral intéressé ne veut pas conclure d'entente à la satisfaction de la province, quels moyens constitutionnels le gouvernement entend-il prendre pour sauvegarder nos droits? 3. Quel montant d'argent précis sera pris à même le fonds consolidé du revenu pour défrayer les dépenses de l'application de la loi provinciale?

Pour ma part, je ne veux pas abdiquer mes droits de représentant du peuple. Il s'oppose à donner ainsi un blanc-seing pour puiser dans le fonds consolidé du revenu.

En 1941, le 15 mai, le premier ministre a voté contre la troisième lecture du bill de la canalisation du Saint-Laurent qui contenait un blanc-seing pour conclure une entente avec Ottawa, comme le présent bill. Comment le premier ministre peut s'attendre à ce que la Chambre lui accorde deux mandats en blanc? Je ne voudrais pas donner un mandat en blanc au gouvernement sur la question des ententes et un autre pour la question des dépenses. Je ne puis voter pour ce projet.

(Applaudissement à gauche)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cette loi spéciale de grande importance mérite une étude des plus attentives. La loi des allocations familiales est une loi que tous les citoyens réclament, et tout le monde est d'accord sur les principes de législation présentée à cet effet par le gouvernement. Tout le monde s'entend sur la nécessité des allocations, je crois. Je dois féliciter le député de Rouyn-Noranda (M. Côté). Même si on ne peut partager toutes ses idées, on doit admirer son courage et sa sincérité, quand il les expose en Chambre. Il dit ce qu'il pense.

Le peuple veut des allocations familiales. Le seul point en discussion, c'est celui de la constitutionnalité de la loi fédérale et du présent projet de loi. La loi fédérale a été votée à l'unanimité

des 245 députés de la Chambre des communes, du moins quant au principe. Certains députés l'on fait avec certaines réserves. Il ne faut pas oublier qu'à Ottawa, parmi la députation, il se trouve des juristes éminents, comme il s'en trouve ici, comme par exemple le premier ministre actuel, qui en ont consacré le caractère constitutionnel par leur vote. Le premier ministre est d'avis contraire et il a donné l'opinion de trois juristes: le juge Mignault, Me Édouard Asselin<sup>11</sup> et Me Émery Beaulieu. Je respecte les opinions des trois juristes qu'il a cités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est aussi l'opinion de l'assistant-procureur général du Québec<sup>12</sup> que la loi d'Ottawa est inconstitutionnelle.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il s'agit là de quatre juristes que l'on doit respecter. Mais est-il bien sûr que d'autres hommes de loi, Me Aimé Geoffrion, par exemple, seraient du même avis? Dans un procès, le demandeur et le défendeur croient toujours avoir raison. Dans une matière aussi importante, surtout lorsqu'il s'agit d'une loi d'allocations familiales, le mieux est de ne pas se prononcer trop vite sur une mesure qui a été votée à l'unanimité par le Parlement fédéral.

Parce qu'il y a avis partagés, il y a divergence de vues sur la légalité de cette mesure fédérale, pourquoi ne pas soumettre la loi aux tribunaux en faisant une référence à la Cour d'appel ou en demandant au gouvernement fédéral de porter la question lui-même en Cour d'appel avant de faire d'autres démarches?

Pourquoi ne pas assurer la décision d'un tribunal compétent, afin que le paiement des allocations ne soit pas retardé avant le 1<sup>er</sup> juillet? Beaucoup de lois établies par les gouvernements de toutes nuances, comme certaines lois de M. Bennett, à Ottawa, ont été attaquées devant les tribunaux et ont été trouvées inconstitutionnelles.

Je ne soutiens pas la constitutionnalité de la loi. Je dis simplement qu'il y a conflit d'opinions. Ce conflit devrait être tranché d'abord. Car, comme dit le député de Laurier (M. Laurendeau), comment pourrait-on greffer une entente légale sur une loi nulle au point de vue constitutionnel? À quoi servirait de négocier sur un cadavre? Si la loi est inconstitutionnelle, les ententes qu'Ottawa pourrait faire en application de cette loi seraient également inconstitutionnelles. Nous n'avons pas le droit d'y toucher. Si le principal est entaché de nullité, l'accessoire est également nul.

Il faudrait que le gouvernement fasse juger la loi fédérale par les tribunaux, au moyen d'une référence à la Cour d'appel de la province, d'abord, et s'il y a lieu ensuite, à la Cour suprême du Canada. C'est de cette façon que l'on doit s'attaquer à une loi. Il peut même se trouver des gens qui veulent s'attaquer à la loi du premier ministre. Alors, pourquoi le voyage à Ottawa? Simplement pour aller chercher le vil métal dont parlait le premier ministre? Il est bien important pour la Chambre de connaître la nature de l'entente qu'on veut faire. Ce n'est pas avec de longs discours qu'on va régler le problème. Ou bien le fédéral a juridiction, ou bien il ne l'a pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député ne prétendra toujours pas que la loi que je présente est inconstitutionnelle. C'est clair comme de l'eau de roche que, lorsqu'il s'agit de matières éducationnelles, ce n'est que la province qui a juridiction.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je ne suis pas juge et je ne dirai pas que c'est si clair que cela. Il ne suffit pas que le premier ministre le dise pour qu'une loi soit claire, pour que tout le monde dise "Allah! Allah!". Le gouvernement fédéral a passé sa loi, j'imagine, en vertu du paragraphe 3 de l'article 91 de la Constitution, qui dit que le prélèvement de deniers par tout mode ou système de taxation est de la compétence du Parlement du Canada. Il ne s'agit pas seulement de prétendre qu'Ottawa est dans l'erreur, il faut aussi le prouver. Lorsqu'il y a conflit ou contradiction, il faut y penser avant de condamner en bloc 245 députés fédéraux. Il ne faut pas y aller à la légère. Et même si on l'a prouvé, il faut que la question soit tranchée par les tribunaux.

Il n'appartient pas aux législateurs de trancher une telle question de constitutionnalité. Pourquoi ne pas faire une référence aux tribunaux? Ce serait un moyen d'éviter un retard dans le paiement des allocations. S'il y a retard, le premier ministre en portera la responsabilité. Il y a un autre point de vue. Si la loi est inconstitutionnelle, elle ne peut permettre une entente entre Ottawa et Québec. Si le premier ministre va à Ottawa, que peut-il espérer, après avoir dit en arrivant à la gare: "Votre loi n'est pas bonne!" Il ne peut rien asseoir sur l'illégalité. Ira-t-il à Ottawa pour dire: "Votre loi n'est pas bonne, mais donnez-nous de l'argent quand même, par en-dessous". Si ce n'est pas cela, quelle sera la nature de son entente? Le peuple veut des allocations, il a droit qu'on lui en donne. Il ne veut guère de discours.

Si la loi fédérale est inconstitutionnelle, le gouvernement provincial ne peut greffer une entente avec Ottawa sur cette loi. J'admets que le premier ministre, qui est aussi procureur général, est un excellent avocat. Mais actuellement, il veut placer la Législature dans un sophisme. Il nous faudrait une loi constitutionnelle. La loi d'Ottawa n'est pas encore attaquée devant les tribunaux. Le premier ministre a eu tort de parler du vil métal. Que s'attend-il d'obtenir d'Ottawa, sinon de l'argent. Car, le peuple veut des allocations familiales et il prendra plutôt un chèque qu'une petite boîte enveloppée de soie et enrubannée du ruban tricolore symbolisant nos droits provinciaux. Et au prix de quelles concessions le premier ministre veut-il obtenir ce vil métal d'Ottawa? Autant de renseignements que l'on doit avoir. Laissons les tribunaux décider si la loi est constitutionnelle ou pas et nous verrons ensuite ce qui doit être fait concernant les allocations familiales.

**M. Choquette (Montmagny):** Le débat démontre l'abîme qui existe entre les principes de la loi qu'on étudie et leur application, entre les paroles et les actes. Je trouve l'attitude du gouvernement des plus paradoxales et illogiques<sup>13</sup>. Son chef prononce un grand discours appuyé sur des opinions de juristes reconnus comme l'honorable juge Mignault et MM. Émery Beaulieu et Édouard Asselin, pour déclarer que la loi fédérale est inconstitutionnelle, non pas en partie, mais dans son ensemble.

Cependant, le premier ministre, à la fin de son discours, nous soumet un projet pour l'autoriser à conclure une entente avec Ottawa en se prévalant d'une loi qu'il a jugée inconstitutionnelle. Si la loi est inconstitutionnelle dans son ensemble, elle est radicalement nulle tout simplement et elle ne peut prêter aucunement à une base d'entente entre Ottawa et Québec. Voilà l'attitude paradoxale.

Tout cela, c'est pour jeter de la poudre aux yeux de la population. Ce que veut le chef du gouvernement, c'est de faire une petite entente avec Ottawa, pour donner au peuple l'impression que ce n'est pas le gouvernement fédéral qui accorde des allocations familiales, mais l'Union nationale. On répète le même jeu que pour les pensions de vieillesse, quand tout le monde sait que ce sont les libéraux, à Ottawa, qui ont donné cette loi au peuple, loi appliquée par un gouvernement libéral à Québec. Toutes les grandes lois sociales ont été données à la province par le gouvernement de M. Godbout. D'ailleurs, tout le monde sait que c'est le Parti libéral qui a doté la province de contrats collectifs, d'une Hydro...

**Des députés ministériels:** Mais la conscription qu'est-ce que vous en faites? Parlez-en donc de la conscription, cette œuvre admirable du Parti libéral qui a gagné ses élections durant 25 ans avec cet épouvantail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre! Nous voilà rendus dans l'électricité. Le député voltige, en ce moment, sur les courants électriques. L'honorable député doit s'en tenir à la résolution.

**M. Choquette (Montmagny)<sup>14</sup>:** Je comprends que ça donne un choc au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un court-circuit, car le député est en dehors des règlements.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne m'en suis pas éloigné encore. Je parle de lois sociales et je rattache à cela les mesures du Parti libéral pour mater les trusts de l'électricité, du charbon et du sucre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voilà rendus dans le charbon, maintenant.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition n'a pas d'objection à suivre les règlements de la Chambre, mais hier, le premier ministre, a promené la Chambre dans le champ de la législation sociale. Il a parlé de tout: pensions, allocations aux mères nécessiteuses, etc. Si vous décidez que le député de Montmagny est en dehors du sujet, M. le président, il faudrait bien que cette décision s'applique à tous les côtés de la Chambre. Tout le monde ici devrait être traité de la même façon.

**M. le président:** Il est de mon devoir d'intervenir lorsque l'on me demande de le faire. Mais je ne suis pas obligé de le faire lorsque l'on ne me le demande pas. Aussi longtemps qu'on a laissé faire, j'ai permis aux députés de parler en dehors de la question, mais je suis maintenant forcé d'intervenir sur un point d'ordre du premier ministre. Je dois dire que le point d'ordre est bien fondé et que l'on ne doit parler que des allocations familiales. Il ne peut être question ni d'électricité ni de charbon. Je demande au représentant de Montmagny (M. Choquette) de s'en tenir au sujet.

**M. Choquette (Montmagny):** La loi fédérale accorde des allocations familiales. Le nouveau

premier ministre, sans doute pour en tirer un avantage politique, nous demande de l'autoriser à conclure une entente pour que nos gens bénéficient de la loi fédérale, afin de faire croire que c'est à lui que le peuple en doit une reconnaissance. Mais l'entente qu'il prétend conclure serait, d'après lui, basée sur une loi inconstitutionnelle. Son attitude est équivoque et paradoxale. Le premier ministre aurait dû demander à Ottawa le pouvoir d'appliquer une loi constitutionnelle, car la constitutionnalité d'une loi dépend de l'application qu'on en fait. Mais ce n'est pas cela qu'il a dit. Il dit: "Autorisez-moi à faire une entente basée sur une loi que je considère inconstitutionnelle", c'est différent.

Depuis 15 ans, on réclame cette loi dans la province de Québec et l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout) avait promis de payer au peuple la différence des allocations à partir du cinquième enfant. Grâce aux autorités fédérales, le peuple de la province va en bénéficier en juillet prochain. Nous avons obtenu une grande partie de nos revendications. Reste la diminution de la pension suivant le nombre d'enfants. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que la pension augmente avec l'âge de l'enfant. C'est ainsi que le père d'une famille de douze enfants, de quatre à 15 ans, retirera \$59, ce qui fait une moyenne de \$5 par enfant au lieu de \$2.

La déclaration du premier ministre sur la loi fédérale est malheureuse et regrettable à cause de ses conséquences, parce qu'elle donnera une arme aux adversaires de la province. Nous savons tous qu'il y a danger à autoriser le premier ministre à négocier avec Ottawa. Nous savons que le premier ministre Drew, de l'Ontario, s'est opposé à la loi fédérale en insultant la race canadienne-française, en disant qu'elle allait surtout bénéficier à la province de Québec à cause de ses familles nombreuses.

Le colonel Drew a donné comme raison de son opposition que ceux qui ne veulent pas accepter de sacrifices égaux dans la guerre n'ont pas le droit de profiter de cette loi fédérale et ne peuvent réclamer des avantages supérieurs aux autres parties du pays. C'est là une insulte à la province. Pourquoi le premier ministre du Québec n'a-t-il pas passé un arrêté ministériel pour protester au nom de la province contre ces insultes? Eh bien! Nous, de ce côté de la Chambre, nous avons protesté et nous protestons encore.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** C'est drôle que M. King et les amis d'Ottawa du député n'aient pas protesté contre les injures du pasteur Shields.

**M. Choquette (Montmagny):** Je crois que le premier ministre du Canada a dit que le pasteur Shields était tellement méprisable qu'il ne valait pas la peine qu'on lui réponde. Il (M. Choquette) continue à parler de M. Drew. Mais, ici, l'insulte vient du premier ministre d'une grande province et le premier ministre de notre province n'a pas protesté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au représentant de Montmagny (M. Choquette) de discuter le projet de loi d'une autre façon; nous n'avons pas intérêt à faire des discours du genre de celui que nous entendons.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre n'a même pas nommé M. Drew. S'il y a concours d'opinion entre le premier ministre de Québec et le premier ministre d'Ontario, M. Drew, dans leur opposition aux allocations familiales, est-ce que nous pourrions savoir s'il y a entente entre eux pour se rendre à Ottawa et s'il peut compter sur lui pour l'appuyer à Ottawa?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur l'immense majorité de la population de la province de Québec, sur la collaboration des hommes publics des autres provinces qui ont à cœur de collaborer avec tous ceux qui ont à cœur le respect de nos droits.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre a dit, hier, qu'il n'irait pas seul à Ottawa. Il ira avec M. Drew alors! Quel appui recevra-t-il de M. Drew et quelle collaboration donnera-t-il à M. Drew?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux collaborer avec le peuple.

**M. Choquette (Montmagny):** Ce n'est pas une réponse à ma question. Le premier ministre a-t-il l'intention de se faire appuyer par M. Drew dans ses démarches au sujet des allocations à Ottawa?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune hésitation à répéter que les déclarations du genre de celles de M. Drew au sujet de la province sont non seulement malheureuses, mais condamnables et répréhensibles. Je les condamne et j'ai moi-même condamné les déclarations fanatiques de certains libéraux d'Ottawa et d'ailleurs. Je ne veux pas de lutte entre les provinces. Je considère que c'est un crime

antinational pour un homme public que de vouloir soulever une province contre l'autre. Ce n'est pas de nature à aider le Canada et cela mérite d'être châtié. Si l'Ontario veut nous aider dans la lutte que nous poursuivons pour la revendication des droits en matière d'éducation ou autres, j'accepte leur aide. Et ce ne sera pas de la complicité.

**M. Choquette (Montmagny):** Je suis content et satisfait d'avoir forcé le premier ministre à condamner les paroles de M. Drew. C'est la première fois qu'il proteste contre les paroles de M. Drew.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Montmagny continue, il va finir par avoir la même réputation que son chef au point de vue de vérité. C'est absolument faux. J'ai protesté dès le début et dans une conférence de presse, j'ai donné des entrevues aux journaux de Montréal pour protester contre Drew immédiatement après ses déclarations.

De plus, dernièrement, j'ai vu ici le trésorier provincial de l'Ontario, M. Frost, à propos des multiplications des taxes, et j'ai alors dit à M. Frost que les déclarations de son chef Drew étaient anticanadiennes et condamnables. J'ai même ici, hier, protesté contre lui en cette Chambre.

**M. Choquette (Montmagny):** Ah! Non. J'ai lu toutes les déclarations du premier ministre et je réaffirme qu'il n'a jamais mentionné le nom de M. Drew avant aujourd'hui et, dans chaque cas, il s'agit de protestations platoniques et non de protestations énergiques, comme en a faites le chef du Parti libéral. Mais je n'ai pas encore obtenu de réponse à ma question. Le premier ministre a déclaré qu'il n'irait pas seul à Ottawa. Y a-t-il, oui ou non, une entente entre le premier ministre du Québec et celui de l'Ontario pour dénoncer la loi fédérale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il semble exister une seule entente entre les adversaires des droits du Québec, qui sont contre la loi actuelle que nous présentons, et l'opposition officielle dans cette Chambre. Je puis certifier que je n'ai jamais vu le colonel Drew, je ne lui ai jamais parlé, je ne lui ai jamais écrit, je ne lui ai jamais parlé au téléphone. Mais je puis ajouter ceci par exemple: la dernière fois qu'il est venu à Québec, il n'a pas été reçu par moi, mais il a été reçu par l'honorable chef de l'opposition. C'était pour rencontrer le chef de mon honorable ami et les libéraux qui ont donné ensuite un grand banquet.

**M. Choquette (Montmagny):** Quand M. Drew est venu à Québec, il est venu à l'ouverture des tribunaux et le premier ministre fut le premier rendu. Le premier ministre a-t-il l'assurance d'être appuyé par Drew?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas allé à la Cour, ce jour-là. Je ne connais pas M. Drew et je ne l'ai jamais rencontré. Quand j'irai à Ottawa, je suis certain de pouvoir compter sur la coopération de la province de Québec, de tous les hommes publics des autres provinces, de l'Ontario, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des autres qui veulent sauvegarder les droits provinciaux.

Et je suis prêt à collaborer avec tous les hommes publics pour la revendication des droits de la province. Cependant, si M. Drew veut communiquer avec moi pour la défense des droits de la province et nous aider à obtenir le redressement de nos droits, je serais enchanté de le rencontrer et je suis prêt à coopérer avec lui. Je serais heureux d'accepter son appui.

**M. Choquette (Montmagny):** Je réaffirme qu'il y a danger dans l'attitude du premier ministre, qui nous dit que la loi est inconstitutionnelle, mais veut faire une entente basée sur cette loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. J'ai dit qu'il y a des clauses dangereuses dans la loi fédérale, mais que les pouvoirs de réglementation sont tels qu'ils peuvent faire disparaître temporairement du moins les dangers de la loi, si l'on veut s'entendre avec nous. La loi fédérale pourrait être amendée à la prochaine session. Quant à nous, nous sommes prêts à passer un contrat qui sauvegardera nos droits. La loi actuelle fédérale, même avec ses défauts, permet de conclure une entente.

**M. Godbout (L'Islet):** Que le premier ministre s'en tienne à son point d'ordre et cesse d'essayer de refaire son discours continuellement.

**M. Choquette (Montmagny):** La loi fédérale est donc bonne. Est-il possible de faire une entente qui respectera le droit du Québec sans amender la loi fédérale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit hier et je répète que l'entente est possible.

**M. Choquette (Montmagny):** Si la loi est inconstitutionnelle, je le répète, il n'y a pas d'entente

possible. Et si cette loi est constitutionnelle, pourquoi avoir laissé entendre qu'elle était inconstitutionnelle? On ne peut faire disparaître la clause 4. Il (M. Duplessis) n'aurait pas dû procéder comme il l'a fait car il a donné des armes aux Bracken, aux Drew, aux McTague, les chefs du Parti conservateur qui s'opposent au paiement des allocations familiales. Il y aura danger pour les allocations familiales, après les interventions de MM. Duplessis et Drew, si un gouvernement Bracken arrive au pouvoir, avec la complicité des bleus du Québec, déguisés en faux indépendants, et de l'Union nationale, qui est un autre déguisement. L'Union nationale est un masque du torysme provincial, comme les soi-disant indépendants le sont ailleurs.

**Des députés à gauche** applaudissent longuement.

**Des députés ministériels** s'agitent sur leurs banquettes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est encore une fausseté. L'Union nationale est indépendante de tous les partis politiques fédéraux, des bleus comme des rouges, du Crédit social comme du C.C.F. Le député de Montmagny n'a pas le droit de dire que l'Union nationale est un déguisement. Je proteste également contre le ton de la discussion. Je soulève un point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je demande au premier ministre de garder l'ordre et qu'on suive les règlements de la Chambre.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'avais pas besoin de cette occasion pour savoir que l'Union nationale est le masque du torysme dans la province de Québec. Et je répète que, si avec l'appui de l'Union nationale et des indépendants M. Bracken se hisse au pouvoir à Ottawa, ce sera la mort des allocations familiales.

**M. le président:** Je comprends que l'on veut empêcher le premier ministre de parler. Mais on lui pose trop de questions. Il a donc le droit de répondre. La discussion est devenue un dialogue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je demande que le député cesse de parler d'affaires fédérales. (Pointant l'opposition) Voici des gens qui passent leur temps à pleurnicher que les élections se font sur le fédéral. Ils me

reprochent de transporter la politique provinciale sur le terrain fédéral et ils passent leur temps en Chambre à parler du fédéral.

**M. le président** intervient pour rappeler les exigences des règlements de la Chambre.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais le premier ministre nous a parlé pendant des heures des empiètements de fédéral! Je déclare que si M. Bracken, avec la connivence des indépendants et de l'Union nationale, réussit à s'emparer du pouvoir à Ottawa, il se servira des déclarations des premiers ministres d'Ontario et du Québec pour supprimer les allocations familiales. Il dira: "M. Drew s'y oppose parce qu'elles favorisent trop la province de Québec qu'il a accusée de déloyauté et que l'Ontario la trouve injuste, et le premier ministre du Québec, s'y oppose en disant que la loi n'est pas constitutionnelle".

Les déclarations du premier ministre mettent en danger l'application de la loi des allocations familiales. Le premier ministre a donné des armes à nos pires ennemis. Je proteste contre sa façon d'agir, ses déclarations intempestives. Si le gouvernement avait voulu aider au paiement des allocations familiales, il aurait dû procéder à des négociations officieuses avec Ottawa, conclure une entente, nous la soumettre et nous l'aurions approuvée à condition qu'elle sauvegarde l'autonomie de notre province, dont nous sommes jaloux, aussi jaloux que nos adversaires d'en face et que nous avons préservée, non par discours mais par des actes.

Au lieu de cela, le gouvernement nous demande une autorisation, un blanc-seing pour dépenser de l'argent, quand c'est le gouvernement fédéral qui va payer toutes les allocations le 1<sup>er</sup> juillet, si les adversaires des allocations ne réussissent pas dans leurs projets.

La loi du premier ministre permettra de conclure une entente qui laissera subsister dans la loi fédérale la clause 5 à laquelle le gouvernement s'objecte le plus en disant qu'elle permet au fédéral d'empiéter sur nos droits en matière d'éducation. Je refuse de donner un mandat en blanc au gouvernement.

M. le président, je termine. Malgré les interruptions, non pour répondre à mes questions, mais pour m'empêcher de parler, j'ai dit ce qu'il fallait dire. Je proteste contre l'attitude du premier ministre. Je veux que les allocations familiales soient payées afin que, par ce relèvement économique, nos gens soient plus en mesure de lutter pour leurs droits

et de défendre la véritable autonomie de la province de Québec.

**M. Dumoulin (Montmorency)** se lève.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève.

**Des députés** applaudissent des deux côtés de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Dumoulin (Montmorency)** parlent en même temps.

**M. le président** intervient.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Si le premier ministre est beau joueur, il admettra que je me suis levé au moins une minute avant lui et que j'ai la parole.

**Des députés:** À l'ordre.

(Le temps passe et les deux restent debout.)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au président de faire respecter le décorum. Si cela ne suffit pas, je vous demande de faire appel à l'Orateur, afin d'obliger le député de Montmorency à respecter l'ordre. On devrait avoir au moins un peu de décence. Que l'on me donne la chance de répondre immédiatement aux questions que l'on me pose. Je suis d'ailleurs prêt à répondre à chacune des questions. Et vous voyez la scène qui se produit à l'instant de la part de la gauche. Et se sont ces gens qui parlent toujours de décorum et qui prennent des petits moyens, font de la petite politique. Je suis le parrain de ce bill et j'ai le droit de parler.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre veut parler en violant les règlements. Je vais céder, mais je répondrai. avec l'entente que le premier ministre n'utilisera pas maintenant de son droit de réplique. Les ministériels ont la majorité.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** J'espère que le président va rappeler le premier ministre à l'ordre comme il m'a rappelé ce matin.

**M. le président:** Les députés auront la même mesure de justice. Je demande qu'on maintienne l'ordre.



**M. Dumoulin (Montmorency)** persiste à rester debout et à protester.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Montmorency (M. Dumoulin) ne veut pas se soumettre à votre décision, M. le président, faites rapport à l'Orateur.

**M. Dumoulin (Montmorency):** M. le président, je soulève la question d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de parler ainsi, quand je viens de lui céder mon tour. Il prive un député de son privilège de parler à son tour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre a déjà passé quatre séances sur cette question et rien n'est encore décidé. Je ne conçois pas qu'on fasse une telle obstruction en face d'une mesure aussi importante.

Les déclarations des députés de Bellechasse (M. Bienvenue) et de Montmagny (M. Choquette) contredisent celles du chef de l'opposition. Il (M. Duplessis) leur reproche d'avoir eu devant la Chambre des dissertations oiseuses qui n'avaient rien à voir avec la loi. La loi est claire. Elle autorise toutes les ententes justes et efficaces qui respecteraient les droits de la province. La loi provinciale n'est pas accrochée à la loi fédérale; elle s'applique à tout système d'allocations familiales et partant, l'inconstitutionnalité de la loi fédérale ne l'affecte pas. Elle permet simplement de réclamer un droit qui nous est dû. Elle ne réfère à aucune loi fédérale en particulier et toutes les dissertations de l'opposition officielle n'ont aucune application pratique.

Le député de Verdun (M. Ross) demande pourquoi la loi ne mentionne aucun montant précis. La raison est bien simple. C'est que nous ne connaissons pas d'avance le résultat de l'entente entre Québec et Ottawa. Il ne veut rien faire qui pourrait contrarier Ottawa à ce sujet et, en ne limitant pas le montant de la contribution de la province aux allocations familiales, il fait preuve d'ouverture et de largesse d'esprit dans sa démarche auprès d'Ottawa. Si nous fixions un montant précis, ce serait d'avance compromettre les résultats de l'entente en laissant entendre que nous voulons lésiner. Au contraire, nous dépenserons ce qu'il faudra pour donner à la province un système raisonnable d'allocations familiales.

On ne peut pas prévoir au début de chaque année le montant exact que la province paiera, car on ne peut prévoir le nombre des naissances. Le fait

aussi qu'aucun montant ne soit fixé prouve que le gouvernement ira à Ottawa l'esprit ouvert, avec le désir de coopérer avec tous ceux qui veulent respecter les droits de la province et prêt à conclure toute entente à l'avantage de la province.

Nous n'allons pas là en mesquins, mais en citoyens canadiens. Nous n'arriverons pas là comme des adversaires, mais comme des collaborateurs désirant l'unité et la grandeur du pays. Nous discuterons en Canadiens pour des Canadiens. Il y a des lois nombreuses qui donnent des pouvoirs illimités. Celle-ci est limitée quant à l'objet et quant aux droits à respecter.

Il (M. Duplessis) rappelle qu'il s'est objecté à l'entente sur la canalisation du Saint-Laurent parce qu'il considérait que ce projet ne pouvait être encouragé.

Des membres de l'opposition officielle craignent que notre attitude retarde le paiement des allocations. Et du même souffle, ils proposent de soumettre la question aux tribunaux. Je dirai qu'un arrangement à l'amiable vaut mieux que cela. La loi fédérale autorise d'ailleurs une entente entre les provinces pour une réglementation en matière d'enseignement. Nous aurions un contrôle dans ce domaine essentiel. Est-ce qu'on gagnerait de temps en allant à la Cour d'appel, puis à la Cour suprême, puis au Conseil privé? Cela prendrait un an, deux ans peut-être. Nous sommes ici pour légiférer et non pour plaider. Pourquoi perdre du temps en querelles judiciaires? Le gouvernement a été élu par le peuple pour régler les questions provinciales et ne pas rejeter ses responsabilités sur les tribunaux.

Le meilleur moyen, c'est de demander à la Chambre le pouvoir pour les ministres de tâcher d'en arriver à une entente. C'est moins long, ça coûte moins cher et ça provoque moins d'acrimonie. Je ne dis pas que nous mettons de côté la possibilité d'aller devant les tribunaux en temps et lieu; mais nous devons d'abord essayer par tous les moyens raisonnables d'en arriver à une entente entre les deux autorités. C'est ma conviction qu'il y aura moyen de s'entendre avec Ottawa. J'en parle parce qu'on m'a posé la question. Si l'entente n'est pas possible avec Ottawa - mais je ne crois pas que le gouvernement d'Ottawa, quel qu'il soit, refuse de se rendre aux justes revendications d'une province - si cela n'est pas possible, si les autorités fédérales quelles qu'elles soient, ne voulaient pas cesser leurs empiétements, refusent de reconnaître nos droits dans les domaines de l'éducation, de la famille et du droit civil, je dis qu'elles trouveront dans le gouvernement de la province un régime politique qui se tiendra debout,

qui se mettra à revendiquer les droits de la province, toutes les ressources de la province et se prévaudra de tous les moyens à sa disposition.

Je jetterai dans la bataille toutes les ressources de la province de Québec. Pour un gouvernement qui veut faire son devoir, les moyens d'obtenir justice ne manquent pas: moyens légaux, moyens constitutionnels et nous nous en servons, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'y recourir. Je crois sincèrement que la loi fédérale ne sera pas maintenue dans les Statuts, si les démarches et les explications du gouvernement de Québec reçoivent l'accueil qu'elles méritent. Si M. Drew a dit des choses condamnables, c'est aussi mal, sinon pire, de se moquer de l'autonomie de la province dans cette affaire.

Je ne crois pas que le gouvernement fédéral, devant les aspirations légitimes d'une province, engendre une lutte dont les conséquences seraient favorables à cette province. Le gouvernement ira offrir sa collaboration à Ottawa, mais à la condition que le gouvernement fédéral respecte les droits de la province et lui laisse son contrôle sur l'éducation.

Nous allons aller à Ottawa exprimer le désir de collaboration de la province avec les autorités fédérales, à condition que les droits de la province soient respectés. Il ne peut voir pourquoi le fédéral s'objecterait à nous accorder à nous, ainsi qu'à toutes les autres provinces une mesure constitutionnelle et juste. Québec ne demandera pas de faveur ni pour elle, ni pour les autres, mais simplement demandera de laisser aux provinces le contrôle sur la vie familiale, l'éducation et le droit civil, et nous allons offrir à Ottawa une assistance financière raisonnable de la part de la province de Québec, si c'est nécessaire.

En un mot, nous allons à Ottawa en compatriotes, comme Canadiens pour discuter avec des Canadiens dans le plus grand intérêt du Canada, de l'unité nationale qui ne peut subsister sur le mépris et sur ces inégalités. Nous sommes bien décidés à ne rien abandonner de nos droits. Je suis convaincu que nous allons réussir.

Ça me fait de la peine d'entendre des députés dire que, s'il avait à faire un choix, le peuple prendrait l'argent plutôt que l'autonomie. Et je proteste avec énergie. L'âme de Québec n'est pas à vendre. Il raille le député de Bellechasse pour une de ses déclarations et félicite les députés de Laurier (M. Laurendeau) et de Québec-Comté pour les arguments qu'ils ont exprimés au cours du débat. Comme la langue française est riche! Les descendants du grand Parti libéral ont pris une attitude qui n'est

pas digne du peuple de la province. Il reproche aux libéraux d'avoir renié les principes et le programme de leur plus grand chef, Sir Wilfrid Laurier, les principes d'Honoré Mercier et d'avoir fourni des arguments, ou du moins des apparences d'arguments, aux centralisateurs.

Il me semble que nous n'avons pas intérêt à prolonger le débat. On pourrait croire en d'autres milieux que la solidarité nationale manque. Je demande à l'opposition d'adopter rapidement les résolutions du bill.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai bien l'impression que la loi fédérale est inconstitutionnelle. Je doute de la valeur réelle des explications fournies par le premier ministre qui prétend pouvoir bonifier une loi fédérale au moyen de négociations. Une entente sur les modalités de la loi ne vaut rien si la loi est inconstitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien simple. La loi donne au gouvernement fédéral le pouvoir illimité de faire des règlements qui touchent à l'éducation. L'article 10, notamment, accorde au ministre concerné le pouvoir de conclure, avec l'autorisation du cabinet fédéral, des ententes avec les provinces. Nous pouvons donc conclure une entente en vertu de laquelle toutes les questions de l'éducation seront sous le contrôle du gouvernement provincial et suivant laquelle, aussi, les règlements du fédéral devront être calqués sur les droits de la Législature provinciale. Je suis convaincu qu'avec une telle entente, nous protégerons considérablement les droits du Québec.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Il me paraît beaucoup moins clair, à moi, qu'une loi qualifiée d'inconstitutionnelle par le premier ministre le redevienne après une petite entente avec Ottawa. Même la meilleure entente ne peut pas bonifier cette loi fédérale des allocations familiales. Il serait mieux d'attendre.

Le Parlement fédéral se réunira bientôt. Je conseille que l'on fasse présenter au Parlement d'Ottawa les amendements que le gouvernement de Québec désirerait faire inclure dans la loi fédérale et rendre la loi constitutionnelle, afin de ne pas priver les pères de famille des allocations.

Il faut procéder aussi vite que possible car, si par malheur Bracken arrivait au pouvoir, je crois que jamais il n'y aurait moyen d'obtenir des mesures vraiment sociales, tellement cela répugne à la mentalité réactionnaire de son parti. Nos actes nous

suivent. S'il va à Ottawa, j'espère qu'il se dépouillera du vieil homme. Je crains que M. King ne se souvienne qu'à Québec, lors de la visite de M. Churchill au Parlement, le premier ministre de la province lui a dit: "Je vous souhaite bonne santé mais pas bonne chance." Il rappelle la véhémence avec laquelle le premier ministre a réclaté, en 1936, la loi des pensions.

Je demande au premier ministre, si jamais il vient en contact avec M. Drew, de relever le cartel d'injures que le premier ministre d'Ontario a lancées à notre province. Je lui conseille de dire au premier ministre d'Ontario qu'il n'y a pas trop de berceaux dans la province de Québec et que nous en sommes fiers. Nos berceaux, ce sont des berceaux canadiens-français qui n'ont qu'une patrie et ne regardent pas de l'autre côté des mers pour savoir où est leur allégeance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** veut parler à son tour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** l'interrompt pour dire que l'opposition veut faire de l'obstruction systématique à la résolution du projet de loi, alors qu'il serait mieux d'attendre la discussion du bill lui-même.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur:** Quand cette Chambre s'ajournera-t-elle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce soir. Je suis prêt à siéger ce soir, vu qu'il est 6 heures.

**Des députés ministériels** applaudissent pendant plusieurs minutes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et je crois que c'est dans l'intérêt de la province de

passer cette loi immédiatement. C'est un moyen de compenser ce que nous ont fait perdre ceux qui ont fait de l'obstruction.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition est toujours prête à siéger aussi souvent qu'on le désire pour étudier raisonnablement et équitablement les questions soumises à la Chambre. Les députés représentant de lointains comtés ne sont pas venus à Québec cette semaine avec l'idée de siéger vendredi, et encore moins le vendredi soir, ce qui leur causerait des embarras. Il est juste de laisser partir les députés qui ont des affaires à régler chez eux<sup>15</sup>. La résolution adoptée ne mentionne pas une séance du soir et le premier ministre n'a pas droit d'ajourner la séance. Je propose que la Chambre soit ajournée.

**Les députés de la droite:** On siége, on siége!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent finalement à l'ajournement à mardi. Je prendrai sans retard des mesures pour que ceux qui veulent faire de l'obstruction en subissent les conséquences. La résolution est nette sur ce point, mais des moyens seront pris pour faire accélérer les débats et faire adopter la législation du gouvernement. Il promet, dit-il, qu'il verra à présenter une motion mardi prochain pour permettre au gouvernement de tenir toutes les séances qu'il voudra et pour que les méthodes d'obstruction ne puissent se répéter.

La motion est adoptée.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. Dans *Le Bloc* du 22 février 1945, à la page 7, on parle de 24 ans.

2. Il s'agit de M. Joseph Armand Choquette du Bloc populaire canadien. (Normandin, A. L. (éd). *The*

*Canadian Parliamentary Guide*, Ottawa, Syndicat d'Oeuvres Sociales limitée, 1945, p. 137).

3. Le premier ministre de l'Ontario, le lieutenant-colonel George Alexander Drew, député de High Park et président du Parti progressiste conservateur du Canada.

4. Cet article du Règlement dit: "Il est interdit à un député qui a la parole d'imputer, directement ou indirectement, des motifs indignes ou des intentions mauvaises à un député, ou de lui attribuer des motifs, des intentions ou des propos inavoués."

5. *Le Soleil* place cette question de M. Côté au début de la séance de l'après-midi, mais il manque dans ce journal la réplique que M. Côté fait à la suite de l'intervention de M. Duplessis. Nous avons donc jugé bon de conserver l'ordre et le contenu retrouvés dans *La Patrie* parce que les informations y étaient plus complètes.

6. Selon *Le Nouvelliste* du 17 février 1945, à la page 5, M. Côté aurait dit: "chenal-là".

7. Voici le texte de cet article: "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera appropriée, efficace et juste pour l'établissement d'un système d'allocations familiales conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province."

8. *Le Soleil* du 17 février 1945, à la page 5, utilise cette formulation dont le sens n'est pas tout à fait le même: "Ottawa a accepté l'idée des allocations familiales pour empêcher les C.C.F. d'arriver au pouvoir".

9. Ce discours de M. Bergeron est le premier qu'il fait en Chambre, selon *L'Action catholique* du 17 février 1945, à la page 17.

10. M. Ross fait également ses débuts parlementaires, selon *L'Action catholique* du 17 février 1945, à la page 17, et selon *Le Canada* du même jour, à la page 2: "Le député de Verdun est un excellent orateur. Son premier discours soulève des applaudissements à gauche." M. Ross a fait ce premier discours en Chambre en français, selon le journal *The Gazette* du 17 février 1945, à la page 13.

11. Au sujet de M. Asselin, il y a une rumeur qui court dans les coulisses du Parlement et qui concerne

également M. Jean-Paul Sauvé, et c'est dans le journal *Le Soleil* du 17 février 1945, à la page 3, qu'on l'explique à savoir que "le lieutenant-colonel J.-Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes, serait nommé représentant de la province de Québec à Londres. La nomination de l'honorable M. Sauvé à Londres permettrait au gouvernement d'ouvrir le comté des Deux-Montagnes pour y faire présenter, à titre de candidat officiel, M. Édouard Asselin, éminent avocat de Montréal, que le premier ministre inviterait ensuite à faire partie de son cabinet, probablement comme procureur général."

12. Il est question ici de M. Léopold Désilets.

13. Dans *La Presse* du 17 février 1945, à la page 29, le journaliste fait dire à M. Bienvenue: "Il (M. Bienvenue) attire l'attention de la Chambre sur l'attitude paradoxale du gouvernement, attitude qu'il ne veut pas qualifier d'illogique."

14. Selon *Le Temps* du vendredi 23 février 1945, à la page 3, un député libéral aurait fait signe à M. Choquette de ne pas pousser plus avant.

15. *Le Devoir* du 17 février 1945, à la page 1, précise "qu'au moment de l'ajournement, tous les sièges de la droite étaient occupés, mais les rangs de la gauche libérale étaient clairsemés".

Séance du mardi 20 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de Québec**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée<sup>1</sup>.  
Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morin).

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la corporation du village ouest de Saint-Georges de Beauce, demandant l'adoption d'une loi annexant à son territoire, un territoire situé dans la corporation d'Aubert-Gallion (M. Vachon).

**Anniversaire de l'honorable J.-H. Delisle,  
Montréal-Saint-Henri**

Un page apporte à l'honorable M. Delisle, député de Saint-Henri, au nom de ses amis, une magnifique gerbe de roses rouges.

Des députés applaudissent bruyamment.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri)** remercie le chef du gouvernement pour la superbe gerbe de roses qu'il lui a fait porter sur son pupitre à la Chambre, à l'occasion de son anniversaire de naissance. Il fait distribuer la gerbe

de roses parmi ses collègues du cabinet et quelques députés. Il remercie, ensuite, les membres du cabinet et ses amis de la droite de ce geste délicat. Que ces roses rouges, dit-il, répandent sur la province le parfum de l'Union nationale.

(Toute la droite applaudit)

**Projets de loi:**

**Allocations familiales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable premier ministre (M. Duplessis), et dont le texte se lit comme suit:

Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** M. le président, je dépose sur le bureau de la Chambre un télégramme que je viens de recevoir et qui se lit comme suit: "Conférence d'organismes et officiers, nombreuses unions internationales, Montréal réaffirme appui de la loi fédérale allocations familiales. Demandons gouvernement provincial assurer paiement des allocations juillet 1945". (Signé) Madeleine Parent, organisatrice, ouvriers-unis des textiles d'Amérique.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 2 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, nous avons tâché de faire valoir, la semaine dernière devant cette Chambre, les faiblesses et les effets de cette loi. Si le principe du bill, comme on nous l'a dit, est de favoriser le paiement des allocations, non seulement nous ne nous objectons pas, mais nous croyons qu'un bill de cette nature doit être passé et tout le monde est d'accord. Mais nous nous opposons aux deux blancs-seings que le gouvernement se fait donner par le bill pour décider quelle entente il négociera, quel refus il pourra opposer aux autorités fédérales et quelle somme d'argent il pourra dépenser pour l'application de la loi.

J'espère, tout de même, que le gouvernement a des intentions humanitaires sur cette question, qu'il les fera valoir victorieusement devant les autorités fédérales et que le premier ministre adoptera une attitude qui sauvegardera et garantira les droits, les intérêts, les prérogatives et l'autonomie de la province afin que, vers le 15 juillet prochain, les allocations familiales puissent être payées dans notre province.

Nous pourrions demander de retarder à la prochaine séance la passation définitive du bill, mais nous ne le faisons pas pour ne point retarder l'adoption de cette mesure, parce que nous sommes d'avis que les allocations familiales vont être payées à nos gens dès le mois de juillet. Nous voulons que les allocations soient payées le plus tôt possible et nous ne provoquerons pas de discussion sur la troisième lecture. Nous n'avons pas d'objection à la loi, mais nous l'adoptons sur division.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le peuple a besoin des allocations. On ne doit rien faire qui risque de l'en priver. On a suggéré au cours du débat que la négociation d'entente et la loi actuelle pourraient avoir pour résultat de retarder le paiement

des allocations familiales. Le premier ministre a affirmé le contraire et nous a assuré que les craintes de certains députés n'étaient pas fondées. Je prends sa parole. Mais s'il arrivait qu'un jour, en dépit de cet engagement, la loi provinciale servit à empêcher la masse de recevoir les allocations ou de les recevoir à temps, je dirais alors avec la dernière énergie que nous aurions été trompés, et nous aurions été victimes d'un abominable abus de confiance, puisque le premier ministre lui-même a affirmé qu'il n'en est rien. Nous tenons à préciser que nous sommes favorables au principe des allocations familiales et que nous ne voulons pas qu'il y ait de retard dans leur paiement.

J'estime que le gouvernement nous demande un blanc-seing. Comme l'a dit le chef de l'opposition, le fait d'accorder deux blancs-seings au gouvernement comporte des dangers, à cause des pouvoirs illimités qu'il donne au gouvernement. Il veut conclure une entente avec le gouvernement fédéral, mais il ne nous dit pas en quoi consiste cette entente. Nous aurions voulu savoir quel genre d'entente le gouvernement de la province a l'intention de conclure et si ces ententes auront pour résultat de rendre constitutionnelle une loi que l'on prétend inconstitutionnelle.

En signant certaines formes d'entente, le gouvernement ne risque-t-il pas d'approuver implicitement une loi que, par ailleurs, il estime inconstitutionnelle? Cette observation vaut surtout dans le domaine de l'éducation. L'éducation dépend et doit dépendre exclusivement des provinces. Or, les articles 4 et 5 de la loi fédérale empiètent dangereusement dans ce domaine. Je me demande comment, en vertu d'ententes conclues avec le ministre, d'après l'article 10 d'une loi inconstitutionnelle, le gouvernement provincial pourra supprimer l'inconstitutionnalité fondamentale de ces deux paragraphes?

Cette observation est particulièrement importante, lorsqu'on réfléchit aux tendances régnantes au sein du gouvernement fédéral et du Parti libéral, tendances fortement centralisatrices dans le domaine de l'éducation. Je mets donc en garde la présente administration provinciale contre ce danger. En résumé, la loi fédérale constitue un empiètement d'Ottawa dans le domaine de l'éducation et de la famille de la province de Québec, et nous avons mis en relief le danger pour le gouvernement provincial d'authentifier, en quelque sorte, ces empiètements du fédéral.

Comme on le voit, la loi actuelle nous paraît imparfaite. Mais toute imparfaite que soit cette loi, elle vaut mieux que rien. Elle nous paraît cependant

un effort louable pour la souveraineté de la province. Je ne m'objecterai pas à la loi, bien qu'elle ne soit pas ce que notre groupe aurait désiré, parce qu'elle paraît vouloir consacrer, bien tard hélas! deux principes fondamentaux: d'une part celui du paiement des allocations familiales, et d'autre part, celui de l'autonomie provinciale, qui est l'instrument grâce auquel le gouvernement provincial pourra donner à notre peuple les conditions de vie qu'il réclame légitimement. C'est pour cette raison que nous voterons quand même en faveur du bill 2.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis favorable au principe des allocations familiales. Des gens ont pu se méprendre sur mon attitude. J'ai dénoncé la loi fédérale parce qu'elle était contre les familles nombreuses, vu la régression dans les montants alloués aux familles de cinq enfants et plus, et pour assurer le respect de l'autonomie provinciale et garantir le paiement des allocations. Cette loi est un attentat aux droits provinciaux en matière d'éducation.

Je suis favorable au principe des allocations familiales, tout comme le présent gouvernement. Mais les modifications à la loi fédérale ne devront pas retarder le paiement des allocations. Il ne croit pas que le projet de loi porte atteinte à l'établissement d'un système d'allocations, parce qu'il croit le gouvernement sincèrement convaincu de la nécessité du paiement de ces allocations. Comme on veut préserver l'autonomie provinciale, dit-il, je voterai pour la loi.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** déclare avoir énoncé bien clairement son attitude au cours du débat. Si le gouvernement provincial trouve la loi fédérale inconstitutionnelle, il doit demander l'opinion de nos tribunaux. Il existe des moyens légaux de faire déclarer si la loi est constitutionnelle ou non. Je voterai contre la mesure. Cela ne veut pas dire que je suis contre les allocations familiales. Bien au contraire.

Il (M. Côté) dit qu'il est en faveur du paiement des allocations familiales avant toute autre considération. C'est mon parti qui a été le premier à inscrire les allocations familiales à son programme. Cette loi, qui permettra au gouvernement de faire une entente avec Ottawa, va avoir pour effet de retarder le paiement des allocations familiales.

Je propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. Samson), que le bill soit retourné au comité, avec instructions de l'amender de façon à ce que la Législature adopte une loi concurrente pour

remédier aux déficiences de la loi fédérale sur les allocations familiales en versant des allocations aux familles nombreuses, en vue d'éliminer le taux décroissant des allocations fédérales avec le nombre des enfants. C'est la politique que le gouvernement Godbout avait adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet amendement est hors d'ordre, notamment parce qu'aucun membre de la Chambre ne peut modifier l'attribution des deniers publics sans avoir obtenu l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur et avoir fait présenter un bill à cet effet par un ministre de la couronne.

**M. l'Orateur:** C'est mon opinion que l'amendement est hors d'ordre et je demande au député de Rouyn-Noranda (M. Côté) de le retirer.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je le retire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est claire et affirme des principes qui sont admis de tout le monde. Elle affirme la ferme volonté de la province de Québec de faire respecter nos droits essentiels dans le domaine de l'éducation, dans le domaine familial, comme ailleurs. Elle n'a pas en vue de contenancer la loi fédérale dans ses empiétements. C'est une loi complètement distincte. Mais elle affirme seulement la volonté du gouvernement provincial de conserver nos droits et de collaborer avec le fédéral pour l'établissement d'un système d'allocations familiales juste et efficace.

Il est évident que nous n'avons pas le dernier mot au sujet de la loi fédérale. C'est le pouvoir central qui le possède. Nous avons cependant le dernier mot dans la revendication de nos droits. Mon projet de loi affirme des principes que toute la Chambre doit approuver. Il n'a aucunement pour effet de consacrer les empiétements du fédéral dans le domaine familial et le domaine éducationnel. Le gouvernement a tenu à le présenter dès le début de la session, afin que la province ait l'opportunité de faire connaître sans retard son opinion.

Nous sommes déterminés à procéder avec diligence et célérité avec cette question qu'on discute depuis cinq séances déjà. Nous ne nous reconnaissons pas le droit de changer la loi fédérale et d'imposer des directives au fédéral, mais nous nous reconnaissons l'obligation de faire valoir les droits de la province de Québec, d'offrir au gouvernement d'Ottawa une collaboration sincère et

loyale mais non pas basée sur la trahison de nos intérêts les plus chers, essentiels et primordiaux.

Je n'entends pas sacrifier les droits du Québec, même pour de l'argent. Judas a vendu son Maître pour trente deniers et aujourd'hui Judas serait celui qui vendrait l'âme des enfants; il sacrifierait les droits des pères de famille et des enfants pour n'importe quelle somme d'argent.

Je regrette qu'il n'y ait pas unanimité de la Chambre sur cette question. L'opposition et le député de Rouyn-Noranda ont manifesté leur dissidence. C'est leur droit. Je demande donc l'unanimité sur la troisième lecture, tout comme ce fut le cas pour la deuxième, non pour des fins politiques, mais pour que la province présente, sur une question aussi vitale, un front uni lorsque le gouvernement se rendra à Ottawa pour conclure des ententes. Autrement, ce serait malheureux.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Godbout (L'Islet):** Sur division! Je ne peux accepter la troisième lecture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas, je demande le vote et l'appel des noms afin d'en inscrire le résultat aux procès-verbaux.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>2</sup>:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Dumoulin<sup>3</sup>, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Mercier, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 34.

**Députés ministériels** soulignent le vote par de longs applaudissements.

**M. l'Orateur** proclame alors la troisième lecture du bill 2.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Amélioration de la voirie provinciale<sup>4</sup>**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose: Que pour l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, le gouvernement soit autorisé à dépenser à sa discrétion, pendant une période d'au plus quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de ladite loi, une somme capitale n'excédant pas trente millions de dollars et que les montants requis pour l'exécution de ces travaux soient payés à même le fonds consolidé du revenu. Le gouvernement pourra toutefois emprunter, pour un terme maximum de vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an, toute somme requise pour l'exécution totale ou partielle des travaux prévus par ladite loi.

Je félicite le président du comité, le représentant de Montcalm (M. Tellier), de son élection à la vice-présidence de la Chambre.



Tout le monde est convaincu de l'opportunité d'une semblable mesure, car on réclame de partout l'amélioration de nos chemins. Partout et dans tous les pays du monde, la voirie a toujours été au premier rang de l'économie nationale. Cette dépense vise principalement à améliorer nos routes rurales. Un bon réseau routier est nécessaire à toutes les classes de la population, au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, à l'acheminement des matières premières vers les usines et à la création de débouchés pour les marchés des agriculteurs, et même au développement des mines, de notre vie sociale et au développement culturel de la population. À tel point qu'on juge très souvent un peuple par son réseau routier. Les routes sont en outre un capital et apportent des revenus, comme ceux du tourisme.

Les bons chemins sont d'autant plus importants dans notre province que, durant plusieurs mois, chaque année, les voies fluviales sont fermées à toute circulation. Les facilités offertes par ces voies et par les rails sont absolument insuffisantes aux besoins du commerce et de l'industrie. La voirie supplée à l'insuffisance des chemins de fer, puisqu'on a déjà démontré que sur les 22,000 centres commerciaux du pays, il y en a 15,000 que les chemins de fer n'atteignent pas directement, qui sont desservis par camions. L'aviation facilitera les communications après la guerre, mais elle n'a pas encore atteint son expansion. Souvent, c'est la route qui suscite le développement commercial et industriel.

Dans la région que je représente, il y a un magnifique terrain minier non développé, à Chibougamau, faute de routes. En 1938, l'Union nationale s'était entendue avec les autorités fédérales pour y construire une route pour relier le territoire minier de Chibougamau au reste la province. Mais le projet a été abandonné par l'administration suivante en 1939. L'exploitation et le développement des mines de Chibougamau ont été arrêtés à cause de l'absence de voies carrossables. La région de Chibougamau sera reprise en temps opportun.

Mais le réseau routier est surtout nécessaire à l'agriculture. Il est inutile de prononcer des discours éloquentes sur la beauté de la vie à la ferme, il est inutile de prêcher l'amour du sol et il est inutile de leur demander de rester sur la terre, si on ne donne pas à nos cultivateurs de bons chemins pour leur permettre de transporter leurs produits jusqu'aux marchés, pour communiquer entre eux et leur donner des contacts sociaux.

Le gouvernement entend dresser un plan d'ensemble. Quel est actuellement l'état de notre

voirie provinciale? Notre réseau routier comprend 39,080 milles de chemins divisés en voies de 1<sup>re</sup> classe, de 2<sup>e</sup> classe et de 3<sup>e</sup> classe, suivant leur importance et non leur qualité. Nos routes de 1<sup>re</sup> classe, ainsi classées parce qu'elles relient des centres de très grande importance, qui relient une ville à une autre, comprennent 60 routes numérotées environ, représentant 6,643 milles de chemins entre de petites villes et de grandes villes. Les routes de 2<sup>e</sup> classe, qui relient une campagne à une autre, représentent 11,333 milles de chemins. Enfin, les routes de 3<sup>e</sup> classe, c'est-à-dire les routes de rangs, constituent un réseau de 21,104 milles. En tout, notre réseau routier se compose exactement de 39,080 milles de chemin.

De ces 39,080 milles de chemins, nous avons 22,670 milles de chemins améliorés, dont 18,282 milles de chemins de gravier, 4,060 milles de chemins en macadam et en asphalte et 328 milles de chemin en ciment. Les chemins améliorés ont une longueur totale de 22,670 milles et les chemins non améliorés ou routes rurales s'étendent sur une distance de 16,410 milles.

Nous avons besoin d'un plan général, afin de faciliter le développement et l'amélioration de ces trois catégories. Nous avons besoin de toute urgence d'un tel plan si nous considérons que, durant les cinq dernières années, les améliorations apportées à nos routes l'ont été au rythme de 200 milles seulement par année. À ce rythme, il faudrait 80 ans pour compléter l'amélioration des routes de la province.

Tous ces chiffres démontrent bien clairement qu'il y a urgence d'améliorer notre système routier par toute la province et qu'il faut se mettre à l'œuvre tout de suite pour établir un plan d'ensemble. Le gouvernement fera le plus rapidement possible les travaux de voirie les plus urgents.

L'urgence d'un plan d'ensemble apparaît surtout quand on considère les besoins en agriculture, car notre voirie rurale est dans un état pitoyable. Les cultivateurs utilisent 33,000 milles de chemins et il n'y en a pas la moitié qui sont des chemins améliorés.

Sur les 98,000 fermes de la province, 42,000 fermes sont en bordure de routes améliorées et 56,000 ne sont desservies que par des chemins de fer. Ce qui veut dire que plus de 50 % des cultivateurs pataugent dans de mauvais chemins une grande partie de l'année. Durant les mauvaises saisons, au printemps surtout et après les grandes pluies, ces chemins de terre sont dans des conditions épouvantables et les cultivateurs voyagent dans la boue.

Nous ne prétendons pas, avec le montant que nous demandons, faire toutes les réparations et les constructions qui s'imposent. Ce n'est pas \$30,000,000 en quatre ans qu'il nous faudrait, mais \$30,000,000 par année. L'an dernier, à la demande du Conseil économique, le ministère a procédé à un inventaire de nos routes, et il en est venu à la conclusion qu'il faudrait \$83,000,000<sup>2</sup> pour faire toutes les améliorations désirables. Cette mesure n'est qu'un pas dans la bonne direction.

Le gouvernement veut procéder par étapes, avec logique et bon sens, en tenant compte de tous les besoins, spécialement ceux de la classe agricole. C'est pourquoi nous voulons préparer un plan d'ensemble pour faciliter le développement des trois catégories du réseau routier. On le préparera avec le concours des officiers de la Voirie, des municipalités et des députés de cette Chambre.

Sous la première administration Duplessis, en 1938, le gouvernement avait été autorisé à dépenser \$50,000,000 pour l'amélioration de notre voirie, selon un plan d'ensemble. M. T.-D. Bouchard, alors chef de l'opposition libérale, a prétendu que c'était un devoir pour lui de voter contre parce qu'il s'agissait d'un non-sens et presque un scandale. De 1938 à 1939, période de la préparation du plan, rien ne fut dépensé. Au mois d'octobre 1939, lorsque le gouvernement de l'Union nationale fut battu, M. Bouchard devenait ministre de la Voirie. Il n'y avait alors que \$9,000,000 de dépensé sur \$50,000,000.

M. Bouchard, qui en qualité de chef de l'opposition de 1936 à 1939 avait tant critiqué cette mesure du gouvernement et représenté cette autorisation de dépenser \$50,000,000 comme un scandale, s'en est servi pour dépenser, pour travaux de voirie, \$34,000,000 entre 1939 et 1942. Il a donc approuvé par ses actes une loi qu'il avait critiquée en paroles. Mais lorsque le gouvernement de l'Union nationale a perdu le pouvoir en 1939, le plan général a été abandonné par le nouveau gouvernement, même si le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), lorsqu'il est devenu ministre de la Voirie au sein du gouvernement Godbout l'an dernier, avait signifié son intention de le rétablir.

Les travaux de la voirie sont parmi les plus efficaces, lorsqu'il s'agit de soulager le chômage. Ce projet de loi permettra au gouvernement de faire face à la période de chômage qui suivra l'après-guerre en exécutant des travaux utiles et durables. Après la guerre, nous aurons un essor considérable. Et nous aurons besoin d'un excellent réseau routier. Cette mesure aidera donc la province à traverser l'après-guerre.

**M. Godbout (L'Islet):** Il y a d'excellentes raisons qui militent en faveur du principe de cette loi et, quant à moi, je n'ai pas l'intention de m'opposer à la résolution, si la mesure plaît au premier ministre et au ministre de la Voirie. Nous sommes à l'époque où nous espérons tous voir la guerre se terminer bientôt et je serais le dernier à voter contre la résolution parce que j'ai toujours prétendu que le gouvernement, à la veille de la fin de la guerre, doit avoir la latitude nécessaire pour faire exécuter des travaux publics urgents et procurer ainsi du travail pendant la période de réadaptation pour le bénéfice de ceux qui seront détournés de leurs occupations actuelles, dans l'armée ou les usines de guerre.

Je répète encore que nous connaissons, après la guerre, une période de reconstruction qu'il n'est pas moins important de préparer que la période de la guerre. Il nous faudra alors se faire une place dans le domaine économique. Nous aurons alors des obligations de reconstruction et de maintien du travail.

Une opposition qui ne comprendrait pas les besoins du gouvernement en ce domaine aurait l'esprit étroit, parce que la loi pourra permettre au gouvernement de faire son devoir dans la période d'après-guerre qui est proche, et je considère que le gouvernement doit avoir la liberté voulue pour agir en prévision de l'après-guerre. Cette mesure est très importante pour la classe agricole.

Seulement, les résolutions que propose le gouvernement sont inutiles. Et je crois qu'elles nous ont été présentées uniquement pour jeter de la poudre aux yeux. En effet, le gouvernement a tous les pouvoirs qu'il lui faut dans la loi de la voirie. Il est autorisé, par la loi de la voirie, chapitre 141, article 73, à puiser dans le fonds consolidé du revenu tous les fonds dont il a besoin pour la construction et l'amélioration des routes et faire les plans d'ensemble qui s'imposent.

Et ce n'est pas \$30,000,000 que le gouvernement peut dépenser avec cette loi générale mais tous les millions qu'il veut, car la loi générale n'impose aucune limite pour des travaux de voirie. Le premier ministre et le ministre de la Voirie le savent très bien.

Comme c'est le premier projet de loi que le nouveau ministre présente, et pour les raisons que j'ai données, nous ne nous opposerons pas à voter les dépenses d'impression du bill parce que nous sommes disposés à donner au gouvernement toute la liberté qu'il doit avoir, et nous voterons pour le principe de la mesure, même si la législation que l'on apporte aujourd'hui est inutile.

**M. Chalout (Québec):** Pourquoi le gouvernement veut-il se faire autoriser à emprunter de l'argent à 4 % pour ces travaux? Pourquoi ne prendrait-il pas les revenus habituels pour défrayer ces travaux?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La résolution n'oblige pas le gouvernement à emprunter. Elle ne fait que l'autoriser. Et même si le bill donne le pouvoir au gouvernement d'emprunter, ça ne veut pas dire nécessairement qu'on empruntera. Le gouvernement fera tous les travaux ordinaires à même ses revenus ordinaires. Mais comme nous ne savons pas exactement ce que seront les conditions demain, nous voulons avoir le pouvoir de faire plus que les travaux ordinaires de l'année. C'est pourquoi cette loi est nécessaire. Le pouvoir d'emprunter est là, pour le cas où nous aurons besoin. Mais rien n'oblige à nous en servir. Notre intention est de faire un plan d'ensemble et nous voulons pouvoir le mettre à exécution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est délicieux. Il a fait une tempête sur le principe du mandat en blanc et il déclare aujourd'hui que la loi de la voirie donne au gouvernement le privilège d'emprunter des montants illimités. Il manque de logique. Je trouve curieux et incohérent que l'opposition, qui a critiqué les mandats en blanc pendant quatre séances sur la loi des allocations familiales, nous demande aujourd'hui d'administrer les travaux de voirie en vertu d'une loi votée par une administration libérale qui est un mandat en blanc sans aucune espèce de limite.

Comment, en un vil plomb, l'or pur s'est-il changé? Pour une fois, un gouvernement veut se faire octroyer une somme définie par la députation pour des travaux de voirie et non pas se lancer dans la dépense sans demander permission à la Chambre. Le chef de la gauche s'élève contre pareil procédé pourtant bien démocratique. On devrait féliciter le gouvernement de consulter les députés sur le montant d'argent à dépenser au lieu de suivre la loi générale de la voirie qui donne des pouvoirs illimités dans ce domaine. Le gouvernement actuel est pressé de soumettre tous ses projets à la Législature.

La province de Québec a souffert du fait que jamais les gouvernements, sauf de 1936 à 1939, n'ont eu de plan élaboré et de plan bien préparé. On n'a jamais marché d'après une politique d'ensemble; ça toujours été une politique de cataplasmes. On a construit au jour le jour, sans méthode, sans prévision. Cette mesure a principalement pour but de

créer un plan d'ensemble indispensable pour doter la province d'un excellent réseau routier, afin d'améliorer notre système routier.

S'il est vrai que le gouvernement a déjà le pouvoir illimité de faire ce qui est mentionné dans le bill, pourquoi les députés se plaindraient-ils de ce que nous leur en demandons tout de même l'autorisation? Depuis quand un gouvernement ne doit-il pas être félicité de demander aux députés l'autorisation de dépenser les deniers publics? Cela est conforme aux plus saines règles des prérogatives des députés. Nous voulons les députés. La loi n'est pas inutile. Le chef de l'opposition semble dire que la Chambre n'est rien. Nous, nous disons que la Chambre, c'est quelque chose!

**Des députés à gauche** rient.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un témoignage que nous rendons à la majorité de la Chambre.

Je suis en faveur du tourisme, mais pas au détriment des cultivateurs, et le devoir d'un gouvernement, c'est de donner à ces derniers les meilleurs moyens de communication. La voirie, ça doit d'abord servir à donner à la population des moyens de communication d'un centre à un autre. La population de la province doit être la première servie.

**M. Dansereau (Argenteuil)<sup>6</sup>:** Après avoir dirigé le ministère de la Voirie pendant quelque temps, je reconnais l'utilité et la nécessité d'un plan d'ensemble dont le ministre a parlé. Il faut mettre de la logique, de l'esprit de suite de nos routes. C'est ce qui nous permettra de progresser plus rapidement.

Mais, le chef de l'opposition a raison de dire que la loi est inutile, parce que la loi générale suffit à la préparation d'un plan d'ensemble et permet parfaitement d'exécuter les travaux de voirie. Il serait également préférable d'utiliser les revenus au lieu d'emprunter. Il regrette qu'on n'imites pas la politique du gouvernement libéral qui, de 1939 à 1944, s'est attaché à dépenser selon ce que ses revenus lui permettaient. Je ne vois pas la nécessité de passer une pareille législation, la loi générale permettant déjà au gouvernement de dépenser les sommes qu'il désire pour améliorer notre système routier.

Ce que le présent projet de loi apporte de nouveau, c'est le pouvoir d'emprunter \$30,000,000 pour faire des dépenses additionnelles. À lire cette loi, on en vient à la conclusion que l'Union nationale se lance de nouveau dans la politique d'emprunts. Je

ne doute pas de la sincérité du ministre actuel de la Voirie et je dois dire que j'ai confiance au ministre actuel, qui est un honnête homme et veut donner une administration sincère à la Voirie. Mais j'ai peur qu'avec un pareil montant, que l'on retombe dans l'ancienne politique de l'Union nationale de donner des contrats et d'emprunter pour favoriser des amis politiques. C'est peut-être la danse des millions qui recommence. Le ministre regrettera que certains travaux urgents aient été arrêtés l'automne dernier.

Il y a un autre projet de dépenses à la Voirie et on vient d'autoriser par arrêté ministériel une dépense de \$900,000 pour la construction d'un pont. Je ne doute pas de l'opportunité de la construction de ce pont, mais la procédure est irrégulière. Et maintenant, où dépensera-t-on ces \$30,000,000?

J'habite une région très éloignée de celle que représente le ministre de la Voirie. Quand j'étais ministre, je me suis fait un devoir de ne pas oublier la région de Chicoutimi qu'il représente, et j'espère qu'il me traitera avec la même courtoisie en particulier dans la région de Pontiac, où il y a des améliorations qui pressent. La route 8 (Montréal-Hull) est justement une preuve de la nécessité d'un plan d'ensemble. Il y aurait là de grands besoins. J'espère que le ministre pensera à l'ouest de la province et que l'on continue la route de Montréal à Ottawa.

**M. Lawn (Pontiac):** Écoutez, écoutez.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le projet, je le regrette, va laisser croire à la population que le gouvernement actuel veut recommencer ses dépenses. J'espère que cela ne se produira pas. L'opposition est assez forte pour surveiller les dépenses et avant même que les \$30,000,000 ne soient dépensés, le Parti libéral aura repris les rênes de l'administration.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre dit que la loi de la voirie donne au gouvernement un mandat en blanc. Il ne l'a pas changée, cependant, de 1936 à 1939. L'Union nationale, lorsqu'elle a fait voter, en 1936, une loi de voirie octroyant \$30,000,000 au gouvernement, ne l'a pas fait disparaître de 1936 à 1939. Pourquoi cette législation qui ajoute \$30,000,000 à un pouvoir déjà illimité? C'est de la mauvaise administration. On ne respecte pas du tout le droit des députés de contrôler les dépenses. Si on veut réellement limiter la dépense au montant de \$30,000,000, on doit faire disparaître des Statuts la clause de la loi générale qui lui permet de dépenser n'importe quel montant.

Le but du gouvernement est de faire ajouter à ses facilités illimitées de dépenser la facilité d'emprunt. Aujourd'hui, il ne se limite plus. Il ajoute un privilège de \$30,000,000 à un pouvoir illimité. C'est une mauvaise habitude d'emprunter pour des fins spéciales. D'ailleurs, que le gouvernement demande 2, 3, 10, 25 ou \$50,000,000, cela ne change pas d'un iota la situation. Le gouvernement reste toujours libre de dépenser autant qu'il le jugera à propos en vertu de la loi de la voirie.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je veux féliciter le nouveau ministre de la Voirie d'avoir eu une bonne pensée pour la région du nord-ouest de la province. C'est là qu'on pourra faire les dépenses les plus opportunes après la guerre et où les travaux de voirie seraient les plus utiles.

Le premier ministre a parlé de contradiction. C'est lui qui se contredit à propos de la taxe de vente, car le gouvernement devait administrer avec tellement d'économies qu'il abolirait la taxe de vente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Je suis heureux d'entendre le nouveau député...

**M. Godbout (L'Islet):** Alors, laissez-le parler.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** La province était sous l'impression que le gouvernement pouvait administrer et vivrait selon ses revenus. Non seulement il n'agit pas ainsi, mais voici qu'on nous présente un projet autorisant des emprunts. On va endetter la province à un tel point qu'on ne pourra abolir la taxe de vente. J'espère que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) s'occupera aussi, dans son plan d'ensemble, de la région nord comme mesure de rétablissement d'après-guerre.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Ce qui me frappe le plus, c'est l'ampleur du montant demandé. Le budget de la province ne devrait pas dépasser certaines mesures et il devrait être équilibré de façon à faire la part des législations sociales. Il regrette aussi le caractère vague et confus de ce projet. C'est du reste le défaut de toutes les lois que l'on nous a présentées depuis le début, et c'est peut-être à cause de cela qu'elles nous ont été présentées si tôt.

Puisque le ministre de la Voirie, dont on a loué l'intégrité, veut exécuter un plan d'ensemble et si le gouvernement tient tant que cela à consulter les députés, qu'ils nous donnent des détails. Il me semble qu'avant de faire voter tant d'argent, on devrait faire préparer d'abord le plan d'ensemble, expliquer de façon plus précise en quoi il consiste et le soumettre aux députés. C'eût été un témoignage beaucoup plus intéressant pour les députés, si on leur avait fourni plus de renseignements sur le plan d'ensemble que l'on voudra réaliser. Il dit qu'il ne doute pas de la nécessité d'un plan d'ensemble dans le domaine de la voirie provinciale.

Au reste, il (M. Laurendeau) est prêt à voter la loi, tout en protestant contre le fait qu'on demande aux députés de se prononcer à l'aveuglette sur des projets qui ne sont même pas ébauchés. Cette dépense de \$30,000,000 pour la voirie pourrait faire négliger d'autres services et certains domaines en matière de la législation sociale.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Avant d'avoir un plan d'ensemble dans la voirie, le gouvernement actuel devrait s'appliquer à dresser un plan d'ensemble de ses finances. Rien que dans les seules lois présentées depuis le début de la session, on a déjà pour \$34,500,000<sup>8</sup> d'emprunts, et cela, en plus de ce qu'on votera dans le budget. On devrait s'inspirer du gouvernement libéral précédent qui avait pour devise de ne dépenser que suivant ses moyens. Je demande au premier ministre de ne pas aller si vite, de ne pas embarrasser son trésorier.

Toute dépense devrait être votée dans le budget annuel et le gouvernement ne devrait pas dépenser plus que ses revenus. Je m'oppose à ce que l'administration se fasse donner des pouvoirs d'emprunter qu'elle pourra utiliser sans soumettre la dépense des deniers publics au contrôle des députés. Les lois spéciales pour dépenser de l'argent ne sont pas bonnes en principe. Il n'y a pas de budget général qui pourra tenir, si on continue à voter ainsi des montants en dehors des budgets départementaux.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Malgré ses excellents principes, l'ancien trésorier est mal venu de nous donner des conseils, car il a laissé l'ancien ministre de la Voirie, M. Bouchard, profiter de la loi des \$30,000,000<sup>9</sup> votés par l'Union nationale et nous a laissé, après cinq ans d'administration, ce beau déficit de plus de \$30,000,000<sup>10</sup>. Pendant la période électorale, le gouvernement a donné pour \$3,000,000 de contrats de plus que le budget. C'est pour cela que le gouvernement précédent a eu des déficits.

**Voix à gauche:** Oh! Non.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le ministre de la Voirie dit qu'il y avait 160 ponts en Gaspésie qui devaient être réparés et on n'en a pas réparé. On a négligé les ponts.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Dans mon comté, il y a 22 ponts entretenus, dont 21 ont été construits par le gouvernement libéral. Tous ont été très bien entretenus sous l'ancienne administration.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'ancien ministre de la Voirie, M. Bouchard, n'a jamais dépensé un sou sans l'autorisation préalable du trésorier. C'est pour cela que, suivant le prospectus de l'Union nationale pour l'emprunt de \$22,000,000, nous avons eu un surplus global durant les trois dernières années de notre administration. Jamais, sous mon administration, on a dépassé le budget. Nous vivions suivant nos moyens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand l'ex-trésorier défend la politique de M. Bouchard, a-t-il l'autorisation de son chef?

**M. Godbout (L'Islet):** Sous les administrations libérales, il n'y avait pas une politique pour le chef, une autre pour le ministre de la Voirie, une autre encore pour le trésorier. Il y avait que la politique du gouvernement, et c'est ce que nous défendons. On ne peut pas en dire autant du nouveau gouvernement, où chaque ministre a sa politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si chaque ministre a une politique, c'est un démenti à la prétention de l'opposition que le premier ministre conduit tout dans le gouvernement.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il y a 21 violons dans le cabinet, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont tous accordés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je crois que l'on devrait revenir au projet. La somme de \$30,000,000 est bien peu, si on considère quelque peu les améliorations à apporter à notre voirie provinciale. Il veut préparer un plan d'ensemble et réclame l'adoption de la loi.

**M. Lemieux (Beauharnois)** fait remarquer le danger de donner au gouvernement une autorisation de dépenser des sommes aussi importantes, sans avoir

des détails précis sur la façon dont ces dépenses seront faites. C'est en somme un blanc-seing que nous donnons au gouvernement. Nous espérons qu'il n'en abusera pas, mais nous tenons à ce qu'il rende compte cent par cent, piastre par piastre. L'administration actuelle est à ses débuts et nous comprenons qu'elle n'ait pas eu le temps de préparer en détail la liste des améliorations qu'elle a l'intention de faire. Mais une fois n'est pas coutume, et nous espérons que, l'an prochain, nous pourrons voter les subsides sur des points précis. Les députés ont droit de connaître les détails du plan projeté et les exigences de chaque région, avant de donner un blanc-seing au gouvernement.

Le gouvernement n'a pas besoin d'une telle législation, ayant déjà les pouvoirs de dépenser les sommes qu'il veut par la loi générale. Il y a danger de demander \$30,000,000 quand cette autorisation n'est pas nécessaire. Quant au plan, il (M. Lemieux) est du même avis que son chef, le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). Pourquoi le ministre demande-t-il l'autorisation d'emprunter quand il n'a pas l'intention de le faire et quel est son plan d'ensemble?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les travaux de voirie coûtent cher, et le montant demandé est bien minime. Les \$30,000,000 couvrent à peine le minimum des besoins de la province. On ne doit pas oublier que ce sont des dépenses capitales. Grâce à la voirie, on peut retirer ailleurs d'autres revenus.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** demande si tous les millions qu'on veut dépenser vont l'être réellement pour des travaux de voirie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de la mesure est d'établir un plan d'ensemble pour la voirie provinciale.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Cet argent servira-t-il uniquement aux fins du plan d'ensemble?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La préparation du plan d'ensemble coûtera environ \$100,000.

**M. Chaloult (Québec):** Est-ce que le gouvernement a l'intention d'emprunter pour remplir les conditions de la loi?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On empruntera si cela est nécessaire. La loi nous

autorise à préparer un plan d'ensemble. Faire un plan d'ensemble, ça coûte cher et ça prend du temps. Nous ne pouvons faire un plan d'ensemble sans autorisation. Je tiens à remercier l'ancien ministre de la Voirie (M. Dansereau) des aimables paroles qu'il a eues à mon égard. Quant à ses suggestions, je les prendrai en bonne part. Je lui rendrai cette justice que, lorsqu'il a pris la direction du ministère de la Voirie, le député d'Argenteuil a continué les travaux commencés par l'Union nationale en 1939.

Un montant de \$30,000,000 n'est certainement pas exagéré, si l'on tient compte de la rigueur de notre climat et des distances à parcourir. Chez nous, la voirie coûte cher, mais cela dépend de plusieurs facteurs.

Au député de Laurier (M. Laurendeau), je veux dire que la construction de routes et les dépenses faites pour la voirie sont une source de revenus additionnels: taxe sur la gazoline, tourisme, etc. qui servent aux autres départements. La préparation du plan d'ensemble peut prendre de cinq à six mois et coûte approximativement une centaine de mille de dollars et les chemins améliorés ne comprennent pas les chemins de colonisation. La loi a précisément pour but de nous autoriser à faire un plan d'ensemble.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que les \$30,000,000 seront en partie dépensés pour les chemins de colonisation?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a des chemins qui sont faits en collaboration par la Voirie et la Colonisation. Qu'on fasse régner une étroite collaboration entre la Colonisation et la Voirie, relativement aux chemins de colonisation, appelés à devenir chemins de voirie. Le plan d'ensemble devrait prévoir à une meilleure coopération entre les ministères de la Voirie et de la Colonisation.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous continuerons cette heureuse collaboration.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)<sup>11</sup>:** Je veux demander que l'on évite les erreurs du passé. C'est beau de parler de plan d'ensemble, mais on voit venir le gouvernement de 1936 à 1939 avec ses grosses dépenses. Il y a aussi les contrats! J'espère que, dans ces contrats, les ouvriers n'auront pas les salaires que l'Union nationale appelait raisonnables et qui étaient misérables. Les entrepreneurs ont payé

à leurs hommes des salaires de famine. J'espère que, dans tous ces travaux, les ouvriers seront bien traités.

Le plan d'ensemble des travaux de voirie, ça voudra dire des contrats à donner à des amis. Il (M. Francoeur) a peur des contrats sans soumission et d'une loi de salaires raisonnables qui ne s'appliquera que dans le cas des contrats du gouvernement.

**Des voix de l'opposition** lui font une chaude réception.

**Voix à droite:** À l'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Dans le plan d'ensemble, il faudra tenir compte de l'échelle des salaires. Nous sommes prêts à aider le gouvernement, mais nous ne voulons pas que les bêtises de 1936 à 1939 se répètent, qu'il permette à ses entrepreneurs de payer des salaires misérables aux ouvriers.

Le premier ministre disait en 1935: "Nous allons empêcher les ministres d'être directeurs de compagnies", mais une trentaine de députés de l'Union nationale sont devenus directeurs de compagnies de construction de chemins de fer. Ils soignaient leurs intérêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Mercier s'engage sur un terrain dangereux.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** C'est un terrain dangereux, mais il faut parler du plan d'ensemble.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment le député n'est pas encore remis de son accident.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Trente millions de dollars à dépenser dans quatre ans. Mais qu'est-ce qui assure le gouvernement qu'il sera encore au pouvoir dans quatre ans pour exécuter son plan d'ensemble? Les ministres commencent à parler enfin à la Chambre. J'ai hâte d'entendre le ministre de Saint-Henri (M. Delisle), un futur premier ministre, et j'espère qu'il m'appuiera pour revendiquer les salaires justes et convenables pour les ouvriers.

**M. Chaloult (Québec):** Combien de temps prendra la préparation du plan d'ensemble?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cela dépend de la date des élections.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On ne peut donner aux députés les détails du plan d'ensemble avant que la Chambre n'ait autorisé le gouvernement à établir un tel plan. La préparation du plan d'ensemble peut prendre cinq à six mois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que ça va dépendre de la date des élections?

**M. Dansereau (Argenteuil):** Est-ce que le présent gouvernement va suivre la ligne de conduite du gouvernement libéral qui avait annoncé, avant l'élection de 1944, qu'il se chargerait du coût d'entretien et de construction des ponts situés sur les grandes routes de la province?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les ponts sont sous la juridiction du ministre des Travaux publics.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la veille de la dernière élection, le gouvernement libéral avait promis d'assumer à ses frais l'entretien de tous les ponts sur les grandes routes. Mon gouvernement n'est pas comme l'ancien, qui s'est caractérisé par bien des promesses et cinq ans de taxes. Ce fut toujours le programme de nos adversaires. Le gouvernement songe à une politique uniforme au sujet des ponts et de leur entretien. Le député d'Argenteuil aura ces renseignements lors de l'étude du budget.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement n'a pas de politique précise.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges)** exprime son opposition.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant

l'amélioration de la voirie provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Godbout (L'Islet):** La manière de procéder du gouvernement est injuste pour les députés qui ont le droit d'exercer un contrôle sur les dépenses. Le bill comporte une politique désavantageuse pour la province et contraire aux prérogatives des députés. Cette méthode d'emprunter pour toutes sortes de fins spéciales n'est pas bonne. Mais que le gouvernement prenne ses responsabilités.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Je propose, appuyé par représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le bill ne soit pas lu une troisième fois, mais retourne au comité avec instruction de l'amender de façon à empêcher les emprunts préjudiciables aux finances de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement est irrégulier parce qu'il comporte une nouvelle répartition des deniers publics, question relevant du lieutenant-gouverneur en conseil, et ne pouvant être présenté dans la forme qu'on lui a donnée.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Mais il a pour but d'empêcher des emprunts à 4 % qui pourraient être préjudiciables au crédit de la province.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Les règlements permettent la présentation d'un amendement en troisième lecture et il cite l'article 573 pour appuyer son argumentation: "sur la motion de troisième lecture d'un bill public, il ne peut être proposé que des amendements semblables à ceux qui se proposent à la deuxième lecture, ou bien des amendements portant renvoi du bill ou de partie du bill à un comité, avec ou sans instructions."<sup>12</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'amendement n'a d'autre but que d'amender une résolution qui a été agréée par la Chambre. Il soutient l'illégalité de cet amendement.

On ne peut retourner à un comité un projet de loi portant sur les deniers publics, afin d'obtenir des renseignements supplémentaires, et il s'excuse de n'avoir pas eu d'autre occasion de féliciter le représentant de Montcalm (M. Tellier) de son élection comme président du comité plénier.

**M. l'Orateur:** L'amendement est hors d'ordre et est rejeté.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je propose un nouvel amendement, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), pour que le bill soit retourné au comité avec instruction de l'amender en précisant les dépenses qui seront faites pour le réseau routier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement est irrégulier.

**M. Dumaine (Bagot)<sup>13</sup>:** (Règlement en main) L'opposition ne demande que des précisions et des détails. Cet amendement est dans l'ordre, il est parfaitement régulier et devrait être mis aux voix.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est de l'obstruction.

**M. Dumaine (Bagot):** Le député de Matane n'a pas le droit de dire cela.

**M. Dumoulin (Montmorency):** L'amendement est la conséquence de l'attitude que nous avons prise sur ce bill.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne puis accepter le point de vue du premier ministre qui est à l'encontre de tous les règlements.

**M. l'Orateur:** Je serais incliné à décider que l'amendement est hors d'ordre. Cependant, comme il ne reste que quelques minutes avant six heures, je propose, si la Chambre y consent, qu'on me permette d'étudier la question plus à fond et de rendre ma décision au début de la séance du soir.

La motion est acceptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.



### Reprise de la séance à 8 heures

#### Décisions de l'Orateur:

##### Amélioration de la voirie provinciale

**M. l'Orateur (M. Taché, Hull)** rend la décision suivante sur le point d'ordre et de règlement soulevé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à l'encontre de l'amendement présenté par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue):

Une résolution a été adoptée autorisant le gouvernement à dépenser "à sa discrétion" un certain montant d'argent.

Par l'amendement, on propose de renvoyer le bill 3 au comité plénier avec instruction de l'amender "de façon à mieux préciser la nature des projets qu'il autorise".

Par l'amendement, on propose ainsi de donner au comité plénier, des instructions d'amender le bill, en adoptant des dispositions qui vont à l'encontre de la résolution unanimement adoptée par la Chambre.

Or, la résolution a été adoptée; par l'amendement, on tente d'en changer les termes.

Je déclare, par conséquent, l'amendement hors d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur d'en appeler de votre décision<sup>14</sup>.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?", étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>15</sup>:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré,

Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 37<sup>16</sup>.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

##### Travaux de la Chambre

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** se lève pour proposer un nouvel amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien devant la Chambre.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je croyais que nous en étions à la troisième lecture du bill de la voirie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Certainement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Appelant un autre item et laissant la troisième lecture en suspens) Nous allons procéder à l'étude d'une résolution de l'honorable ministre des Finances.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne répond pas<sup>17</sup>.

#### Projets de loi:

##### Loi des véhicules automobiles de ferme

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles relativement aux véhicules de ferme soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On fait disparaître une taxe qui pèse sur les cultivateurs pour l'enregistrement de leur véhicule de ferme. À l'heure actuelle, ce véhicule ne doit pas dépasser cinq tonnes. Le but est de porter de cinq à sept tonnes le poids que peut avoir un véhicule de ferme et continuer à bénéficier du taux de faveur prévu par la loi des véhicules automobiles. Nous voulons enlever une taxe qui pèse sur les cultivateurs.

Depuis quelques années, les conditions ont tellement changé. Les cultivateurs font beaucoup de transport lourd en camion, surtout dans les endroits où il n'y a pas de chemin de fer. Le cultivateur veut être exempté du paiement des honoraires. Cette loi nous a été demandée par les cultivateurs. L'ancienne loi, qui date de 1924, n'est plus à la page et il faut la modifier pour le plus grand avantage de tous les cultivateurs.

**M. Godbout (L'Islet)** se prononce en faveur du bill et félicite le gouvernement de l'avoir soumis à la Chambre. C'est une excellente mesure rendue nécessaire par le changement de conditions survenues dans l'agriculture. J'espère que le premier ministre se rendra compte de la bonne volonté et de l'esprit de coopération que nous avons apportés dans cette affaire, et que c'est grâce à l'esprit du Parti libéral si les choses marchent vite au cours de la présente session.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition parle d'esprit. Si le Parti libéral a de l'esprit, on n'en a pas vu souvent dans les lois libérales. Il est malheureux qu'il ne l'ait pas mis dans les lois.

(Rires à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement fait là un pas dans la bonne voie, et je ne veux pas tarder à l'en féliciter, de crainte que la chose ne se répète plus. Autrefois, les cultivateurs n'utilisaient que les véhicules de ferme légers, mais avec l'intensification de leur production agricole, ils doivent se servir de véhicules plus lourds. Voilà donc pourquoi j'approuve la mesure.

Le principe de ce tarif de faveur au bénéfice des voitures ou des camions utilisés par des cultivateurs a été adopté dès 1924, donc sous une administration libérale, et le présent gouvernement le complète.

Depuis 1924, les conditions sont changées et le cultivateur doit aujourd'hui posséder des camions plus lourds pour aller porter ses produits sur les marchés éloignés. Il (M. Godbout) regrette qu'on ne fût pas allé jusqu'à huit tonnes.

**M. Leduc (Laval):** Nombre de cultivateurs se servent de tracteurs pour le transport d'une ferme à l'autre, et je veux qu'ils soient protégés par la loi.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Godbout (L'Islet)** souligne la bonne volonté de l'opposition dont elle fait preuve pour ne pas retarder les bonnes législations. L'opposition sait se servir de sa force pour hâter l'adoption des bonnes lois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Amélioration de la voirie provinciale**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je m'objecte parce que la Chambre ne procède pas suivant les règlements. On aurait dû, tout de suite au commencement de la séance du soir, continuer les affaires laissées en suspens à la fin de l'après-midi, vu que la réunion du soir est le prolongement d'une séance.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** J'ai un amendement, appuyé par le député de Beauharnois (M. Lemieux), à soumettre à la Chambre. Par cet amendement, je voudrais que ce bill revienne en comité plénier de la Chambre et qu'on l'amende de façon à ce que tous les arrêtés ministériels à propos des dépenses de la voirie sous le régime de la présente loi soient déposés sur la table de la Chambre, lorsque nous sommes en session, et dans les quinze jours qui suivront l'autre session, lorsqu'ils sont passés en dehors des sessions. Sinon, qu'un résumé des ces arrêtés ministériels, ou une copie intégrale, soient publiés dans la *Gazette Officielle*, de plus, qu'un rapport indiquant de quelle façon les deniers ont été dépensés en vertu de cette loi. Il s'agit du contrôle des subsides.

Un page vient chercher la copie de l'amendement pour la porter à l'Orateur, afin qu'il en fasse la lecture<sup>18</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au page de lui apporter cet amendement. (Il prend connaissance de cet amendement avant l'Orateur)

**L'opposition** proteste énergiquement contre cette façon d'agir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est à l'Orateur d'abord que doivent aller les amendements afin qu'il les lise d'abord à la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet)** insiste pour qu'on suive les procédures régulières de la Chambre. Chacun des membres de cette Chambre a ici les mêmes prérogatives que le premier ministre. Il viole les règlements en agissant de la sorte.

C'est l'Orateur qui doit d'abord lire les amendements, avant que le premier ministre en prenne connaissance, pour le bénéfice de tous les députés. C'est la procédure élémentaire à suivre. Jamais un premier ministre ne s'est arrogé un tel privilège précédemment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur lit l'amendement lorsqu'il n'y a pas d'opposition audit amendement,

**Des députés de l'opposition** crient.

**M. l'Orateur:** À l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La procédure suivie actuellement a toujours été suivie en cette Chambre. J'exerce un droit d'examiner. Le chef du gouvernement a toujours exercé un droit d'examen. Il est normal que le premier ministre lût d'abord l'amendement pour s'y objecter s'il se trouvait qu'il fût hors d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Les choses ne se sont jamais passées comme cela sous aucun gouvernement.

**M. l'Orateur:** Comme je suis le principal intéressé, je déclare que le premier ministre et le chef de l'opposition peuvent prendre connaissance d'un amendement avant moi. Les choses iront ainsi plus vite au point de vue de la discussion.

**M. Godbout (L'Islet):** Tous les députés ont des droits égaux. Qu'arriverait-il si les 91 voulaient se faire montrer le texte d'un amendement avant qu'il ne soit soumis à l'Orateur?

**M. l'Orateur** consent cependant à ce qu'un côté de la Chambre ou l'autre prenne connaissance des amendements proposés, avant qu'il n'en donne lecture.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Au nom de la justice, tout amendement doit d'abord être soumis à l'Orateur. Dans le cas actuel, le proposeur a lu d'une voix qui n'était pas forte et nous n'avons pas tout saisi. Le chef du gouvernement garde l'amendement devant lui, l'étudie, tandis que nous attendons, ne sachant même pas ce qu'il contient exactement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne considère pas l'amendement régulier dans son entier. Mais il a du bon. Le chef du Bloc a fait des suggestions très justes, d'autres ne sont pas conformes aux règlements. Je suis prêt à l'accepter quant à ce qui concerne la production des ordres en conseil. Cette partie est juste, car il faut renseigner les députés, mais l'autre n'est pas légale, puisqu'elle impose au gouvernement des dépenses.

**Voix à gauche:** Le gouvernement a peur. Elles parlent de prendre le vote sur l'amendement lui-même tel que rédigé mais n'insistent pas.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** suggère, pour éviter ces incidents, de fournir des copies au chef du gouvernement et à celui de l'opposition en même temps qu'on envoie l'original à l'Orateur.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier),** venant de rédiger son texte, il n'en possède qu'une copie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a aucune objection à en accepter l'amendement, pourvu qu'on en changeât la rédaction.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** dit que la nouvelle rédaction lui convient et qu'elle représente bien son idée de contrôler de quelques façons les argents qui seront dépensés.

**M. l'Orateur:** Le premier à se plaindre devrait être le représentant de Montréal-Laurier, s'il souffrait un préjudice de l'attitude du premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet)** se demande si chaque député de la Chambre prenait connaissance à tour de rôle des amendements, avant qu'ils ne fussent lus à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** offre d'aller en comité plénier.

Je sais que le chef de l'opposition ne comprend pas grand-chose dans les règlements. Nos lois doivent être claires et les articles doivent se suivre les uns les autres. Les lois ne sont jamais assez claires. Nous sommes prêts et toujours heureux d'accepter les suggestions utiles d'où qu'elles viennent.

Je comprends que le député de Laurier veut se renseigner sur les dépenses. Je n'ai aucune objection à proposer que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier l'amendement; autrement, nous allons faire prendre le vote sur l'amendement tel que rédigé. Je propose que l'on revienne en comité.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je n'ai aucune objection.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose un nouvel article 3 qui se lit comme suit:

"3. Tous les arrêtés ministériels adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés immédiatement après leur adoption, si la Législature est alors en session, et dans le cas contraire, dans les quinze premiers jours de la prochaine session suivant leur adoption."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le gouvernement ne s'objecte nullement à ce que tous les arrêtés ministériels adoptés en vertu du bill du ministre de la Voirie soient déposés devant la Chambre, si celle-ci est en session, ou soumis à cette Chambre dès les 15 premiers jours de la session suivante. La suggestion du chef du Bloc est même très juste. D'ailleurs, elle ne change pas grand-chose, car tout député peut exiger la production des arrêtés ministériels.

Quant à sa parution dans la *Gazette Officielle*, je m'y oppose. Je vais donc rédiger l'amendement et le faire insérer dans le bill dans le sens qui rencontrera les vues, je l'espère, du député de Laurier. Il est important de donner une publicité légitime aux ordres en conseil.

Il propose l'amendement qui suit: Tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement au sujet de la présente loi doivent être déposés sur la table du greffier si la Législature est en session. Dans le cas contraire, ils doivent être déposés dans les quinze premiers jours de la session suivante.

**Un député de l'opposition:** Est-ce que le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) est satisfait de l'amendement du premier ministre?

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je suis satisfait que la substance de mon amendement ait été acceptée et je suis prêt à accepter cet amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, vous remarquerez l'extrême sollicitude que le premier ministre porte au Bloc populaire, aux membres de l'opposition non officielle. Nous assistons à la conversion de l'opposition non officielle.

Le premier se dit prêt à accepter toutes les propositions qui sont justes. J'espère que le premier ministre nous fera la même proposition, lorsque nous voudrions amender ses lois, au lieu de demander le rejet de nos amendements sur des technicalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Quand l'opposition nous offrira des amendements convenables, nous les accepterons.

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, les articles suivants sont numérotés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi des tribunaux judiciaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de magistrat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que le nombre de magistrats de district, mentionné au paragraphe 4 de l'article 289 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) modifié par l'article 2 de la loi qui accompagne la présente résolution, soit porté de vingt-cinq à trente.

En vertu de la Constitution, les provinces organisent les tribunaux, et en certains cas, c'est Ottawa qui nomme les juges. C'est ce qui se produit, par exemple, pour la Cour d'appel et la Cour supérieure chez nous. Il y a des tribunaux à juridiction exclusivement fédérale, comme la Cour d'échiquier, et des tribunaux à juridiction exclusivement provinciale, comme la Cour des sessions de la paix, la Cour des jeunes délinquants et la Cour des magistrats.

La province a juridiction exclusive en matières municipales, scolaires et dans les causes civiles en bas de \$100. Nous avions autrefois dans la province la Cour de circuit, qui était présidée par des juges de la Cour supérieure. La Cour de circuit a été abolie partout dans la province, sauf à Montréal, pour être remplacée par la Cour des magistrats de

district, une cour à juridiction provinciale, qui a à peu près la même juridiction. Les juges de la Cour de circuit sont nommés par Ottawa. Les magistrats siègent tant au civil qu'au criminel.

Je ne vois pas pourquoi Montréal, métropole du Canada, n'aurait pas sa Cour des magistrats comme dans le reste de la province et qu'elle ne bénéficierait pas ainsi d'une loi d'autorité provinciale. La création d'une Cour de magistrats à Montréal vise à uniformiser notre système judiciaire sous la juridiction provinciale et constitue une application de la souveraineté provinciale dans un domaine très important, le domaine judiciaire.

La Cour de circuit ne répond plus aux besoins des justiciables. Sans qu'il y ait faute de la part des juges, la justice n'y est pas assez expéditive. Il y a présentement de 2,500 à 3,000 causes en suspens à Montréal; nous voulons hâter l'administration de la justice en nommant de nouveaux juges. Le gouvernement établira donc cette Cour à Montréal et elle sera en office le 1<sup>er</sup> avril.

Par arrêté ministériel, le gouvernement a institué une Cour de magistrat à Montréal. Il faudra probablement quatre ou cinq juges pour cette Cour. C'est pourquoi le bill porte de 25 à 30 le nombre des juges de la Cour de magistrat dans la province. Par ce bill, le gouvernement ne fait que revendiquer les droits de la province de régler elle-même les affaires judiciaires qui sont de son ressort de par la Constitution. De plus, si les juges de la Cour de circuit, formée d'après une loi passée sous le régime Taschereau en 1933, sont nommés par Ottawa, c'est la province qui a juridiction en ce qui concerne l'organisation du tribunal. Ottawa a le droit d'y nommer cinq juges. En réalité, il n'y a plus que trois juges, sur les cinq que permet la loi. Ottawa n'est pas parvenu pendant presque deux ans à pourvoir aux postes vacants.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le conseil du Barreau a-t-il été consulté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en ai causé avec plusieurs avocats et justiciables et tous étaient en faveur. Le bill réduit donc de cinq à trois le nombre des juges de la Cour de circuit de Montréal. La ville de Montréal est dotée d'une Cour des magistrats et elle aura cinq juges de cette juridiction. La justice dans la Cour de circuit à Montréal n'est pas assez expéditive. C'est le temps d'y opérer certains changements, de l'avis de tous ceux que la question de l'expédition rapide des affaires judiciaires intéresse. C'est le but de la loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne doute pas que le premier ministre veut sincèrement faire des améliorations à Montréal, puisqu'il dit qu'il y a de 2,000 à 3,000 causes en suspens à la Cour de circuit, que l'on veut en pratique abolir. Je comprends que l'on veut améliorer le système judiciaire à Montréal. J'y avais pensé alors que je fus procureur général. Le principe de la présente loi est bon<sup>19</sup>, mais est-ce que le temps est opportun pour présenter cette loi et nommer de nouveaux juges? Le trésorier dit que l'ancien régime libéral a laissé les coffres à sec.

Ne serait-il pas mieux d'améliorer la Cour de circuit, dont les juges sont nommés et payés par Ottawa, plutôt que de créer une Cour de magistrats dont il faudra payer les juges à même le Trésor provincial? Ce bill ne va-t-il pas augmenter inutilement les dépenses de la province? Si le trésorier est si pauvre que cela, pourquoi augmenter les dépenses? Ne serait-ce pas, sous le masque de l'autonomie provinciale, un moyen très habile pour le premier ministre de nommer des amis politiques, quelques-uns de ses partisans à la magistrature, comme juges? On a commencé avec la Cour des sessions, et maintenant, c'est au tour de la Cour de circuit. Tout cela va coûter cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Pour les gens de l'opposition, ce sont les cents et les piastres qui comptent. Pour nous, c'est la justice. Elle passe avant l'argent et cette réforme est nécessaire, parce que la Cour de circuit ne donne pas satisfaction. Le gouvernement trouvera l'argent nécessaire pour donner effet aux prérogatives de la province de Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore! Les députés doivent avoir la même mesure de justice. On a créé des Cours de session à Trois-Rivières et à Drummondville. On a fait de bonnes nominations, mais c'est deux juges de plus! Il vaudrait mieux demander à Ottawa de nommer deux autres juges à la Cour de circuit. Mais c'est Ottawa qui nomme les juges de cette Cour. C'est peut-être la vraie raison de cette loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien procureur général prétend que nous voulons nommer des amis.

**M. Dumaine (Bagot):** (Souriant) Il n'y a pas de danger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne rapetissons pas la loi à une affaire de piastres.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Qui allez-vous nommer? Des candidats défaits?

**M. Drouin (Abitibi-Est)<sup>20</sup>:** Les juges de la Cour de circuit sont nommés par Ottawa et c'est Ottawa qui les paie?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Pourquoi alors ne pas laisser le fédéral nommer et payer les juges? C'est une dépense additionnelle de \$30,000<sup>21</sup> par année? L'ouvrage serait plus expéditif, on ne mettra pas l'autonomie de la province en danger et on sauvera \$30,000 à la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Cour de circuit ne répond plus aux besoins. Lorsque les cours de justice sont concernées, dit-il, il faut pousser sa réflexion au-delà des questions d'argent. Ce qui intéresse l'opposition, c'est l'argent!

**Des députés rient.**

**M. Morin (Québec-Centre):** Je regrette de ne pas partager l'opinion du premier ministre. J'ai eu plusieurs causes devant la Cour de circuit de Montréal, l'an dernier, et elles ont souvent marché avec plus de diligence à Montréal que la Cour des magistrats à Québec. On aurait dû demander à Ottawa de combler deux vacances à la Cour de circuit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas de ma faute, c'est le gouvernement libéral qui a nommé les juges de Québec. C'est probablement pour cela qu'ils ne sont pas vite. Le Conseil du Barreau de Montréal a tâché de trouver un moyen de faire déblayer les rôles à la Cour de circuit. Je suis membre du Barreau. Mais il n'y a pas que le Barreau qui est intéressé. Il y a aussi les justiciables.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** est d'avis que cette réforme ne sera pas bien accueillie par le Barreau de Montréal, qui s'est déjà prononcé par un vote en faveur du maintien de la Cour de circuit. L'autonomie est devenue une véritable maladie dans la province et, sous le prétexte d'acheter plus d'autonomie, on dépense l'argent dans toutes les

directions. La question devrait être soumise au bâtonnier général du Barreau, M. Antonio Perreault. Est-ce que le conseil du Barreau approuve une semblable législation?

**M. Choquette (Montmagny) et M. Bienvenue (Bellechasse)** abondent dans le même sens.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Pourquoi ne pas avoir soumis le projet à Me Émery Beaulieu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La présente loi a été préparée par Me Édouard Asselin, Me Emery Beaulieu, M. Désilets, assistant-procureur général et moi-même. C'est M. Désilets qui m'a conseillé de présenter ce bill.

**M. Choquette (Montmagny):** La Cour des magistrats aura la même juridiction que la Cour de circuit. Mais, la différence, c'est que c'est la province qui paiera les magistrats nommés. Est-il juste de mettre ce nouveau fardeau sur le Trésor provincial, sous prétexte d'autonomie, quand Ottawa paie pour cinq juges de la Cour de circuit? D'autre part, ne serait-il pas plus sage de soumettre ce projet au conseil général du Barreau qui aurait dû être consulté auparavant? On pourrait éviter toutes ces dépenses en amendant le Code de procédure civile pour augmenter la juridiction de la Cour de circuit. Le seul but de cette loi, c'est de nommer des juges parmi les partisans de l'Union nationale aux dépens de la province. Les députés ne viennent pas à Québec pour aider à nommer des partisans d'une allégeance politique ou d'une autre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le seul but de cette loi est de remédier à un état de choses impossible à Montréal. Il y a 2,500 à 3,000 causes sur le rôle. La Cour des magistrats est plus expéditive et l'intérêt des justiciables passe avant tout. Quant au Barreau, j'en suis membre, mais ce n'est pas la fin du monde.

**M. Chaloult (Québec):** Il s'agit d'une loi d'une importance très relative. On devrait supprimer complètement la Cour de circuit à Montréal. La loi présente un avantage du fait que les magistrats sont nommés par Québec et que c'est un pouvoir de moins qu'Ottawa pourra exercer. Plus on peut enlever de droits à Ottawa, plus cela en donne à Québec et mieux c'est. Je suis favorable à la loi.

La résolution est adoptée.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 8 est agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de magistrat soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Godbout (L'Islet)** réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 36.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'espère que la loi ne sera pas désavouée par Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère qu'Ottawa n'aura pas l'audace d'essayer cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Tout ce que vise le gouvernement, c'est d'empêcher Ottawa de nommer deux juges à la Cour de circuit de Montréal.

**M. Bienvenue (Bellechasse)<sup>22</sup>:** Mais avez-vous parlé au ministre de la Justice, M. Louis Saint-Laurent, au sujet de cette loi? Le gouvernement devrait demander à l'honorable Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice, de voir à ce que l'on pourvoie aux postes vacants de la Cour de circuit de Montréal, au lieu de nommer des magistrats pour faire ce travail. Il demande ce qu'il va advenir des trois juges?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les postes sont vacants depuis longtemps. J'ai eu une entrevue avec M. Saint-Laurent après l'élection du mois d'août, mais il n'a pas été question de cette loi. Je considérais que c'était de mes affaires et je ne lui en ai pas parlé. Il y avait alors été question de la décision d'un juge résidant pour la Cour supérieure aux Trois-Rivières. J'ai parlé alors à M. Saint-Laurent, dit-il, de la réorganisation des tribunaux de la province et je lui ai demandé de réclamer les droits de la province, au sujet de la représentation à la Chambre des communes. Je n'ai pas soumis la loi actuelle à Ottawa et ce fut le défaut de l'ancien régime de tout soumettre à Ottawa. Nous n'agissons pas ainsi. La loi est dans les limites des pouvoirs de la province. Un gouvernement qui sait se tenir debout n'a pas besoin de consulter qui que ce soit à Ottawa.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** prend part au débat.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Journée  
des députés**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle que c'était aujourd'hui la journée des députés.

**M. Chaloult (Québec):** J'étais prêt à présenter ma motion concernant la conscription pour outre-mer.

**M. Morin (Québec-Centre)** est également prêt à présenter l'une de ses deux motions relativement à la constitution d'une marine marchande canadienne appropriée à notre commerce d'exportation et à l'établissement d'un port franc, à Québec.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée<sup>23</sup>.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 21 février 1945, à la page 3, précise: "M. Morin a demandé la suspension des règlements parce que le délai réglementaire pour la présentation des pétitions est expiré depuis vendredi."

2. Lors de ce vote, les députés suivants étaient absents: M. Gaudreau (Union nationale, Richmond), M. Édouard Lacroix (Bloc populaire, Beauce), M. Henri Groulx (Libéral, Outremont), M. Fernand Choquette (Libéral, Montmagny), M. L.-K. Lizotte (Libéral, Kamouraska) et J.-C. Nadon (Libéral, Gatineau), selon *L'Action catholique* du 21 février 1945, à la page 13.



3. *La Patrie* du 21 février 1945, à la page 6, ajoute cette information savoureuse: "Il se produit un incident assez amusant. M. Jacques Dumoulin, député libéral de Montmorency, vota avec le gouvernement. Mais c'était par erreur. Il se reprit et vota avec la gauche."

4. *The Chronicle Telegraph* du 21 février 1945, à la page 3, indique que le débat qui suit a duré presque deux heures et "même s'il portait sur un domaine plutôt vaste, il n'est jamais devenu houleux ou particulièrement animé, et sa principale caractéristique a été la participation, à certains moments, d'un nombre exceptionnellement important de députés".

5. Tous les journaux rapportent le chiffre de \$83,000,000, sauf *Le Canada* du 22 février 1945, à la page 3, qui parle de \$286,515,844.

6. Qui est un ancien ministre de la Voirie, du 15 mars 1944 au 30 août 1944, dans le cabinet Godbout.

7. *L'Événement* du 21 février 1945, à la page 9, nous informe que M. Drouin fait ses débuts en Chambre.

8. *La Presse* parle de \$34, 866,000.

9. *L'Action catholique* avance le chiffre de \$50,000,000.

10. *L'Action catholique* avance le chiffre de \$50,000,000.

11. *L'Événement* du 21 février 1945, à la page 9, précise que: "M. J.-A. Francoeur qui fut ministre d'État dans le cabinet Godbout fait sa première apparition en Chambre. Un malheureux accident, survenu en décembre dernier, avait empêché l'ancien ministre de venir occuper plus tôt son siège. Le bras droit en bandoulière, conséquence de cet accident, M. Francoeur prit part aux débats sur le bill Talbot, pour la dépense de \$30,000,000 en travaux de voirie, votés par la Chambre".

12. Voir Louis-Philippe Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, Québec, Assemblée législative, 1941, p. 171.

13. *Le Canada* du 22 février 1945, à la page 2, spécifie que M. Dumaine est un ancien président.

14. *Le Canada* du 21 février 1945, à la page 2, décrit la scène qui suit la mise aux voix: "Les cloches

sonnent. Les whips ministériels courent après leurs députés. Il faut attendre un quart d'heure avant de prendre le vote."

15. *Le Canada* du 21 février 1945, à la page 1, note que "M. David Côté, député C.C.F. de Rouyn-Noranda, qui était absent, rentre à la Chambre au moment où l'on compte les votes."

16. C'est la première fois de cette session que le Bloc populaire et M. René Chaloult votent contre le gouvernement. De plus, M. Côté arriva en retard et ne put voter. Eût-il enregistré son vote que la majorité de 8 voix du gouvernement serait tombée à 7, selon *Le Soleil* du 21 février 1945, à la page 3, car "il avait clairement fait savoir qu'il voterait contre la décision de l'Orateur" selon *The Montreal Daily Star* du 21 février 1945, à la page 17.

17. Selon *Le Canada*, M. Duplessis "craint de voir tomber sa majorité. Deux députés libéraux absents au premier vote sont revenus à leur siège. M. David Côté est revenu lui aussi."

18. *The Chronicle Telegraph* du 21 février 1945, à la page 3, note que l'altercation qui suivra sera "l'une des plus fortes tempêtes parlementaires de la session."

19. Selon *La Tribune* du 21 février 1945, à la page 7, M. Casgrain aurait plutôt dit ceci: "Le principe de cette loi est mauvais. Est-ce le temps de présenter cette loi quand le trésorier se plaint que le Trésor est à sec?"

20. *Le Canada* mentionne que cette intervention est faite par M. Henri Drouin, député libéral d'Abitibi-Est, alors que *L'Action catholique*, sans être très spécifique sur le contenu de l'intervention et sur le déroulement du débat à ce moment précis, l'attribue à M. Henri-Paul Drouin, député libéral de Québec-Est.

21. Selon *La Tribune* du 21 février 1945, à la page 7, il s'agit de \$35,000, mais nous avons réduit à \$30,000 pour être conforme avec les chiffres donnés par *Le Canada*.

22. *The Gazette* attribue cette intervention à M. Morin, député libéral pour le comté de Québec-Centre alors que, dans les journaux francophones, il est plutôt question de M. Bienvenue, député libéral pour le comté de Bellechasse.

23. L'heure de l'ajournement n'est indiquée dans aucun des journaux consultés.

## Séance du mercredi 21 février 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de Verdun

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross).

## Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Morin).

## Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Roger Longtin et autres, demandant l'adoption d'une loi se rapportant à la succession de feu Moïse Coupal;

- de The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi déclarant qu'ils ont le pouvoir et l'autorisation de vendre ou aliéner la propriété à eux donnée par feu James Kewley Ward;

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi clarifiant et étendant sa charte;

- de Urville-Hilaire Pelletier, de la ville de Kénogami, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis-Pelletier;

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny, de la cité d'Outremont, veuve de feu Arthur Roy, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir une loi spéciale concernant la succession dudit Arthur Roy;

- de Roderick-B. Masson, de la ville de Terrebonne, et autres, demandant l'adoption d'une loi prorogeant la date du partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- de l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Saul Carolin et autres, demandant l'adoption d'une loi, les incorporant sous le nom de Young Israel of Montreal;

- de la municipalité du village du Petit Lac Magog, demandant l'adoption d'une loi, afin d'être incorporée en vertu de la loi des cités et villes pour changer son nom en celui de la ville de Deauville;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains et du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi de l'instruction publique pour la cité de Sherbrooke;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Jean Lapointe, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'exercice de la profession dentaire à la fin de ses années universitaires, à condition de passer avec succès l'examen requis;

- de Thomas Palladina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Thomas Shaw Collins;

- du Dr J.-Arthur Dufresne et son épouse, dame Marie-Anne-Lucille-Anonciade Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage;

- de Médéric Charbonneau et son épouse, dame Marie-Isabella Bernard, demandant l'adoption d'une loi concernant leur contrat de mariage;

- de dame Lucienne Massicotte et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Émile Chartrand;

- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de The Churches of the Nazarene, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation ecclésiastique;

- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite communauté;

- de Anita Dombrowski et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Bergeron;

- du Dr Séville Cheff et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff.

#### **Projets de loi:**

##### **Donation de James Kewley Ward**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant la donation faite par feu James Kewley Ward aux syndics de l'école protestante dissidente de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Succession de Joseph Masson**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Succession d'Anna Vallée-Cheff**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Jean Lapointe**

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean Lapointe à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Thomas Palladina**

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 changeant le nom de Thomas Palladina en celui de Thomas Shaw Collins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Charte de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Charte du village de Petit Lac Magog**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 constituant en corporation la ville de Deauville

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Instruction publique de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Association d'hospitalisation**

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**The Roberval and Saguenay  
Railway Company**

**M. Marcotte (Roberval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de  
J.-A.-S.-F. Paradis**

**M. Marcotte (Roberval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant l'adoption de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Young Israel  
of Montreal**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 constituant en corporation Young Israel of Montreal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
d'Émile Chartrand**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis présenter le bill 124 concernant la succession de feu Émile Chartrand.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage de  
M. Charbonneau et M.-I. Bernard**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant le contrat de mariage entre Médéric Charbonneau et dame Marie-Isabella Bernard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage  
de J.-A. Dufresne et M.-A.-L.-A. Bernard**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant le contrat de mariage entre le Dr J.-Arthur Dufresne et dame M.-A.-L.-Anonciade Bernard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
d'Arthur Roy**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant la succession de feu Arthur Roy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
de Moïse Coupal**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant la succession de feu M. Moïse Coupal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital  
Jeffery Hale**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Communauté des religieuses  
de l'Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 concernant la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**The Churches  
of the Nazarene**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 constituant The Churches of The Nazarene en corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
de Joseph Bergeron**

**M. Roberge (Lotbinière)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant la succession de feu Joseph Bergeron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Motions des députés:****Conscription  
pour service outre-mer<sup>1</sup>**

**M. Chaloult (Québec)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que:

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer;

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés:

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

Cette motion de 1945 est opportune même si nous avons la conscription, et complète un cycle de cinq motions que j'ai présentées: en 1939 contre notre participation aux guerres de l'Empire; en 1940 contre la loi de mobilisation; en 1942, contre la possibilité de libérer Ottawa de son engagement en faveur de la conscription, contre le plébiscite; en 1943 contre la conscription pour outre-mer et l'impérialisme; et en 1944 contre l'envoi des mobilisés sur les champs de bataille et l'impérialisme. Il m'appartenait de la présenter. Je suis certain qu'elle n'aurait pas été présentée par l'ancien procureur général, le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

À ceux qui prétendent qu'il s'agit d'une question fédérale, il (M. Chaloult) rappelle qu'à maintes reprises la Législature de Québec a discuté de questions de la sorte, comme en 1917, alors que l'honorable J.-N. Francoeur avait présenté une motion à la Chambre provinciale pour que la province se séparât de la Confédération, vu la conscription imposée au cours de la première guerre.

Ceux qui se sont servis pendant 25 ans de la conscription comme un tremplin politique auraient mauvaise grâce de s'objecter à ce que je présente ma motion. L'Assemblée législative ne doit pas se désintéresser du sort des milliers de jeunes qu'on envoie de force se battre malgré eux outre-mer.

J'avoue que je constate qu'il n'y a pas parmi le peuple actuellement la réaction que nous devrions attendre d'une mesure comme la conscription. Je ne sais pas si le peuple est apathique. Je ne souhaite pas de troubles, mais si je présente cette nouvelle motion, c'est que la réaction n'a pas été suffisamment vive chez les Canadiens français contre la conscription. Je suis surpris. Le peuple n'a pas semblé saisir la portée exacte de la législation sur la circonscription. Nous avons toujours prêché le calme et la sérénité. J'assure la Chambre que c'est ma dernière motion sur le sujet et je ne reviendrai à la charge qu'au cours de la prochaine guerre qui sera probablement dirigée contre la Russie.

Ce n'est plus une question de conscription. La conscription existe. Ce qu'il faut, c'est nous débarrasser des causes qui ont entraîné la conscription. D'une manière générale, la conscription se rattache intimement aux problèmes impérialistes qui sont la cause de la guerre. La conscription est la conséquence de la guerre, et la guerre est la conséquence de l'impérialisme.

La conscription est passée. C'est un fait accompli. Mais nous l'aurons encore lors de la prochaine guerre impériale, si nous faisons encore partie de l'Empire. J'ai toujours été d'avis que, quand un peuple entre en guerre pour défendre son sol, on ne doit pas hésiter à imposer la conscription. Si je suis opposé à la conscription, c'est parce que je suis opposé à la guerre et ne vois pas la justice de la guerre. La conscription est la conséquence logique de la guerre. C'est une mesure essentiellement démocratique.

Si je croyais que la guerre se fait dans l'intérêt de notre pays et si je croyais véritablement, comme quelques-uns de mes honorables amis le croient encore, que, dans ce conflit, la civilisation est en cause et que la sauvegarde de nos foyers en jeu, alors je serais pour la conscription. Mais ce n'est pas le cas.

Dès 1939, je m'opposais à la participation du Canada aux conflits de l'Europe. J'étais convaincu que la solidarité entraînerait la guerre. Comment des hommes d'État canadiens d'envergure ont pu leurrer le peuple au point de leur faire croire à une guerre libre et modérée. Nous les avons dénoncés et les circonstances nous ont donné raison. Il était absurde

de prêcher une guerre libre et modérée, en 1939. Des guerres modérées ça n'existe pas, car lorsqu'on fait la guerre, on prend tous les moyens pour la gagner. Ils devaient savoir comme tout le monde que c'est chose impossible et qu'il n'existe pas en période de guerre de demi-mesure. Les nationalistes avaient prévu bien avant la guerre que la conscription découlerait naturellement de notre participation à un conflit mondial.

Ici, je fais une mise au point. Lorsque je dénonce l'impérialisme, je ne dénonce pas les Anglais et je ne parle pas de l'Angleterre. Je n'ai aucune antipathie pour eux, bien au contraire. Je connais le peuple anglais, j'admire ses qualités, j'ai visité les banlieues pauvres de Londres, et je me suis apitoyé sur leur sort. Comme nous du Québec, ils sont les victimes de la dictature économique. J'ai autant de sympathie pour le peuple anglais que pour le peuple allemand et le peuple russe. J'estime qu'ils se valent tous. L'on peut condamner leurs régimes politiques, mais je ne crois pas qu'il faille, pour cela, détester ou haïr les individus. Si on doit aimer les nôtres, on ne doit pas détester les autres. La masse du peuple a des qualités et des défauts, mais elle est généralement bonne, et ceux que nous devons blâmer sont ceux qui les dirigent. Je ne crois pas à la haine d'un peuple ou de l'autre. J'irai même jusqu'à dire que nous devons imiter les qualités du peuple anglo-saxon avant de le critiquer. Nous devrions corriger nos défauts avant d'attaquer les autres et coopérer avec le peuple anglais et les autres peuples.

Quand j'attaque l'impérialisme, ce n'est pas le peuple anglais que j'attaque, j'attaque le système en vertu duquel nous sommes entraînés tous les 25 ans dans les guerres qui ne nous intéressent pas et ne nous regardent pas pour défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres; ce sont en réalité des guerres de prestige, des guerres d'intérêts, des guerres économiques. Et là, le peuple anglais n'est pas plus à blâmer que le peuple du Québec.

En 1885, Sir John McDonald, qui n'aimait pas les Canadiens français, fut invité à la guerre du Soudan et il refusa en disant qu'il était chargé de défendre les intérêts du Canada avant ceux de l'Angleterre. En 1897, Conférence impériale, Sir Wilfrid Laurier se rend à Londres. C'est à un souper en l'honneur de la reine Victoria qu'il apprend qu'il a été "siré". Grandes déclarations sur la défense de l'Empire. Il assura que le Canada lutterait jusqu'au bout pour défendre l'Angleterre. L'occasion de l'Angleterre de juger de cette promesse devait se produire deux ans plus tard, lorsque l'Angleterre déclara la guerre aux Boers.

Le Canada est invité à envoyer un contingent et s'empresse de répondre à l'invitation. Sir Wilfrid Laurier vient à Québec pour haranguer les soldats à leur départ. Le 30 octobre 1899, devant un contingent de 2,000 volontaires canadiens à Québec, à la veille de leur départ pour l'Afrique du sud, Sir Wilfrid leur déclare qu'ils vont combattre pour la cause de la justice, pour défendre la liberté religieuse et les droits civils. Ce qui prouve bien que toutes les guerres de l'Empire se sont faites au nom de la chrétienté et de la civilisation.

Ce qu'on désirait alors, c'était mettre la main sur les richesses de ce pays. Je souligne la protestation énergique de M. Henri Bourassa contre la participation du Canada à la guerre des Boers. Le député de Labelle insistait sur le danger de créer un précédent, les luttes des conservateurs qui étaient les nationalistes d'alors. Ce fut en 1911 la défaite de Laurier sur une question impériale. Le précédent, c'est le fait accompli.

En 1914, le Canada prend part à la guerre et, quand le besoin se fait sentir, on impose la conscription en 1917-1918. On a vu ceux-là mêmes qui s'étaient posés en champions de notre participation à la guerre des Boers se muer en nationalistes et dénoncer les tenants de la participation à la guerre en Europe, aux côtés de l'Angleterre.

Pendant 25 ans, pas une lutte municipale, provinciale et fédérale ne s'est faite sans que les libéraux ne dénoncent la conscription. Que de préjugés on a soulevés, que d'électoratisme on a fait avec cette question! La conscription fut leur grand cheval de bataille. Il rappelle ensuite toutes les luttes faites par les libéraux de 1918 à la présente guerre, en agitant le fantôme de la conscription.

En 1938, quand une nouvelle guerre devint menaçante, nos chefs politiques ont pris l'engagement formel, sacré, à la Chambre des communes, que jamais le Canada ne participerait aux guerres de l'Empire. Il (M. Chaloult) cite des déclarations anti-participationnistes de King, Lapointe<sup>2</sup> et Cardin<sup>3</sup> à cet effet. Ce fut à cause de déclarations semblables que le peuple appuya M. King et le gouvernement libéral. Pourtant, la déclaration de guerre est arrivée et le Canada a décidé d'y participer uniquement parce que l'Angleterre était en guerre.

Le ministère de la Justice, de cette époque, fut prophétique en disant que la guerre mènerait au chaos. Elle a mené à la domination de la Russie sur le monde. Je pense comme pensait M. King en 1938, et c'est pour cela que je l'ai appuyé pendant de nombreuses années. Le Canada est en guerre parce

que l'Angleterre est en guerre, et personne ne peut soutenir le contraire. C'est l'unique raison.

En 1939, le Canada est entré en guerre, en dépit de l'opposition de la majorité du pays. Si on avait tenu un plébiscite sur la participation, alors la majorité se serait prononcée contre la participation. Jamais le Canada ne serait entré en guerre. On a déclaré la guerre en promettant une participation libre et modérée.

De nouveau, il (M. Chaloult) cite des déclarations de M. King à l'effet que jamais son gouvernement n'imposerait la conscription pour outre-mer, de M. Lapointe, à l'effet qu'il ne participerait à aucun gouvernement qui imposerait la conscription, et du chef de l'opposition, qui s'engageait à quitter son parti et à le combattre si un seul Canadien français était envoyé outre-mer contre son gré d'ici à la fin du conflit.

Les nationalistes furent accusés de semer des germes de désunion, parce qu'ils disaient que la conscription était un corollaire de la participation. Il parle du pacte conclu entre les participationnistes et les non-participationnistes. C'est l'honorable M. Ernest Lapointe qui fit connaître l'existence de ce pacte. Les libéraux ont été plus habiles que les conservateurs, ils ont procédé progressivement et en douce, dans l'application de leur politique de conscription.

Et pourtant, dès 1940, c'était la mobilisation pour un mois d'abord, puis pour quatre mois, on envoie ensuite les mobilisés dans toutes les parties du pays, à Terre-Neuve, au Labrador, à Kiska. Comme notre peuple est rouge, ça passait. Il n'aurait pas accepté la moitié de cela, venant des bleus. La politique de conscription de Meighen était plus franche.

Au sujet du plébiscite de 1942, les non-participationnistes ont refusé de dégager le gouvernement de ses promesses anti-conscriptionnistes dans une proportion de 74 %. Le gouvernement n'était donc pas relevé de ses engagements du moment que les non-participationnistes n'y consentaient pas. Il fallait l'assentiment des deux parties contractantes. Pour le libérer, il aurait fallu que la province de Québec vote "oui" lors du plébiscite.

L'an dernier, en novembre, l'honorable M. Ralston<sup>4</sup> est allé faire un petit voyage en Europe sur les champs de bataille, et il est revenu en disant qu'il nous fallait la conscription. Ensuite, démission de Ralston et appel au sein du cabinet du général McNaughton. C'est alors que M. King pose un geste énergique.

Il dit que nous n'aurons jamais la conscription. M. Saint-Laurent déclare que la province de Québec pourrait croire qu'elle a été trahie si nous avions la conscription. Quelques jours plus tard, volte-face de M. King et crise ministérielle. Le 23 novembre, un arrêté ministériel décrétant l'envoi outre-mer de 16,000 mobilisés était signé.

Je ne sais comment l'Histoire jugera M. King, qui avait pourtant la chance de laisser un beau nom et de reconquérir la sympathie de tous. J'aurais préféré qu'il tombe courageusement sur cette question. S'il avait démissionné alors, M. King serait aujourd'hui un grand homme. Il a préféré trahir ses engagements envers la province de Québec. Le mot est peut-être dur dans un Parlement; que l'on m'en trouve un autre s'il y en a de meilleur.

M. King a abandonné la politique qu'il avait suivie pendant 25 ans; il a abandonné les Canadiens français qui ont fait sa fortune politique pour rester au pouvoir, pour aller à la Conférence de la paix. Il a sacrifié l'honneur et son nom à son ambition. Ces paroles sont dures, mais elles sont vraies.

La vérité crève les yeux. À l'heure actuelle, en dépit de tout ce qu'on tente de faire croire, il n'existe plus de volontariat. Il n'y a que des conscrits. Aux termes d'une déclaration du général McNaughton, les 16,000 conscrits sont rendus sur la ligne de feu et il n'y a plus qu'une seule armée, l'armée active. Le général McNaughton vient de déclarer que tous les mobilisés traverseront les mers et iront combattre sur les champs de bataille. Il y a eu des interventions d'Ottawa pour empêcher la publication de cette nouvelle dans les journaux.

On cherche encore à tromper le peuple, quand on tâche de lui faire croire que c'est moins pire avec King qu'avec Bracken, ou le chef du C.C.F. Je ne le sais pas. Mais ce que je sais, c'est que ce ne sont pas le chef du C.C.F. ni M. Bracken qui ont trahi. Ce n'est pas Bracken qui nous a donné cette conscription qu'on dit mitigée. C'est M. King qui était au pouvoir et qui a trahi tous ses engagements. On se moque de nous. Peut-on imaginer pire que la situation actuelle?

La conséquence de l'attitude de M. King et de ses partisans, c'est que nos politiciens sont discrédités. Nous vivons en régime démocratique. Nos hommes publics ont besoin de la confiance populaire. Après cela, comment le peuple va-t-il croire à la sincérité de ces hommes publics? Je m'étonne que le Canada ait imposé la conscription quand l'Australie, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande du Sud n'ont pas cru devoir recourir à une telle mesure.



Un groupe minoritaire d'impérialistes et de dictateurs, contrôlant la finance, a poussé le gouvernement King à cette politique, parce qu'il était contre les familles nombreuses des Canadiens français, parce que les Canadiens français se sont enrôlés en nombre moins considérable, convaincus qu'ils étaient que cette guerre ne les intéressait pas.

M. King a peur que les Canadiens français finissent par avoir la majorité et qu'ils viennent un jour à assurer la domination du Canada à la province de Québec.

La conscription est un fait accompli, mais il est tout de même du devoir de la Législature d'enregistrer une énergique protestation. Les conscriptionnistes, qui appartiennent à la haute finance, en veulent à la province de Québec. Nos soldats se battent en Europe, pour quoi? Le grand péril en Europe, ce n'est pas l'Allemagne, mais bien le péril russe. L'Allemagne fut le grand péril, mais aujourd'hui, c'est la Russie. Et les nôtres se battent, se font tuer la peau et versent leur sang pour le triomphe de la Russie, pour l'aider à dominer le monde. Demain, on nous demandera peut-être de faire la guerre à la Russie et à l'Angleterre en ayant l'Allemagne pour allié. Tout cela, parce que ce sont les empires qui font les guerres.

Il me semble que nous ne sommes pas chargés de régler les problèmes européens. Nous avons fait notre part. Il me semble maintenant que nous sommes à moitié ruinés, nous pourrions songer à nos propres problèmes et nous occuper de nos affaires et des intérêts du Canada. Ce sont les intérêts qui créent les alliances et c'est la raison qui m'amène à conclure qu'il faut créer une mentalité nouvelle, répandre l'idée de l'indépendance du Canada pour que nous ne soyons plus à l'avenir exposés à être victimes de ces guerres économiques.

C'est pour cela que je présente ma motion. Il est important que toute la Chambre fasse entendre sa protestation. Je propose ma motion, secondé par M. André Laurendeau.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Je partage entièrement le point de vue du représentant de Québec (M. Chaloult). On ne prend pas part partiellement mais totalement à une guerre, et je le fais au nom de mon comté représenté aux Communes par le chef nationaliste, M. Maxime Raymond qui s'oppose depuis 25 ans à la conscription.

Je suis aussi d'avis que la conscription découle nécessairement de notre participation à la guerre, car on ne peut participer à une guerre sans la

conscription. C'est le Parti libéral qui l'a dénoncée durant 25 ans qui a fini par l'imposer au pays. Mais la jeunesse canadienne, au nom de qui je parle en ce moment, à titre de plus jeune membre de la Législature, avait le droit d'attendre de nos hommes publics le respect de leurs engagements d'honneur. Les jeunes gens avaient cru dans les promesses du Parti libéral, mais hélas! dès 1939, ce parti trahissait ses engagements.

On fit appel à l'union nationale et on assura que cette participation serait libre et modérée. La jeunesse, qui a été l'élément le plus grevé dans notre population par la politique de guerre du gouvernement King, a cru aux promesses d'une guerre modérée, d'une guerre sans conscription. Mais elle ne tarda pas à déchanter. On décréta la mobilisation des hommes, qui fut graduellement étendue de façon à atteindre toute la jeunesse et à l'envoyer dans les camps pour une durée indéfinie. Puis ce fut, finalement, la conscription pour outre-mer.

On n'aurait pas cru que les hommes qui détiennent l'autorité en ce pays pouvaient tromper avec autant de facilité la jeunesse, qui est la force vive de ce pays. On avait promis de garder le Canada à l'écart des guerres européennes. Cette promesse fut violée lors de la déclaration de guerre. On avait promis qu'il n'y aurait pas de conscription. Cette promesse fut violée lorsqu'on commença à inscrire les jeunes gens.

Mais on continua de promettre que ce ne serait que pour un mois; puis pour quatre; que ce ne serait que pour la défense du Canada; puis pour la défense de l'hémisphère occidental. Engagements qui furent tous violés les uns après les autres. La loi fédérale de conscription est un attentat direct aux promesses faites à la province depuis 25 ans, une attaque contre la jeunesse. Les défaillances des chefs libéraux d'Ottawa incitent le peuple à ne plus croire aux serments des hommes publics.

On a vu des gens investis de l'autorité expliquer au peuple à l'occasion du plébiscite que "oui" voulait dire "non" et que "non" voulait dire "oui". Toutes ces choses constituent des abus de confiance envers le peuple du Québec. Le peuple se méfie maintenant des promesses des hommes politiques. On lui a enlevé tous les motifs qu'il avait de respecter l'autorité. On a semé les germes de l'anarchie.

La jeunesse a été trompée et, aujourd'hui, elle est atteinte directement dans son âme, dans son avenir et dans son sang. Et maintenant, on laisse entendre que la jeunesse canadienne-française a des

idées fascistes, des sentiments révolutionnaires. Ce n'est pas vrai. La jeunesse de cette province n'est ni fasciste, ni nazie, ni super nationaliste; elle est tout simplement canadienne. C'est la doctrine que nous professons, nous du Bloc populaire.

Et, dans la conscription, la jeunesse voit un attentat formel contre l'engagement fait à la province de Québec et aux jeunes de jamais l'imposer. Il importe que la jeunesse fasse entendre sa haute protestation par la voix de la Législature. La conscription a conduit au point de saturation la crise de confiance du peuple envers les hommes politiques. Mais pour empêcher que la crise ne s'aggrave, il est bon que la Chambre endosse aujourd'hui la protestation contenue dans la motion du député du comté de Québec. C'est pourquoi les membres du Bloc populaire voteront pour la motion.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je ne suis pas tout à fait de l'avis du député de Québec-Comté (M. Chaloult) et du député de Beauharnois (M. Lemieux). La province de Québec fait partie du Canada et il ne faut pas oublier cet important point de vue. Elle doit avoir conscience de ses responsabilités et doit se plier aux lois adoptées par la majorité.

La conscription a été passée par Ottawa parce qu'elle était nécessaire. J'y vois un intérêt pour les Canadiens français, puisqu'elle a été passée dans l'intérêt de tous les Canadiens qui ont des milliers des leurs sur les champs de bataille qu'il leur faut naturellement relever par des renforts.

Je sais que mes paroles vont être exploitées contre le parti C.C.F. On va agiter le drapeau patriotique et l'on va dire que nous sommes conscriptionnistes. Cette interprétation serait contraire à l'attitude prise par les chefs du parti auquel j'appartiens. Le fondateur de mon parti, M. Woodsworth s'est prononcé contre la déclaration de la guerre à la Chambre des communes.

Le parti C.C.F. était opposé à la déclaration de la guerre. Après le plébiscite, lorsqu'il a réalisé que la majorité des Canadiens avait voté dans l'affirmative, il a dit que la conscription des richesses et des industries de guerre devait passer avant la conscription des hommes. Pourquoi cette attitude? C'est que nous considérons que, si l'on enlève les profits que retirent les exploiters de la guerre et les vendeurs de canons, la guerre va cesser immédiatement. Ce sont les contrôleurs de l'économie qui sont responsables de la guerre et ce sont les profiteurs de guerre qui ont intérêt à ce que la guerre dure.

Si on exige le sacrifice du pauvre, on doit aussi, dans la participation aux guerres, exiger le sacrifice du riche que l'on obtient par la conscription de la richesse. Conscrivons le capital argent avant le capital humain parce que, si on exclut tout profit de la guerre, il n'y aura plus de guerre. Le Québec fait partie du Canada et est lié par les engagements de la majorité de la population du pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Rouyn-Noranda se lance dans des considérations qui vont l'entraîner loin.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je parle ainsi parce que j'ai un amendement à proposer à la motion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement doit d'écouler de la motion principale et l'honorable député de Rouyn-Noranda s'éloigne du sujet de la motion.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le premier ministre ne devrait pas soulever un point d'ordre pour le simple plaisir d'interrompre un député. Il veut tout simplement empêcher le député de parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Louis n'a pas le droit d'imputer de mauvaises intentions à un membre de cette Chambre. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Saint-Louis à l'ordre.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** On a permis au député de Québec-Comté (M. Chaloult) de sortir de son sujet et la latitude de parler de la Russie. Pourquoi le député de Rouyn-Noranda serait-il obligé de se limiter et de ne pas avoir le même privilège?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** proteste.

**M. l'Orateur** demande au représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) de se rétracter.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** se rétracte.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** On a laissé le député de Québec-Comté faire des envolées, couvrir

l'univers; à la minute où un député n'est pas dans les vues de certains politiciens, tout en parlant de questions canadiennes, on le rappelle à l'ordre. Une guerre pour châtier un pays meurtrier est une guerre humanitaire. On a beau dire que le Canada n'est pas intéressé, nous sommes intéressés. Il dit n'être pas d'accord avec le représentant de Québec (M. Chaloult).

C'était un devoir pour le Canada de participer à la guerre, car l'Allemagne était un pays meurtrier qui voulait la domination mondiale. Même le Canada et la province de Québec en auraient souffert; ils auraient été envahis comme les pays d'Europe, si les alliés n'avaient pas résisté à l'ennemi. Si on exige des sacrifices du pauvre, on doit aussi en exiger des riches.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Rouyn-Noranda à l'ordre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je trouve étrange qu'on rappelle toujours à l'ordre les amendements qui ne plaisent pas au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) présente son amendement, il n'aura plus droit de parole.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** J'ai encore quelque chose à dire et je ne veux pas présenter mon amendement tout de suite. Nos jeunes gens traversent outre-mer pour prendre part non à une guerre impérialiste, mais pour participer à une guerre humanitaire et faire cause commune avec nos alliés. On se bat pour défendre la cause du christianisme. Le Canada se bat afin que tous les peuples, quelle que soit leur nationalité, aient droit à la vie.

C'est une guerre pour maintenir la charité chrétienne, pour rappeler à l'ordre et punir les pays meurtriers et affirmer le principe que personne n'a le droit de tuer son semblable s'il n'est pas de sa race. Si les Canadiens n'étaient pas traversés outre-mer, afin d'aider à juguler l'invasion barbare, le Canada aurait pu être envahi et le Québec, puisqu'il fait partie du Canada, aurait été occupé comme le reste du pays. Il (M. Côté) parle des persécutions infligées aux juifs. Quand un être humain naît juif, ce n'est pas de sa faute.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Les juifs sont fiers de l'être et fiers de la contribution qu'ils ont apportée à l'humanité.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Bien des soldats canadiens sont partis comme volontaires parce qu'ils étaient sous le secours direct et étaient forcés de s'enrôler, afin d'avoir un gîte et des vivres. Ces gens-là ont besoin de renforts et il faut les leur envoyer, car ce n'est pas à eux seuls de supporter tout le fardeau. Le capital doit aussi faire sa part dans la guerre et c'est pourquoi je propose, secondé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), en amendement à la motion du représentant de Québec (M. Chaloult): Que tous les mots du quatrième paragraphe après le mot "imposition" soient rayés et qu'on leur substitue les mots suivants: Cette Chambre proteste avec énergie contre l'imposition au Canada de la conscription des hommes, avant d'avoir au préalable conscrit les industries de guerre, les institutions financières et la richesse accumulée, afin d'éliminer les inégalités de sacrifices.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement est hors d'ordre parce qu'il ne se rapporte pas directement à la motion principale.

**M. l'Orateur:** En vertu des règlements, je déclare l'amendement hors d'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** C'est avec plaisir et courtoisie que j'avais secondé l'amendement, mais j'avais réservé mon opinion à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre!

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'amendement est hors d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le député veut-il parler?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je vais le dire, si le premier ministre cesse de nous faire rappeler à l'ordre. J'ai considéré que je devais secondar l'amendement afin de permettre à mon collègue d'exposer ses idées, mais que cela ne signifie nullement que j'approuve ses vues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est assez.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le représentant de Québec (M. Chaloult) et le représentant de Beauharnois (M. Lemieux) ont traité

cette question de la conscription dans ses aspects essentiels. Je reconnais que l'on fait avec la conscription une politique mesquine et de préjugés. Je tiens cependant à intervenir, car ce débat est d'une importance extrême.

J'appuie la motion. On pourra croire qu'il s'agit de considérations purement platoniques, et bien que tout le monde soit d'accord à ce qu'il ne changera rien aux décisions du fédéral en rapport avec la conscription envoyant 16,000 conscrits outre-mer, c'est vrai, mais il constitue une œuvre d'éducation générale et une réaffirmation des principes en jeu.

Il est bon qu'une protestation officielle soit enregistrée pour montrer que la province de Québec n'accepte pas la décision prise et maintient son opinion au point de vue de conscription. Le seul fait que M. King ait trahi ses engagements envers le Québec et l'ensemble du Canada constitue une menace pour nos institutions démocratiques. À l'avenir, si une autre guerre se déclenche, cette protestation peut s'avérer inutile aujourd'hui, mais elle peut avoir une influence sur l'histoire du Canada de demain.

Notre opinion va encore être enregistrée et, plus tard, on pourra y référer si la question est de nouveau à l'ordre du jour. Que la conscription soit une vieille chanson, je l'admets, mais on en a tellement fait entre les deux guerres une question de politique, on a soulevé avec elle tellement de préjugés, qu'au moment où des vies humaines qui se battent de l'autre côté des mers sont exposées, il est bon de reprendre cette chanson si ancienne soit-elle.

Les événements se sont passés de façon bouleversante à Ottawa. Il est particulièrement odieux qu'après avoir exclu le colonel Ralston du cabinet et choisi le général McNaughton à sa place et répété à satiété qu'il maintenait sa politique de volontariat, le gouvernement fédéral ait subitement, 24 heures plus tard, décrété l'envoi de conscrits outre-mer. Il y a là-dedans de quoi inspirer au peuple du mépris pour la politique en général et les hommes qui s'occupent de politique.

Un tel reniement de la part de King sur une question aussi vitale, aussi bien que tout reniement d'un homme politique sur une question d'importance, signifie que cet homme a travaillé contre les institutions démocratiques de notre pays et sont de nature à saper les institutions démocratiques qui supposent un minimum de confiance de la part du peuple dans l'homme public et les institutions parlementaires. Ces reniements développent un sentiment antidémocratique que je condamne.

C'est de cette façon d'agir des gouvernements qui se sont succédé, au lendemain de la dernière guerre en Europe et à la suite d'un manque de confiance dans les gouvernements et les institutions qui ne dirigeaient pas bien la politique, que l'on s'est mis à se défier des institutions parlementaires et démocratiques et que s'est développé le mouvement naziste ou fasciste menant à la montée d'Hitler en Allemagne et de Mussolini en Italie. L'éclosion de nouvelles idéologies est la cause de la guerre actuelle.

En écoutant, l'autre jour, le député de Bellechasse (M. Bienvenue), j'ai été singulièrement éclairé sur la politique libérale de ces dernières années. On estime que les principes, tout cela est bon pour les discours de la Saint-Jean-Baptiste, ça voltige, dans les nuages, que ça flotte dans l'air, mais que ça n'a aucun rapport avec la réalité. C'est peut-être ce qui explique pourquoi les principes exposés par le Parti libéral pendant 25 ans n'ont pas tenu devant la réalité. C'étaient comme des bulles de savon qui restent intactes tant elles flottent dans l'air mais qui disparaissent dès qu'elles touchent quelque chose de concret.

Or, je suis personnellement de ceux qui croient que les principes ne doivent pas flotter dans l'air. En 1939, en 1942 et l'automne dernier, c'était le temps d'appliquer le principe de canadianisme prêché pendant 25 ans et de s'opposer à la participation. On dit: "La Canada fait partie du Commonwealth". Au lendemain de la déclaration de la guerre, en 1939, les pays de l'hémisphère occidental, sauf le Canada, se réunissaient en conférence pour trouver les moyens de protéger leur neutralité.

Des pays du Commonwealth, comme l'Irlande, qui étaient beaucoup plus menacés que le Canada, sont restés neutres. L'Irlande n'a pas eu à imposer la conscription. Il fait l'éloge de l'Irlande et de son premier ministre qui a su maintenir son pays hors du conflit. Les républiques américaines ne sont entrées en guerre qu'après la participation américaine, par solidarité continentale, soit deux ou trois ans après le Canada. Elles ont aussi accumulé des réserves de force pour l'avenir.

Et le Mexique? Le Mexique, qui touche aux États-Unis autant qu'au Canada, n'a déclaré la guerre que le 22 mai 1942 aux puissances de l'Axe, quand un certain nombre de ses vaisseaux ont été coulés, économisant ainsi l'impôt de la conscription, les autres dépenses de guerre.

Comme conclusion, depuis 1939, les dépenses du Mexique ont augmenté de 70 % et celles du Canada de 300 % et économisant au surplus des

forces qui lui permettront d'assurer son avenir. Ce fut aussi le cas de tous les pays d'Amérique, sauf le Canada.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je soulève un point d'ordre. Le député est hors d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre est mal fondé.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** On me permettra de relever une contradiction dans le discours du député de Rouyn-Noranda. Il dit: "enlevez tous les profits et il n'y aura plus de guerre." Je partage son opinion pour une très grande part. Mais il a dit ensuite que la présente guerre était une guerre humanitaire. C'est contradictoire.

**M. l'Orateur:** Cette déclaration du député de Rouyn-Noranda a été jugée hors d'ordre.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je n'ai aucune sympathie pour le peuple et le régime allemands, mais, si l'on croit devoir intervenir pour des raisons humanitaires chaque fois qu'un peuple ou un régime abuse de sa force, s'il fallait déclarer la guerre à tous les pays qui commettent des meurtres odieux, ce n'est pas seulement en Allemagne qu'on aurait dû intervenir, mais dans tous les pays qui sont aujourd'hui nos alliés et où il s'est produit des persécutions politiques et religieuses.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Nous devrions le faire.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Si on est pour déclarer la guerre à tout le monde et faire la police mondiale, j'en suis, à condition qu'il y ait un véritable système collectif de sécurité internationale.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 heures<sup>5</sup>

#### Motions des députés:

##### Conscription pour service outre-mer

La Chambre reprend le débat sur la motion du député de Québec (M. Chaloult):

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer;

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés:

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** répond à tous ceux qui disent qu'après un plébiscite, il n'y a plus de discussion possible. Cela peut être vrai au strict point de vue du droit constitutionnel, mais on n'a pas le droit moral de prétendre qu'une prétendue majorité peut conscrire une minorité nationale. J'insiste sur le mot "prétendue" parce qu'il n'est pas très clair que la volonté populaire ait rencontré les conditions requises pour exprimer catégoriquement son point de vue. Au point de vue de l'avenir du pays, cela constitue un germe de rancœur et d'amertume au sein de la minorité. Dans n'importe quel pays du monde, il est fort dangereux, pour une majorité d'imposer ses volontés à une minorité, surtout quand cette minorité forme le tiers de la population.

C'est extrêmement dangereux, dans un pays où deux grandes races se côtoient, si les droits de la minorité garantis par la Constitution sont méconnus. Dans une Confédération comme la nôtre, pareille attitude présente un danger plus grave qu'il pose le principe que c'est la majorité qui mène, qu'elle pourra imposer ses volontés dans n'importe quel domaine qui est de la juridiction de la minorité, dans des domaines qui nous sont particulièrement chers. Si ce principe doit être accepté, alors la Confédération joue faux et devient un marché de dupes que nous ne pourrions pas accepter.

Il y a encore un autre argument à tirer des circonstances. Il rappelle le contrat intervenu entre la province de Québec et le reste du pays, en vertu

duquel ceux-ci s'engageaient à accepter le principe de la participation, avec l'assurance qu'il ne serait pas question d'imposer la conscription. C'était un contrat qui ne pouvait être rompu que du consentement des deux parties, et la province de Québec, en votant par une forte majorité "non" au plébiscite a manifesté clairement qu'elle ne relevait pas le gouvernement de ses engagements, de sorte que celui-ci n'avait pas le droit d'imposer la conscription.

Le bill 80 qui a imposé de fait la conscription et l'arrêté ministériel, qui a ordonné l'envoi de 16,000 conscrits outre-mer, furent deux mauvaises mesures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux établir clairement et sans équivoque l'attitude que j'entends tenir durant la discussion de la motion de l'honorable député de Québec-Comté (M. Chaloult). Cette motion a pour effet de condamner l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer. Elle blâme la décision du ministre de la Défense nationale, le général McNaughton et blâme le premier ministre canadien, M. King de l'avoir appliquée. Je n'ai pas besoin ici de vous exposer le fonctionnement de la hiérarchie militaire.

Or, il est, je crois, de notoriété publique que je fais partie de l'armée active canadienne depuis bientôt cinq ans, que le général McNaughton en est le chef suprême et que, dans l'armée, un officier ne peut ni désobéir à un ordre, ni même discuter une décision de ses supérieurs. Il m'est donc interdit, tant que je ne serai pas libéré de l'armée, de participer à une discussion sur cette question. Je veux que l'on comprenne bien que mon abstention ne doit pas être interprétée comme une expression d'opinion, mais comme une marque d'obéissance à un règlement auquel je ne puis me soustraire.

Pour éviter toute équivoque, je tiens à souligner que, lorsque des députés, officiers dans les armées canadiennes, participaient à un débat sur la conscription à la Chambre des communes, au cours de la dernière session, ils discutaient de l'opportunité d'une mesure fédérale qui était alors en discussion. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit non pas d'une possibilité, mais d'une réalité. La décision a été prise et exécutée.

J'ai déjà donné mon opinion sur cette question quand les circonstances me le permettaient. Quand je pourrai, je discuterai cette question avec l'expérience que m'ont donnée mes six mois de service sur les champs de bataille en Europe. Dans ce cas, je puis assurer cette Chambre que je donnerai mon opinion aussi clairement, aussi honnêtement et aussi franchement que je l'ai déjà fait.

Je le répète donc que mon abstention ne doit pas être interprétée comme une expression d'opinion, mais comme le respect d'une règle à laquelle il ne m'est pas permis de me soustraire.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je rappelle l'importance que le gouvernement a voulu montrer à la motion Chaloult, puisque c'est la première qui ait été appelée en discussion depuis le début de la session. La motion du représentant de Québec (M. Chaloult) est claire: elle invite la Chambre à protester avec véhémence contre l'imposition de la conscription pour service outre-mer et regrette infiniment que M. King ait renié ses engagements les plus sacrés.

Pendant 25 ans, les libéraux ont exploité la conscription, ils ont vécu et survécu grâce aux appels aux préjugés sur la conscription dans toutes les luttes politiques et s'en sont servis comme d'un tremplin électoral et comme d'un épouvantail pour se faire élire et pour dominer en particulier la province de Québec. Il a fait sur cette question des élections provinciales, municipales et scolaires.

Lorsque la guerre a été déclarée, en dépit de tous les engagements solennels et multipliés du Parti libéral au pouvoir et des chefs libéraux, le gouvernement libéral a commencé à appliquer la conscription la plus canaille, la plus perfide, la plus malhonnête qui n'ait jamais été appliquée au pays.

Cela est la vérité vraie. Le gouvernement d'Ottawa a commencé par imposer la conscription de la faim. Il dit aux chômeurs et aux pères de famille: crevez de faim et de misère ou enrôlez-vous. Aux étudiants qui avaient du talent il a dit: prouvez que vous n'êtes pas physiquement apte au service militaire ou discontinuez vos études et enrôlez-vous. Les étudiants ont été obligés d'interrompre leurs études, vu qu'on leur a enlevé les bourses auxquelles ils avaient droit, pour prendre l'uniforme, afin de ne pas crever de faim eux aussi.

#### **Des députés de l'opposition protestent.**

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'est même servi de l'argent payé par les ouvriers à l'assurance-chômage pour faire du chantage et de l'intimidation à ceux qui sont venus réclamer en vertu de la loi. Le gouvernement a dit aux ouvriers qui avaient contribué au fonds d'assurance-chômage: "vous n'aurez pas le droit de recevoir l'argent que vous avez versé vous-mêmes si vous ne prouvez que vous êtes incapables physiquement au service militaire." Voilà une conscription odieuse.

Je me souviens encore de ces remparts contre la conscription, qui devaient nous protéger, qui se sont vite écroulés. Je me souviens aussi de ces serments par oubli ou distraction du chef actuel de l'opposition, qui jurait que jamais la conscription ne serait imposée par le Parti libéral et sa promesse de combattre son parti, si un seul Canadien français était enrôlé contre son gré. Vingt-cinq ans de promesses reniées, d'engagements solennels foulés aux pieds, auxquels il faut ajouter le serment par oubli ou distraction du chef de l'opposition.

Après avoir appliqué cette conscription perfide, le chef du gouvernement fédéral s'est senti à l'aise pour renier ses promesses, ses propres engagements, puisqu'il avait l'exemple du chef de l'opposition actuel. Ce dernier a fait preuve d'une telle mollesse qu'il a encouragé les fédéraux à violer leurs promesses et placé le gouvernement King dans une position facile pour renier lui-même ses engagements.

On a trouvé toutes sortes de moyens déguisés, envoyant les recrues à Terre-Neuve, jusqu'à Kiska, et la conscription déguisée est devenue, dernièrement, ouverte, plus catégorique et plus cynique. Et tout cela, avec la complicité d'un homme qui avait promis de protéger la politique de la province de Québec.

Nous avons eu la conscription parce que le gouvernement de Québec avait eu à sa tête pendant cinq ans un homme qui a favorisé les reniements en violant ses promesses les plus sacrées, un homme qui a avoué avoir fait serment par oubli ou distraction, un homme qui, par ses discours, a même encouragé ses amis d'Ottawa à imposer la conscription pour outre-mer et qui a fait preuve d'une mollesse de nature à donner du courage à ceux qui se préparaient à violer leurs engagements, comme ils l'ont fait plus tard. Le chef de l'opposition est allé jusqu'à déclarer, lors d'une réunion publique, que si jamais le gouvernement King appliquait la conscription, il présenterait sa démission ou se dissocierait de son propre parti.

Quand Ottawa a décidé d'envoyer des recrues au front, après le vote de novembre dernier à Ottawa, le gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir. J'ai pris les moyens constitutionnels à ma disposition pour nous dresser contre le décret de conscription pour outre-mer, revendiquer le respect des engagements et affirmer l'attitude du gouvernement de Québec. Il était alors du devoir de la Législature de faire écho à la protestation du gouvernement et de manifester sa condamnation des tactiques employées. Le gouvernement provincial a

approuvé un arrêté en conseil, dont les termes sont clairs, qui constituait la protestation la plus ferme et la plus catégorique qu'un gouvernement puisse adopter au nom de la population. J'ai moi-même proposé cet arrêté que tout le cabinet a signé:

"Lors des élections générales provinciales d'octobre 1939 et des élections fédérales de 1940, ainsi qu'en d'autres circonstances avant et après, le premier ministre du Canada et ses ministres se sont "formellement et catégoriquement déclarés opposés à la conscription pour service au-delà des mers"; qu'à maintes reprises, la province de Québec a manifesté son opposition à la conscription pour outre-mer, et cela, à la suite d'une campagne de plus de 25 ans par les chefs du Parti libéral; que depuis trois ou quatre ans, contrairement à ses promesses formelles et à ses engagements sacrés, le gouvernement fédéral actuel a établi un système de conscription déguisée pour service militaire au-delà des mers; que tout dernièrement, le gouvernement fédéral a adopté un arrêté ministériel établissant ouvertement un système de conscription militaire pour outre-mer; que la province de Québec a le droit d'exiger et entend exiger le respect de ses opinions et des engagements contractés à l'endroit du peuple et que la violation des engagements sacrés et des promesses solennelles est la manifestation d'une politique hitlérienne incompatible avec la mentalité canadienne.

Que le premier ministre du Canada, le très honorable W. L. Mackenzie King, et les autorités fédérales soient en conséquence avisés:

1. Que le gouvernement de la province de Québec, reflétant l'immense majorité du peuple de la province, réclame le respect intégral des engagements formels contractés et des promesses sacrées faites au peuple, à l'encontre de l'établissement d'un service militaire obligatoire pour service outre-mer, c'est-à-dire à l'encontre d'une conscription déguisée ou apparente pour service au-delà des mers;

2. Que le présent arrêté ministériel soit publié dans la *Gazette officielle* de Québec, afin de porter à la connaissance du public l'énergique et ferme protestation du gouvernement de la province, à l'encontre des procédés adoptés par les autorités fédérales, contrairement aux engagements formels et aux promesses solennelles du premier ministre actuel et du chef du Parti libéral, le très honorable W. L. Mackenzie King, et des membres de son ministère<sup>6</sup>."

Ce texte constitue la protestation officielle du gouvernement de la province de Québec. Le gouvernement a accompli son devoir courageusement et nous en sommes fiers. Maintenant, on demande à

l'Assemblée législative de faire écho à cette protestation du gouvernement, au sentiment de la population et de manifester sa condamnation des tactiques employées par les autorités fédérales. Cela est tout à fait juste. Et personne ne saurait nous en blâmer.

Si, au mois de novembre dernier, nous n'avons pas connu les troubles malheureux de l'autre guerre dans la province, c'est parce qu'elle avait à sa tête un gouvernement respectueux des lois et respectueux de l'ordre établi<sup>7</sup>. Des chefs ont conseillé d'attendre le jour du vote pour manifester sa réprobation, selon les règles, à ceux qui l'ont trahie.

De 1914 à 1918, les chefs libéraux, qui commençaient à exploiter cette question, ont prêché la violence et la désobéissance.

Ils ont incité la population à la révolte et fait appel aux préjugés par simple calcul politique. Dans ce temps-là, je suppose, il n'y avait pas de camp de concentration pour renfermer ceux qui osaient critiquer une loi.

Il ne devait pas non plus y avoir de censure. À tel point qu'aujourd'hui, il ne nous est pas permis de citer à la radio ce que les bons rouges disaient dans ce temps-là contre la guerre et contre la conscription. La radio nous en a empêché en disant que c'était du sabotage, de la trahison.

Je crois que la province de Québec a raison d'être fière de la manière digne dont elle a subi les provocations sans nombre dont elle a été l'objet. Je félicite la population d'avoir décidé d'attendre les élections pour faire entendre sa voix et du respect traditionnel qu'elle manifeste pour les lois du pays et l'autorité constituée. Elle a réservé pour le jour de leur comparution devant le peuple la condamnation que méritent ceux qui l'ont si odieusement trompée.

Aujourd'hui, si j'adresse quelques mots, ce n'est pas pour allumer la flamme des préjugés que je condamne, ni aviver le mécontentement, ni pour soulever des questions qu'il est préférable de ne pas discuter à fond, mais je crois que la Législature de Québec se devait d'enregistrer sa protestation énergique envers l'attitude d'Ottawa. Je vais voter avec plaisir en faveur de la motion du représentant de Québec (M. Chalout), qui est la suite logique de notre attitude.

**M. Godbout (L'Islet):** Je veux sur cette motion tenter de parler le langage de bon sens et de la modération qui a toujours sa place partout, même au Parlement, et ce, même s'il s'agit de conscription. Je félicite la plupart des orateurs précédents du ton de leurs discours.

Il n'a jamais vu jusqu'ici un premier ministre du Québec se conduire comme le premier ministre Duplessis. Au lieu de discuter franchement d'un problème national, il a voulu traiter la question et régler ces problèmes nationaux suivant son habitude et sa méthode coutumière de vouloir régler toutes les questions, en faisant des attaques personnelles et en essayant de rendre le chef de l'opposition responsable de ce qui s'est dit sur la guerre de 1914.

Il tente de faire remonter ma vie politique à 25 années en arrière, alors que j'ai prononcé mon premier discours politique en 1929, lorsque les électeurs de L'Islet sont venus me demander d'être leur candidat. La politique, jusque là, ne m'avait pas intéressé et elle ne m'intéresse pas la politique comme on la fait de l'autre côté de la Chambre aujourd'hui. Mon plus cher désir, si ce n'était de servir mes concitoyens suivant mes moyens, serait de retourner tranquillement à la vie privée.

J'ai tâché, depuis, de servir ma province du mieux que j'ai pu et, depuis le début de la guerre, je n'ai fait que mon devoir et tâché de faire valoir avec honnêteté les droits de la province de Québec. Après 15 ans de vie politique, je puis dire que ma parole sans serment est plus considérée dans la province que la parole du premier ministre sous serment.

(Applaudissement à gauche)

J'ai respecté ma parole et mon mandat, car j'ai toujours eu le respect de mes électeurs. On ne m'a jamais vu m'abaisser à des attaques personnelles et aux petits moyens politiques que j'ai toujours méprisés pour obtenir des petits avantages politiques. Tout ce que qui m'intéresse, c'est l'avenir de ma province et de mes concitoyens.

Au cours des dernières élections, j'ai laissé mes adversaires m'attaquer personnellement. Je ne relèverai pas ces attaques. Sur la question de la conscription, notre attitude a toujours été la même, constamment la même. Mon attitude est claire. J'ai toujours été contre et je vais montrer que mon attitude a été utile et efficace aux miens.

Au début de la guerre, j'ai tâché de montrer que nous y étions intéressés dans une certaine mesure, et ne pourront le nier mes amis d'en face qui réclamaient des moyens plus efficaces de nous défendre lorsque des sous-marins ennemis vinrent couler des navires dans le Saint-Laurent. Le député de Matane (M. Gagnon) s'est levé en Chambre pour signaler la présence de sous-marins dans le Saint-Laurent. Il reprochait au fédéral de ne pas protéger nos côtes contre les sous-marins.

Dès le début de la guerre, j'ai, comme tout homme qui se respecte, indiqué la voie aux électeurs



auxquels je devais la vérité, et j'ai voulu montrer que les Canadiens français étaient pleinement disposés à faire leur devoir. Je puis dire que personne ne l'a fait de façon plus méritoire que les Canadiens de la province de Québec, que les Canadiens français souvent en butte aux attaques des autres provinces. C'est ce que j'ai dit depuis le début.

(Applaudissements)

C'est la vérité et j'en suis fier parce que c'est le seul moyen de nous entendre avec nos compatriotes des autres provinces. Il ne regrette aucunement cette attitude parce que le Canada est une unité complète et non un ensemble d'unités de neuf pays différents. L'union doit être à la base de notre pays. Si j'ai prêché à tous la nécessité de faire leur devoir, c'est que je comprenais que, dans un pays divers comme le nôtre, ce principe est à la base de la sécurité, de la paix et du progrès national, et jamais je ne permettrai de saper cette base. Parce que, sans elle, notre pays ne peut être grand.

(Applaudissements)

Le Québec fait partie du Canada et devrait préserver l'unité nationale sans sacrifier les intérêts du Québec.

Sur la question de la conscription, mon attitude est toujours restée la même. Dès le début, j'ai signifié mon opposition à la conscription pour service outre-mer parce que nous savions qu'il est injuste de forcer les jeunes gens à aller se battre à l'étranger pour des intérêts dont ils ne savent pas jusqu'à quel point ils sont les nôtres. En pareil cas, on n'est pas justifié de réclamer l'impôt du sang. Mais nous étions intéressés à la guerre actuelle.

Je regrette que le député de Québec-Comté ait répété que nous étions en guerre parce que l'Angleterre était en guerre, et que toutes les guerres de l'Empire se faisaient pour le salut de la civilisation et de la chrétienté<sup>8</sup>. J'aime mieux m'en rapporter, sous ce rapport, à toutes les autorités chrétiennes, à celle du Pape en descendant, à celle des membres de l'autorité religieuse qui ont visité l'Europe, qui se sont rendu compte de la nature du conflit et qui nous disent que c'est un devoir pour les chrétiens d'y participer parce que la chrétienté est en jeu. J'aime mieux prendre leur témoignage à tous que celui du député de Québec-Comté. Nous nous sommes battus pour empêcher la barbarie de prendre le contrôle du monde.

J'ai toujours été et je suis opposé à la conscription par conviction profonde; la conscription a été imposée par un gouvernement libéral et je suis resté opposé à la conscription. Mon attitude a été logique. Je ne suis pas opposé à la conscription parce

que ce mot sonne mal aux oreilles canadiennes-françaises, mais parce que la conscription est un danger d'injustice dans son application. Je suis opposé comme jamais à la conscription parce que je suis convaincu que c'est le plus mauvais moyen de gagner la guerre, de demander aux Canadiens de faire un effort efficace. Le volontariat doit suffire.

Si on avait encouragé le volontariat comme il convenait et si nous nous en étions tenus au volontariat, les hommes n'auraient pas fait défaut pour nos trois armées outre-mer et jamais nous n'aurions eu la conscription. Mais M. l'Orateur, pendant cinq ans, nous avons administré la province en temps de guerre et nous n'avons pas eu la conscription!

(Applaudissements)

Mon honorable ami d'en face (l'honorable M. Duplessis) veut m'en faire porter la responsabilité aujourd'hui? Mais qu'a-t-il dit depuis cinq ans? À Saint-Joseph d'Alma, mon ami d'en face (M. Duplessis), qui s'est vanté à cinq ou six reprises, disait que si l'Union nationale prenait le pouvoir, pas un gouvernement libéral ni aucune puissance au monde ne pourrait imposer la conscription. Eh bien, il a pris le pouvoir le 30 août dernier et trois mois après, la conscription nous a été imposée.

(Applaudissements à gauche)

Et pourquoi avons-nous la conscription? Nous avons eu la conscription parce qu'après les élections du 8 août, le gouvernement King s'est trouvé affaibli dans la province de Québec et a dû céder devant la poussée des intérêts tory, devant l'impérialisme et les financiers véreux. Il a dû céder devant les financiers véreux qui ont toujours appuyé et appuient encore mon honorable ami. La clique de financiers tories a été plus forte et elle a battu M. King dans sa lutte. Voilà la vérité.

(Applaudissements à gauche)

C'est alors que s'est déchaînée sur le pays une vague de fanatisme. Ce n'est pas une crise de conscription que nous avons eue à Ottawa, mais une de capitalisme et d'impérialisme véreux.

C'était le devoir de tout citoyen de soutenir le gouvernement fédéral qui avait la responsabilité de la défense du pays. Pendant que j'agissais ainsi, j'ai été attaqué. Nous avons collaboré avec le gouvernement fédéral pendant la guerre. C'est vrai! Nous aurions collaboré avec n'importe quel gouvernement parce que c'était notre devoir. Pendant cinq ans, le premier ministre d'aujourd'hui m'a présenté comme un traître à mon pays, parce que je défendais ma province et les miens. Le député de Lotbinière. Excusez-moi, c'est une distraction.

**Un député ministériel:** Est-ce un oubli ou une distraction?

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec-Comté (M. Chaloult) a dit: "Si nous n'avions pas la province de Québec, il n'y aurait pas la conscription". Je le crois. Mais si nous n'avions pas des nationalistes qui parlent avec violence, s'ils nous avaient fait grâce de leurs excès de langage, nous ne l'aurions certainement pas. Est-il nécessaire de toujours provoquer les autres?

(Applaudissements)

Même animés de bons sentiments, il leur est arrivé de dépasser leur pensée, et leurs paroles ont été mal interprétées dans certaines provinces. C'est ce qui a provoqué de vigoureuses attaques contre nous. Le député de Québec-Comté parle souvent avec trop de violence, mais je veux croire qu'il est un bon Canadien.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Vos convictions étaient-elles les mêmes en 1917? Vous ne parliez pas comme cela alors. Vous étiez plus peureux.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre veut sans doute répandre encore dans la province les propos méprisables que l'on a lancés déjà. Je n'ai jamais changé mes convictions, et je remercie le ministre, grâce à ses insinuations, de me fournir l'occasion de donner un autre démenti catégorique aux calomnies qu'on a colportées à mon sujet.

Je sais qu'on a distribué partout dans les campagnes politiques par milliers des photographies de mon humble personne revêtue de l'habit religieux que je serais supposé avoir porté, pendant la conscription, lors de l'autre guerre. Les autorités religieuses de l'institution où j'ai étudié ont déjà donné un démenti à mes adversaires. J'ai déjà démontré, avec preuves à l'appui, que j'ai pris l'habit religieux en 1912, deux ans avant la guerre, et l'ai laissé en 1915, en pleine guerre.

Si je n'ai pas fait mon service militaire, c'est à cause d'un accident que j'ai subi. J'ai pris l'habit religieux pour des raisons honorables, et je l'ai laissé pour des raisons honorables parce que j'avais subi un accident. Je laisse aux membres de cette Chambre le soin de juger les petites des moyens que l'on a employés à mon égard et dont j'ai été la victime.

(Applaudissements à gauche)

**Des députés de l'opposition:** Honte au ministre!

**M. Godbout (L'Islet):** L'honorable ministre (M. Delisle) n'était probablement pas au courant des faits et je lui pardonne. Il est moins coupable que certains autres membres de la Chambre qui ont payé pour faire circuler ces mensonges dans la province. Il peut juger lui-même des mensonges répandus sur mon compte.

Je sais que beaucoup de gens ont échappé des paroles qui ont dépassé leur pensée. M. l'Orateur, nous ne sommes pas ici pour juger M. King. Le peuple le jugera quand le moment sera venu, sur le résultat final. Eh bien, je vais répondre que le premier ministre sait que ce sont ses amis qui ont forcé le gouvernement King à imposer la conscription, ses amis qui ont travaillé pour le faire élire, ceux qu'il travaille lui-même à faire élire à Ottawa.

Ils ont organisé une conspiration contre le gouvernement King, affaibli depuis le 8 août dernier, et ont réussi à tuer le volontariat pour que nous ayons le service militaire obligatoire. La conscription est due en grande partie aux exagérations de ceux qui ont parlé contre la participation des Canadiens français à la guerre. Ces paroles n'ont pas toujours été interprétées dans les autres provinces dans le même esprit que ceux qui les ont prononcées.

Les déclarations de nos nationalistes sont souvent interprétées contre nous à l'étranger, et on y attache ailleurs la même importance qu'on attache chez nous à celles qui sont prononcées à l'étranger contre la province de Québec. Quand viendra le temps de juger M. King, le peuple le fera en comparaison de ceux qui ont imposé la conscription, et ceux-là, ce ne sont pas les libéraux. La conscription n'a pas été imposée par les libéraux, mais par un groupe d'impérialistes et de capitalistes parmi les principaux amis du premier ministre actuel. Ce ne sont pas les libéraux qui, à Ottawa, ont provoqué la crise dont la conscription fut la résultante, mais les amis du premier ministre.

La motion du représentant de Québec (M. Chaloult) n'est pas dans l'ordre et il ne devrait pas nous forcer à voter sur une telle motion. Mais je voterai tout de même en faveur de la motion parce qu'elle exprime mon sentiment contre la conscription. Mais je ne puis approuver les "attendus".

Si nos jeunes gens ont pu travailler dans les usines au lieu de s'enrôler, si les cultivateurs ont bénéficié d'exemptions, c'est grâce aux libéraux. Depuis le début de la guerre, j'ai obtenu que les fils cultivateurs demeurent sur la terre. Le premier ministre m'accuse de ne pas m'être opposé assez

violemment à la conscription. Qu'est-ce que le premier ministre actuel a fait? Il a passé un arrêté ministériel quand la conscription a été établie. C'était très efficace. En 1939, lorsque le député de Québec-Comté (M. Chaloult) a présenté une motion contre la participation, le premier ministre actuel a bloqué cette motion. Peu après, à une délégation d'étudiants qui est venue protester contre la guerre, il a dit que c'était une affaire qui relevait d'Ottawa, que ça ne le regardait pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était six mois avant la guerre. On ne savait pas qu'il y aurait une guerre. J'ai dit aux étudiants de respecter l'ordre et l'autorité.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est ce que j'ai rappelé. Le blâme n'a jamais avancé personne. Ce qui compte c'est l'action dans la collaboration pour le progrès du pays. Voilà la conduite à tenir pour un gentilhomme. Si tous les discours politiques canadiens-français avaient correspondu à la bravoure de nos soldats, au courage de nos cultivateurs et de nos ouvriers, nous n'aurions pas même à répondre à ceux qui nous attaquent injustement. Si la conscription a été appliquée au Canada, elle l'a été dans une large mesure en raison des discours incendiaires des fanatiques du Québec et de l'Ontario. Ils ont donné au Québec une réputation que cette province ne mérite pas. Plus que toutes les politiques du gouvernement d'Ottawa, ce sont des fanatiques comme Shields en Ontario et d'autres du même acabit au Québec qui ont divisé notre pays.

Étant donné la réputation qu'on a tenté de nous faire dans les autres provinces, je me suis toujours efforcé de mettre en lumière l'effort de guerre des Canadiens français, effort comparable à tout autre, et je n'ai pas à regretter pareille attitude. C'est l'attitude que j'ai tenue et que je tiendrai parce que c'est l'attitude d'un homme public soucieux de son devoir. L'avenir du Canada dépend de nous, de notre zèle à accomplir nos devoirs. Je prêche le devoir. On me le reproche. C'est plus dur de prêcher les devoirs que les droits; c'est une tâche ingrate, elle me cause des difficultés, mais c'est le devoir quand même d'un homme public de s'en acquitter.

Les hommes publics ont des responsabilités et je n'ai jamais reculé devant mes responsabilités. J'ai toujours essayé de montrer leurs devoirs et leurs responsabilités aux électeurs de la province, car je sais que les Canadiens français sont toujours disposés à faire leur devoir comme tous les autres Canadiens du pays. Celui qui accepte les

responsabilités de la vie politique ne doit pas toujours suivre docilement ceux qui ont recours aux appels de préjugés, et il ne doit pas toujours suivre aveuglément les désirs de ses électeurs.

Quand le peuple met un de ses représentants sur ce qu'on appelle la colline parlementaire, c'est précisément pour qu'il voie au loin pour lui et qu'il lui indique la route. C'est ce que j'ai voulu faire. Nous avons montré la voie. J'ai pu commettre des erreurs dans les cinq années que j'ai passées à la direction de la province parce que j'ai essayé de faire beaucoup de choses. Mais, dit-il, sans cesse j'ai tenté de montrer à mes concitoyens le chemin du devoir. J'ai préféré ne pas tourner le dos au devoir, afin d'aider à hâter la victoire qui s'en vient.

J'ai prêché que nous devions faire notre part de sacrifices afin qu'à l'heure de la rétribution, nous ayons aussi notre part de la victoire, après les sacrifices que les nôtres ont consentis. Ma province a accepté de faire sa part, moi aussi. Dans Québec, mes adversaires m'ont appelé le ministre de la guerre. On m'accusait d'être militariste et dans les autres provinces, durant cinq ans, on a dit: "Si nous n'avons pas la conscription, c'est la faute du premier ministre Godbout de Québec". Oh! Cela ne m'a pas monté à la tête. Mais M. l'Orateur, c'est vrai que nous n'avons pas eu la conscription lorsque j'étais premier ministre, et c'est également vrai que nous l'avons eue trois mois après l'arrivée au pouvoir de mon bon ami.

Les gens qui ont fait des déclarations dépassant leur pensée ont leur large part de responsabilités dans l'imposition du service pour outre-mer. Je répète, si nous avons eu la conscription, il faut en blâmer les conscriptionnistes toriens, qui ont tramé une conspiration contre le gouvernement King, et ceux des nôtres qui ont parlé sans discernement, et dont les paroles ont été une provocation qui a entraîné la crise de l'automne dernier.

Toujours constant et logique avec moi-même, je voterai pour la motion du représentant de Québec (M. Chaloult), mais cette motion est hors d'ordre et le député du comté de Québec le sait bien. Elle contient des "attendus" qui ne sont pas tolérés par les règlements de la Chambre. Je ne voudrais pas que mon vote soit interprété comme une confirmation de tous les "attendus".

(Longue ovation à gauche)

**Des députés ministériels** rient.

(Mouvement dans les galeries)

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Dupré (Verchères)**<sup>9</sup>: J'ai été l'un des députés qui ont aidé les jeunes gens pendant la guerre à obtenir l'exemption du service militaire à laquelle ils croyaient avoir droit. Lorsque le premier ministre dit que les étudiants ont été appelés malgré leurs talents, il est mal informé, car tous les étudiants qui ont passé leurs examens n'ont pas été appelés sous les drapeaux. Le malheur, c'est que l'on a mal informé les jeunes gens en certains quartiers. Beaucoup de mobilisés, qui auraient pu avoir des sursis, sont aujourd'hui au camp parce qu'ils ont été induits en erreur par des discours comme celui que vient de prononcer le premier ministre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: La loi de la conscription, elle n'a pas été votée au mois de novembre dernier; elle a été votée en 1942, du temps du régime Godbout, au lendemain du plébiscite. Au mois de novembre dernier, le gouvernement King a simplement décidé d'appliquer la loi. Le premier ministre de notre province a alors fait une déclaration retentissante, puis il a fait adopter un arrêté ministériel pour protester contre la décision d'Ottawa. Mais le gouvernement King a passé outre, il n'a même pas répondu: il a traité avec mépris le sentiment de notre province exprimé officiellement par le gouvernement.

Par ses déclarations depuis quatre ans, le chef de l'opposition a sans cesse invité M. King à imposer la conscription. C'est le chef de l'opposition qui disait en 1941: "la province est prête à consentir jusqu'au dernier sacrifice"; c'est encore lui qui déclarait: "si la conscription était le dernier moyen de gagner la guerre, je serais en faveur de la conscription. Alors qu'il était premier ministre, en 1942, lors du plébiscite, le chef de l'opposition a demandé à la population de délier King de ses engagements.

**M. Godbout (L'Islet)** se lève et affirme qu'il n'a jamais demandé à la population de délier M. King de ses engagements.

(Dans les galeries, des assistants manifestent)

**M. l'Orateur** les invite au calme.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Il avait tellement confiance en M. King qu'il disait: "Si M. King me demandait demain d'aller en Europe cirer les bottes de nos soldats, j'irais avec plaisir." Le même chef de l'opposition qui, un jour, conseillait à ses concitoyens de manger de la viande de cheval.

**M. Godbout (L'Islet)** soulève un point d'ordre parce qu'on ne rapporte pas exactement sa déclaration.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Qu'il reste avec son cirage!

**M. Godbout (L'Islet)**: La tâche de cirer les bottes des soldats qui nous ont défendus pendant la guerre, qui ont défendu le premier ministre, est beaucoup plus noble que celle que font nos adversaires d'en face.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: En 1939, le chef de l'opposition faisait serment de démissionner et de combattre son parti, si son parti imposait la conscription. Le chef du Parti libéral doit être encore en frais de nettoyer ses armes. Car en effet, nous n'avons encore rien entendu. La lutte qu'il fait contre la conscription, ce doit être la lutte du silence...

Je me suis levé pour appuyer le représentant de Québec (M. Chaloult) chaque fois que celui-ci a présenté une motion contre la conscription. Nous sommes aujourd'hui au pouvoir et notre attitude et notre opinion sur la conscription n'ont pas changé. Le chef actuel de l'opposition n'a pas changé non plus. Il est encore l'homme des serments par oubli et par distraction, l'homme qui faisait de grands discours pour expliquer au peuple qu'il fallait dire "oui".

Au moment de la première motion Chaloult, en 1939, les libéraux accusaient le gouvernement Duplessis de ne pas collaborer avec Ottawa et d'attaquer considérablement M. King et, aujourd'hui, on aurait voulu que nous provoquions le fédéral en agitant la question de guerre avant qu'elle ne fût déclarée.

Comment peuvent-ils nous reprocher aujourd'hui de ne nous être pas fiés à 25 ans de promesses? Il n'y avait pas encore de guerre à ce moment-là et M. Lapointe disait que le Canada ne participerait jamais à une guerre extérieure.

Quel est le parti qui a jeté le premier cri d'alarme, en 1939, et qui a tenu le premier plébiscite? C'est l'Union nationale. Le premier ministre a mis le sort de son gouvernement et de ses ministres en jeu aux élections de 1939 pour faire décider par le peuple de la question de notre participation. On s'est fié alors aux belles paroles des ministres de M. King, MM. Lapointe, Cardin, Dandurand, etc. Le peuple s'y est laissé prendre. Quand ces promesses ont été violées en 1939, les membres de l'Union nationale

ont quitté leurs sièges de ministres et de députés pour jeter un cri d'alarme. Nous avons perdu le pouvoir, mais nous avons forcé les chefs libéraux d'Ottawa de venir faire dans le Québec des promesses solennelles et des engagements formels qu'ils ont tous reniés, depuis.

Neuf mois après l'arrivée au pouvoir du chef de l'opposition actuel, la loi de mobilisation a été votée. Le fondement de la conscription a été posé par cette loi de 1942. Le chef de l'opposition dit qu'il a indiqué la route. Comment l'a-t-il indiquée? Le député de Lotbinière a présenté une motion. Nous avons mis le premier ministre d'alors en face de sa promesse, de sa promesse solennelle de combattre le gouvernement fédéral si un seul Canadien français était mobilisé contre son gré. Il a répondu: "quand même nous aurions fait par oubli ou par distraction le serment de ne pas défendre le pays contre l'envahisseur, mon devoir serait là quand même".

Deux ans plus tard, Ottawa décrétait la tenue d'un plébiscite pour se faire dégager de ses promesses. J'ai été le seul député en cette Chambre à parler pour le "non" à Radio-Canada, avant que les restrictions ne soient imposées. Une autre motion fut présentée par le député de Lotbinière et tous les membres de l'Union nationale se prononcèrent pour le "non". Le premier ministre d'alors a dit, lui, qu'il avait tellement confiance en M. King qu'il était prêt à aller cirer les bottes des soldats en Angleterre si M. King le lui demandait.

L'Union nationale est restée, avec son chef, fidèle à ses principes; elle a fait la lutte pour le "non", lors du plébiscite. Ce que nous avons dit dans l'opposition et sur toutes les tribunes politiques de la province, nous l'avons réaffirmé une fois au pouvoir, et l'arrêté ministériel passé l'automne dernier par le gouvernement Duplessis sur cette question est là pour prouver l'attitude énergique prise par le gouvernement qui n'a pas peur de prendre ses responsabilités.

La province se prononça pour le "non" dans une proportion de 74 %. Alors, le gouvernement fédéral passa la loi de conscription de 1942. C'est en vertu de cette loi de 1942 que l'arrêté ministériel envoyant 16,000 conscrits outre-mer a été passé. Le chef de l'opposition actuel était alors au pouvoir. Lui qui avait promis de combattre King, il n'a même pas passé un arrêté ministériel pour protester contre la loi de conscription. Mon gouvernement a proposé le respect et l'ordre à la population. Lorsque l'heure sera venue, on fera savoir aux traîtres qu'on les méprise et qu'on les répudie. Nous n'avons pas changé d'idée depuis que nous sommes au pouvoir.

Les ministres fédéraux ont manqué à leurs promesses. La conscription, nous l'avons eue depuis 1942.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais, alors, pourquoi avez-vous passé un arrêté ministériel à la fin de novembre 1944? Pourquoi accuser les ministres libéraux de 1940 d'avoir manqué à leurs promesses? M. Dandurant et M. Lapointe sont morts. Ils n'ont jamais manqué à leurs promesses. M. Cardin a-t-il manqué à sa promesse? M. Chubby Power a-t-il manqué à sa promesse?

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais il a démissionné parce qu'il avait pris un engagement avec ses trois autres collègues! Si la conscription existe depuis 1942, alors l'ordre en conseil du gouvernement est une farce, un camouflage.

Quand le représentant de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) se vante d'avoir appuyé toutes les motions du représentant de Québec (M. Chaloult), il oublie de mentionner celle de 1939 contre notre participation prochaine à la guerre, que son chef a refusé d'appeler. S'il n'y avait pas de guerre en 1939, il y avait au moins une possibilité de guerre et le devoir du gouvernement de l'Union nationale était de prévoir et, comme l'affirme souvent le premier ministre actuel, de prendre tous les moyens constitutionnels de conjurer le danger de la conscription.

Quand la guerre a été déclarée par le Parlement canadien, qu'a fait le premier ministre actuel et d'alors? Il est resté les bras croisés. Ce n'est que le 23 septembre suivant, le jour où il a déclenché les élections, qu'il s'est déclaré tout à coup autonomiste et a parlé de guerre pour la première fois.

On nous accusait de ne pas employer les moyens constitutionnels pour empêcher Ottawa d'agir. Les emploie-t-on aujourd'hui, les moyens constitutionnels? À en juger par le tapage que fait le premier ministre, je me demande s'il ne médite pas de faire des élections. Il doit trouver ça dur de n'avoir qu'une petite majorité. S'il veut faire des élections qu'il en fasse. Nous sommes prêts.

L'arrêté ministériel de protestations de l'automne 1944 qu'a adopté le gouvernement actuel est quelque peu en retard et n'a pas sa raison d'être, car, si on en croit le ministre de la Voirie (M. Talbot), c'est en 1942 que la conscription a été passée à Ottawa par l'adoption du bill 80.

Il (M. Casgrain) reproche au représentant de Québec (M. Chaloult) d'avoir été sévère pour les libéraux dans son discours, mais d'avoir glissé sur les événements de 1911, lorsque les conservateurs se sont alliés aux nationalistes. Si les libéraux ont mal agi en faisant des élections sur la question de la conscription, les nationaux n'ont pas mieux agi, car c'est exactement ce qu'ils ont fait en 1944. Je n'ai jamais compris que deux nègres pouvaient faire un blanc. Nous devrions nous unir, afin de ne pas soulever les autres provinces contre la province de Québec.

Il demande de cesser nos luttes fratricides au sujet de la conscription et de nous abstenir de nous accuser mutuellement. Qu'on laisse maintenant la question de conscription de côté; on n'a aucun intérêt à continuer des luttes stériles. Nous n'avons rien à gagner à prolonger la discussion à ce sujet. Le peuple en a assez de cette question de la conscription, dont le député du comté de Québec est le premier à admettre que ça ne prenait plus dans le peuple.

**M. Caron (Hull)** dit qu'il a travaillé pendant deux ans comme officier du service sélectif national. Les officiers de mobilisation étaient fort ennuyés des déclarations de l'ancien premier ministre. Chaque fois que celui-ci prononçait un discours, ils disaient: voilà le premier ministre qui se met encore les pieds dans les plats. Le chef de l'opposition a manqué à ses engagements.

**M. Leduc (Laval):** Je suis encore Canadien, bien que je sois dans la province de Québec. La motion soulève une question de politique fédérale. Le Parlement fédéral est souverain sur cette question de la guerre et c'est une heureuse protection contre les fanatiques. Depuis le début de la session, nous avons toujours prêché le respect de l'autonomie provinciale. Le Québec a le devoir de respecter la souveraineté fédérale. Si nous voulons faire respecter notre souveraineté, respectons celle des autres.

Comment pouvons-nous parler d'autonomie provinciale, si nous refusons de reconnaître les droits fédéraux? L'Assemblée législative n'a pas les renseignements nécessaires à sa disposition pour juger parfaitement la question de la conscription. La conscription n'a été acceptée à Ottawa qu'après qu'un caucus ait été tenu et que l'on ait fait savoir des choses confidentielles.

Certains experts en politique au Canada se demandent si le pacte de la Confédération pouvait résister aux assauts des fanatiques, comme il s'est produit régulièrement dans les provinces de Québec et de l'Ontario. Cette question doit être étudiée

sérieusement. Un jour viendra où il faudra réviser la Constitution. Le pays a été frappé plus durement qu'on ne le prévoyait et c'est pour cela que la question des renforts s'est posée de façon tragique.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Mais êtes-vous pour ou contre la motion Chaloult?

**M. Leduc (Laval):** Je le dirai à la fin de mon discours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande l'ajournement du débat. Il annonce qu'il s'en va rencontrer Sir Howard, puis il invite tous les invités à aller lui serrer la main demain matin, dans la salle du comité des bills privés.

**M. Leduc (Laval):** Je propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. C'est la première fois qu'une motion de M. Chaloult, et c'est la cinquième qu'il présente depuis le début de la guerre, semble rallier les opinions de toute la Chambre. Les quatre autres ayant été rejetées par un vote décisif, selon *The Gazette*, du 22 février 1945, à la page 1.

2. M. Ernest Lapointe a été élu pour la première fois à la Chambre des communes sous la bannière libérale en 1904 pour le comté de Kamouraska. (Normandin, Major A. L. *The Canadian Parliamentary Guide*, Ottawa, Le Syndicat des œuvres sociales limitée, 1938, pp. 194-196) Il a été réélu en 1904, 1908, 1911 et 1917. Il démissionne en 1919 et se représente dans la circonscription de Québec-Est le 27 octobre 1919; il est alors réélu en

1921, 1925, 1926, 1930, 1935, 1940. (Johnson, J. K. *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*. Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, pp. 323-324) Tour à tour ministre de la Marine et des Pêcheries (1921), de la Justice (1924, 1935), il est nommé le 28 mai 1937 membre du Conseil privé de sa Majesté pour le Royaume-uni. (Normandin, Major A. L. *The Canadian Parliamentary Guide*, Ottawa, Le Syndicat des œuvres sociales limitée, 1938, pp. 194-196) Il a été également à la tête de la délégation canadienne à la 19<sup>e</sup> Assemblée de la Ligue des Nations à Genève en 1938 et il est décédé en fonction le 26 novembre 1941. (Johnson, J. K. *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*. Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, pp. 323-324)

3. M. Pierre-Joseph-Arthur Cardin est élu pour la première fois à la Chambre des communes sous la bannière libérale en 1911. Nommé ministre de la Marine et des Pêcheries ainsi que membre du Conseil privé en 1924 et en 1926. Réélu en 1925, 1930, 1935, 1940. Il est alors nommé ministre des Travaux publics en 1935, ministre des Transports en 1940 et 1942. En 1942, il démissionne du cabinet. (Normandin, Major A. L. *The Canadian Parliamentary Guide*, Ottawa, Le Syndicat des œuvres sociales limitée, 1945 pp. 133-134) Cette démission est intervenue alors que "le gouvernement a présenté sa loi autorisant la mise en vigueur de la conscription, lorsque nécessaire, par arrêté ministériel", selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> décembre 1944, page 1. D'ailleurs, M. Cardin a prononcé "un émouvant discours à la Chambre des communes", le 30 novembre 1944 dont voici un court extrait: "L'unité a été maintenue au Canada grâce aux concessions faites par les Canadiens français à la Chambre des communes et ailleurs."

4. Le Colonel James Layton Ralston a combattu en Europe lors de la Première guerre mondiale, a été élu à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1911 et 1916, défait en 1920 et 1926, année qui marque sa rentrée d'abord, le 8 octobre, comme ministre de la Défense dans le cabinet King; il fut élu par acclamation à la Chambre des communes lors d'une élection partielle, dans le comté de Shelbourne-Yarmouth (Nouvelle-Écosse), qui s'est tenue le 2 novembre 1926. Il se retire en 1930 de la politique fédérale pour se consacrer à la pratique du droit dans une firme montréalaise (1930-1935). Il est réélu à Ottawa lors d'une élection partielle, le 2 janvier 1940, et encore lors de l'élection générale

de 1940. Le 5 juillet de la même année, il est nommé ministre de la Défense nationale, portefeuille qu'il quittera en octobre 1944.

5. M. Frédéric Dorion, "député fédéral de Charlevoix-Saguenay et organisateur du mouvement des Indépendants", assistait à la séance en soirée et occupait un siège sur le parquet de la Chambre, selon *Le Devoir* du 22 février 1945, à la page 1.

6. M. Duplessis donne lecture de cet arrêté à partir du texte que les journaux ont publié dans *Le Temps*, selon *L'Action catholique* du 22 février 1945, à la page 15 et *Le Devoir* du 22 février 1945, à la page 10. Nous avons choisi, en l'occurrence, le passage de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> décembre 1944, aux pages 3 et 11.

7. *Le Devoir* du 22 février 1945, à la page 10, rapporte une version un peu différente de cette phrase: "Le peuple a été respectueux de la loi, parce qu'il avait des chefs en qui il avait confiance et qui lui ont conseillé le respect de l'ordre et de la loi."

8. Cette affirmation, dans *Le Canada* du 22 février 1945, à la page 1, prend un autre sens: "Le député de Québec (M. Chaloult) a dit: "Nous ne nous battons pas pour la civilisation chrétienne." C'est en allant vérifier directement dans le discours précédent de M. Chaloult que nous avons résolu le problème et privilégié le texte de *L'Action catholique* du 22 février 1945, à la page 15, d'autant plus que *Le Canada* a tendance à être anti-Chaloult.

9. M. Arthur Dupré, député libéral de Verchères, prononce aujourd'hui son premier discours en Chambre, selon *L'Événement* du 22 février 1945, à la page 9.





Séance du jeudi 22 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché<sup>1</sup>**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom corporatif en celui de "Caisse nationale d'économie (assurance-vie)";

- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Canadian Kaolin Silica Products, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant leur titre;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de dame Édouardina Hamelin, épouse de Ernest Chicoine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J.-R. Hamelin, médecin;

- de Jules Corbeil et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant le droit des exécuteurs testamentaires de prélever sur les revenus des biens de la succession de feu J.-B.-Avila Corbeil;

- de Maurice Newman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en vertu de la loi des assurances de Québec, sous le nom de Montefiore Protective & Mutual Benefit Association;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet d'autoriser la cité à utiliser une somme de cinquante mille dollars;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend Sydney Williams et autres, demandant l'adoption d'une loi formant, en la cité de Shawinigan Falls, une corporation sous le nom de "Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company";

- de la corporation du village ouest de Saint-Georges, demandant l'adoption d'une loi annexant à son territoire, un territoire situé dans la corporation d'Aubert-Gallion;

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à diviser son territoire pour fins de l'élection des conseillers;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe, demandant l'adoption d'une loi pour faire approuver un bail emphytéotique passé avec l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Adelphe;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Projets de loi:**

**Montefiore Protective & Mutual Benefit Association**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 constituant en corporation la Montefiore Protective & Mutual Benefit Association.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession**

**Jean-Baptiste-Avila Corbeil**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant la succession de feu Jean-Baptiste-Avila Corbeil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession**

**de J.-R. Hamelin**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 concernant la succession de feu J.-Romuald Hamelin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Papineau**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 concernant une partie

du lot numéro onze et tout le lot numéro douze du sixième rang sud dans le canton d'Amherst dans le comté de Papineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lévis**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 constituant en corporation la Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Association des instituteurs protestants**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Saint-Antoine-de-Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de LaSalle**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Territoires de Saint-Georges de Beauce**

**M. Vachon (Wolfe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 annexant certains territoires à la municipalité du village de Saint-Georges ouest, dans le comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Octroi du Bureau de reconstruction économique**

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à utiliser à certaines fins particulières un octroi de cinquante mille dollars reçu du Bureau de reconstruction économique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lachine**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission scolaire de Saint-Adelphe**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi concernant la Caisse de remboursement**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Cette loi a pour effet de prolonger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947 les pouvoirs accordés du lieutenant-gouverneur en conseil par la loi 1 George VI,

chapitre 6 et ses amendements, pour favoriser la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Donation de  
James Kewley Ward**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant la donation faite par feu James Kewley Ward aux syndicats de l'école protestante dissidente de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
de Joseph Masson**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
d'Anna Vallée-Cheff**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant la succession de Dame Anna Vallée-Cheff soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte du village  
de Petit Lac Magog**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 constituant en corporation la ville de Deauville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat de mariage  
de J.-A. Dufresne et M.-A.-L.-A. Bernard**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant le contrat de mariage entre le Dr J.-Arthur Dufresne et dame

M.-A.-L.-Anonciade Bernard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
d'Arthur Roy<sup>2</sup>**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la succession de feu Arthur Roy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
de Moïse Coupal**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant la succession de feu M. Moïse Coupal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
d'Émile Chartrand**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 concernant la succession de feu Émile Chartrand soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat de mariage de  
M. Charbonneau et M.-I. Bernard**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant le contrat de mariage entre Médéric Charbonneau et dame Marie-Isabelle Bernard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
de Joseph Bergeron**

**M. Roberge (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la succession de feu Joseph Bergeron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Jean Lapointe**

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean Lapointe à l'exercice de l'art dentaire, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Thomas Palladina**

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 changeant le nom de Thomas Palladina en celui de Thomas Shaw Collins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Instruction publique de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Hôpital Jeffery Hale**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 concernant la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Churches of the Nazarene**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant The Churches of The Nazarene en corporation ecclésiastique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Association d'hospitalisation**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adoption de J.-A.-S.-F. Paradis**

**M. Marcotte (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant l'adoption de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Young Israel of Montreal**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 constituant en corporation Young Israel of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Roberval and Saguenay Railway Company**

**M. Marcotte (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### **Motions des députés:**

#### **Conscription pour service outre-mer**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'appelle l'item 24.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 21 février courant, sur la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant que:

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer;

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés;

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

**M. l'Orateur** avertit le représentant de Laval (M. Leduc) qu'il a encore 40 minutes à sa disposition.

**M. Leduc (Laval)** rappelle brièvement ce qu'il a dit la veille.

Cette motion est d'une importance capitale. Je suis un adversaire convaincu de la conscription et je me demande si la Constitution canadienne se maintiendra toujours telle qu'elle est. La question de la conscription est exclusivement du ressort du fédéral. Les provinces doivent être respectueuses de l'autonomie fédérale. En vertu de la Constitution, la question de la défense du Canada relève donc du gouvernement fédéral. Mais il n'y a rien de plus sujet à modification qu'une constitution. La France, depuis la révolution, en est rendue à sa quatrième république, à sa quatrième Constitution. Ceux donc qui croient, dans la province, que l'Acte de l'Amérique du Nord a un caractère permanent se trompent. Il faut évoluer.

La vie évolue et la Constitution canadienne doit changer selon les événements. Cette évolution modifie l'opinion des dirigeants du Canada sur la question de la conscription. M. King et tous les autres hommes d'État canadiens, lorsqu'ils parlaient d'un effort de guerre modéré, étaient sincères. Seulement, ils ne pouvaient prévoir la tournure des événements, tout comme les pays intéressés directement dans la guerre comme la France et l'Angleterre. Elles (l'Angleterre, la France) et bien d'autres pays avaient cru faire une guerre à la mode de l'ancienne guerre, mais ces pays ont dû mettre de côté leurs théories surannées.

Nous attachons beaucoup trop d'importance aux déclarations, aux discours et aux engagements de nos hommes d'État, sans penser que, depuis le début du conflit, des modifications profondes ont été apportées dans tous les domaines. Bien souvent, les hommes publics font des déclarations que les événements viennent contredire. M. Raymond disait un jour, à Ottawa, sur un débat en marge de la participation, que le Canada devait imiter l'exemple de la Belgique et de la Hollande, pays qui gardaient leur neutralité. Est-ce qu'un chef d'État a pu plus naïvement se tromper?

Ces pays n'ont pas été longtemps neutres, car l'Allemagne s'en est rendue maîtresse, malgré toute neutralité; voilà deux pays qui sont tombés en esclavage et dont une partie des habitants sont encore en esclavage en Allemagne. Quand un chef de parti se trompe ainsi, ses partisans devraient ouvrir les yeux. M. Raymond s'est probablement trompé, de bonne foi, mais ses partisans devraient au moins admettre qu'il s'est trompé et qu'il est facile de se tromper.

Ayons donc le courage d'admettre que, quand un pays est en danger, quand le pays est en guerre, nous avons le devoir impérieux de modifier nos méthodes d'action, nos façons de procéder et notre façon de penser.

Pendant cinq ans, M. King a soutenu à travers le pays les partisans du volontariat. Il était sincère parce qu'il croyait et croit encore que le volontariat est la meilleure méthode d'enrôlement. Je tiens à rendre hommage à M. King qui, par un compromis sur la conscription, a assuré l'exemption à nos jeunes gens du Québec, les fils de cultivateurs particulièrement.

Son premier lieutenant, le général McNaughton, s'est toujours dit opposé à la conscription et il n'a pas craint d'affirmer aux électeurs de Grey-Nord, où il se présentait lors d'une élection partielle, que le volontariat était la meilleure forme d'enrôlement et la meilleure méthode à suivre pour poursuivre la guerre.

M. King, toutefois, a dû faire passer un arrêté ministériel envoyant 16,000 conscrits outre-mer. Il voulait tout simplement, par là, sauver la Confédération, maintenir au pays un gouvernement stable et capable de se faire respecter dans le Canada. Il a été forcé de modifier son attitude, afin de s'adapter aux événements et évoluer.

Par qui, mes honorables amis, auriez-vous remplacé M. King, vous qui ne vouliez pas suivre ses directives? Personne n'a pu répondre à la question. Est-ce Ralston<sup>3</sup>, Bracken<sup>4</sup>, ou McTague? Assurément, ce n'est pas Maxime Raymond<sup>5</sup>. La question fut soulevée lors de la crise du mois de novembre dernier, et vous n'aviez aucun homme dans tout le pays capable d'imposer à l'attention publique et en mesure de remplacer le chef libéral canadien. Si nos adversaires étaient sincères, ils reconnaîtraient que ce sont les libéraux qui ont toujours combattu la conscription.

Certaines gens ont envisagé le danger que le pays tombe sous la direction d'une dictature militaire, advenant le départ de King, si les conservateurs étaient arrivés au pouvoir. Cela s'est vu, dans des pays de l'Amérique latine pour laquelle certains membres de cette Chambre ont de profondes sympathies. On sait comment s'opèrent les changements de gouvernement dans ces pays: en y installant une dictature militaire. M. King nous a évité ce régime et il a toute mon admiration. M. King a, par son geste, sauvé le Canada de la dictature militaire. À cause de son courage, il a droit à l'admiration des Canadiens.

En adoptant l'attitude qu'il a tenue, M. King s'est classé aux rangs des grands hommes du pays. Il s'est fait forcer la main par ses plus irréductibles ennemis, les adversaires du volontariat, les tenants de la conscription, ceux qui n'aiment pas sa législation sociale avancée qui permettra au Canada de passer

allègrement à travers l'après-guerre. Les adversaires des allocations familiales, les nationalistes fanatiques, hautains et orgueilleux ont semé la haine dans le pays, et ont voulu traîner dans la boue, en le vilipendant, une des plus belles figures de l'histoire canadienne contemporaine.

Si M. King a cédé devant la pression exercée sur lui et renié une partie de ses engagements, c'est parce qu'une partie de la province de Québec l'a abandonné, aux dernières élections, et à cause des attaques des fanatiques financiers et des nationalistes violents. Après les élections du 8 août, M. King ne pouvait plus compter sur la province de Québec; il avait à faire face aux adversaires de ses lois sociales et il a cru devoir faire un compromis, mais un compromis admirable.

M. King a, par son acte, sauvé la province contre les fanatiques. C'est lui qui a protégé notre province contre les attaques de ses adversaires et c'est lui qui a sauvé l'unité nationale, essentielle au progrès du pays. Il a voulu sauver les règlements de la mobilisation, il a voulu que nos fils de cultivateurs soient exemptés, que nos étudiants puissent poursuivre leurs études, que tous ceux qui étaient occupés dans les industries essentielles puissent continuer à profiter des exemptions.

Si on veut juger King sur cette question, prenez au moins le pour et le contre. Rappelez ce qu'il a fait pour la province de Québec, son amour marqué pour les Canadiens français et la province de Québec, du courage avec lequel il a combattu les attaques des fanatiques contre notre province et dans l'intérêt de la province. Le moins qu'on puisse faire, c'est de rendre un témoignage d'estime à M. King pour tout ce qu'il a fait pour la province de Québec. Il aurait dû avoir une plus grande reconnaissance de la population.

M. King peut venir dans la province de Québec et il y trouvera bien des amis, car les Canadiens français savent bien qu'il a toujours été leur ami le plus fidèle à Ottawa. Il sera toujours le bienvenu, parce que c'est lui qui a combattu les fanatiques ennemis de notre province. M. King a dû céder à des pressions formidables des financiers toriques et des cris des nationalistes et, pour cette raison, il a droit à l'appui et à l'admiration du Québec.

Je suis moi-même un adversaire acharné de la conscription et on aurait dû donner le crédit aux députés libéraux d'Ottawa qui ont défendu le volontariat à la Chambre des communes, entre autres M. Joseph Jean<sup>6</sup>, le député fédéral de mon comté, qui a présenté un amendement à cet effet. Si la

population avait appuyé le gouvernement Godbout, le 8 août dernier aux élections provinciales, nous n'aurions pas eu la conscription. Chaque action suscite une réaction. L'honorable Godbout a tellement fait au cours des cinq dernières années pour collaborer à l'effort de guerre, tout en défendant en toute occasion les droits du Québec.

Il est faux de prétendre que l'impérialisme britannique soit la cause de la guerre. On reste très vague en parlant de guerres impériales et ce genre de propos ne fait que troubler l'esprit des hommes. Quelle erreur! Dire que l'impérialisme est la cause de cette guerre, c'est mentir et c'est vouloir alimenter les préjugés et empêcher les gens de voir la situation clairement. L'impérialisme a du bon, puisqu'il a permis l'établissement de petits pays indépendants. Va-t-on condamner l'expansion coloniale française qui a fait naître le Canada? Si nous sommes venus les premiers sur ce continent, c'est à cause de l'expansion coloniale française. Les États-Unis sont le fruit de l'expansion coloniale britannique. La France a son empire colonial aujourd'hui, mais je défie qui que ce soit de me prouver que les coloniaux de cet empire jouissent des mêmes libertés parlementaires que la province de Québec dans le Commonwealth britannique. Tous les pays sont nés d'une expansion coloniale.

D'ailleurs, l'impérialisme tend à disparaître parce que les pays s'acheminent vers leur liberté. Ils sont devenus indépendants à leur majorité et c'est ce que le Canada est en train de faire. Le Statut de Westminster a été notre plus grande victoire. Nous ne sommes plus des coloniaux au Canada, nous sommes maîtres chez nous. Nous sommes des membres libres du Commonwealth et, avec le temps, tous les liens seront brisés par le processus d'évolution.

C'est une évolution qui se fait normalement. Lorsque nous serons forts comme nos voisins, nous aurons notre indépendance complète, nous serons libres. Nous marchons nous-mêmes vers l'indépendance que nous souhaitons. Nous nous battons pour notre propre survivance et pour sauver la chrétienté.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Allez-vous voter pour ou contre la motion?

**M. Leduc (Laval)** exprime son admiration à l'honorable lieutenant-colonel Sauvé pour sa conduite noble et courageuse dans cette guerre. Je suis heureux, dit-il, de saluer le député de Deux-Montagnes. Je le félicite de l'élégance de sa

déclaration que je citerai en exemple à mes enfants. Il y aura une réaction dans le peuple. Les nationalistes font du mal à la province et les jeunes gens le leur reprocheront.

La chrétienté et la civilisation ont réellement été en danger, et il cite à cet effet des déclarations du cardinal Villeneuve qui disait instamment que "si le nazisme avait été victorieux en Europe, c'en était fait de la chrétienté pour des siècles à venir".

J'ai une grande admiration pour M. King, je suis pour le volontariat. Je suis un partisan du volontariat qui aurait dû être aidé de toute la sympathie et de toute l'activité du pays et non mis en application par des officiers qui ne comprennent pas leur devoir, ou encore par des nationalistes qui ont semé la haine et pour qui notre grand ennemi n'est pas l'Allemagne. Je crois que c'est par le volontariat que notre effort de guerre donnera les meilleurs résultats. Le meilleur système, c'est le volontariat. Si nous avions appuyé M. King aux dernières élections provinciales, le 8 août dernier, nous n'aurions pas la conscription aujourd'hui.

Si nous n'avions pas tout critiqué ce qui se fait à Ottawa, nous n'aurions pas la conscription. Nous avons constitué des blocs à part, des factions, des syndicats contre le pouvoir fédéral et, dans les autres provinces, il y a eu des réactions en sens contraire, de la même intensité.

Le mal que le Bloc populaire et les nationalistes ont fait aux nôtres n'est pas prêt à disparaître et il faudra du temps pour le réparer, parce qu'on a voulu ainsi la formation d'un mouvement anti-conscriptionniste puissant dans le pays contre la province de Québec. Et ce sont nos jeunes gens qui sont les premières victimes et qui paient pour l'erreur de ces gens-là. Ce sont eux qui devront vivre demain. La vie économique d'un pays est basée sur son commerce extérieur. Ne l'oublions pas. La grande crise a été causée par la mévente du blé de l'Ouest.

Je réitère mon admiration pour M. King pour l'attitude qu'il a tenue. Mais comme je suis toujours un adversaire de la conscription, je suis malheureusement forcé de voter pour la motion du représentant de Québec (M. Chalout), parce qu'aucun amendement n'a été présenté devant la Chambre.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Notre vie est en jeu dans cette guerre.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest):** Notre religion aussi.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Oui, l'honorable député a raison. Malheureusement, il y a beaucoup de gens qui ne s'en rendent pas compte. On n'a pas l'air de se rendre compte, en certains milieux, que le Canada, notre pays, est en guerre. Les membres de cette Assemblée semblent oublier ça. Ils semblent également oublier que notre vie sur le plan national est en jeu. Ce n'est pas une guerre impérialiste; nous nous battons pour notre existence même, pour l'avenir de notre pays.

On discute de la guerre, dans certains groupes comme d'une question académique, comme des collégiens. Il dit que, lorsqu'il écoute les discours sur la motion Chaloult, il se demande s'il n'est pas dans un rêve. De tous les orateurs qui ont discuté de la motion, le premier à reconnaître que le Canada est en guerre et qu'il est du devoir de tous les Canadiens de faire tout en leur pouvoir pour soutenir la cause que les Nations Unies défendent aujourd'hui, et que cette guerre est autant la guerre du Canada que celle d'autres alliés, c'est le chef de l'opposition (M. Godbout). Jusqu'ici, dit-il, on aurait pu croire que le Québec était en guerre contre le gouvernement canadien d'Ottawa. Certaines personnes ne se rendent pas compte que l'issue de cette guerre, que ça leur plaise ou pas, est le maintien ou la destruction de tout ce qui nous est cher au Canada, notamment la religion.

Le but de la motion Chaloult est purement politique: chauffer à blanc le sentiment nationaliste d'une partie de la population et soulever les passions populaires sur une question qui ne regarde nullement la Législature provinciale. La conscription est une question de compétence fédérale et le Québec n'a pas à en discuter. Cette motion est déplacée, malvenue, préjudiciable et inopportune. La conscription est une question de compétence fédérale et ne devrait pas être discutée dans cette Chambre. Un tel débat est nuisible à notre effort de guerre, à la bonne réputation des Canadiens de la province de Québec, et c'est de nature à provoquer ces contreparties en d'autres milieux du pays.

Cette résolution crée l'impression, en dehors des limites de la province, qu'une seule chose nous intéresse, obtenir des exemptions, quand nous devrions appuyer de toutes nos forces nos jeunes gens qui se battent pour nous là-bas. Si on devait tirer des conclusions de certains des discours qui ont été prononcés hier, on serait amené à croire que les renforts qui sont envoyés outre-mer proviennent tous du Québec. En fait, ils proviennent de toutes les provinces et seulement un tiers des hommes de notre province sont envoyés outre-mer.

Je lisais aujourd'hui un discours d'Olivar Asselin, prononcé dans la dernière guerre. Il disait qu'à ce moment 80,000 Canadiens français étaient sous les armes. Dans mon régiment, il y avait beaucoup de Canadiens français. Les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise ont donné leur vie côte à côte pour une cause commune. Plusieurs sont morts au champ d'honneur.

Il (M. Mathewson) dit que son frère est mort pour cette cause et que le lieu de son repos éternel est en sol français. J'avais espéré qu'en enterrant les cadavres des soldats de chez nous morts en Europe, on enterrerait de même temps nos querelles de race, les haines, les émotions et nos divisions intestines.

Malheureusement, il se trouve encore dans les deux groupes des hommes qui aiment agiter les passions. Les propos des nationalistes outranciers, des partisans du Bloc populaire, ne justifient nullement les propos insensés d'un certain pasteur ontarien, Shields, mais ils les provoquent peut-être. Tout cela nous mène à la ruine du pays, si cela continue.

La conduite de la guerre actuelle ne dépend pas d'une province, mais du pays, et cela ne tombe pas dans le domaine de la juridiction provinciale. La Constitution dit que le fédéral est chargé de la défense du pays comme les provinces sont chargées de l'éducation. Seul le fédéral a le droit et le devoir de prendre les décisions nécessaires dans un cas de conflit.

Qu'est-ce que l'on dirait dans la province de Québec si le gouvernement d'Ottawa passait son temps à discuter, comme on le fait ici des questions fédérales, d'une loi que Québec aurait votée sur la question de l'éducation? Nous protesterions avec raison. Il ne faut pas oublier de respecter les droits fédéraux également.

Si nous voulons conserver notre autonomie dans tous les domaines qui sont réservés à ce gouvernement, il faut nous mêler de nos affaires, en observant la Constitution du pays et en respectant l'autonomie des autres, et plus spécifiquement celle du gouvernement fédéral, celle du Canada. Et l'unité et l'harmonie seront possibles. C'est le point de vue de tous les Canadiens bien pensants. Je ne parle pas ici au nom des Anglo-protestants, mais comme Canadien tout court.

Il n'y a pas, à mon sens, une fraction d'un pour cent de la population du pays qui soit favorable à la conscription pour la chose même. Tout le monde au Canada est contre la conscription et contre la guerre, comme tout le monde est contre le cancer, la tuberculose et les fléaux de toutes sortes. Mais on



peut discuter sur les moyens de guérir le cancer. Mais je n'admets pas que nous discussions des décisions qui peuvent être nécessaires pour gagner la guerre. C'est un mal que nous ne sommes pas chargés de guérir et ce n'est pas à une province de décider par quels moyens on gagnera la guerre.

La question vitale qui se pose à l'heure actuelle, c'est de terminer au plus vite cette guerre par la victoire de nos armes. Pour l'amour de nos enfants, ne mettons pas en doute la nécessité de sortir vainqueurs de ce conflit.

On a dit que la guerre ne concernait personne au Canada et que les armées canadiennes devraient être retirées des champs de bataille aussitôt que possible. Ces affirmations seraient évidemment incroyables, si on ne les avait pas entendues. Pour quiconque aime ce pays et son foyer, ses enfants et tout ce qui lui est cher, cette guerre est incontestablement livrée contre le barbarisme et les forces du mal, et elle l'est dans l'intérêt du Canada et des autres pays qui désirent assister au triomphe du christianisme sur le paganisme. Le gouvernement fédéral a été habilité à déterminer les meilleurs moyens à prendre pour gagner la guerre et on devrait le laisser libre de le faire.

Quand la France est tombée, Hitler a dit: "Le sort du monde est réglé pour 1,000 ans". On a dit que nous faisons une guerre impériale. Rien n'est plus faux. Nous ne participons pas à une guerre impériale pour l'Angleterre, pour faire plaisir aux Anglais, aux Américains, aux Français ou aux Russes. Le Canada se bat avec l'Angleterre et d'autres alliés pour empêcher les Allemands et les Japonais de tuer la liberté du monde.

Nous nous battons avec ces grands pays pour tout ce qu'il y a de bon et pour maintenir l'ordre dans le monde et contre ceux qui veulent l'asservir, contre Satan et contre les forces du mal. Dieu merci, nous ne sommes pas seuls dans cette lutte à mort. Nous sommes, tous ensemble, engagés dans une lutte pour la conservation de nos libertés et le maintien ou la destruction de tout ce qui nous est cher au Canada, notamment la religion. Nous combattons tout simplement pour défendre le pays.

Quant à la question des moyens à prendre pour donner des renforts à nos troupes, est-ce à nous de décider si des renforts sont nécessaires au front? Ce n'est pas à nous d'en décider. Le problème des renforts ne concernait qu'Ottawa et il n'appartient pas à la Législature de Québec de discuter cette question. L'opinion de la province de Québec sur le sujet a été exprimée de façon bien catégorique par ses représentants à la Chambre des communes.

Il y a 65 députés de la province de Québec à Ottawa, élus par les mêmes électeurs, qui ont donné un mandat à l'Assemblée législative pour en décider de concert avec les députés des autres provinces. Ils étaient présents lorsque les nouveaux règlements concernant l'envoi de renforts outre-mer ont été adoptés. Ils ont reçu des renseignements dont ne disposaient pas encore les membres de la Législature. Ils ont voté selon leur conscience et leur compréhension et seront jugés par leurs électeurs en temps opportun. M. King et son cabinet ont étudié la situation et, avec l'appui de la majorité des députés, ils ont été obligés de prendre ce moyen pour fournir des renforts à notre armée, parce que c'était nécessaire.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Les députés qui ont appuyé King n'avaient-ils pas l'intention d'obtenir des portefeuilles?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** S'ils ont l'intention, ils n'ont qu'à venir à Québec, où l'on distribue les portefeuilles si largement.

(Rires et applaudissements)

**Voix à gauche:** Il n'y a que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) qui n'en a pas eu.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si mon honorable ami des Îles-de-la-Madeleine se faisait élire au Parlement fédéral, il serait peut-être plus chanceux qu'à Québec.

(Rires à droite)

Je demande aux nationalistes de réfléchir sur la situation qui leur est faite dans la province de Québec. Pas un autre pays au monde ne leur permettrait de parler comme ils le font dans les circonstances tragiques que traversent les peuples de la terre. On peut différer d'opinion, mais on devrait au moins avoir le cœur de donner appui à ceux qui ont le grand courage d'aller affronter la mort pour la défense de leur pays. Je crois que la motion Chaloult est inopportune, hors d'ordre, mal à propos, nuisible. Sans aucune hésitation, je voterai contre la motion.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Il y a 24 ans que je fais des discours contre la conscription et, si Dieu me prête vie, je fêterai mes noces d'argent d'anticonscriptionniste. Dès mon entrée dans la politique, les chefs de mon parti m'ont enseigné que la différence essentielle entre le Parti libéral et le Parti tory résidait dans le fait que les libéraux prêchèrent une politique d'autonomie canadienne et

d'indépendance et que la conscription symbolisait la politique de dépendance et de colonialisme du Parti conservateur.

La conscription a toujours symbolisé pour moi l'aboutissement final d'un système politique rétrograde issu d'une mentalité coloniale dont nous nous sommes débarrassés. Son seul rôle me paraît être de servir de pierre d'achoppement pour empêcher qu'aux heures solennelles de notre histoire, nous ayons l'impression de jouir de la libre détermination de notre destinée. Par surcroît, la conscription est une atteinte aux intérêts les mieux compris du Canada.

Les libéraux défendaient l'autonomie et tendaient toujours de plus en plus à l'indépendance du Canada. C'est de cette donnée que découle leur opposition irréductible à la conscription. À toutes les heures graves de l'histoire, les libéraux l'ont combattue. Des orateurs précédents ont exposé le côté sentimental et le côté historique de la question. Je veux apporter un aspect nouveau à la question, en faire voir le côté pratique, matériel et économique.

Que signifie la conscription au point de vue pratique? En 1914, avant la Première Grande Guerre, la dette publique totale du Canada, y compris les chemins de fer, était de \$330,000,000 et nous n'avions pas alors le système actuel de fiscalité à peu près confiscatoire qui pèse sur nos épaules. À la suite de notre entrée dans cette Deuxième Guerre qui n'est pas encore terminée, notre dette est montée à plus de \$20,000,000,000. En 1939, le budget fédéral était de \$502,000,000. Pour l'exercice fiscal terminé le 31 mars 1943, le ministre des Finances demandait \$2,800,000,000 qui furent supplémentés par deux emprunts au total de \$2,500,000.

Notre dette a été multipliée par 60 en quelques années, tandis que la population n'augmentait pas dans la même proportion. La population de sept millions et demi en 1914 n'était que de 11 millions en 1941<sup>7</sup>. Voilà où nous a conduit notre immixtion dans deux guerres, immixtion qui peut être aggravée par la conscription. C'est un désastre économique et personne ne peut reprocher de regarder l'avenir et de nous demander ce qu'il nous réserve. On ne saurait mettre en doute notre droit légitime d'y voir une menace de ruine.

Un aspect de la question n'a pas été suffisamment examiné. Si l'on analyse les causes de la conscription, on réalise qu'elles remontent à une conscription tory sous la direction de M. Meighen<sup>8</sup> et par le vieux bloc capitaliste de financiers de Montréal et de Toronto qui l'avait rendue inévitable en 1917, qui, par une révolution de palais en 1941,

ont ramené l'énervement dans le pays en nommant M. Meighen, chef du Parti tory qu'on a forcé de sortir du sénat canadien.

C'est pour éviter l'arrivée au pouvoir de ce groupe conscriptionniste, ce qui nous aurait valu la conscription totale, que le gouvernement fédéral a temporisé en instituant le plébiscite. M. King a été obligé de surenchérir sur les conservateurs pour leur faire échec et les empêcher de prendre le pouvoir. Dans le temps, pas une voix de l'Union nationale ne s'est élevée pour protester contre la conspiration qui s'amorçait contre la province de Québec.

Dans son discours, mercredi, le ministre de la Voirie, (l'honorable M. Talbot), avait déclaré qu'il fut le seul à parler sur le plébiscite, à la radio. Le Parti libéral provincial est intervenu dans le plébiscite. J'ai été le premier à prêcher le "non" dans une assemblée à Sainte-Anne de Beaupré, avec deux ministres du gouvernement libéral, MM. Wilfrid Hamel et Oscar Drouin, pour demander aux électeurs de voter dans la négative. Il accuse (M. Dumoulin) les membres de l'Union nationale d'être le reflet des conservateurs fédéraux. J'ai voté en faveur de la motion Dumaine contre la conscription.

Le premier ministre reste l'ami des tories qui sont à la source de la conscription. En 1933, à la convention de Sherbrooke, où le député de Matane était présent, dès qu'il a été nommé chef, le premier ministre s'est empressé d'envoyer au super chef un aimable télégramme de félicitations au premier ministre fédéral, M. R. B. Bennett.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** À l'ordre. Sherbrooke n'a rien à voir avec la motion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le député de Montmorency, dit-il, s'écarte du sujet de la discussion.

**M. l'Orateur:** À l'ordre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je me ferai un devoir de ne pas rappeler le télégramme aimable de félicitations du premier ministre à M. Bennett.

(Rires)

On a parlé des ministres fédéraux de 1940 et de leurs engagements. J'admets que M. King, sous la poussée des événements, a cédé aux partisans de la conscription. Mais d'autres chefs libéraux, comme les Lapointe, les Cardin, les Dandurand<sup>9</sup>, les Power<sup>10</sup>, ont tenu la parole donnée à leurs électeurs. Puis-je poser une question au premier ministre? Est-il d'opinion que M. Lapointe a manqué à quelqu'une de ses promesses?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non seulement il a manqué à une promesse, mais il a manqué à toutes celles qu'il a faites sur la guerre et la conscription.

**M. Dumoulin (Montmorency):** En quoi? Le premier ministre pourrait-il préciser en quelles circonstances?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Lapointe est allé à Saint-Flavien de Lotbinière en 1937, et il y a promis que le Canada ne participerait pas aux guerres étrangères. Non seulement il a dit cela, mais il a promis que le leader du gouvernement ne prendrait pas de moyens détournés pour envoyer des gens de Québec dans les autres provinces et en dehors du pays. Et c'est le contraire qui s'est produit.

Les soldats canadiens sont allés à Kiska, à Terre-neuve, au Labrador et ailleurs. À Limoilou, en 1938 et dans son propre comté, M. Lapointe a promis carrément que pas un seul soldat canadien ne sortirait du pays pour participer à une guerre étrangère et que les armements étaient pour défendre au Canada les intérêts canadiens.

M. Lapointe a manqué à toutes ses promesses faites à Sainte-Flavien et à Québec. Je regrette que l'on m'ait posé cette question parce que je ne veux pas anticiper sur le jugement de l'Éternel.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je ne puis partager l'opinion du premier ministre. Le premier ministre me dira-t-il, maintenant, si M. Cardin a manqué à ses engagements?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député veut me tendre un piège, mais le piège ne pèse pas plus que celui qui le tend<sup>11</sup>. Je dis que tous les ministres fédéraux, quels qu'ils soient, ont manqué à leurs engagements, mais je félicite M. Cardin d'avoir eu le cœur de lancer son portefeuille à la tête de M. King parce qu'il ne voulait pas suivre sa politique.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je suis satisfait de sa déclaration à l'effet que M. Cardin a manqué à ses promesses.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** Le député me dira-t-il s'il croit que le chef de l'opposition a manqué à ses engagements? A-t-il tenu ses promesses?

**Des voix à gauche:** À l'ordre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Oh! Beaucoup plus que le premier ministre national, depuis 1936. Je suis heureux d'entendre le premier ministre dire que M. Cardin a manqué à ses promesses. Je vais répondre à ce ministre qui ne lancera jamais son portefeuille à la tête de personne, ni à la figure de son chef. Cet abandon de portefeuille a déjà eu lieu à Québec dans le cas du représentant de Laval (M. Leduc).

(Rires)

(Il se produit un remous)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur** rappelle le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) à l'ordre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le chef de l'opposition a tenu toutes ses promesses et il a donné, hier soir, avec franchise, avec courage une marque de sincérité comme ne donnent pas souvent les hommes publics. Personne ne peut nier cela, excepté quelques fanatiques dont l'opinion ne compte pas.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** (Éberlué, se croyant visé) essaie de parler, mais une nouvelle clameur le réduit au silence.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Que le secrétaire de la province me dise donc si son chef a tenu ses promesses, lui, en 1936, et comme il a l'art d'ignorer bien des choses, qu'il s'informe auprès du député de Québec-Comté... Le secrétaire de la province...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmorency, qui est un gentilhomme, devrait s'en tenir à la motion.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Très bien. Je veux rendre hommage à la sincérité du député de Notre-Dame-de-Grâce. J'espère qu'après la guerre, tous les motifs de dissension disparaîtront au Canada. Tous les députés devraient être unanimes à comprendre que le seul remède aux ennuis qui divisent actuellement la nation canadienne, c'est de suivre le cours normal de nos destinées et d'en arriver, sans heurts et sans secousses, à la réalisation de notre indépendance absolue et complète. Cette indépendance ne se réalisera jamais par la guerre civile, mais dans un grand sentiment d'unité

nationale qui ne manquera pas de se matérialiser après la guerre et qui traversera le pays, qui engloberait tous les Canadiens, à quelque race qu'ils appartiennent.

Ce sera alors l'occasion de devenir complètement indépendants. Nous voulons vivre par nous-mêmes notre vie nationale. Il cite l'exemple des 11 colonies américaines qui se sont affranchies de leur allégeance britannique en 1776 et qui sont devenues un grand pays. Il ne faut pas des provocations inutiles. Nous avons le devoir, dans toute la mesure du possible, de donner aux héros de cette guerre une situation qui ne les exposera plus à de nombreux sacrifices, eux qui se sont battus pour une cause dont on ne peut dire qu'elle est celle de la race et du pays.

Quand nous aurons compris ce que ces années de tourmente nous ont coûté, au détriment de la bonne entente, et quand nous aurons fait le recensement de ce que nous rapporte la guerre actuelle, nous aurons, je l'espère, un sursaut durable de canadianisme et il sera de notre devoir, à nous, Canadiens français, de nous y associer avec noblesse et qu'il ne faudra pas compromettre cependant par des provocations inutiles. Nous fuirons ces occasions de querelle dont la conscription n'a été que le symbole.

Ayant toujours prôné dans tous ses discours une participation volontaire, il (M. Dumoulin) votera pour la motion parce qu'il veut racheter les promesses qu'il a faites et rester fidèle à ses convictions inébranlables. En votant pour la motion, il a l'impression de donner un vote profondément canadien.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)<sup>12</sup>:** Je veux, dit-il, parler au nom de la minorité et je veux être bref en prenant part à ce malheureux débat. C'est la quatrième session parlementaire à laquelle j'assiste et, à chaque session, mon collègue du comté de Québec est toujours arrivé avec une motion de blâme à l'endroit du gouvernement central du pays. Cette motion n'aurait jamais dû être présentée à l'Assemblée législative parce qu'elle traite d'une question purement fédérale.

Le gouvernement fédéral a pris une décision. Que nous soyons pour ou contre, cela ne change rien à l'affaire. Quel sera l'effet de cette discussion pour la province à travers le Canada? La Chambre provinciale n'a pas juridiction pour juger de cette question. Depuis le début de cette session, on a beaucoup parlé de l'autonomie provinciale. Si le gouvernement fédéral dictait à la province ce qu'elle doit faire ou ne pas faire, le gouvernement provincial

serait le premier à protester. Mais devons-nous lui imposer les nôtres?

Je crois que le gouvernement fédéral a le droit, lui aussi, de s'attendre à la même courtoisie de la part de la Législature du Québec. Le gouvernement fédéral fait son travail. Nous avons le nôtre à accomplir, ici, et la meilleure chose pour nous, c'est de ne pas nous immiscer dans les affaires fédérales. Par conséquent, je crois que cette motion n'aurait pas dû être présentée dans cette Chambre.

La question se présente sous plusieurs angles, dont l'angle politique. Une élection fédérale sera bientôt tenue. Quelle sera la situation du Québec? Allons-nous adopter une politique d'isolationnisme et nous ranger à côté du reste du Canada? Québec doit rester comme la première province du dominion. La meilleure façon d'y arriver et de nous protéger, c'est de replacer au pouvoir l'homme qui a été le meilleur ami du Québec en ces 12 dernières années. Le peuple le jugera et j'espère que le peuple sera juste pour l'homme qui dirige le gouvernement. Agir autrement serait faire le jeu du pasteur Shields, de M. Drew et de M. Bracken qui ont insulté la province de Québec.

Tout le monde est contre la coercition, mais on a beau discuter maintenant d'une question qui d'ailleurs n'est aucunement du ressort des provinces, cela ne changera absolument rien, car le gouvernement fédéral, depuis 1942 déjà, a le pouvoir d'imposer la conscription pour service outre-mer et le besoin s'en fait sentir. Mon collègue s'est prononcé pour King et la conscription, et je partage ses idées, représentant comme lui en cette Chambre les idées et les intérêts de mes électeurs.

La province devra faire son choix entre le Parti libéral, le parti C.C.F. et le Parti progressiste conservateur. Nous connaissons bien les idées et le programme de guerre du C.C.F. et des conservateurs dits progressistes. M. Bracken est allé dans Grey-Nord et s'est servi de la province de Québec comme d'un "football" politique. Toutes les insultes possibles ont été lancées contre notre province par M. Bracken, chef d'un parti auquel appartiennent plusieurs membres de la droite, et par ses collègues, M. Drew et le pasteur Shields.

Il faut se tenir à mi-chemin entre les radicaux et les réactionnaires. Québec se diminuerait en se retranchant comme un bloc à part. Je ne veux pas que la province se place dans une mauvaise position simplement pour suivre un bloc ou un groupe particulier. Mélon-nous de nos affaires. Que Québec reste ferme sur ses positions! C'est le foyer de mes enfants et j'espère que ce sera le "home" de mes petits-enfants.

Cette motion peut placer la province de Québec dans une fausse posture vis-à-vis du reste du Canada. Je veux que la province garde sa place parmi les autres dans la Confédération et c'est pour cette raison que je voterai contre la motion Chaloult. Je m'y oppose aussi parce que nous n'avons pas le droit de discuter une décision aussi grave et encore moins celui de la voter. Je voterai contre la motion Chaloult pour ne pas intervenir dans un domaine qui n'appartient pas aux provinces et pour ne pas faire le jeu des ennemis de la province de Québec, les Bracken, les Drew et les Shields.

Le débat est suspendu.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 (intitulé) loi des allocations familiales;
- bill 3 concernant l'amélioration de la voirie provinciale;
- bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de magistrat;
- bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles relativement aux véhicules de ferme.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi des allocations familiales;

3 Loi concernant l'amélioration de la voirie provinciale;

8 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit de Montréal et la Cour de Magistrat;

9 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles relativement aux véhicules de ferme.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Motions des députés:**

##### **Conscription pour service outre-mer**

La Chambre reprend le débat, sur la motion de M. Chaloult proposant que:

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer;

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés;

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

**M. Lizotte (Kamouraska)**<sup>13</sup>: M. l'Orateur, mon premier devoir est de vous féliciter, et je le fais avec grand plaisir. J'ai eu connaissance des étapes de la politique de guerre du gouvernement lorsque je siégeais à Ottawa, de 1940 à 1944, et c'est la première fois que j'ai le plaisir d'adresser la parole

en cette Chambre, où nous avons l'avantage de parler français et d'être compris de nos collègues de langue anglaise.

J'ai siégé pendant cinq ans à la Chambre des communes et, après avoir tant entendu parler de conscription à Ottawa, je trouve singulier que la même question fasse l'objet des débats de l'Assemblée législative. C'est une question posthume, puisque la conscription a été votée. La conscription existe, du moins partiellement, depuis la passation de l'arrêté ministériel ordonnant l'envoi de 16,000 conscrits outre-mer. C'est aussi de la moutarde après dîner, peut-être pour nous aider à digérer la conscription.

La motion est rédigée dans des termes provocateurs, mais je puis assurer mon honorable ami de Québec-Comté que je vais voter pour sa motion, car elle est conforme à mon opinion. C'est une question qui intéresse toute la province et toutes les autres provinces du pays, bien qu'elles n'aient pas la même mentalité que nous. Je reste assez libéral pour respecter l'opinion des autres, comme je veux qu'on respecte la mienne.

En 1939, le Canada est entré en guerre et, en 1940, il y a eu une loi de mobilisation générale après qu'on se fût rendu compte que Hitler était à la veille de dominer l'Europe entière, après avoir subjugué notre ancienne mère-patrie, la France. Il s'agit en ce moment de la conscription pour service outre-mer et non pas de la conscription pour service dans le pays. Ce sont là deux questions bien différentes. Dans son discours, le représentant de Québec (M. Chaloult) a insisté sur le fait que la loi de mobilisation de 1940 portait le germe de la conscription pour outre-mer. Les gens du Bloc n'ont pas insisté beaucoup sur ce chapitre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Est-ce bien en 1940, la mobilisation?

**M. Lizotte (Kamouraska):** C'est que la loi de mobilisation de 1940 a été votée presque à l'unanimité de la Chambre. Je le sais, car j'y étais et j'ai voté en faveur. Seulement deux députés de langue française ont voté contre, et ce sont deux députés de la province de Québec: M. Wilfrid Lacroix, député de Québec-Montmorency, et le suave M. Liguori Lacombe, député de Laval-Deux-Montagnes.

Il y avait pourtant à Ottawa des députés qui se prétendaient les représentants de l'Union nationale. Il y avait, par exemple, M. Sasseville Roy, élu député de Gaspé et ami de l'Union nationale qui siégeait avec le Parti national-conservateur, qui

n'avait pas encore renié ses amis conservateurs. Lorsque le vote a été pris, il s'est allé se cacher derrière les rideaux de la Chambre, afin de ne pas voter et de ne pas déplaire par son vote à ses amis conservateurs.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** M. Roy n'était pas député.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Mais oui, il avait été élu en 1940. (S'adressant directement à M. Laurendeau), M. Maxime Raymond, chef du Bloc, a voté pour la loi de mobilisation en 1940, de même que le député de Beauce (M. Lacroix) dont je déplore l'absence aujourd'hui, et le Dr Pierre Gauthier, alors député de Portneuf et qui était organisateur du Bloc populaire.

J'ai voté pour la loi de mobilisation moi-même. Et je n'ai pas honte de mon vote. Si c'était à recommencer, je ferais de même. Nous étions aux jours sombres du printemps de 1940 où les cœurs saignaient, où la France capitulait et agonisait; à cette époque, nous étions tous dans l'émoi. Nous croyions qu'Hitler était pour se jeter sur les îles britanniques et il a probablement perdu alors sa meilleure chance de gagner la guerre. Nous pensions que notre pays deviendrait aussi la proie du dictateur allemand. Nous avions la conviction que notre pays était en danger. Tous ceux qui avaient du cœur étaient dans la crainte.

Les députés de la province de Québec ont voté la loi de mobilisation parce qu'elle ne s'appliquait qu'au service territorial, qu'elle concernait la défense du territoire canadien, seulement, et donnait aux députés la garantie que nos enfants ne sortiraient pas du territoire canadien. Tout le monde croyait, alors, qu'il était de son devoir de se battre pour la défense du Canada.

Une ligue, qu'on appelait *Ligue pour la défense du Canada* avait été fondée et sous les auspices de laquelle j'ai porté la parole. Le député de Laurier (M. Laurendeau), en était le secrétaire, l'âme dirigeante. J'ai même parlé à ses côtés dans cette campagne. Tous les hommes de cœur voulaient défendre le Canada.

La loi prévoyait des sursis ou des exemptions pour les fils de cultivateurs, les étudiants, les fils de pêcheurs, tous ceux qui accomplissaient des fonctions jugées essentielles à l'effort de guerre du pays. C'était juste et j'étais fier d'appuyer une telle loi.

C'était le devoir de tout homme de cœur de voter pour une loi qui assurait la défense du pays et

qui garantissait que les soldats seraient envoyés dans les limites du pays seulement. Alors, M. l'Orateur, à quel spectacle avons-nous assisté?

Tous les partis politiques avaient promis au mois de mars 1940, les libéraux de même que les conservateurs de M. Manion<sup>14</sup>, qu'il n'y aurait pas de conscription. C'est à qui l'aurait crié le plus fort. Pourtant, lorsque la loi de mobilisation a été présentée, les conservateurs, la voix encore éraillée de leurs cris de protestations contre la conscription, se sont mis à crier en Chambre: Donnez-nous la conscription pour outre-mer.

Ils ont continué à crier, à comploter, à conspirer, jusqu'au moment où une crise est venue d'Ottawa et où ils ont réussi. Ce cri s'est répercuté jusqu'au résultat pas très beau que nous avons eu, malheureusement.

En 1941, un grand malheur s'est abattu sur le pays. Celui qui représentait mieux la mentalité canadienne-française, Ernest Lapointe est mort. Si Lapointe avait vécu, et je puis invoquer mon opinion parce qu'elle est basée sur des conversations intimes que j'ai eues avec lui, si Lapointe avait vécu, il n'y aurait pas eu plébiscite et pas de conscription pour outre-mer.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Lizotte) croyait qu'en venant à la Législature de Québec, il entendrait parler de questions provinciales, mais depuis l'ouverture de la session, on ne traite que de questions fédérales.

À Ottawa, j'ai fait mon devoir.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri)** fait une mise au point, ici.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Vous avez parlé de l'attitude de M. Lapointe. Que pensez-vous de celle des autres ministres fédéraux?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Je me suis borné à parler de M. Lapointe.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Qu'est-ce que vous pensez... des autres ministres?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Que le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) en pense ce qu'il voudra. Qu'il le dise si ça lui plaît, mais, pourquoi veut-il me faire dire ce qu'il pense.

J'ai voté contre le plébiscite parce que je considérais que c'était une loi dangereuse, une mesure qui nous amènerait la conscription. J'ai fait

de nombreuses assemblées en plusieurs endroits, pour demander à mes compatriotes de répondre "non" au plébiscite. Après avoir voté contre ce projet de loi à la Chambre des communes, j'ai parlé à Montréal en faveur du "non" au plébiscite; à cette assemblée comme à toutes celles que j'ai tenues, je n'ai pas vu beaucoup de ces messieurs que je vois aujourd'hui devant moi et qui sont devenus députés de l'Union nationale.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Qu'est-ce que vous pensez du scandale du marché Bonsecours?

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Au marché Atwater, vous avez laissé M. Lacombe seul. Moi, j'y suis allé à votre assemblée du marché Atwater à Montréal.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Eh bien, je n'ai pas vu le député de Saint-Henri à cette assemblée. Il est peut être arrivé en retard mais nous n'étions pas obligés de l'attendre.

(Rires)<sup>15</sup>

**M. Bellemare (Champlain):** Le député de Kamouraska n'est certainement pas venu dans Champlain, parce que nous avons tenu des assemblées contre le plébiscite.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Je ne suis pas allé dans Champlain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 6 heures et je demande aux députés intéressés s'ils sont prêts à terminer le débat sur la conscription?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Je propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Sylvestre), l'ajournement.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *Le Devoir* du 23 février 1945, à la page 1, note: "L'assistance assidûment nombreuse et intéressée est loin de décourager les orateurs. On note aussi depuis le début des assises législatives un contingent plus considérable de journalistes, notamment chez les représentants d'hebdomadaires."

2. *La Patrie* du 23 février 1945 à la page 13, consacre un article entier à cette question du testament de M. Arthur Roy: "L'Assemblée législative aura prochainement à se prononcer sur un cas extraordinaire de testament. Il s'agit de la succession de feu Arthur Roy, d'Outremont, décédé le 27 décembre 1929. La pétition demandant à changer le document est présentée par sa veuve, Marie-Antoinette-Louise de Montigny, d'Outremont. À la mort du testamentaire, la succession s'élevait à environ un million de dollars. La veuve reçoit le revenu de la succession jusqu'à sa mort, son mariage ou son entrée en religion, alors que le capital peut être réparti de trois manières, dans l'ordre: 1. aux petites sœurs des Pauvres de Montréal; 2. en cas de refus, le legs irait à l'hôpital Notre-Dame; 3. en dernier ressort, à la ville de Montréal. Mme Roy, dans sa pétition, dit que les conditions de la vie ayant changé, elle peut difficilement, avec ses revenus actuels, continuer à vivre sur le ton auquel elle est habituée. Elle propose donc d'en venir à une entente en soustrayant \$400,000 du capital et en le divisant comme suit: \$100,000 aux petites sœurs des Pauvres; \$100,000 à l'hôpital Notre-Dame et \$200,000 à la veuve. La succession continuerait d'être administrée par les exécuteurs testamentaires et tous les revenus seraient payés à Mme Roy, tant qu'elle restera veuve, sous la réserve que, si le revenu ne s'élève pas à \$12,000 par année, la différence entre ce montant et la somme obtenue devra lui être payée à même le capital."

3. Le Colonel James Layton Ralston a combattu en Europe, lors de la Première guerre mondiale, a été élu à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1911 et 1916, défait en 1920 et 1926, année qui marque sa rentrée d'abord, le 8 octobre, comme ministre de la Défense dans le cabinet King; il fut élu par acclamation à la Chambre des communes, lors d'une élection partielle, dans le comté de Shelbourne-Yarmouth (Nouvelle-Écosse), qui s'est tenue le 2 novembre 1926. Il se retire en 1930 de la politique fédérale pour se consacrer à la pratique du

droit dans une firme montréalaise (1930-1935). Il est réélu à Ottawa lors de l'élection partielle du 2 janvier 1940, et encore lors de l'élection générale de 1940. Le 5 juillet de la même année, il est nommé ministre de la Défense nationale, portefeuille qu'il quittera en octobre 1944.

4. John Bracken, premier ministre de l'Alberta de 1922 jusqu'au 8 janvier 1943, était, depuis le 11 décembre 1942, chef du Parti conservateur qu'il a renommé le Parti progressiste conservateur. (Référence: Kendel, John. *John Bracken: A Political Biography*. Toronto, University of Toronto Press, 1979, pp. 183-237. (314 p.) et Johnson, J. K. (éd.). *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*, Ottawa, Public Archives of Canada, 1968, 68-69. (731 p.)

5. Chef du Bloc populaire canadien, Maxime Raymond a été élu à la Chambre des communes (comté de Beauharnois-Laprairie) aux élections générales de 1925, 1926, 1930, 1935 et 1940.

6. M. Joseph Jean a été élu député libéral à la Chambre des communes (circonscription de Mercier, Québec) la première fois lors d'une élection complémentaire le 27 juin 1932; il a été réélu aux élections générales de 1935 et 1940.

7. *Le Devoir*, parle d'une augmentation de la population de 50 %.

8. M. Arthur Meighen a été élu à la Chambre des communes pour la première fois en 1908 dans Portage-Laprairie au Manitoba et il a été réélu en 1911. Il a été défait en 1913 et 1917. Il a été solliciteur général du 2 octobre 1915 au 3 octobre 1917. Il a également occupé le poste de secrétaire d'État du 25 août 1917 au 11 octobre 1917, de ministre de l'Intérieur et surintendant général des Affaires indiennes du 12 octobre 1917 au 9 juillet 1920. Lors de la démission de Borden en 1920, celui-ci, après avoir offert la succession à Thomas White qui refusa pour des raisons de santé, offrit le poste à Arthur Meighen que l'on surnomme le ministre "conscriptoniste". (Rumulliy, Robert. *Histoire de la Province du Québec*, Montréal, Éditions Chantecler, ltée, 1952, pp. 7-17.)

9. M. Raoul Dandurand a été sénateur libéral nommé le 22 janvier 1898. Il a occupé plusieurs fonctions comme Orateur au Sénat (1905-1909), ministre sans portefeuille du 29 décembre 1921 au 28 juin 1926,



du 25 septembre 1926 au 6 août 1930 et du 23 octobre 1935 au 11 mars 1942, leader libéral au Sénat (1930-1935) et représentant canadien à l'Assemblée de la Ligue des Nations de Genève (1924). (Johnson, J. K. *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, p. 150)

10. M. Charles Gavan Power a été élu pour la première fois à titre de député libéral à la Chambre des communes en 1917 dans le comté de Québec-Sud; il a été réélu en 1921, 1925, 1926, 1930, 1935, 1940, 1945. Il a également occupé plusieurs fonctions comme celles de ministre des Pensions et de la Santé (1935-1939), Maître de poste (1939-1940), ministre de la Défense nationale (air) (1940-1944), ministre associé de la Défense nationale (1940-1944) et finalement il est appelé au Sénat (1955). (Johnson, J. K. *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, p. 472)

11. *Le Nouvelliste* du 23 février 1942, à la page 7, donne cette version: "Le piège est tellement lourd qu'il est aussi pesant que celui qui le tend."

12. Selon *La Tribune* du 23 février 1945, à la page 8, M. Guérin aurait parlé en anglais.

13. Nous avons repris le débat sur la motion de M. Chaloult à ce moment, car le journal *The Chronicle Telegraph* spécifiait que les bills "ont tous été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur du Québec, M. Eugène Fiset, à environ cinq heures trente". Le lieutenant-gouverneur a sanctionné quatre nouvelles lois, ce qui peut prendre au plus 25 minutes et l'intervention de M. Lizotte, après évaluation, prend au plus quinze minutes.

14. M. Robert James Manion a d'abord fait carrière dans le domaine militaire à titre de directeur de la défense passive civile durant la Deuxième guerre mondiale. Il a été élu à la Chambre des communes comme député conservateur en 1917 dans la circonscription de Fort-William-Rainy River (Ontario), réélu en 1921, 1925, 1926, 1930 et il a été défait en 1935. Il a occupé plusieurs fonctions comme celle de ministre du Retour à la vie civile (1921), ministre par intérim de l'Immigration, de la Colonisation, du Travail, du Retour à la vie civile et de la Santé (1926), ministre des Chemins de fer et Canaux (1930-1935). Il a également occupé le poste de chef du Parti conservateur (1938-1940). (Johnson,

J. K. *The Canadian Directory of Parliament 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, pp. 349-350)

15. *Le Canada* du 23 février 1945, à la page 12, précise que l'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri) se penche sur son pupitre pour ne pas être emporté par la vague de rires qui déferlent sur nos deux amis Hormisdas, M. Langlais et M. Delisle. Ce passage semble être un commentaire partisan d'un journal dont l'attachement au Parti libéral est connu.



## Première séance du vendredi 23 février 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

**Prolongation de délais  
pour présentation de bills privés**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 9 mars prochain inclusivement; que les délais fixés pour la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 23 mars prochain inclusivement; et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Adopté.

**Électrification rurale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Perception des amendes**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 pour assurer un contrôle efficace de la perception des amendes.

Il s'agit de répondre aux légitimes demandes des secrétaires-trésoriers obligés de faire gratuitement douze rapports par année, de clarifier la loi et d'assurer une meilleure répartition des amendes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre tienne, jusqu'à nouvel ordre,

deux séances par jour les mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine: la première, de trois à six heures de l'après-midi, et la deuxième, de huit heures à onze heures et demie du soir; et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement; et deux séances le vendredi: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures à six heures de l'après-midi, et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du jeudi.

La motion a pour but de faciliter la marche diligente des procédures parlementaires et d'abrégier la session si possible. Je veux sauver du temps et de l'argent aux contribuables en faisant travailler les députés un peu plus longtemps. Les sessions coûtent des milliers de dollars par jour. Les dernières sessions ont duré jusqu'à cinq mois, ce qui était manifestement trop long. Nous ne voulons plus de session de quatre ou cinq mois. Il ne faut pas donner l'impression que les députés et les ministres font perdre le temps et l'argent du peuple. De l'avis de tous les députés, il faut revenir à des sessions plus courtes.

**M. Godbout (L'Islet), M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M. Chaloult (Québec)** s'opposent à la motion alléguant qu'elle empiète sur leurs privilèges de députés, à qui on réservait habituellement le vendredi pour la présentation de leurs motions et faire entendre les demandes de leurs commettants.

**M. Godbout (L'Islet), M. Laurendeau (Montréal-Laurier), M. Chaloult (Québec), M. Dumaine (Bagot), M. Francoeur (Montréal-Mercier), M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) et M. Plourde (Arthabaska)** s'élèvent contre la motion, prétextant qu'il faut aux députés du temps pour prendre connaissance des législations apportées devant la Chambre par le gouvernement qui, lui, a le temps de préparer ses lois avant de les soumettre aux députés.

**M. Godbout (L'Islet):** Je proteste, au nom de l'opposition, contre la hâte du gouvernement à passer des mesures importantes. Je demande au gouvernement d'être raisonnable pour les députés, de

leur donner les bills dans leur forme définitive et de les imprimer sans retard, pour que les représentants du peuple aient le temps d'en faire une étude approfondie. Des projets de loi ne sont pas encore imprimés et, avec deux séances par jour, le gouvernement pourrait forcer les députés à étudier des mesures qu'ils n'auront pas le temps d'étudier suffisamment, et il se peut qu'on tente de presser l'adoption d'une loi avant que les députés n'aient pu se rendre compte de ce que contient le bill. Le premier ministre s'est si peu gêné pour retarder les sessions dans le passé que l'on peut lui demander de ne pas faire étudier les lois à la vapeur. La motion n'a pas de sens et le premier ministre ne devrait pas insister.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le Bloc populaire, qui n'est pas le groupe d'opposition officielle, est dans une situation difficile, encore parce qu'il n'a pas de conseillers juridiques à sa disposition pour le guider dans l'examen des textes de loi. On ne peut exiger qu'il donne son vote sans avoir étudié raisonnablement les législations présentées. Les droits des députés doivent être préservés et il (M. Laurendeau) est opposé à la motion.

**M. Chaloult (Québec)** dit qu'il ne dispose pas d'un personnel légal et on ne peut exiger qu'il donne son vote sans avoir raisonnablement étudié la législation présentée. Il félicite le gouvernement de la façon dont il traite les oppositions non-officielles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'opposition est à la merci du gouvernement et le premier ministre met de côté les privilèges des députés. Avec deux séances par jour, le gouvernement pourrait accélérer la législation en faisant les deuxième et troisième lectures successivement à chacune des séances de la journée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même si le gouvernement essayait, il ne réussirait pas, puisqu'il y a 37 députés libéraux, tous des orateurs, qui ont chacun un droit de parole d'une heure et qui, par conséquent, pourraient prolonger une séance indéfiniment.

**M. Plourde (Arthabaska)** suggère que la Chambre siège à dix heures le vendredi matin et que le gouvernement permette aux députés de partir à une heure, ou une heure trente, pour que les députés prennent le train dans l'après-midi et retournent chez eux le vendredi soir. À six heures le vendredi, les

convois, en direction du Bas-du-Fleuve, des Bois francs et même de la région de Montréal, sont partis. Les députés ne peuvent arriver chez eux avant le samedi soir avec le système de deux séances le vendredi, ce qui les empêche de s'occuper de leurs affaires personnelles.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Mesure hitlérienne et vexatoire que cette mesure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il ne comprend pas l'attitude de l'opposition lorsqu'elle s'objecte à la tenue de deux séances par jour, quatre jours par semaine. Cette initiative serait à l'avantage des députés eux-mêmes parce qu'elle permettrait de dissiper l'impression de perte de temps qu'ont les gens dans certains milieux. Aucun gouvernement n'a encore eu plus de prévenance et de générosité pour les oppositionnistes. Mon gouvernement leur a fourni toutes les facilités pour aider à l'expédition de leurs travaux. On a accordé au chef de l'opposition officielle tout le personnel qu'il désirait et le gouvernement a assuré les services d'un conseiller juridique à l'opposition libérale, M. L.-P. Pigeon pour l'aider, lequel a été choisi par le chef de l'opposition officielle et est payé par le gouvernement, ce qui ne s'était jamais vu auparavant; de plus, le ministère défraye les dépenses d'un secrétaire du groupe du Bloc populaire canadien et d'un secrétaire au député C.C.F. (M. Côté). Il ne dit pas ça pour se vanter, mais il considère que c'est approprié, puisque les travaux de la Chambre en seront ainsi accélérés.

Depuis le début de la session, le gouvernement a fait ce qu'aucun autre gouvernement n'a fait, il a déposé des projets de loi dès la première séance et en a fourni des copies aux chefs de groupe pour leur permettre de les étudier. Jamais un gouvernement n'a montré autant de désir de collaborer avec les députés. Mais, si les députés ont des prérogatives, le peuple a des droits, et le peuple demande que les frais de la session ne soient pas indûment augmentés par des séances trop prolongées.

Cela exige qu'on travaille vite et qu'on ménage l'argent de la province. Je ne veux pas que la session traîne quatre mois, comme autrefois. Il n'est pas raisonnable pour le peuple, pour les députés, pour les contribuables et pour le gouvernement de prolonger inutilement les débats de la Chambre. Les députés ont suffisamment de temps pour étudier et discuter chacune des législations présentées par le gouvernement.

Il cite des décisions rendues par le représentant de Bagot (M. Dumaine), alors que celui-ci était Orateur de la Chambre<sup>1</sup>.

**M. Dumaine (Bagot)** fait des mises au point.

**M. Plourde (Arthabaska)** veut reprendre ensuite la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait observer au représentant d'Arthabaska (M. Plourde) qu'il vient de se prévaloir de son droit de réplique et qu'il ne peut parler après lui.

**M. Plourde (Arthabaska):** C'est le bâillon!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un député braillon qui veut parler?

La motion est mise aux voix.  
On appelle les députés.

(Il s'écoule environ une vingtaine<sup>2</sup> de minutes avant que la Chambre ne fût appelée à voter. Pendant cette attente, on assiste aux échanges qui suivent.)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux ministres qui sont absents de la ville.

**M. Godbout (L'Islet):** Que le premier ministre ne soit pas si en peine. Il y a des députés libéraux qui sont absents aussi.

**M. Dumaine (Bagot):** Le gouvernement craint-il le vote?

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** (Après la première minute d'attente) Si la session coûte \$1,000 de la minute, ça fait \$1,000 de perdus.

**Voix à gauche:** Est-ce qu'on ne pourrait pas travailler en amendant<sup>3</sup>?

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** (Après chaque minute d'attente, il signale l'attente) Si la session coûte \$1,000 de la minute, ça fait \$1,000 de perdus.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** On pourrait abolir la taxe de vente.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement me semble inquiet de sa majorité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout.

**Voix à gauche:** Le secrétaire provincial pourrait nous faire un petit discours.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Quand je parlerai, on s'en apercevra.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** On va entendre parler du marché Bonsecours.

(Au bout de la onzième minute)

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Si la session coûte \$1,000 de la minute, ça fait \$1,000 de perdus. C'est un 22<sup>e</sup> ministre qui s'en va.

**M. Dumaine (Bagot):** On pourrait prendre un petit vote en attendant<sup>4</sup>.

**Voix à gauche:** M. l'Orateur, vous allez être obligé de voter.

**Les whips ministériels** reviennent en Chambre au bout de 25 minutes.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** (S'adressant aux whips ministériels) On va vous acheter des bicyclettes pour la prochaine fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose de paier le député de Dorchester (l'honorable M. Bégin) et le représentant de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), ministres<sup>5</sup> avec les deux libéraux, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et le représentant de Montmagny (M. Choquette).

**Une voix de l'opposition** accepte.

La motion est mise aux voix, la Chambre se divise<sup>6</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Témiscouata), Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 39.

Ainsi, la motion est adoptée.

### Projets de loi:

#### **Suppression des passages à niveau**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6 concernant la suppression des passages à niveau.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et aux époques qu'il déterminera, une somme n'excédant pas deux millions de dollars pour l'exécution des travaux, mesures et ententes prévues pour les fins de la loi qui accompagne la présente résolution.

Le gouvernement se propose de dépenser une somme de \$2,000,000 pour la suppression des traverses à niveau. Il s'agira de travaux considérables dont la province bénéficiera dans une plus large proportion, car chaque fois qu'il est question d'enlever une traverse à niveau, la province se rend devant la Commission des chemins de fer. Le

montant qu'on a demandé à la Chambre de voter n'est qu'une partie du montant total final auquel le gouvernement fédéral et les chemins de fer ont contribué. Dans la majorité des cas, la compagnie de chemin de fer doit payer 30 % et la Commission paie 40 %; la part du Québec sera d'au moins \$2,000,000 ou 40 %, ce qui voudra dire que les \$2,000,000 se multiplieront par trois et deviendront \$6,000,000.

Si on déborde le cadre des questions d'argent, on constate que les accidents que causent ces passages à niveau sont nombreux et coûteux pour notre capital humain. Ces obstacles à la circulation sont causes de nombreuses pertes de vie et d'accidents à chaque année.

C'est ainsi qu'en 1938, il y a eu 61 accidents<sup>7</sup> de ce genre, 70 en 1939, 86<sup>8</sup> en 1940, 82 en 1941, 66 en 1942 et 54 en 1943. Dans ces accidents, 25 personnes ont perdu la vie en 1938, 18 en 1939, 29 en 1940, 22 en 1941, 21<sup>9</sup> en 1942 et 15 en 1943, cela, sans tenir compte des blessures graves, même des victimes qui sont demeurées infirmes pour le reste de leur vie. Au cours de ces mêmes accidents, d'autre part, 82 personnes ont été blessées en 1938, 83 en 1939, 106 en 1940, 86 en 1941, 67 en 1942 et 63 en 1943.

De 1936 à 1939, soit en l'espace de trois ans, l'Union nationale s'est intéressée à cette question et elle a réussi à faire disparaître 31 passages à niveau en 1937, 7 en 1938, 9 en 1939, soit un total de 47. Le gouvernement libéral qui lui a succédé n'a pas semblé attacher autant d'importance au problème, puisqu'il n'a fait disparaître que 25 passages à niveau en l'espace de quatre ans et demi, soit: 17 en 1940, 4 en 1941, 2 en 1942, 2 en 1943. Les passages à niveau sont encore nombreux. On en rencontre 31<sup>10</sup> sur la route Matapédia-Gaspé.

En plus de constituer une action humanitaire, puisqu'elles contribueront à sauver des vies, ces dépenses créeront des emplois pour des centaines d'hommes. Les travaux de suppression sont des travaux dispendieux et la disparition d'une seule traverse peut coûter parfois jusqu'à un demi-million. Il y a trois moyens possibles de procéder: la construction d'un viaduc, d'un tunnel ou encore le détournement de la route. Ce sera un moyen d'assurer des travaux importants dont l'utilité et le besoin se feront sentir dans la période d'après-guerre pour donner de l'ouvrage dans les régions où on en aura de besoin et pour régler le chômage.

Ce sont des travaux utiles, des travaux qui durent et, dans bien des cas, des travaux nécessaires, car il y a des endroits où des traverses à niveau constituent des dangers permanents. C'est un fait que

les salaires occasionnent plus de dépenses pour cette catégorie de travail que les matériaux. Des relevés ont été faits sur toutes les routes et l'on estime qu'il faudrait dépenser entre \$80,000,000 et \$90,000,000<sup>11</sup> pour faire disparaître toutes les traverses à niveau de la province. C'est dire qu'il y a du travail à accomplir dans ce domaine.

Comme les chemins de fer et les municipalités paient une partie des travaux, dans ce cas, nous pourrions en faire \$6,000,000 avec les \$2,000,000 que je demande à la Chambre de voter par ce projet. De plus, le projet de loi autorisera le ministère de la Voirie à conclure, avec des gouvernements, des organismes publics ou d'autres organisations, toutes les ententes jugées nécessaires à l'application de la loi. J'espère que la Chambre fera l'unanimité sur mon projet de loi.

**M. Godbout (L'Islet):** Toute la Chambre est unanime en effet à réclamer l'élimination du plus grand nombre possible de ces traverses à niveau qui constituent un danger pour la circulation. Souvent les plus dangereuses ne sont pas celles où la visibilité est la moins bonne. Elles sont toutes dangereuses. Je ne pense pas que personne n'ait la moindre objection à cette politique du gouvernement, mais je crois que cette loi est encore inutile et inopportune et, dans cette session qui débute à peine, c'est la deuxième fois que le gouvernement adopte une telle tactique.

Je remercie le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) d'avoir établi, avant que je ne le fasse moi-même, l'inutilité de cette loi. Son discours fournit un argument à cette prétention. Pourquoi une loi spéciale, puisque le ministre admet que l'Union nationale, en effet, a pu faire disparaître 47 traverses à niveau sans une loi spéciale? C'est qu'elle en avait le droit. On a en fait disparaitre 72 en sept ans sans lois spéciales! La loi de la voirie permet déjà au gouvernement de faire tous les travaux et toutes les dépenses qu'il jugera à propos. Il suffit d'inscrire les dépenses dans le budget.

Au lieu de cela, il veut se faire accorder un autre pouvoir d'emprunt pour des fins particulières. La session ne fait que commencer, et déjà le gouvernement a soumis des demandes d'emprunt et nous demande de l'autoriser à dépenser \$34,500,000 à même le fonds consolidé du revenu. Le gouvernement a tort de demander ainsi un nouveau mandat en blanc, il pourrait se contenter de mettre dans le budget les dépenses qu'il entend faire au cours de chaque année. Il pourrait fort bien faire part de ses projets au début de chaque année, car ce sont des travaux qu'il peut très bien prévoir.

Il y a des cas imprévus, sans doute, dans l'administration, mais pas pour les traverses à niveau, qui sont toutes cataloguées au ministère de la Voirie où il y a un plan général en vue de faire disparaître des dizaines et des dizaines de traverses à niveau dangereuses.

Ce que le gouvernement fait aujourd'hui est une mauvaise orientation de la politique de la province et un grave manquement aux prérogatives des députés qui doivent exercer leur contrôle sur la dépense des deniers publics. Pourquoi prendre cette habitude, dès le début de la session, de vider le fonds consolidé sans aucun contrôle des députés?

Le premier ministre admettra que nous avons évité cette pratique malheureuse. C'est ce à quoi nous nous objectons, tandis que nous n'avons aucune objection à ce qu'il fasse des travaux de cette nature. Seulement, nous lui demandons de mettre au budget des montants plus considérables et de faire savoir au Parlement ce qu'il a l'intention de faire. Je m'oppose au projet de loi, parce que c'est un nouveau mandat en blanc.

Nous croyons que le gouvernement devrait retirer cette législation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas du tout question d'emprunt dans cette loi.

**M. Godbout (L'Islet):** Peut-être, mais on parle du fonds consolidé du revenu et on sait ce que cela veut dire. C'est une mauvaise orientation à donner à la politique de la province.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** La loi est nécessaire, opportune et je ne vois pas d'objection véritablement sérieuse à la loi. Mais je veux surtout poser une question au gouvernement.

Est-ce qu'il y a un temps déterminé pour la dépense de \$2,000,000 et est-ce que le gouvernement s'engage à produire devant la Législature tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi Talbot?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non. Il ne peut y en avoir et l'on tiendra compte des besoins des différentes régions. Contrairement à un ancien régime, l'Union nationale n'attendra pas la veille des élections pour faire exécuter les travaux.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Dans ce cas, c'est comme pour la loi de la voirie, et je présenterai en temps et lieu un amendement au sujet du contrôle de ces dépenses.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Pourquoi le gouvernement adopte-t-il la méthode de faire des dépenses en dehors du budget? Pourquoi il ne se conforme pas à la coutume parlementaire de placer toutes les dépenses dans le budget? De 1936 à 1939, les deux tiers des déboursés échappaient au contrôle des députés, mais le gouvernement libéral a changé cela, car agir de la sorte nous conduit au désastre. Nous avons décidé que toutes les dépenses apparaîtraient au budget et que les députés en auraient le contrôle. Mon honorable ami doit avoir appuyé la motion que nous avons faite à ce sujet. Sinon il doit avoir honte<sup>12</sup>.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Dépôt de documents:

##### Cautionnements des officiers publics

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers) du gouvernement de la province de Québec, tel que requis par le chapitre 10, article 42, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 12)

##### Chemins de fer, rapport 1943

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1943. (Document de la session no 13)

##### Chemins de fer, états et statistiques, 1943

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1943. (Document de la session no 14)

#### Travaux de la Chambre

**M. Lizotte (Kamouraska)** demande au premier ministre s'il n'y aurait pas moyen de faire en sorte de terminer la séance du vendredi à une heure, ce qui permettrait aux députés demeurant en dehors de Québec de prendre le train de l'après-midi à six heures moins dix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il n'a pas d'objection à adopter des mesures pour que les députés puissent prendre le train de six heures moins dix.

**M. Godbout (L'Islet)** demande si le premier ministre peut dire d'avance aux députés ce qu'on étudiera dans l'après-midi du vendredi, afin qu'il puisse donner congé, si possible, à certains députés qui demeurent au loin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** accepte. La demande est légitime. À la séance de l'après-midi, dit-il, on continuera l'étude de la loi des traverses à niveau.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** (Badinant)  
Il y a des traverses qui sont plus longues les unes que les autres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Cela dépend du niveau de celui qui les étudie.  
(Rires)

Si l'on réussit à disposer de la loi des traverses à niveau, on passera à celle des taxes municipales et scolaires.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 23 février 1945

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

##### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!



### **Commission scolaire de Saint-Malachie d'Ormstown**

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** propose que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du village d'Ormstown, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une résolution du conseil municipal de la corporation du village d'Ormstown, une résolution de la municipalité scolaire catholique de Saint-Malachie d'Ormstown et une autre résolution des commissaires d'écoles pour la ville d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, relativement à l'évaluation d'une manufacture projetée dans le village d'Ormstown, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation du village d'Ormstown, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une résolution du conseil municipal de la corporation du village d'Ormstown, une résolution de la municipalité scolaire catholique de Saint-Malachie d'Ormstown et une autre résolution des commissaires d'écoles pour la ville d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, relativement à l'évaluation d'une manufacture projetée dans le village d'Ormstown (M. Mercier).

### **Projets de loi:**

#### **Suppression des passages à niveau**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution relative au bill 6 concernant la suppression des passages à niveau.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot), et dont le texte se lit comme suit:

Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et aux époques qu'il déterminera, une somme n'excédant pas deux millions de dollars pour l'exécution des travaux, mesures et ententes prévues pour les fins de la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce bill est présenté uniquement pour jeter de la poudre aux yeux. Le gouvernement veut soustraire une partie de ses dépenses au contrôle de la Chambre.

Rien que dans les bills présentés depuis le début de la session, le gouvernement a demandé la permission de dépenser, en plus de son budget, \$30,000,000 pour la voirie, \$2,000,000 pour les traverses à niveau, \$1,500,000 pour réduire les dépenses publiques en acquérant des immeubles et \$1,000,000 pour le drainage des terres.

Cela fait en tout \$34,500,000 sur lesquels la Chambre n'aura aucun contrôle. Le résultat est patent: les députés perdent ainsi le contrôle des dépenses de la province. Les institutions parlementaires sont fondées sur le droit des représentants du peuple de contrôler les dépenses.

C'est un mauvais principe que de voter des argents par des bills spéciaux, argents qui ne seront pas inclus dans le budget régulier. Le bill consacre un principe qui est faux. Il y a un principe d'établi, c'est de faire voter par la Chambre les argents que le gouvernement a l'intention de dépenser, procédure qu'on a d'ailleurs suivie durant tout le régime libéral de 1939 à 1944 car, durant ce temps-là, on s'est basé sur le fait que la province devrait vivre de ses revenus et non dépenser plus que ses revenus.

Je suis obligé de signaler encore au trésorier nouveau le danger des projets du cabinet. La nouvelle administration est à préparer une situation comme celle qui a provoqué la chute de l'Union nationale en 1939. Avec tous ces argents votés en sus du budget, ça va être de nouveau la danse des millions qu'on a connue de 1936 à 1939, sous la première administration de l'Union nationale qui va recommencer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Si le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) veut entamer une discussion sur la situation financière, cela pourra aller très loin. Tenons-nous en à la question des traverses à niveau, car on aura plus tard amplement le temps de parler des finances de la province.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est ce que je fais. Avec tous ces projets, le gouvernement me fait penser à une femme qui cherche à s'embellir en se mettant des cosmétiques sur la figure. Ces lois spéciales n'ont d'autre but que de cacher la vérité et, pour la population, elles ne font que jeter davantage de poudre aux yeux. Il serait impossible d'éliminer tous les passages à niveau du Canada et, si on le faisait au Québec, le montant s'élèverait à au moins \$20,000,000 et non \$2,000,000.

J'attire l'attention de mon honorable ami le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) sur le fait que la Commission des chemins de fer a révélé que, si l'on faisait disparaître tous les passages, ça coûterait plus cher que d'acheter tous les chemins de fer! Nous ne devrions faire que des travaux que nous avons les moyens de faire.

Le présent exercice financier, grâce à la bonne administration libérale, se soldera par un surplus global d'environ \$250,000. Je demande au gouvernement de vivre selon ses moyens. Le fait de voter de l'argent n'en met pas dans les coffres de la province, et ce qu'on dépense provient toujours des taxes que paie le peuple. Le gouvernement a déjà les pouvoirs nécessaires pour remédier aux problèmes des passages à niveau. Il n'a pas besoin de présenter une nouvelle loi à cet effet.

Où le gouvernement prendra-t-il l'argent nécessaire à ces travaux? Empruntera-t-il ou imposera-t-il de nouvelles taxations dans le prochain budget? La danse des millions va-t-elle recommencer? Est-ce que le ministre de la Voirie a un plan d'ensemble et par où il commencera la suppression des traverses à niveau?

Quelles sont les traverses à niveau que l'on veut abolir, quel est le plan d'ensemble préparé et pourquoi on a fixé le chiffre des dépenses à \$2,000,000? Les députés sont en train de perdre leurs prérogatives de contrôler le budget. On donne un mandat en blanc au gouvernement, et c'est de nature à embarrasser le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon).

Si le trésorier n'y voit pas, il aura des déficits énormes! Il ne pourra équilibrer son budget et emprunter à côté, sans courir au désastre. Il devrait abandonner complètement le principe de vivre suivant nos moyens. Le trésorier devrait consulter, de temps à autre, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), qui est un comptable, et lui dira qu'il a tort.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'ex-trésorier me fait des reproches.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne fais aucun reproche.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'ancien trésorier a servi à la Chambre une bouillabaisse d'arguments, mais n'a pas donné beaucoup d'éclaircissements sur la situation. Il (M. Gagnon) déclare qu'il n'a pas sollicité le poste, il consulte au besoin des autorités compétentes en matière financière et que, d'autre part, il est orgueilleux qu'un Canadien français occupe le poste de trésorier. L'opposition libérale veut faire croire à la population, parce que le trésorier est avocat et Canadien français, qu'il n'est pas compétent. L'argument frappe son chef en plein front, puisque le chef de l'opposition a choisi comme trésorier un avocat de langue anglaise.

L'Union nationale a mis fin à la légende que les Canadiens français ne sont pas aptes à remplir la position de trésorier de la province et à s'occuper de finances publiques. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce voudrait que je consulte le ministre du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Beaulieu). Je dois dire que jamais il n'a existé de plus merveilleuse entente qu'entre tous les ministres de l'Union nationale. Je consulte souvent mon collègue, et cela, avec profit.

Entendez-vous l'ancien trésorier parler de danse des millions? Ce n'est pas à celui qui a laissé le Trésor vide à parler de la danse des millions. En pleine campagne électorale, il a permis la danse des millions la plus effrénée dont nous n'ayons jamais été témoin. Aux tous derniers jours du dernier régime libéral, les montants non payés aux banques se chiffraient par millions.

Le 1<sup>er</sup> août, les comptes de banques étaient soutirés<sup>13</sup> de \$6,574,881<sup>14</sup>. Le 2 août, de \$6,530,224.89<sup>15</sup>. Le 3 août, de \$6,642,000. Le 4 août, de \$4,501,000. Le 5 août, de \$3,000,000. Et ainsi de suite. L'ancien trésorier est précisément cet homme qui déclarait, au lendemain des élections, qu'il nous laissait une situation financière saine avec de l'argent en banque et tous les comptes approvisionnés à ce jour. Le 30 août, lorsque le gouvernement de l'Union nationale a pris la direction des affaires de la province, l'ancien trésorier se vantait de nous avoir laissé un surplus de \$1,200,000<sup>16</sup>. Après avoir procédé à un inventaire avec les fonctionnaires de son ministère, il (l'honorable M. Gagnon) a en réalité constaté un déficit de \$41,029,456.44<sup>17</sup> soit \$4,564,714 de mandats non payés, \$1,214,742 de chèques pas de fonds et \$35,250,000 de bons du Trésor. Ce n'est pas à l'opposition de parler de danse de millions sous notre régime.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je soulève un point d'ordre! Nous sommes loin des passages à niveau.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dit qu'il ne faisait que répondre au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson).

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le trésorier de la province devrait s'en tenir au sujet du débat.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) n'a pas le droit de m'interrompre. Je répondrai tantôt au député de Rouyn-Noranda. Lui et la C.C.F. ont plus l'air de collaborer avec le Parti libéral qu'avec le gouvernement de la province. Ce n'est pas un député qui vote toujours avec la gauche à soulever un pareil point d'ordre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Point d'ordre! Je ne permettrai pas au trésorier de la province une telle affirmation. Je demande à l'honorable trésorier de retirer ses paroles. Je ne vote ni avec les libéraux, ni avec les gens du gouvernement. Mon privilège est de voter, suivant les idées de mon parti et suivant les intérêts de mes électeurs. Je dois avoir, du moins en cette Chambre, la liberté d'exprimer mes idées.

Quand je le fais, si cela ne fait pas plaisir au gouvernement, on soulève des points d'ordre pour m'empêcher de parler. Je demande au député de Matane (l'honorable M. Gagnon) de retirer ses paroles. M. le président. Je fais mon devoir ici et ce n'est pas de ma faute si les projets du gouvernement ne sont pas bons. Je les juge mauvais en conscience, je considère qu'ils ne sont pas favorables au peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député fait un discours sur un point d'ordre. Il n'a pas le droit de le faire. Je comprends très bien, cependant, que le député ait objection à ce que l'on accuse de collaborer avec les libéraux. C'est injurieux. Je comprends tout l'odieux de l'accusation, mais je demande au député de Rouyn-Noranda (M. Côté) de ne pas faire de discours.

**Des députés de l'opposition:** Point d'ordre!

**Des députés ministériels:** Point d'ordre!<sup>18</sup>

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le premier ministre n'a pas le droit de tronquer mes paroles et j'insiste pour que le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) retire ses paroles.

**M. le président:** Le député n'a pas le droit de parler deux fois sur un point d'ordre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** J'ai droit de parler et de m'expliquer et j'exige que le ministre (l'honorable M. Gagnon) retire ses paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'an dernier, le premier ministre a souvent argumenté sur ce point et il affirmait alors qu'un député a droit de parler plus d'une fois sur un point d'ordre.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** prend part à la discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lors de la dernière session, le président du comité plénier d'alors, député de Hull (M. Caron)<sup>19</sup>, a décidé qu'un député ne pouvait parler qu'une fois en ces circonstances, et la Chambre a maintenu sa décision.

Je soutiens un nouveau point d'ordre. Je demande au député de Rouyn-Noranda (M. Côté) d'observer la règle qui l'oblige à se conformer à la décision du président et à ne pas continuer à parler.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président de nous dire une fois pour toute la session si nous avons raison. Mais cette décision doit s'appliquer aux deux côtés de la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre fait de l'esprit aux dépens des autres. Il s'expose à ce que l'on en fasse à ses dépens.

Si la Chambre décide de s'en tenir aux dispositions des règlements qui interdisent à un député de parler deux fois sur un point d'ordre, en comité plénier, je demande au président de prendre une décision finale sur le point d'ordre et qu'elle s'applique aux deux côtés de la Chambre<sup>20</sup>. Un député peut-il parler plus d'une fois sur un point d'ordre en comité?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je considère que la décision qui a déjà été rendue n'est pas juste et qu'un député devrait avoir le droit de parole plus d'une fois sur un point d'ordre, à condition qu'il ne dépasse pas une heure.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai aucune objection à cela, moi non plus, mais je demande au président du comité de rendre une décision en ce sens qui sera toujours respectée.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** revient à la charge pour obtenir que le trésorier provincial retire ses paroles.

**M. le président** prie le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) de retirer ses paroles à l'endroit du représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté).

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** affirme qu'il a droit de répondre aux avancés du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). Je ne pensais pas que le député de Rouyn-Noranda se croirait offensé d'entendre dire qu'il collabore avec le Parti libéral. Je retire cette imputation.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis prêt à accepter la rectification du ministre, mais je lui demande d'être plus méfiant à l'avenir.

**Des voix à droite:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** proteste et réclame le droit de parole dans l'Assemblée législative.

**M. le président** déclare qu'il veut prendre le temps, avant de venir à une décision, d'étudier les règlements et certains précédents qui contredisent parfois ces règlements. Il demande par conséquent la permission de remettre sa décision à une autre séance, si on peut parler plus d'une fois sur un point d'ordre.

**M. Dumaine (Bagot)** attire l'attention du président sur l'article 346<sup>21</sup> qui dit qu'un député a droit de parler autant de fois qu'il le veut sur une même question, en comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dit qu'il a le droit de parler des finances générales de la province, puisque le député de Sainte-Anne<sup>22</sup> est entré sur le terrain. Le Parti libéral a laissé une dette de plus de \$40,000,000 et j'accuse, dit-il, les libéraux de tenter, au moyen de points d'ordre, d'empêcher que la lumière se fasse.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** soulève un nouveau point d'ordre pour protester contre cette affirmation. Jamais il n'a soulevé un point d'ordre pour empêcher le ministre de parler.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** soulève un nouveau point d'ordre...

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** continue (d'une voix claironnante) son argumentation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Debout) veut soulever un point d'ordre.

**Une voix:** À l'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, si le député ne vous obéit pas et persiste à violer le Règlement, faites rapport à l'Orateur qui prendra les décisions qui s'imposent. Le député doit respecter les règlements, sinon il en subira les conséquences. Si le député ne respecte pas les règlements de la Chambre, il risque d'être nommé par l'Orateur, ce qui signifie qu'il risque d'être suspendu.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** J'aimerais bien qu'on me dise au moins en quoi j'ai violé les règlements de la Chambre?

**M. le président:** Il n'y a rien dans les paroles du ministre qui s'adresse au député. Je déclare le point d'ordre fondé.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Si l'ancien trésorier me croit incompétent parce que je suis Canadien français, je lui dirai que j'ai obtenu un meilleur taux d'intérêt, réduit de 2 % à 1 3/4 %, sur les emprunts temporaires, sur les bons du Trésor. Pour un petit Canadien français incompétent, comme on l'a dit, ce n'est pas trop mal! Lors de l'emprunt contracté le 2 janvier 1945 aux États-Unis au montant de \$15,000,000, il (l'honorable M. Gagnon) a réussi à réduire le taux d'intérêt, lequel est passé de 4 1/2 % à 2 %, et obtenu des conditions plus favorables que toutes celles qui ont été obtenues auparavant par le gouvernement de la province. Et nous allons ainsi épargner à la province avec cet emprunt de \$15,000,000 fait en 1925, au temps de Taschereau.

Jamais une province au Canada n'a obtenu de meilleures conditions d'emprunt au Canada. Pour un petit Canadien français incompétent, ce n'est pas trop mal! Nous sommes présentement à négocier sur le marché américain pour réparer une erreur de l'ancien régime. Et je promets que nous allons obtenir des conditions meilleures que celles qui ont été obtenues jusqu'ici par n'importe quelle province du Canada. Pour un petit Canadien français incompétent, ce n'est pas trop mal<sup>23</sup>! Depuis qu'un Canadien français est à la tête du département du Trésor de la province, les finances ne s'en portent pas plus mal pour tout cela.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Parce que le crédit de la province est bon après cinq années d'administration libérale.

**M. Drouin (Québec-Est):** Personne n'a dit, de ce côté-ci de la Chambre, que les Canadiens français n'étaient pas capables d'être trésoriers de la province. Le trésorier pourrait-il me dire qui a prétendu qu'un Canadien français n'avait pas la compétence pour devenir trésorier?

**L'honorable M. Gagnon (Matane)<sup>24</sup>:** Il ne suffit pas de le dire, il faut le démontrer et le chef de l'Union nationale, pour sa part, a démontré à la face de tout le pays qu'il a confiance à un Canadien français pour administrer les finances de la province.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je répète que je n'ai jamais soulevé de préjugés et je regrette que le trésorier insiste sur ce point.

**M. Drouin (Québec-Est)** insiste pour avoir une réponse à sa question.

**M. le président (M. Tellier, Montcalm)** demande au député de Québec-Est (M. Drouin) de laisser le trésorier provincial reprendre son discours et le député de Québec-Est doit reprendre son siège.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Vous auriez dû être en Chambre cet avant-midi. Vous auriez entendu ce qu'on a dit<sup>25</sup>.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je n'ai jamais laissé entendre que les Canadiens français n'étaient pas aptes à devenir trésoriers. Il y a déjà eu des trésoriers canadiens-français compétents sous les régimes libéraux. Je vous en nommerai trois, MM. Marchand, Langelier et Taschereau. Mon bon honorable ami a tort de soulever les préjugés.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les libéraux ont toujours eu des avocats comme trésoriers, eux qui, pendant 50 ans, ont laissé se propager la légende que les Canadiens français ne pouvaient faire de bons trésoriers et ils ont nommé des trésoriers de langue anglaise.

L'attitude et la doctrine du Parti libéral depuis le début de la session est faite d'hypocrisie, et sa tactique visible consiste à retarder les débats et à empêcher la discussion par de multiples points

d'ordre. Toute la discussion que nous avons eue ici depuis le début de la session le prouve.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Matane vise tous les députés qui représentent la Parti libéral. L'honorable trésorier n'a pas le droit de dire que les députés de cette Chambre n'expriment pas véritablement leur pensée et qu'ils tiennent une conduite hypocrite. Je demande au député de Matane de retirer ses paroles injurieuses pour un groupe de députés qui discutent des affaires de la province selon leur conscience. On n'a pas droit de dire cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) considère qu'un homme qui fait serment par oubli et par distraction manque de sincérité. Un trésorier provincial qui fait des déclarations fausses, qui annonce aux journaux qu'il se sépare de son chef, M. King, est un homme dont la conduite ne s'apparente pas avec la franchise qui est l'antithèse de l'hypocrisie.

**M. Godbout (L'Islet):** Le trésorier a imputé un blâme aux députés libéraux et il n'a pas le droit d'agir de cette façon.

**M. Morin (Québec-Centre):** Je demande au trésorier de retirer ses paroles, M. le président. Il (M. Morin) cite l'article des règlements concernant les expressions parlementaires.

**M. Dumaine (Bagot)** proteste vivement et demande au trésorier de retirer ses paroles.

**Des députés** soulèvent une demi-douzaine de rappels au règlement, et une demi-douzaine de députés essaient de faire le travail de président de commission en rendant leurs propres décisions.

**Une ou des voix** invitent le président à rendre une décision.

**M. le président** invoque la décision qu'il a formulée la semaine dernière, dans un cas à peu près identique, alors qu'il a fait la distinction, suivant les règlements, entre l'imputation faite à un député et l'imputation faite à un groupe politique. Les imputations n'ont rien d'antiparlementaires quand elles s'appliquent à un groupe. Et il renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Alors, on peut dire que l'Union nationale est hypocrite.

**M. Drouin (Québec-Est)** veut obtenir une réponse à la question qu'il posait tout à l'heure et il insiste à ce que le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) se rende à son désir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une tactique pour retarder les débats. Tout cela est hors d'ordre et je demande aux députés de s'en tenir à la question.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je comprends alors que le trésorier ne veut pas répondre à ma question.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les libéraux se scandalisent parce que nous demandons \$2,000,000 pour la suppression des passages à niveau. Où est le mal de préparer l'après-guerre? Il n'y a pas de mal à cela. L'élimination des passages à niveau signifie que l'on doit travailler avec le gouvernement fédéral et les compagnies de chemin de fer, et qu'il est opportun de rédiger avec ces gens un plan général clair concernant un certain nombre de passages à niveau et de ne pas traiter ce problème de façon fragmentaire. Si l'on insérait un montant dans le budget, pour la disparition des traverses à niveau, on courrait le risque de se trouver dans une situation difficile si, dans quelques mois, le chômage provoque un état d'urgence.

Car, il ne faut pas oublier que ce programme de travaux publics, programme dont toutes les provinces du pays ont déjà élaboré les grandes lignes, a particulièrement pour but de fournir du travail aux chômeurs pour la période d'après-guerre. Nous aurons, après la guerre, au-delà de 850,000 hommes au pays sans travail.

Nous ne demandons pas un chèque en blanc. Il s'agit de dépenses capitales. La présente loi est un corollaire à la loi de \$30,000,000 votée la semaine dernière, pour faire des améliorations sur les routes de la province d'ici quatre ans. On ne viole pas les droits du peuple en demandant de voter de l'argent. On ne fait pas comme Ottawa, qui ne procède que par simples ordres en conseil. On vient devant la députation, nous. Et, en ce faisant, nous n'accomplissons que notre devoir.

Le gouvernement n'empiète pas sur les droits des députés, puisqu'au lieu de s'en tenir à la loi générale qui permet de dépenser n'importe quel montant d'argent pour des travaux publics, le gouvernement prend des engagements devant la Chambre et fixe à l'avance le montant des argent qu'il entend dépenser. Comme pour la loi de voirie précédente, le gouvernement portera à la

connaissance des députés les montants dépensés pour ces travaux de suppression de passages à niveau.

Pourquoi blâmerait-on le gouvernement du soin qu'il prend à instruire la Chambre des travaux qu'il entend faire exécuter par toute la province et des montants affectés à ces travaux, par ces deux législations de voirie, législations excellentes puisque le principe a été affirmé par toute la Chambre?

C'est l'intention du gouvernement de mettre de l'ordre dans la caisse provinciale et de boucler le budget, en faisant en sorte que les dépenses ne dépassent les revenus.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Est-ce que le gouvernement s'engage à boucler son budget? Est-ce qu'il y aura un surplus global? Autrement dit, je voudrais savoir si le gouvernement paiera les dépenses de tous ses comptes avec ses revenus?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel s'engage à faire mieux que l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement s'engage à boucler son budget et ce sera un exemple pour les autres administrations quand on constate ce que l'ancien gouvernement a fait. Nous, nous allons boucler réellement notre budget. Nous allons avoir un surplus réel et non pas un surplus fantasmagorique et camouflé<sup>26</sup> comme celui que présentait l'ancienne administration chaque année. Cela veut dire qu'à la fin de l'année les dépenses seront moins considérables que les revenus.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je m'objecte à ce qu'on dise, comme l'a fait le trésorier (M. Gagnon), que les finances de la province étaient en mauvais ordre au départ des libéraux. Le premier ministre croit-il pouvoir contredire les chiffres qu'il a communiqués aux banquiers dans un prospectus lors de son récent emprunt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'ancien trésorier provincial le désire, nous allons prendre une ou deux séances à la date qu'il choisira, pour discuter de la situation financière et nous allons prouver que l'ancien trésorier, de bonne foi peut-être, s'est laissé emporter par son enthousiasme en faisant une déclaration aux journalistes, après les élections. Je vais prouver que l'ancienne administration a donné un surplus de taxe et un déficit de réalités. C'est un marché que je vous propose.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le trésorier prétend-il que les chiffres fournis aux prêteurs, lors des dernières émissions d'obligations, ne sont pas exacts?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement s'est servi des chiffres fournis par le ministère du chef de l'opposition. Nous avons dit aux prêteurs que ces chiffres étaient ceux de l'ancienne administration, nous n'avons pas voulu en garantir l'authenticité et n'en prenions pas la responsabilité. Si l'on veut, je peux fournir un prospectus et prouver que les chiffres fournis par l'ancien trésorier étaient erronés.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** J'ai été fort heureux du choix de mon voisin le représentant de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), comme ministre de la Voirie. Je ne suis pas opposé à la loi concernant l'abolition des passages à niveau. Mais je voudrais attirer l'attention du gouvernement et du ministre de la Voirie, qui représente un comté de la région du nord de la province, sur l'urgence de faire disparaître des traverses à niveau dans mon comté et les comtés adjacents de Lac-Saint-Jean, Roberval et Chicoutimi, spécialement dans les paroisses de Saint-Jérôme et de Saint-Bruno où il y a plusieurs traverses à niveau dangereuses. Je compte sur le ministre de la Voirie pour en faire disparaître le plus possible.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** remercie le député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) de ses bonnes paroles à son endroit. Il est exact de dire que la région du Lac-Saint-Jean avait été négligée, au point de vue voirie dans le passé. La région du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, pendant cinq ans, a vu ses routes laissées dans un tel état d'abandon que le ministre de la Voirie du temps s'y rendait en avion ou en bateau, afin de ne pas affronter ces chemins. La province ne sera pas scandalisée, si nous essayons de donner un traitement meilleur à notre région. La région de Chicoutimi, de Lac-Saint-Jean et de Roberval sera plus favorisée par le gouvernement de l'Union nationale qu'elle ne l'a été sous l'ancien régime.

Le gouvernement ne veut pas de mandat en blanc. Il (M. Talbot) accuse les députés libéraux de manquer de logique en lui reprochant de demander à la Chambre un mandat en blanc et en lui disant aussitôt après que la loi de la voirie lui accorde un mandat en blanc dont il devrait se servir.

Il est impossible de soumettre un plan défini à ce moment, car on veut faire disparaître les passages

à niveau, en premier lieu dans les endroits où il y a des chômeurs. Et on ne connaît pas encore ces endroits. Le gouvernement Taschereau, en 1929, a présenté une loi qui l'autorisait à dépenser n'importe quel montant d'argent pour faire disparaître les passages à niveau et qui autorisait les municipalités à dépenser autant d'argent qu'elles le voulaient pour cette fin. Le chef de l'opposition officielle, qui appuyait le gouvernement Taschereau, n'a pas protesté à ce moment, et ces deux lois furent votées.

**M. Godbout (L'Islet)** répond qu'il n'était pas en Chambre alors et fait remarquer qu'il ne faisait pas partie du gouvernement en 1929, qu'il n'était même pas élu et ne s'occupait pas alors de politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition venait d'arriver en Chambre et il siégeait en arrière. Il venait d'être élu et avait fait son premier discours que son ami du Canada avait qualifié d'endormant.

**M. Godbout (L'Islet)** répète qu'il ne fut élu qu'en mai 1929, après l'adoption de cette loi, et qu'il n'assistait pas à la session de 1929.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Ça ne coûte jamais trop cher quand il s'agit d'empêcher des accidents mortels.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** C'est un montant considérable que le gouvernement veut se faire voter pour la suppression des traverses à niveau. Il serait bon que le ministre de la Voirie, sans entrer dans les détails, expose, avec son bill, où, comment et quels travaux seront affectés ces \$2,000,000 dont il est fait mention dans la résolution.

En temps de guerre, et cela s'est fait dans les dernières années du régime libéral, Ottawa a empêché le gouvernement du temps d'exécuter de semblables travaux. Il (M. Francoeur) demande au ministre s'il croit qu'il sera plus chanceux pour faire effectuer ces travaux-là.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant la suppression des passages à niveau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles de 1 à 3 sont adoptés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose un amendement à l'effet que tous les arrêtés ministériels qui seront adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés sur la table du greffier si la Chambre siège; dans le cas contraire, ils devront être déposés dans les quinze jours du début de la session suivante.

En conséquence, il propose: Que le bill 6 concernant la suppression des passages à niveau soit amendé en ajoutant 1<sup>o</sup> après l'article 3 un nouvel article se lisant comme suit:

Article 4. Tous les arrêtés ministériels adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés immédiatement après leur adoption, si la Législature est alors en session, et, dans le cas contraire, dans les quinze premiers jours de la prochaine session suivant leur adoption.

2<sup>o</sup> En faisant de l'article 4, l'article 5.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** accepte l'amendement du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot)

Le nouvel article 4 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 5 et le préambule sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 6 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Changements dans la composition des comités permanents**

**M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que M. Lionel A. Ross, député de Verdun, qui avait été désigné pour faire partie du comité de l'industrie et du commerce, soit nommé membre du comité des bills privés en remplacement de M. Guy Roberge, et que M. Guy Roberge, député de Lotbinière, qui avait été nommé sur le comité des bills privés, remplace M. Ross sur le comité de l'industrie et du commerce.

Adopté.

#### **Conseil supérieur du travail**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** annonce la nomination des membres du Conseil supérieur du travail pour les trois prochaines années. Le Conseil tiendra ses deux premières séances les 1<sup>er</sup> et 2 mars à Québec. J'ai convoqué les membres du Conseil supérieur du travail, afin de discuter avec eux certains aspects de notre législation ouvrière.

Voici la liste des membres du Conseil pour les trois prochaines années:

Groupe A: Représentants du travail: MM. Elphège Beaudoin, président de la Fédération provinciale du travail; J.-B. Arseneault, vice-président Fédération provinciale du travail; Joseph Matte, vice-président Fédération provinciale du travail; Alfred Charpentier, président de la Confédération des travailleurs catholiques; Gérard Picard, secrétaire de la Confédération des travailleurs catholiques; Philippe Lessard, président de la Fédération de la pulpe et du papier; Roméo Chevalier, représentant du Congrès canadien du travail et F-M Rocheleau, président du Québec Joint Legislative Committee.

Groupe B: Représentants du capital: M. Jack Latter, Canadian Pulp and Paper Association; M. Louis Daoust, Canadian Manufacturer's Association; M. C.-H. Moisan, Canadian Manufacturer's Association; M. H. McD. Sparks, Canadian Manufacturer's Association; M. Émile Arbour, président de l'Association des maîtres-imprimeurs; M. Able Ratté, président de l'Association des constructeurs de Québec; M. Hervé Baribeau, représentant de la société des industriels de Québec; M. J.-A. Juneau, représentant de l'Association des marchands détaillants.



Groupe C: Économistes et sociologues: T. R. P. Georges-Henri Lévesque, O.P., doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval; M. Anatole Désy, professeur à l'Université de Montréal; M. Léonce Girard, secrétaire comité paritaire de l'industrie de la chaussure; M. Paul Lebel, professeur à l'École supérieure de commerce de Québec, M. C. T. Trotter, ingénieur industriel; M. Paul-Henri Guimond, professeur à la Faculté des sciences sociales; M. Raoul Charette, économiste; M. B. S. Keirstead, professeur à l'Université McGill.

Groupe D: Membres adjoints: M. Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail; M. Paul Drouin, président de la Commission des accidents de travail; M. Michel Giroux, conseiller technique à la Commission du salaire minimum; M. Louis Coderre, sous-ministre du Commerce et de l'Industrie; M. Fortunat Fortier, ministère du Commerce et de l'Industrie, M. G. Lamonde, Bureau de la statistique.

Les membres du Conseil supérieur du travail éliront leurs officiers lors de la prochaine réunion, soit un président et deux vice-présidents. Ensuite, les membres choisiront ceux qui feront partie de la commission permanente du Conseil supérieur du travail. M. Jean-Pierre Després, directeur général des services au ministère du Travail, remplira encore les fonctions de secrétaire du Conseil supérieur du travail.

#### **Commission des accidents de travail**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** annonce la nomination de M. Arthur Foster, au poste de Commissaire de la Commission des accidents du travail.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les comités parlementaires, dont le comité des bills privés, commenceront leur travail mercredi prochain.

**M. Godbout (L'Islet):** Quel sera le menu la semaine prochaine?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La semaine prochaine, la Chambre continuera l'étude de ce projet (suppression des passages à niveau), puis abordera ceux qui concernent le drainage des terres et l'abolition de la Commission de l'assurance-maladie et deux projets de loi qui seront déposés en fin de semaine, au sujet de la radiodiffusion et sur les

coopératives d'électricité. Il s'agit là de deux projets de loi fort importants.

Nous voulons procéder rapidement et intelligemment, tout en donnant tout le temps voulu aux députés pour étudier les projets de loi. Il déclare ne pas vouloir provoquer l'obstruction mais dit qu'il est important que la Législature donne son avis complet sur ces importantes questions. Nous accepterons toutes les suggestions sensées et constructives, d'où qu'elles puissent venir; nous demandons seulement de ne pas nous en faire d'insensées.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est trop beau pour durer.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

#### **NOTES**

1. M. Dumaine prend en effet une décision concernant les travaux de la Chambre le 27 mai 1943: "cette motion est irrégulière parce qu'elle enfreint la règle spéciale votée par cette Chambre, le 11 mai 1943, qui a donné priorité aux motions et ordres inscrits au nom du gouvernement tous les jours de la semaine, leur appliquant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 115 du Règlement, et parce que cette motion n'est pas autorisée par le paragraphe 2 de l'article 219 du Règlement de l'Assemblée législative". (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1943, p. 376)

2. Ce délai s'explique, selon *L'Événement* du 24 février 1945, aux pages 3 et 15, parce que "les quatre whips ministériels, MM. Hormidas Langlais, Henri Vachon, Germain Caron et Camille Côté étaient partis à la recherche de leurs collègues. Ils arpenterent les corridors de la Chambre pendant tout ce temps, attendant la venue des députés absents. Un

député ministériel, qui se trouvait au Château Frontenac, dut revenir en vitesse, dit-on." *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 3, ajoute: "D'ordinaire, on leur donne (aux whips) deux minutes pour aller chercher les voteurs. Cette fois-ci, on leur a alloué une vingtaine de minutes."

3. Le député avait probablement le "rhumbe" et n'ayant pas pris son Benilyn DM, et ce, malgré qu'il existe maintenant des doses exactes, le journaliste a entendu "amendant" au lieu "d'attendant".

4. Selon *Le Canada* du 24 février 1945, à la page 2, il y a à ce moment 39 députés à droite et 39 à gauche.

5. *Le Devoir* du 24 février 1945, à la page 1, précise que "MM. Bégin et Pouliot assistent aux funérailles de Mlle Georgina Chapais, sœur de Sir Thomas Chapais, à Saint-Denis de Kamouraska."

6. *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, nous informe qu'"il manquait trois députés de chaque côté de la Chambre. Du côté ministériel, deux ministres, les honorables J.-D. Bégin (Dorchester) et Camille Pouliot (Gaspé-sud), ainsi que M. Alphonse Pelletier (Gaspé-nord) n'étaient pas à leur fauteuil. Du côté de l'opposition libérale, les trois absents étaient MM. E.-C. Law (Pontiac), Fernand Choquette (Montmagny) et George Marler (Westmount). Il manquait aussi M. Édouard Lacroix (Bloc populaire, Beauce). MM. Choquette et Marler pairèrent avec MM. Bégin et Pouliot. C'était la première fois que l'on avait recours au pairage, à cette session".

7. Ce chiffre est tiré de *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, alors que *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13, avance le chiffre de 70 pour 1938.

8. Ce chiffre est tiré de *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, alors que *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13, avance le chiffre de 90 pour 1940, et 76 pour *The Montreal Daily Star* du 24 février 1945, à la page 2.

9. Pour 1942, *The Montreal Daily Star* du 24 février 1945, à la page 2, parle de 66 accidents.

10. Ce chiffre est tiré du *Devoir* du 24 février 1945, à la page 2, alors que *The Gazette* du 24 février 1945, à la page 1, parle de 57 passages à niveau dans la région de Gaspé-Matapédia.

11. Ce chiffre est tiré de *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 23, alors que le *The Montreal Daily Star* du 24 février 1945, à la page 2, parle plutôt de \$100,000,000.

12. Selon *L'Action catholique*, du 24 février 1945, à la page 13, il est une heure et la Chambre rapporte progrès.

13. Selon *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, les montants que M. Gagnon cite proviennent d'un état préparé par le chef comptable du département du Trésor.

14. Ce chiffre est tiré de *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13, alors que *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, propose le chiffre, pour le 1<sup>er</sup> août, de \$1,574,882.

15. Ce chiffre est tiré de *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13, alors que *L'Événement*, du 24 février 1945, à la page 3, avance le chiffre de \$6,532,224.

16. Ce chiffre est tiré de *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13, alors que *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, avance le chiffre de \$1,000,000.

17. Ce chiffre est tiré de *La Presse* du 24 février 1945, à la page 21, alors que *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, parle de \$41,028,456.40 et *Le Soleil* du 24 février 1945, à la page 3, de \$41,038,456.44.

18. *L'Événement* du 24 février 1945, à la page 3, présente ces deux interventions comme suit: "Les points d'ordre ont commencé à surgir drus de chaque côté de la Chambre."

19. Cette décision date du 22 février 1944: "Le président du comité, M. Caron (Hull), fait rapport à la Chambre d'une décision qu'il a rendue et dont on a appelé à la Chambre; cette décision étant ainsi conçue: Sur un point d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition, j'ai décidé, en me basant sur les règlements 315 et 321, qu'on ne peut pas parler deux fois sur un point d'ordre, et ceci est appuyé par 325. (Voir *Journaux de l'Assemblée législative*, 1944, p. 129)

20. Malgré la ressemblance de cette intervention de M. Godbout avec celle de M. Casgrain, il n'y a pas

de doublon, car *Le Soleil* du 24 février 1945, à la page 10, précise que le chef de l'opposition "parle dans le même sens et demande au président du comité de rendre une décision finale sur ce point."

21. L'article 346 du Règlement stipule qu'"en comité plénier, un député peut prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne pas parler plus d'une heure en tout sur un même article, un même paragraphe, une même motion ou une même question d'ordre ou de règlement. La restriction ci-dessus ne s'applique pas cependant au premier ministre, au député qui occupe dans la Chambre le poste reconnu de chef de l'opposition, ni au député au nom de qui l'affaire à l'étude est inscrite au *Feuilleton*."

22. Ici, *Le Soleil* du 24 février 1945, à la page 10, semble faire erreur au sujet de l'interlocuteur, car c'est M. Mathewson qui a parlé des finances de la province, et nulle part dans les autres journaux consultés nous avons retrouvé une intervention de M. Guérin (député libéral de Montréal-Sainte-Anne).

23. Ici, il n'y a pas erreur de répétition de notre part, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a bien répété cette phrase trois fois durant son discours, comme l'indique *L'Action catholique* du 24 février 1945, à la page 13.

24. Nous ne sommes pas certains que ce soit M. Gagnon qui fait cette affirmation, puisque le journal *Le Temps* du 2 mars 1945, à la page 5, n'est pas clair à ce sujet.

25. Après vérification autant au sujet du contenu des débats de l'avant-midi que de leur déroulement, il n'a jamais été question de la capacité pour un Canadien français de remplir la tâche de trésorier.

26. *La Patrie* du 24 février 1945, à la page 20, parle plutôt de "non camouflé".



## Première séance du mardi 27 février 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Hôpital Saint-François d'Assise

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Estelle Marquis, en religion Mère Marie-Édouard, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'hôpital Saint-François-d'Assise, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Estelle Marquis, en religion Mère Marie-Édouard, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Hôpital Saint-François-d'Assise (M. Langlais).

## Val d'Or

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lesage).

Adoption  
de M.-G.-C Bélanger

**M. Bellemare (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Joseph-Albert-Walter Matteau et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger par Joseph-Walter-Albert Matteau et son épouse Angéline Bélanger, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Joseph-Albert-Walter Matteau et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger par Joseph-Walter-Albert Matteau et son épouse Angéline Bélanger (M. Bellemare).

Loi du service militaire,  
affaire de Drummondville

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)**, avant que la Chambre n'entame les affaires du jour, se lève pour signaler certains faits qu'il considère d'intérêt public, à savoir: les incidents survenus récemment à Drummondville en rapport avec l'application de la loi du service militaire.

Il s'est passé des choses extraordinaires, en fin de semaine à Drummondville, et ce, à cause de deux prévôts des cinquante membres de la prévôté du gouvernement de M. King envoyés là pour arrêter des conscrits...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**<sup>1</sup>: Je tiens à dire que l'uniforme<sup>2</sup> que je porte n'a rien à voir avec le point d'ordre que je soulève. Il (M. Sauvé) n'a pas l'intention d'empêcher le chef du Bloc populaire (M. Laurendeau) de prendre la parole à ce sujet, mais il n'est pas dans l'ordre. L'honorable député du comté où l'événement s'est produit (M. Bernard) m'a parlé de cette affaire avant la séance, et je lui ai conseillé de procéder d'après les règlements et de faire inscrire une motion régulière au *Feuilleton* qui permettra à

tous les députés qui le désirent de prendre la parole. Je crois que c'est ce qui devrait être fait.

Je ne voudrais pas que le député de Drummond soit sous l'impression que j'ai voulu l'induire en erreur. Je ne veux que soulever un point d'ordre et je demande que le chef du Bloc populaire s'en tienne aux règlements et inscrive une motion pour discuter de l'affaire dans une séance subséquente. Une pareille question, susceptible de provoquer un débat, ne peut être soulevée que par voie de motion.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** manifeste son regret et son indignation devant le fait que de tels incidents puissent survenir dans un Québec respectueux des lois. Plus de 2,000 personnes ont pris part à ces troubles où une centaine de personnes furent blessées. Le gouvernement King a une police qui est digne de la barbarie. C'est la manière pour le gouvernement King d'appliquer la conscription par tout le pays. Pour trouver quelques conscrits, parfois deux ou trois seulement, on arrête les gens à la sortie des cinémas, des clubs, des tramways, des théâtres et des cabarets et on traque ainsi toute une population.

Je parle en vertu de l'article 144<sup>3</sup> du Règlement et c'est d'intérêt public.

**M. Chaloult (Québec):** Non seulement les règlements permettent la question du député de Laurier, mais son attitude est conforme à la coutume suivie l'an dernier par le chef de l'opposition. À chaque session, les règlements et la coutume voulaient qu'un député puisse, sur une question de privilège, soulever une question de ce genre. L'usage de la Chambre confirme l'article 144. Mais il doit s'agir tout simplement d'une discussion sommaire.

**M. l'Orateur:** Comme il s'agit d'un point d'ordre sans précédent, je vais le prendre en délibéré et je rendrai ma décision ce soir. Si le point d'ordre est maintenu, une motion pourra être présentée et aucun député ne sera privé de son droit de parler.

#### Questions de privilège:

##### Article du Canada

**M. Chaloult (Québec):** Un député m'a remis un numéro du matin du *Canada*<sup>4</sup> de Montréal commentant une déclaration que j'aurais faite dans mon discours de la semaine dernière. Ce journal a rapporté que j'avais dit que les Canadiens français

avaient accepté la conscription sans se révolter. C'est exactement le contraire de ce que j'ai déclaré. Je profite de l'occasion pour dire que *Le Canada* est fidèle aux vieilles traditions, fait des rapports romancés de l'Assemblée législative et dit autre chose que la vérité.

*Le Canada* ment constamment. Il ment quand il rapporte les paroles que j'ai prononcées dans mon dernier discours. Ceci est d'autant plus dangereux que le *Le Canada* est généralement bien écrit. *Le Canada* manifeste une attitude servile et c'est un journal à tendance communiste et anti-canadienne-française.

#### Projets de loi:

##### Suppression des passages à niveau

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant la suppression des passages à niveau soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Drainage des terres<sup>5</sup>

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 4 favorisant le drainage des terres.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Avant d'aborder l'étude de la résolution, le président du comité plénier rend la décision suivante:

**Décision du président du comité plénier:  
un député en comité plénier peut parler  
deux fois sur un même point d'ordre**

**M. le président (M. Tellier, Montcalm):** Je vais rendre ma décision sur un point d'ordre soulevé à la dernière séance où l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) demande une décision de principe sur le point suivant: "Un député peut-il, en comité plénier, parler plus d'une fois sur le même point d'ordre?"

À première vue, j'étais enclin à répondre dans la négative, me basant sur les deux décisions suivantes rendues sur le même point.

1. Le 13 juin 1940, l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue) siégeant alors comme président suppléant avait décidé qu'un député ne peut parler deux fois sur un point d'ordre; et cette décision avait été maintenue par le vote de la Chambre (cf. *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. 75, p. 238);

2. Le 22 février 1944, M. Caron, alors député de Hull, agissant comme président du comité plénier a également décidé qu'un député ne peut parler deux fois sur un point d'ordre, décision qui a été maintenue par le vote de la Chambre (cf. *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. 79, p. 129).

La première décision est à l'effet que l'article 296 des règlements (ancienne édition) qui est reproduit à l'article 346 des règlements actuels, ne s'applique pas... La seconde décision est basée sur les articles 315, 321 et 325 des règlements actuels.

Cet article 325 décrète que les opérations du comité plénier sont soumises aux mêmes règles que les opérations de la Chambre *mutatis mutandis* à moins de dispositions contraires.

Or, dans les règlements concernant les débats de la Chambre, il y a l'article 266 qui décrète: "Nul député ne peut prendre la parole deux fois sur une même question..." C'est évidemment en appliquant au comité plénier cet article 266 que les deux décisions précédentes ont été rendues.

D'autre part, il y a l'article 346 qui s'applique spécialement au comité plénier et qui décrète, d'une façon non équivoque, "qu'en comité plénier, un député peut prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il lui plaît."

Devant un texte aussi formel, il ne peut être question de l'article 266, vu que l'article 325 ne permet d'appliquer les règles de la Chambre au comité plénier que dans les cas où il n'y a pas de dispositions contraires; or, sur ce point, l'article 346

contenant une disposition absolument contraire à l'article 266, c'est l'article 346 qui a préséance devant le comité plénier.

Pour ces raisons, nonobstant les deux décisions citées précédemment, je suis d'opinion que l'article 346 a sa pleine application et qu'en conséquence un député en comité plénier peut parler aussi souvent qu'il lui plaît pourvu que, par ailleurs, il s'en tienne aux autres restrictions de cet article, du moment qu'il s'en tienne à la question et ne parle pas plus d'une heure.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et aux époques qu'il déterminera, une somme n'excédant pas un million de dollars, pour le drainage des terres dans la province, suivant les dispositions de l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. le président (M. Tellier, Montcalm), la résolution a pour but de permettre au gouvernement de dépenser \$1,000,000.

**Une voix à gauche:** Encore!

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est du temps perdu que de vouloir expliquer longuement la nécessité de la résolution, car tous ceux qui sont au courant de la question sont unanimes à dire que l'égouttement des terres est la condition essentielle pour avoir de bonnes récoltes. Pour bien cultiver la terre, il faut commencer par drainer, et les avantages que l'on tire de l'application correcte d'une telle politique sont énormes.

**Des députés de l'opposition** l'interrompent et lui suggèrent (à l'honorable M. Barré) de parler plus fort.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Rien ne me plaît plus que d'avoir à répondre à des questions...

**Des députés de l'opposition** applaudissent.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** ... pourvu que les questions soient posées intelligemment par des gens qui se conduisent d'une façon intelligente. Je demanderais donc aux députés de poser leurs questions de cette manière, afin que je puisse les comprendre; et la première condition à remplir est qu'ils comprennent eux-mêmes leurs questions.

C'est le manque de drainage qui a fait le plus de mal au développement de nos exploitations agricoles par toute la province. S'il fallait réaliser tout le drainage de toutes les terres qui en ont besoin, ce n'est pas un million mais plusieurs millions de dollars que je voudrais demander à la Chambre et qu'il faudrait dépenser. C'est "placer" qu'il faudrait employer dans cette discussion, car dépenser de l'argent pour drainer des terres, c'est en réalité, un des placements les plus avantageux que l'on puisse faire pour la classe agricole. Ce \$1,000,000 n'est qu'un commencement, car il (M. Barré) se propose de le dépenser au cours des 12 prochains mois et de revenir solliciter un autre \$1,000,000 l'année prochaine.

Il appert que les résultats obtenus à la suite de l'expérience acquise de 1936 à 1939, au cours des travaux de drainage effectivement effectués, et non pas des travaux qui ont fait l'objet de simples promesses, se sont avérés très intéressants en ce qui a trait aux récoltes. Il (M. Barré) entend que ces montants soient votés par la Chambre, afin que les députés puissent contrôler cette dépense. Je ne pense pas que personne ne puisse s'opposer à notre loi. Mais je suis prêt à prendre tous les conseils, mais de bons conseils par exemple.

Il (M. Barré) cite comme exemple les résultats du drainage de la rivière des Hurons, à Saint-Jean-Baptiste et quelques cas de terres drainées qui sont devenues un vrai succès au point de vue agricole. Je ne crois pas qu'un seul membre de la Chambre puisse s'opposer à une demande d'un million de dollars. Ces travaux assureront une expansion considérable du domaine agricole de la province et favoriseront une saine politique de colonisation. C'est la première fois que je me lève depuis le début de la session. Je me levais plus souvent autrefois.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Après la convention de Sherbrooke, surtout.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** On devient plus sage en vieillissant. J'espère que la résolution sera adoptée à l'unanimité.

**M. Godbout (L'Islet):** S'il veut s'intéresser sérieusement au drainage des terres, le ministre ne trouvera personne, du côté de l'opposition libérale, pour s'opposer à une dépense raisonnable en faveur du drainage des terres, car le ministre a parfaitement raison quand il dit que les terres doivent être égouttées, si on veut qu'elles donnent leur plein rendement. À quoi bon utiliser des engrais chimiques

si nos terres ne sont pas proprement égouttées? Soixante-quinze pour cent de nos terres souffrent d'un défaut d'égouttement. Dans l'Abitibi, c'est 100 % des terres qui souffrent de cette insuffisance.

Je n'approuve pas la politique générale du ministère qui consiste à reporter sur les générations futures les dépenses de l'administration actuelle en autorisant le gouvernement à faire des emprunts qui seraient affectés à d'autres fins, sous le couvert de ce bill. Le système est mauvais; très mauvais.

Dans notre temps, de 1939 à 1944, nous dépensions pour le drainage des sommes allant de \$600,000 à \$750,000 chaque année. Un plan d'ensemble avait été fait et on était pour affecter des sommes plus considérables encore aux drainages. Mais nous faisons voter l'argent dans le budget régulier du ministère de l'Agriculture. Je ne m'oppose donc pas à aucune mesure propre à assainir les terres. Mais ce à quoi je m'objecte, c'est à la présentation d'une loi qui ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite et qui n'offre absolument rien de pratique. Nous ne nous faisons pas autoriser à faire des emprunts par législation spéciale, comme on le fait présentement.

La loi est mauvaise en ce sens que le ministre demande le pouvoir de dépenser durant une période illimitée, qui peut être de six mois, d'un an ou plus, ce que l'ancien gouvernement a dépensé par année durant environ cinq ans. Le ministre de l'Agriculture est pour le drainage. S'il veut dépenser \$2,000,000 ou \$3,000,000 ou n'importe quel montant pour le drainage, j'en serais heureux et je suis prêt à les lui voter pourvu qu'il inscrive cette somme dans son budget régulier et non faire une législation spéciale qui ne veut rien dire.

La loi ne représente absolument rien. Cette loi spéciale est inutile et cette autorisation de dépenser à même le fonds consolidé du revenu est dangereuse. Je préférerais que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) mît \$2,000,000 dans le budget aux fins de drainage. Nous sommes opposés aux possibilités d'emprunts constants. Il faut que les dépenses soient prévues dans le budget.

Je suis convaincu que le ministre qui, sur sa ferme, établit au début de l'année un budget suivant lequel il administrera sa terre, n'approuve pas cette façon d'agir du gouvernement qui veut se faire autoriser à faire des dépenses en dehors du budget, sans l'approbation des députés. C'est un principe mauvais, anticonstitutionnel.

Je crois qu'un des meilleurs moyens d'aider à la période d'après-guerre, est le drainage. Le montant de \$1,000,000 n'est pas suffisant. Le ministre a dans



ses dossiers des plans pour des travaux de drainage des terres pour \$5,000,000 dans les comtés de Napierville, Châteauguay, Maskinongé et Huntingdon où 50,000 acres d'une terre excellente pour la culture maraîchère sont inondés. Il a aussi des plans pour d'autres travaux. Dans la seule région d'Abitibi, où le drainage des terres est un problème de base, il faudrait dépenser au moins \$5,000,000 pour abaisser le niveau des rivières sur presque tout leur parcours.

Je demande au ministre de soumettre à la Chambre un plan d'ensemble des travaux qu'il a en vue et d'inscrire la somme nécessaire, et nous allons l'approuver. Je suis prêt à lui voter par exemple \$2,000,000 par année pendant cinq ans, si c'est nécessaire, à condition que le montant soit inscrit dans le budget, qu'on procède d'après un plan d'ensemble et que le ministre respecte les prérogatives des députés au lieu de contracter un emprunt spécial.

Il (M. Godbout) voudrait connaître les détails des projets du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) relativement à l'assainissement des terres. En excluant les montants requis dans le budget régulier, le ministre peut expliquer son plan d'ensemble et mieux répondre aux questions que les députés pourraient lui poser à cet effet. Le ministre de l'Agriculture ne doit pas traiter les députés comme des pions et leur enlever le contrôle des dépenses. Pourquoi ce mauvais système qui permet de puiser dans le fonds consolidé, ce qui nécessite un emprunt subséquent?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je soulève un point d'ordre. Il n'est nullement question dans la résolution d'une demande d'emprunt.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre devrait savoir que, lorsque le gouvernement veut puiser dans le fonds consolidé du revenu de la province, il demande par le fait même l'autorisation de garantir des emprunts et il doit nécessairement emprunter pour combler le vide. Le ministre devrait savoir cela. Si le ministre de l'Agriculture n'admet pas cela, je vais douter qu'il ait la compétence pour être ministre.

Je n'ai aucune objection à ce qu'on dépense \$2,000,000 pour l'assainissement de la savane de Sainte-Clothilde, appelée à devenir le meilleur jardin potager de toute l'Amérique. À elle seule, l'Abitibi aurait besoin de \$5,000,000. Mais je m'oppose à ce qu'on mette de côté les prérogatives des députés, qu'on fasse des dépenses qui seront hors du contrôle des députés, alors que le ministre de l'Agriculture

(l'honorable M. Barré) a déjà tous les pouvoirs nécessaires pour dépenser des millions pour les drainages.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Notre mouvement a toujours favorisé le drainage des terres et j'approuve le principe de la résolution. Le gouvernement trouvera un appui constant auprès du Bloc populaire dans toute mesure favorable à aider les classes laborieuses, la classe agricole et ouvrière. Le drainage est reconnu comme étant tellement urgent et nécessaire. Cette nécessité saute aux yeux des profanes en la matière, et le Bloc en a fait l'un des principaux articles de son programme.

Au cours d'un voyage dans l'Abitibi, il (M. Laurendeau) s'est rendu compte lui-même de la nécessité de l'égouttement des terres dans cette région. Je suis satisfait de la loi actuelle. Et \$1,000,000, c'est au moins 50 % de mieux que dans le passé. Et ce montant de \$1,000,000 n'est pas exagéré. Je suis pour le principe du bill et je l'affirme.

**M. Chaloult (Québec):** Sur la valeur de la loi, je m'accorde avec le chef de l'opposition. Il (M. Chaloult) se demande si le bill aurait un effet pratique et estime qu'on aurait dû demander au moins \$2,000,000 dans le budget pour le drainage des terres, question qui l'intéresse au plus haut point. Lorsque je représentais à la Chambre les intérêts des comtés de Kamouraska et de Lotbinière, comtés essentiellement agricoles, j'ai toujours prôné le drainage des terres de la province. Je fréquente les agronomes et les cultivateurs, et je connais bien leurs besoins.

La loi telle que présentée vise à faire de la propagande en faveur du gouvernement. Au début de la session, ça paraît bien pour un gouvernement de voter \$30,000,000 pour la voirie, \$2,000,000 pour la suppression des traverses à niveau, \$1,000,000 pour les drainages. Le gouvernement veut peut-être se faire de la propagande légitime, mais pourquoi le lui reprocher, si la province n'en souffre aucun préjudice? On jugera ce gouvernement à ses actes, l'an prochain.

D'ailleurs, je me demande quelle différence entre voter \$1,000,000 par une loi spéciale ou le voter dans le budget? C'est peut-être plus régulier dans le budget, mais je ne vois pas d'inconvénient grave à une loi spéciale et je ne m'oppose pas à la résolution. Ce qui importe, c'est qu'on dépense l'argent pour les drainages.

Seulement 10 % de nos terres sont convenablement drainées. Il faudrait plusieurs

millions car, d'après les chiffres fournis par des experts, nous perdons, du fait du peu d'égouttement des terres, 25 % de nos récoltes. Et il faut tenir compte du fait que la province de Québec est devenue en majorité urbaine; c'est elle qui compte le moins de cultivateurs, si on la compare avec les huit autres provinces canadiennes. Il est donc important d'intervenir.

Les gouvernements précédents n'ont pas fait assez pour l'agriculture, qui est en décadence chez nous. Enfin, il (M. Chaloult) réclame au gouvernement de faire la classification des cours d'eau et d'organiser le drainage d'une manière systématique. Les gouvernements antérieurs se sont moins préoccupés de l'agriculture que de la voirie ou des ponts, parce que l'intérêt électoral en retirait plus de bénéfices. Je ne m'oppose donc pas au présent bill. J'ai toujours été favorable au drainage.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis en faveur du projet de loi. Mais je voudrais savoir du ministère si ce \$1,000,000 servira aussi aux terres de la colonisation, en particulier dans la région de l'Abitibi. Et je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) que mon comté ne soit pas oublié dans la répartition des octrois à cet effet.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dit qu'il répondra quand il fera sa réplique.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** demande la classification des cours d'eau. L'opposition libérale est mal venue de critiquer et de réclamer des dépenses plus généreuses pour le drainage, étant donné que le gouvernement Godbout ne consacrait que de \$300,000 à \$700,000 par année au drainage des terres. Le chef de l'opposition nous a dit que le présent projet de loi ne vaut pas le papier sur lequel il est écrit. Il nous dit que \$1,000,000, ce n'est pas assez. Si \$1,000,000 c'est peu, c'est encore beaucoup plus que sous l'ancienne administration libérale qui n'a rien fait pour le drainage des terres. Mais commençons toujours par \$1,000,000.

Le Parti libéral a été au pouvoir pendant 44 ans depuis la Confédération et il n'a rien fait au point de vue de l'égouttement. Pendant combien d'années a-t-on laissé nos cultivateurs sans égouttement? Il (M. Riendeau) s'en prend tout particulièrement au chef de l'opposition d'avoir trompé la classe agricole. Mais nous avons maintenant un vrai cultivateur à la tête du ministère de l'Agriculture. Ce n'est pas un "gentleman farmer". Il connaît les besoins des cultivateurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est mieux que de 1936 à 1939.

(Applaudissements à droite)<sup>6</sup>

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Que le gouvernement mette une pelle mécanique à la disposition de chaque comté agricole où il peut en avoir besoin.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La question intéresse au plus haut point mon comté, qui est exclusivement agricole. Il y en avait une pelle dans mon comté de Bellechasse et un contrat a été passé l'an dernier entre le gouvernement provincial et le conseil de comté pour l'exécution d'un projet de drainage du cours d'eau du Bras au coût de \$100,000 et qui aurait profité à cinq paroisses.

En prenant le pouvoir, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a arrêté ces travaux. On a fait disparaître la pelle mécanique. Je veux savoir s'il fera des ententes pour de nouveaux travaux ou s'il continuera les travaux commencés en vertu des accords faits l'an dernier. J'ai en ma possession plusieurs ententes et les plans des travaux commencés, le ministère devrait les terminer.

**M. Bellemare (Champlain)** interrompt le député de Bellechasse (M. Bienvenue) et lui reproche d'être venu trois semaines avant les dernières élections chercher une pelle mécanique dans son comté pour la faire conduire dans le sien afin de se faire élire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La même chose s'est produite dans le comté de Rivière-du-Loup. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a, peu de temps après les élections, fait arrêter les travaux en cours pour le drainage de la Grande-Rivière-du-Loup et de la Petite. Il s'agissait d'un projet de \$150,000. J'espère que ces importants travaux seront repris avant qu'on en entreprenne d'autres. Et a-t-on l'intention de procéder au drainage de la Petite-Rivière-du-Loup?

**M. Choquette (Shefford):** Je ne suis pas un cultivateur pratiquant, mais je possède une ferme, comme le chef de l'opposition. Je suis donc favorable au drainage. En 1936, alors que je siégeais en cette Chambre, nous demandions au ministre d'Agriculture du temps, qui est maintenant le chef de l'opposition, un prêt agricole et il ne voulait pas.

Il (M. Choquette) reproche aux administrations libérales de n'avoir rien fait pour le

drainage des terres et l'agriculture en général. En juillet 1939, l'Union nationale a commencé des travaux de drainage sur la rivière Noire, dans mon comté et qui étaient réclamés depuis 40 ans. Les travaux de drainage ont commencé quelques semaines à peine avant les élections du mois d'août dernier. Ils se continuèrent jusqu'au mois de novembre. Le régime libéral les a supprimés peu de temps après le changement de gouvernement. Ils n'ont pas été repris depuis.

**M. Leduc (Laval):** Je ne suis pas cultivateur. Je n'ai pas cet honneur, mais je me suis acheté une terre que j'exploite pour mieux comprendre la situation de mes électeurs. Il dit qu'il est "gentleman farmer" et qu'il tiendra le langage de ceux qui ont payé pour apprendre.

Dans Laval, il y a beaucoup de drainage à faire. L'Union nationale et le Parti libéral étaient bien disposés à ce sujet. Mais ils ne pouvaient le faire avec les lois alors existantes. Ces lois ne permettaient pas de faire un drainage rapide et efficace. Il a fallu le chef actuel de l'opposition, qui comprend mieux ces problèmes que les autres, pour faire adopter une loi créant l'Office du drainage.

C'est parce qu'il connaissait à fond le problème agricole que nous avons maintenant une loi du drainage qui permet l'exécution rapide des travaux de drainage. Et nous avons eu, dans Laval, du drainage grâce au chef de l'opposition (M. Godbout) qui a tracé la voie dans le domaine du drainage.

Il n'y a pas de politique dans le drainage. Le député qui fait de la politique avec cela joue un mauvais tour, car les intérêts des cultivateurs sont supérieurs à celui d'un député. Il y a dans tous les gouvernements qui se succèdent une évolution. À l'heure actuelle, Messieurs de l'Union nationale, vous profitez du travail et de la loi du chef de l'opposition. Les gouvernements, tant de l'Union nationale que du Parti libéral, ont toujours été disposés au sujet du drainage des terres, à preuve qu'en dépit du changement d'août dernier, les travaux de drainage ont été continués dans mon comté.

Ce problème est tellement vaste et il faut tellement d'argent que je défie n'importe quel gouvernement provincial d'entreprendre l'exécution de tous les travaux de drainage qui s'imposent, sans le concours du pouvoir fédéral, dont on doit s'employer à réclamer l'aide financière. Le gouvernement devrait coopérer avec le fédéral pour instaurer une grande politique de drainage des terres au Québec. Ça ne sert à rien de faire des chicanes. Nous faisons toujours ça sur notre tête.

Un million de dollars, c'est une goutte d'eau dans l'océan des besoins. On devrait prévoir des travaux de chômage dans ce domaine. Le gouvernement provincial devra obtenir la coopération pécuniaire d'Ottawa pour le drainage à même les montants destinés aux travaux d'après-guerre. Dernièrement, le gouvernement fédéral a demandé aux provinces de lui soumettre des projets d'après-guerre. Les provinces de l'Ouest ont répondu avec un programme de drainage dont le coût s'élève à \$500,000,000. Pourquoi Québec n'aurait-il pas sa part? Le gouvernement provincial n'a pas assez d'argent pour traiter dans son ensemble le problème de drainage. Ces travaux seront exécutés parce qu'en plus de fournir du travail aux chômeurs, ils augmenteront le rendement de notre agriculture.

On a exagéré dans les discours l'importance de l'agriculture dans notre province, dont le territoire est propice à l'agriculture dans une proportion de 8 % à peine. Certaines paroisses, même, ne devraient pas exister parce que leur sol n'est pas propre à l'agriculture. Si nous voulons drainer, qu'on s'adresse au pouvoir central pour lui demander son aide. C'est le devoir du gouvernement de s'adresser au gouvernement fédéral pour lui demander que des sommes considérables soient mises à la disposition de la province pour faire des travaux de drainage. C'était l'intention du chef de l'opposition. Ce sera lui peut-être qui règlera ce problème dans la province.

En laissant entendre qu'ils sont l'ennemi de l'agriculture, on critique à tort les travaux de voirie, parce que ceux-ci aident souvent au drainage. Il cite le cas de la route construite entre Berthier et la Pointe-au-Lac, lors de l'administration de l'Union nationale de 1936 à 1939, route qui a aidé à drainer 6,000 acres de terre.

Avant de reprendre son siège, il veut rendre justice au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et il le remercie d'avoir laissé les travaux se continuer dans son comté, après les élections. Il manifeste l'espoir que cela va durer.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je vais répondre aux questions. Tout le monde est en faveur du drainage. Je regrette de n'avoir pas demandé \$10,000,000, car je suis sous l'impression qu'on m'aurait voté ce montant d'emblée. On me demande si ça s'applique aux colons. Dans les endroits où toute la population est sous le régime de colonisation, c'est le département de la Colonisation qui s'occupe du drainage. Dans les endroits où il y a des cultivateurs et des colons, les deux départements travaillent en coopération. Or, à la colonisation, il y avait un

budget de quelques milliers de dollars pour le drainage. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait à peine un vingtième de ce budget qui était dépensé, alors qu'au ministère de l'Agriculture, le budget pour le drainage des terres était dépassé de \$300,000. Le gouvernement de l'Union nationale a été obligé de prévoir un mandat spécial de \$400,000, afin de respecter l'engagement du gouvernement précédent.

Le chef de l'opposition n'aime pas notre manière de procéder. Nous voulons que ce soit une dépense statutaire. Il y a une différence entre un item budgétaire et un item statutaire. L'avantage d'un item statutaire est de permettre de dépenser l'argent voté même après l'expiration de l'année fiscale. Quand un montant est voté dans le budget, il doit être dépensé durant l'exercice financier pour lequel il est voté. Si, au 31 mars, il reste un montant non dépensé, il retombe dans le fonds consolidé et l'on ne peut plus s'en servir, à moins qu'il soit voté pour l'année suivante. Tandis qu'un montant voté par une loi est toujours là. Il nous permet de prendre des engagements.

Et si les travaux ne sont pas complètement terminés à la fin de l'année, nous pouvons aller de l'avant sans être obligés de faire voter des mandats spéciaux et revenir devant la Chambre pour demander un autre montant. Avec une loi, le ministre a droit de faire des arrangements avec le fédéral et les municipalités. Voilà ce qu'il a à dire à ceux qui lui reprochent de présenter cette loi. Je ferai remarquer à l'opposition, dit-il, que, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir à la fin août dernier, il y avait au-delà de \$300,000 engagés pour le drainage et sans que ces argents ne fussent votés par les Chambres.

Je représente et j'habite un comté illustré par les luttes de nos pères pour le gouvernement responsable et où l'on a réclamé le gouvernement responsable. Quand j'étais petit garçon, dans ma petite patrie de Rouville, mon grand-père me montrait l'endroit où Papineau s'était caché avec les Fils de la Liberté. Or, qu'est-ce qu'un gouvernement responsable? Le gouvernement responsable, c'est le droit pour les députés élus par le peuple de contrôler les dépenses des ministres.

Or, plus un gouvernement, à la veille des élections, donne des contrats pour des dépenses qui n'ont pas été autorisées par les députés, plus c'est une violation contraire au principe du gouvernement responsable. Parce que nous respectons ce principe, nous faisons voter les montants par la Chambre, de façon à n'être pas obligés de recourir à des mandats spéciaux, ainsi que les choses se sont faites par le passé. Il dit qu'il ne saurait soumettre toutes ces

dépenses à la Chambre. L'Union nationale est vraiment un gouvernement responsable, car il tient à faire voter par les députés tout l'argent dont il aura besoin au cours des prochains mois.

**M. Leduc (Laval):** Un gouvernement peut présenter un budget supplémentaire.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Oui, pour payer les dépenses non autorisées.

**M. Leduc (Laval):** Ça n'a rien à faire avec Saint-Denis.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** On s'est dépêché, quelques semaines avant les dernières élections, à faire effectuer des travaux de drainage pour des sommes qui n'avaient pas été votées au cours de la dernière session, ceci tout particulièrement dans les comtés de Bellechasse et Rivière-du-Loup. Les deux anciens ministres députés de Bellechasse et de Rivière-du-Loup pensent à leurs élections prochaines et demandent que je fasse des travaux dans leurs comtés pour leurs électeurs. Je ne ferai pas de promesses<sup>7</sup>. Dans le programme du drainage actuel, qui est subordonné au fil de l'eau, chaque cas sera étudié à son mérite, pour le plus grand avantage de la communauté et non en vue des élections. On calculera ce que ça coûte et ce que ça doit rapporter. On ne peut toujours pas me demander de faire de la politique rouge à leur bénéfice.

(Rires)

On fera les travaux les plus avantageux, que le député soit d'une couleur politique ou de l'autre. Nous étudierons les besoins de chaque région. On ne considérera pas le fait qu'un comté est représenté par un député de l'opposition. On tiendra compte de tous les facteurs, à l'exception du facteur politique. Est-ce que ça s'est toujours fait comme ça? J'en doute. N'oublions pas que sur 47 ans, le Parti libéral a été au pouvoir pendant 44 ans. Donc, quand les députés de l'opposition critiquent l'état des choses, ils se critiquent eux-mêmes dans une proportion de 44 contre 3. L'Union nationale est au pouvoir. Mais c'est un pouvoir bien mitigé.

Un ami me disait dernièrement: "M Barré, vous avez été élu le 30 août; n'est-il pas temps que vous preniez le pouvoir et que vous preniez à votre service des gens qui servent le gouvernement et non l'opposition?" Il (M. Barré) a gardé à son emploi les inspecteurs provinciaux qui avaient la compétence requise, mais a été obligé de remercier les autres de leurs services.

Dans les comtés de Bellechasse et de Rivière-du-Loup, les ententes pour le drainage ont été faites en juin 1944. Dans le comté de Bellechasse, on a donné un contrat de drainage de la rivière du Bras le 28 juin 1944 et, à ce moment, l'administration libérale savait qu'il y aurait des élections bientôt<sup>8</sup>. Ce fut probablement la même chose dans le comté de Rivière-du-Loup. On avait eu 44 ans pour y penser et on a attendu la veille des élections. L'ex-gouvernement a passé ainsi, à la veille des élections, des contrats pour \$1,000,000, et cet argent n'était pas voté.

Tout ce que je puis affirmer, c'est que nous, nous n'attendrons pas la veille d'une élection obligatoire pour faire nos ententes. Car, aux dernières élections, le Parlement n'a pas été dissous comme en 1939 à la suite d'un coup, mais parce que son mandat était expiré. La maladie qui nous prive aujourd'hui de la présence de notre chef peut éventuellement nous priver de l'appui de cinq ou six membres, mais cela n'empêchera pas les ministres de faire leur devoir.

Non pas que je veuille donner raison à ceux qui ont dit que les récents événements à la Chambre sont le prélude d'élections prochaines, mais on admettra que notre majorité n'est pas considérable. Je ne dis pas que nous aurons des élections, mais tout est possible.

Par conséquent, il (M. Barré) ne peut pas promettre de faire tout le travail qu'il aimerait faire concernant le drainage. Nous ne voulons pas attendre pour faire du drainage que nous soyons en période électorale pour dépenser \$1,000,000: j'ai l'intention de le dépenser durant les 12 mois à venir. Il n'est cependant pas question d'élections. Nous allons faire notre mandat.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre n'a pas le droit de profiter de l'absence du premier ministre pour faire des déclarations.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il se trouve des gens pour dire que les élections provinciales auront lieu quand l'opposition le voudra. C'est vrai que la majorité du gouvernement n'est pas forte. Mais il se trouve des gens pour dire que nous sommes encore au pouvoir, et ce, parce que des fonctionnaires sont là pour servir l'opposition avant de servir le gouvernement.

Il n'est pas question de concurrencer l'Ouest. L'Ouest ne peut pas nous concurrencer avantageusement dans le domaine de l'industrie laitière et nous ne pouvons pas concurrencer l'Ouest

pour la culture des céréales. Nous ne voulons pas stimuler le drainage pour dire aux cultivateurs de changer leurs méthodes de culture. Par cette politique de drainage effectif, nous pourrions multiplier par cinq et par six<sup>9</sup> le rendement de nos terres.

Nous venons d'entrer. Nous ne sommes pas encore complètement chez nous. Qu'on nous donne au moins 44 mois, quand l'opposition a été au pouvoir pendant 44 ans. Nous voulons et nous allons faire quelque chose pour les cultivateurs. En 1936, il fallait d'abord stabiliser les cultivateurs sur leurs terres par le crédit agricole. Il fallait ensuite leur donner des routes pour leur permettre de mettre leurs produits sur le marché. Maintenant, c'est l'heure d'entreprendre de grands travaux de drainage.

J'ai l'intention de dépenser tout le \$1,000,000 au cours des 12 mois à venir. Si j'avais cru qu'on était si bien disposé en faveur des drainages, j'aurais demandé \$3,000,000. Est-il encore temps? On va me dire que j'ai l'air trop "flush". Mais si mes amis d'en face veulent se montrer trop "flush", nous pourrions préparer un amendement.

En réponse au représentant de Laval (M. Leduc), il (l'honorable M. Barré) déclare qu'il est prêt à coopérer avec n'importe quel gouvernement du Canada pour le bien du peuple. À peine arrivé au pouvoir et à peine nommé ministre, Ottawa lui a demandé de coopérer pour la classification des fruits et légumes. Deux systèmes d'inspection étant inutiles, un seul est nécessaire et ce sera le système provincial qu'on garderait.

Je regrette l'absence du premier ministre, car il m'approuverait ostensiblement de dire: "Nous sommes prêts à coopérer avec Ottawa, mais dans l'intérêt du pays et en restant maîtres chez nous." Sur ce point, le gouvernement ne fera pas de concession. Je n'ai manqué aucune occasion de collaborer avec Ottawa, dans l'intérêt de la province.

J'ai demandé au fédéral quels sont ses projets pour l'après-guerre, j'ai tenté de savoir ce que nous pouvons attendre du pouvoir central, j'ai réclamé pour la classe agricole l'équipement militaire qui deviendra inutile et pourra servir aux cultivateurs. C'est fait. Nous voulons coopérer. Mais toujours, j'ai posé une condition: que nous restions maîtres chez nous<sup>10</sup>.

En réponse au représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), il (M. Barré) dit qu'il a prêché la nécessité du drainage bien avant que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ait pu y penser. L'Union nationale a déjà appliqué une politique de drainage de 1936 à 1939.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président (M. Tellier Montcalm)** avant de rapporter progrès, informe M. l'Orateur (M. Taché, Hull) qu'il a rendu, au début de la séance du comité, la décision suivante:

Sur un point d'ordre, l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) demande une décision de principe sur le point suivant: "Un député peut-il, en comité plénier, parler plus d'une fois sur le même point d'ordre?"

À première vue, j'étais enclin à répondre dans la négative, me basant sur les deux décisions suivantes rendues sur le même point.

1. Le 13 juin 1940, l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue), siégeant alors comme président suppléant, avait décidé qu'un député ne peut parler deux fois sur un point d'ordre; et cette décision avait été maintenue par le vote de la chambre (cf. *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. 75, p. 238);

2. Le 22 février 1944, M. Caron, alors député de Hull, agissant comme président du comité plénier, a également décidé qu'un député ne peut parler deux fois sur un point d'ordre, décision qui a été maintenue par le vote de la Chambre (cf. *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. 79, p. 129).

La première décision est à l'effet que l'article 296 des règlements (ancienne édition) qui est reproduit à l'article 346 des règlements actuels, ne s'applique pas... La seconde décision est basée sur les articles 315, 321 et 325 des règlements actuels.

Cet article 325 décrète que les opérations du comité plénier sont soumises aux mêmes règles que les opérations de la Chambre *mutatis mutandis* à moins de dispositions contraires.

Or, dans les règlements concernant les débats de la Chambre, il y a l'article 266 qui décrète: "Nul député ne peut prendre la parole deux fois sur une même question..." C'est évidemment en appliquant au comité plénier cet article 266 que les deux décisions précédentes ont été rendues.

D'autre part, il y a l'article 346 qui s'applique spécialement au comité plénier et qui décrète, d'une façon non équivoque, "qu'en comité plénier, un député peut prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il lui plaît."

Devant un texte aussi formel, il ne peut être question de l'article 266, vu que l'article 325 ne permet d'appliquer les règles de la Chambre au

comité plénier que dans les cas où il n'y a pas de dispositions contraires; or, sur ce point, l'article 346 contenant une disposition absolument contraire à l'article 266, c'est l'article 346 qui a préséance devant le comité plénier.

Pour ces raisons, nonobstant les deux décisions citées précédemment, je suis d'opinion que l'article 346 a sa pleine application et qu'en conséquence un député en comité plénier peut parler aussi souvent qu'il lui plaît pourvu que, par ailleurs, il s'en tienne aux autres restrictions de cet article.

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Lauréats du Grand prix de peinture de la province de Québec

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** annonce le résultat du concours pour le Grand prix de peinture, fondé l'an dernier par l'honorable Hector Perrier<sup>11</sup>. Les juges ont décidé de diviser le prix en cinq prix de \$1,000 qui ont été attribués à deux jeunes filles, Mlle Denyse Gadbois et Mlle Irène Legendre, et à trois jeunes gens, le lieutenant P. de L. Boudreau, M. Maurice Raymond et M. Jean Soucy. Voici le texte de la décision du jury:

"Nous, membres du jury du Grand prix de peinture de la province de Québec, après avoir examiné les cinquante-trois tableaux soumis à ce concours, constatons qu'aucune œuvre ne mérite absolument la somme destinée au premier prix. Nous estimons toutefois que le principe d'un premier grand prix doit être maintenu dans l'avenir.

Les cinq tableaux que nous avons retenus pour leurs qualités et la diversité de leurs tendances étant de mérite à peu près équivalent, nous avons réparti également la somme mise à notre disposition par le gouvernement. Nous avons donc distribué les prix de la manière suivante:

Lieutenant Pierre de Ligny Boudreau (\$1,000); Mlle Denyse Gadbois (\$1,000); Mlle Irène Legendre (\$1,000); M. Maurice Raymond (\$1,000); M. Jean Soucy (\$1,000).

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures à Québec, le vingt-sept février, mil neuf cent quarante-cinq. Signé M.-A. Couturier, O.P., Fernand Léger, E. H. Holgate, Jean Seznec et Jules Bazin, le secrétaire Gérard Morissette."

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 27 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Décisions de l'Orateur:

#### Loi du service militaire, affaire de Drummondville

**M. l'Orateur** rend la décision suivante sur le point d'ordre et de règlement soulevé lors de la séance précédente par l'honorable représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), à l'encontre d'une déclaration que voulait faire le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) concernant les troubles récents survenus à Drummondville:

Je crois que l'affaire dont il est question en l'espèce en est une d'intérêt public au sens de l'article 114 du Règlement, et je dois en conséquence écarter le point d'ordre qui a été soulevé; mais je désire attirer l'attention des membres de cette Chambre qui veulent parler sur le sujet sur le fait que leurs remarques doivent être brèves et faites de façon à ne pas soulever de débats.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Samedi soir dernier, à Drummondville, la conduite de deux prévôts a suscité une émeute. D'après les journaux, deux mille personnes ont dû participer, plus de cent furent blessées.

Le gouvernement de M. King prétend ainsi appliquer sa loi de conscription. Pour l'appliquer, il emploie une méthode digne des temps barbares; par sa police, il fait cerner les gens à la sortie des cabarets, des tramways ou des théâtres. Pour ne recueillir parfois que deux ou trois malheureux

conscrits, on traque ainsi toute la population d'une ville ou d'un village. Autrefois, on appelait cela la "presse", c'est-à-dire des racoleurs pour recruter des "volontaires". On fermait certaines rues et des soldats ou des marins s'emparaient de tous les jeunes gens en santé qu'ils le voulaient ou non.

Nous pensions que nous vivions dans un pays civilisé et que ce temps de la presse était révolu. Si, malgré le sentiment général, le gouvernement d'Ottawa veut appliquer son injuste loi de conscription, qu'au moins il procède avec décence et qu'il n'agisse pas comme si la province de Québec était occupée par une puissance ennemie.

Sa brutale conduite risque d'entraîner des désordres graves, plus graves encore que ceux de 1917<sup>12</sup>. On m'assure que ce procédé utilisé à Drummondville se répète ailleurs; on aurait fait des raids à Montréal dans les cabarets, à la descente des tramways ou à la sortie des théâtres - comme au théâtre Château. On aurait agi de même à Québec, à Saint-Jean d'Iberville et en d'autres cités. Je proteste hautement contre de pareilles provocations.

Au nom du bon ordre et de la paix publique, je demande au présent gouvernement de la province s'il entend continuer à laisser des agents fédéraux semer le désordre dans nos campagnes et dans nos villes. Dans le cas contraire, je voudrais savoir à quelles mesures il entend recourir pour faire comprendre au général MacNaughton que les procédés de ses émissaires sont provocants, stupides et iniques, et qu'ils soulèvent l'indignation de toute une province. Que la police cesse ses raids qui sont de la provocation.

**M. Chalout (Québec)** cite un rapport de *L'Action catholique* dans lequel on disait que deux membres de la police militaire s'étaient montrés arrogants en cette circonstance. Je veux joindre mes protestations à celles que vient de faire entendre le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). Je tiens à souligner le fait que la conscription est dirigée contre la province de Québec et que l'on veut renouveler les incidents de 1917.

La préméditation est clairement prouvée dans cette affaire, quand on sait que deux journalistes de la *Gazette* et un autre de Boston étaient venus à Drummondville pour la circonstance. On voulait faire de la publicité autour de cette affaire et, évidemment, soulever l'opinion publique contre la province de Québec. Je demande au procureur général d'intervenir dans les limites de la juridiction provinciale pour faire cesser les abus de la police militaire.

On m'affirme qu'on a l'intention de venir prochainement exécuter un raid de cette nature dans mon comté à Saint-Grégoire de Montmorency, une petite municipalité, et ce, à la manière d'Hitler<sup>13</sup>, comme on a procédé à Drummondville et ailleurs, dans un autre comté que j'ai déjà représenté. Si on veut agir à la manière d'Hitler et de Staline, je dois dire à ces messieurs que, s'ils viennent, comme le bruit en a couru à Saint-Grégoire, de la même manière qu'ils sont allés à Drummondville, ils seront reçus comme ils le méritent. Ils vont manger la soupe chaude et vont trouver à qui avoir affaire.

**M. Bernard (Drummond):** Des événements graves se sont déroulés à Drummondville durant la nuit de samedi à dimanche vers 9 heures du soir. Samedi soir à Saint-Germain, une caravane de 22 camions militaires et de trois automobiles bloqua le chemin à 9 heures. Il y avait dans la caravane 50 policiers militaires, et 39 policiers de la Gendarmerie royale étaient sous la direction d'un inspecteur du nom de Zanoth<sup>14</sup>, de race non identifiée, qui ne parlait pas le français. Ils n'ont arrêté qu'un seul déserteur de l'armée.

La caravane a fait irruption dans la ville vers 11 heures, samedi soir, et on se dispersa pour visiter les restaurants, hôtels, salles d'amusement, salles de Chevaliers de Colomb, et il n'y eut aucun trouble dans chacun de ces endroits. Tout le monde fut pris par surprise. Vers minuit, à la sortie du théâtre Capitole, où il y avait environ un millier de personnes, la police fédérale a bloqué la rue et commencé à exiger de tout le monde la carte d'enregistrement national et les papiers militaires.

Les passants durent se plier aux mêmes exigences. Le trouble a débuté lorsque deux membres de la prévôté ont voulu rudoyer un jeune homme qui ne se pressait pas pour montrer ses papiers. Il y eut énervement chez les policiers et des protestations de la part de la foule qui répondit à la force par la force. Et la bagarre commença.

La police fut repoussée vers ses quartiers généraux dans le bas de la rue Hériot avec des remous de succès et d'insuccès. Il y eut des escarmouches continuelles, la police se servant de ses bâtons et la foule d'armes de fortune tels que pieux, glaçons, charbons, tuyaux de grès cassés, etc. Dès ce moment, la police battit en retraite et tâcha de regagner le camion militaire qu'on réservait à ceux qu'on venait arrêter. Trois automobiles, laissées en stationnement en avant du bureau, furent tournées sans dessus dessous par la foule sous les yeux d'un groupe de policiers qui s'étaient réfugiés dans ces bureaux.

Les autres avaient pris la direction de Montréal avec une dizaine de prisonniers qui furent tous relâchés, à l'exception d'un seul déserteur de l'armée. La quinzaine de polices fédérales réfugiées dans ces bureaux serait peut-être encore là si la police de la cité, comprenant huit membres sous la direction du sous-chef Vincent, n'était intervenue pour calmer les esprits et persuader la foule de se disperser.

Un de ceux qui furent arrêtés et amenés à Montréal raconte qu'ils ont eu froid durant le voyage. Ils furent incarcérés dans des cellules en arrivant dans la métropole. On ne leur permit pas d'assister à la messe du dimanche matin. Enfin, on les ramena à Drummondville en automobile.

Cette attaque de la police contre une population paisible et industrielle comme celle de Drummondville, et au milieu de laquelle je vis depuis 20 ans est digne de la Gestapo d'Hitler. Mais ce qu'il y a de pire, c'est que tout semblait avoir été préparé par la police en vue de faire un "show" pour les représentants de la *Gazette* et du *Boston Globe*. La radio nous a appris, le lendemain, que la Gendarmerie royale ferait une enquête. Mais à Drummondville, nous n'attendons pas justice de l'inspecteur Zanoth et nous avons fait faire notre propre enquête par notre police municipale.

Cette enquête démontre, de toute évidence, que le journaliste Conroy, de la *Gazette*, a eu une longue entrevue avec l'inspecteur Zanoth samedi après-midi, après quoi il a téléphoné à Montréal pour faire venir son confrère Daigneault du même journal et le journaliste Banner du *Boston Globe*. Les trois reporters se rappelleront longtemps de leur visite non officielle à Drummondville et surtout M. Banner qui nous a laissé trois dents en souvenir de son passage.

Vous avez tous vu le rapport des reporters de la *Gazette*, rapport qui est plus ou moins exact, parce que ces journalistes n'ont pas vu le pire de la bagarre. La démonstration qui eut lieu en face des bureaux de la police fédérale était, au dire des témoins oculaires, la plus sérieuse et, à ce moment-là, les reporters s'étaient éclipés.

M. l'Orateur, j'accuse la Gendarmerie royale d'avoir monté cette affaire contre une population paisible qui ne veut molester personne, mais qui entend être respectée. Il est évident que le but de ceux qui ont dirigé cette attaque contre la population de Drummondville sont intéressés à faire de la propagande contre le Québec dans les autres provinces et même chez nos puissants voisins. Le *New York Times* a téléphoné de bonne heure, dimanche matin, pour obtenir un rapport, et le



*Toronto Star* a envoyé un reporter qui arriva à Drummondville dans la nuit de dimanche à lundi. Il télégraphia un compte rendu de 1,100 mots à Toronto. Dans ce rapport, il dit avoir vu des tas de roches et des débris, ce qui est faux.

L'attitude de la Gendarmerie royale, en avertissant les représentants de journaux anglais de ce qui devait se passer, éclipse la propagande de Goebbels en Allemagne et mérite la réprobation générale de la population de la province de Québec. Aucun de nos journaux français n'a été prévenu de ces événements comme l'ont été les journaux anglais. *Le Canada*<sup>15</sup> a parlé d'un groupe d'exaltés d'environ deux milliers de personnes, presque tous des badauds.

Au nom de la paisible et industrieuse population de Drummondville, au nom de notre jeunesse qui a été trompée par des politiciens et leur presse, au nom des parents des 350 citoyens de Drummondville qui sont dans nos forces armées, au nom de ceux qui sont morts au champ d'honneur, je proteste de toutes mes forces contre de telles atteintes à nos libertés et à notre fierté nationale.

Je demande au gouvernement fédéral de destituer et de punir ceux qui se sont rendus coupables d'une telle infamie. Je réclame, de plus, que la mauvaise impression qui a été créée dans les autres provinces et à l'étranger, par la propagande dans les journaux, soit corrigée par des déclarations officielles du ministre de la Défense nationale de qui relève l'application de la conscription sous sa forme la plus complète.

La population de Drummondville n'est pas révolutionnaire et respecte les lois, même celles qui ont été passées contrairement aux promesses les plus solennelles. La population de Drummondville a toujours inscrit avec enthousiasme ses objectifs aux emprunts; elle est fière et n'acceptera jamais que les gens qui ne parlent pas notre langue viennent délibérément blesser notre fierté.

(Applaudissements)

### Questions de privilège:

#### Article du Canada

**M. Chaloult (Québec):** On attire mon attention sur un nouvel article, un éditorial, qui a paru dans *Le Canada* de ce matin et dans lequel on me fait dire: "Ce n'est pas le péril allemand, c'est le péril russe qu'il faut craindre en Europe". Ceci est

partiellement faux. J'ai dit ceci: "Ce qu'il faut craindre en Europe, ce n'est pas tant le péril allemand que le péril russe". Évidemment, les gens du journal *Le Canada* ne peuvent comprendre ces nuances. Je leur dirai que leurs injures ne s'élèveront jamais à la hauteur de mon mépris. Il (M. Chaloult) qualifie ce journal de pro-communiste.

### Projets de loi:

#### Loi concernant la libération de débiteurs

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** pour **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des tribunaux judiciaires

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** pour **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Drainage des terres

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 4 favorisant le drainage des terres.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré), et dont le texte se lit comme suit:

Que le gouvernement soit autorisé à dépenser à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et aux époques qu'il déterminera, une somme n'excédant pas un million de dollars, pour le drainage des terres dans la province, suivant les dispositions de l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a parlé du gouvernement responsable et il a dit qu'il voulait être autorisé à dépenser l'argent, même dans le 13<sup>e</sup> mois ou 14<sup>e</sup> mois suivant l'année fiscale. C'est précisément cela qu'il faut éviter, parce que ceci viole le principe du gouvernement responsable. Un montant voté par Statut peut être dépensé en tout temps et sans que la dépense soit limitée à l'exercice financier en cours, c'est justement ce qui est dangereux. C'est justement ce qui est contraire aux privilèges des députés. Ceux-ci ne peuvent plus contrôler l'administration financière de la province, de façon que les dépenses d'une année ne dépassent pas les revenus.

La Chambre doit s'insurger, car les députés ont le devoir de contrôler les dépenses de l'exercice financier. Quand les dépenses dépassent la période de 12 mois, elles font l'objet d'un budget supplémentaire qui doit être approuvé par les représentants du peuple à l'ouverture d'une session. Avec une loi spéciale, les députés ne peuvent plus contrôler les dépenses.

Le ministre a dit que le budget de l'agriculture pour le drainage était dépassé de \$300,000 le 30 août. L'an dernier, nous avons fait des travaux de chômage<sup>16</sup> importants. Peut-il dire que lui-même a arrêté les travaux de drainage? Il a arrêté, en sa qualité de ministre de l'Agriculture, les travaux de drainage déjà entrepris par toute la province.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** répond qu'il est sûr que non et que, sauf en certains endroits comme à Rivière-du-Loup et dans le comté de Bellechasse, les travaux entrepris par le régime libéral ont été continués.

**M. Godbout (L'Islet):** Concernant la dépense additionnelle de \$300,000 pour le drainage l'an dernier, on a dépassé les crédits parce que la saison était exceptionnellement favorable. Ces travaux ont été entrepris dans bien des comtés par toute la province, sans qu'on ait pensé si ces comtés étaient d'allégeance libérale ou Union nationale. Ils ont été continués jusqu'à l'automne, excepté dans Bellechasse, Rivière-du-Loup et quelques comtés. On a cru faire

exécuter plus de travaux qu'on avait prévus, quitte à soumettre aux députés les dépenses faites.

J'ai voulu le développement de l'agriculture chez nous. Au cours des cinq années pendant lesquelles j'ai dirigé le ministère de l'Agriculture, le budget a été multiplié par deux. Aucune autre province n'a fait des progrès approchant ceux de la province de Québec et jamais il ne s'est fait autant pour le drainage que pendant les cinq dernières années. Il (M. Godbout) répond au député de Napierville (M. Riendeau) que le ministère de l'Agriculture, de 1939 à 1944, a dépensé jusqu'à \$300,000 dans son comté pour le drainage. Des travaux de drainage ont été exécutés dans plusieurs autres comtés, et l'Office du drainage a commencé la préparation d'un plan complet.

Nous avons un plan d'ensemble. Je suis prêt à coopérer avec le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Je suis assuré qu'il va faire continuer l'œuvre entreprise sous le gouvernement libéral. Quant à l'Office du drainage établi sous le régime libéral, pour empêcher nombre de procès ruineux et n'en finissant plus, je suis également sûr qu'il va être maintenu en fonction, car il rend trop de services aux cultivateurs.

Je reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) cependant d'avoir laissé planer un doute sur la loyauté des employés du ministère de l'Agriculture, qui ont été les miens. J'espère que le ministre n'a pas voulu dire que je me servais d'eux comme mouchards.

Jamais, dit-il avec force, je n'ai demandé aux employés de trahir l'administration. Au contraire, je considérerais comme des lâches et des traîtres tout employé de ce ministère qui viendrait trahir en ma faveur le présent gouvernement qu'ils doivent servir honnêtement. Je sais qu'il n'en est pas ainsi car, sous mon administration, nous leur avons demandé de servir la province et non un parti politique.

J'ai toujours défendu aux employés du département de faire de la politique. La politique, c'est à nous de la faire, et non pas à eux. Les fonctionnaires doivent servir honnêtement. Mais avant que le ministre ne jette des soupçons sur eux, je voudrais qu'ils apportent des preuves.

Le député de Laprairie-Napierville a insinué que je n'étais pas un cultivateur. Je suis un cultivateur aussi authentique que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Je possède une ferme qui n'est pas à vendre et que je cultive comme un patrimoine et un domaine familial. J'y tiens autant que le député tient à la sienne. J'ai porté le budget de l'agriculture à un niveau plus élevé que celui des autres provinces et, depuis cinq ans, la province de Québec a fait plus de progrès que les autres dans le

domaine agricole. En résumé, nous voulons coopérer avec le gouvernement pour encourager le drainage.

Pour la fin de la guerre, nous avions un grand programme. Nous sommes prêts à le réaliser. Mais nous ne voulons pas de lois spéciales, le gouvernement nouveau double encore la dette de la province en trois ans, sans que la Chambre ne puisse contrôler cette dépense. On peut dépenser \$5,000 maintenant pour le drainage et garder le reste du \$1,000,000 pour le dépenser à la veille des élections que nous a laissé entrevoir le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

Le bill du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) est absolument inutile et il consacre un principe mauvais, celui de permettre au gouvernement de faire des dépenses en dehors de celles prévues dans le budget parce que, d'après la loi, le trésorier peut toujours, au bout de l'année, combler avec des emprunts la différence qui existe entre les revenus et les dépenses. Quant au principe de la loi, je suis favorable à une dépense de \$1,000,000, \$2,000,000 ou \$10,000,000 pour le drainage des terres.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** riposte au chef de l'opposition.

**Des députés de l'opposition** soulèvent quelques points d'ordre au sujet de ces paroles qu'on juge peu parlementaires.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** L'Office du drainage ne rend pas service aux cultivateurs parce que ça prend trop de temps à donner des résultats, et il (M. Riendeau) accuse le chef de l'opposition d'avoir saboté la loi du crédit agricole.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Les cours d'eau devraient être municipalisés et des inspecteurs devraient être nommés pour exercer la surveillance pour chaque paroisse et pour chaque comté.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** répond brièvement aux arguments énoncés pendant les derniers discours, particulièrement par le chef de l'opposition et le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau). C'est l'intention du gouvernement d'utiliser ce qui a été fait dans le passé.

Parlant de la situation au ministère de l'Agriculture après les élections, il (M. Barré) déclare qu'il y avait eu des mandats spéciaux pour \$400,000 et que le ministère de l'Agriculture donna des contrats pour \$1,000,000 durant les mois de juillet et août, à la veille des élections.

J'ai dit, au cours de l'après-midi, que c'était plus conforme à l'idée d'un gouvernement responsable de faire voter à l'avance par des législations approuvées les argents nécessaires au gouvernement pour faire effectuer des travaux.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** prend aussi part à la discussion.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** insiste de nouveau pour savoir si, à même le \$1,000,000, on fera du drainage dans les régions de colonisation.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Cela se fera par entente entre les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation. Dans les régions de colonisation, cela est prévu au budget de ce ministère. Les centres de colonisation relèvent du ministère préposé à cette fin. J'aimerais mieux que l'on soit moins unanime sur le bill, mais que l'on finisse par l'adopter. Le chef de l'opposition m'a offert sa collaboration. Je l'accepte, mais je suis un peu sceptique sur son offre. Après le 30 août, nous avons continué les travaux, parce qu'il ne fallait pas perdre ce qui avait été fait. Je ne prétends pas que tout ce qui a été fait a été mal fait.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** On devrait tout faire pour obtenir l'aide du gouvernement fédéral. Il (M. Drouin) rend hommage au développement agricole du Québec depuis cinq ans, citant le témoignage du ministre de l'Agriculture de l'Ontario.

La résolution est adoptée.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

## Loi des tribunaux judiciaires

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** pour **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

### **Drainage des terres**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 favorisant le drainage des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** dit quelques mots.

**M. Fleury (Nicolet)** pose une question au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

**L'honorable M. Barré (Rouville):** On commencera surtout par le drainage des cours d'eau collecteurs. On demandera aux intéressés, en toute justice, à ceux qui sont intéressés dans le drainage d'un cours d'eau comme les cultivateurs, par exemple, de contribuer financièrement aux travaux dans une certaine mesure. On fera quelque chose pour dédommager ceux qui auront subi des inconvénients par suite du creusage d'une tranchée sur leur terrain, et un budget sera prévu pour les travaux de nivellement.

**M. Dumaine (Bagot):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) dit que le gouvernement ne se chargera pas du coût des travaux à 100 %, mais exigera une contribution de ceux qui en bénéficieront. Il demande si les municipalités vont être appelées à payer leur quote-part dans les travaux de drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les municipalités seront invitées à coopérer dans ce sens avec le gouvernement.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose un amendement de façon à ce que les arrêtés ministériels qui seront adoptés sous l'empire de cette nouvelle loi soient soumis à la Chambre.

En conséquence, il propose que le bill 4 favorisant le drainage des terres soit amendé en ajoutant un autre article avant l'article 3 de ladite loi, qui se lit ainsi:

"3. Tous les arrêtés en conseil établis sous le régime de la présente loi devront être présentés à l'Assemblée législative si elle est alors en session, et si elle n'est pas alors en session, les dits arrêtés en conseil ou résumés de ceux-ci révélant leurs dispositions essentielles doivent être présentés à l'Assemblée législative dans les quinze jours de la session suivante."

"Que l'article 3 de la présente loi devienne l'article 4 et l'article 4 devienne l'article 5".

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 4 et 5 et le préambule sont adoptés.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 4 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Commission d'assurance-maladie**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 abrogeant la loi instituant une Commission d'assurance-maladie soit maintenant lu une deuxième fois.

En juin 1943, le gouvernement libéral a institué une Commission d'assurance-maladie pour faire enquête par toute la province. Ce n'était pas une commission pour instituer l'assurance-maladie comme on semblait le faire croire, mais bien une commission d'étude tout simplement chargée de préparer des dossiers, d'accumuler des renseignements, des informations et des pièces, de nature à renseigner le gouvernement sur ce qui se fait à l'étranger, et de faire une étude de

la situation, et des moyens à prendre pour instituer un système d'assurance-maladie dans la province.

L'assurance-maladie ne pouvait devenir en force que par la passation d'une autre loi. Le nom de cette loi prête donc à équivoque. Le but consistait tout simplement à créer une commission d'études. Je ne me prononce pas contre l'assurance-maladie. Et de l'avis même du président de la Commission, l'établissement de l'assurance-maladie n'est pas possible avant sept ou huit ans. Nous devons faire des études dans ce sens, mais je crois que nous avons au ministère des officiers capables de faire ce travail, avec moins d'apparat que la Commission et en obtenant de meilleurs résultats.

En attendant, la Commission d'assurance-maladie, qui se composait de trois membres, dont un Québécois, M. le Dr R. Blanchette, a coûté à la province \$69,000. Elle a été nommée pour 10 ans et coûtera en moyenne \$60,000 par année, et un total de \$500,000 à \$600,000.

Le gouvernement considère qu'une pareille commission coûte trop cher et que son maintien n'est pas désirable. Tous savent combien nous avons besoin d'argent au ministère pour exécuter tout le travail à faire. Le président est payé \$10,000 et chacun des deux autres membres \$10,000. Un adjoint technique reçoit \$7,000. Le secrétariat coûte \$6,000. La Commission a un bureau à Québec et Montréal. La Commission a coûté \$45,000 dans les neuf premiers mois de son organisation et \$69,000 à date. A-t-on les moyens de maintenir une pareille commission? Pour des raisons d'économie, nous jugeons utile de la supprimer.

C'est un peu dispendieux pour une simple commission d'étude, d'autant plus que le ministère de la Santé et du Bien-être social possède tous les organismes nécessaires et les officiers compétents pour la continuation de l'enquête qui a été commencée. Le ministère de la Santé est en mesure de poursuivre et exécuter sans bruit, avec autant de compétence, le travail de recherche et d'étude d'une façon encore plus pratique.

Mon département peut faire du travail plus efficace que la Commission, en allant faire enquête sur place et en obtenant des renseignements de gré à gré. Devant un tribunal, des personnes se trouvent intimidées. Je ne suis pas de ceux qui croient que des enquêtes publiques soient toujours le meilleur moyen de servir l'intérêt public. Voilà pourquoi je demande le rappel de la loi créant la Commission d'assurance-maladie.

**M. Robidoux (Richelieu):** La Commission a accompli, jusqu'ici, un travail qui peut ne pas paraître

considérable mais qui a prouvé, en fait, son importance et son efficacité. La Commission a fait, l'an dernier, une importante enquête sur le problème des garderies d'enfants et elle a soumis un rapport détaillé au gouvernement. Je ne doute pas des bonnes intentions du ministre (l'honorable M. Paquette) en soumettant ce projet de loi, mais je suis surpris de le voir parler d'économie pour demander l'abolition de la Commission, quand il s'agit de la sauvegarde et de la protection du capital humain, celui qui doit passer avant tous les autres.

Soixante-dix mille dollars<sup>17</sup>, c'est bien peu lorsqu'il s'agit d'étudier les moyens de protéger la santé publique de toute une province et si l'on songe à ce que peut rapporter le travail de la Commission dans le domaine de la santé, soit la réduction du taux de la mortalité infantine, la sauvegarde de l'enfance, et ce, pour remédier aux faiblesses de l'assistance publique. Il s'agit de l'intérêt de l'enfance, du père et de la mère, de celui des hôpitaux, des asiles et des institutions qui s'occupent du bien-être social. La préservation du capital humain doit dominer cet aspect d'argent. On a pu abuser de la création des commissions, mais quand il s'agit de la santé, le mot ne devrait pas donner de répulsions.

La question de l'assurance-maladie est complexe. On ne pourra l'instituer avant quelques années. Je suis opposé à ce qu'on abolisse ce qui a été créé par le gouvernement libéral. Il faudrait faire enquête dans tous les domaines. Et il n'est pas trop tôt pour procéder à une étude approfondie de cette question.

On parle partout, aujourd'hui, d'assurance-maladie. Une loi d'assurance-maladie s'impose parce que la loi de l'assistance publique, en dépit des résultats merveilleux qu'elle a eus jusqu'ici, s'est avérée incomplète. Il importe que la province de Québec se prépare, afin que le gouvernement fédéral ne prenne pas les devants et ne nous mette pas devant le fait accompli. C'est une excellente façon de sauvegarder l'autonomie provinciale.

Il y va de l'intérêt de tout le monde. Il faudrait que l'on conserve nos prérogatives. La Commission créée par le gouvernement du chef de l'opposition a sauvegardé les intérêts du pauvre, des petits, des hôpitaux, des hospices et même nos prérogatives.

(Applaudissements à gauche)

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Soleil* du 28 février 1945, à la page 3, spécifie que M. Sauvé, député de Deux-Montagnes, soulève un point d'ordre alors que M. Laurendeau avait à peine commencé à parler.
2. *Le Canada* du 28 février 1945, à la page 14, précise que "le député de Deux-Montagnes porte à la Chambre le "battle dress" des officiers de front".
3. Cet article stipule que "tout avis doit être donné au moins un jour franc avant celui où la motion doit être présentée." Ici, l'article 4, plus spécifique à la présente séance, de l'article 144 du Règlement précise que "toutefois, quand la Chambre tient plus d'une séance par jour, il suffit que l'avis ait été donné avant la clôture de la seconde séance qui a précédé celle où la motion doit être présentée".
4. Il s'agit de la chronique parlementaire dudit journal en date du 22 février 1945, à la page 1, suite à la page 2, qui rapportait la séance du 21 février 1945.
5. Selon *Le Soleil* du 28 février 1945, à la page 3, le débat sur le drainage des terres commence à 3 h 30 de l'après-midi.
6. *Le Canada* du 28 février 1945, à la page 2, ajoute que la droite applaudit sans s'apercevoir que ces applaudissements sont cruels pour l'honorable Bona Dussault.
7. *L'Événement* du 28 février 1945, à la page 9, rapporte ce passage comme suit: "Il (M. Barré) promet que tous les cas de travaux de drainage seront étudiés à leur mérite, pour le plus grand avantage de la communauté et sans considération pour la couleur politique du député du comté."
8. Dans *La Tribune* du 3 mars 1945, à la page 3, nous retrouvons une mise au point de M. Bourque concernant une déclaration de M. Barré. "M. Bourque a déclaré que M. Barré n'avait pas parlé "des élections dans le sens que lui ont prêté plusieurs journaux."
- M. Bourque a expliqué: "Le ministre parlait de drainage. Il a déclaré que le gouvernement libéral avait donné, après avoir fait connaître la date des élections, des contrats de drainage pour la somme de \$796,000 dans le but de favoriser des amis. Nous, nous donnons des contrats de drainage, non pas parce que les élections sont en vue, mais parce que la chose est nécessaire.
- "La seule chose qui pourrait nous amener des élections à brève échéance, ce serait la maladie de plusieurs membres du gouvernement, des absences de ce côté-ci de la Chambre, motivées par la maladie." M. Bourque ajoute: "C'est là ce que le ministre de l'Agriculture a déclaré, mais ce n'est pas ce que plusieurs journaux ont rapporté."
9. Selon *The Sherbrooke Daily Record* du 28 février 1945, à la page 2, on pourrait multiplier par 16 le rendement de nos terres.
10. *La Tribune* du 28 février 1945, à la page 7, donne cette version: "charbonnier doit rester maître chez lui."
11. M. Hector Perrier a été député libéral de la circonscription de Terrebonne et secrétaire de la province sous le gouvernement Godbout, du 16 octobre 1940 au 30 août 1944. Il ne se représente pas en 1944.
12. *Le Devoir* du 28 février 1945, à la page 3, parle d'un de ces événements relatés aussi dans *The Sherbrooke Daily Record* du 28 février 1945, à la page 1, mais d'une façon encore plus précise: "Lors de la Première Guerre mondiale, les premières manifestations contre la conscription au Québec ont été déclenchées par l'indignation de la population devant les tentatives d'un détective du ministère de la Justice d'arrêter pour désertion un jeune homme qui, en réalité, avait été exempté du service militaire. Les manifestations débutèrent dans la ville de Québec le 29 mars 1918, un Vendredi Saint. Les émeutes ont duré quatre jours durant lesquels cinq citoyens ont été tués par balles et quatre soldats, de même qu'un nombre indéterminé de civils, ont été blessés."

13. *The Gazette* du 28 février 1945, à la page 6, rapporte plutôt Staline que Hitler. Selon *La Patrie* et dans le *Montréal-Matin*, on rapporte les deux.

14. *L'Action catholique* du 28 février 1945, à la page 15, parle d'un "Zaneth".

15. Cet article du 26 février 1945, à la page 3 et suite en page 2, du journal *Le Canada* est intitulé: "Échauffourée à Drummondville; vingt-cinq personnes arrêtées".

16. Il doit y avoir erreur, car ici il est question de "drainage".

17. Ce chiffre provient de *L'Action catholique* du 28 février 1945, à la page 13, alors que *Le Soleil* du 28 février 1945, à la page 3, parle de \$60,000.





Séance du mercredi 28 février 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean Lapointe à l'exercice de l'art dentaire, après examen;
- bill 134 changeant le nom de Thomas Palladina en celui de Thomas Shaw Collins;
- bill 120 constituant The Churches of The Nazarene en corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec;
- bill 102 concernant l'adoption de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 122 concernant la succession de feu Joseph Bergeron.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de M. Albert Simard, prêtre, curé d'Angliers, Témiscamingue, et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'érection d'une municipalité

nouvelle sous le nom de "municipalité du village Saint-Viateur d'Angliers";

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Lazar Bodnariuk et autres, membres de The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville.

**Projets de loi:**

**Charte de  
Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Ce bill demande le pouvoir de nommer un gérant municipal qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter. Ce gérant sera nommé par une résolution du conseil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**The Saint John of Suchawa Bukowinian  
Greek Orthodox Church of Lachine**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Mont-Joli**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Municipalité d'Angliers et municipalité scolaire de Saint-Viateur d'Angliers**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 érigeant la municipalité du village d'Angliers et la municipalité de Saint-Viateur d'Angliers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Montefiore Protective & Mutual Benefit Association**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation la Montefiore Protective & Mutual Benefit Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession Jean-Baptiste-Avila Corbeil**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant la succession de feu Jean-Baptiste-Avila Corbeil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession de J.-R. Hamelin**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant la succession de feu J.-Romuald Hamelin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Association des instituteurs protestants**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de l'Association provinciale des

instituteurs protestants de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Octroi du Bureau de reconstruction économique**

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à utiliser à certaines fins particulières un octroi de cinquante mille dollars reçu de Bureau de reconstruction économique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi concernant la Caisse de remboursement**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Papineau**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant une partie du lot numéro onze et tout le lot numéro douze du sixième rang sud dans le canton d'Amherst dans le comté de Papineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Lévis**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 constituant en

corporation la Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Saint-Antoine-de-Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de LaSalle**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Territoires de Saint-Georges de Beauce**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 annexant certains territoires à la municipalité du village de Saint-Georges Ouest, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lachine**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commission scolaire de Saint-Adelphe**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Vœux d'anniversaire au député de Maisonneuve (M. Gatien)**

**Un député** présente une gerbe de fleurs au député de Maisonneuve (M. Gatien) à l'occasion de son anniversaire de naissance.

#### **Motions des députés:**

##### **Conscription pour service outre-mer**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 22 février, sur la motion présentée par le représentant de Québec (M. Chaloult) mercredi le 21 février courant, proposant que:

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer;

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés;

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

**M. Lizotte (Kamouraska):** J'étais à dire, jeudi dernier, que le Parti conservateur qui s'est

masqué en Parti conservateur progressiste, avait réclamé depuis 1940 à Ottawa la conscription, pendant que le Parti libéral voulait maintenir le volontariat. Nous avons alors été témoins d'un complot tramé par les tories, les impérialistes, les 200 financiers de Toronto, et tous les capitalistes qui voulaient mettre la conscription en vigueur, et qui a éclaté en 1944.

Il n'y avait que deux solutions au problème: assurer l'unité nationale au pays en maintenant le volontariat, ou bien forcer le premier ministre King à former un gouvernement national, non plus un gouvernement d'union, parce que le mot rappelait trop 1917, constitué des meilleurs cerveaux, et imposer la conscription pour service outre-mer.

On a découvert ensuite que les meilleurs cerveaux de cette conspiration étaient les Meighen, les Hanson, Graydon, les Diefenbaker, les Drew, Bracken, etc., et tous les vieux rats de cale impérialistes et conscriptionnistes qui revenaient à la surface. Heureusement, le complot a été éventé et déjoué à temps et n'a pas atteint son but.

Je ne suis pas ici pour défendre qui que ce soit, mais il faut que l'on se rappelle l'histoire. Elle dira que le peuple de la province de Québec et les électeurs de tout le Canada ne se sont pas trompés, le 26 mars 1940, lorsqu'ils ont reporté M. King au pouvoir.

Avec King, le pays a évité la conscription durant cinq ans. S'ils avaient élu un gouvernement conservateur, avec Manion ou Bracken, avec la clique conservatrice et représentant les intérêts de Toronto, le pays aurait eu la pire conscription pour outre-mer dès le mois de juin 1940.

Les électeurs devront se rappeler tous ces faits lors des prochaines élections et juger qui, après tout, les a mieux protégés, de M. King qui a tout fait pour éviter la conscription, ou des tories qui ont tout fait pour obliger M. King à l'imposer au pays et à toute la population.

Il évoque d'autres événements qu'il a vécus à la Chambre des communes, où il a siégé de 1940 à 1944. J'ai dit la position prise par un groupe de libéraux à Ottawa pour empêcher le plébiscite et l'imposition du service militaire forcé pour l'étranger. Nous avons été aidés par les interventions du chef de l'opposition (M. Godbout) auprès du pouvoir fédéral et nous avons fait la campagne contre le plébiscite, en 1942, en compagnie de quelques députés libéraux, parmi lesquels mon honorable ami de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), le député de Montmorency (M. Dumoulin) et le député de Montmagny (M. Choquette).

Nous avons parcouru la province pour demander au peuple de voter "non". Le plébiscite était une espèce de sédatif ou de soporifique pour endormir les impérialistes. De fait, M. King a réussi à déjouer le complot adverse et à retarder la conscription jusqu'au mois de novembre 1944, grâce à l'action d'un groupe libéral. Il est à l'honneur de M. King d'avoir retardé l'imposition de la conscription.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Vous ne dites pas ce que vous pensez réellement. Soyez donc franc.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) est mieux de penser à ce qu'il a dit des sœurs de l'Hôtel-Dieu<sup>2</sup>.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Est-ce que l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) m'a posé une question?

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** J'ai dit...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Attention...

**M. Lizotte (Kamouraska):** Il me semble que l'attitude que j'ai prise à Ottawa sur la conscription, pendant cette période, devrait m'attirer autre chose que des interruptions stupides de la part de l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle). On a quelques fois raison d'avoir tort, mais on n'a jamais tort d'avoir raison. Je n'ai pas peur de discuter mon attitude à la Chambre des communes avec les députés qui sont en face de nous, car ce sont les amis des tories d'Ottawa. On admettra que nous avons été bons prophètes en demandant de voter "non" au plébiscite.

C'est encore un groupe de députés libéraux qui a fait la lutte contre la conscription à Ottawa, lorsque l'on présenta à la Chambre des communes l'amendement à l'article 3 du bill 80 sur la conscription en 1942. Nous étions 48 députés libéraux fédéraux de la province, dont moi-même, qui prirent la parole et combattirent. Ils ont, dit-il, voté contre l'amendement que le gouvernement King soumettait à l'article 3 de la loi de mobilisation pour être autorisé à envoyer des recrues outre-mer. Nous avons lutté 40 jours contre l'article 3 qui rendait possible la conscription, mais ne l'établissait pas.

Tous, nous nous sommes levés pour protester. Malheureusement, nous avons dû plier sous le

nombre, et l'article 3 a été adopté. Les mêmes députés libéraux ont cependant obtenu que tout arrêté ministériel adopté en vertu de cet amendement, pour l'envoi de conscrits outre-mer, soit soumis à l'approbation de la Chambre et que le gouvernement revienne devant la Chambre pour se faire donner un vote de confiance, avant de mettre la conscription en vigueur. C'est ce que nous avons réussi à obtenir à ce moment. Vint la motion de l'honorable M. Cardin demandant un inventaire de nos forces armées avant la coercition. J'ai voté pour, avec mes amis.

Vint la motion pour faire exempter les cultivateurs, les pêcheurs, les employés de chemin de fer et tous ceux qui étaient nécessaires au pays. C'est Jean-François Pouliot qui s'est levé la première fois pour demander leur exemption et il a été appuyé par Louis-Philippe Lizotte, député de Kamouraska. À l'Assemblée législative, je suis le même homme qu'en 1940. Il (M. Lizotte) est prêt à répéter ce qu'il a dit à ses électeurs, en 1940.

M. l'Orateur, je suis aujourd'hui dans cette Chambre et je puis déclarer que je n'ai pas changé. C'est un groupe de députés libéraux qui ont lutté pour empêcher la conscription et je tenais à le souligner. J'ai été de ceux-là et je suis heureux de dire que nous avons été alors aidés dans notre lutte par des membres du gouvernement de la province et en particulier, d'une manière effective, par le premier ministre d'alors, le chef de l'opposition en cette Chambre.

J'ai été témoin du grand nombre de voyages que le premier ministre du Québec a faits à Ottawa, de ses interventions et de ses démarches auprès de M. King pour lui dire: "Halte-là sur la conscription! Prenez garde! et lui faire entendre le sentiment de la province de Québec. Il faut rendre à César ce qui revient à César, être juste et reconnaître que le premier ministre nous a été d'un grand secours. Ce sont les députés libéraux, aidés de l'honorable représentant de L'Islet (M. Godbout), qui nous ont aidé à obtenir l'exemption des fils de cultivateurs et de pêcheurs.

J'étais, je suis et je reste contre la conscription pour service outre-mer, parce que ce n'est pas le meilleur moyen de gagner la guerre. La conscription constitue le meilleur moyen de briser l'unité nationale, laquelle, j'en ai bien peur, a été fortement ébranlée pour de nombreuses années. La conscription répugne à ma volonté de rester libre. Malgré ce sentiment, qui correspond à ma volonté d'homme libre, parce que j'ai toujours été convaincu que ce sont des hommes libres qui doivent se battre pour la liberté, malgré ce sentiment, je suis pour que nous gagnions la guerre.

(Applaudissements prolongés)

Malheureusement, nous n'entendons pas souvent des souhaits de ce genre s'élever des bancs de la droite. Mais c'est la volonté qui est au fond de tous les cœurs. Suivant les directives de Son Éminence le cardinal Villeneuve, je crois que c'est une guerre juste que nous faisons en ce moment. Si je ne disais pas qu'il faut gagner la guerre, je trahirais la mémoire de ceux qui sont tombés sur les champs de bataille, qui ont versé leur sang sur les sols d'Italie, de France, de Belgique et de Hollande, et je trahirais l'idéal de nos fils et de ceux qui combattent présentement.

J'ai le bonheur d'avoir un fils unique. Il s'est enrôlé volontairement dans la marine royale canadienne. Depuis des mois il sert son pays, combat en haute mer sur l'Atlantique jour et nuit pour chasser les sous-marins qui nous menacent. Il risque en ce moment sa vie tous les jours. Je prie la Providence de le ramener sain et sauf. Si ma prière est exaucée, quand sa maman le verra revenir, elle pleurera de joie en l'embrassant. Quand j'aurai le bonheur de le serrer de nouveau dans mes bras, je ne veux pas que mon fils ait honte de moi.

(Longs applaudissements)

Je veux gagner la guerre, pour que mon fils n'ait pas honte de moi lorsqu'il reviendra au foyer. Je désire pouvoir le regarder dans les yeux et lui dire que son père a fait son devoir et n'a pas trahi l'idéal pour lequel il s'est battu et a risqué sa vie.

Je suis contre la conscription parce que ce n'est pas le meilleur moyen de gagner la guerre. Mais c'est le meilleur moyen de briser l'union nationale, qui est probablement brisée en ce moment. Je crois que mes sentiments seraient partagés par l'immense majorité des citoyens de notre pays, s'il n'y avait pas la province de Québec. Mes sentiments, ils sont partagés par la majorité des gens de la province de Québec et par la presque totalité des citoyens de mon comté. Je n'aurai pas l'audace de leur demander de changer d'opinion, parce que je ne changerai pas la mienne.

(Longs applaudissements)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** dit qu'il ne se référera pas à la guerre des Boers, ni même à celle de 1914-1918 pour expliquer son point de vue sur la motion qui est présentement devant la Chambre. En septembre 1939, lorsque le Parlement du Canada s'est réuni pour discuter de la possibilité de déclarer la guerre à l'Allemagne, le premier ministre, M. King, a promis au nom de son gouvernement qu'il n'y aurait pas de conscription pour service outre-mer. Par la suite, des événements

malheureux se sont produits qui sont venus expliquer pourquoi les politiques canadiennes avaient dû être modifiées pour faire face aux besoins du moment.

La guerre a commencé, subitement, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, par l'envahissement de la Pologne et s'est terminée peu de temps après, soit le 27 septembre. Varsovie, sa capitale héroïque, a capitulé, mettant ainsi pratiquement fin à la campagne polonaise. Puis, tout s'est tranquilisé sur tout le front européen et à tel point qu'on a appelé cette période de temps de l'automne 1939 au mois d'avril 1940, la période de la "drôle de guerre". C'est durant cette période que M. King a tenu les élections fédérales de 1940 et il a pu prendre des engagements, ne pouvant sans doute pas prévoir les événements à venir. Tous les partis politiques ont promis de ne pas avoir recours à la conscription pour service outre-mer et le Parti libéral a été réélu à Ottawa en mars 1940.

Il (M. Marler) fait un retour sur les événements qui ont suivi l'invasion de la Norvège, du Danemark, de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg. Plus tard, l'Italie a déclaré la guerre à la France, au moment où les Allemands l'envahissaient par le Nord. La France tombait sous les coups des Allemands au mois de juin 1940 et l'Angleterre venait à un doigt de sa perte. Après la capitulation de la France, face à ces revers cuisants, le gouvernement du Canada a présenté et fait adopter la loi sur la mobilisation des ressources nationales en juin 1940, laquelle autorisait le gouverneur en conseil à exiger des personnes qu'elles mettent leurs services et leurs biens à la disposition du gouvernement afin d'assurer la défense du Canada et la bonne marche de la guerre, mais ne lui permettait pas d'exiger de ces personnes qu'elles servent hors du Canada.

Le lendemain, le député de Québec (M. Chaloult), qui était alors député de Lotbinière, présentait une motion réclamant une guerre modérée. Au moment où les nazis envahissaient tous les pays d'Europe, le député réclamait la modération contre les envahisseurs.

Puis sont venus les raids aériens. Au Canada, les gens qui osaient imaginer l'avenir savaient qu'à moins que la Grande-Bretagne ne résiste, l'existence du Canada en tant que nation indépendante était sérieusement en danger. Cette époque de notre histoire nous semble lointaine et nous avons tendance à oublier l'inquiétude qui régnait à cette époque. Heureusement, les Nazis ont décidé de ne pas envahir la Grande-Bretagne et se sont tournés vers l'Est. La Roumanie a été envahie et quelques semaines plus tard, l'Italie a attaqué la Grèce. Un

mois plus tard, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie se sont jointes à l'Axe et, si je puis me permettre de le rappeler à l'honorable député de Québec (M. Chaloult), se joindre à l'Axe n'est pas la même chose que se joindre au Bloc populaire, car une fois qu'on fait partie de l'Axe, on y est pour de bon, avec les Nazis à ses côtés.

En janvier de l'année suivante, soit 1941, l'Allemagne et la Russie ont renouvelé leur pacte d'amitié; en mars, la Bulgarie a elle aussi rejoint l'Axe et le 6 avril, sans doute pour venir à la rescousse de leurs amis fascistes, les Nazis ont attaqué la Yougoslavie et la Grèce. Les Britanniques, qui étaient venus en aide aux Grecs, ont dû évacuer à la fois la Grèce et l'île de Crète. Encore une fois, trop peu avait été fait, et trop tard. Le 22 juin, sans doute comme preuve de l'amitié renouée en janvier, l'Allemagne a envahi la Russie. Peu de temps après, les Nazis avaient pris le reste de la Pologne ainsi que l'ensemble des pays baltes et une très grande partie de la Russie.

La guerre a également suivi son cours sur les rives de l'Afrique du Nord. Décembre 1941 a été marqué par l'attaque surprise de Pearl Harbour et la déclaration de guerre des États-Unis au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie. Les mois qui ont suivi ont constitué les moments les plus sombres de la guerre, car on craignait alors de voir tomber ce bastion de la liberté. Les Japonais ont pris Hong Kong et Singapour, les Indes néerlandaises et les Philippines, et ont menacé d'envahir l'Australie, pendant qu'en Russie, les Nazis continuaient d'avancer vers Stalingrad. Les forces combinées de l'Allemagne et de l'Italie ont entrepris leur marche vers les portes d'Alexandrie. C'est dans ces tristes circonstances que M. King et son gouvernement ont décidé de faire appel à la population du Canada, pour que celle-ci les libère des promesses faites en septembre 1939.

À la suite du plébiscite du 27 avril 1942, le résultat duquel est connu de tous, le Parlement fédéral a abrogé l'article 3 de la loi sur la mobilisation des ressources nationales, dans le but de faire disparaître la restriction relative au territoire imposée aux pouvoirs du gouvernement pour que celui-ci puisse envoyer toute personne des forces armées dans n'importe quel endroit au monde qui lui semble approprié pour la bonne marche de la guerre. En juillet de la même année, soit 1942, le vent a tourné et les Nazis ont été stoppés à seulement quelques milles d'Alexandrie; en novembre 1942, les Américains ont débarqué en Afrique du Nord et en 1943, les Nazis et leurs alliés italiens ont été expulsés de Tunisie.

Je ne m'attarderai pas sur les événements qui ont suivi, dont on se souvient mieux, mais je vous rappellerai que l'armée canadienne a participé à l'invasion de la Sicile à l'été 1943 et, plus tard, à la campagne d'Italie, et que nous avons encore deux divisions au front là-bas. J'aimerais également vous rappeler la participation d'autres divisions canadiennes à l'invasion de la Normandie, dans les batailles autour de Caen, Falaise et Carpiquet, et dont les exploits passeront à l'histoire. Nous pouvons, avec raison, être fiers de leur performance dans les batailles qu'elles ont livrées à partir des plages de Normandie vers le Nord et jusqu'à la Belgique, l'Escaut et enfin la Hollande. Il nous faut admettre que le nombre de victimes, lors des diverses opérations, a été beaucoup plus élevé que prévu et qu'ainsi, la question des renforts a revêtu une importance capitale.

Il (M. Marler) loue la participation du Canada, souligne la part grandissante que les armées, la marine et les forces aériennes canadiennes ont prise au déroulement de la guerre, et à la croissance des forces aériennes et de la marine au sein desquelles servent de nombreux jeunes hommes de mérite, dont le fils du député de Kamouraska. Les Canadiens se sont battus comme des braves sur tous les fronts européens. Nous devons les soutenir et non rester indifférents à leur sort. C'est à cause de ces événements que le Canada a pris diverses mesures, afin d'aider la cause des Alliés.

Il loue la participation du Canada au conflit, la part toujours croissante que nos armées, notre marine et notre aviation ont prise à la guerre à mesure qu'elle gagnait en intensité. Nous sommes trop enclins ici, où nous goûtons l'aise et le confort le plus complet, à oublier les sacrifices que nos fils, nos défenseurs ont faits pour nous de l'autre côté.

Les hommes qui se sont enrôlés pour outre-mer n'ont pas agi ainsi pour l'amour de l'aventure en Europe, mais parce qu'ils croyaient en la liberté. L'automne dernier, le nombre des pertes dans nos armées avait dépassé les prévisions et, pour remédier à la situation, le gouvernement a dû adopter un arrêté ministériel et envoya outre-mer 16,000 recrues entraînées. Je ne veux pas discuter le problème des renforts comme une question académique, car il s'agissait de voir à ce que la place de ceux qui étaient tombés, les morts, et ceux qu'on devait retirer des lignes pour cause de blessures, soit prise par ceux qui étaient en état de poursuivre la lutte à leur place. Il fallait à tout prix envoyer des renforts aux jeunes Canadiens qui se battaient dans les montagnes d'Italie ou dans les plaines de Hongrie.

Il importe donc d'appuyer Ottawa sur cette question plutôt que de le combattre. En conséquence, il (M. Marler) ne croit pas que le décret de novembre dernier devrait faire l'objet d'une censure comme le fait la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) mais devrait obtenir notre appui unanime. Il (M. Marler) propose que l'on vote contre la motion. C'est la cinquième fois que le député de Québec (M. Chaloult) présente une motion de ce genre et il espère que c'est la dernière.

Les députés de l'Assemblée semblent oublier que bien que le Canada soit un pays indépendant, son avenir dépend en grande partie de la résistance de la Grande-Bretagne en temps de guerre. Je crois que la conscription a été imposée parce qu'elle s'est avérée nécessaire. Le gouvernement du Québec n'est pas autorisé à débattre les questions de compétence fédérale. Même si le Canada est un pays indépendant et libre, il n'a dû cette liberté au cours des années de guerre qu'à la lutte terrible qu'a engagée l'Angleterre contre le pays agresseur de l'Europe tout entière, l'Allemagne.

Je vais voter contre la motion. Les motions de ce genre ont créé dans tout le Canada, aux États-Unis et même à l'étranger l'impression que le Québec n'a pas apporté une contribution adéquate à l'effort de guerre des nations, ce qui est faux. Des extrémistes font ailleurs dans le pays ce que le député de Québec fait dans notre province. Il est temps que ça cesse; nous devrions canaliser nos énergies et travailler à maintenir la bonne réputation de Québec et cesser de dire à Ottawa comment conduire la guerre que nous livrons contre les forces qui veulent dominer pour nous imposer un régime de tyrannie.

**M. O'Connor (Huntingdon)** affirme qu'il n'aime pas la conscription et rappelle qu'il a voté pour deux motions anticonscriptionnistes depuis qu'il siège à l'Assemblée législative. Mais, le temps est venu où le pays a dû prendre une ferme attitude et non plus recourir à des expédients. J'ai écouté avec sympathie l'exposé du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), mais j'ai une grande admiration pour le député de Québec. Il (M. O'Connor) croit que le député de Québec est sincère. Le député de Québec, au fond, est un grand Canadien et est contre la conscription.

Mais le député de Québec-Comté (M. Chaloult) ne devrait pas contribuer à créer de la désunion au pays avec des motions de ce genre. De telles questions excitent les gens. Il faut se rendre à l'évidence que quelqu'un doit gagner cette guerre et on ne doit pas s'en décharger sur les autres. Tous ont

des amis et des parents à la guerre qui ont participé à la libération de la France et à celle de Rome, centre du catholicisme. Nous ne devrions pas voter toutefois pour cette motion.

Il (M. O'Connor) regrette que le sujet ait été amené en Chambre à ce moment crucial du conflit mondial. Ça ne changera d'aucune façon les décisions prises par Ottawa, ces décisions étant fondées sur de l'information dont absolument personne à l'Assemblée législative n'a eu connaissance. Je ne veux pas paraître insensible. Je suis contre la conscription, parce que c'est la désunion des deux grandes races du Canada, et parce qu'elle a nui à l'unité nationale. La conscription a servi de football politique pendant 25 ans. Débarrassons-nous-en. Nous devons gagner la guerre et vaincre les maudits Allemands.

Les décisions prises par le gouvernement central, dont tous les députés sont parfaitement au courant des besoins de l'heure, devraient être respectées, et la Législature du Québec devrait se limiter à ce qui tombe sous sa juridiction. Nous n'avons pas à nous mêler de la politique étrangère du Canada et nous ne devrions pas voter sur cette motion.

Il (M. O'Connor) félicite l'honorable député de Rouville (l'honorable M. Barré) de sa loi du drainage des terres et des bons effets que semblable mesure va avoir par toute la province et même dans son comté de Huntingdon<sup>3</sup>.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** formule catégoriquement son opposition à la motion.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** déclare qu'il votera contre la motion.

**M. Dumaine (Bagot):** La motion du représentant de Québec (M. Chaloult) est très importante. M. l'Orateur, permettez-moi de féliciter l'honorable député de Kamouraska (M. Lizotte) de son magnifique discours et de son clair exposé de la question de la conscription qu'il a fait à la Chambre. Je le félicite de son courage, de l'attitude loyale et franche avec laquelle il a rempli son mandat à Ottawa de 1940 à 1944. Si nous avions 150 ou 175 députés fédéraux de la trempe du député de Kamouraska (M. Lizotte) au lieu de 48 pour s'opposer à l'amendement à la loi de mobilisation, en 1942, et en novembre dernier, nous serions à l'abri de la conscription. Nous ne serions pas dans la situation où nous nous trouvons en ce moment, et la province de Québec et le Canada tout entier y gagneraient.

Il rappelle qu'il a présenté à l'Assemblée législative, en 1942, une motion demandant au gouvernement fédéral de ne pas imposer la conscription pour service outre-mer. Il n'a pas changé d'idée depuis et est encore contre la conscription pour service outre-mer. Je veux aussi féliciter l'honorable chef de l'opposition de son attitude énergique et courageuse à Ottawa sur la question de la conscription qui a empêché pendant cinq ans le gouvernement d'Ottawa d'imposer la conscription et contribué à l'exemption des fils de cultivateurs et pour les succès obtenus pour son peuple.

Depuis 1940, les conservateurs et les conscriptionnistes, ceux qui voulaient absolument imposer la conscription à la population canadienne, ont comploté pour la faire établir, mais ils ont trouvé dans le chef de l'opposition un homme qui avait de l'autorité, qui a su se faire écouter, qui a déjoué leurs plans pendant que le Parti libéral était au pouvoir dans la province. Il (M. Godbout) a empêché l'imposition de la conscription jusqu'à la crise du mois de novembre 1944, alors qu'il n'était plus au pouvoir.

Il (M. Dumaine) rend hommage aux membres de nos trois armées, armée, marine et aviation, et aussi à nos ouvriers et cultivateurs qui ont fait un effort de guerre admirable. Depuis 1939, la province de Québec a contribué magnifiquement à l'effort de guerre dans tous les domaines, sans aucune exception, en soldats, en munitions et en nourriture fournie par nos cultivateurs. Les cultivateurs ont augmenté leur production et, pour cela, il a fallu qu'ils soient maintenus sur leurs fermes. Les cultivateurs québécois ont été ceux qui, malgré une crise de main-d'œuvre, ont le plus augmenté leur production agricole depuis 1939.

La motion ne fait que protester contre la conscription et blâmer le gouvernement fédéral. Ce n'est pas suffisant. Je suis contre la conscription comme un grand nombre de canadiens des autres provinces. Nous, les libéraux, avons prêché la doctrine anticonscriptionniste pendant longtemps. On a dit que toutes les élections avaient été faites sur la conscription. Je me suis présenté en 1930, aux élections fédérales et il n'a pas été question de conscription. Je me suis présenté au provincial en 1935 1936 et 1939, et ce n'est qu'en 1939 que l'on a parlé de la conscription, alors que le premier ministre actuel est venu soulever la question. Il a provoqué les ministres fédéraux et les a forcés à rentrer dans l'arène provinciale en disant qu'un vote pour le Parti libéral, c'était un vote pour la conscription.



Il n'est pas dans l'intérêt du gouvernement de Québec de se contenter de blâmer Ottawa. Et à ce propos, il exprime sa désapprobation de l'arrêté ministériel que le gouvernement a voté pour protester contre la conscription. Je ne puis approuver la motion dans son ensemble. Elle n'est pas pratique. L'Assemblée législative, tout en réaffirmant son opposition formelle à la conscription doit varier les termes de sa motion et c'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député du Lac-Saint-Jean (M. Fillion), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "que", dans la quatrième ligne du paragraphe 4 de la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: "une infâme machination ait forcé M. Mackenzie King à abandonner le volontariat".

Et qu'il soit ensuite ajouté: "Que cette Chambre demande instamment au gouvernement fédéral de revenir au système de volontariat, qui est le seul moyen de gagner la guerre et de sauvegarder l'unité nationale."

Cet amendement a pour objet, notamment, de faire disparaître de la motion les mots: "Que M. Mackenzie King ait renié ses engagements" et ajoute un paragraphe où l'on demande le retour au volontariat<sup>4</sup>.

**M. Chaloult (Québec)** (veut alors se lever sur la teneur de cet amendement).

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je crois que l'amendement est hors d'ordre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je soulève un point d'ordre. L'amendement est irrégulier. Il comporte ce que l'on appelle en anglais de l'"apple sauce". Il change la signification et la portée de la motion principale. Il contrevient aux dispositions des articles 172 et 173 du Règlement parce qu'il fait disparaître le principe de la motion. En effet, la motion a pour but de blâmer le gouvernement fédéral d'avoir renié ses promesses et d'avoir imposé la conscription outre-mer. Cette motion n'aurait plus eu la même signification, si elle avait contenu des termes pour excuser le gouvernement King. Il (M. Gagnon) demande à l'Orateur de le rejeter.

M. King aurait été forcé par une infâme machination? C'est absurde. Où est la machination infâme? Le gouvernement fédéral disposait d'une majorité de 150 députés à Ottawa et l'on voudrait laisser entendre que cette majorité ne pouvait se tenir debout contre une minorité de 39 députés conservateurs. Mais voyons! Si la majorité libérale

n'est pas suffisante à Ottawa, comment se fait-il que des députés libéraux ont abandonné leur mandat pour venir prendre part à une petite lutte douteuse à Québec? On veut nous faire rejeter l'essence de la motion principale pour faire adopter un petit amendement qui est ni chair ni poisson.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne vois rien dans l'amendement à l'encontre des règlements. Non seulement cet amendement ne détruit pas la motion principale, mais il la confirme et va plus loin que la motion, car il propose quelque chose de concret. Il demande que la loi de conscription soit rappelée et demande de rétablir le système du volontariat, le système que nous, nous voulons tous. Nous voulons avoir quelque chose de pratique.

Ce qui doit intéresser surtout la Chambre, ce n'est pas tant de blâmer King que de lui demander de rappeler la loi de la conscription pour redonner au pays le volontariat dont on n'aurait jamais dû s'éloigner. D'autre part, une partie de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) se trouve énoncée dans l'amendement apporté par le député de Bagot (M. Dumaine).

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je demande que l'amendement soit mis hors d'ordre, parce qu'il change complètement la nature de la motion en discussion devant la Chambre. Le but de la motion est de fournir aux députés l'occasion de condamner les hommes publics qui, dans l'intérêt de leur parti, renient leurs engagements les plus sacrés, solennels et donnent cette impression déprimante que l'on est un grand homme quand, en réalité, on est un grand menteur public.

Les gens qui sont venus nous dire, pour un besoin électoral, qu'avec eux il n'y aurait jamais de conscription n'étaient pas des enfants d'école. On affirme, dans la motion, qu'ils se sont conduits comme des menteurs, des faussaires, parce qu'ils savaient qu'ils faisaient des promesses qu'ils ne pourraient tenir. Voilà le principe sur lequel la motion insiste.

(Tumulte à droite)

C'est ça le principal de la motion et c'est ça que l'amendement veut nous empêcher de dire. Il faut que la résolution soit consignée telle qu'elle est dans les procès verbaux afin que, demain, l'on puisse dire qu'il y avait ici des gens qui, sans être capables d'empêcher toute hypocrisie, avaient au moins le courage de la condamner. Il faut laisser quelque chose dans les archives pour montrer aux générations futures que nous n'avons tout de même pas tout avalé.

Il faut que les députés en cette Chambre aient le courage de dénoncer ceux qui ont trompé le peuple pour des fins électorales. Dans l'amendement de la gauche, on veut enlever le blâme que la motion elle-même veut adresser à M. King pour avoir imposé au pays la conscription, tant dénoncée par le Parti libéral à Ottawa.

**M. Chaloult (Québec):** L'amendement est irrégulier, parce que la conclusion de ma motion découle des attendus et forme un tout avec ses attendus. En modifiant la conclusion, on dénature la motion qui est à l'effet que la Chambre, en premier lieu, proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription pour service outre-mer et, en second lieu, qu'elle regrette que M. King ait renié ses engagements les plus sacrés. L'amendement du représentant de Bagot (M. Dumaine) aurait pour effet de supprimer une partie de ma motion, celle de blâme à l'endroit du premier ministre du Canada. En supprimant ces mots "regrette que M. King ait renié ses engagements les plus sacrés", on enlève la portée et le sens de ma proposition de censure.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Nous voulons précisément déclarer que les libéraux furent des menteurs et des faussaires.

(Acclamations à droite)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La motion s'attaque avant tout à la conscription et l'idée qui ressort de la discussion, c'est que cette Chambre est contre elle. L'immense majorité de la population est contre la conscription. S'il n'y avait de conscription, il n'y aurait pas de motion. Mais, pour quelques gens, la bête noire ce n'est pas la conscription, c'est M. King. Ces gens, dont le député de Québec, trouvent qu'il vaut mieux frapper M. King que d'obtenir le rappel de la conscription. Il y a même des gens qui souhaitent la conscription depuis des mois, lorsqu'elle a été imposée, et qui maintenant ne veulent plus qu'elle disparaisse.

Elle fait leur affaire. Le mal, ce n'est pas la conscription, mais M. King. Frapper M. King ne rapportera rien. Il y a des députés en cette Chambre qui n'ont jamais considéré l'intérêt de la jeunesse, mais ont souhaité la conscription et aujourd'hui veulent la garder pour s'en servir eux-mêmes. Nous demandons le rappel de la conscription.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest):** Le député est-il d'avis qu'avec cet amendement on va faire revenir les 16,000 conscrits d'outre-mer?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Oui, si vous votez notre amendement. Si mon collègue député de l'Abitibi veut que les 16,000 conscrits reviennent et que la conscription disparaisse, la recette est dans notre amendement. Ça n'a pas l'air de faire l'affaire du gouvernement que l'on demande de rappeler la conscription. L'amendement suggère de revenir au volontariat. Est-ce que c'est cela que désire la Chambre? Il faut que le Parlement vote le rappel de la conscription. L'amendement est bien dans l'ordre parce que, non seulement il renferme une partie de la motion, mais il va plus loin en exprimant le désir que le gouvernement d'Ottawa rappelle sa loi de conscription.

Il y a des gens qui en veulent tellement au gouvernement libéral et à son chef, M. King, qu'après avoir tout fait pour voir imposer la conscription au pays, ils ne veulent plus maintenant qu'on puisse faire autre chose que de le blâmer et s'élèvent même contre ceux qui voudraient que le gouvernement fédéral retire sa loi de conscription. Si cet amendement est défait, cela veut dire que la majorité des députés de cette Chambre ne veut pas que l'on revienne au volontariat. Ce que certaines gens veulent, je le répète, c'est frapper M. King.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** soulève un point d'ordre et prétend que l'amendement du représentant de Bagot (M. Dumaine) n'est pas dans l'ordre. M. King avait une majorité très forte, il avait des partisans serviles comme on en avait de ce côté-ci de la Chambre.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Apparemment cet amendement ne fait pas l'affaire politique de nos amis de la droite. Toutes les motions présentées depuis cinq ans avaient un but politique.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Qu'est-ce que ça veut dire les mots "infâme machination"? Est-ce que l'opposition veut donner à entendre que les libéraux se font élire par des machinations?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Je suis surpris des mots "infâme machination". L'amendement rend la motion inintelligible. Si M. King ne voulait pas imposer la conscription, il n'avait qu'à demander à ses députés lâcheux ou lâcheurs, comme on voit de ce côté de la Chambre. Je ne suis pas prêt à admettre ce que semble vouloir dire l'amendement par lequel les libéraux veulent

faire passer M. King pour un fou et qu'il s'est fait imposer la conscription par une infâme machination.

J'espère qu'ils ne veulent pas donner à entendre qu'il a fait serment par oubli ou par distraction. Il (M. Côté) rappelle les engagements de M. King et du Parti libéral à l'endroit de la conscription. Mais la conscription, elle a belle et bien été imposée par M. King.

(Mouvements de protestations à droite et rires à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le secrétaire de la province (M. Côté) n'a pas même lu ou n'a pas dû lire correctement l'amendement.

**M. Dumaine (Bagot):** Il ne veut pas le comprendre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas l'intérêt d'un parti politique qu'on doit regarder dans cette affaire, mais le bien du peuple. L'amendement est à l'effet de faire amender par le gouvernement d'Ottawa la loi de la conscription. C'est ce qui doit compter. Il ne suffit pas de blâmer, mais il faut tâcher surtout, dans un amendement constructif, d'amener le gouvernement à changer sa loi de conscription.

Il est évident que l'Union nationale ne veut pas remplacer la conscription par le volontariat parce qu'elle recherche un intérêt politique. Ce qui fait mal à nos amis d'en face dans l'amendement, c'est qu'il ne fait pas leur affaire au point de vue politique. On s'y oppose dans un but politique pour servir des fins politiques. Toutes ces motions sont présentées pour servir des fins politiques.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de me prêter des intentions que je n'ai pas. Quand je me lève ici pour défendre quelque chose, mon attitude est dictée par ma conscience. Tout mon passé politique est derrière moi pour prouver que...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne me suis pas adressé au secrétaire de la province, qui n'a rien compris, mais à l'Union nationale et vous avez décidé, M. l'Orateur, que l'on peut parler d'un groupement politique sans qu'un de ses membres ne s'en offusque.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** se gratte la tête.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La motion a été présentée pour servir des fins politiques.

**M. Chaloult (Québec):** Je soulève moi aussi un point d'ordre. Cette affirmation m'attaque directement, puisque je suis l'auteur de la motion. Or, je suis seul en Chambre et ne dirige aucun groupe politique.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** accuse le député de Québec (M. Chaloult) de vouloir seulement blâmer et attaquer M. King, sans voter contre la conscription elle-même. Il n'y a qu'un moyen d'arrêter l'envoi des conscrits outre-mer et c'est de voter la motion du député de Bagot (M. Dumaine). C'est plus logique.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je suis contre l'amendement, car il est de nature à changer la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) qui, dans un ordre très logique, s'élève d'abord contre la conscription, pour blâmer ensuite celui qui l'a imposée. La motion se tient et doit être acceptée en bloc, les deux parties ne peuvent se séparer.

L'Assemblée législative est appelée à exprimer son attitude sur un cas concret: le cas de M. King. On ne saurait l'éluder. La conclusion de l'amendement doit avoir une double portée parce que les attendus touchent deux aspects. Elle indique que l'on doit dénoncer et la conscription et le conscriptionniste.

Quant à nous, il ne saurait être question de défendre les deux vieux partis à Ottawa. Les conservateurs ont imposé la conscription en 1917 et les libéraux en 1944.

L'histoire qui vient de s'écrire à Ottawa doit avoir son épilogue ici, et il faut non seulement condamner la conscription, mais aussi celui qui l'a imposée. L'amendement constitue un piège pour excuser le principal coupable qui est M. King et éviter un vote de censure contre le chef libéral, un piège qu'il faut éviter.

**M. Lemieux (Beauharnois):** L'amendement détruit l'essence et la substance de la motion Chaloult. Si ceux qui ont présenté un tel amendement sont réellement sérieux et sincères, qu'ils votent la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) d'abord pour bien manifester leur opposition à la conscription, et ensuite, ils présenteront à leur tour une motion distincte calquée sur l'amendement du représentant de Bagot (M. Dumaine).

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Mon attitude sur la motion n'est pas équivoque. Je voterai contre. Si je suis appelé à voter sur l'amendement du député de Bagot, je voterai aussi contre<sup>5</sup>.

Le parti que je représente à la Chambre a déjà eu l'occasion de s'exprimer clairement sur la question de la conscription. Son parti à Ottawa a réclamé l'envoi de renforts pour les troupes outre-mer.

La C.C.F. a réclamé la conscription du capital humain après qu'on aura fait la conscription de la richesse du pays. Il n'y aurait pas de long débat si nous n'étions pas à la veille de l'élection fédérale. On fait de toute cette question un ballon politique. Je crois que les partis politiques qui sont contre la motion et l'amendement n'agissent que pour des fins politiques, parce que des élections fédérales s'en viennent bientôt.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** rappelle qu'il a toujours été contre la conscription et qu'il a donné des votes en ce sens sur chacune des motions présentées par le député de Québec, depuis 1939. Il rappelle à ceux qui réclament tant le respect des droits provinciaux qu'il nous faut respecter les droits du fédéral.

L'amendement du représentant de Bagot (M. Dumaine), tout en rejetant certaines parties de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult), va plus loin, car il exprime le désir que la conscription soit rappelée par le gouvernement d'Ottawa. Si nous sommes contre la conscription, nous sommes pour le volontariat. Pourquoi refuser de le dire?

**Des députés ministériels** reprochent aux libéraux de mettre l'Union nationale dans la situation de vouloir faire croire qu'elle s'oppose au volontariat.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** L'amendement devrait être soumis à la Chambre parce qu'il ne vient à l'encontre d'aucun règlement de la Chambre et il laisse subsister tout le blâme que l'on veut jeter sur les responsables, mais l'amendement complète certainement la motion en demandant le volontariat. Nous le disions, nous aussi, que M. King n'a pas tenu ses engagements, mais nous disons que c'est parce qu'il a été victime d'une infâme machination diabolique, et l'on dit que c'est la vérité. L'amendement a un avantage sur la motion qui se contente de dire que M. King, vous êtes menteur, parce qu'il demande de respecter notre volonté de nous en tenir au volontariat.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Jamais on a vu un parti politique tant se démenier pour sauver ses chefs politiques. Je suggère de faire renvoyer cet amendement qui reconnaît que la conscription existe. Il devrait être encadré pour la mémoire des générations futures. Je suis prêt à faire voter les sommes nécessaires pour cet encadrement.

Il renferme de grandes vérités, entre autres un aveu de la part du Parti libéral que c'est le Parti libéral, avec M. King qui a imposé au pays la conscription, fait que tous les libéraux ont nié. Si la conscription existe, comme le chef de l'opposition (M. Godbout) a promis de combattre son parti, et même de démissionner, qu'il s'exécute. Le chef de l'opposition est-il toujours contre la conscription?

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais prétendu que la conscription n'existait pas, mais bien au contraire. J'ai été le premier à protester contre la conscription, au mois de novembre dernier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Mais démissionnez. C'est un aveu que M. King avec sa majorité de 160 contre un petit groupe n'a pas assez de cran pour gouverner. L'amendement de l'opposition devrait être encadré.

**M. Dumaine (Bagot):** L'amendement est dans l'ordre. Il constitue une protestation contre la conscription. Nous demandons que le gouvernement fédéral revienne au système du volontariat et mes amis d'en face s'opposent au volontariat. Il (M. Dumaine) demande à la droite de prendre ses responsabilités en votant sur l'amendement.

Je suis de l'avis du ministre. Encore plus que les honneurs que de l'encadrement, cet amendement devrait avoir les honneurs de l'inscription aux procès verbaux pour la postérité. Mon amendement prouvera dans l'avenir que le Parti libéral a fait quelque chose de pratique pour la population.

J'ai été surpris tout à l'heure de voir le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui représente un comté agricole, se lever pour s'opposer à un amendement d'un député libéral qui demande au gouvernement fédéral de revenir à la politique du volontariat. Il est surprenant de voir tous les membres de la droite s'opposer à cet amendement qui s'appuie sur le principe du volontariat.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le député n'a pas le droit de m'attribuer des paroles que je n'ai pas dites et de prétendre que je suis contre le volontariat. Je n'ai fait aucune opposition au

volontariat, mais j'ai tout simplement signalé le désordre de l'amendement, sans en discuter du tout le mérite.

**M. Dumaine (Bagot):** Il est bien beau de discuter mais il ne faut pas oublier que, dans chaque comté, il y a des milliers de jeunes gens dans les campagnes qui attendent un geste de la part de la Législature de Québec, un geste qui ne soit pas tout simplement négatif, mais un geste pour leur aider dans les circonstances et qui forcera peut-être les autorités fédérales à rappeler leur loi de conscription.

Il faut que l'Assemblée législative demande à Ottawa de rappeler sa législation de conscription. Nous voulons, nous de l'opposition, que le gouvernement fédéral revienne à sa politique de volontariat. Mon amendement est légal et la Chambre devrait l'adopter. Je demande aux députés de la droite de prendre leurs responsabilités en votant l'amendement et non pas en les laissant porter par l'Orateur.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** La manœuvre politique est évidente. On propose cet amendement pour faire croire que les membres de l'Union nationale ont voté contre le volontariat. Votons la motion d'abord et nous voterons l'amendement après. Si on est sincère, je propose que la Chambre agisse ainsi. Que l'on présente une autre motion dans ce sens, après avoir accepté la motion Chaloult, et nous voterons pour.

**M. Plourde (Arthabaska)** souligne l'attitude un peu plus généreuse du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), mais le cabinet des 21 a passé outre.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Il y a une simple question à décider pour le Président.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'Orateur est suffisamment éclairé. Je demande une décision.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** La motion parle de M. King, mais M. King, ce n'est pas tout le gouvernement. Il ne suffit pas de blâmer M. King. Si la Chambre veut simplement se prononcer encore une fois contre la conscription, la seule façon juste de le faire, c'est de soumettre une autre motion contre cette politique. M. King n'est que le leader du Parti libéral, mais il est également le chef du gouvernement du Canada, choisi par les représentants de la population élus pour diriger

l'administration du pays. Il pourrait mourir, il pourrait démissionner. Qui le remplacerait?

La personne choisie parlerait encore au nom du gouvernement du Canada. Donc, une motion contre le chef d'un gouvernement, le désignant par son nom, est non seulement ridicule mais préjudiciable à la majorité au nom de laquelle il agit. Il faut que la Chambre adopte une motion constructive comme l'amendement du représentant de Bagot (M. Dumaine) pour que le gouvernement et non M. King tout seul rappelle sa loi de conscription.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je suis le second de l'amendement. Mes collègues connaissent mes opinions contre la conscription. Personne n'ignore les efforts que j'ai faits pour empêcher les cultivateurs de quitter leur terre parce que nous avions besoin d'eux.

J'ai voulu ajouter dans la motion le droit pour mes fils et tous les jeunes gens de la province et du pays d'avoir l'avantage de bénéficier du système du volontariat comme les jeunes gens qui se sont enrôlés depuis 1939, jusqu'à la fin 1944. Je crois que j'ai raison d'avoir secondé cet amendement qui est juste. Il ne faut pas penser seulement à aujourd'hui et il faut absolument demander à Ottawa d'amender sa loi.

**M. Plourde (Arthabaska):** Pourquoi les députés ministériels se débattent-ils comme des diables dans l'eau bénite pour empêcher la Chambre de se prononcer contre la conscription et en faveur du volontariat? Cet amendement est parfaitement dans l'ordre, car il demande une protection générale pour la jeunesse. La motion du député de Québec (M. Chaloult) n'offre aucun remède tandis que l'amendement propose le véritable remède qui est le volontariat. L'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) l'a bien compris, lui, puisqu'il veut voter les deux l'un après l'autre. Pourquoi ses collègues s'abstiennent-ils à s'opposer à l'amendement?

**M. l'Orateur,** à un moment donné, rappelle le député d'Arthabaska (M. Plourde) à l'ordre, et lui demande s'il parle sur le point d'ordre.

**M. Plourde (Arthabaska):** Quel est le point d'ordre?

(Après, une longue discussion s'ensuit. Une douzaine de points d'ordre différents ont été soulevés pendant environ une heure.)

**M. l'Orateur:** Après avoir écouté toute cette discussion, je dois dire que l'amendement du député de Bagot (M. Dumaine) est hors d'ordre et je le rejette.

La motion du représentant de Québec (M. Chaloult) a un double objet: protester contre l'imposition de la conscription et exprimer le regret que M. King l'ait imposée. L'amendement pêche contre l'objet de la motion principale<sup>6</sup>.

**M. Dumaine (Bagot)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Les cloches sonnent)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Est-ce qu'un député de la gauche peut paier avec le premier ministre, qui est absent?

**M. Godbout (L'Islet):** Oui, l'honorable député de Montréal-Outremont (M. Groulx) est "pair" avec l'honorable premier ministre.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?", est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Dussault, Élie, Fleury Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Duffy, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 33.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il est 6 heures, est-ce que la Chambre est prête à se prononcer sur la motion elle-même?

**M. Chaloult (Québec):** Quelques députés voudront probablement ajouter quelques remarques et j'entends moi-même user de mon droit de réplique. En conséquence, il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La Chambre ne siégera pas dans la soirée, mais le comité des bills privés se réunira pour étudier le bill de l'Hôtel-Dieu.

**M. Chaloult (Québec):** On empiète constamment sur le temps alloué aux motions des députés, ce qui retarde indûment l'étude de la motion, étant donné, dit-il, que je désire exercer mon droit de réplique.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Un groupe de députés est responsable pour le temps perdu et pour montrer mon désir de sauvegarder les prérogatives des représentants du peuple, je suis prêt à ajourner à 3 heures jeudi après-midi le débat sur la motion et, étant donné les circonstances, à faire modifier l'ordre des travaux demain, afin que le député de Québec puisse conclure le débat et qu'on puisse passer au vote.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 10.

### NOTES

1. *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 3, souligne qu'"une gerbe de fleurs a été déposée dès le début de la séance sur le pupitre du Dr J.-F.-A. Gatién, député de Maisonneuve, à l'occasion de son anniversaire de naissance."

2. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 2, ajoute pour la compréhension de cette intervention: "Allusion à une déclaration faite ce matin par M. Déglise au comité des bills privés lors de l'étude du bill des

religieuses Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant à la législation une refonte de la charte de leur communauté." *Le Canada* du 2 mars 1945, à la page 12, reproduit la "fameuse" déclaration de M. Delisle: "J'ai objection à ce que les sœurs de l'Hôtel-Dieu de Québec dépensent comme elles l'entendent les fonds des pauvres. Je prends à témoin mes collègues, les députés de Montréal, plus particulièrement le député de Verdun, du fait que les religieuses de l'hôpital de Verdun ont plus de sympathie pour les piastres que pour les malades pauvres."

3. *La Presse* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 13, précise que "M. O'Connor reprend son siège, cependant, sans dire s'il votera pour ou contre la motion Chaloult."

4. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 10, précise que le débat sur l'amendement Dumaine se prolonge sur plus d'une heure.

5. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 12, rapporte une intervention très différente pour M. Côté, député de Rouyn-Noranda: "Nous sommes pour le volontariat et l'amendement demande le volontariat. Il complète la motion et doit être adopté." Alors que, dans leur édition du 1<sup>er</sup> mars 1945, *L'Événement*, à la page 10, *L'Action catholique*, à la page 13, *Le Soleil*, à la page 11, *The Chronicle Telegraph*, à la page 3, et *La Presse*, à la page 13, rapportent le contraire, c'est-à-dire que le député votera contre la motion et l'amendement. *Le Devoir*, *La Patrie*, *The Montreal Daily Star* et *The Gazette* passent sous silence l'intervention du député C.C.F.

6. Les journaux qui rapportent le nombre d'intervenants qui ont pris la parole, lors de ce débat sur l'amendement Dumaine, ne s'entendent pas tous quant au nombre total d'orateurs. *The Chronicle Telegraph* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 3, avance le chiffre 25, mais lorsque vient le temps de faire le décompte, il n'en reste plus que 22. Dans leur édition du 1<sup>er</sup> mars 1945, *Le Devoir*, à la page 1, et *The Montreal Daily Star*, à la page 2, parlent de 23 interventions. Nous avons retrouvé 21 interventions avec leur auteur et une intervention moins définie attribuée à "des députés de l'Union nationale."

7. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1945, à la page 2, spécifie "que M. Gagnon, craignant une petite majorité, bien que l'Union nationale soit sûre de l'appui du Bloc et de l'ex-bloc".





Séance du jeudi 1<sup>er</sup> mars 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 140 concernant la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec;

- bill 106 constituant en corporation Young Israel of Montreal.

**Projets de loi:**

**Charte  
de Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

**The Saint John of Suchawa Bukowinian  
Greek Orthodox Church of Lachine**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

**Congrès du travail à Québec et doctorat  
honoris causa pour M. Antonio Barrette**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai une heureuse nouvelle à communiquer. Les efforts qu'a déployés le ministre du Travail (l'honorable

M. Barrette), afin que le conseil exécutif du Bureau international du travail tienne son congrès dans la ville de Québec, ont été couronnés de succès, et cette rencontre se tiendra en juin. Le Bureau international du travail tiendra pour la première fois son congrès plénier en Amérique, et notre ville a été choisie pour être le théâtre de ces importantes assises. La tenue de ce congrès est un événement d'une importance mondiale pour Québec. L'Université Laval a tenu à marquer ces assises par la présentation d'un doctorat honoraire au directeur intérimaire du Bureau international du travail, M. Edward J. Phelan, et à M. Barrette.

Jeune encore, le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) a fait sa marque dans son comté et sa province. Il est parti du rang de modeste ouvrier pour s'élever à un poste de haute responsabilité par son propre mérite. Il se distingue par sa belle culture, la correction de son langage et sa réputation d'intégrité bien méritée. L'honneur dont il est l'objet rejaillit sur le gouvernement et sur sa famille, à qui j'offre mes félicitations. Il (M. Gagnon) étend ses félicitations à Mme Barrette et au vieux père de M. Barrette.

**M. Godbout (L'Islet)** se dit heureux de joindre ses félicitations à celles du trésorier provincial (M. Gagnon). Il (M. Godbout) note l'importance des assises du Bureau international et il se réjouit de l'honneur que constituera pour Québec la tenue en ses murs du congrès de l'Organisation internationale du travail, qui comprend quelques-uns des experts mondiaux les mieux connus dans les questions ouvrières. Cela permettra à notre population de s'intéresser encore davantage aux questions de travail et aux questions sociales.

L'honneur conféré au député de Joliette (l'honorable M. Barrette) est bien mérité. J'espère que le ministre du Travail n'entretiendra aucun doute sur mes paroles, quand je lui dirai que sa parfaite intégrité est reconnue partout et de tous les membres de cette Chambre. Depuis le début de sa carrière politique, il a accompli beaucoup de bien pour sa province et a fait honneur à sa famille, à la Législature et à toute la province.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** appuie les remarques du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) et du chef de l'opposition (M. Godbout). Il (M. Laurendeau) a tenu, lui aussi, à souligner

l'importance de ce congrès. Je félicite le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) pour sa grande dignité personnelle et son intégrité. Le député de Joliette est l'un des hommes qui font le plus honneur à cette Législature. Il s'est hissé au poste qu'il occupe en ce moment par sa compétence, son travail, son intelligence et son activité, et c'est de grand cœur que je lui offre mes félicitations.

**M. Chaloult (Québec)** félicite le ministre du Travail.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** remercie les leaders de la Chambre de leurs témoignages d'amitié. Il se dit fort embarrassé pour remercier ses collègues de l'Assemblée législative. Il exprime également sa gratitude au cardinal Villeneuve, chancelier de l'Université, et au recteur, Mgr Cyrille Gagnon. Il est évident que l'Université Laval a voulu honorer tous les membres de l'Assemblée législative, la province et le peuple ouvrier, en décernant ce doctorat au plus modeste d'entre eux.

Il insiste sur le travail accompli en ces dernières années par l'Université Laval, dans le domaine du travail et des sciences sociales. Je félicite, dit-il, l'université québécoise du souci qu'elle manifeste pour former de bons sociologues, dans la province. Laval ne se contente pas de dispenser l'enseignement universitaire, mais elle se rend au peuple.

Il (M. Barrette) se dit ému de l'hommage que lui ont rendu le chef de l'opposition (M. Godbout) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), et termine en disant que l'honneur dont il est l'objet le touche profondément.

### **L'emprunt provincial**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'emprunt de conversion de la province, au montant de \$15,000,000, que le gouvernement vient d'effectuer à New York, a été souscrit. Il s'agit, on le sait, de la conversion d'un emprunt contracté en 1925 à 4½ % d'intérêt sur le marché américain.

J'ai reçu un télégramme de M. Nevil Ford, banquier, m'apprenant que l'emprunt de remboursement de \$15,000,000 autorisé par la Législature et négocié sur le marché de New York va magnifiquement bien. Les nouvelles débentures sont presque toutes vendues, font déjà prime, et elles commandaient un prix de \$101. Les nouvelles obligations ont été mises sur le marché mercredi après-midi et, le soir, elles avaient été toutes achetées.

On se rappelle qu'au début de la session, un bill fut passé pour autoriser le trésorier à effectuer la conversion de cet emprunt contracté en 1925 et dont l'échéance est 1950.

Au lieu de payer 4½ % d'intérêt, la province de paiera maintenant que 2 %. J'espère que la province et la Chambre seront heureuses d'apprendre cette bonne nouvelle.

**M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le trésorier de la province d'avoir su si bien profiter de l'excellente situation créée sur les marchés étrangers dans laquelle cinq années de régime libéral ont laissé les finances de la province. En nous annonçant le succès de son emprunt, il a reconnu par le fait même l'excellence de cette situation et je le félicite de la largeur de vues dont il a fait preuve dans les circonstances

(Hilarité de tous les députés à gauche)

### **Motions des députés:**

#### **Conscription pour service outre-mer**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 février, sur la motion proposée mardi le 21 février dernier par le représentant de Québec (M. Chaloult):

Attendu que M. Mackenzie King, au nom du gouvernement fédéral, a promis solennellement, et à maintes reprises, de ne jamais appliquer la conscription au Canada pour service outre-mer:

Attendu que, le 26 avril dernier, l'Assemblée législative de Québec a adopté, presque à l'unanimité, une résolution réaffirmant "son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation";

Attendu que, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral, par arrêté ministériel, a décrété la conscription et donné "ordre d'envoyer aux divers territoires de services 16,000 recrues";

Cette Chambre proteste avec véhémence contre l'imposition de la conscription au Canada pour service outre-mer et regrette infiniment que M. Mackenzie King ait renié ses engagements les plus sacrés;

Et que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution au premier ministre du Canada et aux ministres de la province de Québec dans le cabinet, s'il en reste.

**M. Chaloult (Québec)**<sup>2</sup> déclare qu'il n'avait pas l'intention d'user de son droit de réplique, mais on a soulevé tant d'objections, au cours de la discussion qu'il se voit forcé de faire des mises au point qui s'imposent. J'ai regretté les attitudes prises par les libéraux. Le Parti libéral s'est divisé en quatre, au sujet de ma motion. Les uns disent qu'ils sont contre la conscription, parce que c'était le plus mauvais moyen de gagner la guerre et pour la motion. Les uns se sont déclarés nettement pour la conscription; d'autres ont dit qu'ils ne sont ni pour ni contre et se sont montrés hésitants. Ils cherchent encore leur voie.

D'autres ont dit qu'ils sont contre la conscription, mais contre la motion. Il y a aussi un groupe, dont fait partie le député de Laval (M. Leduc), qui s'est dit contre la motion et a annoncé qu'il voterait pour. Enfin, d'autres ont prétendu qu'ils sont en faveur de la motion, mais qu'ils n'acceptent pas les "attendus" qui précèdent les conclusions. Et tout cela, parce que ces députés ont voulu défendre leur chef Mackenzie King.

Au député de Kamouraska (M. Lizotte), qui avait rappelé que M. Maxime Raymond avait voté en faveur de la loi de mobilisation, il (M. Chaloult) déclare que le député de Beauharnois pouvait être alors sincère. À cette époque, on pouvait soutenir que le Canada était en danger. On ne peut juger d'un député d'après un seul de ses actes. Je félicite le député de Kamouraska (M. Lizotte) de son attitude à Ottawa et de l'exposé très clair qu'il a fait des événements qui se sont succédé à Ottawa de 1939 à 1944. J'ai été contre la participation à la guerre, mais j'admets que, lorsque le député de Kamouraska (M. Lizotte) a voté pour la mobilisation, on pouvait croire le Canada en danger. Des députés ont pu prendre des attitudes différentes de la mienne, tout en étant sincères avec eux-mêmes.

Je félicite le député de Montmorency (M. Dumoulin) du discours qu'il a prononcé et du courage qu'il a eu de réclamer l'indépendance du Canada, alors que le Parti libéral devient de plus en plus impérialiste. Pour moi, ce n'est guère embarrassant. Je suis seul de mon groupe. Personne ne me contredit; pour le député de Montmorency, c'est bien différent. Il a pris une attitude nette et ferme et je le remercie.

Répondant au député de Laval (M. Leduc), il (M. Chaloult) déclare que le député de Laval a pris le goût de lui donner la réplique. L'an dernier, il se plaisait à se lever après moi et ses discours font bien plaisir aux journaux impérialistes anglais de la métropole. Cela paraissait bien, le lendemain, dans

*The Gazette* et *The Montreal Daily Star*. On disait que le représentant de Laval (M. Leduc) a répondu au député de Québec (M. Chaloult). Cette fois-ci, il a exposé une thèse impérialiste et il a dit qu'il appuierait ma motion contre la conscription, tout en n'en approuvant pas tous les allégués. Le député de Laval (M. Leduc) a défendu la thèse pour la conscription.

**M. Leduc (Laval):** Je n'ai jamais défendu cette thèse. J'ai pris la peine de dire que j'avais toujours été contre la conscription et que je n'ai jamais changé d'idée.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne veux pas faire l'affront à la Chambre de discuter les idées de mon honorable ami de Laval. Je vais passer immédiatement aux choses sérieuses.

Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a donné son opinion. Je comprends les sentiments de l'ancien trésorier provincial. C'est autant plus légitime qu'il est de nationalité canadienne-anglaise. Il a de plus grandes raisons que nous d'être en faveur de la participation. Je respecte ses convictions parce que je le sais profondément sincère. Je ne dis pas que les soldats qui meurent pour notre pays ne sont pas sincères. Mais les soldats allemands le sont aussi. Je demande au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce de tâcher de comprendre que les Canadiens français sont convaincus qu'ils ne se battent pas pour un idéal, mais bien pour des intérêts.

M. Churchill vient précisément de déclarer que ce sont des intérêts qui sont en cause. Nous nous battons pour la sauvegarde des grands intérêts. Que ce soient des intérêts anglais ou russes, ce sont des intérêts qui sont en cause. En 1938, je suis allé en Allemagne au moment de Munich, et j'étais alors sympathique au nazisme. J'en suis revenu horrifié et antinaziste tant le peuple était dirigé de façon tyrannique. Après ce que j'ai vu, je crois qu'il y a beaucoup de bon dans nos institutions. Mais je n'admets pas, avec l'Angleterre, que nous nous battons pour la liberté.

Si on se bat pour la liberté, l'Angleterre devrait la donner aux 375,000,000 d'Hindous, qui sont exploités de façon scandaleuse par l'impérialisme britannique, la donner aux deux parties de l'Irlande et leur permettre de s'unir, la donner aux Canadiens français qui, dans les huit autres provinces, pourraient alors parler librement leur langue et pratiquer leur religion, et pour qu'ils puissent enseigner leur langue à leurs enfants dans toutes les provinces du Canada.

Quant à l'opportunité de ma motion, si la conscription relève du fédéral, le droit d'adresser une pétition est essentiellement britannique. Si tous les citoyens ont droit de faire des remontrances au gouvernement fédéral, à plus forte raison, le Parlement du Québec, qui représente les citoyens de Québec, a-t-il le droit d'exprimer son opinion sur le sujet? La Législature possède d'autant plus ce droit que le gouvernement central existe par la volonté des gouvernements provinciaux.

Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce m'a accusé de poursuivre un but politique, je lui demande quel but politique je peux bien poursuivre. Je n'ai pas de parti. Je suis seul en cette Chambre et vraisemblablement je le resterai. Je ne m'occupe pas des questions de patronage et je me sers de la Chambre pour faire de la propagande qui m'est chère en faveur de mes idées nationalistes.

Au député de Rouyn-Noranda (M. Côté) qui a dit que la conscription était nécessaire, il (M. Chaloult) lui reconnaît d'avoir eu de la crânerie. Puisqu'il se revendique d'un grand parti, je lui citerai des paroles prononcées en septembre 1939 par M. Coldwell et un peu plus tôt par M. Woodworth. M. Coldwell disait le 9 septembre qu'il serait peu sage et inutile d'envoyer là-bas un corps expéditionnaire. M. Woodworth, ancien chef du C.C.F., pour qui j'ai toujours eu de l'admiration de son vivant, disait en 1939: "Il n'y a rien de chrétien dans la guerre que l'on va livrer et celui qui risque le camp de concentration ou la prison est aussi brave que le soldat qui se bat sur les champs de bataille."

**M. O'Connor (Huntingdon):** M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Dans la grande république du sud, dans la ville de New York, principalement, il y a une expression que l'on emploie pour qualifier un langage comme celui que nous entendons en ce moment, c'est "B.S."<sup>3</sup>  
(Hilarité générale)

**M. l'Orateur:** À l'ordre.

**M. O'Connor (Huntingdon):** Merci, M. l'Orateur.

**M. Chaloult (Québec)** dit qu'il regrette l'absence du premier ministre et souligne la présence sur le parquet de la Chambre de M. Armand Choquette<sup>4</sup>, député libéral de Stanstead et membre du Bloc populaire.

On a parlé, au cours du débat, de la motion contre la participation que j'ai présentée lors de la

session de 1939, dans laquelle je demandais instamment que le Canada ne participe pas à la guerre qui se préparait, et on m'a reproché de n'en avoir point parlé dans mon discours. Si je m'en suis abstenu, c'est que je n'ai pas voulu faire intervenir de questions électorales dans la discussion. Puisqu'on me met au défi d'en parler, j'en parlerai. Je parlerai de l'ancien premier ministre qui était bien différent du premier ministre actuel.

L'ancien premier ministre ne reconnaîtrait pas le premier ministre actuel, pas plus que celui d'aujourd'hui ne reconnaîtrait l'ancien. Ma motion fut présentée au mois de mars 1939. C'était après Munich, et partout il était question de guerre prochaine.

On était d'avis que c'était une affaire de quelques mois seulement. À tel point qu'à la session de 1939, la Législature d'Ontario adoptait une motion demandant au gouvernement fédéral de déclarer la guerre à l'Allemagne, dès que l'Angleterre aurait déclaré la guerre, et de se désolidariser avec la politique impériale.

Si la Législature de Québec, à l'unanimité, s'était prononcée contre la participation du Canada à la guerre, je crois que le gouvernement fédéral aurait hésité à déclarer la guerre contrairement à la volonté d'un tiers de la population du pays. La motion ne fut pas appelée par le gouvernement du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis). Si la Législature avait alors affirmé son opposition à la guerre, le gouvernement d'Ottawa aurait probablement hésité à la déclarer. Je le regrette.

Je dois cependant dire que les libéraux m'ont appuyé alors. Mais la session suivante, en 1940, quand j'ai présenté une motion de même nature, les libéraux m'ont combattu, quand l'Union nationale m'appuyait de toutes ses forces.

Je voudrais parler du chef de l'opposition. C'est pour lui que je fais ma réplique. S'il m'échappe des paroles un peu dures à son endroit, je le prie de m'en excuser dès le début d'avoir à employer des expressions qui ne lui (M. Godbout) plairont pas, mais j'estime que c'est mon devoir. Le chef du Parti libéral a déclaré que nous nous battions pour la chrétienté, que participer à cette guerre était pour nous un devoir chrétien et que les chefs de la chrétienté approuvaient notre cause.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que j'étais contre la guerre. Mais, lorsque je suis attaqué par la maladie, je me défends; comme je dois me défendre quand je suis attaqué par l'ennemi. Et j'ai ajouté que c'était là l'opinion de nos chefs chrétiens.

**M. Chaloult (Québec):** Le chef de l'opposition a dit que, dans le conflit actuel, la justice était du côté des Alliés. Il a dit que le pape était pour notre cause, pour les Alliés. Jamais, le pape n'a pris une telle attitude, dans aucune de ses déclarations. Le pape ne s'est pas prononcé pour un côté plutôt que pour l'autre et il est regrettable qu'on le fasse intervenir dans ce débat. Si c'était une guerre chrétienne, le pape serait intervenu, sinon, comment admettre que le pape s'en fût ainsi désintéressé. Il (M. Chaloult) défie quiconque de produire une seule phrase prononcée par le pape en faveur d'un côté.

Au contraire, il a déclaré, à l'occasion de la fête de Noël de 1942, qu'il ne prenait parti ni pour un ni pour l'autre. Le Pape a dit dans une circonstance que les intérêts de Rome n'étaient pas les intérêts de l'Empire britannique. Comment peut-on dire que c'est une guerre pour la chrétienté? Si nous combattons pour la chrétienté, le pape Pie XII, chef suprême de l'Église catholique, appuierait les Alliés, et je ne peux trouver un seul mot dans les discours du pape qui puisse nous indiquer qu'il prenait parti pour un côté ou l'autre. Il est neutre.

Je pourrais citer les témoignages d'un évêque américain, un cardinal irlandais et 40 évêques allemands pour démontrer que l'Église n'a pas pris parti ni pour les Alliés, ni pour ses ennemis dans la guerre actuelle. Je ne partage pas les idées énoncées dans chacune de ces déclarations, mais je m'y réfère pour démontrer qu'il s'agit d'une question libre, controversée, d'une question où chacun est libre d'avoir son opinion.

Les évêques catholiques allemands ont appuyé la cause de l'Allemagne. Les évêques peuvent approuver les gouvernements, mais le Pape ne s'est pas prononcé. Je ne dis pas que notre guerre n'est pas juste, mais on ne doit pas nous faire un devoir de conscience de défendre la chrétienté dans la présente guerre. On prétend que nous nous battons pour la chrétienté, quand notre principale alliée c'est la Russie, peuple de sans-Dieu, dont le gouvernement ne perd jamais une occasion d'attaquer la papauté, de combattre la chrétienté chez lui, en Pologne, dans les pays baltes, enfin partout?

Les juifs, qui sont avec nous, se battent-ils pour la chrétienté? Toujours et dans chaque guerre, tous les peuples ont toujours prétendu qu'ils se battaient pour une cause sainte. Il serait bon qu'on ne nous prenne pas pour des imbéciles et il nous est permis de n'être pas naïfs, de voir les choses comme elles le sont.

Le chef de l'opposition a parlé des responsables de la conscription. Il a mis la faute sur plusieurs partis politiques, sur les tories, les capitalistes, les

impérialistes, les gens de l'Union nationale et même les nationalistes! Qui ira le croire? Je trouve étrange que ce soient tous les autres qu'on rende responsables, sauf un seul, et ce seul, c'est M. King.

Il y a deux grands responsables dans cette loi de conscription. Le responsable de la conscription, c'est King, en premier lieu. C'est son gouvernement qui a imposé la conscription. En effet, c'est en son nom que, pendant 25 ans le Parti libéral a fait des promesses à la population de la province de Québec. Et ces promesses, c'est M. King qui les a violées. Il est stupide de prétendre que la conscription a été imposée à M. King, contre sa volonté, par les tories ou par d'autres.

Est-ce que M. King a été victime de chantage? Il ne faut pas qu'on se moque de nous, M. King avait en Chambre une puissante majorité. C'est un vieux routier, un vieux parlementaire, et c'est lui faire injure que de prétendre qu'il est un suiveux. C'est donc le Parti libéral lui-même qui a décidé d'envoyer les conscrits outre-mer. En réalité, le responsable le seul responsable, c'est M. King. Le responsable est celui qui a appliqué la conscription.

Si M. King a passé la conscription, c'est qu'il voulait la voter. Je pense bien que, dans son for intérieur, M. King est contre la conscription. Même si cela lui répugnait dans son fort intérieur, il l'a passée et a préféré trahir ses engagements les plus chers. Si M. King a cédé à la pression de son parti, c'est parce qu'il voulait rester au pouvoir.

Il croit absolument nécessaire que ce soit lui qui représente le Canada, parce qu'il voulait aller siéger à la Conférence de la paix, à la Société des Nations et servir d'intermédiaire entre MM. Churchill et Roosevelt. La seule attitude logique que M. King devait prendre, c'était de tenir des élections sur cette question de la conscription.

Le deuxième responsable, ce n'est pas le chef de l'Union nationale, c'est le chef de l'opposition. L'Union nationale n'est pas plus responsable que les nationalistes. Le chef de l'opposition était premier ministre et il était assez puissant auprès de M. King pour nous éviter la conscription et il ne l'a pas fait.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je défie le député de Québec (M. Chaloult) de répéter le même discours dans six mois.

**M. Chaloult (Québec):** J'ai dit que le deuxième responsable était le chef de l'opposition et je n'ai pas peur de le répéter. Le chef de l'opposition était tout-puissant auprès de M. King. Il aurait dû empêcher la conscription.

M. King avait besoin de lui comme il avait besoin de la province de Québec. Si M. Godbout avait été ferme, s'il avait dit à M. King que jamais la province de Québec n'accepterait la conscription, que Québec cesserait de collaborer avec Ottawa, qu'on lui refuserait des pouvoirs de taxation, on aurait réfléchi avant d'agir comme on l'a fait. Je suis sûr que M. King n'aurait pas imposé la conscription, sachant fort bien qu'il lui était impossible de se maintenir sans lui (M. Godbout). M. King aurait tenu sa parole et il aurait respecté ses engagements. Mais non, le chef de l'opposition a sans cesse cédé devant le fédéral.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec veut-il dire à la Chambre si, pendant les cinq ans que j'ai été au pouvoir, nous avons eu la conscription.

**M. Chaloult (Québec):** C'est enfantin de dire cela. Je dis et je répète que la conscription date de 1940, quand on a amendé la loi de la mobilisation générale. Or, lors de cette loi, j'ai présenté moi-même une motion en Chambre, et le gouvernement Godbout a voté contre avec toute la députation libérale. C'est ça la conscription. La mobilisation, qu'est-ce, sinon d'amener des gens à entrer dans l'armée contre leur gré. On a appelé cela la mobilisation pour ne pas faire peur à la province de Québec et pour mieux tromper les Canadiens français.

La mobilisation, c'est la conscription camouflée. On l'a par la suite augmentée de façon progressive et, le 23 novembre dernier, le gouvernement fédéral l'a sanctionnée. L'ordre en conseil ne fut que la consécration d'un état de choses qui existait. Je ne doute pas de la bonne foi du chef de l'opposition, mais je suis convaincu qu'il aurait empêché la conscription s'il avait dit à M. King: "Nous allons embarrasser votre gouvernement".

**M. Godbout (L'Islet):** Que le député de Québec adresse ce reproche au premier ministre actuel. Je n'étais pas au pouvoir quand la conscription a été imposée.

**M. Chaloult (Québec):** C'est une question de coïncidence! Le premier ministre n'a rien eu à voir dans tout ceci. Il serait absurde de lui en jeter le blâme de ce qui est arrivé. Je ne puis le tenir responsable de la conscription, de l'arrêté ministériel qui a été passé quelques semaines seulement après son arrivée au pouvoir. On ne peut imputer le blâme de la conscription au premier ministre actuel de la province, parce que la conscription a été imposée dans des circonstances hors de son contrôle.

Les prémisses avaient déjà été posées depuis longtemps avec la complicité du chef de l'opposition (M. Godbout) et du Parti libéral provincial. La conscription n'en était que la conclusion logique. La conscription nous a été imposée avec la complicité du chef de l'opposition, qui a été d'une faiblesse très regrettable et déconcertante vis-à-vis des autorités fédérales, et qui est le principal responsable de la conscription après M. King.

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice):** L'honorable député de Québec est-il au courant que M. King a dit au chef de l'opposition: Vous acceptez ou vous vous retirez?

**M. Godbout (L'Islet):** Jamais, en aucune façon, le premier ministre du Canada n'a tenu un pareil langage à mon égard. (Puis, le chef de l'opposition, se tournant vers M. Chaloult): Pourquoi le député de Québec-Comté, qui fait le procès de tout le monde, ne fait-il pas aussi celui de M. Maxime Raymond, qui a voté pour la loi de mobilisation en 1940?

**M. Chaloult (Québec):** M. Raymond s'était opposé à la participation, en 1940. Il a voté pour la loi de mobilisation parce qu'il était convaincu en toute bonne foi, à ce moment, que le Canada était en danger. À ce moment, il m'a téléphoné d'Ottawa. Ce n'était pas mon point de vue, mais je sais que l'on peut soutenir la thèse contraire. Ce fut l'opinion de M. Raymond. Je respecte son opinion. D'ailleurs, on ne doit pas juger un homme politique à un seul de ses actes. Il faut juger un homme par l'ensemble de sa conduite.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jeté aucun blâme sur M. Maxime Raymond, mais j'ai dit qu'il avait voté pour la mobilisation en 1940, bien que, maintenant, le député de Québec (M. Chaloult) me reproche de ne pas m'être opposé à la mobilisation qui était, il l'admet, reconnue comme nécessaire pour la défense du Canada.

**M. Chaloult (Québec):** Le chef de l'opposition dit que les nationalistes sont responsables de la conscription à cause de leur exagération, leur langage outrancier et de leurs provocations. Qu'est-ce qu'ils ont fait de si mal les nationalistes? On a assez comparé le pasteur Shields aux nationalistes. Ont-ils demandé que la province de Québec donne à la minorité anglaise le même traitement que reçoivent les Canadiens français des autres

provinces? Comment on peut accuser les nationalistes d'extrémisme, quand ils réclament l'application de la Constitution canadienne et une pleine mesure de justice pour les Canadiens français, dans leur système scolaire, dans l'armée, la marine et l'aviation, etc.?

Je ne m'explique par pourquoi le chef de l'opposition se complaît à demander que les Canadiens français acceptent tout de la majorité. Jamais, jamais les nationalistes n'ont attaqué et parlé contre le peuple anglais, jamais ils n'ont attaqué la Constitution du pays. Au contraire, ils ont demandé le respect de la Constitution. Est-ce là une exagération, une provocation, une injure? Nous réclamons la justice et l'on nous qualifie d'extrémistes.

Je veux le respect des droits des minorités, mais pas uniquement dans la province de Québec comme la chose se produit à l'heure actuelle. Nous ne voulons persécuter personne, mais nous ne voulons pas non plus être persécutés. Je ne m'explique pas ce réflexe d'infériorité de la part d'hommes publics comme le chef de l'opposition. Il faut avoir plus de cran, plus de fierté. Je suis pour la collaboration entre les deux races, mais pour une collaboration bilatérale et non unilatérale.

Ce n'est pas toujours à nous de nous sacrifier sur l'autel de la bonne entente. Le chef de l'opposition veut-il que nous nous couchions, que nous rampions en ce pays? Pour ma part, c'est non. Nous sommes d'une race assez fière pour nous tenir debout. Nous ne devons provoquer personne, mais nous devons affirmer la vérité et réclamer avec intransigeance nos droits.

Le chef de l'opposition a déclaré que sa parole était plus considérée, sans le serment, que celle du premier ministre actuel sous le serment. Qu'a-t-il fait de sa parole d'honneur? Il devait combattre le Parti libéral et M. King. L'honorable chef de l'opposition est le deuxième responsable parce que c'est lui, lors des dernières élections provinciales de 1939, qui a fait serment de démissionner comme chef de son parti et même de combattre le Parti libéral, si jamais un seul Canadien français était mobilisé contre son gré par un régime libéral.

Or, le chef de l'opposition n'a rien fait. Au contraire, il a encouragé ses amis dans la voie de la conscription. Après le vote sur la conscription, le chef de l'opposition a fait une déclaration, mais quelles en ont été les suites? Depuis que ma motion est en discussion, non seulement nos amis les libéraux ne combattent pas M. King, mais ils cherchent constamment à le défendre.

Depuis deux semaines qu'ils parlent sur la présente motion, tout ce qu'ils ont dit, c'est pour

défendre M. King. L'amendement qu'ils ont présenté hier et qui a été déclaré hors d'ordre par l'Orateur de la Chambre n'avait aussi qu'un but: défendre M. Mackenzie King. Je félicite le chef de l'opposition de son discours. Mais je voudrais bien savoir aussi, pourquoi il prêche toujours ses devoirs au peuple canadien-français. En quoi avons-nous donc manqué à nos devoirs?

**M. Godbout (L'Islet):** Puisque le député de Québec (M. Chaloult) m'interpelle, je vais lui répondre. J'ai répondu à cette question pendant cinq ans, parce que mon attitude a été basée sur celle du peuple du Québec. J'ai dit, depuis le début de la guerre, que le peuple canadien-français avait fait son devoir mieux que n'importe quel autre peuple au monde. Le peuple canadien-français a revendiqué ses droits et je les ai revendiqués avec lui. C'est ce que j'ai voulu faire valoir contre les discours des nationalistes exagérés, qui tendaient à faire croire le contraire à l'étranger.

Je n'ai pas seulement prêché nos droits, je les ai aussi fait valoir à Ottawa et j'ai des documents qui l'établissent. Quand le député de Québec saura ce que j'ai fait, il tiendra un autre langage. Mais il me semble qu'il est plus courageux de prêcher en même temps nos devoirs, et c'est ce que j'ai voulu faire, tout en faisant valoir l'effort de guerre des Canadiens français. Notre peuple a aussi des devoirs et, comme premier ministre de la province, je les ai prêchés à mes compatriotes, ces devoirs, et ils les ont compris.

Mais j'ai dit aussi que certains nationalistes, par leurs discours exagérés, inopportuns, insensés même, quelques fois répandaient à l'extérieur de la province l'impression fausse, injuste, impardonnable que notre peuple ne faisait pas son devoir et que ces extrémistes faisaient aussi un tort immense aux Canadiens français.

**M. Chaloult (Québec):** Si nous faisons notre devoir, pourquoi nous le prêcher? Le chef de l'opposition dit avoir réclamé nos droits. Je n'en ai pas eu beaucoup connaissance. L'an dernier, j'ai demandé copie de toute correspondance échangée avec Ottawa sur la question du fonctionnarisme. La motion a été accordée et je n'ai pas eu de correspondance.

À en juger les résultats, ou bien il n'a pas eu beaucoup d'influence auprès de M. King, ou bien il n'a pas réclamé. Il (M. Chaloult) demande au chef de l'opposition (M. Godbout) pourquoi, s'il avait l'oreille de M. King, il n'a pas fait valoir nos droits dans le fonctionnarisme?

**M. l'Orateur:** Le temps du député de Québec (M. Chaloult) est expiré.

**M. Chaloult (Québec)**<sup>6</sup>: Si j'ai dit des choses désagréables, je le regrette. Si j'ai blessé ou offensé le chef de l'opposition, j'en suis peiné. Je remercie la Chambre de sa courtoisie. Ayant visité l'Allemagne, je dois reconnaître encore une fois qu'il y a beaucoup de bon dans nos institutions parlementaires qui donnent un exemple au monde, en permettant ainsi la liberté de parole et pour me permettre de parler comme je l'ai fait. J'apprécie la liberté de discussion qu'on accorde aux membres de la Législature et j'en profite.

**M. Godbout (L'Islet)** veut qu'on adopte la motion sur division.

**M. Chaloult (Québec)** insiste pour qu'on procède à la tenue d'un vote enregistré et demande le vote avec l'appui des membres du Bloc et de plusieurs ministériels.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Caron, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Cossette, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dansereau, Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Dumoulin, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, Gagnon, Gatién, Godbout, Goudreau, Groulx, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Leduc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Mercier petit-fils, Morin, Paquette, Pouliot, Riendeau, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 67<sup>7</sup>.

**Contre:** MM. Côté (Rouyn-Noranda), Guerin, Kirkland, Mathewson, O'Connor, 5.

Ainsi, la motion est adoptée<sup>8</sup>.

## Projets de loi:

### Diminution des dépenses publiques

L'ordre du jour appelle à la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose: Que les dépenses encourues pour l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu. Toutefois, le lieutenant-gouverneur pourra autoriser le trésorier de la province à payer ces dépenses, en totalité ou en partie, au moyen d'emprunts contractés pour un terme maximum de vingt-cinq ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an. Cependant le total des dépenses encourues en vertu de ladite loi ne devra pas excéder un million et demi de dollars et devra être limité à trois cent mille dollars par immeuble.

La résolution que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre a pour but de diminuer graduellement les dépenses publiques, relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement. Depuis l'adoption de lois sociales et le développement particulier des services gouvernementaux à travers la province, le gouvernement doit envisager aujourd'hui une anomalie regrettable: celle du manque d'espace pour loger ensemble tous les services administratifs, pour assurer au public l'espace dont il a besoin pour transiger ses affaires, en assurer la cohésion et pour en faciliter l'accès à tous les intéressés.

Or, la location des bureaux pour loger ces divers services administratifs nécessaires a été centralisée au ministère des Travaux publics depuis plusieurs années. La tâche qu'on nous confie n'est pas toujours facile et pour plusieurs raisons. D'abord à cause de l'expansion considérable que prennent certains services, rendant ainsi les locaux trop exigus ou débordant les cadres de nos édifices actuels dans



plusieurs grands centres, puis à cause des embarras sérieux de pouvoir améliorer l'éclairage, le chauffage ou la plomberie dans des locaux loués et pas toujours suffisamment organisés à ces points de vue, ensuite à cause de la réglementation de guerre qui empêche le propriétaire de changer aisément de locataire, et finalement à cause du manque de facilité ou de latitude pour l'acquisition ou la reconstruction d'immeubles affectés à ces fins particulières.

Les locaux loués, à l'heure actuelle, sont nombreux. Ils se répartissent entre les divers ministères du gouvernement ou certains de leurs services.

Il faut louer pour l'Agriculture, la Colonisation, le Secrétariat provincial, le Conseil exécutif, les Mines, les Pêcheries, le procureur général, le Revenu, la Santé, la Voirie, les Terres et Forêts, le Travail et même les Travaux publics.

Le nombre de nos baux nécessaires se chiffrent présentement à 223. Et puisque chacun d'eux comprend la location de plusieurs pièces et qu'il semble impossible d'obtenir des taux à conditions uniformes, on peut juger de la complexité et même de l'étendue du problème.

D'autre part, le coût du loyer est calculé par année, au pied carré, à un prix variant de \$0.45 à \$1.89, suivant la localité, la valeur des bâtisses et le fini des bureaux. Le prix moyen de location s'établit présentement à un peu plus de \$0.90 du pied carré.

Or, ces loyers coûtent annuellement à la province la somme imposante de \$236,000, soit tout près d'un quart de million. C'est un montant considérable, à même lequel nous croyons pouvoir pratiquer des économies appréciables, grâce à l'autorisation que nous demandons à cette Chambre de nous accorder.

Les 223 baux mentionnés sont distribués dans 98 centres à travers la province à Montréal, Québec et ailleurs. En nombre d'endroits, plusieurs bureaux sont éparpillés ici et là, au petit bonheur, à différents étages de bâtisses, à des distances très variées et souvent désavantageuses. C'est pourquoi le gouvernement veut obtenir l'autorité de centraliser, quand c'est préférable ou encore profitable et possible, ces divers loyers dans un même immeuble pour fins d'économie, d'efficacité et, en même temps, assurer de l'espace à nos services.

Par contre, ailleurs, à cause de la guerre ou du manque d'édifices convenables, ou faute d'espace suffisant, il nous est impossible de répondre aux demandes justifiées et raisonnables des divers ministères désireux d'assurer à la population les services qu'elle a droit d'exiger en tenant compte des

circonstances actuelles et, quand il y a lieu, en prévision de l'avenir. C'est la raison pour laquelle le gouvernement demande à la Chambre le pouvoir d'acquérir, s'il le faut, avec ce \$1,500,000, certains terrains pour y ériger et y aménager les édifices requis.

Je demande à tous les députés d'appuyer cette résolution qui permettra au gouvernement de la province d'assurer un meilleur service aux contribuables, d'uniformiser graduellement l'aménagement des bureaux et de faciliter leur entretien, d'améliorer peu à peu l'apparence des édifices, tout en diminuant les dépenses publiques par les économies pratiquées à même le paiement d'une partie de ces \$236,000 de loyer annuel.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement actuel a raison de vouloir économiser dans le domaine des édifices publics. Du temps de l'administration libérale, on commençait à constater le manque d'espace dans les bureaux du gouvernement, mais le Parti libéral, avec la succession que lui avait laissée l'Union nationale, ne pouvait entreprendre des dépenses de capital. Si le nouveau ministre, à qui je fais mes félicitations et mes vœux, peut se permettre de dépenser pour loger les services du gouvernement, c'est que le crédit de la province est bon.

Le gouvernement du chef de l'opposition, pour rétablir la situation financière, a dû comprimer les dépenses, et c'est grâce à cette bonne administration si le régime du premier ministre peut maintenant entrevoir la construction d'édifices nouveaux. Ces dépenses pourraient très bien, cependant, entrer dans le budget annuel au lieu de faire l'objet d'une loi spéciale.

Il (M. Dansereau) met le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) en garde contre le danger des bâtisses trop petites. Mais il veut changer de mode d'administration. Pourquoi veut-il une multitude de petites bâtisses de \$300,000? Mieux vaudrait construire de plus gros édifices, surtout à Québec et à Montréal. Et avec \$300,000, on ne peut rêver quelque chose de bien vaste. La résolution permet de dépenser un autre montant de \$1,500,000 en dehors du budget. Et pourquoi le ministre des Travaux publics n'inclut-il pas ces dépenses dans le nouveau budget? J'espère que le nouveau ministre rendra justice à la région qu'il représente.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Pourquoi le ministre des Travaux publics n'a pas recours à la loi générale qui lui donne tous les pouvoirs? Ce que le gouvernement veut, par cette loi,

c'est jeter de la poudre aux yeux. Il n'y a aucune raison de présenter cette résolution, car il y a une loi des travaux publics qui autorise toutes ces constructions, à condition que les dépenses soient inscrites dans le budget. Pourquoi cette loi de camouflage?

Il (M. Mathewson) recommande ironiquement au trésorier actuel, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), de s'opposer à ce que le gouvernement dépense ainsi l'argent, par fortes sommes, en dehors du budget. C'est un danger et il se pourrait que le prix des nouvelles obligations de la province diminue de valeur sur le marché de New York, si l'on maintient ce système qu'il estime faux et dangereux.

Mon ami, le distingué ministre des Travaux publics (M. Lorrain) a eu l'occasion de critiquer les dépenses, quand il était dans l'opposition. Il a bonne mémoire et bon cœur. Je ne doute pas de sa capacité, mais c'est son système administratif que je déplore. Le trésorier, le député de Matane, n'arrivera jamais à contrôler les dépenses avec un système comme celui-là. Nous avons créé une loi de contrôle des dépenses et on va l'éluder par des lois spéciales.

Il (M. Mathewson) reproche au ministre des Travaux publics de n'avoir aucun plan concret à soumettre, permettant de se rendre compte de quelle façon seront employés les argents qu'on demande de voter.

J'aimerais savoir pourquoi il votera \$1,500,000? Le mode de procéder du gouvernement est un système faux, dangereux et les pouvoirs qu'on demande sont inutiles parce qu'on les possède déjà. Il (M. Dansereau) demande au député de Papineau (l'honorable M. Lorrain) de soumettre un plan concret des constructions en vue.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Votre loi était une loi de camouflage, puisqu'elle exemptait la loi de la voirie et la loi du chômage.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que le trésorier ne se fâche pas. Nous approuvons toute dépense inscrite dans le budget, mais nous ne pouvons pas donner de chèque en blanc.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Puis-je poser une question au député de Westmount (M. Mathewson)?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Oui, mais à condition que le secrétaire m'appelle le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Pourquoi le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) prend-il vingt minutes pour poser une question?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** En voilà une question! Je parle au trésorier (M. Gagnon) et au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), non au secrétaire de la province, qui n'a pas compris. Si le gouvernement minoritaire et transitoire que nous avons en face de nous continue à dépenser des millions à la faveur des lois spéciales, sans inclure les dépenses dans le budget, la dette de la province va s'accroître de façon effarante, et il nous faudra réparer les erreurs du nouveau régime, comme nous avons réparé celles de 1936 à 1939. Si l'on endette la province avec des lois spéciales, on viole la loi du contrôle des dépenses par le budget.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** À mon tour, je veux offrir mes félicitations au nouveau ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain).

**Voix à gauche:** Ah!Ah!Ah!

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce que les députés ministériels vont m'empêcher de féliciter le nouveau ministre?

**Voix à gauche:** Ah!Ah! On connaît ça!

(Rires et tumulte à gauche)

**M. le président:** À l'ordre! Messieurs.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si je félicite le nouveau ministre de sa nomination, je ne puis le féliciter de sa loi qui est parfaitement inutile. Elle n'est pas plus nécessaire qu'une loi pour autoriser le ministre à engager cinq employés, à engager des messagers ou à acheter des serviettes.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Les toilettes, ça regarde le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur)<sup>9</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le ministre siégeait encore dans l'opposition, il protesterait contre une pareille loi avec toute la vigueur que nous lui avons connue. Il s'agit d'une loi inutile et elle autorise la dépense des deniers non contrôlés par la Chambre. Quant au titre de la loi, c'est la première

fois que j'entends dire qu'on peut économiser en s'imposant des charges nouvelles.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** L'opposition veut perpétuer la légende de sa bonne administration et de ses surplus. À l'heure actuelle, le gouvernement paie en loyers un quart de million par année, ce qui représente le fonds d'amortissement et l'intérêt d'un emprunt de \$6,000,000.

Il (M. Lorrain) reproche au représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) d'avoir oublié ses discours sur le bill 18, quand il disait que, dorénavant, la province vivrait selon ses moyens, ce qui ne l'empêcha pas, peu après, de faire soustraire au contrôle budgétaire, trois des principales sources de dépenses de la province: la voirie, la santé et l'assistance publique.

On n'a pas à prendre de l'ancien trésorier des leçons d'administration. L'ancien gouvernement, aussitôt après avoir passé sa loi décrétant que toutes les dépenses devaient apparaître au budget, inscrivait \$105,000 pour l'aménagement des bureaux et dépensait \$249,000.

D'ailleurs, en 1938, lors de la présentation d'une loi semblable par mon estimé collègue de Sherbrooke, alors ministre des Travaux publics, (l'honorable M. Bourque), la Chambre a été unanime à l'adopter. Sous l'empire de cette loi, l'Union nationale a dépensé \$106,000 et l'administration libérale, \$769,000. Les libéraux ne jugent donc pas le principe si mauvais.

On la considéra comme un geste de prévoyance. On comprit qu'auparavant le gouvernement payait, à même les fonds publics, d'énormes loyers dont le montant total était beaucoup plus que suffisant pour payer l'intérêt, le fonds d'amortissement qui étendrait graduellement la dette encourue par l'achat ou la construction d'immeubles qui seraient notre propriété.

Il (M. Lorrain) admet que le montant qu'il demande n'est pas assez élevé, mais il affirme qu'il veut procéder graduellement. Si le montant n'est pas suffisant, nous reviendrons l'an prochain. Pour répondre aux besoins actuels, il faudrait construire deux édifices de 10 étages chacun à Québec, autant qu'à Montréal et doter plusieurs autres régions de la province de nouveaux locaux plus spacieux et d'immeubles gouvernementaux plus ou moins vastes. J'espère donc que toute la Chambre sera heureuse d'appuyer cette résolution.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition ne s'oppose pas aux dépenses nécessaires pour les bureaux du gouvernement que le ministre veut faire. Il y a des

économies à réaliser, tant à Québec qu'à Montréal. Mais nous nous opposons à ce que l'on donne carte blanche au gouvernement pour dépenser en dehors du budget et à la limitation d'une dépense de \$300,000 par immeuble, car si l'on construit un édifice de 10 étages à Québec, il faudra sûrement dépenser plus de \$300,000.

Le ministre des Travaux publics discute notre administration financière. Mais le trésorier a dit lui-même dans un prospectus aux banques que, dans les trois dernières années de notre administration, nous avons eu des surplus considérables. Nous sommes parvenus à ce résultat en vivant selon nos moyens. Le nouveau gouvernement abandonne cette méthode pour en choisir une très dangereuse, et nous le mettons en garde. Nous avons toujours eu pour ligne de conduite de faire contrôler les dépenses par les députés.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures<sup>10</sup>.

#### NOTES

1. *L'Événement* du 2 mars 1945, à la page 3, rappelle que l'honorable Onésime Gagnon est le premier ministre intérimaire en l'absence de l'honorable Maurice Duplessis.

2. Selon *L'Action catholique* du 2 mars 1945, à la page 3, M. Chaloult se prévaut de son droit de réplique pour faire un discours qui durera plus d'une heure.

3. Ce raccourci pudique signifie "bull shit".

4. En effet, selon *Le Devoir* du 2 mars 1945, à la page 1, "M. Armand Choquette, député fédéral de Stanstead du Bloc populaire, occupait un fauteuil d'honneur sur le parquet de la Chambre à la gauche de l'Orateur."

5. *Le Canada* du 2 mars 1945, à la page 9, précise ici que le député de Québec (M. Chaloult) garde le silence pendant un temps."

6. *Le Canada* du 2 mars 1945, à la page 9, mentionne que M. Chaloult dissimulait "avec peine sa nervosité", car il s'apprête à s'excuser auprès de M. Godbout. Il faut toutefois, dans ce cas, tenir compte de l'allégeance du journal *Le Canada* qui se positionne ouvertement contre M. Chaloult; à chaque fois que la situation le permet, comme en témoigne ce cours extrait: "Le vote a été pris après un discours profondément regrettable de M. René Chaloult, qui a accumulé tant de contradictions, commis tant d'injustices, distillé tellement de venin, traîné dans le débat tant de personnalités qui commandent le respect de tout l'univers excepté le sien, que c'est avec un soupir de soulagement qu'au bout d'une heure de ce dévergondage de paroles, l'honorable Alexandre Taché l'a arrêté.", selon *Le Canada* du 2 mars 1945, à la page 12.

7. Les journaux consultés qui donnent le détail du vote, dans leur édition du 2 mars 1945, soient *L'Événement*, à la page 3, *L'Action catholique*, à la page 15, *Le Devoir*, à la page 1, *La Patrie*, à la page 6, *Le Soleil*, à la page 4, *The Gazette*, à la page 6, *The Montreal Daily Star*, à la page 2, incluent M. Fernand Choquette, député libéral du comté de Montmagny, et ce, sans l'ajouter au total des votes. Au sujet de ceux qui ont participé au vote, *La Patrie* du 2 mars 1945, à la page 6, rapporte que "l'honorable Cyrille Dumaine, le proposeur de l'amendement de la veille, demeura hors de la Chambre."

8. Dans leur édition du 2 mars 1945, *L'Événement*, à la page 4, *The Chronicle Telegraph*, à la page 3, *The Montreal Daily Star*, à la page 2, et *La Tribune*, à la page 8, précisent qu'il manquait dix-neuf députés, dont M. Duplessis, M. Robinson (ministre des Mines), le lieutenant Paul Sauvé (Union nationale, Deux-Montagnes), MM. Marler (libéral, Westmount-Saint-Georges), M. Hartt (libéral, Montréal-Saint-Louis), M. Gosselin (libéral, Missisquoi), M. Lawn (libéral, Pontiac) et M. Duffy (libéral, Compton), M. Plourde (libéral, Arthabaska).

9. *Le Canada* du 2 mars 1945, à la page 12, explique cette allusion en ces termes: "Le secrétaire de la province a promené son regard étonné sur le "salon de la race" en voyant que personne ne riait de son allusion déplacée au fait que le député de Montréal-Mercier, l'honorable J.-A. Francoeur, est entrepreneur plombier." D'ailleurs, *Le Canada* du 9 mars 1945, à la page 4, consacre une partie de sa section éditoriale aux propos de M. Côté: "L'honorable M. Omer Côté, secrétaire de la province, mettant à profit, semble-t-il, les quelques jours où M. Duplessis fut absent de la Chambre, introduisit dans le "salon de la race", les propos les plus gras et les plus vulgaires. S'adressant à l'Orateur et aux députés de gauche, M. Côté, qui administre à Québec l'instruction publique et les beaux-arts, n'a parlé que de "toilettes" et de "cabinets"."

10. Selon *La Patrie* du 2 mars 1945, à la page 6, la Chambre ajourne à ce moment "à cause d'un dîner offert, ce soir à Spencer Wood, aux chroniqueurs parlementaires, par le lieutenant-gouverneur, Sir Eugène Fiset."

Séance du vendredi 2 mars 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Diminution  
des dépenses publiques**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir de gré à gré ou par expropriation, et à déménager, pour y loger des services administratifs du gouvernement, tous immeubles situés dans la province, avec les constructions y érigées, qu'il juge nécessaires à ces fins.

"Il peut aussi l'autoriser à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés dans la province et à y ériger et aménager des édifices pour les mêmes fins."

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le nombre de 21 ministres complique singulièrement le problème du logement des services administratifs du gouvernement à Montréal. Il (M. Francoeur) veut savoir ce qui a été fait pour l'hébergement des ministres de Montréal. À l'époque des libéraux, les

députés de Montréal avaient des bureaux à leur disposition dans le nouveau palais de justice, mais ce n'est pas le cas avec ce gouvernement. C'est injuste. Il (M. Francoeur) s'est demandé si le ministre des Travaux publics croit pouvoir résoudre le problème, à Montréal, en construisant un édifice de \$300,000. Si le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'attend à régler la question des édifices à bureaux du gouvernement à Montréal avec \$1,500,000, c'est qu'il vit vraiment dans un pays de rêve. On aurait besoin d'un immeuble entier rien que pour loger les 21 ministres actuels et leur personnel.

**Des députés à droite** interrompent le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur).

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) regrette peut-être de n'avoir pas été ministre assez longtemps. Un petit ministre de 30 jours.

**M. Dumaine (Bagot):** Le trésorier provincial (M. Gagnon) devrait se rappeler que, sous le régime Bennett, il n'a pas été ministre bien longtemps.

**M. le président:** Il n'est pas question de la durée du terme des ministres, mais du bill 10.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** dit qu'il est dans l'ordre en parlant des ministres parce que le premier ministre a promis, au cours de la campagne électorale, que la métropole du Canada, Montréal, recevrait justice de son gouvernement, si l'Union nationale était portée au pouvoir. Il (M. Duplessis) a promis de construire un nouveau palais de justice digne de la métropole du pays. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) se doit maintenant d'exécuter les engagements de son chef. Ça va coûter cher, car il faudra que chacun des 21 ministres ait son cabinet ministériel.

Est-ce que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) va résoudre le problème en construisant un édifice de \$300,000? Il (M. Lorrain) habite un comté situé dans le nord de la province et ne connaît pas les besoins de Montréal. Il devrait consulter son collègue de Montréal-Saint-Henri (l'honorable Delisle). Montréal a des besoins qui ne seront certainement pas couverts par la loi que présente le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) actuellement. Il lui sera impossible de faire quelque

chose avec le peu d'argent qu'il a l'intention de consacrer à la construction ou à la réfection des bureaux servant au gouvernement dans la métropole.

Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement qui a des plans préparés depuis 1939 à ce sujet, et que l'administration Godbout n'a pu faire exécuter vu les restrictions générales<sup>1</sup> sur la construction, bâtisse un nouveau palais de justice où tous les bureaux du gouvernement pourraient être rassemblés. Ceci ne pourra se faire avec la somme dérisoire qui est prévue dans le projet de loi.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) peut se lancer maintenant dans une construction de ce genre, Ottawa ayant diminué les restrictions sur la construction. Il est temps que dans une ville comme Montréal, le gouvernement de la province ait un immeuble adéquat pour répondre à ses besoins et aux besoins de la population. Avec un gouvernement de 21 ministres, un cabinet qui sera augmenté probablement avant longtemps, il faut absolument une réorganisation des bureaux du gouvernement dans le nouveau palais de justice, afin de loger tout ce monde-là, et cela coûtera cher.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Tout ce que le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) peut parler, c'est des cabinets...

(Bruits à gauche et à droite)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Quand le secrétaire de la province parle, pour me servir d'une expression d'un collègue du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté), il n'y a qu'à tirer... la chaîne<sup>2</sup>.

**M. le président<sup>3</sup>:** Le député de Mercier doit être assez intelligent pour comprendre que nous sommes sur la clause 1 et qu'il ne s'agit pas en ce moment du nombre des ministres.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je voudrais que le président me dise si ça le blesse qu'il y ait 21 ministres et qu'il n'ait pas été appelé à siéger dans le cabinet. M. le président, je suis certain que le cabinet y aurait gagné à être moins nombreux, si vous en faisiez partie. On devrait régler une fois pour toutes le problème du palais de justice de Montréal, une construction qui s'impose et dont les plans sont déjà faits.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Pourquoi ne l'avez-vous pas construit? Vous aimiez mieux faire la guerre.

(La discussion se poursuit sur ce ton pendant quelque temps)

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice):** À titre de médecin, je m'aperçois que l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) faiblit. Je lui rappellerai qu'en vertu de l'article 283, si un député est malade, il peut parler assis. Je demande au président de lui donner la permission de rester assis.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Comme député, le nouveau représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel) n'est pas un miracle. Le député de Napierville (M. Riendeau) ferait un bien meilleur ministre sans portefeuille.

Je demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) de garder pour la Chambre les déclarations qu'il a à faire concernant les projets élaborés par son ministère, les députés devant en être les premiers informés. Il n'avait pas besoin de faire une législation spéciale, mais il aurait dû tout simplement insérer ses demandes dans le budget régulier, comme ce fut la routine durant toute l'administration libérale.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je voudrais proposer un amendement qui stipule que les arrêtés ministériels établis sous l'empire de la nouvelle loi devront être soumis à l'Assemblée législative. Si elle n'est pas alors en session, ces arrêtés devront lui être présentés durant les quinze premiers jours de la session suivante.

Il y a une tendance générale, à l'heure actuelle, non seulement à Québec mais à Ottawa et dans tous les Parlements, à substituer le pouvoir exécutif au pouvoir législatif. Les gouvernements s'emparent d'une partie des pouvoirs des députés. On nous répondra que ce sont les députés qui votent l'argent réclamé dans un bill comme celui-ci. Soit, mais c'est tout de même une sorte de blanc-seing qu'on demande.

Nous ne devrions pas accorder un blanc-seing aux ministres, comme dans le cas à l'étude. On ne sait pas exactement où l'on va. Si on peut exercer le contrôle sur la dépense de ces crédits avant, il est juste qu'on puisse le faire après.

En conséquence, il (M. Laurendeau) propose que le bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services

administratifs du gouvernement soit amendé en ajoutant un autre article audit bill, avant l'article 3 de ladite loi, se lisant ainsi:

"3. Tous les arrêtés en conseil établis sous le régime de la présente loi devront être présentés à l'Assemblée législative si elle est alors en session et, si elle n'est pas alors en session, lesdits arrêtés en conseil ou un résumé de ceux-ci révélant leurs dispositions essentielles doivent être présentés à l'Assemblée législative dans les quinze premiers jours de la session suivante."

"Que l'article 3 de la présente loi devienne l'article 4 et l'article 4 devienne l'article 5."

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** J'accepte l'amendement. Le gouvernement lui-même songeait à apporter un amendement semblable à son bill. Il ne change rien à la pratique. Il est difficile de savoir au juste d'avance comment va coûter un édifice public, bien que toutes les précautions soient prises par les architectes et les ingénieurs. Il est difficile de dire à la Chambre à l'avance que l'on se propose d'acheter tel immeuble ou tel terrain, car c'est s'exposer à se voir demander un prix trop élevé. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) peut être rassuré, les intérêts de la province seront bien protégés.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le gouvernement a déjà demandé aux Chambres de lui permettre de dépenser \$35,000,000 en deux semaines, bien que le budget régulier ne soit pas encore présenté. C'est une pratique financière des plus malsaines. On en est rendu au quatrième projet de loi semblable.

Il (M. Dumoulin) cite les opinions de Lucien Romier, le grand économiste français, et de Salazar, chef du gouvernement du Portugal, qui sont tous deux d'avis que c'est une pratique financière malsaine que de procéder de cette façon. C'est un "budget occulte" que l'on nous fait voter, suivant le mot de Lucien Romier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** M. le président, je soulève un point d'ordre. Le député de Montmorency (M. Dumoulin) devrait s'en tenir à la discussion de l'amendement.

**M. le président** rappelle à l'ordre le député de Montmorency (M. Dumoulin).

**M. Dumaine (Bagot)** soulève un point d'ordre. Eh bien, si le mot "occulte" fait peur au trésorier, disons que le bill Lorrain est un bill de

camouflage. On essaie de faire croire à la population qu'en dépensant \$1,500,000 pour l'aménagement de nouveaux locaux, on va économiser chaque année \$260,000.

Quand on reproche au gouvernement de demander le pouvoir de faire des dépenses non contrôlées par la Chambre, quand nous critiquons ces lois, on nous interrompt avec des points d'ordre. On veut passer des lois à la vapeur. Si l'on discutait suivant les règlements, il y aurait plus de liberté de parole.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Bagot (M. Dumaine) est bien mal venu de parler comme il vient de le faire. Il me semble que les députés libéraux ont démontré eux-mêmes que jamais une opposition n'a été traitée avec autant de générosité que l'opposition actuelle. Le député de Bagot (M. Dumaine) est d'autant plus dans l'erreur qu'il discute une partie du bill couverte par les résolutions qui ont été votées unanimement hier.

Les règles spécifient clairement qu'aucun député ne peut se référer à un débat antérieur. La résolution a été adoptée et les députés devraient maintenant limiter leurs remarques aux clauses du projet de loi.

**M. Godbout (L'Islet), M. Dumaine (Bagot)** et **M. Dumoulin (Montmorency)** prétendent que, selon la tradition qui est maintenue à l'Assemblée législative, nous pouvons discuter en toute liberté de la teneur générale d'un projet de loi, lorsque la mesure est étudiée en commission.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Après l'adoption des résolutions, les députés peuvent seulement discuter les détails du projet de loi.

**Des députés de l'opposition** protestent à plusieurs reprises.

**M. Dumaine (Bagot):** Pourquoi cette presse? Nous n'avons pas le temps de parler. Pourquoi veut-on passer les lois à la vapeur? Si l'on s'en tenait aux règlements, les bills seraient présentés en deuxième lecture pour que le principe en soit discuté avant les résolutions qui autorisent les dépenses. Il déclare que cela clôt son point d'ordre.

**M. le président:** La question de savoir si les résolutions doivent être présentées avant ou après la deuxième lecture d'un bill mérite d'être discutée sérieusement. Mais elle ne peut se soulever en ce

moment, car les résolutions ont été votées. Le député de Bagot doit s'en tenir à l'amendement du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'amendement comporte une amélioration, mais il est insuffisant et ne va pas assez loin. Il ne peut assurer le contrôle des dépenses par la Chambre que lorsque les dépenses sont faites. Ce qui signifie qu'en vertu de cet amendement, le gouvernement rendra des comptes quand il n'y aura aucun moyen d'empêcher les dépenses éventuelles. Dans le langage populaire, cela signifie que le propriétaire fermera l'écurie à clef après que les chevaux auront été volés.

(Une suite de points d'ordre cause un véritable tumulte à droite)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Lorsqu'il (M. Mathewson) était trésorier de la province, il avait déposé un projet de loi prévoyant que, dans le cas de dépenses votées au budget, aucun contrôle ne serait exercé sur les pouvoirs de dépenser prévus dans le mandat du gouvernement. La loi de 1940 prévoit que les sommes prises à même le fonds consolidé du revenu, sous l'autorité des différents Statuts qui y sont mentionnés, ne doivent pas excéder le montant mis en regard de chaque item, mais la clause suivante a été ajoutée: "Rien dans la présente loi ne doit limiter ou restreindre le pouvoir conféré au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre des mandats spéciaux".

Il (M. Lorrain) n'est donc pas impressionné lorsque l'ancien trésorier dit que les dépenses devraient être limitées aux montants spécifiés dans le budget<sup>4</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que l'on a pris l'habitude, à gauche, de soulever des points d'ordre à propos de tout. Il (M. Sauvé) dit que, même s'il ne veut pas discuter des privilèges des députés, il est tenu de dire qu'on a abusé des rappels au Règlement et que les députés devraient s'entendre pour ne pas interrompre les débats avec des points d'ordre qui sont soulevés pour semer le désordre.

L'ancien trésorier a fait une affirmation et le ministre des Travaux publics tente de le mettre en contradiction avec lui-même en lui rappelant sa politique passée. Il me semble que cela est conforme

non seulement à la tradition et à la coutume de la Chambre, mais aussi aux règlements.

**M. Godbout (L'Islet):** Ces remarques du député des Deux-Montagnes me vont parfaitement, je voudrais bien qu'elles représentent très bien la situation. Mais il faudrait bien en arriver à traiter l'opposition de la même manière qu'on traite la droite, quand il s'agit de points d'ordre.

On soulève trop de points d'ordre, et on le fait simplement dans le but de dire des choses désagréables. Que l'on suive la tradition ou les règlements de la Chambre, peu importe, mais je voudrais bien que, si une décision est rendue sur ce point, elle s'appliquât indistinctement aux deux côtés de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** À la suite de ces points d'ordre, d'autres points d'ordre sont soulevés par d'autres députés, ce qui donne lieu à une situation qui est indigne de la seule Législature de langue française et catholique du continent.

**M. Godbout (L'Islet)** admet que ses collègues ont commis des fautes, mais il ajoute que les fautes commises par l'autre côté sont plus importantes et que les Libéraux, bien qu'ils soient habituellement respectueux des règles, ont répondu à une provocation.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il y a plusieurs parlementaires distingués parmi la députation libérale et ils devraient cesser de soulever des points d'ordre qui ont pour but d'empêcher les orateurs de la droite de faire leurs discours.

**M. Godbout (L'Islet):** Les membres de l'opposition n'ont pas de leçon à recevoir de l'honorable trésorier sur la conduite qu'ils doivent tenir en Chambre.

Tout le monde sait que les méthodes d'obstruction ne sont pas employées de ce côté-ci de la Chambre, mais bien de l'autre côté; si on veut continuer dans cette voie, nous emploierons les mêmes moyens. J'en avertis amicalement le gouvernement.

**M. Chaloult (Québec):** Je suggère que, pour sauver le temps de la Chambre, à l'avenir, le président du comité ou l'Orateur rappelle lui-même les députés à l'ordre. Il devrait intervenir quand un député s'écarte de la question en discussion, au lieu d'attendre qu'un point d'ordre soit soulevé.



**M. le président:** Les députés devraient s'en tenir à la mesure qui fait l'objet de la discussion ou, lorsqu'un point d'ordre est soulevé, à ce point d'ordre. Quant à savoir si les résolutions devaient précéder ou suivre le projet de loi, il garde l'esprit ouvert. Il (M. Tellier) est lié par les règles jusqu'à ce qu'elles soient changées et il apprécierait que les députés l'aident dans sa tâche. La situation du président du comité plénier est parfois fort difficile lorsque, les points d'ordre surgissant à droite et à gauche à un rythme rapide, il lui faut donner une directive à la Chambre.

**M. Leduc (Laval):** Si le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) avait la moindre connaissance de l'administration provinciale, il ne présenterait pas un amendement du calibre de celui qu'il veut proposer. Le chef du Bloc populaire n'a aucune raison de présenter un tel amendement sur chaque bill du gouvernement, car ce dernier - c'est dans la coutume parlementaire - doit présenter au début de chaque session les arrêtés ministériels adoptés entre deux sessions.

Les députés du Bloc veulent se faire passer pour les purs d'entre les purs et donner l'impression qu'ils sont ici pour tout révolutionner. S'ils avaient la moindre connaissance de l'administration, ils ne présenteraient pas un amendement aussi incomplet que celui qu'ils ont proposé. Des enfants dans une académie ne prendraient pas une autre attitude.

Il (M. Leduc) accuse le député de Montréal-Laurier de vouloir créer l'impression que les autres partis politiques ne connaissent rien dans les questions administratives, alors que les méthodes employées aujourd'hui ont été éprouvées par l'expérience.

Si le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) veut quelque chose de réellement pratique, qu'il propose que tous les arrêtés ministériels soient inscrits dans la *Gazette officielle* dans le mois qui suit leur adoption.

Il (M. Leduc) annonce, cependant, qu'il votera pour l'amendement.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** dit qu'il n'a pas l'intention de révolutionner quoi que ce soit. Il réplique qu'il s'est renseigné avant de présenter son amendement, qu'il a consulté les procès-verbaux des sessions provinciales et fédérales et qu'il a trouvé des précédents. J'estime qu'il y a une tendance dans tous les gouvernements à faire en sorte que l'exécutif se substitue au législatif.

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, les articles suivants sont renumérotés.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a étudié le bill 10 et qu'il l'a adopté après l'avoir amendé.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Adoption

de J.-A.-S.-F. Paradis

**M. Marcotte (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant l'adoption de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

**M. Marcotte (Roberval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Hôpital Jeffery Hale

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 105 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec.

Le projet de loi de l'Hôpital Jeffery Hale accorde à cette institution locale des pouvoirs accrus pour l'avenir.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Jean Lapointe**

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean Lapointe à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **The Churches of the Nazarene**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 constituant The Churches of The Nazarene en corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Succession de Joseph Bergeron**

**M. Roberge (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la succession de feu Joseph Bergeron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

**M. Roberge (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Thomas Palladina**

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 changeant le nom de Thomas Palladina en celui de Thomas Shaw Collins.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

---

### NOTES

1. Selon *La Presse* du 3 mars 1945, à la page 31, M. Francoeur aurait dit "restrictions fédérales".

2. Selon *Le Canada* du 3 mars 1945, à la page 12, M. Francoeur aurait plutôt dit "l'échelle".

3. Ironiquement, *Le Canada* du 3 mars 1945, à la page 12, ajoute ce commentaire sur la façon dont M. Tellier a répondu: "Très poliment et comprenant qu'il n'y a pas de sot métier, mais qu'il n'y a que de sottes gens".

4. Extrait du chapitre 2, 4 George VI, 1940.



## Première séance du mardi 6 mars 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

Enseignement  
dans les écoles de réforme

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 concernant l'enseignement dans certaines écoles spéciales. Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Loi relative aux constitués

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire  
1944-1945

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière finissant le 31 mars 1945 conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 2)

Eugène Fiset

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 6 mars 1945

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

## Subsides:

Budget supplémentaire  
1944-1945

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant la fauteuil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>1</sup> se lève pour donner quelques explications.

Les députés de la droite lui font une ovation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie mes amis de la droite de leur accueil sympathique. La Providence a voulu que je sois retenu hors de la Chambre, pendant quelques jours, par une grippe intestinale qui est heureusement disparue, sans laisser de trace. Elle ne m'a laissé qu'une combativité accrue et a augmenté mon désir de bien faire et ma vitalité. Il (M. Duplessis) est terriblement bien.

**M. Godbout (L'Islet):** Les députés de la gauche sont également heureux de voir le premier ministre revenu à la santé et plus combatif que jamais. Comme c'est lui qui choisira les armes de combat, j'espère qu'il les choisira bien et je ne doute pas que les batailles seront intéressantes. Le ministre des Mines, (l'honorable M. Robinson) est absent depuis jeudi de la semaine dernière<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai été absent la semaine dernière, mais restant à ma chambre pour préparer les projets de loi et les réponses aux questions, j'ai fait autant de travail que si j'avais été ici en Chambre, en face de mes amis de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** La réponse de l'honorable premier ministre, en plus d'être d'une belle modestie, n'est pas très flatteuse pour l'honorable trésorier (M. Gagnon) qui a dirigé les travaux de la Chambre en l'absence de son chef.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai voulu dire qu'un membre de l'Union nationale qui travaille à sa chambre fait plus de travail que toute l'opposition libérale ensemble.

**Une voix:** Hi!

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis heureux du retour en bonne santé du premier ministre et aussi du retour du ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), dont l'absence a été si remarquée la semaine dernière que l'on s'est demandé s'il n'avait pas été conscrit quelque part.

**Des députés** rient.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### **En comité:**

Budget supplémentaire des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose que la Chambre, suivant la coutume, vote rapidement ce budget, tout en conservant son droit à la discussion item par item lors du budget général.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est l'habitude que l'on discute le budget supplémentaire item par item, lors de l'étude du budget régulier de l'année fiscale qui commence le 1<sup>er</sup> avril. Je n'ai aucune objection au vote du budget supplémentaire, à condition que les députés puissent discuter chaque item particulier lors du débat général sur le budget. Nous avons plusieurs questions au *Feuilleton*. Est-ce que le gouvernement répondra bientôt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je promets au chef de l'opposition que le gouvernement répondra sous peu aux questions posées par les députés. J'ai donné les ordres en conséquence, mais je prie les députés de grouper leurs questions pour ne pas donner de l'ouvrage inutilement aux employés.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de

voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Primes sur le fromage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général - dépenses diverses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole de Québec dépenses diverses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cents six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Au sujet de la Raffinerie de sucre, à Saint-Hilaire - déboursés et avances (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Lois de l'aide aux chômeurs (Bureau de reconstruction économique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission sur perception de droit régalien sur fourrures (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement et au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissement des colons (Entente fédérale-provinciale) (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat et distribution de foin pour venir en aide aux colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ministres sans portefeuilles, et secrétaires (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements (Conseil législatif - législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements (Assemblée législative - législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (Assemblée législative - législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et surveillance, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'entrepôts, gages compris (dépenses en immobilisations)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Police des liqueurs (traitements - procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, gages compris (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure des Statuts refondus, 1941, (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires, indemnités et allocations (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Asiles d'aliénés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.



52. Qu'un crédit n'excédant pas cent huit mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique, traitements compris (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi à Verdun Protestant Hospital, représentant la somme avancée par la province le 2 avril 1943, afin de rembourser l'emprunt de l'hôpital échu à cette date et qui avait été garanti par la province, conformément à la loi 13 George V, chapitre 8 et à l'arrêté en conseil no 501, du 9 avril 1923 (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles techniques ou professionnelles (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de réforme et d'industrie (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des eaux courantes de Québec (dépenses en immobilisations)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conventions collectives, arbitrages et enquêtes, traitements compris (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions de vieillesse, traitements compris (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pension spéciale à M. Henri Laureys, ex-directeur de l'École des hautes études commerciales, Montréal (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Provision pour rajustement des traitements (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver, gages inclus (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Voies et moyens:

##### Budget supplémentaire 1944-1945

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

#### En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1945, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$5,862,950.00.

Adopté.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

#### Projets de loi:

##### Loi des subsides No 1, 1945

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Commission d'assurance-maladie

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 27 février dernier, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette) proposant que le bill 7 abrogeant la loi instituant une Commission d'assurance-maladie soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le bill du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) est laconique, mais d'une extrême importance par les principes qu'il engage. Il règle la question de santé pour le présent et pour des années à venir. Impossible de l'aborder sans discuter au moins de façon rapide le mérite même de la question, c'est-à-dire le problème de la santé dans Québec et le rôle dans ce domaine de l'État provincial, sans parler de la loi du précédent régime et des projets que caresse depuis longtemps le pouvoir central en la matière. Ce problème se rattache à la doctrine générale de notre mouvement qu'il me faut exposer ici aussi succinctement que possible.

Dans mon premier discours en cette Chambre, j'ai insisté sur la nécessité de grandes lois sociales provinciales et qu'une loi soit dictée par Québec. Ce sont les provinces qui doivent agir et non le pouvoir central dans ce domaine où les besoins et les exigences varient avec la géographie et les conditions économiques. Au point de vue géographique, le Canada est divisé en cinq régions bien distinctes; il en est de même au point de vue économique. Nous vivons dans un vaste pays qui impose à chaque région, et surtout à la province de Québec, des conditions économiques spéciales, et également parce que les façons de vivre ne sont pas les mêmes dans tout le pays. Une loi fédérale ne pourrait donc bien servir les intérêts de notre province.

À mon avis, dans un plan d'assurance-maladie en notre province, on doit tenir compte du fait scientifique que les Canadiens français sont la majorité et qu'ils ont leur langue, leur religion catholique avec des traditions et des coutumes particulières qu'ils désirent maintenir. Ce qui donne à la question sociale, dans le Québec, un aspect tel que seul l'État provincial peut y apporter une solution juste et adéquate. Ce domaine a d'ailleurs été réservé aux provinces par la Constitution. C'est un droit qui découle de leur souveraineté.

Je regrette que le ministre de la Santé et du Bien-être social, en expliquant sa loi, n'ait pas touché au mérite de la question de l'assurance-maladie et de la loi provinciale et de la loi fédérale dans ce domaine. On devrait, au surplus, avoir un programme général pour inspirer nos actions dans ce domaine. Nous sommes à l'époque des lois sociales et provinciales, et la thèse de la souveraineté de l'État québécois dans tous les domaines qui sont de son ressort, et en particulier celui de la santé, est toujours à l'ordre du jour. À cette souveraineté doivent correspondre des devoirs sociaux que la Législature doit remplir. Inutile d'élever des enfants, de prétendre encourager les familles nombreuses, si l'on ne fait rien pour la santé des enfants et si l'on fait rien pour empêcher les familles d'être décimées.

Il (M. Laurendeau) démontre ensuite l'importance de la santé au triple point de vue économique, social et national. Il fait un tableau des conditions de vie plus difficiles par suite de l'industrialisation à outrance et de l'entassement de la population dans les villes. L'État doit se pencher plus que jamais sur les populations pauvres, surtout sur celles des grandes villes qui vivent dans des taudis. Nos familles nombreuses vivent dans des taudis ou dans des logements trop petits, ce qui augmente les risques de maladie. De plus, la science

médicale a subi des transformations éclatantes et les améliorations qu'elle apporte dans le soulagement des maux et des souffrances humaines doivent être mises à la portée de tous.

Il (M. Laurendeau) rend un hommage mérité à nos médecins dont le dévouement supplée au manque de ressources d'un grand nombre de nos familles. Il ne faut pas, dit-il, oublier que, sous le régime actuel, nos médecins travaillent la moitié du temps gratuitement au soin des malades et il serait temps de corriger la situation en fournissant des moyens adéquats de rémunération.

Il (M. Laurendeau) dit encore que, dans Québec, la situation de la santé publique est loin d'être enviable, et il cite des chiffres à l'appui de son assertion. Des efforts louables ont été faits en ces derniers temps, mais il y a toujours des retards. Cependant, les conditions ne peuvent qu'empirer et nous devons faire face à ce problème avec générosité et hardiesse. Il ne faut pas craindre l'intervention de l'État dans ce domaine, car c'est peut-être celui où elle peut le plus se justifier. Mais cette intervention ne doit pas retarder; elle doit le faire rapidement, non seulement pour corriger une situation qui menace de devenir intolérable, mais aussi pour prévenir l'intervention du pouvoir central, dont les méthodes pourraient bien ne pas respecter nos traditions et notre mentalité en la matière.

Il (M. Laurendeau) cite ensuite les interventions antérieures du pouvoir central dans le domaine social. Ottawa, dit-il, n'a pas respecté la famille avec sa loi de l'assurance-chômage et sa loi des allocations familiales. Il n'a pas tenu compte surtout des familles nombreuses du Québec. Pouvons-nous espérer qu'il changera d'attitude dans son projet d'assurance-santé? Le projet fédéral est dangereux. Il renferme des clauses qui vont carrément à l'encontre de nos idées les plus chères et de nos institutions les plus précieuses. Il constitue une mainmise par le pouvoir central sur un domaine délicat au sujet duquel nous avons nos propres conceptions. Par exemple, il prévoit l'étatisation de la médecine. C'est un système contraire à notre économie et à nos goûts. Notre opposition au projet fédéral se fonde donc sur des motifs sérieux, et c'est précisément pour cela qu'il faut le prévenir, en adoptant avant lui une législation qui réponde à nos besoins et à notre mentalité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi est fort claire. Ce que dit l'honorable député n'a pas rapport à la loi. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) se lance dans des

dissertations étrangères au but de la loi. Il faut s'en tenir au bill proprement dit qui a trait tout simplement à l'abolition d'une Commission d'assurance-maladie formée sous l'ancien régime et que le régime actuel trouve inutile. Il ne s'agit pas d'assurance-maladie. Nous sommes anxieux de l'entendre, mais qu'il reste dans le sujet. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ne devrait pas s'éloigner de cette question. On va trop loin et je soulève un point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je diffère d'opinion avec le premier ministre. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) est parfaitement dans l'ordre avec ces considérations préliminaires. C'est bien beau de dire qu'on doit discuter seulement de l'abolition de la Commission, mais les députés ont droit d'envisager le problème sous un angle plus vaste. Il y a plus dans ce bill que l'abolition de la Commission que nous avons créée.

Comme il s'agit de l'abolition d'une commission d'étude, je suis d'avis que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) peut étudier les raisons qui motivent l'existence de cette Commission et il a certainement le droit de traiter d'assurance-maladie, puisque le devoir de la Commission était de l'organiser en notre province. Cette Commission était nécessaire pour le bien futur du peuple de la province.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Cette loi pose le problème complet de l'assurance-maladie et j'étais à présenter les prémisses de mon argumentation. Il me semble que j'ai le droit de discuter du problème d'assurance-maladie à propos de la Commission et de son abolition.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Certainement et d'autant plus que la Commission était une commission d'étude de ce problème.

**M. l'Orateur:** Vu que le projet actuellement devant la Chambre a simplement pour but d'abolir une commission chargée d'étudier les moyens d'établir un système d'assurance-maladie, je suis d'opinion que le principe même de l'assurance-maladie n'est pas en jeu dans le bill présentement à l'étude, et je maintiens le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable premier ministre (M. Duplessis).

**M. Godbout (L'Islet):** Avec beaucoup de regret, M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise<sup>3</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 45<sup>4</sup>.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 39.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Au double point de vue de la santé et de l'autonomie provinciale, la nouvelle loi est un pas en arrière, car elle a pour effet de supprimer une excellente législation qui était un premier pas vers l'établissement par Québec d'un projet d'assurance-maladie. Il (M. Laurendeau) rappelle qu'il a étudié la législation votée par le gouvernement du chef de l'opposition. Le problème de la santé est un problème qui se pose à l'état aigu chez nous et il est temps d'y voir.

Il (M. Laurendeau) cite les attendus de la loi créant la Commission d'assurance-maladie. Ces attendus lui paraissent parfaitement raisonnables. Le plan d'assurance-maladie se trouvait élaboré par une loi de la Législature, et il y avait avantage pour nous à intervenir dans un domaine où l'on savait qu'Ottawa devait intervenir. Dans l'ensemble, la loi instituant la Commission d'assurance-maladie répondait à une bonne intention du gouvernement d'alors; elle m'avait paru bonne.

Elle était sujette à des critiques. Peut-être n'était-elle pas assez large? Elle aurait dû embrasser tout le domaine de la sécurité sociale. Mais c'était un grand pas, puisque la Législature de Québec prévenait Ottawa dans un domaine où le gouvernement central voulait intervenir et que

Québec entend voir lui-même à l'exercice de ses droits dans ce domaine qui lui est propre. Ottawa avait déjà préparé des plans pour la mise en vigueur d'une loi uniforme d'assurance-maladie, dans tout le Canada, et pour nous donner avec cette loi l'un de ces cadeaux qui permettent au fédéral d'empiéter sur les droits des provinces.

La loi provinciale reconnaissait donc le principe que c'est la province qui doit intervenir et décider de tout ce qui tombait dans ce domaine. Elle avait pour but de prévenir le geste d'Ottawa. De ce fait, elle me paraissait excellente. Elle établissait avec raison la nécessité de former une commission d'étude pour placer devant des experts le problème de l'assurance-maladie.

Si on nous avait dit que la loi était incomplète ou imparfaite pour telle ou telle raison et qu'il fallait permettre à la Commission de mieux fonctionner, nous aurions étudié la question au mérite et nous aurions appuyé toute mesure présentée pour assurer pareille amélioration. Il y aurait eu moyen pour le gouvernement actuel de bonifier la loi du régime précédent. Mais l'on procède aujourd'hui tout simplement à une suppression pure et simple et, pour cette raison, j'estime qu'au point de vue social le projet que l'on nous soumet est réactionnaire. C'est une manœuvre rétrograde et dangereuse pour la santé publique et l'autonomie provinciale.

La suppression de la Commission, dans les circonstances actuelles, est absolument condamnable et nous avons l'intention de la condamner. On nous a dit que la Commission coûte \$60,000 par année et qu'en l'espace de 10 ans, cela représente un montant total de \$600,000. Le ministre a déclaré que le travail que pourrait accomplir cette Commission peut être entrepris à meilleur compte par les employés de son ministère. Il veut économiser en confiant ce travail de recherche sur l'assurance-maladie aux fonctionnaires provinciaux.

Pourtant, si l'on jugeait que la Commission prendrait 10 ans à régler le problème, on peut se demander combien de temps cela va prendre au ministère à lui seul pour accomplir la même tâche. D'ailleurs, je n'ai pas voulu me fier à moi seul et j'ai consulté sur ce point des hommes que je considère des techniciens et des experts, et qui m'ont affirmé que, malgré que le personnel du ministère soit compétent, le ministère de la Santé a actuellement devant lui une tâche si considérable qu'il ne peut s'occuper du problème de l'assurance-santé. La tâche de continuer cette enquête sera trop ardue et au-dessus des capacités de ces officiers, en raison de leur travail actuel.

En conséquence, ce sera un nouveau retard, et cela, dans un prétendu but d'économie. Quant aux \$600,000, ils représenteraient une économie dangereuse, car elle est pratiquée au détriment de la santé de notre population pour des années à venir, et elle risque de créer une situation où l'intervention d'Ottawa sera facilitée. Dans le domaine de la santé, les erreurs du passé ne doivent pas être répétées. La Commission d'assurance-santé ne peut régler tous les problèmes de la santé, mais cela n'est pas une raison pour qu'on l'on mette de côté une pareille commission. La dépense de \$60,000 par année pour maintenir cette Commission est donc justifiable. C'est la santé qui va souffrir d'ici 10 ans de l'abolition de cette loi. Nous avons de grands problèmes de santé publique, comme la tuberculose.

C'est une tâche urgente et elle incombe à l'État provincial. Si le Parlement ne pose pas rapidement et efficacement un acte dans le domaine de l'assurance-maladie, si la Législature évite de prendre ses responsabilités dans ce domaine, le gouvernement fédéral arrivera avec sa loi uniforme, et la province se trouvera devant un fait accompli. La Commission d'assurance-maladie doit donc être maintenue. On n'aura pas à se plaindre plus tard si Ottawa légifère dans ce domaine, comme ça a été le cas pour les allocations familiales. Si nous n'intervenons pas rapidement, nous nous heurterons à des difficultés familiales et à des problèmes constitutionnels parce que cette Législature aura voulu s'éviter des difficultés.

J'estime que la souveraineté de la province ne peut être maintenue, si la Législature ne fait pas face à ses responsabilités, comme on nous le propose à ce moment. La province doit intervenir dans toutes les questions de son ressort. La loi qu'on nous présente me paraît rétrograde. Elle marque un pas en arrière. Au point de vue de la santé et de la souveraineté de l'État québécois, j'estime qu'on n'aurait pas dû supprimer une loi instituant une Commission d'assurance-maladie. Il fallait s'occuper plutôt de la bonifier. Pour toutes ces raisons, nous voterons contre la loi.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Il ne faut pas croire que commission et santé publique sont synonymes, et il faut avant tout se demander si la Commission a donné des résultats justifiant son existence. Il ne s'agit pas de savoir si la loi de 1943 est bonne, mais de se demander si, en l'espace de deux ans, la Commission a donné des preuves de son utilité et fournit un rendement que l'on attendait d'elle. Il ne s'agit pas de discuter du bien-fondé de

l'assurance-maladie, mais de faire disparaître une commission qui coûte cher, qui a montré des signes de faiblesse et qui ne rapporte rien. Je ne doute pas des bonnes intentions du gouvernement Godbout qui l'a fait voter. J'aurais peut-être voté pour, si j'avais été député.

Les commissaires eux-mêmes ont été les premiers à reconnaître l'inutilité de leurs fonctions et de la Commission. Elle ne pourra produire de résultats qu'avant 7 ou 8 ans<sup>5</sup>. Elle n'a rien fait depuis deux ans et ses membres le sentent bien. Je tiens de très bonnes sources que les commissaires eux-mêmes étaient gênés de venir retirer leurs salaires chaque mois.

Parmi les trois commissaires, il y en a un qui a des scrupules à retirer son traitement, parce qu'il trouvait qu'il ne faisait pas grand-chose. Un autre des commissaires m'a confié qu'on l'a nommé à ce poste, malgré qu'il ne connût rien des problèmes à étudier. Un autre m'a dit qu'il ne demanderait pas mieux que d'être relevé de ses fonctions, il n'y avait rien à faire.

Le Dr Roméo Blanchette, membre de cette Commission, n'est pas un médecin pratiquant. C'est un savant professeur d'université. Je m'incline devant ses connaissances, mais il n'a jamais pratiqué la médecine, il n'est pas un médecin au sens de la médecine. On aurait dû nommer, à la Commission, des médecins de campagne bien au courant des problèmes de la santé dans les divers districts de la province.

Le seul résultat obtenu de la Commission jusqu'ici se résume à une enquête sur les garderies. On aurait pu les obtenir aussi facilement et aussi rapidement de la part des officiers du ministère de la Santé et du Bien-être social. Comment peut-on s'attendre à ce que les commissaires réussissent à empêcher la mise en vigueur d'une loi fédérale, s'ils avouent eux-mêmes qu'ils n'ont pas de pouvoirs?

Je diffère d'opinion avec l'honorable ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) en ce qui concerne la dépense. Je ne m'objecte pas à une dépense de \$60,000 à \$70,000 par année, du moment que c'est dans l'intérêt de la santé publique. Mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. Ce montant est affecté à des études et je trouve cela un peu dispendieux.

Il ne faut pas juger du principe de l'assurance-maladie, mais seulement l'opportunité de l'abolition de cette Commission. La santé publique ne souffrira aucunement de l'abolition de la Commission, car tous les résultats que l'on peut attendre d'un pareil organisme, on n'a qu'à s'adresser au ministère de la Santé et on les aura facilement, rapidement et sans aucun frais supplémentaire.

Étant donné que, de l'aveu même de ses membres, la Commission est inutile et étant donné que sa disparition n'affectera pas la santé publique, j'ai l'intention de voter pour le rappel de la loi instituant la Commission. N'est-ce pas le temps d'appliquer le principe de l'ancien trésorier (M. Mathewson) qu'il faut qu'un gouvernement vive suivant ses moyens?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si c'est une question que mon honorable ami me pose, je vais répondre tout de suite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Non, c'est pas une question.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Mais l'assurance-maladie s'en vient. Nous ne nous y opposerons pas. J'espère que, le jour où le fédéral voudra légiférer dans le domaine de l'assurance-maladie, nous aurons pour nous occuper de ce problème autre chose qu'une commission qui admet elle-même son inutilité.

**M. Groulx (Montréal-Outremont):** Cette Commission était appelée à rendre de grands services à la population de la province de Québec et, en la créant, le gouvernement Godbout ne faisait que se rendre aux demandes réitérées de tous les corps intéressés de la population en général. Le chef de l'opposition a eu raison de dire qu'elle pouvait porter le nom de "Commission de sécurité sociale". Elle devait être le point de départ d'un organisme de sécurité sociale qui avait pour but d'assurer la sécurité sociale dans la province. Le gouvernement libéral a confié à cette Commission le soin de prendre pied dans un domaine où voulait s'introduire le fédéral.

Mis en présence de problèmes qui avaient surgi dans les hôpitaux, nous avons fait faire une enquête approfondie sur le problème de la santé et, en particulier, sur la situation financière de nos maisons d'hospitalisation, par des hommes éminemment qualifiés qui ont donné leurs services bénévolement. Je tiens à les remercier publiquement. Quatre rapports nous ont été faits, ont été déposés par nous en cette Chambre, et la conclusion du quatrième rapport était la formation d'une commission d'assurance-maladie.

Grâce à son travail, on a pu obtenir la situation financière de toutes les institutions d'hospitalisation de la province et prendre les moyens de remédier aux difficultés nombreuses avec

lesquelles elles étaient prises. Dans quelques cas, cette situation était lamentable. Nous avons dû augmenter les octrois et c'est ainsi qu'on augmenta certains taux d'hospitalisation. Le bien-être social est intimement lié au problème économique chez nous.

J'ai eu l'honneur de représenter la province à une Conférence interprovinciale, convoquée par l'honorable Ian MacKenzie, qui était alors ministre de la Santé nationale du Canada. Un plan d'assurance-maladie nous a été soumis et j'ai alors déclaré que ce plan fédéral ne répondait pas aux besoins de notre population. Le plan réclamait une assez forte contribution des provinces. Je l'ai jugé inacceptable parce qu'il ne répondait pas à notre mentalité.

Nous avons des problèmes très particuliers dans Québec. Sur 1,400 municipalités dans la province, il y en a 400 qui n'ont pas de médecin résidant, et la loi créant la Commission d'assurance-maladie était un premier pas pour régler ce problème<sup>6</sup>. Il faut assurer une assistance médicale aux populations de ces municipalités. On se doit de prendre les moyens d'améliorer la loi d'assistance publique qui coûte très cher.

Avant de créer la Commission d'assurance-maladie, il a consulté les plus grandes autorités en matière de bien-être social, sans tenir compte de leur appartenance politique. Il (M. Groulx) cite un rapport de M. Jean-Pierre Després, actuellement au ministère du travail, qui vantait dans le temps la nécessité d'une pareille loi. Sir William Beveridge, économiste anglais de renom et auteur du grand plan britannique de sécurité sociale, me disait, l'an dernier, que toute mesure de sécurité sociale, pour réussir, doit s'inspirer de la mentalité du lieu où elle doit être appliquée.

Convaincu de l'exactitude de ce principe, c'est dans cet esprit que nous avons fait étudier tout le problème de la sécurité sociale par la commission d'assurance-maladie. Je regrette que le gouvernement nous propose d'abolir cette Commission si utile, qui était appelée à rendre de précieux services à la population et je voterai contre la deuxième lecture du bill.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Il n'y a aucune raison valable qui puisse justifier le gouvernement Duplessis d'abroger cette loi passée par le Parti libéral. Je ne vois que des raisons politiques à l'abolition de la Commission. Ce projet de loi est une mesure réactionnaire et rétrograde présentée dans l'intérêt d'un parti politique. Politique, parce qu'on veut absolument se débarrasser de commissaires nommés sous le régime libéral, et rétrograde et tory,

parce que le gouvernement a peur des idées nouvelles qui peuvent améliorer le sort de la population et son bien-être.

Si les commissaires avaient du scrupule à accepter leur traitement, il fallait en nommer d'autres. Rien n'empêchait le gouvernement de présenter un bill pour demander la destitution de trois commissaires et d'en nommer trois autres ensuite. Les trois commissaires étaient nommés pour 10 ans et c'est parce que le gouvernement n'a pu les remplacer qu'il veut abolir la Commission. On n'abolit pas ainsi une loi sociale qui peut rapporter des bénéfices au peuple. Avec le projet de loi soumis, la province de Québec reculera de 25 années en arrière dans le domaine de la santé. Un beau jour, Ottawa surviendra avec son projet de loi d'assurance-maladie et on viendra crier à l'autonomie et aux droits menacés.

Je me demande si c'est parce que la Commission avait des pouvoirs que le premier ministre en a pris ombrage et qu'il veut la faire disparaître. Le chef du gouvernement n'a pas à craindre, les pouvoirs de la Commission étant clairement indiqués dans la loi qui la créait. Ces pouvoirs n'étant qu'à l'effet de faire des enquêtes et d'aviser ensuite le ministre de la Santé et du Bien-être social, le gouvernement, à son tour, était libre de légiférer en la matière à la manière qu'il l'entendait.

Comme la loi de 1943 mentionne que les commissaires sont nommés pour une période de 10 années, il s'avère donc impossible pour le premier ministre de les remplacer par ses créatures. On veut tout simplement se débarrasser d'une commission nommée par un régime libéral et le seul moyen, donc, de s'en débarrasser, c'est d'abolir la Commission. C'est une politique de raccourci. Comme le dit le proverbe, on veut faire brûler la maison pour cuire le jambon.

Et quand le gouvernement fédéral entrera dans le domaine de la santé, on dira: "Halte-là! Respectez l'autonomie provinciale". On ne devrait pas faire de la santé publique une question politique, c'est une législation réactionnaire, surtout dans une province comme la nôtre qui est la plus arriérée, où la mortalité infantile est plus élevée que dans n'importe quelle province du dominion. Je me demande si le gouvernement n'a pas peur que la Commission exerce des pouvoirs qu'il devrait exercer lui-même. Québec a plus besoin que les autres provinces de meilleurs services de santé. Le taux de mortalité infantile est de 70 par 1,000 dans Québec, comparé à 54 pour le reste du Canada et 40 en Ontario.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) est hors d'ordre, il place la discussion sur un autre domaine contrairement à la décision rendue précédemment par l'Orateur de la Chambre. Je soulève un point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** L'honorable député de Rouyn-Noranda (M. Côté) est parfaitement dans l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non et l'Orateur a décidé qu'il ne fallait parler que de la loi.

**M. Bienvenue (Bellechasse), M. Francoeur (Montréal-Mercier) et l'honorable M. Gagnon (Matane)** prennent part à la discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, le député n'a pas le droit de s'éloigner du sujet.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le député ne peut faire la démonstration du point en discussion, il vaut mieux voter la mesure tout de suite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi dont on demande l'abolition n'est pas une loi d'assurance-santé, mais une loi simplement pour donner des positions aux amis.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est le premier ministre qui n'est pas dans l'ordre.

**M. l'Orateur:** J'ai déjà rendu ma décision à ce sujet. Le député est hors d'ordre. Je rappelle l'honorable député de Rouyn-Noranda (M. Côté) à l'ordre, conformément à ma décision. Le député doit s'en tenir à la loi abolissant la Commission d'assurance-maladie.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je regrette la décision rendue. Mais j'espère que l'on me permettra, tout de même, d'affirmer qu'il s'agit d'une mesure purement politique et réactionnaire<sup>7</sup> qui ne peut venir que d'un parti purement tory. Il (M. Côté) demande le vote sur la décision de l'Orateur (M. Taché).

**M. l'Orateur:** Il est trop tard pour le faire, puisque le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) a commencé à parler après la décision, au lieu d'en appeler tout de suite, suivant le Règlement.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Il est malheureux que je ne puisse pas citer des statistiques. La mortalité infantile, la tuberculose, les maladies vénériennes font des ravages épouvantables dans la province. L'ancien gouvernement a institué une commission pour arrêter ces ravages et le nouveau gouvernement dit: "Mettons-la de côté." Dans le domaine de la santé, c'est le marasme complet dans Québec. On avait établi une commission qui remédiait à cette lacune, mais le gouvernement vient avec une loi pour nommer ses amis. Je veux que le peuple comprenne qu'on fait avec la santé publique une question politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un nouveau point d'ordre. Le gouvernement, s'il avait voulu créer des positions, n'avait pas besoin de présenter cette loi parce que les trois commissaires auraient pu être remplacés, étant donné que tous trois ont donné leur démission.

**M. Godbout (L'Islet):** Mais le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) a traité de ces points particuliers.

(À ce moment, un député envoie un cigare à M. Côté)

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** On m'envoie un cigare. Je remercie le député qui m'a fait ce cadeau. En voilà un qu'on réussira à avoir dans le C.C.F. Le projet de loi est malheureux, parce qu'on veut faire disparaître un organisme destiné à combattre les ravages que la maladie cause dans la province. Je ne crois pas que le personnel régulier du ministère de la Santé puisse faire le travail. Les officiers du ministère de la Santé n'auront pas le temps nécessaire pour continuer l'enquête. Le gouvernement prétend qu'il y a assez de fonctionnaires qui n'ont rien à faire pour étudier ces problèmes. Pourquoi y a-t-il des fonctionnaires sans travail à faire?

On ne semble pas s'entendre beaucoup à droite. Pendant que le ministre de la Santé (M. Paquette) nous apprend que la Commission est abolie par économie, le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) nous dit qu'une autre Commission sera formée.

**Une voix à droite:** Ah! Ah!

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je demande à mes amis de la droite de se taire et de me laisser parler. J'ai été élu pour exprimer mes opinions ici et



je le ferai même si ça ne leur fait pas plaisir, si cela leur fait mal. Si on veut sauver de l'argent, que ce ne soit pas au détriment de la santé. Qu'est-ce que le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) va faire avec la somme de \$60,000<sup>8</sup> qu'on se trouvera à économiser à chaque année?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je répondrai en temps et lieu.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Si le ministre de la Santé veut réellement abolir une commission reconnue d'utilité publique, qu'au moins avec cet argent, \$100,000 qu'il entend économiser, il place dans cent villages ou centres de colonisation privés de tout médecin et d'infirmier, de bonnes gardes-malades qui voient aux besoins de la population de ces endroits. Qu'il s'en serve pour donner des médecins et des infirmières aux 1,000 localités de la province qui n'en ont pas. Voilà ma suggestion.

Tout ce que le gouvernement veut, c'est d'abolir une commission destinée à rendre de grands services à la population. Il (M. Côté) est sûr que le ministre ne se rendra pas à son idée de doter, avec l'argent économisé ainsi par l'abolition de la Commission, des centres ruraux de gardes-malades compétentes.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je fondais beaucoup d'espoir sur la Commission d'assurance-maladie. Il faudrait une somme énorme de bonne volonté pour trouver quelque chose de constructif dans la législation du gouvernement qui veut abolir la Commission d'assurance-maladie. Il est inutile de réclamer des droits, si on ne les exerce pas. En créant une Commission d'assurance-maladie, l'ancien gouvernement a voulu consigner dans les Statuts son intention de légiférer en ce domaine. Mais en réalité, il s'agissait plutôt d'une commission de sécurité sociale. Elle avait pour rôle de préparer la voie à toute une série de mesures destinées à humaniser les conditions de vie des citoyens les moins favorisés.

Nous avons voulu y mettre le nom d'assurance-maladie pour bien marquer notre intention. Le gouvernement du chef de l'opposition croyait que cette question relevait exclusivement du domaine provincial, et il a voulu poser un geste officiel et autonome qui plaçait le gouvernement provincial bien solidement dans ce champ d'action sociale. Il (M. Hamel) reproche au gouvernement l'abolition de la Commission de l'assurance-maladie, ce qui est un précédent mauvais, puisque le gouvernement se privera des compétences qu'il pourrait retenir à son service.

L'ancien gouvernement a cru de son devoir d'aborder les problèmes de santé publique et de la sécurité sociale. Dans ce domaine très vaste, des problèmes urgents se posaient à l'attention du gouvernement, celui des hôpitaux, celui de la protection de l'enfance, celui des accidents de travail pour n'en nommer que les principaux. Tout cela touche à l'assurance-maladie. Il fallait, pour leur trouver des solutions adéquates, confier cette étude à une commission d'hommes compétents.

Dans le domaine des hôpitaux, par exemple, malgré le dévouement sublime des institutions, de leur personnel, des religieuses et des médecins, on se heurtait à des difficultés immenses. Pour la protection de l'enfance, il fallait trouver un moyen d'établir la valeur humaine en regard des obligations de la personne.

Nos hôpitaux, malgré le dévouement de leur personnel, étaient devenus incapables de faire face aux exigences des temps actuels. Nous avons présenté une législation qui établira la valeur humaine en regard des obligations de chaque personne. C'est ma définition.

Certains aspects de notre législation créaient des injustices en voulant fixer la valeur d'un homme, en regard à ses responsabilités familiales. Quand on dit qu'un fils qui travaille n'est pas soutien de famille, ce n'est à peu près jamais vrai. Je suis le député d'un comté ouvrier et je suis un ouvrier moi-même. Dans la province de Québec, il y a des inégalités sociales dans l'assistance médicale. Il (M. Hamel) veut parler de la situation d'un père de famille qui se voit tout à coup privé du soutien que lui apporte l'un de ses fils. Vous savez comment on élève une famille chez nous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) est rendu au pôle sud. Je soulève un point d'ordre! On fait perdre du temps à la Chambre. La loi est claire. Il s'agit ici d'abolir une commission qui n'avait d'autre pouvoir que d'étudier et qui ne pouvait rien faire par elle-même. L'ancien ministre fait perdre le temps à la Chambre. Il est hors d'ordre. Tout ce que dit le député est étranger à la discussion. On est rendu à parler de la loi des accidents de travail.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre est au pôle Nord, lui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne sommes pas pour écouter ces dissertations qui sont étrangères à la loi.

**M. Godbout (L'Islet):** En quoi? Le premier ministre peut calmer ses nerfs. Nous sommes à étudier l'opportunité d'abolir ou non une commission que nous croyons nécessaire. Pour en établir la nécessité, nous avons le droit de dire pourquoi elle était nécessaire.

Nous avons parfaitement le droit de parler des buts et de l'utilité de la Commission, comme le fait le député en ce moment, et ce droit, nous allons le prendre.

J'avertis le premier ministre que nous ne laisserons imposer par personne la dictature ici pour nous empêcher de traiter de questions aussi graves.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au chef de l'opposition de respecter le décorum et de retirer ses paroles. La Chambre suit les directives de l'Orateur, qui vient de rendre une décision que la Chambre elle-même a approuvée. Il n'y a pas de dictature ici et la Chambre est sous la direction de l'Orateur. On n'a pas droit de parler de dictature.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne parle pas de l'Orateur. Le dictateur, il est en face de moi. Nous ne permettons pas à l'honorable premier ministre de s'ériger en dictateur pour empêcher l'étude de problèmes aussi importants. Le député parle depuis cinq minutes sur une question d'extrême importance et on tente de l'arrêter avec des points d'ordre qui n'en sont pas.

Cette loi pose une question de souveraineté importante et cette question nous allons la discuter. Le premier ministre est mieux de ne pas intervenir s'il ne veut pas prolonger la discussion, et qu'il cesse d'interrompre les orateurs.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** La loi dont on demande l'abrogation créait une commission qui avait le droit d'enquêter dans tous les domaines. Nous avons le droit de dire quel travail nous voulions faire exécuter par cette Commission.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre du premier ministre est bien fondé. Il s'agit simplement pour la Chambre de décider si la Commission doit être abolie ou non. On doit en rester là. J'invite l'honorable député à s'en tenir à la loi.

**M. Godbout (L'Islet):** Me prévalant du droit et de mon devoir d'en appeler de toute décision du président que nous croyons injuste, M. l'Orateur, j'en appelle de nouveau de votre décision.

**M. l'Orateur:** Qu'on appelle les députés.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?", est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petits-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 39.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je me soumetts à vos directives, M. l'Orateur. Abolir la loi actuelle voudrait dire que nous n'avons pas cru urgent d'étudier les conditions inhumaines<sup>9</sup> qui sont faites à une partie de la population de la province. Quand un père qui a élevé une dizaine d'enfants voit mourir son unique soutien faute de soins...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! La loi est claire. Mon bon ami persiste à s'éloigner du sujet.

Si l'ancien ministre persiste à parler en dehors de la question et à violer les règlements, je devrai demander à l'Orateur de faire respecter son autorité.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je suis à étudier...

**M. l'Orateur:** Que le député s'en tienne au sujet.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je crois avoir le droit de parler des études que la Commission

d'assurance-maladie doit faire et que l'on veut abolir.

**M. l'Orateur:** Mais pas au-delà.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je parle des études qui, à mon sens, devraient constituer tout le débat, puisque la Commission qu'on veut abolir était une commission d'étude. Je déplore qu'on tente de m'arrêter tout le temps avec des points d'ordre et qu'il ne me soit pas permis de dire jusqu'à quel point ces études que devait faire la Commission sont importantes. Je n'ai pas le droit, alors, de réclamer une amélioration à la situation suivante: dernièrement, dans mon comté, j'ai vu l'ainé d'une famille de 17 enfants mourir d'un accident et la famille ne recevoir que \$125<sup>10</sup> en compensation.

**M. l'Orateur:** Il ne s'agit pas de cela, mais de l'abolition d'une commission. À l'ordre.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Et on me reprochait de venir ici plaider en faveur de réparer des injustices de ce genre. Cette question d'assurance-maladie est délicate et compliquée, et c'est pour cela que le gouvernement libéral a voulu confier ce travail d'étude à une commission. La Commission chargée d'étudier ces problèmes avait devant elle une tâche délicate et compliquée. À cause des rapports très étroits entre les services sociaux et l'art médical, on ne pouvait laisser à des profanes le soin de faire les relevés nécessaires et de présenter des suggestions. Il fallait faire appel à des hommes de l'art.

Pendant que les politiciens, toutes opinions confondues, discutent de problèmes de bien-être, selon leur propre éclairage, la population du Québec attend que soit établi un système permettant d'assurer à chaque citoyen, quels que soient ses moyens matériels, la protection que tout gouvernement est tenu de lui offrir. Peu importe que les membres de la Commission soient affiliés au Parti libéral ou au parti de l'Union nationale. Mais il est important pour les gens du peuple de savoir qu'ils peuvent compter sur l'aide que chaque membre de la communauté est en droit de recevoir de l'État.

Le gouvernement précédent avait tenu compte de toutes les opinions qui lui avaient été transmises avant de soumettre sa législation et, à son avis, cette méthode constituait le seul moyen d'obtenir une assurance-santé qui soit acceptable pour la population du Québec. Ce projet risque maintenant d'être saboté, parce que les membres de

la Commission ont été nommés par un gouvernement libéral. Il (M. Hamel) demande que les problèmes comme celui de la santé publique soient à l'abri des querelles de partis.

Puisque l'on a institué l'assurance collective contre le feu, pourquoi pas pour la protection des vies humaines? Il y a des assurances pour couvrir les risques matériels, il devrait à plus forte raison y en avoir pour protéger le capital humain. Pour les risques matériels, l'assurance collective a toujours fonctionné. On n'a jamais pensé à la santé publique, du moins jusqu'à ces derniers temps. Cette question de l'assurance-maladie est la question délicate à laquelle la Commission devrait consacrer le plus de temps et de soin.

La médecine n'est pas une marchandise, c'est un art, et il n'y a pas de barème qui permette d'établir la valeur spécifique des soins médicaux. C'est pourquoi le gouvernement du chef de l'opposition a voulu s'adresser à des gens du métier pour l'aider dans sa tâche. Je voudrais ici rendre un témoignage ému aux médecins de famille, ces praticiens au cœur noble et généreux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. M. l'Orateur. Il n'est pas question de faire l'apologie, de l'anthologie ou de l'entomologie. On met de côté votre décision. On fait perdre le temps de la Chambre avec toutes ces digressions.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Saint-Sauveur suit de près la décision rendue précédemment par le président de la Chambre. Il établit pourquoi la Commission a été créée et pourquoi le gouvernement s'est adressé à des hommes de l'art et d'une grande valeur. C'est le premier ministre qui fait perdre le temps de la Chambre. S'il veut faire perdre le temps de la Chambre à soulever des points d'ordre, il va le faire perdre longtemps, car nous allons certainement étudier ces graves problèmes. L'opposition libérale a l'intention de prendre tout le temps voulu pour discuter la question. Le premier ministre peut être assuré que nous allons dire, dans cette Chambre, tout ce que nous devons dire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien premier ministre ferait mieux d'aller cirer les bottes des soldats de l'autre côté.

**M. Godbout (L'Islet):** L'honorable premier ministre peut couvrir la faiblesse de son bill de points d'ordre et de remarques de ce genre, s'il lui plaît,

mais il n'en sortira pas. Nous, nous allons certainement étudier cette question de sécurité sociale au long, et personne au monde ne nous en empêchera. On peut se le tenir pour dit.

**M. l'Orateur** demande au député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de s'en tenir au bill en discussion.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Eh bien, puisque l'honorable premier ministre ne veut pas, je ne rendrai pas hommage aux médecins de famille. Ils le méritent cependant par leur sublime dévouement. Je ne comprends pas pourquoi on veut m'empêcher de faire l'éloge du médecin de famille. dans un débat sur l'assurance-maladie. Je me soumetts donc sans comprendre.

Quel que soit le dévouement sublime des médecins de famille, on ne peut pas tout leur demander. Les médecins sont surchargés et ils ne sont pas en nombre suffisant. Il y a encore, dans la province, de nombreuses municipalités où ils ne peuvent pas exercer leur ministère et il y a de nombreux médecins surchargés d'ouvrage, et c'est ce qui explique que, dans bien des coins de notre province, on souffre du manque de soins médicaux.

Beaucoup d'êtres humains souffrent du fait que nous ne sommes pas pleinement organisés, au point de vue des soins médicaux. Cette Commission avait pour but de nous indiquer les moyens à prendre pour remédier à la situation. Parce que l'on a pensé à 10 années d'avance, on se scandalise d'une dépense de \$60,000 pour indiquer à toute une province comment améliorer la santé de la population et assurer la conservation du capital humain. Mille municipalités manquent de médecins et la Commission devait voir - c'était dans ses attributions et ses fonctions - à tous ces cas de municipalités qui manquent de soins médicaux. Le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) nous a avoué qu'il veut attendre 10 ans avant d'aborder les problèmes de sécurité sociale. Quelle erreur!

On a dit que les commissaires étaient incompetents. M. l'Orateur. Je me demande ce que vont penser les professionnels distingués, les grandes compétences qui auront à travailler pour le gouvernement, à l'avenir, devant un spectacle comme celui dont nous sommes témoins. Je me demande ce qu'ils vont penser en constatant qu'un changement de gouvernement ou de politique aura préséance sur les questions sociales et sur la santé publique dans la province.

(Applaudissements à gauche)

Avec de pareilles mesures, le gouvernement va se trouver un jour dans l'impossibilité de pouvoir compter sur les services professionnels d'hommes compétents qui ne voudront certainement pas laisser leurs occupations pour faire partie de commissions gouvernementales destinées à disparaître suivant le bon plaisir des gouvernements.

M. l'Orateur, je veux respecter vos décisions et, si je ne suis pas dans l'ordre, je m'arrêterai au moindre geste. Mais, pendant 25 ans, comme membre de la Saint-Vincent-de-Paul de ma paroisse, j'ai vu la misère dans mon quartier. À deux pas de chez nous, j'ai pu voir un enfant prendre naissance dans une maison sans chauffage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le ministre devrait savoir lui-même qu'il est en dehors de la question<sup>11</sup>. Le député s'écarte encore une fois. S'il a vu la misère de près, c'était à lui de la soulager au lieu de donner des positions à ses amis. Je soulève un point d'ordre. Il s'agit de savoir si nous allons donner \$60,000 pour des places à des amis. Qu'est ce que tout cela peut avoir de rapport avec cette loi?

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre continue à cette allure, nous ne nous entendrons pas. La discussion de ce projet de loi va être longue. Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) est parfaitement dans l'ordre et parle de choses pertinentes à la loi. Que l'honorable premier ministre en prenne son parti! C'est le premier ministre qui s'écarte en le contredisant par des attaques qui sont en dehors de la question.

Nous sommes prêts à collaborer pour hâter le travail de la Chambre, mais que le premier ministre réfléchisse avant d'employer ses tactiques. Nous voulons que la session marche rondement, mais nous nous réservons le droit d'étudier toutes les lois que l'on nous présente. Nous avons le devoir de scruter les lois et nous allons remplir ce devoir. Nous allons étudier ce grave problème, le plus grave dans le monde en ce moment, que cela plaise au premier ministre ou non.

**M. l'Orateur:** Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) nous a lui-même prévenu qu'il n'était pas dans l'ordre. Pour la quatrième fois, je demande au député de s'en tenir à la question. de ne pas s'éloigner du sujet. Pour les raisons mentionnées tout à l'heure, je maintiens le point d'ordre du premier ministre.

**Des députés de l'opposition** se lèvent pour en appeler de la décision de l'Orateur.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il en appellera à la Chambre toutes les fois qu'il estimera qu'une décision de l'Orateur est injuste. Le premier ministre peut en prendre son parti: nous dirons tout ce que nous croirons devoir dire, en respectant le Règlement. M. l'Orateur, toujours à regret, mais ne pouvant pas accepter ce que je crois être une injustice, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise<sup>12</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 38<sup>13</sup>.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Godbout (L'Islet):** (M. René Chaloult ne votant pas) On vous le donne celui-là.

(Rires)

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** M. le Président, en face de la situation navrante dont je ne puis vous parler, la Commission voulait fournir à la société des moyens urgents de veiller sur ses membres et se pencher avec sollicitude sur les problèmes du bien-être qu'une société bien organisée doit à tous ses membres, au moment où les esprits sérieux se tournent vers l'avenir avec angoisse.

Au moment où la fin de la guerre est proche, au moment où l'on parle un peu partout d'ordre nouveau, qui nous laisse prévoir une situation qui ne manquera pas de causer des angoisses, nous voici en face d'une mesure qui va nous faire reculer 50 ans en arrière, tout cela, parce que les commissaires ont été nommés par les libéraux. Pourquoi la soumet-on? Pour le plaisir et quel plaisir? Pour défaire, saboter l'œuvre progressive du gouvernement précédent.

(Applaudissements à gauche)

Nous voilà rendus à un point où les querelles politiques du gouvernement vont se régler sur le dos de nos vieillards, de nos enfants, de nos malades indigents, de nos familles infortunées, des accidentés et des infirmes? Que ceux qui veulent assurer l'avenir des classes moyennes mettent de côté le plaisir que leur causerait l'abandon d'une loi libérale pour travailler à l'avenir de la santé du peuple. Si l'on en veut tant que cela aux mauvais rouges que nous sommes, qu'on tape sur nous, nous sommes capables d'encaisser.

Nous ne sommes peut-être pas capables de nous défendre, mais nous pouvons au moins endurer. Mais nous ne permettrons pas qu'on vienne saboter une législation urgente pour de simples motifs de partisanerie politique. À cette heure où toutes nos pensées sont avec la Croix-Rouge, je demande au nom de la misère et de la Croix-Rouge, au gouvernement de réfléchir avant de détruire une œuvre nécessaire et de ne pas persister à présenter sa loi.

**Une voix à droite:** On va passer le chapeau.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Pendant que la Croix-Rouge se penche sur les souffrances de l'humanité, le gouvernement veut que nous nous occupions avant tout de nos intérêts politiques. Eh bien, M. l'Orateur, je demande aux députés de l'autre côté de la Chambre pourquoi ils veulent supprimer une commission destinée à aider les classes qui ont le plus besoin de secours de la société? Nous ne sommes plus ici uniquement pour faire des lois et pour taxer les contribuables, mais pour aider ceux qui souffrent.

Dans la province de Québec, on fait de la politique. Je crois que nous nous en allons vers l'anarchie, si les gouvernements ne comprennent pas mieux leur devoir à l'égard du peuple et si le gouvernement ne met pas de côté les questions de second ordre pour assurer la survivance des nôtres.

Je ne suis pas de ceux qui sont prêts à tout donner, mais je réclame une pleine mesure de justice pour chacun. Je m'adresse en particulier aux

médecins qui font partie de cette Chambre. Je leur demande de m'écouter. La province de Québec va-t-elle refuser de suivre les autres provinces, de suivre les pays civilisés dans le domaine de la sécurité sociale? Il (M. Hamel) rend hommage aux médecins de famille et s'élève de nouveau contre la partisanerie politique.

M. l'Orateur, si je vous ai causé du trouble sans le vouloir, je le regrette, mais j'ai parlé avec mon âme et ma conscience. Je demande à tous les députés de ne pas voter ce projet de loi et de penser à la société, à la province, de ne pas être des partisans ou des politiciens, mais des hommes de devoir. Il est temps que le peuple bénéficie d'une amélioration dans la situation.

(Applaudissements prolongés à gauche)

**M. Chaloult (Québec):** Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

## Questions et réponses:

### Embellissement de Québec

**M. Samson (Québec-Ouest)<sup>14</sup>:** Quelles sommes ont été dépensées par le gouvernement pour l'embellissement de la ville de Québec pour chacune des années financières suivantes: 1936-1937, 1937-1938, 1938-1939, 1939-1940, 1940-1941, 1941-1942, 1942-1943 et 1943-1944?

Quelles sommes ont été dépensées dans ce domaine depuis le 8 août 1944?

Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir en fonction la Commission d'embellissement de Québec?

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Voir le tableau ci-dessous)

1.	1936-1937	Projet	nos 1 & 2 (parcs et terrains de jeux).....	\$ 460,180.67
	1938-1939	Projet	no 118 (égout, 22 <sup>ième</sup> rue).....	61,058.10
	1938-1939	Projet	nos 38-39 & 189 (La Canardière) .....	568,409.52
	1938-1939	Projet	no 293 (parcs et terrains de jeux).....	428,241.23
	1938-1939	Projet	no 301 (côte Franklin).....	113,421.37
	1938-1939	Projet	no 100 (entrepôt).....	7,195.18
	1938-1939	Projet	no 325 (stadium).....	659,170.92
	1938-1939	Projet	no 40 (jardin zoologique).....	547,286.24
	1938-1939	Projet	no 229 (égout collecteur, Sillery).....	<u>540,999.75</u>
	Formant total de pour les années de 1936 à 1939.....			\$3,385,962.98
	1941-1942 .....			405.38
	1942-1943 .....			48,370.70
	1943-1944 .....			42,267.69

2. \$16,904.64.

3. Cette question est actuellement à l'étude.

Il (M. Duplessis) veut commenter une réponse.

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Union nationale a dépensé \$3,385,962.98 pour l'embellissement de Québec, de 1936 à 1939, et le gouvernement libéral, à peine l'intérêt de ce capital. Le gouvernement étudie la question de savoir s'il maintiendra ou non en fonction la Commission d'embellissement de Québec.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**Des députés de l'opposition** soulèvent une nouvelle série de points d'ordre. Ils se plaignent de la façon de répondre du premier ministre.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures<sup>15</sup>.

**Deuxième séance du 6 mars 1945****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Loi des  
accidents du travail**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 modifiant la loi des accidents du travail.

Le but de cette loi est de porter de trois à quatre le nombre des membres de la Commission.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi concernant  
la libération de débiteurs**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure a pour but d'étendre les effets d'une loi qui a donné jusqu'ici d'excellents résultats. En 1938, l'Union nationale a fait adopter une loi qui constituait une protection en faveur des débiteurs pressurés et opprimés par des créanciers sans cœur. Auparavant, lorsqu'un créancier avait une

hypothèque sur la propriété de son débiteur, même si ce dernier avait payé 30 %<sup>16</sup> de sa dette, il arrivait que le créancier prenait jugement contre son débiteur pour ensuite se porter acquéreur de la propriété, qu'il revendait souvent avec des profits plus considérables que la somme nécessaire pour éteindre la dette. En 1938, la loi stipulait que, lorsqu'un créancier se porte acquéreur d'une propriété affectée par une hypothèque et qu'il réalise dans la vente de cette propriété un montant égal à sa créance, le débiteur est alors libéré de sa dette. Cette loi couvrait, alors, les propriétés vendues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930. L'année suivante, on a étendu le délai au 1<sup>er</sup> janvier 1925, afin de faire bénéficier un plus grand nombre de débiteurs de la loi.

Le nouveau projet supprime toutes les restrictions. Il étend l'application de la loi de 1938, aux ventes faites le ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1925. Et maintenant, il s'agit de lui donner un effet total. Cependant, la libération du débiteur n'a pas pour effet d'imposer au créancier l'obligation de remettre les sommes qu'il a légalement perçues sur son jugement avant cette libération.

Lorsque nous avons présenté cette loi, un journal, reconnu pour ses excès et son absence totale de vérité, a publié un commentaire éditorial dans lequel il disait: "Si l'honorable Maurice Duplessis présentait toujours des lois de cette qualité, personne ne s'y objecterait." Ce journal, c'est *Le Canada* de Montréal qui ne dit pas la vérité, mais je tenais à le citer quand même à la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'honorable premier ministre aime à citer *Le Canada* quand ça fait son affaire. De 1936 à 1939, il lui arriva de présenter quelques lois qui n'étaient pas mauvaises, et l'opposition libérale les a approuvées.

C'est une bonne législation. L'opposition l'approuve. Mais il (M. Casgrain) demande au premier ministre s'il n'a pas quelques cas particuliers à couvrir, quelques amis à protéger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucun cas à couvrir, personne à protéger; il s'agit tout simplement de donner plus d'effet à une loi dont les effets bienfaisants se font sentir.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a étudié le bill 16 et qu'il l'a adopté sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois pour hâter les procédures et ménager les impressions.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre veut ménager, ce n'est pas moi qui m'y objecterai.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Perception des amendes

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 pour assurer un contrôle efficace de la perception des amendes soit maintenant lu une deuxième fois<sup>17</sup>.

On veut simplifier la tâche des secrétaires-trésoriers appelés à percevoir les amendes pour le gouvernement. Un contrôle est établi, qui fera disparaître des tracasseries et épargnera du temps et de l'argent.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Commission d'assurance-maladie

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette)

proposant que le bill 7 abrogeant la loi instituant une Commission d'assurance-maladie soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Chaloult (Québec)** passe en revue les arguments des orateurs qui ont parlé sur le même sujet. Je sais que l'honorable député de Labelle (l'honorable M. Paquette) veut que nous ayons une assurance-maladie et je suis convaincu de son entière bonne foi en présentant ce projet, mais j'aimerais que le ministre de la Santé et du Bien-être social nous fournisse de plus amples explications. Il (M. Chaloult) a consulté deux spécialistes en la matière: l'un est favorable au rappel de la loi de 1943, tandis que l'autre s'y oppose avec énergie. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a discuté du principe et le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) des modalités.

Le ministre de la Santé et du Bien-être social nous dit qu'il voulait économiser \$60,000 par année et il a ajouté que les mêmes fonctions pouvaient être remplies par des membres de son département. Quand il s'agit de la santé publique et du principe de la souveraineté québécoise dans le domaine de la santé, la question d'économie de \$60,000 ne doit pas entrer en ligne de compte. La souveraineté de l'État québécois doit primer sur une épargne de \$600,000.

Relativement à la question de compétence, je me demande si des gens de l'extérieur n'ont pas plus d'avantages de se spécialiser en pareille matière. D'ailleurs, je doute que le personnel du ministère de la Santé ait le temps d'accomplir pareil travail, de continuer les études; il n'a peut-être pas aussi la compétence de ceux qui se sont spécialisés dans l'étude d'une question aussi complexe. On a aussi parlé du serment prêté devant les tribunaux et de la gêne dans laquelle peuvent se trouver certaines personnes. Si la loi n'est pas parfaite sous ce rapport, il était facile de l'amender.

Je suis contre le rappel de la loi de l'assurance-maladie pour trois raisons. 1<sup>o</sup> Il est admis maintenant, que, dans les conditions actuelles, les gouvernements ne peuvent se maintenir longtemps au pouvoir, bien que le premier ministre ait tout à l'heure affirmé que l'Union nationale y est pour 20 ans. Et bien, va-t-on bouleverser et assister à un sabotage de la législation antérieure à chaque changement de gouvernement? Il ne faut pas changer trop souvent les lois, ce serait une fort mauvaise politique.

La loi que l'on veut abolir était un progrès pour le domaine social. L'ancien premier ministre (l'honorable M. Godbout) a apporté une législation sociale de qualité, c'est incontestable. L'ancien



premier ministre, en particulier, a eu le souci de se mettre à la page dans le domaine social. Il y a eu progrès réel dans ce domaine sous son administration.

Va-t-on mettre de côté toutes les législations qu'il a passées, parce que nous avons un autre gouvernement? Sous prétexte qu'on n'aime pas ces lois, va-t-on tout chambarder? Il (M. Chaloult) se demande si le gouvernement actuel n'est pas préjugé contre l'ancienne administration.

Deuxièmement, on a trouvé des spécialistes pour faire partie de cette Commission. Les trois commissaires nommés étaient des spécialistes compétents, et on les chasse dans un but politique. À ce jeu, en aura-t-on encore pour les besognes qui s'imposent dans l'avenir, si l'on ne donne pas plus de stabilité aux positions qui leur sont offertes? Il (M. Chaloult) se demande s'il est juste de renvoyer des commissaires qui ont commencé à étudier une question à fond.

Incidentement, il (M. Chaloult) fait l'éloge des commissaires: il connaît particulièrement le Dr Roméo Blanchette<sup>18</sup>, professeur à l'Université Laval et rend hommage à sa haute valeur. Il répond au député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) que le Dr Blanchette a pratiqué la médecine pendant un an. Il (M. Chaloult) connaît aussi M. Antonio Garneau, président de la Commission, en qui il salue un homme de grande valeur également. Il connaît moins M. Dumford, mais on lui a dit qu'il était parfaitement qualifié pour ces fonctions. Contre ces trois hommes, on n'a absolument rien à dire.

On prend les moyens de se priver des services de tous les hommes compétents, si on leur donne l'impression qu'ils seront congédiés à l'avènement d'un autre gouvernement. Je me demande si on croit qu'avec un tel système, de renvoyer les membres des commissions du gouvernement à chaque changement de régime, on va toujours trouver des compétences qui consentiront à mettre au service des gouvernements leurs connaissances techniques.

Troisièmement, l'ancien gouvernement avait pris une initiative heureuse et il s'est montré ouvert et progressif dans le domaine de la sécurité sociale. Le rappel de la loi est un danger réel à la souveraineté québécoise et constitue un recul en matière sociale. Il y a une certaine inconscience entre les théories du premier ministre sur l'autonomie provinciale et l'acte que son gouvernement pose en ce moment. Je suis opposé à la loi parce que la province de Québec, pour une fois, avait pris une initiative heureuse dans le domaine de la sécurité sociale, et voilà qu'on fait un pas en arrière.

N'y a-t-il danger de voir Ottawa prendre à son tour l'initiative, envahir le domaine provincial de la santé et nous couper l'herbe sous le pied? Nous ne pouvons pas permettre à Ottawa de nous devancer dans ce genre d'action sociale. Les travailleurs sociaux sont inquiets de l'attitude que prend le gouvernement. Le gouvernement aurait pu améliorer la loi au lieu de l'abolir, il aurait pu étendre les pouvoirs des commissaires, si on les trouvait trop limités. Si le gouvernement actuel promettait de créer une nouvelle commission d'assurance-maladie, il (M. Chaloult) pourrait revenir sur sa décision. Cela pourrait devenir une évolution et non une révolution, au lieu d'une démolition. Je ne doute pas des intentions du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette), mais je voterai contre le rappel de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare surpris de voir l'opposition consacrer tant de temps à l'étude d'une loi qui n'est pas compliquée, mais très claire. De 1932 à 1943, les gouvernements libéraux ont nommé des commissions d'études sur les assurances sociales. En 1943, le gouvernement libéral a présenté une loi fallacieuse dans son titre et dans son objet, parce qu'elle parlait d'une Commission d'assurance-maladie. Cette loi, adoptée il y a deux ans, n'était en réalité que du camouflage, puisqu'elle ne créait aucunement une loi d'assurance-maladie et n'avait même pas aucun pouvoir pour la créer. On laissait entendre que les commissaires auraient à administrer une assurance-maladie.

La Commission nommée en 1943 devait préparer un plan d'assurance-maladie qu'une autre loi devait faire appliquer. La Commission aurait pu prendre 10 ans avant de présenter un plan. Une commission d'assurance-maladie aurait dû administrer une loi d'assurance-maladie. Or, cette Commission était nommée pour étudier ce que deux autres commissions avaient déjà étudié, et non pour administrer un système d'assurance-maladie. En 1930<sup>19</sup>, on avait formé une Commission (la commission Courchesne) pour étudier ce problème. Une autre commission fut nommée en 1940 pour continuer l'étude commencée. Et, en 1943, le gouvernement nommait une autre commission encore pour savoir si les études de la première et de la seconde étaient exactes et bonnes.

On a nommé trois commissaires sans leur donner aucun pouvoir. Les commissaires étaient chargés de préparer un plan d'assurance-maladie, mais aucune limite de temps n'était fixée. Ils

pouvaient prendre 10 ans pour faire ce travail. Est-ce raisonnable? La province est rendue à la période de l'action et non plus à celle des palinodies et des tergiversations. Nous ne sommes plus à la période de l'étude. Nous sommes à celle de l'action. Nous voulons arriver avec des projets de loi qui vont profiter au peuple.

Nous avons eu trois commissions d'étude en trois ans et l'Union nationale, le député de Labelle (M. Paquette) et moi-même avons combattu la loi, en 1943, en disant que le gouvernement n'avait pas le droit de dépenser des milliers de dollars dans l'unique but de créer des positions à ses amis. Nous avons trop de problèmes urgents à régler pour aller distribuer ainsi l'argent du peuple pour maintenir des commissions d'étude qui ne font que réétudier. Dépenser \$60,000 pour la santé, ce n'est rien, mais dépenser une somme de \$60,000 par année, soit \$600,000 en 10 ans pour donner des prébendes à des amis, c'est du gaspillage condamnable. Quand nous étions dans l'opposition, l'Union nationale a dénoncé cette loi à trois reprises. Nous l'avons dénoncée. Elle s'est engagée également à l'abolir si elle venait au pouvoir.

L'an dernier, nous avons été élus. Nous respectons nos engagements. Pareille commission ne donne rien au peuple. Il (le peuple) a endossé notre manière de voir. L'Union nationale aime mieux prendre cet argent pour donner du pain et du lait au peuple et aux enfants que de le prendre pour donner des commissions gouvernementales et le faire servir à des salaires de \$10,000 par année à trois ou quatre amis du gouvernement grassement payés...

#### **Des voix de la gauche protestent.**

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement pourrait donner ces trois positions à des amis de l'Union nationale, mais il ne le fait pas parce nous préférons appliquer cet argent aux besoins du peuple. Le patronage politique n'intéresse pas l'Union nationale, et le gouvernement économise pour le peuple.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il a été un des premiers à dénoncer les tentatives centralisatrices d'Ottawa en matière d'assurance-maladie.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Des gens de bonne foi disent qu'il est peut-être dangereux pour l'autonomie provinciale et aux regards des droits de la province de rappeler cette loi, parce que le gouvernement fédéral va peut-être en

profiter pour nous arracher une nouvelle bribe de notre autonomie. C'est bien beau d'invoquer les théories sociales, mais pas aux dépens du peuple.

Jamais je ne consentirai, quant à moi, à accrocher les droits de la province à ce char-là, à des commissions de gaspillage comme celle-là, sans pouvoir, pour donner des positions à des amis, et si Ottawa tente d'attenter à nos droits, il trouvera à qui parler.

Je ne conçois pas que l'on approuve la loi de 1943, qui faisait passer les gens de notre province pour ignorants, puisque l'on voulait faire étudier les questions sociales pour une troisième fois. Et nous irons payer pour passer pour des ignorants? La province ne mérite pas cet affront qu'on lui fait.

Ottawa a toujours voulu empiéter dans le champ d'action des provinces. J'ai été le premier à dénoncer les tentatives d'accaparement du fédéral dans le domaine de la santé, dans une assemblée à Montmagny, et j'ai dit qu'il y aurait danger d'accaparement des droits de la province en matière éducative et universitaire, si Ottawa s'arrogeait le droit de nommer des médecins en vertu d'une loi fédérale d'assurance-maladie.

Nous donnons, aujourd'hui, à Ottawa, le spectacle d'un gouvernement qui s'affiche crânement en champion de l'autonomie provinciale. Nous ne comprenons pas qu'on tente d'invoquer un tel argument au sujet de l'abolition d'une commission fantôme.

D'ailleurs, de 1936 à 1939, pas une parcelle de nos droits ne fut abandonnée à Ottawa par le gouvernement de l'Union nationale, et Ottawa n'a pas eu l'audace d'accaparer un seul de nos droits provinciaux. Ce fut sous le régime de nos successeurs qu'Ottawa s'est senti assez fort pour s'accaparer nos droits et que les abandons et les accaparements se sont perpétrés odieusement au détriment de la province de Québec et de sa population. La loi même de 1943 pouvait laisser voir aux ennemis du Québec, à Ottawa, que notre province n'était pas suffisamment renseignée sur la question et qu'elle comportait une humiliation pour nous.

Si le premier ministre libéral avait respecté l'autonomie provinciale au lieu de donner des prébendes à des amis, la province ne serait pas dans la situation où elle est aujourd'hui. Aujourd'hui, on s'ingénie à vouloir dénaturer le caractère de la loi. Il (M. Duplessis) dit que, depuis qu'il a repris les rênes du pouvoir, il s'est constamment et fermement opposé aux tentatives du pouvoir central. Jamais une parcelle de nos droits n'est tombée et ne tombera entre les mains d'Ottawa.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre me permettrait-il une question? Si Ottawa nous impose sa loi d'assurance-maladie, est-ce qu'on n'aura pas un imbroglio comme dans l'affaire des allocations familiales?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Question très pertinente. Je vais y répondre en disant que l'Union nationale n'a jamais permis les empiétements d'Ottawa. Sous mon administration, les droits de la province sont bien gardés. De 1936 à 1939, le rapport Sirois n'a jamais été sorti de ses oubliettes. Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est que le peuple a réalisé que nous pouvions donner des garanties. L'Union nationale est au pouvoir pour 20 ans. Sous l'administration libérale, si le premier ministre avait su se tenir debout et avait respecté l'autonomie provinciale au lieu de donner des positions aux amis, nous ne serions pas dans la situation où nous en sommes aujourd'hui.

Le gouvernement libéral a cédé tous ses droits de revenus à Ottawa, parce que depuis cinq ans nous avons eu à la tête de la province un gouvernement qui a lâchement abandonné les droits de la province au gouvernement central, gouvernement d'assimilateurs. En temps et lieu et aussi vite que possible, le gouvernement va appliquer les politiques sociales qui s'imposent.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, l'honorable premier ministre a élargi le champ de la discussion après avoir cherché à le rétrécir tout l'après-midi. Mais il faut que je dise tout de suite que j'aurais honte de discuter cette loi sur le ton utilisé par le premier ministre qui réduit la discussion de cette importante question à des considérations partisans. J'aurais honte de moi.

Voici une question vitale, primordiale, celle de la sauvegarde de notre capital humain. Et nous voyons le premier ministre se lever et se contenter de faire de la petite politique de coin de rue. Si la question de la santé des classes laborieuses doit se mesurer à la petitesse des arguments que le premier ministre a employés, je lui laisse la triste prérogative d'afficher une telle mentalité.

Nous avons passé cette loi dans le but de protéger la santé de la population. Nous ne voulons pas une étude dans le vague. La Commission que l'on a nommée en 1943 avait pour objet d'étudier la question de l'assurance-maladie et de préparer un plan qui procurerait les bienfaits de la santé à toutes les familles, non seulement aux gens fortunés, mais surtout à ceux qui ne le sont pas. Notre loi a eu pour

effet de créer une commission chargée d'établir un plan d'assurance-maladie, ceci, pour l'avantage de la population tout entière.

C'est le devoir de tous les gouvernements qui ont un peu d'esprit chrétien. Notre population a un besoin pressant de cette assurance-maladie que le gouvernement fédéral voulait nous donner, mais que j'ai refusée parce que son projet attentait à l'autonomie de la province. J'ai voulu entrer avant lui sur ce terrain pour le couvrir et, surtout, pour protéger notre autonomie provinciale dans ce domaine excessivement important et exclusivement provincial. Nous voulions protéger efficacement notre autonomie.

Personne, ni le premier ministre actuel, ni aucun gouvernement, n'empêcheront les lois sociales, dont nous avons jeté les bases, de s'établir, de prendre racine dans la province de Québec. Si le gouvernement provincial ne prend pas ses responsabilités, c'est le fédéral qui les prendra. La santé, c'est le premier actif. Aucun gouvernement ne peut résister à la vague montante d'esprit chrétien dans le monde. Il nous faut de l'assurance-maladie pour protéger notre santé nationale, car le peuple de la province est dans un état de santé désastreux, en dépit du régime frugal de nos populations rurales, et nous devons y parer en préparant un plan qui corresponde bien à notre mentalité.

Malgré la règle de vie de notre peuple, nous donnons à l'étranger l'impression que nous n'avons pas la santé que nous devrions avoir. Le plan fédéral, l'honorable député d'Outremont (M. Groulx) l'a dit cet après-midi, ne convient pas du tout à la province de Québec, parce qu'il aurait exigé une trop forte contribution de la province de la part du gouvernement de Québec et ne tient pas compte de la cellule familiale, mais de l'individu, tandis que les gouvernements doivent, de plus en plus, de nos jours, traiter avec la cellule familiale. Il (M. Groulx) s'y est opposé.

La santé dans notre province est épouvantablement affaiblie et le meilleur moyen de protéger l'autonomie provinciale, c'est de prendre nous-mêmes nos responsabilités. Voici maintenant que l'on veut abrégé cette loi et détruire notre œuvre. Mon gouvernement a passé cette loi pour protéger chez nous ceux qui en avaient le plus besoin. Pourquoi tenter aujourd'hui de priver le peuple de cette protection à laquelle il a un droit strict?

L'étude a été à la base de toutes les lois adoptées sous mon gouvernement; c'est ce qui manque à la base des lois de l'Union nationale, car,

de 1936 à 1939, on a dû rappeler à une session des lois passées à la session précédente. On a nommé une commission provinciale d'étude parce que l'étude a été la base de l'administration de 1939 à 1944. D'autre part, l'organisation d'un système d'assurance-maladie est tellement compliquée qu'il fallait la soumettre à l'étude de spécialistes. Je suis prêt à admettre que cela peut prendre des années.

Le gouvernement ne peut préparer tout seul une législation adéquate; les officiers du ministère de la Santé ne sont pas suffisamment préparés pour s'attaquer à l'étude d'une question qui réclame des années d'enquête.

Je mets au défi le premier ministre d'établir une loi de cette importance dans la province, sans faire procéder auparavant à des études sérieuses de la question par des spécialistes. Qu'il tente donc de le faire. Nous n'avons pas le personnel voulu et compétent, au ministère de la Santé, pour prendre soin de cette question.

On ne connaît rien à l'assurance-maladie dans ce ministère parce que c'est excessivement compliqué et que cela prendra des années. Nous avons déjà deux ans d'étude de faits et, si nous devons attendre que le gouvernement ait nommé ses amis, c'est un désastre pour notre peuple. Crier l'autonomie ne donne rien. Agissons d'abord, c'est notre devoir. Nous avons les moyens d'avoir un plan national et le nouveau gouvernement veut l'abandonner.

L'honorable premier ministre peut lever les bras au ciel et crier à l'autonomie. Ce n'est pas des cris qui donneront des soins aux malades, amélioreront la santé publique et donneront à manger au peuple. L'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) a dit que les membres de la Commission en reconnaissaient l'inutilité. J'ai ici deux télégrammes et un message verbal des commissaires niant catégoriquement et avec la plus haute énergie cette affirmation.

L'un des commissaires déclarait dans son message que, deux mois après le changement de gouvernement, et après avoir essayé à maintes reprises, la Commission n'avait pas encore réussi à obtenir une audience du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) pour discuter des problèmes d'assurance-maladie. Devant l'inertie du gouvernement, c'est alors qu'un des membres de la Commission a dit: "Nous ne pouvons décemment accepter des traitements, si on nous refuse le droit d'accomplir la tâche qui nous a été confiée."

(Applaudissements à gauche)

À l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) je dirai que notre projet était de faire de cette Commission une commission de sécurité sociale et englober dans son ensemble tout le problème social, mais devant le danger d'un empiètement d'Ottawa, il a fallu piquer au plus court pour empêcher Ottawa d'entrer dans ce domaine provincial et nous lui avons confié de préparer un plan d'assurance-maladie.

On trouvait que la Commission tardait à soumettre un plan? La détruire n'avance pas le travail. La Commission a travaillé un an seulement et elle a déjà accompli beaucoup. Elle a commencé une enquête sur la situation des hôpitaux, qui a permis de traiter convenablement nos maisons d'hospitalisation. Elle a ensuite préparé la loi de protection de l'enfance, qui s'imposait depuis des années, que la Chambre a adoptée l'an dernier. Elle avait devant elle un champ d'action immense et c'est un véritable crime national que de vouloir abolir cette Commission, réclamée par le peuple et toutes nos organisations, au moment où elle allait donner des résultats.

Il (M. Godbout) cite des messages des anciens commissaires pour montrer qu'ils étaient loin de croire en l'inutilité de cet organisme. Le peuple sait ce qu'elle représente pour lui. Elle s'imposait et on nous propose de reculer dans un champ où il est essentiel d'aller de l'avant et alors que tous les gouvernements du monde pensent à humaniser leur politique. On fait ici le contraire de tous les pays du monde chrétien.

Le premier ministre devrait retirer son projet de loi. Qu'on amende la loi si l'on veut, qu'on ouvre de nouveaux champs d'action à la Commission. En ce faisant, le premier ministre se grandirait aux yeux de toute la province, car je ne connais pas de loi plus rétrograde. Elle nous a permis de couvrir un champ d'action que doit couvrir tout gouvernement qui se prétend animé d'esprit chrétien. Qu'aucun ne rabaisse pas des questions d'intérêt national à des chicanes de partisanerie politique. Le premier ministre regrettera certes son geste un jour ou l'autre.

Contrairement à ce qu'affirme le premier ministre, le premier gouvernement de l'Union nationale a trahi à plusieurs reprises la cause de l'autonomie de la province. Le premier ministre a été le premier à abandonner des droits de la province au bénéfice du fédéral dans le domaine de l'éducation, en acceptant, vers 1937, de l'argent d'Ottawa pour l'aide à la jeunesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La déclaration du chef de l'opposition est contraire

aux faits. C'est faux. Je n'ai jamais... (suit un commencement de discours)

**Des voix:** À l'ordre. Pas de discours.

**M. l'Orateur:** C'est une mise au point que fait le premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous ne demandons dans cette Chambre la protection de personne, mais nous demandons justice égale pour tout le monde. Nous demandons l'application des règlements aux deux côtés de la Chambre, non à un seul. Le premier ministre prétend que je dis des faussetés! L'entente pour l'aide à la jeunesse a été signée en 1937.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dénaturer les faits. S'il continue ses affirmations, sa bonne foi sera mise en doute. Il y a eu une entente en 1937 en vertu de laquelle pas un droit de la province n'a été cédé.

**M. Godbout (L'Islet):** Ceci n'est pas un point d'ordre mais un discours. Si on permet à Ottawa de dépenser de l'argent dans une province, sous quelque prétexte que ce soit, il devra en contrôler la dépense, comme c'est son devoir. Sous mon administration, le gouvernement central a tenté de s'introduire dans le domaine de l'éducation physique en nous offrant un montant de \$60,000 par année. J'ai non seulement refusé, mais j'ai averti Ottawa que je le poursuivrais devant les cours de justice s'il tentait de faire bénéficier d'autres provinces du Canada de ces octrois. Le premier ministre est brave à sa façon.

En 1935, le gouvernement fédéral (Bennett) a passé cinq lois attentatoires à l'autonomie des provinces dans le domaine de la législation sociale. Par la suite, une référence fut faite au Conseil privé. Toutes les provinces ont été représentées dans toutes les causes qui ont été référées, en 1937, au tribunal. Lorsque les lois Bennett ont été déclarées inconstitutionnelles, la province de Québec a été la seule, malgré le champion de l'autonomie provinciale qui dirigeait alors le gouvernement de l'Union nationale, premier ministre de la province en ce moment, à ne pas comparaître devant les tribunaux pour désavouer ces lois.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre, c'est absolument faux. Le gouvernement de la province était représenté au Conseil privé à

Londres par Me Gustave Monette et nous avons tout gagné nos causes.

**M. Godbout (L'Islet):** La province n'a été représentée que dans une seule des cinq causes. Il ne peut dire le contraire. La meilleure façon pour nous de défendre nos droits, c'est que la Législature provinciale prenne ses responsabilités et qu'on ne rabaisse pas les grandes questions politiques à de la mesquine petite politique. Le premier ministre a essayé aujourd'hui d'empêcher la discussion par de multiples points d'ordre, c'est seulement pour détourner l'attention et empêcher les députés libéraux d'exercer leur droit d'exprimer leur opinion. Il n'a pu empêcher la vérité de se faire jour.

Nous avons nommé des juges compétents pour diriger cette commission. Le gouvernement ne peut pas régler les questions de santé publique sans une commission d'études. En cette période d'après-guerre, toutes les nations sont prêtes à s'occuper de législation sociale, en particulier dans le domaine de la santé, et le Québec devrait être du nombre. Au lieu de la supprimer, le gouvernement devrait lui ouvrir des champs nouveaux. Nous voterons contre son projet s'il ne le retire pas. J'espère que le premier ministre n'ira pas plus loin. Il est déjà assez connu comme réactionnaire; j'espère pour lui qu'il comprendra la grandeur des responsabilités sociales qui lui incombent. Nous, des pays chrétiens, sommes en avance dans ce domaine.

Dans tous les pays du monde, on reconnaît le droit du père de famille à la protection des siens contre les dangers de la maladie et de l'insécurité sociale. Après avoir souligné la nécessité de la loi de 1943 pour la sécurité sociale, il (M. Godbout) demande au ministre de la Santé de reconnaître que ce fut l'une des lois les plus importantes jamais adoptées, qu'elle était nécessaire pour la vie nationale de demain et de ne pas demander le rappel.

L'honorable ministre de la Santé doit regretter la présentation de ce projet et doit savoir que cette loi est absolument nécessaire. Qu'il apporte des amendements pour rendre la loi plus généreuse envers les classes laborieuses, nous l'approuverons. L'esprit chrétien ne doit pas être uniquement dans nos paroles, mais il doit se refléter dans nos actes et, en particulier, dans des législations aussi essentielles que celle que l'on veut abroger.

(Applaudissements à gauche)

**M. Morin (Québec-Centre):** M. l'Orateur, je sais que, puisque vous rendez des décisions souvent, il vous faut procéder rapidement et j'ai

confiance que vous me laisserez traiter dans l'ordre cette grave question. Je suis incapable de me convaincre que le gouvernement ait une seule raison sérieuse d'abolir un projet de loi de l'importance de celui de l'assurance-maladie, d'abolir ainsi une commission chargée d'étudier les misères humaines, de trouver un plan pour soulager la souffrance humaine. Les arguments que l'on a invoqués pour le rappel de la loi ne tiennent pas debout dans une province où la santé laisse plus à désirer que dans toute autre province.

Il (M. Morin) cite le témoignage d'un médecin militaire qui lui disait, dernièrement, que sur 98 recrues des campagnes examinées, 4 ont été classées dans la catégorie A, 12 dans la catégorie B, et toutes les autres sont déclarées inaptes au service militaire. L'argument d'économie n'est pas mieux. Je m'étonne qu'on ne veuille dépenser pour protéger le capital humain quand on consacre des milliers de dollars pour protéger nos ressources naturelles. On a fait une étude de nos ressources naturelles, mais il n'y a jamais eu d'inventaire de notre principale richesse, notre capital humain.

**Des voix** soulèvent des points d'ordre.

**M. Morin (Québec-Centre):** Le gouvernement devrait répondre à l'appel que vient de lui lancer l'honorable chef de l'opposition et ne pas abroger cette loi. Le gouvernement devrait faire un beau geste en rappelant sa loi.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Québec-Centre (M. Morin) à deux ou trois reprises.

**M. Godbout (L'Islet)** intervient pour exprimer l'avis que l'Orateur devrait permettre à un député de s'expliquer lorsqu'il le rappelle à l'ordre.

**M. Roberge (Lotbinière)**<sup>20</sup> dit qu'il essaiera de s'en tenir à une étude rigoureuse de la loi, de son opportunité ou inopportunité. Le projet de loi du ministre de la Santé et du Bien-être social est inopportun au point de vue constitutionnel et social, aussi bien qu'au point de vue des droits provinciaux. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique décrète que la santé est du domaine provincial. Mais il est évident que les Pères de la Confédération, en répartissant ainsi les droits qui appartenaient au fédéral et ceux qui appartenaient aux provinces, n'ont pu prévoir tous les problèmes d'aujourd'hui.

C'est pourquoi le Nouveau-Brunswick a déclaré, il y a quelques années, que la santé n'était pas

seulement un problème provincial mais national. Ce fut à la suite de cette expression d'opinion que le gouvernement de Québec, présidé par l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout), a voulu préserver l'autonomie provinciale. Il a accompli un acte de prévoyance, décida de prendre les devants en créant une commission de sécurité sociale, connue sous le nom d'assurance-maladie, dont les premiers résultats furent l'adoption d'une magnifique loi de protection de l'enfance.

Je trouve étrange et contradictoire la conduite du gouvernement, qui nous a demandé de voter une loi provinciale concernant les allocations familiales et nous demande aujourd'hui de rappeler une loi d'assurance-maladie précisément destinée à nous protéger, en invoquant les droits provinciaux, et nous demande aujourd'hui de rappeler une loi d'assurance-maladie précisément destinée à protéger les droits provinciaux.

Il veut l'abolition d'une loi provinciale passée par un gouvernement libéral en matière d'assurance-maladie. Il fait bon marché de la prévoyance manifestée par le gouvernement qui a précédé le sien. La contradiction est flagrante. Le bill du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) est la négation catégorique des exigences de la sécurité sociale de notre époque.

La Commission Garneau a accompli du bon travail. Elle a commencé par apporter une solution aux problèmes de l'enfance, mais elle s'est occupée des hôpitaux, dont l'ancien ministre de la Santé nous a dit l'état lamentable. En 1926, à 1940, 123,700 enfants de moins d'un an sont morts dans la province de Québec à cause d'insuffisance de moyens. Le comté que j'ai l'honneur de représenter (Lotbinière) n'a aucun hôpital.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Lotbinière (M. Roberge), qui est un brillant avocat, est en train de faire une promenade dans les hôpitaux. Il est hors d'ordre et je demande à l'Orateur de le rappeler à l'ordre. De telles paroles ne se rapportent pas au sujet du débat.

**M. Godbout (L'Islet):** J'espère que l'honorable premier ministre ne veut pas faire déclarer hors d'ordre une étude sérieuse de la santé publique, au moment où il nous demande le droit de rappeler une loi nécessaire à la santé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de donner des ordres à l'Orateur.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, l'honorable premier ministre s'imagine que vous avez une oreille plus fine que l'autre, mais nous demandons l'application des règlements de façon équitable.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je regrette que l'honorable premier ministre s'offusque. Tout à l'heure, il a fait une promenade dans l'autonomie et voilà qu'il veut empêcher l'honorable député de Lotbinière (M. Roberge) de parler d'hôpitaux, quand nous étudions le problème de la santé. Nous n'avons pas voulu faire rappeler l'honorable premier ministre à l'ordre, mais nous voulons que les autres députés aient le droit de parler.

(Applaudissements à gauche)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre ne nous a parlé que de l'autonomie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que l'on veut tuer le temps.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il vaut mieux tuer le temps que la loi de l'assurance-maladie.

**M. l'Orateur:** Je maintiens le point d'ordre du premier ministre. Ma décision est la même que celle rendue au cours de l'après-midi.

**M. Godbout (L'Islet):** J'en appelle de votre décision, M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout,

Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 36.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Roberge (Lotbinière):** Il y a dans la loi fédérale d'assurance-maladie un projet de loi concurrente que les provinces seront invitées à adopter, alors que Québec n'aura rien à offrir. Et si le gouvernement a un projet de loi, il ne sera pas basé sur les recherches et les données scientifiques. Pourquoi la province de Québec risquerait-elle son autonomie en abandonnant son propre plan d'assurance? À quel motif le gouvernement a pu obéir pour demander le rappel de la loi?

Pour supprimer une loi aussi bienfaisante, je me demande si le gouvernement cède aux pressions de certains groupes de médecins qui ont peur de l'étatisation de la médecine. Je sais bien que nos médecins ne seraient pas contre une loi d'assurance-maladie mais, depuis l'adoption de la loi qu'on veut abroger, les revues médicales ont été remplies de cris de crainte que la médecine soit étatisée.

Le gouvernement veut peut-être adopter une théorie qui est celle d'un groupe de professeurs des Hautes études de Montréal et dont le porte-parole est ordinairement M. Angers<sup>21</sup>, qui aurait exposé une thèse sur l'assurance-chômage et l'assurance-maladie. Ses conclusions étaient que, dans la province de Québec, la charité devait suffire, comme autrefois, à régler nos problèmes. Elle est la meilleure assurance-maladie qui soit, puisqu'elle assure la vie éternelle. Le gouvernement a peut-être cédé aux pressions d'un groupe d'assureurs qui voudraient conserver leurs privilèges.

Lorsqu'on m'a interrompu, tout à l'heure, j'étais à dire que mon comté et bien d'autres ne pourront avoir d'hôpital tant qu'un plan d'ensemble de sécurité sociale ne sera pas établi. C'était le rôle de la commission Garneau de l'établir. On nous propose d'abolir cette Commission au moment où nous en avons le plus de besoin. Je le regrette et je voterai contre la loi.

(Applaudissements à droite)

**M. Sylvestre (Berthier):** On nous dit que l'on abolit la loi pour économiser \$60,000 alors que, depuis le début de la session, la Chambre a voté \$30,000,000 pour la Voirie, \$2,000,000 pour les passages à niveau, \$1,500,000 pour le drainage, alors que le premier ministre s'est vanté au cours de

l'après-midi d'avoir dépensé \$3,000,000 pour l'embellissement de Québec et alors que, sous son administration, ce fut toujours la danse des millions. Pour des fins ordinaires, on dépense des millions et pour la santé publique, on lésine et on mesquine.

Le gouvernement fait preuve d'illogisme, puisqu'on a nommé 21 ministres pour décentraliser, et on veut maintenant tout centraliser la sécurité sociale au ministère de la Santé. La loi du chef de l'opposition protégeait l'autonomie à cent pour cent et c'est précisément celui qui parle sans cesse d'autonomie qui veut abolir cette loi. La commission Garneau a accompli un fort beau travail.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** La loi du gouvernement vise à détruire une des œuvres les plus fécondes du gouvernement libéral. M. l'Orateur, la législation instituant la Commission d'assurance-maladie n'était peut-être pas absolument parfaite, mais elle était inspirée d'un principe libéral. Dans le domaine de l'assurance-maladie, comme dans tous les autres, le gouvernement du chef de l'opposition s'est montré progressif, libéral, vraiment soucieux de notre autonomie<sup>22</sup> bien comprise et respectueux de nos droits, de notre mentalité et de nos besoins. Il (M. Godbout) a voulu doter la province d'un plan d'assurance-maladie, avant que le pouvoir central ne légifère en la matière. La Commission a fait ses preuves et elle aurait pu devenir meilleure, encore.

La Commission d'assurance-maladie fait un travail magnifique. Ses enquêtes et recommandations au gouvernement de l'honorable chef de l'opposition nous ont valu ces lois splendides qui s'appellent: la loi de la protection de l'enfance, la loi des écoles de protection de l'enfance, la loi du ministre du Bien-être social. Inspirée d'un grand principe libéral, la loi instituant une commission d'assurance-maladie est bonne et aurait pu devenir meilleure. C'est pourquoi il (M. Ross) réprovoque le principe de la loi qui veut l'abroger et il déclare qu'il votera contre la loi du gouvernement.

**M. Bergeron (Stanstead):** En fin de semaine, j'ai eu l'occasion de rencontrer des cultivateurs et des ouvriers pour leur demander ce qu'ils pensent de la loi qu'on veut abroger. Ils désirent tous les services sociaux destinés à améliorer leur sort et ils préférèrent que ces services soient donnés par Québec.

Il (M. Bergeron) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Plourde), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. Godbout (L'Islet)** veut connaître le programme qui est prévu pour demain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme ce sera la journée réservée aux affaires émanant des députés, la Chambre étudiera la motion du député de Québec (M. Chaloult) demandant au gouvernement fédéral de procéder à une nouvelle répartition des circonscriptions politiques avant la tenue des élections fédérales. Si les députés sont brefs, il sera peut-être possible demain d'étudier la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) revendiquant les droits de la province en matière d'éducation.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. *L'Événement* du 7 mars 1945, à la page 12, note que "l'honorable Maurice Duplessis, qu'une attaque de grippe avait tenu éloigné la semaine dernière, est de retour à son fauteuil."

2. Selon *L'Événement* du 7 mars 1945, à la page 12, M. Robinson était de retour à son siège quelques minutes plus tard.

3. *Le Soleil* du 7 mars 1945, à la page 3, ajoute que "les whips s'affairent en dehors de la Chambre pour ramener au bercail les députés qui s'étaient absentés."

4. *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 13, signale les absences: chez les ministériels, il s'agit de MM. Goudreau et Thuot; chez les libéraux de MM. Kirkland et Hartt, et chez les membres du Bloc Populaire, MM. Lacroix et Lemieux.

5. *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 13, parle de huit ou 10 ans.

6. *Le Canada* du 7 mars 1945, à la page 12, parle de 1,000 municipalités sans médecin résidant, alors que



*Le Soleil*, à la page 3, dans un rapport plus détaillé de l'intervention de M. Groulx, parle de 400.

7. *Le Soleil* du 7 mars 1945, à la page 5, souligne que M. Côté fait cette déclaration "de sa plus belle voix de ténor, [...] à tue-tête à tous les échos de l'Assemblée législative."

8. *L'Événement* du 7 mars 1945, à la page 11, nous donne ce chiffre, alors que *La Presse* du 7 mars 1945, à la page 2, parle de \$100,000. À aucun endroit il n'est question de \$100,000, mais soit de \$60,000 par année pour une période de 10 ans, donc un total \$600,000 tout au plus.

9. *Le Soleil* du 7 mars 1945, à la page 5, utilise le mot humain au lieu d'inhumain comme dans *L'Événement*.

10. *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 13, rapporte ce chiffre, alors que *Le Soleil* du 7 mars 1945, à la page 5, donne le montant de \$120.

11. M. Duplessis fait erreur, car même si M. Hamel a bien été ministre, ministre des Terres et Forêts, c'était dans le cabinet Godbout, et de 1942 à 1944.

12. *Le Devoir* du 7 mars 1945, à la page 10, précise que "des sonneries se mettent de nouveau en branle, les whips ramènent les députés absents de l'enceinte parlementaire à ce moment."

13. *Le Devoir* du 7 mars 1945, à la page 10, note que, lors de ce vote, M. Chaloult se trouvait à l'extérieur de la Chambre. "Il reviendra quelques minutes plus tard pour prendre part à la discussion et ajourner le débat."

14. *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 15, précise que "le premier ministre décide, même en l'absence de M. Willfrid Samson, de répondre à la première question du député de Québec-Ouest."

15. *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 15, spécifie que "la séance se lève dans une atmosphère chargée d'électricité".

16. Ce pourcentage provient de *L'Action catholique* du 7 mars 1945, à la page 15; le journal *La Patrie* du 7 mars 1945, à la page 5, parle plutôt de 50 %.

17. *The Gazette* du 7 mars 1945, à la page 9, précise que "Le docteur Paquette a tenté de clore le débat à

plusieurs reprises en récapitulant, mais il a été interrompu chaque fois par un député de l'opposition."

18. *Le Devoir* du 7 mars 1945, à la page 3, nous informe que "les commissaires M. Antonio Garneau, avocat de Montréal, le Dr Roméo Blanchet, directeur de l'Institut d'orientation professionnelle de l'Université Laval et M. P.-E. Durnford, courtier de Montréal, ont démissionné quelques semaines après que l'Union nationale eût repris le pouvoir, en août dernier; ils n'ont pas été remplacés."

19. Le chiffre provient de *L'Événement* du 7 mars 1945, à la page 11, mais *Le Canada* du 7 mars 1945, à la page 2, situe ces études entre 1932 et 1943.

20. *L'Événement* du 7 mars 1945, à la page 11, annonce que M. Roberge, député libéral du comté de Lotbinière, fait son premier discours à l'Assemblée législative.

21. M. François-Albert Angers, diplômé en sciences commerciales de l'École des hautes études commerciales de Montréal en 1934 et de l'École libre des sciences politiques de Paris en 1937. Depuis 1938, il a été tour à tour assistant, professeur agrégé et collaborateur d'Esdras Minville à l'École des hautes études commerciales de Montréal où il est également directeur de la revue de l'École: *L'Actualité économique*. Membre de la ligue de *L'Action Nationale*; il collabore, à partir de 1938, à la demande d'André Laurendeau, à titre de chroniqueur économique à la revue *L'Action Nationale*. Proche du Bloc populaire à cause de son engagement contre la conscription et le plébiscite de 1942, il n'en fait cependant pas parti officiellement. François-Albert Angers reste toutefois un ami proche de M. Laurendeau, les deux ayant fait connaissance dans les années 1930. (Léger, Jean-Marc (recueil des propos), "Oublier l'histoire et mettre en cause l'identité nationale, c'est courir à sa perte. Entretien avec François-Albert Angers". *Les Cahiers d'Histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no 5, printemps 1996, pp. 47-101 et S. A. "Quatre éléments de correspondance illustrant l'engagement nationaliste de François-Albert Angers, (1945-1958)", *Les Cahiers d'Histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no 5, printemps 1996, pp. 102-113.

22. *La Presse* du 7 mars 1945, à la page 2, au lieu de rapporter "autonomie", comme le fait *L'Événement*, rapporte "économie".



## Première séance du mercredi 7 mars 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 concernant la donation faite par feu James Kewley Ward aux syndics de l'école protestante dissidente de la cité des Trois-Rivières;

- bill 108 concernant la succession de feu Jean-Baptiste-Avila Corbeil;

- bill 128 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à utiliser à certaines fins particulières un octroi de cinquante mille dollars reçu du Bureau de reconstruction économique;

- bill 124 concernant la succession de feu Émile Chartrand;

- bill 125 concernant le contrat de mariage entre Médéric Charbonneau et dame Marie-Isabelle Bernard;

- bill 126 concernant le contrat de mariage entre le Dr J.-Arthur Dufresne et dame M.-A.-L.-Anonciade Bernard.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec;

- bill 141 concernant la succession de feu J.-Romuald Hamelin.

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 127 constituant en corporation la Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company;

- bill 109 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 136 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Joseph-Albert-Walter Matteau et autre, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger.

## Projets de loi:

## Val-d'Or

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adoption de  
M.-G.-C. Bélanger

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger par Joseph-Albert-Walter Matteau et son épouse Angéline Bélanger.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Questions de privilège:

Article du *MacLean's Magazine*

**M. Larivière (Témiscamingue)** proteste contre un article publié dans le *MacLean's Magazine*, le 1<sup>er</sup> mars 1945, contre la province de Québec. Dans cet article, on dénonçait les Canadiens français, les Japonais et la minorité juive. Je n'ai pas à défendre la minorité juive, ni la minorité japonaise. Mais je désire protester contre l'attitude des étudiants de l'Université de Manitoba qui prétendent que nous,

les Canadiens français, sommes un problème au Canada, alors que nous sommes les premiers occupants en ce pays.

#### Motions de députés:

##### **Remaniement de la carte électorale fédérale**

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

invite le député de Québec (M. Chaloult) à expliquer sa motion.

**M. Chaloult (Québec)** propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que:

Attendu que, par l'amendement de 1943 à la Constitution, notre province a été privée de sa proportion de représentants par rapport aux autres provinces:

Cette Chambre invite le gouvernement fédéral à remanier la carte électorale avant les élections, de manière à rendre justice à la province de Québec.

Il y eut recensement en 1941 conformément à ce qui se fait chaque 10 ans dans le pays et, à la session de 1943, le Parlement fédéral a passé une loi afin d'éviter une redistribution des comtés fédéraux, comme le veut la Constitution canadienne après recensement. Il (M. Chaloult) souligne la protestation du Parlement de la province à cette époque et celles des représentants de notre province aux Communes.

Il s'agit d'une très importante question. En 1943, le gouvernement fédéral décidait d'amender la Constitution pour renvoyer à la fin de la guerre la redistribution des comtés. Pour bien expliquer la portée de cet amendement, il (Chaloult) rappelle les articles de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord concernant le recensement et la redistribution des comtés. Il (M. Chaloult) passe d'abord en revue l'article 51, de la Constitution de 1867, qui fixe la représentation des provinces. Cet article dit: 1. Le Québec aura un nombre fixe de 65 députés. 2. Il sera attribué à chacune des autres provinces un nombre de députés, proportionnel au chiffre de sa population constatée au recensement, comme le sera le nombre 65 au chiffre de la population constatée de Québec.

L'article 51 dit aussi que la répartition devra se faire après chaque recensement décennal. Le chiffre de la représentation des autres provinces à Ottawa s'établit de la manière suivante: le quotient obtenu de

la division du nombre des électeurs du Québec par le nombre de ses députés, 65, détermine le nombre des députés auquel chaque province a droit. Tout doit être déterminé d'après la population du Québec.

Cette règle proportionnelle a subi déjà malheureusement trois graves exceptions, avant 1943, qui en ont affaibli la signification. D'abord, une injustice a été commise envers le Québec, quoique de peu d'importance sur le plan matériel, lorsque la population de l'Ungava n'a pas été considérée comme faisant partie de la population du Québec. Pour le présent, cela ne change pas grand-chose, mais c'est un mauvais principe.

La plus grave exception provient de la clause 4 de l'article 10 de l'acte constitutionnel lui-même qui dit ceci: "En procédant à une répartition, on ne réduira pas le nombre des députés d'une province, à moins que le dernier recensement n'établisse que le rapport entre le chiffre de la population de cette province et le chiffre de la population totale au Canada, lors de l'attribution précédente des sièges à la province, a diminué d'un vingtième ou plus."

Sans cette disposition, la représentation du Québec et celle de l'Ontario auraient été les mêmes au cours des 10 dernières années. Cette clause de non-réduction sera insérée pour protéger les Maritimes. En pratique, au lieu de protéger les Provinces maritimes, cette clause a permis à la province d'Ontario, par exemple, d'avoir 8 députés de plus que le nombre auquel elle a droit. Cette clause, en somme, donne 13 députés de plus à certaines provinces. Enfin, la Constitution a été amendée en 1915 pour déclarer que, dans les Provinces maritimes, le nombre des députés devra être égal à celui des sénateurs de ces provinces.

Cependant, il (M. Chaloult) ne souhaite pas particulièrement rappeler ce qui est arrivé dans le passé, mais seulement ce qui a été fait en 1943. Le discours du trône de cette année-là faisait mention d'un projet de redistribution. Répondant à une question, dans le mois de mai, M. King promit de faire la redistribution.

Quelques jours plus tard, il faisait une déclaration solennelle pour affirmer que la carte électorale serait remaniée. Le 14 juin 1943, malgré des engagements solennels de M. King à l'effet contraire, le gouvernement fédéral a décidé de retarder, parce que ce serait une occasion de polémique politique et parce que les mouvements démocratiques du Canada ne favoriseraient pas une telle mesure, jusqu'après la guerre la redistribution des comtés et a prié le Parlement de Westminster d'amender la Constitution canadienne à cette fin.

C'était une mesure essentiellement antidémocratique et on s'est fait fourrer<sup>1</sup> royalement par cet amendement, si on veut me pardonner cette expression, comme cela est arrivé fréquemment dans la Confédération. Cet amendement à l'acte confédératif constitue un noir dessein contre la province de Québec. En vertu de l'article 51 de la Constitution, il doit y avoir redistribution après chaque recensement. La représentation est déterminée d'après Québec. Or, cette règle a été faussée au moins trois fois. En 1867, on a donné trop de députés à l'Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Par suite des accrocs à la marge proportionnelle, il y a 20 députés de plus au Canada. La clause de non réduction en a donné 10, et l'amendement de 1915 en a accordé d'autres. L'amendement de 1943 à la Constitution, qui a fait retarder le remaniement de la carte électorale, en donne 7 autres de plus, donc 4 à la Saskatchewan et 3 au Manitoba. D'une façon générale, huit provinces du Canada ont actuellement 20 députés de plus que ce qu'elles devraient avoir par rapport au chiffre de la population du Québec. Cela constitue une injustice grave pour la province de Québec et c'est antidémocratique.

M. King a invoqué deux prétextes à l'appui de sa décision. En premier lieu, il a prétendu qu'une redistribution à ce moment provoquerait des polémiques politiques. Mais, comment peut-on provoquer des polémiques politiques en respectant la Constitution, et en donnant justice à une province? À moins qu'on eût l'intention de brimer Québec. En second lieu, M. King a prétexté qu'à la suite de la guerre, il y a eu des mutations de populations d'une province à l'autre et qu'il serait impossible, dans les circonstances, de donner justice à tout le monde.

Je trouve le prétexte futile. D'ailleurs, ce motif, comme le précédent, existait un mois auparavant, quand le discours du trône fut préparé et lorsque M. King promettait un bill de la redistribution. Ce qui est grave, c'est que des prétextes semblables seront aussi vrais demain qu'ils le sont aujourd'hui et ils pourront être invoqués de nouveau, plus tard, de façon à retarder indéfiniment la redistribution.

La cause réelle du changement d'attitude de M. King, c'est que la population du Québec s'était accrue considérablement: le quotient résultant du recensement de 1941 dépassait 51,000. Comme conséquence, il fallait réduire la représentation des autres provinces. Pour ne pas déplaire à la Saskatchewan et au Manitoba, dont il aurait fallu diminuer le nombre des représentants, on a décidé de

ne pas tenir compte de l'augmentation de notre population. On n'a pas voulu les mécontenter. On a eu peur de l'accroissement de la population de Québec, c'est là la véritable raison, on a peur de voir grandir l'influence du Québec. Notre province est toujours une poire.

Québec, n'ayant pas la représentation à laquelle elle a droit de par la Constitution, n'a pas une juste représentation au Parlement et ne jouira pas de l'influence que notre province devrait avoir dans le prochain Parlement, ne pourra exercer l'influence qu'elle serait en droit d'avoir. Et, ce qui est plus grave encore, c'est qu'on a posé un précédent dangereux, qui est une mesure antidémocratique et qui pourra servir contre nous plus tard. Les précédents sont toujours à craindre. C'est un précédent qui nous a valu la participation aux guerres de l'Empire. Je suis en faveur de la bonne entente, mais pas toujours au détriment de la province de Québec.

Il (M. Chaloult) demande donc que la Législature fasse entendre une protestation énergique à Ottawa. Il faut, dit-il, faire savoir au gouvernement central que nous voulons avoir justice. Il importe de faire des concessions mutuelles, mais il n'est pas nécessaire que ce soit à notre tour. Depuis la Confédération, c'est toujours à nous qu'on a demandé de faire des concessions. Ce n'est pas une question d'arrogance mais de dignité. Nous ne pouvons constamment céder nos droits à Ottawa. Il appartient à nos députés fédéraux de faire pression pour obtenir une redistribution électorale. Si la carte électorale n'est pas remaniée avant les élections, nous devons nous résigner à ne pas avoir pendant cinq ans la représentation à laquelle nous avons droit. Il est du devoir du Parlement de faire entendre une protestation formelle auprès d'Ottawa en adoptant ma motion.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La motion du député de Québec (M. Chaloult) est bien claire et bien précise: elle demande à Ottawa de reconnaître et de respecter un droit essentiel, fondamental, qui nous appartient, qui nous est précieux et que nous devons conserver: celui de la représentation juste et équitable. La Confédération n'a pas été créée pour assimiler les provinces mais bien pour les renforcer (sic).

Il (M. Duplessis) fait un retour sur les discussions qui ont précédé la signature du pacte confédératif. Les hommes politiques d'alors en sont venus à la conclusion qu'il fallait former une Confédération dont l'objet était de renforcer les

parties composantes en créant un pouvoir central possédant les droits qui lui seraient délégués par les provinces. Le fédéral, il ne devrait jamais l'oublier, ne vit que par suite de la volonté des provinces, dans l'intérêt des provinces. Il est donc clair que le fédéral doit sa vie aux provinces.

Il (M. Duplessis) maintient que le rôle du Parlement britannique à Westminster en 1867 ressemblait à celui d'un notaire attestant une entente. Il (M. Duplessis) s'élève avec force contre certains légistes qui affirment que le pacte fédératif n'est pas une entente, mais une loi que l'on peut amender de temps à autre.

L'Acte de l'Amérique britannique du Nord n'est pas une loi du Parlement de Westminster, mais un pacte, un contrat, une convention. S'il s'agissait d'une loi, que l'on peut amender arbitrairement à chaque session, elle serait sujette à tous les aléas de la politique et des changements du gouvernement; mais parce qu'il s'agit d'un pacte, d'une convention, d'un traité d'union et non une simple législation, elle ne peut être modifiée sans le consentement des parties contractantes, à savoir le fédéral et les provinces, et non pas comme dans le cas d'une simple loi, par la seule volonté du Parlement fédéral.

De nombreux juristes anglais principalement du Conseil privé, et canadiens, comme Lord Carnarvon, le professeur Keith et Lord Haldane, ont positivement établi ce principe et tous s'entendent pour dire que la confédération constitue un véritable pacte "d'union entre les provinces", pour paraphraser une éminente autorité.

L'une des clauses les plus graves de la Constitution est celle qui détermine le chiffre de la représentation à Ottawa. Quand le pacte a été ratifié par le Parlement de Westminster, il a été décidé d'établir un système de représentation en vertu duquel le nombre de députés de la province de Québec, 65, servirait de base à la représentation des autres provinces du dominion. La représentation des autres provinces doit être basée sur le quotient du Québec, soit la population de Québec à chaque 10 ans divisée par le nombre 65 qui donne le chiffre qu'il faut à chaque province pour envoyer siéger un député à la Chambre fédérale.

C'était une condition essentielle, fondamentale du pacte confédératif, et dans un régime démocratique comme le nôtre, personne n'a le droit de nier que la représentation ne constitue pas un droit essentiel. L'essence même du parlementarisme est d'élire des députés. Or, un pacte est intangible; pour le modifier, il faut au préalable obtenir l'agrément des intéressés.

En 1943, le gouvernement fédéral annonça, dans son discours du trône, son intention de procéder à une redistribution électorale, suivant la Constitution, d'après les chiffres du dernier recensement décennal de 1941. MM. King et Crerar<sup>2</sup> le déclarèrent aussi à trois reprises différentes. Malgré un engagement d'honneur, M. King a présenté en 1943, de son propre chef, un amendement qui retardait la clause relative au remaniement de la représentation fédérale. On a pris prétexte de la guerre pour modifier la Constitution à notre détriment. C'était un manquement grave à un pacte d'honneur.

Cet amendement arbitraire, qu'on le veuille ou non, est dirigé exclusivement contre la province de Québec et nos meilleurs intérêts, puisqu'il maintenait pour certaines provinces le chiffre de députés fédéraux auquel elles n'avaient pas droit. Sept comtés des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba, qui doivent disparaître de la carte électorale fédérale, ne disparaîtront pas grâce à cette loi contraire à nos intérêts.

Ce sursis dans le remaniement de la carte électorale est un procédé antidémocratique et constitue un nouvel attentat sérieux aux droits reconnus au Québec par la Constitution et aux droits de la démocratie québécoise, un assaut contre une juste représentation parlementaire. Il faut absolument revendiquer nos droits, car si on ne la fait pas, c'est un acheminement petit à petit vers l'extinction complète de nos droits démocratiques.

Son intention (l'honorable M. Duplessis) n'est pas d'examiner les motifs qu'avait le Parlement fédéral en 1943, mais de simplement souligner ce qui a été fait. Nous sommes intéressés, en tant que citoyens respectables, à la préservation de nos droits et à l'observance rigoureuse du pacte d'honneur de 1867. On est porté à se demander: Qu'est-ce que cela peut bien faire qu'il y ait 7 députés de plus dans les autres provinces? Le Québec n'est pas nécessairement inspiré par la recherche d'un avantage, lorsqu'il exige que la Confédération soit respectée. Le Québec souhaite qu'on respecte à la fois les autres provinces et le Parlement fédéral. Nous ne demandons aucun privilège.

Notre province exige simplement des autres provinces comme du fédéral que ses droits soient respectés. Nous entendons conserver les nôtres. Je trouve singulier et je regrette que, pour fouler aux pieds ce pacte d'honneur et pour violer les droits de notre province, on ait choisi cette heure tragique d'une guerre extrêmement sanglante, que nous faisons pour sauver la démocratie et les traditions

parlementaires, pour retarder la redistribution. Il n'est pas juste d'aller se battre ailleurs pour faire valoir les droits parlementaires, si l'on sacrifie les droits parlementaires au Canada.

Au moment où le monde se débat dans un conflit meurtrier pour assurer la sauvegarde des droits des démocraties ailleurs et pour détruire un bandit dont le principe le plus cher est de détruire les pactes d'honneur et les droits parlementaires, c'est une raison de plus pour respecter les droits des provinces. Ici, au Canada, on choisit précisément ce moment pour violer les droits démocratiques d'une province.

Nous sommes en guerre. C'est le temps non pas seulement d'affirmer, mais de reconnaître en pratique les droits du parlementarisme au Canada. Il n'est pas de plus grande satisfaction pour Hitler que de voir qu'il a des imitations ailleurs. Nous luttons contre Hitler parce qu'il viole ces droits par les armes; nous ne pouvons tolérer qu'ici, dans notre pays, ces mêmes droits soient violés par des textes de lois.

Pourquoi saisir le prétexte de guerre pour déchirer un pacte d'honneur? Le prétexte de la guerre, invoqué en faveur du retard à la redistribution, est puéril. En 1940, M. King déclenchait des élections générales en pleine guerre et il répondait à ceux qui s'en étonnaient en citant ce mot de Lincoln: "Il n'y a pas de gouvernement libre sans élections". Pourquoi, aujourd'hui, invoquer le prétexte de la guerre pour déchirer un pacte d'honneur entre les provinces et violer les droits de la démocratie? Le prétexte de la guerre ne saurait être un motif pour violer le pacte confédératif, c'est plutôt une raison additionnelle de le faire respecter et pour nous inciter à faire valoir nos droits et prérogatives.

Malheureusement, il y eut amendement, et tous les partis politiques fédéraux ont voté en faveur de ce mépris flagrant de nos droits, sauf les 9 députés suivants que je remercie: MM. Lionel Bertrand, P.-J.-A. Cardin, Emmanuel D'Anjou, Frédéric Dorion, Lucien Dubois, Sarto Fournier, Wilfrid Lacroix, J.-Frs Pouliot et Sasseville Roy. Il ne s'agit pas de revendications dirigées contre un gouvernement ou un parti. Il s'agit d'une revendication nationale.

Lorsque cet accroc fut consommé, j'ai envoyé, le 6 juillet 1943, à M. King un télégramme pour protester contre l'amendement à la Constitution sans l'assentiment des provinces. J'ai prié M. King d'adresser au nom de la province de Québec - j'étais alors chef de l'opposition - un télégramme au premier ministre Churchill dans lequel, après avoir cité la clause 3 de la Charte de l'Atlantique, je

formulais l'espoir que le Parlement de Westminster ne ratifierait pas la résolution du Parlement canadien de modifier la Constitution.

C'était la seule façon diplomatique de procéder, de communiquer avec le premier ministre britannique et le seul moyen que j'avais à ma disposition de faire entendre la protestation de la province de Québec. Je me conformais ainsi à la pratique internationale et à la coutume diplomatique. Je ne pouvais pas faire comme quand on envoie un commissionnaire acheter des candies. Il était enfantin, comme on l'a fait, de proposer l'envoi<sup>3</sup> d'un commissionnaire à Londres. Mais malheureusement, l'honorable M. King refusa de transmettre mon message.

Et aujourd'hui, il est malheureux, et je crois qu'il est temps de le dire crânement que, si M. King n'a pas fait son devoir, le Parlement de Westminster n'a pas fait son devoir non plus dans les circonstances. Il devait s'informer de l'opinion des provinces intéressées au maintien du pacte d'honneur qu'elles ont signé. On devait demander à la province de Québec si elle consentait à cet amendement à la Constitution canadienne. C'était son devoir de s'informer si toutes les provinces intéressées au maintien du pacte d'honneur de la confédération avaient consenti à ce qu'il soit modifié. Je ne reconnais pas au gouvernement de Westminster, ni à Ottawa, le droit de changer la Constitution du Canada sans le consentement de la province de Québec.

Si les protestations de la province de Québec eussent été transmises, peut-être la décision du Parlement de Londres eût été différente. Le gouvernement de Westminster a eu tort. Et ici, c'est le temps de dire que le Parlement de Londres, en acceptant l'amendement du gouvernement d'Ottawa, n'a pas fait son devoir. C'était quand même son devoir au préalable de s'informer pour savoir si la province de Québec consentait à cet amendement à la Constitution et si les provinces avaient été consultées à ce sujet, à moins que les autorités canadiennes aient refusé de lui transmettre les revendications des diverses provinces. Je regrette que les hommes publics canadiens ne se soient pas donné la main pour empêcher ce nouvel accroc à la Constitution et pour revendiquer nos droits. Bien des événements malheureux seraient évités.

Il (M. Duplessis) vote pour la motion. Si Laurier pouvait dire que les empiétements du fédéral, si insignifiants soient-ils, constituaient un pas vers l'union législative, vers l'assimilation, on peut se demander si cette affaire n'est pas encore plus grave dans le cas d'un assaut de cette nature? Je crois qu'il

y a là non seulement un danger sérieux, mais que les empiètements actuels du fédéral constituent une provocation devant laquelle aucun homme de cœur ne peut rester muet. Nous ne créons pas de problèmes en demandant justice. Le Québec ne crée pas de problèmes à l'intérieur du Canada et ne souhaite pas en créer en réclamant justice, et justice seulement.

C'est le devoir de la Législature de faire entendre sa voix sur une question de cette nature et il est temps que les autorités fédérales, qu'elles soient du Parti libéral ou progressiste conservateur, du Crédit social, du C.C.F ou de tout autre groupe, sachent que Québec, en accord avec d'autres provinces qui souhaitent que la Confédération soit respectée, ne veut rien d'autre que la protection et le respect des droits provinciaux, des droits fondamentaux d'un État démocratique et, surtout, le respect du fondement de la démocratie contenu dans les dispositions prévues dans la Constitution concernant la représentation et des droits de représentation au gouvernement de la nation.

(Applaudissements)

**M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas souvent que nous avons l'avantage d'avoir en cette Chambre l'unanimité parfaite d'opinions, mais voici une occasion. J'appuie la motion avec plaisir. Si je lisais les lettres de protestation que j'ai écrites au premier ministre du Canada en 1943 et aux premiers ministres des autres provinces pour expliquer notre point de vue sur la question, je répéterais pratiquement les deux discours qui viennent d'être prononcés, et on constaterait que j'ai revendiqué nos droits, avant même que le premier ministre actuel ne le fasse.

J'ai écrit à plusieurs reprises au premier ministre du Canada pour protester contre la loi fédérale, contre la brèche à la Constitution empêchant la redistribution normale des sièges électoraux fédéraux et aux premiers ministres des autres provinces, pour les inviter eux aussi à s'unir au Québec, afin de protester et pour réclamer les droits des provinces à ce sujet. Le premier ministre du Canada m'a répondu qu'il n'y avait pas de brèche à la Constitution, puisque la carte électorale était ajournée tout simplement. Mais je crois qu'il a tort.

L'acte confédératif n'est pas une simple loi de Westminster, mais bien un pacte d'honneur et un contrat qui renferme l'opinion de toutes les provinces qui ne peut être modifié sans l'agrément des provinces. C'est tellement vrai que, lorsqu'il y a une différence entre les termes de l'Acte de l'Amérique

du Nord britannique et ceux de l'Acte de Québec de 1774, le Conseil privé privilégie toujours ceux de l'Acte de Québec, ce qui confirme que la plus haute autorité judiciaire au sein de l'Empire est d'avis que la Confédération est un pacte et qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement des parties contractantes. C'est ce qu'il (M. Godbout) a fait valoir dans sa lettre à M. King.

Les Pères de la Confédération ont voulu établir des relations durables entre les deux grandes races qui forment la nation canadienne. Les plus hautes autorités judiciaires sont d'avis que l'acte confédératif est un pacte, basé sur l'Acte de Québec.

Le retard à la redistribution des comtés ne concerne pas seulement la province de Québec, mais l'ensemble du pays. La conséquence la plus grave de la situation, ce n'est pas l'injustice qu'on fait momentanément à une province ou à l'autre, c'est l'accroc à la Constitution, la brèche faite officiellement au pacte fédératif, sans le consentement des provinces, en reportant à plus tard la redistribution des comtés. C'est une injustice de plus à l'endroit non seulement du Québec, mais de tout le pays.

Le gouvernement fédéral actuel s'est dit prêt à changer la base de la représentation des provinces pour améliorer notre représentation à Ottawa. Ce serait juste, et je crois qu'il le devrait. Avec la forte natalité dans la province, la règle proportionnelle actuelle peut jouer contre la province de Québec d'ici à une quinzaine d'années, dans mon opinion. Si la population de notre province continue d'augmenter, nous risquons d'atteindre le chiffre de la population de l'Ontario, tout en conservant nos 65 députés, tandis que l'Ontario en aura 82. C'est pour cela que je dis qu'il serait probablement avantageux pour notre province que la base de la redistribution fût changée d'ici à 15 ans.

Tout en n'étant pas disposé à reconnaître qu'une sombre conspiration contre le Québec sous-tend la mesure qui est prise, comme le prétendent certains des orateurs précédents, il (M. Godbout) croit que, jusqu'à ce que l'on intègre ce changement dans la base du calcul, nous devons, nous, garder jalousement nos prérogatives, et s'en tenir pour l'instant aux dispositions de la Constitution elle-même, tant qu'on ne l'aura pas changée par une entente où toutes les provinces auront été consultées et auront donné leur assentiment. Ce n'est pas uniquement pour la province de Québec que nous nous plaignons ou à cause de nos intérêts particuliers, mais il faut le faire en argumentant que toutes les autres provinces sont aussi intéressées au respect de la Constitution qui régit toutes les provinces du pays.



La discussion sur cette question doit être faite au point de vue canadien. C'est l'avenir de tout le Canada que nous voulons protéger. Le pays tout entier se désagrégerait si la Constitution n'était pas observée. Dans une Confédération comme la nôtre, la force de chacune des parties contractantes fait la force de l'ensemble. Et chacune des parties composantes ne sera vraiment forte que si ses libertés et ses prérogatives lui sont intégralement conservées. Il faut qu'on s'en tienne à la lettre et à l'esprit de la Constitution. Je suis heureux qu'il n'y ait pas de divergence de vues en cette Chambre sur cette question très importante. Exigeons le respect absolu de la Constitution.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le Parlement a pleinement le droit d'exprimer son sentiment sur cette question, vu qu'un simple particulier peut le faire n'importe quel temps. Il (M. Laurendeau) félicite le représentant de Québec (M. Chaloult) d'avoir soulevé en Chambre une question aussi importante. Il s'agit d'une question à proprement parler du ressort du fédéral et il y a des gens qui prétendent qu'en ce faisant, l'Assemblée législative empiète sur la juridiction fédérale. C'est une bonne blague! Car pour empiéter, il faut légiférer. Or, nous nous contentons d'exprimer une opinion, de formuler une prière. Qui nous empêche d'ailleurs de dénoncer une injustice et d'en demander la réparation?

Les règlements de la Chambre nous facilitent la chose au moyen de motions. Nous avons le droit de requête comme tout simple citoyen et, dans le passé, les membres de l'Assemblée en ont largement profité. Notre intervention se justifie par un autre motif, d'ordre supérieur cette fois. Cette Chambre est la gardienne des intérêts du peuple du Québec; nous sommes chargés de défendre ces intérêts et, par conséquent, chargés d'exprimer les opinions de notre peuple sur des questions vitales comme la conscription et la représentation parlementaire.

C'est toujours contre le Québec que se font les calculs de certaines gens d'Ottawa et, ainsi, on a, nous du Québec, un grand intérêt à insister pour le respect des droits que nous garantit la Constitution du pays. Il est de notre devoir d'insister sur les intérêts particuliers de notre province, et lorsqu'il s'agit des intérêts primordiaux de la province, ce n'est pas empiéter sur les droits d'Ottawa que d'exprimer des opinions sur des questions fédérales et de faire valoir les désirs de la population de la province. Il importe que la Législature fasse valoir le sentiment du Québec.

La situation qui existait déjà dans le domaine de nos prérogatives a été aggravée. Le Québec, au point de vue de la représentation parlementaire à Ottawa, subit depuis 1867 une injustice grave. Cette injustice découle de l'Acte confédératif lui-même, et le gouvernement de M. King, au lieu d'y remédier, n'a fait que l'accentuer en 1943 lorsque, par un amendement à la Constitution, il a retardé après la guerre la redistribution des sièges électoraux. La base de la répartition des comtés n'est pas juste pour la province de Québec et le retard du remaniement de la carte constitue une injustice complète pour Québec, les autres provinces auraient 20 sièges de moins à Ottawa.

Si, comme on le prévoit, les élections fédérales ont lieu à brève échéance, sans une redistribution préalable des sièges électoraux, quel sera le résultat de cette double injustice? Il est à prévoir qu'au prochain Parlement, aucun parti n'aura de majorité substantielle. Ce sera une situation serrée. On peut aisément concevoir un gouvernement n'ayant qu'une majorité de 15 à 20 députés. Or, à cause de l'injustice permanente qui nous est faite et de la loi de 1943, les autres provinces envieront à Ottawa, aux prochaines élections, précisément 15 à 20 députés de plus que le nombre auquel elles auraient strictement droit, si on s'en tenait au principe d'égalité qui fait la base du suffrage universel. Ce sera peut-être ces 15 ou 20 députés, élus grâce à la clause injuste de l'Acte de 1867 et à l'amendement de M. King, qui donneront le pouvoir à un parti plutôt qu'à un autre. Ce serait la consommation de l'injustice commencée en 1943.

Cela crée donc une situation d'une extrême gravité; car nous sommes en présence d'une violation des principes démocratiques, d'un attentat permanent à nos droits, au suffrage universel et à la démocratie, d'une injustice flagrante à l'égard du Québec. Cela revient à défranciser en somme une proportion d'électeurs d'une province, le Québec, au profit des huit autres provinces. Le vote de tout individu, qu'il soit d'une province ou de l'autre devrait avoir exactement la même valeur. Ce n'est pas ce qui existe actuellement. Cela revient à exiger qu'il faille cinq ou six mille électeurs de plus pour élire un député dans Québec que dans les autres provinces.

Il (M. Laurendeau) explique ensuite comment la clause 4 de l'article 51 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, article qui détermine la représentation des provinces aux Communes, constitue une injustice permanente à l'égard du Québec. Cette clause, en effet, empêche toute

réduction dans le nombre des députés d'une province, même si cette réduction est autrement justifiée, lorsque le pourcentage de sa population par rapport à la population totale du Canada n'a pas diminué de 5 % ou plus, depuis le dernier recensement. Une telle stipulation, dit-il, ne peut jamais favoriser le Québec, puisqu'en vertu de la Constitution, il a un nombre invariable de représentants; elle ne peut que jouer contre lui et en faveur des autres provinces.

Le premier ministre (M. Duplessis) et le chef de l'opposition libérale (M. Godbout) ont exposé tour à tour les initiatives qu'ils ont prises en 1943 contre l'amendement de M. King. Le premier ministre a cru devoir faire un historique de l'opposition du Québec à cette mesure spoliatrice d'Ottawa. Je me dispenserai d'en faire un comme j'en avais l'intention, mais je dois dire que l'exposé du premier ministre est incomplet et je me permettrai de compléter le dossier en rappelant l'attitude de mon groupe.

Le Bloc s'est toujours opposé à la loi de 1943. Il (M. Laurendeau) cite les interventions du Bloc populaire à la radio, les causeries qu'il a prononcées lui-même en sa qualité de secrétaire général du Bloc les 30 juin et 4 juillet 1943, quelques jours avant l'adoption de la mesure par les Communes, la déclaration de M. Maxime Raymond, chef national du Bloc, le 17 juillet. C'est le 5 juillet que la loi fut votée aux Communes par un vote de 115 contre 9, dit-il, et le premier ministre (M. Duplessis) s'est plu tantôt à mentionner les noms des 9 députés qui se sont opposés à la mesure.

Si le nom de Maxime Raymond, chef du Bloc populaire, n'apparaît pas parmi ceux qui ont voté contre le retard du remaniement, c'est qu'une maladie, qui aurait pu être mortelle, l'avait retenu trois mois à l'hôpital et plus de cinq mois au grand repos chez lui, à Montréal.

Voilà pourquoi il n'a pas enregistré son vote contre cette mesure. Après sa guérison, il a tenu à protester officiellement le 17 juillet par une déclaration où il demandait l'envoi d'émissaires à Londres pour empêcher la passation de l'amendement. Il protestait contre le coup de force du gouvernement fédéral qui viole la Constitution. Il (M. Laurendeau) cite cette lettre en entier:

"Par un coup de force constitutionnel, le gouvernement King prétend reporter à l'après-guerre la modification de la carte électorale à laquelle l'obligeait la Constitution canadienne. Il s'est fait approuver par une majorité au Parlement d'Ottawa. Et comme, par une anomalie que tous les vieux partis

ont tolérée, le Canada ne peut amender sa Constitution sans que le Parlement de Westminster remplisse la formalité d'enregistrer sa décision, notre Législature fédérale adresse une requête à Londres dans ce sens. Ce coup de force lèse avant tout les intérêts du Québec dont la population s'est accrue, et qui allait voir son influence grandir d'autant au Parlement fédéral.

Aussi, contre une pareille décision qui viole l'esprit de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, et qui consomme une injustice criante contre le Québec, la Législature québécoise a élevé une protestation unanime. À trois reprises (les 30 juin, 4 et 7 juillet), par la voix de son secrétaire général et l'un de ses collaborateurs, le Bloc populaire canadien s'est élevé contre cette machination. Le premier ministre Godbout et le chef de l'Union nationale, M. Duplessis, ont écrit à l'honorable King pour défendre le même point de vue. M. King a invoqué contre eux "l'unité nationale" - cette unité mensongère qui sert à brimer le Québec depuis le début de la guerre -, et les arguments d'ordre constitutionnel les plus contestables.

Quant à nous, avec la plupart des juristes et la tradition, nous estimons que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord résulte d'un contrat entre les diverses provinces. On ne peut modifier ce pacte qu'avec l'assentiment de toutes les provinces. Comme le Québec a fait connaître officiellement son refus, il nous paraît que, dans le cas présent, le Parlement de Westminster n'a pas le droit d'enregistrer la décision du Parlement. Cette question intéresse le Québec entier, et les divers partis provinciaux se sont trouvés d'accord pour repousser l'idée d'un amendement constitutionnel visant à ne pas modifier la carte électorale.

Pour que cette entente dure, je fais mienne la suggestion d'un journaliste indépendant: je demande qu'un organisme extra-politique (comme la Société Saint-Jean-Baptiste ou la Ligue pour la défense du Canada), prenne la tête d'une protestation collective, et qu'ayant recueilli les suffrages de tous les chefs politiques, civiques, professionnels et nationaux, il envoie un émissaire à Londres chargé d'y déposer solennellement le protêt de la province de Québec. Cet émissaire ne demandera pas au Parlement impérial de régler les problèmes domestiques.

Au contraire, il lui ferait remarquer qu'à cause de l'opposition de Québec, il n'a pas le droit d'enregistrer par son vote la décision d'Ottawa. Nous ne le ferons pas juge de nos affaires, nous lui dirons au contraire qu'il n'a pas la capacité de juger. Si l'unanimité se réalise chez nous autour de ce projet,

nous mettons M. King au défi de ne point laisser parvenir notre émissaire à Londres! Signé Maxime Raymond."

La loi passée à cette époque à Ottawa constitue un attentat permanent au suffrage universel et à la démocratie. Il n'est pas juste que, dans la province de Québec, ça prenne 5,000 à 6,000 électeurs de plus pour avoir un député que dans la province d'Ontario. Je voterai avec plaisir pour la motion du député de Québec (M. Chaloult).

**M. Leduc (Laval)** dit qu'il s'accorde parfaitement avec les orateurs précédents sur le fond du problème. Tout en approuvant la motion, il croit de son devoir de défendre le gouvernement fédéral contre les accusations de mauvaise foi qui sont portées contre lui dans cette affaire. Les lois qui ont été adoptées par le gouvernement du premier ministre King dans le passé constituent une preuve concluante de la volonté de ce gouvernement de maintenir les droits de toutes les couches de la population canadienne. Et on devrait tenir compte des difficultés auxquelles Ottawa doit faire face.

Tous les députés veulent le respect des droits que nous garantit la Constitution du pays et nous sommes tous pour le maintien du pacte de la Confédération, mais nous sommes obligés d'admettre que la Constitution n'est plus à la page, n'est pas parfaite et qu'il convient de l'amender de temps à autre. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, comme toutes les constitutions, doit suivre le cours normal, comme toute chose humaine et vivante. Les Pères de la Confédération n'avaient pas tout prévu et il faut, en cours de route, éclaircir bien des clauses, notamment celle du vingtième, puis celle de l'Ungava.

Au sujet de la clause du vingtième, qui constitue pour nous une grave injustice, il y a une grande divergence entre le texte français généralement accepté et le texte anglais. Je profite de l'occasion pour dire qu'il n'existe pas de traduction officielle française de notre Constitution et que les versions françaises diffèrent du texte anglais sur certains points. Il faudrait demander au Conseil privé une interprétation officielle de cette clause du vingtième.

Cette Constitution est remplie d'anomalies et le temps est venu d'y apporter les changements qui s'imposent. Après la guerre, il faudra trouver une nouvelle solution pour la Confédération canadienne qui puisse rendre justice à Québec et à toutes les provinces du pays. Il ne faut pas oublier que, dans une vingtaine d'années, la province de Québec devrait avoir une population égale à celle de

l'Ontario. Si la Constitution n'est pas changée, l'Ontario aura alors 82 députés et la province de Québec, 65. Ce n'est pas la seule anomalie.

Trente-sept comtés de l'Ontario ont une population de moins de 40,000 âmes, quand Montréal-Saint-Jacques comptait aux dernières élections 98,000 âmes. Ainsi, à Toronto, cela prend 100,000 âmes de population pour avoir un député et à Montréal il en faut 200,000. Il se demande s'il ne serait pas mieux de prendre l'Ontario comme terme de comparaison pour établir la représentation des comtés dans les autres provinces.

Il est bon que ces problèmes soient discutés. Nous aidons à les régler. La province de Québec n'est pas la seule à se plaindre. C'est en coopérant loyalement avec les autres provinces et avec le gouvernement fédéral que nous pourrions obtenir justice le plus facilement.

**M. l'Orateur** lit alors la motion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote sur la motion.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Caron, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dansereau, Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Dubreuil, Ducharme, Duffy, Dumoulin, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, Gagnon, Gatién, Godbout, Goudreau, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Jolicoeur, Joyal, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Leduc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Riendeau, Roberge, Robidoux, Robinson, Ross, Samson, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 82.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

## Conseil législatif

8 février 1945

*Résolu:* Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Chapais, Connors, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Comité mixte  
de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette, Groulx, Hamel et Mathewson; MM. Bergeron, Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Fleury, Gatien, Jolicoeur, Larivière, Pelletier (Gaspé-Nord), et Riendeau constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

**Comité mixte  
des impressions législatives**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Gagnon, Bienvenue et Casgrain; et MM. Bellemare, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Lemieux, Leclerc, Marcotte, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte;

Et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

## Projets de loi:

**Loi de l'École de laiterie  
et Commission de pasteurisation**

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)**<sup>4</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 abrogeant la loi 7 George VI, chapitre 57, soit maintenant lu une deuxième fois.

Avant de commercer mes remarques sur le bill présentement à l'étude, qu'il me soit permis de vous offrir, à mon tour, mes sincères félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de cette Chambre. Si l'honneur qui vous échoit rejaillit d'abord sur votre comté, la ville de Saint-Hyacinthe qui vous a vu naître et grandir à raison, elle aussi, d'en réclamer une part. Votre famille, qui a vécu longtemps à Saint-Hyacinthe, y a laissé sa marque.

Comme le faisait remarquer l'honorable premier ministre, à la suite de votre élection: "Vous êtes l'héritier d'un grand nom."

Sans remonter à vos ancêtres, Sir Etienne Pascal Taché, Sir George-Étienne Cartier, Sir Hector Langevin, qu'il me soit permis de rappeler la mémoire de votre mère qui, durant de nombreuses années, mena chez nous la bataille, tant sur la tribune que par le journal, pour la défense de nos institutions, de notre langue, de nos lois. Nombreux encore sont, chez nous, ceux qui se rappellent sa droiture, son esprit de travail, son patriotisme, et qui s'en inspirent.

Vous êtes le digne continuateur d'une lignée d'hommes, à l'âme canadienne-française, qui s'est battue pour la revendication de nos légitimes aspirations et la défense de nos droits. C'est donc avec fierté que j'ajoute mes félicitations à celles qui vous ont été adressées déjà, sachant que vous vous acquitterez de vos importantes fonctions avec autant de sagesse que de dignité.

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur la nécessité de faire disparaître de nos Statuts une loi qui n'est pas recommandable, parce qu'elle entrave le libre exercice du commerce dans une de nos villes importantes, et parce qu'elle est vivement combattue par la population, c'est-à-dire par les intéressés.

Par la loi 7 George VI, chapitre 57, le conseil de la cité de Saint-Hyacinthe a été autorisé à conclure, par voie de règlement, une convention avec le directeur de l'École de laiterie, pour créer une commission qui aurait eu, dans les limites de la cité, le droit exclusif:

a. de construire ou exploiter une usine de pasteurisation;

- b. d'acheter et de vendre du lait;
- c. et de vendre tous les sous-produits du lait.

Cette loi mise en force, c'eût été la création d'un monopole tyrannique, abusif et routinier. À la première occasion, les électeurs de Saint-Hyacinthe se sont d'abord mis en garde en se débarrassant des échevins favorables au projet de municipalisation. C'était le premier pas à faire pour la sauvegarde de leurs privilèges.

À la suite de l'élection municipale de juillet 1943, alors que tous les candidats de l'ex-maire Bouchard furent battus, ce dernier, pour expliquer sa défaite, déclarait dans les journaux, que la population de Saint-Hyacinthe s'était prononcée contre la pasteurisation. Rien n'est plus contraire aux faits.

La pasteurisation du lait que l'on voulait généraliser chez nous s'accepte facilement. Les médecins la recommandent depuis longtemps, les laitiers ne s'y opposent guère et l'éducation du public est faite à son sujet. Il n'est d'ailleurs pas question d'étayer ici une thèse au sujet de la pasteurisation.

Rien ne justifie cependant la municipalisation de la pasteurisation, de la vente et de la distribution du lait, telles que prévues par la loi Bouchard. Ce que le peuple réclame, chez nous comme ailleurs, c'est la liberté du commerce, et il a raison.

Le conseil de ville avait, du reste, tous les pouvoirs par sa chartre d'exiger la pasteurisation du lait. Si le besoin s'en faisait sentir, il n'avait qu'à l'imposer par règlement. Il y a chez nous une usine de pasteurisation qui fonctionne à merveille, produisant du lait très pur, comme en font foi les rapports de l'unité Sanitaire. La demande du lait pasteurisé augmente constamment, et n'eût été la crainte de se faire dépouiller de leur commerce, érigé à force de sacrifice et de travail, des laitiers de chez nous auraient déjà aménagé une autre usine pour répondre au besoin grandissant. Mais pouvait-on leur demander de risquer des capitaux en face d'une loi qui menaçait de les engloutir?

J'affirme d'abord que la cité de Saint-Hyacinthe n'est pas en mesure, dans la distribution du lait, d'offrir un meilleur service que les laitiers eux-mêmes. Un conseil, les autres comme le nôtre, a d'ailleurs plein les mains de problèmes à résoudre, susceptibles d'occuper maires et échevins, pour qu'il soit désirable d'y ajouter à plaisir.

Que certains services soient du ressort municipal, comme la protection contre l'incendie, la police, les services d'aqueduc et d'égout, c'est admis. Mais que les conseils municipaux viennent s'ingérer dans le commerce du lait, c'est une erreur funeste.

Y a-t-il quelqu'un de mieux qualifié que les laitiers eux-mêmes pour la distribution du lait? Voici des gens de métier qui ont acquis une expérience dans la préparation et distribution du lait; des gens qui sont habitués à servir une clientèle avec courtoisie, à la protéger de toute façon, lui faisant crédit en certains moments difficiles; en un mot qui rendent des services qu'aucune municipalité ne peut offrir. De plus, peut-on raisonnablement dépouiller ces gens qui ont édifié un commerce par un travail de longues années, pour en faire de simples livreurs, et dans une zone qui leur sera désignée, sans égard au goût du laitier ou la préférence du consommateur?

Cette loi est une menace à l'entreprise privée. S'il fallait généraliser, pourquoi ne pas municipaliser les boucheries, les épiceries, les tavernes, etc. Je doute fort cependant que monsieur Bouchard ait été en faveur de la municipalisation des tavernes. Qu'on laisse donc les laitiers accomplir leur métier; ce sont les mieux qualifiés. Qu'on encourage et favorise la pasteurisation, soit. Le consommateur n'est jamais hostile au progrès. Qu'on le convainque de la supériorité du lait pasteurisé, il optera pour celui-ci. Mais ce n'est pas en municipalisant la distribution du lait que l'on va atteindre ce but.

Toute cette question se résume en deux mots. Est-il préférable d'accorder des pouvoirs aux conseils municipaux pour la distribution du lait dans les limites de leur ville? Ou, est-ce mieux de la laisser faire par les gens du métier, quitte pour l'État d'exercer un contrôle rigoureux sur la valeur des produits mis sur le marché. Je n'ai aucune hésitation à opter pour la deuxième alternative. Je ne crois pas que la distribution du lait, dans une ville comme Saint-Hyacinthe, dépasse la capacité des laitiers. La ville irait contre sa mission si elle se substituait à eux, pour accomplir à leur place, une besogne qu'ils savent mieux faire.

Que les laitiers fassent leur vie, rien à redire de cela. Qu'ils fassent même de l'argent, c'est nécessaire. L'entreprise privée ne peut rendre service sans un légitime profit. Du point de vue économique, rien n'est plus désirable pour la prospérité d'un pays ou d'une province, que de posséder des entrepreneurs capables, honnêtes et laborieux. Qu'on n'aille pas, par une mauvaise loi, atrophier tout esprit d'initiative et réduire nos commerçants à l'esclavage.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi relative aux constituts**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Motions de députés:**

##### **Port franc à Québec**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que cette honorable Chambre exprime le vœu auprès du gouvernement fédéral qu'un port franc avec tous ses accessoires soit établi dans le port de Québec.

On parle tellement d'affaires fédérales en cette Chambre que je n'ai aucune hésitation à présenter une motion adressée à Ottawa. La formule de port libre est peut-être la meilleure pour "démomifier", excusez ce néologisme, le port de Québec et le sortir de ses bandelettes d'embaumement.

Il propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 7 mars 1945**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Projets de loi:**

##### **Communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 concernant la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Succession de J.-R. Hamelin**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 141 concernant la succession de feu J.-Romuald Hamelin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission scolaire de Saint-Adelphe**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Contrat de mariage de J.-A. Dufresne et M.-A.-L.-A. Bernard**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant le contrat de mariage entre le Dr J.-Arthur Dufresne et dame M.-A.-L.-Anonciade Bernard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Contrat de mariage de M. Charbonneau et M.-I. Bernard**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant le contrat de mariage entre Médéric Charbonneau et dame Marie-Isabelle Bernard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Succession d'Émile Chartrand**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 concernant la succession de feu Émile Chartrand.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Succession Jean-Baptiste-Avila Corbeil**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 concernant la succession de feu Jean-Baptiste-Avila Corbeil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Donation de James Kewley Ward**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant la donation faite par feu James Kewley Ward aux syndics de l'école protestante dissidente de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Young Israel of Montreal**

**Un député pour M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 constituant en corporation Young Israel of Montreal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Larivière (Témiscamingue):** Je propose que le comité se lève<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet en question est rempli de clauses contentieuses.

**Des députés de l'opposition** représentent à la Chambre que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), parrain du bill est absent, pour cause de maladie, et il n'est pas juste de tuer, pendant qu'il n'est pas là, un projet qu'il est chargé de piloter.

L'ajournement du débat est proposé.

La motion est adoptée.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de



la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Mont-Joli**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 constituant en corporation la ville de Mont-Joli soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Municipalité d'Angliers et municipalité scolaire de Saint-Viateur d'Angliers**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 érigeant la municipalité du village d'Angliers et la municipalité de Saint-Viateur d'Angliers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Val-d'Or**

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant la ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adoption de M.-G.-C. Bélanger**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger par Joseph-Albert-Walter Matteau et son épouse Angéline Bélanger soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Composition des comités permanents**

**M. Bergeron (Stanstead)** propose que M. Albert Lemieux, député de Beauharnois, soit nommé membre du comité des bills publics en remplacement de M. André Laurendeau, député de Montréal-Laurier.

Adopté.

#### **Motions de députés:**

##### **Port franc à Québec<sup>6</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour sur la motion du représentant de Québec-Centre (M. Morin) proposant que cette honorable Chambre exprime le vœu auprès du gouvernement fédéral qu'un port franc avec tous ses accessoires soit établi dans le port de Québec.

**M. Morin (Québec-Centre)<sup>7</sup>** dit qu'il voit dans l'application de cette nouvelle formule la perspective d'un avenir brillant pour le port québécois, le sixième en importance au Canada et le deuxième dans la province de Québec. Pour ce qui est de la réalisation d'un tel projet, nous relevons, en vertu de la Constitution, du Parlement du Canada. Si la population du Québec, par l'entremise de ses autorités municipales et de ses organismes patriotiques, financiers, industriels, commerciaux et autres, ne s'intéresse pas à l'aménagement de son port, il est certain que personne d'autre ne le fera pour elle.

Le port libre n'est pas une fin, mais un moyen pour un port de mer d'atteindre sa fin générale, qui est un achalandage maritime et commercial intensif. Ces ports existaient au Moyen Âge. Au Moyen Âge, on avait fait de Venise et de Gênes des ports francs libres, contribuant grandement ainsi à les établir comme deux des villes les plus importantes de l'époque, non seulement de l'Italie, mais de toute l'Europe. Il n'avait jamais été question de port franc libre en Amérique du Nord, en Amérique centrale ou en Amérique du Sud jusqu'à ces dernières années. La première initiative d'une telle envergure a été la création d'une zone franche dans le port de la ville de New York, à la suite de l'imposition le 18 juin 1934 d'une taxe américaine et, tout bien considéré, cette initiative s'est avérée un succès sur tous les plans.

En Amérique, le premier port libre fut celui de New York, sur Staten Island, en 1936. Après avoir rapporté en détail un grand nombre de faits et de chiffres concernant le port libre de New York, il (M. Morin) procède à l'explication de ce qu'il veut dire lorsqu'il parle de port libre, notamment sa signification sur le plan physique, politique ou commercial. Le port libre est une zone clôturée et encerclée comprenant tout l'outillage nécessaire à la manutention des marchandises et à leur entreposage. C'est une zone extra-douanière qui reste soumise à toutes les lois du pays. L'installation d'un port libre est une entreprise considérable.

Notre port fut un des plus grands de l'Amérique, peut-être du monde, au temps de la navigation à voile; Québec était alors un centre de commerce considérable de bois de toutes sortes et la construction des navires y était à l'honneur. L'avènement des navires à vapeur, l'aménagement du port de Montréal et le dragage à répétition du lit du fleuve Saint-Laurent en amont de Québec ont relégué notre beau port au niveau de ce qu'on pourrait appeler un port de seconde classe.

C'est Montréal qui a fini par s'assurer la grosse part dans le trafic maritime du Saint-Laurent et prendre le premier rang. Québec, selon les plus récentes statistiques du dominion à ce sujet, lesquelles datent cependant de 1936, est le sixième port du Canada et le deuxième de la province de Québec. Le port de Québec, depuis longtemps, a toujours été traité en enfant pauvre par tous les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa.

Mais, il faut surtout en blâmer nos corps publics de Québec qui, heureusement, se réveillent aujourd'hui. Dans un port comme Québec, la formule du port libre ne peut être appliquée que si l'industrialisation de l'arrière-pays marche de front. Nous n'avons pas assez d'industries à Québec. La nomination d'un commissaire industriel cette année, par la ville de Québec, en la personne de M. Armand Viau, devrait rendre de précieux services à Québec et attirer ici de nombreuses industries.

C'est le temps de travailler à redorer le blason du port de Québec et la ville ne devra compter que sur elle. J'ai confiance qu'avec la coopération de tous, le port de Québec deviendra libre et que le commerce canadien en retirera des avantages dont la Vieille Capitale aura sa part. Il (M. Morin) trouve étrange que, durant la guerre, Ottawa n'ait pas trouvé le moyen de favoriser le port de Québec, au lieu de tout transporter le matériel de guerre à Halifax par chemin de fer.

Il (M. Morin) parle ensuite des facilités du port de Québec. C'est l'un des plus beaux ports du pays et la ville tirerait un immense avantage du fait qu'on établirait un port libre ici, si le gouvernement fédéral voulait nous donner les octrois nécessaires. Chez nous, on parle de navigation d'hiver depuis un demi-siècle, mais aucune conclusion pratique n'a encore été atteinte.

Je laisse cette question à mon ami l'honorable député de Portneuf (l'honorable M. Dussault). Il (M. Morin) parle de la navigation d'hiver en Russie. L'objet de ma motion est de mobiliser toutes les bonnes volontés en faveur d'une entreprise d'une aussi grande envergure.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)<sup>8</sup>:** Il s'agit d'une affaire intéressante que celle de l'établissement d'un port libre à Québec et j'en suis. Il ne faut pas trop craindre la situation faite au port de Québec, car le transport par eau étant le plus économique, il faut s'attendre à ce qu'on l'organise vers l'intérieur des terres, partout où c'est possible.

Le port de Québec a connu ses heures les plus prospères vers 1812, au temps où florissait l'industrie du bois. Le port de Québec a été prospère quand ses négociants dépensaient du capital pour développer ici des industries. Quand les Québécois ont cessé de faire fructifier leurs capitaux de cette façon, ils ont été supplantés par les négociants de Montréal et, petit à petit, le port de la métropole s'est développé. Montréal a pris le premier rang dans le commerce maritime, en premier lieu, à mesure que le gouvernement fédéral creusait le chenal entre les deux villes. Le chenal qui n'était que de 10 pieds entre Québec et Montréal en 1820 et de 20 pieds en 1860, a atteint une profondeur de 35 pieds.

La seconde raison, c'est l'esprit d'initiative des hommes d'affaires montréalais désintéressés qui n'ont pas craint de dépenser leurs capitaux et leur énergie pour faire remonter les vaisseaux jusqu'à Montréal. En particulier, John Molson, à qui on a élevé un monument. L'activité maritime s'est alors déplacée du côté de la métropole.

En plus de ce facteur économique, la politique a aidé à la ruine du port de Québec. Notre système de partis politiques s'est établi, alors que venait de s'ouvrir l'ère des navires à vapeur. Sous le régime des commissions, les commissaires du havre de Québec dépensaient beaucoup d'argent, mais en vue du bien du parti qui les avait nommés, ne se souciaient pas du tout d'augmenter les facilités du port. On a dépensé \$30,000,000 et, avec cela, on n'a obtenu de l'accommodation que pour six<sup>9</sup> navires, alors que les octrois auraient dû permettre d'organiser des accommodations pour 100 vaisseaux. Pendant ce temps-là, Montréal prenait de l'importance. Le résultat, c'est que petit à petit le fédéral s'est emparé de tous les ports canadiens et qu'il a englobé, dans cet organisme de contrôle, le port de Montréal, qui était le seul à faire ses frais en Canada.

Je ne suis pas très convaincu du succès des démarches que l'on veut faire pour redonner au port de Québec sa place, sur la carte maritime du monde. Les besoins contemporains, en matière de navigation et de transport, ne peuvent être compatibles avec l'établissement d'un port libre au Québec. Il (M. Dussault) ne veut pas donner l'impression d'être un prophète de malheur, néanmoins, avec le

développement du Saint-Laurent que l'on ne pourra pas empêcher, il s'agit là du progrès; les expéditeurs qui empruntent la voie maritime chercheront toujours à envoyer leurs bateaux le plus loin possible à l'intérieur des terres et la navigation maritime trouvera, avec le temps, un moyen d'atteindre directement la tête des Grands Lacs. Et quand ce jour viendra, Montréal subira probablement le même sort que Québec et pourrait même être détrônée, lorsque les bateaux océaniques réussiront à atteindre les ports des Grands Lacs. Les conditions qui prévalent actuellement et qui font l'objet de plaintes sont susceptibles de se reproduire encore, ce qui pourra affecter la prospérité du port de Montréal, à son tour. Ce n'est là, pourtant, que l'effet d'une cause naturelle et la rançon du progrès. Montréal, cependant, gardera toujours une assez grande importance, en raison de sa situation. Les négociants ont toujours eu intérêt à remonter de plus en plus loin à l'intérieur des terres, pour les nécessités de leur commerce.

On aurait pu faire beaucoup de choses dans le passé, afin de protéger le port de Québec et son aménagement, mais, avec le temps, l'apathie des Canadiens français à cet égard est devenue insurmontable et le succès impossible à atteindre.

Enfin, les pilotes, mes confrères, tous des Canadiens français, ont aussi apporté leur compétence et l'ont mise au service du public. C'est grâce à eux, à leur énergie et à leur compétence, si les navires de fort tonnage ont pu remonter le fleuve jusqu'à Montréal.

Tous les marins s'accordent aujourd'hui pour dire que la cale sèche de Lauzon, accessible aux navires 12 mois par année, est sise dans un endroit idéal. Mais quel travail n'a-t-on pas fait pour obtenir sa construction à Limoilou, où elle aurait été fermée plusieurs mois par année. On a toujours fait trop de politique.

Il (M. Dussault) indique les désavantages du port de Québec où la marée retarde le déchargement. Il regrette qu'on ait laissé développer les ports des provinces maritimes à la faveur de la guerre, au détriment des nôtres. Depuis le commencement de la guerre, le port de Québec a été désert, malgré ses nombreuses accommodations et ses multiples avantages. N'est-ce pas dû à ce que nous ne nous sommes pas assez mêlés de nos affaires?

Il (M. Dussault) regrette, ici, que l'administration des ports ait été centralisée au ministère fédéral des Transports. Autrefois, les ports étaient administrés par les commissions du havre qui étaient pratiquement autonomes. On a miné petit à petit cette autonomie et, aujourd'hui, par suite de la

centralisation, les bénéfices que réalise le port de Montréal servent à aider les autres ports canadiens. Voilà comment les octrois du fédéral ont fait le malheur de nos ports, et en particulier du port de Québec.

À force de demander de l'argent à Ottawa, on a fini par miner l'autonomie de la Commission et notre port est tombé sous le contrôle du ministère des Transports avec d'autres ports. Celui de Montréal, pour sa part, était le seul qui rencontrait toutes ses obligations. On l'a également centralisé.

Je regrette que les Canadiens français ne semblent pas comprendre la valeur et l'importance, et ne savent pas apprécier suffisamment la beauté et la richesse de notre Saint-Laurent. Aucun pays au monde ne possède un pareil fleuve, traversant de riches régions et offrant tant de possibilités. Les Égyptiens ont coutume de dire que leur pays est un don du Nil. Ne pourrions-nous pas dire, nous aussi, avec autant de raison, que notre Canada est un don du Saint-Laurent?

Quant à la question du port libre, elle n'est pas nouvelle. Elle était à l'étude à Montréal vers 1920. Je suis entièrement favorable à ce que le port de Québec devienne un port libre, mais on ne devrait pas limiter cette formule à Québec. Si la chose est avantageuse pour Québec, elle peut l'être également pour les ports de Montréal, de Sorel et de Trois-Rivières. Il (M. Dussault) reproche au fédéral d'avoir laissé les ports du Saint-Laurent inactifs durant la guerre, alors que Halifax et Saint-Jean ne suffisaient pas à absorber tout le trafic.

Quant à la navigation en hiver, question soulevée par le député de Québec-Centre (M. Morin), je suis particulièrement au courant de ce problème. La navigation d'hiver entre Québec et l'océan est possible mais peut-être pas pratique, du moins avec le genre de navires actuellement construits. Les assurances seraient trop élevées et le parcours serait trop long, trop difficile et offrirait trop de dangers pour des bateaux qui ne sont pas construits spécialement pour subir l'assaut des glaces et pour le service d'hiver. De plus, les taux d'assurance et de fret étant quasi prohibitifs, l'hiver, la chose ne serait sans doute pas avantageuse. Le député de Québec-Centre (M. Morin) a parlé de la navigation d'hiver en Russie. Le meilleur brise-glace que la Russie a, il a été bâti à Montréal, et elle l'a acheté du gouvernement canadien.

En terminant, il (M. Dussault) se déclare en faveur d'un port libre, pourvu que l'argent ne diminue pas notre autonomie et notre liberté. Le député de Québec-Centre (M. Morin) aurait dû

demander pour le port de Québec une plus grande autonomie et liberté pour s'administrer; les autres ports sont dans le même cas. Si les autorités provinciales et municipales jouissaient de plus de liberté dans l'administration de leurs propres villes portuaires, il serait possible de faire quelque chose, mais puisque les ports de Québec et de Montréal, sans compter ceux de Trois-Rivières et de Sorel, sont administrés à partir d'Ottawa, l'argent d'ici est utilisé pour combler le déficit d'autres ports du pays.

La motion est adoptée.

#### **Exemption d'impôt pour associations coopératives<sup>10</sup>**

**M. Dumoulin (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin): Que cette Chambre prie instamment le gouvernement du Canada de continuer à exempter de tout impôt sur leurs revenus les associations coopératives qui, ne se proposant d'autre but que l'avantage mutuel de leurs membres, ne constituent pas des entreprises commerciales, mais sont de précieux facteurs de protection et de progrès pour la population rurale et les classes ouvrières.

Il y a quelques mois, le gouvernement fédéral a chargé une commission de faire enquête sur le système des coopératives, en vue de savoir si celles-ci doivent être exemptes de taxes.

Il (M. Dumoulin) rappelle d'abord la naissance du mouvement coopératif à Rochdale, Angleterre, en 1844, et son expansion rapide à travers l'Europe et l'Amérique. Puis il (M. Dumoulin) établit la différence essentielle qui existe entre une entreprise coopérative et une entreprise commerciale. Les sociétés à responsabilité limitée distribuent les profits à leurs actionnaires, en proportion du nombre des actions qu'ils possèdent. Tandis que les coopératives remettent leurs profits à leurs membres en proportion du volume des transactions faites par chacun. Il y a aussi cette autre différence que, dans une coopérative, l'actionnaire n'a qu'un vote, quel que soit le nombre des actions qu'il possède.

La coopérative a fait des progrès immenses et rendu de grands services dans notre province. La coopérative a été chez nous une tentative pour diminuer dans la mesure du possible, où c'était possible, les profits parfois exagérés que les intermédiaires prélevaient sur le peuple, soit dans l'achat, soit dans la vente des produits dont les

populations rurales avaient besoin. Les coopératives ont été d'un grand secours pour les Canadiens français dans leur lutte vers l'émancipation économique. Elles ont permis aux coopérateurs d'obtenir des prix plus avantageux pour leurs produits vendus en coopérative. Elles ont atteint un autre but, éducationnel celui-là, en incitant les producteurs à mieux présenter leurs marchandises, à les rendre plus alléchantes et de meilleure qualité, ce qui a permis aux producteurs de subir victorieusement la concurrence étrangère.

Dans mon propre comté de Montmorency, sur l'Île d'Orléans, les pêcheurs d'anguille, qui étaient autrefois exploités par les Allemands, ont formé une coopérative qui réussit très bien. La coopérative des pêcheurs d'anguilles groupe maintenant des pêcheurs de plusieurs comtés environnants. Aujourd'hui, cette coopérative fait des affaires très prospères. Il (M. Dumoulin) souligne, d'autre part, l'état de grande prospérité de la Coopérative fédérée qui, au cours de l'année 1944, a transigé un volume d'affaires de \$44,000,000.

Pourquoi taxe-t-on les coopératives? Il y aurait probablement lieu de tracer une définition philosophique de la coopération. Car, il y a des organisations commerciales qui se maquillent en coopératives pour en retirer les avantages. La coopération est un mouvement à base d'inspiration mutualiste. L'idée de commerce en est bannie. La grande raison pour laquelle on doit continuer à ne pas taxer le revenu des coopératives, c'est qu'elles n'ont pas de revenus. Elles n'achètent pas, mais reçoivent et gardent en consignation les produits des coopératives jusqu'au moment de la vente. Elles jouent, en définitive, le rôle d'agents ou de consignataires des sociétaires et des cultivateurs dans la vente de leurs produits.

En second lieu, elles ne sont pas des entreprises commerciales et ne sont pas soumises aux règlements des sociétés à responsabilité limitée ordinaires. L'industrie privée n'a pas à redouter de la coopération. De plus, les coopératives jouent un rôle éducatif très important. Elles inculquent à leurs membres des principes d'initiative et de hardiesse. Elles leur apprennent le jeu des forces économiques et cultivent chez eux le sens social. Elles ont été chez nous une modeste, mais très efficace, université économique.

Pour toutes ces raisons et pour tous les services qu'elles ont rendus à nos populations, les coopératives doivent continuer à être exemptées de toute taxation, sauf la taxe foncière. Le gouvernement fédéral ne devrait jamais taxer les revenus des

coopératives. Tant qu'elles restent dans leur rôle, les coopératives ne peuvent pas créer d'injustices à l'égard des entreprises commerciales. Il faut cependant veiller à ce que des entreprises commerciales ne se maquillent pas sous le déguisement du mouvement coopératif. C'est pourquoi il importerait de fixer d'une manière très précise la frontière qui sépare la coopérative de l'entreprise commerciale.

Je propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. Roberge), une motion pour demander à Ottawa de ne pas taxer les coopératives.

La motion est adoptée à l'unanimité.

### Projets de loi:

#### Loi des accidents du travail

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Mon projet a pour but de remédier à un état de choses préjudiciables aux intérêts des employés et des employeurs, et dans l'intérêt des accidentés. Depuis des années, la Commission des accidents du travail déploie une activité très considérable. Un des commissaires demeure presque en permanence à Montréal, l'autre voyage ici et là pour entendre des causes et visiter les industries, et le président, qui doit demeurer à Québec ne peut suffire à la besogne qui lui incombe avec les 90,000 causes soumises annuellement à la Commission. Le volume de travail de la Commission continue de s'accroître et la nomination d'un quatrième commissaire s'impose plus encore, depuis que le gouvernement a confié à la Commission la tâche d'établir une clinique de réhabilitation pour les accidentés.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je suis heureux de féliciter le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) du doctorat honoraire qu'il vient de recevoir de l'Université Laval. Il (M. Hamel) félicite le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) pour le portefeuille qu'on lui a confié et qui lui (M. Barrette) convient particulièrement bien. Je ne discuterai pas longtemps son projet de loi qui ne change pas la face du monde. Je regrette cependant que le gouvernement ne soumette pas plutôt des mesures propres et des

amendements, de façon à améliorer le sort des ouvriers, et à retirer les anomalies qui se trouvent dans la loi. Tout se résume à une nouvelle nomination.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de sa nomination. Je félicite le premier ministre de l'avoir fait entrer dans son cabinet. Il (Francoeur) taquine le premier ministre sur le nombre des collègues du député de Joliette (l'honorable M. Barrette). C'est le choix le plus judicieux qu'il ait fait. Le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) est mécanicien et moi aussi.

Il poursuit en complimentant le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), soulignant qu'il s'est hautement distingué dans un autre domaine et que cet honneur rejailit sur les Canadiens français et sur lui-même. Je souhaiterais que le premier ministre reconnaisse les grandes qualités du député de Deux-Montagnes et le nomme bientôt comme procureur général. Le bill à l'étude porte le numéro 20. J'avoue que ce chiffre m'a inquiété, car on se souvient des fameux bills 19 et 10 de l'Union nationale.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Nous aurons plusieurs autres projets de lois qui rendront de grands services à la classe ouvrière, notamment pour accorder des compensations plus considérables dans certains cas d'accident.

**M. Plourde (Arthabaska):** Le gouvernement a-t-il l'intention de reconnaître le système de promotion en nommant un bon employé méritant à la Commission au poste de commissaire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député d'Arthabaska (M. Plourde) peut-être certain que nous n'avons pas l'intention de le nommer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** attire l'attention de la Chambre sur la contradiction des actes du gouvernement, qui veut abolir la Commission d'assurance-maladie et créer un nouveau salaire pour un de ses amis. Hier, on nous parlait d'économie. Ça n'a pas duré longtemps les bonnes résolutions. Quel sera le salaire du nouveau commissaire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le salaire du nouveau commissaire est fixé par la loi: c'est \$7,000 par année, le même que celui des autres membres de la Commission. Le président et les commissaires ont demandé de l'aide et le

gouvernement la leur accorde. La nomination d'un quatrième commissaire était rendue nécessaire par l'abondance des causes qu'ils doivent étudier, il y a 85,000 causes d'accidents à étudier. Chose impossible à accomplir pour trois commissaires seulement, dont l'un réside pratiquement toujours à Montréal, l'autre à Québec et le troisième voyage un peu partout dans la province. Et ce sont les ouvriers qui, en finale, paient pour les retards.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre a dit 90,000 tout à l'heure. Vous avez déjà perdu 5,000 causes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a moins d'accidents depuis que nous sommes au pouvoir, je suppose.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas certain.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Qui va-t-on nommer?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le meilleur homme possible. C'est beau de prêcher des compensations plus élevées, mais l'important c'était d'abord de nommer assez de commissaires pour que l'étude des causes puisse se faire rapidement et que les ouvriers n'attendent pas de longs mois pour recevoir leurs indemnités.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Tout ce que vise le gouvernement, c'est de créer une position pour un de ses favoris.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** et **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** disent qu'ils regrettaient que la loi amendant la loi des accidents du travail ne comportât pas autre chose que la nomination d'un quatrième commissaire et ne fit pas droit aux demandes nombreuses des ouvriers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Barrette (Joliette)** annoncent que plusieurs législations importantes concernant les travailleurs seront soumises à l'étude de la députation d'ici quelques jours.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Dans un prochain projet de loi, on prendra les mesures pour donner aux ouvriers des compensations aussi élevées que possible dans certains cas d'accident, et pour

mettre en application plusieurs demandes faites par les représentants des unions ouvrières.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

#### NOTES

1. Cette expression très surprenante a eu des échos dans la section éditoriale du journal *Le Canada* du 9 mars 1945, à la page 4, et voici comment elle y est rapportée: "En 1867, on a trop donné de députés à l'Ontario et au Nouveau-Brunswick. Nous nous sommes fait fourrer royalement." Ce n'est pas cette expression qui a été retenue dans le texte, car elle est rapportée quelques jours après la séance et dans la section éditoriale du journal *Le Canada* qui n'est pas réputé être très tendre envers M. Chaloult.

2. M. Thomas Alexander Crerar était en 1943, et ce depuis 1922, le leader suppléant du gouvernement King. Il a été élu à la Chambre des communes pour la première fois en 1917; la même année, il a été ministre de l'Agriculture. Réélu en 1919, 1921, 1930

(élection partielle), il est défait à l'élection générale de 1930, réélu en 1935 et 1940. Il a occupé divers postes comme entre autres: ministre de l'Agriculture (1917), ministre des Chemins de fer et des Canaux (1919), des Mines (1935), de l'Immigration et de la Colonisation (1935) et ministre de l'Intérieur (1935), surintendant général des Affaires indiennes en 1935.

3. Cette suggestion, que M. Maxime Raymond d'ailleurs fait sienne dans un texte que M. Laurendeau citera un peu plus loin dans ce débat, viendrait "d'un journaliste indépendant", selon *Le Devoir* du 19 juillet 1943, à la page 3.

4. *L'Événement* du 8 mars 1945, à la page 3, précise que ce discours de M. Chartier représente son baptême parlementaire. C'est en effet le premier qu'il fait en Chambre.

5. *L'Action catholique* du 8 mars 1945, à la page 18, prétend que cette suggestion de M. Larivière est "une motion pour donner le coup de mort à un bill".

6. *L'Action catholique* du 8 mars 1945, à la page 11, précise que: "Au début de la séance du soir, la Chambre adopte sans discussion neuf bills privés et reprend le débat sur la motion de M. William Morin, député de Québec-Centre." Selon *The Chronicle Telegraph* du 8 mars 1945, à la page 3, l'adoption de cette motion "survient après un débat d'un peu plus de deux heures au cours duquel les deux seuls orateurs furent M. Morin et l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, député de Portneuf et pilote lamineur de profession."

7. *Le Canada* du 8 mars 1945, à la page 12, spécifie que "le député de Québec-Centre, M. Morin, fut un hardi marin avant d'être un avocat imminent" alors que le *The Montreal Daily Star* du 8 mars 1945, à la page 3, va plus loin en précisant que M. Morin "a été, pendant de nombreuses années, navigateur de haute mer." Cette occupation, M. Morin la pratique alors qu'il s'engage dans la marine américaine en 1917, d'où il obtient un grade de lieutenant en 1921. Admis au Barreau en 1925, après des études à l'Université Laval, il pratique à Québec tantôt seul, tantôt avec des associés. Il a également été trésorier du Barreau de Québec de 1935 à 1938.

8. *L'Événement* du 8 mars 1945, à la page 10, précise que M. Dussault est un pilote bien connu.

9. Le chiffre provient de *L'Événement* du 8 mars 1945, à la page 11, alors que *Le Canada*, du 8 mars 1945, à la page 2, parle plutôt de cinq navires.

10. *L'Événement* du 8 mars 1945, à la page 3, spécifie que "M. Dumoulin saisit la Chambre des députés de cette question au moment même où une commission royale d'enquête, nommée par le gouvernement fédéral, est à s'enquérir de la situation des coopératives et de l'opportunité de leur continuer ou non le régime d'exemption de toute taxation, sauf la taxe foncière."

11. Selon *L'Action catholique* du 8 mars 1945, à la page 13, M. Casgrain (Rivière-du-Loup), M. Hamel (Saint-Sauveur), M. Bienvenue (Bellechasse) et M. Plourde (Arthabaska) posent des questions sur les détails de la loi. Nous n'avons pu retracer aucun discours.





Séance du jeudi 8 mars 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 133 octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil;

- bill 145 modifiant la charte de la cité de Drummondville;

- bill 107 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Votre comité désire recommander que les bills suivants soient référés, pour étude, au comité permanent des bills publics et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande:

- bill 146 concernant une partie du lot numéro onze et tout le lot numéro douze du sixième rang sud dans le canton d'Amherst, dans le comté de Papineau;

- bill 147 modifiant la loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

Le rapport est adopté.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'annexion dans son territoire des mines Stadacona Rouyn, Limited, et Senator Rouyn Mines, Limited.

**Explications sur des faits publiés:**

**Débats de juridiction fédérale**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** mentionne que récemment, dans un des journaux du Québec, il est tombé sur un éditorial où il était question du temps considérable que passait la Législature provinciale à discuter de questions fédérales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre en soulignant qu'il ne s'agit aucunement d'une question de privilège. Les journaux de la province de Québec sont tout à fait libres de présenter leurs commentaires comme ils l'entendent sur n'importe quelle question, y compris celles qui font l'objet de discussions ici à la Législature. Il (M. Duplessis) demande que le commentaire du député de Montréal-Mercier soit déclaré irrecevable.

**M. l'Orateur** étant du même avis que le premier ministre, déclare le commentaire irrecevable pour mettre fin à l'incident.

**Projets de loi:**

**Charte de Verdun**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Rouyn**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission  
d'assurance-maladie**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 6 mars courant, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette) proposant que le bill 7 abrogeant la loi instituant une Commission d'assurance-maladie soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** invite le député de Stanstead (M. Bergeron) à continuer le débat sur la loi abrogeant le bill créant une Commission d'assurance-maladie.

**M. Bergeron (Stanstead):** Le discours du trône nous parlait d'une politique familiale et sociale, et cette mesure vient à l'encontre de cette doctrine. Qu'ils viennent d'Ottawa ou de Québec, le peuple veut des services sociaux. Les ouvriers et les cultivateurs et généralement les classes laborieuses de mon comté que j'ai rencontrés m'ont demandé s'ils pouvaient espérer obtenir l'assurance-maladie, si on abolissait la commission d'étude nommée à cet effet par le gouvernement du chef de l'opposition, car ils sont désireux de jouir de tous les services sociaux, qu'ils proviennent d'Ottawa ou de Québec, bien qu'ils croient préférable que ces services soient assurés par notre gouvernement provincial pour la protection de notre autonomie. Ils craignent le rappel de la loi du gouvernement du chef de l'opposition qui peut les protéger.

Ces mêmes ouvriers et cultivateurs se demandent si ce bill n'aura pas pour effet de retarder pour longtemps l'application d'un plan d'assurance-maladie préconisé par les autorités fédérales. Le bill du ministre de la Santé est en quelque sorte une mesure négative et il remet à une date indéterminée une initiative réclamée par le peuple. Si nous voulons avoir une assurance-maladie à nous, on ne devrait pas abolir la Commission, et celle-ci doit continuer l'étude commencée. Si Québec ne prend pas les devants sur cette question, on n'aura pas raison plus tard de s'élever contre Ottawa, s'il empiète sur les prérogatives en matière d'assurance-maladie.

Il serait dangereux pour le Québec d'abolir sa propre Commission d'assurance-maladie. Avec cette loi, le gouvernement laisse le champ libre au fédéral qui y entrera probablement le premier, comme il l'a fait auparavant dans les domaines de l'assurance-chômage et des allocations familiales, et nous n'aurons aucun moyen de protéger nos prérogatives. La Commission d'assurance-maladie me paraissait une initiative heureuse réclamée par la population. Son abolition est regrettable. Il (M. Bergeron) votera contre la mesure.

**M. Plourde (Arthabaska):** La loi du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) est mauvaise et extrêmement dangereuse. Pareille loi n'aurait jamais dû être présentée, car elle est de nature à faire perdre confiance au public dans ses législateurs. Ce n'est pas en construisant des

monuments de pierre et des écuries à air conditionné, comme on l'a fait de 1936 à 1939, mais avec des lois sociales que l'on prépare l'avenir de notre peuple. La loi qu'on nous propose est vraiment mauvaise. Je n'ai pas été élu pour défaire ce qui a été fait de bien depuis cinq ans par les administrations précédentes, surtout s'il s'agit d'une loi sociale adoptée par un gouvernement libéral précédent.

Nous avons été élus pour légiférer et non pour déléguer. Il (M. Plourde) vote contre le bill parce qu'il a pour effet d'éloigner la province de la bonne voie où l'avait engagée l'administration du chef de l'opposition. L'initiative du gouvernement du chef de l'opposition devait aider ceux qui ne tombent pas sous l'empire des lois sociales actuellement en vigueur. Si l'on demande l'abolition de cette loi, organisant la Commission de l'assurance-maladie, cela signifie tout simplement que le gouvernement ne s'intéresse pas aux questions sociales et veut oublier la classe des gens pauvres, des miséreux, des infirmes et des malades qui ne tombent pas sous la catégorie des pensions de vieillesse, pensions aux aveugles, aux mères nécessiteuses et sous la loi des accidents de travail. Tous ces pauvres, tous ceux qui souffrent délaissés de la fortune ont droit, à titre de citoyens de cette province, à une certaine aide sociale et à la protection de l'État.

Il faut préserver le capital humain dès le jeune âge. Sir Wilfrid Laurier, dans sa jeunesse, était menacé par la tuberculose. Il fit une cure et grâce à de bons soins, il a recouvré la santé, ce qui permit au pays d'obtenir les lumières d'un des plus grands hommes politiques de son histoire. Il a pu faire le Canada grand comme il est aujourd'hui. Si l'on sait protéger notre capital humain, le reste nous viendra par surcroît et l'on aura contribué à faire grande la province de Québec. Le ministre a exagéré en disant que la Commission coûte \$60,000 par année. Les *Comptes publics de 1943-1944* démontrent qu'elle n'a coûté que \$20,247.

Avec la loi qu'on veut abolir, il y aurait moyen d'aider au développement intellectuel, physique et moral d'une grande partie de la population, ce qui aurait été de nature à développer ce capital humain dont aime à tant parler le gouvernement. Le gouvernement a nommé des juges et des membres de Commission depuis qu'il a pris le pouvoir. Nous n'avons pas mesquiné. Qu'il ne mesquine donc pas, quand il s'agit d'une question aussi importante que celle de la santé. Le devoir de la Législature est de construire et non de détruire. Je demande au gouvernement de retirer ce bill et de continuer l'excellent travail entrepris par les libéraux.

**M. Leduc (Laval)** déclare qu'il se limitera à considérer quel genre d'études il y a à faire, s'il y a nécessité à les faire et pourquoi une commission est mieux placée que des fonctionnaires pour exécuter la tâche qui s'impose. Une longue étude d'un problème aussi complexe que celui de la santé s'imposait. Le gouvernement du chef de l'opposition n'a fait que son devoir en nommant une commission à cet effet. De 1936 à 1939, on a pris l'habitude d'étudier trop rapidement les problèmes soumis. Si le gouvernement de l'Union nationale avait étudié plus attentivement les problèmes, de 1936 à 1939, il n'aurait pas soumis des solutions tellement improvisées qu'elles ne tenaient pas debout et qui l'obligeaient à recommencer le travail l'année suivante.

L'Union nationale a toujours manifesté une prédilection pour un genre d'étude tout à fait particulier. On a assisté alors à l'ère des "brain-waves" qui n'obtient pas meilleur succès. Cette méthode, qui consiste à jeter un coup d'œil sur un problème et à improviser une solution, est condamnable car, si nous continuons d'improviser des solutions aux grandes questions à étudier, nous rendons un bien mauvais service à notre race française que nous sommes chargés de maintenir et de défendre sur ce continent, en ne lui donnant pas le meilleur de nous-mêmes.

Je ne crois pas aux gens qui ne font que regarder rapidement un problème et improvisent ensuite; c'est une mauvaise méthode pour régler des problèmes de l'envergure de celui de l'assurance-maladie. Nous avons des devoirs graves. Nous pouvons manquer à ceux que nous avons envers notre race, si nous ne donnons pas aux problèmes nationaux l'étude qui convient. La méthode recommandable, c'est l'effort constant et persévérant qui permet le travail en profondeur, l'étude attentive des questions.

Demain, ces questions de sécurité sociale seront réglées, et le peuple demandera à ses représentants un compte rigoureux de l'attitude qu'ils auront prise. Dans le domaine de l'assurance-maladie, les gens du Québec devront traiter avec les meilleures autorités et les grands esprits du Canada et de l'étranger qui avisent en ce moment le gouvernement fédéral sur l'assurance-maladie. Nous devons rencontrer les experts internationaux qui conseillent le gouvernement fédéral. Quelle figure allons faire devant les spécialistes en sécurité sociale et devant les grandes commissions fédérales?

Lorsque le gouvernement de la province envoie des représentants discuter avec Ottawa ou à l'étranger, il doit se faire consciencieux de ceux qu'il

délègue ainsi. Souvent, les gens de Québec se sont créés eux-mêmes de criantes injustices en n'envoyant pas à Ottawa des représentants préparés et documentés. Si nous voulons avoir des représentants dignes de notre province, il faut les préparer. Ils devront être parfaitement documentés et connaître à fond les systèmes Beveridge et Marsh. Les gens des autres races n'aiment pas discuter avec des gens qui ne sont pas préparés et, par conséquent, qui ne sont pas compétents. La commission nommée par le chef de l'opposition avait pour but de préparer la discussion du problème.

Avec la méthode que nous suggère le ministre, nos délégués pourront-ils faire triompher le point de vue de notre province avec des arguments puisés dans une étude sérieuse et approfondie de la question? Je prétends que non. Voilà pourquoi il importait d'avoir une commission munie de tous les pouvoirs d'études et d'enquête. Je défie n'importe quel fonctionnaire du ministère de la Santé de trouver assez de temps pour faire une étude adéquate du problème qui se pose. Il y a assez longtemps que l'on se plaint dans le Québec que nous sommes maltraités. Il est temps d'aller à Ottawa avec toutes les données du problème. N'est-il pas grandement temps d'envoyer des experts absolument qualifiés pour discuter les problèmes qui nous intéressent?

C'est ce qu'avait compris le chef du Parti libéral. Mon chef a voulu avec cette loi faire œuvre durable. Je n'hésiterai pas à dire que c'est un homme de talent et de génie qui a commencé une œuvre que, par jalousie peut-être, l'Union nationale veut détruire. Il en va de la vie des nôtres. Pourquoi nous détruire nous-mêmes? Le Parti libéral s'est toujours occupé de la question sociale et de, 1939 à 1944, avec l'honorable chef de l'opposition, on s'est occupé considérablement de la question du bien-être du peuple. Le chef du Parti libéral a vu juste en établissant la Commission d'assurance-maladie.

Il a compris qu'il n'y a qu'une chose qui compte aujourd'hui dans notre province, c'est la question sociale, et il a pris les mesures qu'il fallait en vue de préparer la province à faire face à l'avenir. Nous avons le devoir de penser à l'avenir. D'ailleurs, la population va exiger elle-même du gouvernement de Québec une sécurité plus grande. Avec le Parti libéral, il n'y a aucune crainte à avoir à ce sujet. Le parti veut régler la question sociale. Il retourne vers le peuple avec les législations qu'il préconise.

L'enjeu est trop grand, il est trop considérable pour être estimé, à la légère, comme l'a fait le ministre. Ces questions de sécurité sociale sont les questions vitales de l'heure. Impossible de les

résoudre avec satisfaction, si on les étudie à la légère. Demain, la province de Québec exigera de ses gouvernements une plus grande sécurité. Le Parti libéral lui offre des garanties, car c'est le parti venu du peuple et qui retourne au peuple. Je dois dire à la louange du chef de l'opposition qu'il a réalisé, lui, la valeur de cet enjeu, quand il a demandé à des compétences d'étudier les questions sociales, de se documenter et de se spécialiser en cette matière pour pouvoir traiter d'égaux à égaux avec les spécialistes d'Ottawa.

(Applaudissements)

Le premier ministre dit que la commission que nous abolissons, la commission Garneau, n'a pas de pouvoirs. Mais parfaitement! La Commission ne doit pas être indépendante de l'Assemblée législative. Le gouvernement libéral n'avait pas voulu lui donner de pouvoirs législatifs pour respecter les prérogatives de l'Assemblée législative. Mon chef était convaincu de la valeur des institutions démocratiques; il n'a pas voulu créer de bureaucratie et il a protégé nos institutions démocratiques. La commission d'étude était nécessaire parce que les libéraux sont contre la bureaucratie omnipotente qui joue quelquefois avec des pouvoirs législatifs et exécutifs.

Il (M. Godbout) a sauvegardé les prérogatives des députés, du peuple et celles de l'Assemblée législative en nommant une commission d'étude qui ne se substituait pas à l'Assemblée législative et ne s'apparentait pas à la bureaucratie. D'autre part, cette Commission avait tous les pouvoirs de préparer des projets et de se documenter, de faire des enquêtes. Mais lorsque le moment d'agir est venu, le gouvernement intervient. C'est un principe que nous avons tenu à sauvegarder. Une commission ne peut pas se substituer à l'Assemblée législative. Mon chef peut se présenter partout en disant qu'il est le champion des libertés démocratiques.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) a dit: "Nos fonctionnaires vont arranger cela" et continuer les enquêtes. Mais les fonctionnaires ne sont pas assez libres et ne peuvent l'être; ils ne peuvent pas régler tous les aspects d'un problème comme celui de l'assurance-maladie. Dans les administrations publiques, où il y a tant de jalousie, on ne peut faire un travail aussi efficace que celui qui s'accomplit dans une commission indépendante. Il défie le ministre de prouver que ses fonctionnaires auront la compétence voulue pour traiter avec les spécialistes d'Ottawa. J'ai été fonctionnaire à Montréal durant sept ans. La question de survivance se pose et on ne peut pas toujours dire ce qui doit être dit.

Voyez-vous un fonctionnaire qui, dans un rapport, viendrait en remonter à son ministre. Un fonctionnaire ne peut mettre de côté la raison de survivance. Et il est injuste et vous n'avez pas le droit d'obliger un fonctionnaire à risquer sa position et son salaire, en formulant des opinions qui pourraient déplaire à ses supérieurs. Les fonctionnaires ne peuvent remplir efficacement le travail d'une commission même avec tout leur talent, parce qu'ils sont forcés de dire ce que leur chef leur demande de dire, et non pas ce qui devrait être dit. C'est un acte de survivance de leur part. Comme le député de Lotbinière (M. Roberge) l'a dit, l'assurance-maladie peut venir en conflit avec des hommes sérieux et la médecine. Est-il juste de demander à un fonctionnaire de trancher ces questions. Nous n'avons pas le droit de donner un travail de cette nature à un fonctionnaire.

Le fonctionnaire aura à transiger avec des médecins, ce qui le mettra dans l'embarras. Il devra trouver un système de paiement, ce qui lui créera d'autres embarras. Les responsabilités sont trop grandes pour un homme dont la position est instable et dont le gagne-pain est à la merci d'un caprice de son supérieur. Je sais bien que nos fonctionnaires seraient prêts à les accepter, mais ils ne peuvent se défendre. S'ils possédaient des garanties de sécurité, cet argument serait peut-être beaucoup moins fort. Aujourd'hui, sous le présent gouvernement, personne n'est certain de sa position et le monde est inquiet. On ne parle pas du travail que l'on a à exécuter. On se demande si on va l'exécuter.

On veut distraire l'attention des députés des législations sociales dont on devrait s'occuper pour discuter de toutes sortes d'autres questions qui ne sont pas du ressort du Parlement. Pour Québec, il n'y a qu'une question qui doit intéresser toute la députation et c'est la question sociale.

Il appartient à une commission de s'occuper du problème de l'assurance-maladie. C'est elle qui remplit le mieux le rôle que l'on veut faire jouer par cette loi. La Commission créée par le gouvernement libéral a accompli une œuvre considérable et a déjà fait du bon travail. Son intervention a été responsable de l'augmentation très sensible, de 36 à 60 sous par jour, de l'allocation pour l'entretien d'un enfant dans nos crèches et elle a fait augmenter à \$3 par jour l'allocation pour le soin d'un malade sous l'assistance publique.

Il reproche au premier ministre d'avoir distribué des certificats d'incompétence aux trois savants commissaires. Respectez au moins les gens dans leur gagne-pain. C'est difficile de gagner sa vie,

surtout à un certain âge. Si les commissaires actuels ne sont pas compétents, qu'on les remplace par d'autres, mais qu'on n'aille pas détruire le principe à sauvegarder: celui d'une étude approfondie du problème.

Nous allons faire la prochaine campagne politique sur la sécurité sociale, parce que nos gens veulent savoir de quoi demain sera fait pour eux et non pas ce qu'a été hier. Le peuple attend beaucoup de ses gouvernements sur ce sujet-là. Avec le Parti libéral, on s'apercevra qu'il y a plus de sécurité, parce que plus de pondération et de jugement. Nous aurons demain de grandes législations sociales, en autant que le gouvernement saura comprendre ses responsabilités.

Il (M. Leduc) déclare que l'action du gouvernement est une atteinte aux intérêts de la province et qu'elle pourrait se révéler un obstacle à l'introduction dans la province d'une politique de sécurité sociale. Le Québec, comme trop souvent par le passé, sera en retard et ne saura profiter des réformes de l'après-guerre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La question me paraît bien simple. Je suis un peu étonné et surpris des arguments dont on s'est servi pour combattre le projet de loi, de la longueur du débat et de la façon dont on a discuté ce bill. Mon étonnement a grandi à mesure que se poursuivait le débat. Il me semble que tous ceux qui ont parlé avant moi se sont déclarés sympathiques à l'assurance-maladie, mais là n'est pas la question. La législation du gouvernement est bien simple et bien claire. Il s'agit tout simplement de faire disparaître, non pas l'assurance-maladie, qui n'est pas en force et dont on n'a encore aucune idée, mais bien une simple commission d'étude, nommée il y a un an, qui a coûté bien de l'argent et qui n'a encore rien fait. Il n'est pas question du tout pour le moment d'assurance-maladie.

La Chambre n'est pas appelée à abolir une commission d'assurance-maladie, comme celle qui existe en portait fallacieusement le titre, mais une commission dont le manque de pouvoirs permet de la comparer à d'autres commissions qui existèrent dans le passé et dont le seul rôle est d'étudier une question que d'autres commissions ont étudiée depuis une douzaine d'années ce qui, non seulement n'a eu aucun effet concret, mais a en fait, de façon générale, retardé la solution de problèmes importants et souvent urgents.

Voilà pourquoi il (M. Sauvé) s'étonne des accents enflammés avec lesquels les députés de

l'opposition ont traité la question. Il félicite l'Orateur d'avoir maintenu le débat dans son cadre. Nous avons entendu des discours émouvants. L'honorable député de Richelieu (M. Robidoux), avec des sanglots dans la voix, nous a parlé des souffrances humaines. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement a l'intention de prendre des mesures pour soulager les misères humaines. Le gouvernement a son programme politique sur ce point. Il s'agit uniquement d'une mesure supprimant une commission d'étude. La Commission, répète-t-il, n'avait pour but que d'étudier les moyens à prendre, afin d'établir un plan d'assurance-maladie.

Depuis un an, cette Commission a fonctionné, des experts ont étudié les possibilités et les modalités d'établissement d'un tel système, et l'on n'a eu qu'un seul rapport d'environ une centaine de pages qui porte sur les garderies d'enfants et a coûté \$60,000 à la province. Or, en vue de l'après-guerre, devant les problèmes à régler qui s'annoncent nombreux, le gouvernement doit dépenser sagement l'argent du peuple et payer \$600,000 en 10 ans pour une commission d'étude, c'est un peu trop cher, quand la commission n'a donné aucun résultat.

Le gouvernement a aujourd'hui besoin de toutes ses ressources pour prendre des attitudes pratiques et trouver des solutions politiques à ces problèmes. D'ailleurs, on a déjà eu des commissions d'étude qui n'ont fait que retarder la solution des problèmes qu'elles étudiaient. On a trop tendance, dans Québec, à nommer des commissions d'étude de cette sorte, et c'est une mauvaise politique de nommer des commissaires à \$10,000 par année sans limite de temps pour faire leur rapport.

Contrairement à ce qu'a dit le député de Québec-Centre (M. Morin), la présente commission n'a d'autre pouvoir que celui d'étudier et n'a pour but, comme bien d'autres commissions nommées dans le passé, que de tenter de faire croire qu'on s'intéresse à la question. Rien dans la loi d'assurance-maladie ne sauvegarde de près ou de loin l'autonomie provinciale.

Il répond aussi au représentant de Laval (M. Leduc), qui a dit que la prochaine campagne se fera sur la sécurité sociale. L'attitude actuelle de l'opposition est le point de départ d'une campagne dont le but est de faire croire que le gouvernement est opposé aux mesures de sécurité sociale et au principe de l'assurance-maladie. Cette campagne est déjà commencée.

Les journaux sympathiques à l'opposition et les députés libéraux ont tout employé pour tâcher de faire croire au peuple que le gouvernement est

opposé à l'assurance-maladie. Tel n'est pourtant pas le cas. L'Union nationale n'a d'autre fin que de supprimer une autre commission sans utilité et coûteuse. Quand on songera à créer un plan d'assurance-maladie, on engagera des experts.

Le député de Laval (M. Leduc) a dit qu'un fonctionnaire risque son salaire en différant d'opinion avec son chef. S'il est vrai qu'un fonctionnaire qui gagne \$2,500 ou \$3,000 craint de perdre son salaire, je suis d'opinion qu'un commissaire nommé à \$10,000 par année y pensera deux fois, lui, avant de risquer un tel traitement. Les fonctionnaires de la Santé sont parfaitement préparés pour faire une étude approfondie du sujet, fournir tous les renseignements nécessaires et continuer l'enquête sur l'assurance-maladie.

C'est une mauvaise politique de nommer une commission pour 10 ans dans le seul but de se renseigner et de leur donner 10 ans pour exécuter un travail. C'est s'opposer au progrès, aux réalisations pratiques. Le gouvernement veut abolir la commission parce qu'il veut prendre ses responsabilités et éluder les obstacles qui s'opposent à une action énergique et efficace.

Tous les députés libéraux se sont levés les uns après les autres pour parler. Il semblait important de faire un gros "show", pour démontrer que ce mauvais gouvernement d'Union nationale s'oppose à l'assurance-maladie. Le jour où les circonstances permettront à la province de se lancer dans l'assurance-maladie, je serai le premier à réclamer auprès du ministre de la Santé qu'il forme une commission d'experts pour en étudier les problèmes et en préparer un plan adéquat aux besoins de la population. Je n'ai pas l'intention de commettre un crime ni d'attenter à la sécurité sociale en votant pour le bill. Il (M. Sauvé) n'a aucune hésitation à voter pour la loi du gouvernement.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le bill que nous étudions en ce moment a pour objet d'abolir la Commission d'assurance-maladie créée en 1943 par le gouvernement libéral. Il (M. Bienvenue) dit qu'il trouve étrange qu'on exécute sommairement une commission et les commissaires qui la dirigeaient après une année seulement de travail, ne leur laissant pas le temps d'accomplir leur œuvre.

On abolit une loi de cette nature, dit-il, au cours d'une session, dont le discours du trône a annoncé la nécessité de protéger le capital humain, et cela est fait par un gouvernement qui, par de grandes déclarations et professions de foi que l'on aime à faire sur la protection du capital humain, se vante

toujours de le sauvegarder. Avec un bill d'une<sup>1</sup> ligne, le gouvernement veut faire disparaître une des législations les plus progressives et une loi sociale des plus utiles passées par un gouvernement, en ces dernières années.

Le gouvernement invoque des raisons futiles pour abroger la loi. On ne nous dit pas que la loi est mauvaise. On prétend agir pour des raisons d'économie de \$80,000 par année en abolissant la Commission d'assurance-maladie. Cela m'amuse quand ce même gouvernement, depuis le début de la session s'est déjà fait voter, en dehors du budget ordinaire qui doit venir plus tard, un budget de près de \$50,000,000<sup>2</sup> pour toutes sortes de choses, et voilà que les ministres reculent devant une dépense de \$60,000 quand il s'agit de la sauvegarde et de l'amélioration de la santé publique et d'aider les pauvres et les déshérités de la fortune, les malades et les infortunés.

Le gouvernement ne devrait jamais invoquer une raison d'économie pour priver le monde d'une étude aussi importante. Un gouvernement qui a un revenu moyen de \$90,000,000, un gouvernement qui fait mine de se pencher sur les classes laborieuses dit qu'une dépense de \$60,000 est exagérée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas question de ménager, mais il est question de prendre \$60,000 donnés à des amis de l'ancien régime libéral pour les donner aux pauvres, au peuple.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mon argument est dans l'ordre. Je dis que l'on n'économise pas \$60,000 destinés à la santé, quand on dépense \$50,000,000 pour des choses qui ne touchent certainement pas à la vie du peuple. Il est ridicule de prétendre qu'un montant de \$60,000 par année pour sauvegarder la santé soit une dépense que le gouvernement ne peut pas se permettre, quand on considère qu'il a un budget de \$90,000,000. C'est un acte ridicule.

Et après, on veut prétendre qu'on reconnaît la primauté du capital humain, qu'on se penche sur les misères humaines. Un gouvernement de 21 membres, qui se vante de vouloir protéger le capital humain, n'a pas le droit de nous dire: "C'est trop cher \$60,000 pour secourir les petits, les malades indigents."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'ancien gouvernement a nommé des amis dans cette commission.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ou la loi est bonne ou elle est mauvaise. Eh bien je réponds: si elle est bonne et si les commissaires ne remplissaient pas leurs fonctions et leurs devoirs à sa satisfaction, le gouvernement n'avait qu'à remplacer les commissaires nommés par les libéraux par des plus compétents, mais que cela n'enlevait rien à l'excellence de la loi. Tout ce que le gouvernement veut dans sa loi, c'est se débarrasser des trois commissaires nommés sous le régime précédent parce que la loi les nommant pour 10 ans, il n'y avait pas moyen de les faire disparaître autrement qu'en abolissant la Commission elle-même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a plus de commissaires, ils ont démissionné.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ils ont démissionné parce qu'ils avaient le couteau sur la gorge. Ils étaient nommés pour 10 ans et le gouvernement ne pouvait les destituer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, ils ont résigné leurs fonctions.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ha! Non! Ils se sont résignés à partir parce qu'ils ont eu des échos des nombreuses destitutions sommaires ailleurs, et ils ont préféré partir en beauté.

Il (M. Bienvenue) reproche aussi au ministre de la Santé de n'avoir pas voulu coopérer avec les commissaires, de ne leur avoir pas donné la latitude nécessaire pour accomplir leur travail. Si le gouvernement trouvait que la loi de 1943 avait un titre trompeur, il n'avait qu'à le changer et, encore, cela n'enlève rien à l'excellence de la loi. Le nouveau ministre de la Santé (M. Paquette) a dit que le titre de notre loi était trompeur et, parce que le titre n'était pas bon, on supprime la loi. Le nouveau gouvernement aurait pu changer le titre et lui donner un beau nom, par exemple "Loi pour réparer les erreurs de l'ancien régime", ou bien la "Loi pour sauver le capital humain", ou encore, ce qui eût plu à un plus grand nombre de gens, la "Loi pour sauver la race canadienne-française".

(Rires)

Le titre de notre loi n'était pas assez national pour nos amis d'en face. Si le nom n'est pas assez national, qu'on fasse un titre à sensation, mais qu'on garde la loi.

On dit que le travail peut être fait par les officiers du ministère de la Santé. Ils n'ont pas le temps nécessaire, ni la compétence pour remplacer les commissaires. S'ils trouvent le temps de le faire,

c'est que plusieurs auront jusqu'ici été payés à ne rien faire, mais je doute qu'ils puissent le faire et qu'ils soient les personnes les mieux désignées pour s'acquitter de cette tâche. Les fonctionnaires du ministère de la Santé ne sont pas, pour la plupart, des spécialistes comme il en faut pour étudier une question aussi complexe que celle de l'assurance-maladie.

Je crois au contraire que ce n'était pas trop de trois commissaires. On aurait pu en nommer encore plus, aller jusqu'à 10, engager des experts ailleurs en élargissant le champ des études de la Commission et l'intérêt public aurait été mieux servi que par cette abolition pure et simple. Tous ces arguments qu'on nous a apportés ne tiennent pas debout. Les raisons données par le gouvernement ne sont que des prétextes. Le vrai but de son bill, c'est de faire sauter les fonctionnaires et, pour cela, on a décidé d'abroger la loi.

Le député de Charlevoix (M. Leclerc) m'a surpris en critiquant la nomination d'un professeur de médecine, le Dr Blanchet, en disant qu'il ne valait rien comme médecin parce qu'il n'était pas médecin de campagne. Mais qui l'a formé lui? Mais où mon honorable ami a-t-il étudié la médecine? Le médecin de campagne, qui joue un si beau rôle dans sa sphère et malgré toute mon admiration, lui, le médecin de campagne ne vaut pas le spécialiste, l'homme de science qui ne fait qu'étudier pour siéger dans une commission comme celle-là. J'ai une plus grande confiance, pour un poste de cette nature, dans un médecin de carrière, un professeur d'université.

Le premier ministre a dit: 10 ans c'est trop long, s'il fallait attendre après les études de la Commission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que la loi était inutile, qu'elle n'autorisait pas à agir, mais à étudier pendant 10 ans, et que le peuple n'a pas besoin d'études mais d'assurance-maladie, et il l'aura avant cela grâce à un gouvernement qui a du cœur.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Laissons le cœur de côté et revenons à la loi que l'on veut faire disparaître. Si l'on a mis 10 ans, c'est que le but évident de la loi était que la Commission puisse commencer elle-même la mise en application d'un système d'assurance-maladie pendant cette période. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit: "Quand on songera à créer une assurance, on prendra des experts". Mais le premier ministre fait étudier la loi de l'Hydro tout de suite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon honorable ami croit-il que trois experts qui consacrent tout leur temps à étudier ont besoin de 10 ans pour donner une solution pratique à cette question?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ils étaient nommés pour 10 ans, mais cela ne voulait pas dire qu'ils devaient prendre 10 ans. L'idée du gouvernement était de les nommer ensuite en charge du plan qu'ils auraient soumis, les charger d'établir un système d'assurance-maladie. C'est la logique même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je défie le député de Bellechasse de trouver dans la loi un iota ou une virgule de la loi obligeant les commissaires à faire rapport avant 10 ans.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si les commissaires étaient nommés pour 10 ans, c'est que l'idée du gouvernement d'alors était que ces trois hommes, après l'étude qu'ils auraient faite du problème, étaient les plus compétents pour administrer le système d'assurance-maladie dans la province. Puisque le premier ministre lance des défis, peut-il trouver un iota ou une virgule défendant aux commissaires de faire rapport avant 10 ans. Mais la Commission en a fait un rapport.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Sur quoi?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre ne le sait pas ! C'est extraordinaire. Il nous demande d'abolir une commission et il ignore l'existence de ce rapport. Il ne l'a même pas lu.

(Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un rapport sur les garderies d'enfants?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ils ont fait un rapport sur la question des garderies, un problème important qui a retenu l'attention publique pendant plusieurs mois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un beau geste, mais en dehors du sujet.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Plus beau que l'exécution sommaire de la commission nommée par les libéraux. Le bill qu'on nous présente est un des plus néfastes que l'on ait encore présentés dans cette

Chambre. Le ministre de la Santé a dû demander l'abrogation de la loi parce qu'il a vu que le trésorier provincial, qui semble proche de ses sous, ne donnerait rien pour assurer le fonctionnement de la Commission, et parce que le ministre de la santé a reçu des ordres du trésorier.

Le fait de voir tous les députés de la gauche faire cause commune contre l'abrogation de la loi d'assurance-maladie en dit plus long que tous les discours et fait voir quelles sont les véritables intentions de l'Union nationale. Je dirais plus, si Séraphin Poudrier<sup>3</sup> était dans cette Chambre, il applaudirait à deux mains pour des motifs de jalousie et de pingrerie, et il voterait pour la loi du gouvernement parce qu'il est contre toutes les dépenses.

(Tumulte à droite)

**Des députés rient.**

**Des voix à gauche:** Où siégera-t-il?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il aurait sans doute un fauteuil à la droite de l'Orateur. Le gouvernement présente là l'une des lois les plus néfastes qui aient été soumises à la Chambre.

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, ce débat a éveillé l'opinion publique sur l'importance du projet à l'étude. Il a éveillé l'opinion publique sur les tendances que le gouvernement manifeste depuis le début de la présente session, des tendances inquiétantes au sabotage et à la destruction des meilleures lois adoptées sous le régime du chef de l'opposition (M. Godbout).

Depuis le commencement de la discussion, l'opposition a fait valoir les raisons qui militaient en faveur du maintien de la Commission. On détruit, sans songer à remplacer. Pour justifier sa loi, le gouvernement n'apporte que des prétextes. L'inutilité des commissaires, l'incompétence des trois commissaires, l'insuffisance de leurs pouvoirs et la dépense inutile. Pour ma part, je ne crois pas l'avancé du député de Charlevoix-Saguenay, quand il a dit que les commissaires avaient admis leur propre inutilité.

Voici une affirmation grave qu'un homme respectable devrait se garder de faire sans la prouver, à la légère, parce que je connais les commissaires que je tiens pour des hommes intelligents, honnêtes et parfaitement compétents pour le travail qu'on leur confiait.



Pourquoi ne pas maintenir la Commission et y nommer des hommes plus près de l'administration? Il (M. Choquette) dit qu'il connaît bien deux des commissaires MM. Garneau et M. Blanchet. Il (M. Choquette) désire prendre la défense des commissaires contre les attaques injustifiées des orateurs du gouvernement. Antonio Garneau, c.r., le président, est un éminent membre du Barreau, le Dr Roméo Blanchet, l'un des deux autres commissaires, est un scientifique connu dans tout le pays, et A. Dunford, l'autre commissaire, est un actuaire réputé. Tous les trois jouissent de l'estime et de l'admiration de leurs collègues et de la population en général. Leur seul défaut, apparemment, est d'avoir accepté leur lourde tâche de l'administration libérale.

C'est la méthode de l'Union nationale de lancer ainsi des accusations en l'air sans les prouver jamais et de condamner les gens sans les entendre. Mais un honnête homme ne retire pas un traitement pour un travail inutile et les commissaires sont des hommes parfaitement intègres. C'est une perte pour la province qu'on se soit privé aussi inconsidérément des services d'hommes aussi compétents, après le rapport qu'ils avaient fait sur les garderies d'enfants et les études commencées sur les problèmes de la sécurité sociale. La compétence des commissaires est indiscutable. C'était le deuxième prétexte.

Le troisième, c'est l'insuffisance des pouvoirs. Mais la loi les désigne clairement. La Commission avait des pouvoirs définis et étendus dont celui de préparer, si on lui en avait donné le temps, un plan d'assurance-maladie pour la province.

Enfin quatrième prétexte, lorsque le premier ministre dit que c'était faire une dépense inutile je suis surpris. C'était faire une dépense inutile, que de préparer un plan d'assurance-maladie convenable à notre province! Non, il faut que le peuple sache que pour le premier ministre actuel, c'est une dépense inutile que de préparer un plan d'assurance-maladie, d'assurer la protection de l'enfance, d'améliorer notre système d'hospitalisation, de sauvegarder la véritable autonomie de la province de venir en aide aux déshérités de la fortune et d'empêcher le fédéral de s'introduire dans un domaine qui est à nous, ce qui arrivera si on ne prend pas action.

Cette attitude de la droite démontre une mentalité dangereuse! Depuis le début de la session, on n'a présenté que des mesures destructives qui portent atteinte au droit qu'ont les représentants du peuple de contrôler les dépenses publiques. On a tenté de saboter les allocations familiales, on détruit la famille par des destitutions injustes et l'on abroge une loi qui devait nous acheminer vers une véritable

politique de sécurité sociale. C'est un véritable régime de tyrannie. Je dis que le sabotage de nos œuvres nationales devient une véritable trahison à l'endroit de la population.

Mais, du reste, pourquoi parler de dépenses quand la commission a déjà été supprimée par l'Union nationale? Étant donné que les commissaires ont été forcés de démissionner ou ont été renvoyés, il (M. Choquette) ne voit pas d'où viendrait l'économie, puisqu'aucun salaire n'est versé aux membres ou à leur personnel. L'attitude du premier ministre révèle une mentalité inquiétante. Qu'est-ce que le gouvernement a fait depuis qu'il est au pouvoir? Le gouvernement fait preuve, en présentant son bill, d'une tendance à la destruction et au sabotage. Depuis le début de la session, il a porté atteinte au droit des députés de contrôler les dépenses, a destitué injustement des fonctionnaires, a tenté de saboter les allocations familiales.

Aujourd'hui, il veut saboter une loi sociale détruire le bon travail que la Commission de l'assurance-maladie a accompli. Dans les pays occupés, le sabotage devient de l'héroïsme, parce qu'il consiste surtout en des mesures pour chasser l'ennemi envahisseur. Mais dans un pays libre comme le Canada, comme la province de Québec, le sabotage, c'est en voulant que nous effacions des Statuts une loi qui est une protection pour la santé de la population.

J'accuse le gouvernement de nous proposer une trahison en voulant que nous effacions de nos Statuts une loi qui est une protection pour la santé de la population. Cette loi réactionnaire, c'est un acte de trahison nationale qui plaira aux ennemis de la province, de la race canadienne-française, à tous les réactionnaires amis du gouvernement, aux Bracken, à M. McTague et à tous les autres personnages de cet acabit, tous plus ou moins en accointances avec les tories déguisés que sont le gens de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Montmagny n'a pas le droit...

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne suis pas surpris de l'intervention du premier ministre, quand on attaque M. Bracken, il intervient toujours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, je ne veux pas qu'on parle de lui ni qu'on parle de Coldwell, de Blackmore. Il n'est question, en ce moment, ni de M. Bracken, ni de M. Coldwell, mais d'un gaspillage de \$60,000. Le député de Montmagny aime beaucoup mieux en parler que moi.

**M. Choquette (Montmagny):** M. Bracken est un homme dangereux pour le pays et pour notre province et il faut l'empêcher de faire le mal qu'il veut faire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre est sincère. Il défend ses amis.

**M. Dumaine (Bagot):** L'attitude du gouvernement en dit long sur le faux patriotisme dont il fait parade.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** relève quelques arguments, mais il n'a pas voulu toucher au principe en jeu.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai dit que cette loi réactionnaire plaira aux Bracken, McTague et aux indépendants. Ce nom choque les oreilles du premier ministre en Chambre. De même qu'il n'aime pas que je parle des indépendants qui parcourent la province de Québec avec une peau de mouton et les sous-vêtements de l'Union nationale.

(Applaudissements frénétiques à gauche)

Je tiens à rappeler au premier ministre que nous représentons ici la majorité du peuple de la province. C'est nous qui sommes le véritable gouvernement dans cette Chambre. Les 21 ministres qui sont devant nous sont nos serviteurs et ils doivent écouter l'injonction que nous leur donnons de ne pas saboter les lois sociales de la province de Québec, qui ont été inscrites dans nos Statuts par un parti soucieux du bien-être social du peuple.

Si ce gouvernement minoritaire n'obéit pas à nos objurgations, aux injonctions des représentants de la majorité qui se trouvent maintenant à la gauche de l'Orateur, il subira le châtimement qu'il a mérité en 1939 et qui l'attend aux prochaines élections. Il devra subir une autre défaite humiliante comme celle que lui a infligée la population de la province. Le peuple les chassera, cette fois sans rémission.

(Applaudissements prolongés)

Le gouvernement parle de mettre plus de religion dans les écoles, très bien nous en sommes. Mais les ministres devraient mettre dans leurs actes et dans la législation plus de religion et plus de vertu de charité que nous ne leur avons encore connue. Ces mêmes ministres devraient commencer par ne pas toucher à cette loi spéciale qui fait honneur au gouvernement qui nous l'a donnée.

**M. Lemieux (Beauharnois):** J'ai écouté attentivement l'argumentation des ministériels qui

ont plaidé pour l'abrogation de la loi qui a inspiré une commission chargée d'étudier les conditions sociales actuelles, en vue d'établir éventuellement un plan d'assurance-santé.

J'estime que leurs arguments sont faibles et concluent à faux. L'argumentation de l'opposition officielle est plus sérieuse. Elle est aussi plus conforme aux exigences de notre société et à ses besoins les plus urgents.

À la lecture de la loi Paquette, je constate qu'il s'agit là de l'abrogation pure et simple d'une loi sociale qui constituait la première étape vers la réalisation d'un plan d'assurance-santé nécessaire pour les conditions sociales de notre peuple.

À l'appui de ce projet de loi, les ministériels invoquent l'incompétence des commissaires et la limitation des pouvoirs de la Commission. Même si leur argumentation est conforme à la réalité, je sou mets à cette Chambre que les raisons invoquées ne sont pas assez sérieuses pour justifier l'abrogation d'une loi qui s'avère aussi utile.

Si les commissaires ne sont pas jugés compétents par le présent gouvernement, qu'il les remplace. Si la Commission n'a pas assez de pouvoirs, qu'on lui en donne tout simplement. Au surplus, ces prétendues lacunes ne nous ont pas été démontrées d'une façon précise et persuasive.

Les faits démontrent hors de tout doute que l'ouvrier, le pauvre, la famille, l'intérêt de la nation réclament que le gouvernement dirige ses regards vers l'avancement social des nôtres. Le devoir des législateurs est de construire, non pas de détruire. Nous devons compléter et perfectionner ce qui existe déjà. Or, la présente loi est négative et destructive. Elle est essentiellement mauvaise. C'est pourquoi je m'y oppose.

Par le discours du trône, le gouvernement actuel semblait vouloir diriger son attention vers l'amélioration des conditions de la famille et de la société. La loi Paquette contredit cet énoncé de principe d'une façon flagrante et on pratique exactement le contraire.

On n'a pas le droit d'abroger une loi qui constitue une amélioration. En toute certitude, le bill 7 n'améliore pas la condition du pauvre, de l'ouvrier, de la famille canadienne-française, comme le conçoit le Bloc populaire canadien. C'est pourquoi je voterai contre le gouvernement.

Le devoir du gouvernement est de créer, de construire, de perfectionner, de faire quelque chose de positif et non d'abroger et d'anéantir ce qui est déjà fait. La création de la Commission d'assurance-maladie, la loi Groulx, marquait une amélioration, un

pas en avant. On se devait de la considérer, afin de contribuer à la préservation du grand trésor que constituent pour les Canadiens français le capital humain et les familles nombreuses. La famille, l'ouvrier et l'intérêt national exigent que le gouvernement dirige ses regards vers l'avancement social des nôtres.

On n'améliore certainement pas la condition de l'ouvrier, de la famille et du petit peuple en abolissant une telle loi. Le gouvernement n'a pas donné de raisons suffisantes pour justifier son bill. On ne suggère pas, on ne corrige pas, on ne perfectionne pas. Tout homme bien pensant doit voter contre le rappel de la loi d'assurance-maladie.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le bill du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) est la mesure la plus antisociale qui ait été présentée par un gouvernement depuis que je siége à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends la tactique de mes honorables amis. Cela ne les avancera pas de retarder les procédures.

**M. Dumoulin (Montmorency):** La droite a eu des arguments pauvres et futiles pour prouver la nécessité d'abolir une des meilleures lois sociales qui n'aient jamais été inscrites dans nos Statuts, une loi qui offrait à la province des garanties de secours et de survivance.

Dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, l'ère est aux réformes sociales. Partout on charge des spécialistes de préparer des plans, de trouver des formules de sécurité. Que font les gouvernements? Ils se font indiquer la loi par ce qu'ils peuvent trouver de mieux en fait d'experts. Les commissaires ne plaisent pas au gouvernement? Qu'il en trouve de meilleurs. La commission manque de pouvoirs? Qu'on lui en donne, mais qu'on avance au lieu de reculer.

Ici, on sabote les initiatives qui ont été prises dans ce domaine. Ailleurs, on charge des spécialistes des études nécessaires et ici on met cela sur le dos des fonctionnaires qui ont bien d'autres chats à fouetter. Est-ce gaspiller les deniers publics? Ne veut-on par là que donner des positions à des amis? Quand on parle de législation sociale, sous le présent gouvernement, tout ce que ces gens peuvent comprendre, c'est le salaire payé. Hors de cela, tout échappe à leur compréhension.

Il (M. Dumoulin) souligne enfin la nécessité de réviser notre système d'hospitalisation et de

protéger les familles nombreuses. Le premier ministre a reproché à la Commission de coûter \$600,000 à la province pendant 10 ans et de n'avoir même pas le pouvoir d'engager une sténographe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas ça. J'ai dit que la Commission n'avait pas de pouvoirs, que ce serait un gaspillage de dépenser \$600,000 pendant 10 ans pour étudier des problèmes qui nous sont en partie connus.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Mais pourquoi le premier ministre ne lui en donne-t-il pas au lieu de l'abolir? La Commission en avait le pouvoir. Elle avait le pouvoir de préserver la santé de notre peuple, de nos familles nombreuses, qui assurent notre avenir. Si les commissaires n'avaient pas les pouvoirs suffisants, c'était de le leur donner. Une loi libérale destinée à assurer le bien-être du peuple méritait de rester dans les Statuts de la province de Québec. Il (M. Dumoulin) reproche au premier ministre de procéder de cette façon, au détriment du peuple canadien-français. Il y a mille raisons pour maintenir la loi de 1943 et, il n'y en a pas une seule pour l'abroger.

Nos adversaires font parade sur les tribunes publiques de leur patriotisme. Ce patriotisme est donc faux? Comment concilier un tel sentiment avec l'acte qu'ils vont poser? Je me demande si le projet de loi actuel est bien dans la tradition de ceux qui s'usent les cordes vocales à réclamer nos droits et qui se présentent les successeurs de Jacques-Cartier sur cette terre d'Amérique. Ils n'ont pas donné une seule raison valable à l'appui de leur prétention. Tout ce qui intéresse le gouvernement, c'est de faire disparaître une commission parce qu'elle est l'œuvre d'un gouvernement progressif attentif aux réformes sociales. Il (M. Dumoulin) vote contre la loi.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dit qu'il use brièvement de son droit de réplique en raison de l'heure tardive. Il supplée au manque de temps par la concision. Il est assez rare, dit-il, de rencontrer autant de contradicteurs, sur une loi aussi simple. La Chambre a passé trois séances sur ce projet de loi. J'ai été surpris de la tournure du débat sur un projet de loi bien simple, bien clair, bien précis des accents du plus haut comique que les députés de la gauche ont employés pour le dénoncer. On a utilisé tous les genres d'éloquence; la satire, le mélodrame, la comédie. On a trouvé moyen de parler de tout. On a même fait intervenir dans le débat Sémon Poudrier. Il n'aurait jamais payé \$10,000 par année aux commissaires.

Pourtant, l'affaire est bien simple. Le bill a tout simplement pour but d'abolir une commission d'étude coûteuse et inutile. Cette commission devait étudier une question durant 10 ans. Nous ne sommes pas contre l'étude, mais l'Union nationale pense que le temps est venu d'agir et de réaliser. C'est clair, c'est net et ça ne prend certainement pas un discours en Sorbonne pour comprendre ça. C'est la n<sup>i</sup>ème commission d'étude créée par le gouvernement du chef de l'opposition. L'ancienne administration libérale s'est faite une réputation de commission d'étude, d'un régime d'étude, tandis que l'Union nationale a la réputation d'être un régime de réalisation dans tous les domaines.

Les orateurs de l'opposition voudraient faire croire aux gens que, parce que le gouvernement abolit une commission d'étude, il est contre l'adoption de mesures en matière de santé, dans la province. On a dit que nous avions peu de souci de la santé publique. Je puis à mon tour lancer un défi à l'opposition. Nous pourrions montrer ce que nous faisons dans ce domaine. On a dit également que nous voulions saboter la santé publique. En quoi, je vous le demande? Je défie l'opposition de pouvoir prétendre, avec preuves à l'appui, que le gouvernement actuel ne se soucie pas de la santé publique.

La santé, tout le monde s'y intéresse, tout le monde veut qu'elle soit en excellent état. On nous accuse de détruire la loi d'assurance-maladie qui n'a jamais existé. L'opposition a formulé des propos d'un ridicule achevé en accusant le gouvernement de saboter, avec la présente loi, les pensions de vieillesse et la loi des accidents du travail, la démocratie même. Après tout, que sabotons-nous, avec notre mesure? Nous ne nuisons nullement à la santé de la population en faisant disparaître une commission d'étude qui n'a rien produit.

C'est d'un ridicule à se tordre. On a fait appel à tout ce que l'imagination peut produire pour s'opposer au bill. Deux députés seulement de l'opposition, qui ont pris part au débat, ont émis quelques suggestions intéressantes. On est allé jusqu'à dire que nous démolissions la souveraineté provinciale. En quoi? Je défie les gens sérieux de répondre. Je me demande en quoi la souveraineté de la province est compromise par la disparition d'une commission d'étude.

Nous ne faisons qu'abolir l'une de ces nombreuses commissions qui ont coûté bien de l'argent au peuple sans lui apporter quoi que ce soit. Nous ne sabotons pas la souveraineté provinciale. L'ancien ministre de la Santé, qui heureusement n'est plus à la direction du ministère, a dit que, grâce

à la commission Garneau, nous avons obtenu des rapports financiers sur les hôpitaux. Où les commissaires ont-ils pris ces rapports? Dans les bureaux mêmes du ministère. Et cela nous a coûté \$67,000.

**M. Groulx (Montréal-Outremont):** Je n'ai jamais dit que c'était la Commission qui avait obtenu un rapport financier sur les hôpitaux. J'ai dit que nous avions chargé des citoyens éminents de faire enquête sur la situation financière de nos hôpitaux et qu'ils avaient donné leurs services gratuitement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Point d'ordre!

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** On a eu, autrefois, la commission Montpetit qui a enquêté sur le régime de fiscalité et nos amis libéraux l'ont sabotée, comme le chef de l'opposition est en train de saboter son parti avec l'attitude qu'il a prise sur ce bill. Une fois de plus il n'y a rien dans la loi qui détruit quoi que ce soit; il s'agit de faire disparaître une commission qui coûte cher et qui ne rend aucun service.

On nous a affirmé que la Commission a fait un rapport sur les garderies d'enfants. Beau résultat! Le rapport de l'enquête sur les garderies, dont l'opposition libérale a tant parlé, a établi qu'il fallait payer \$8.04 par jour pour la garde d'un enfant dans une garderie. Une mère qui avait deux enfants à faire garder devait donc payer \$16.08 par jour pendant qu'elle en gagnait trois ou quatre à l'usine de guerre. C'est ça qu'on appelle du travail intelligent.

**M. Dumaine (Bagot):** Comment s'appelait la femme qui a payé \$8.04 par jour?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'honorable député n'aura pas d'adresse.

**Des députés rient.**

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je répète qu'il en coûtait \$8.04 par jour pour un seul enfant. C'est une indignité<sup>4</sup>. C'est le ministère qui a payé \$8.04 par jour. Voilà ce qui s'appelle gaspiller les deniers publics. L'honorable député d'Outremont (M. Groulx) devrait m'être reconnaissant que je n'aie pas plus loin dans l'affaire des garderies.

Le député de Laval (M. Leduc) a dit que, grâce à la Commission, les tarifs de l'hospitalisation avaient été augmentés, alors que c'est le ministre qui doit juger de cette question.

Il (M. Leduc) doit ou devrait savoir que jamais les tarifs ne sont augmentés autrement que par un arrêté ministériel, sur la recommandation du ministre lui-même. Il n'est pas besoin de commission pour cela.

D'ailleurs, l'ancien ministre sait qu'il n'a pas tenu compte du rapport de la Commission. De grâce, que l'on cesse de dire que c'est à cause de la Commission que l'on a obtenu ceci ou cela. Il (M. Paquette) reproche à son prédécesseur d'avoir procédé à des classifications d'hôpitaux sans tenir compte des recommandations que lui avait faites la Commission.

La question de l'assurance-maladie, c'est avant tout une question d'argent. Il faudra au moins \$80,000,000 par année pour établir un système d'assurance-maladie dans la province. Je suis pour le principe de l'assurance-maladie, comme tout être pensant, mais les membres de l'opposition se sont écartés du sujet principal, lors de la discussion du bill à l'étude.

Il n'est pas question ici de religion, de démocratie ou de souveraineté provinciale, mais d'abolir une commission inutile qui coûte cher à la population et qui ne lui donne rien en retour. Ce n'est pas avec un budget comme le budget provincial actuel qu'il est possible de le faire. Je ne suis pas opposé à l'assurance-maladie, loin de là, mais nous soupirons tous après le jour où la province pourra doubler ses revenus, afin d'appliquer une loi que toute la population réclame.

Mais, en attendant ce jour, nous voulons que les fonds publics servent à autre chose qu'à donner des postes à des amis. Nous ne voulons pas que les fonds publics servent à gaver les amis, mais serve réellement au bien-être de la population.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Comment ferez-vous pour payer vous-mêmes les allocations familiales?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** L'honorable député d'Arthabaska (M. Plourde) a dit que la Commission n'avait coûté que \$20,000.

**M. Plourde (Arthabaska):** C'est ce que les *Comptes publics* que l'on a distribués nous apprennent et je suppose qu'ils disent la vérité.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Mes officiers me disent que ce n'est pas \$20,247, mais bien \$67,000 bien comptés que la Commission a coûté en 1943-1944. Voilà pourquoi je prétends que nous pouvons sans crainte économiser de \$600,000 à \$700,000 en abolissant une commission d'étude, qui ne pourra faire autrement que de retarder le travail

pratique. Cet argent peut être employé de façon plus utile pour soulager la misère du peuple.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Que ferez-vous avec cet argent?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Que le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) aille donc dans son comté. Il pourra se rendre compte de ce que nous faisons pour les colons. Mon ministère paie les services d'une cinquantaine de personnes qui assurent les services médicaux aux colons de son comté. Les gens aiment mieux voir le gouvernement donner de l'argent aux colons qui en ont besoin que d'accorder des prébendes aux amis. La province va économiser environ \$700,000 en abolissant cette commission, nommée pour 10 ans, et ce montant va être affecté au soulagement de la misère du peuple.

(Applaudissements)

Les deux télégrammes de démenti que le chef de l'opposition a lus l'autre jour ont été réclamés des deux membres de la Commission. Je me demande si le chef de l'opposition n'a pas dicté lui-même ces télégrammes. C'étaient deux élucubrations de cerveaux qui se servaient des mêmes mots et des mêmes arguments. Ces deux textes se ressemblent étrangement.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai communiqué avec aucun des commissaires. En tout cas, les télégrammes disent la vérité.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le député de Lotbinière (M. Roberge) a fait preuve l'autre jour d'outrecuidance et de sans gêne que j'ai rarement vus en disant que le gouvernement s'est inspiré, en présentant son projet de loi, des associations médicales qui veulent retarder l'application de l'assurance-maladie. Je lui demande de ne pas prêter au corps médical, au groupe le plus respectable après le clergé, des intentions aussi stupides<sup>5</sup> et ridicules.

Ce sont eux qui ont déployé le plus de dévouement pour sauver la race canadienne-française. Partout ils ont suivi les défricheurs et les pionniers où il y avait de la souffrance. Leur passé est glorieux, et la province sait que nous pouvons compter sur leur dévouement, sur leur science et sur leur désintéressement.

Les médecins font leur devoir, ils ne demandent pas de fleurs, et que ceux qui ne veulent pas le reconnaître aient au moins la décence de se taire.

(Applaudissements à droite, rires à gauche)

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 41.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** La faillite est proche.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)**<sup>6</sup> propose que la Chambre se forme en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Conseil législatif

8 mars 1945

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 24 intitulé: Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

### Comité mixte des impressions législatives

Conseil législatif

8 mars 1945

Résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné, pour faire partie de cette commission mixte, les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Delagrave, Giroux, Grothé, Laferté, Marchand, Martin, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet et Raymond, auxquels avait été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

## NOTES

1. *Le Canada* du 9 mars 1945, à la page 2, parle de cinq lignes. Voici le court texte de la loi: Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit: 1. La loi 7 George VI, chapitre 32, est abrogée. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. Ce chiffre provient de *La Presse* du 9 mars 1945, à la page 2, alors que *L'Action catholique* du 9 mars 1945, à la page 17, parle de \$40,000,000.

3. Séraphin Poudrier est le personnage principal d'un roman de Claude-Henri Grignon intitulé: *Un homme et son péché*. Le roman est, depuis 1939, adapté à la radio et connaît un succès retentissant. Séraphin Poudrier est reconnu pour être très avare. (Antoine Sirois, "Grignon, Claude-Henri", *Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 1987, p. 860.)

4. *La Tribune* du 9 mars 1945, à la page 8, rapporte plutôt: "iniquité".

5. *La Tribune* du 9 mars 1945, à la page 8, rapporte plutôt: "cupides".

6. *L'Action catholique* du 9 mars 1945, à la page 17 précise qu'il "est 6 heures et l'on décide d'un commun accord de faire franchir au bill le stage du comité plénier et de la troisième lecture."





Séance du vendredi 9 mars 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Octroi du Bureau  
de reconstruction économique**

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à utiliser à certaines fins particulières un octroi de cinquante mille dollars reçu du Bureau de reconstruction économique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe):** Ce projet de loi autorise la ville de Saint-Hyacinthe à utiliser à certaines fins particulières, notamment pour l'achat d'appareils destinés au département des incendies, un octroi de \$50,000 reçu du Bureau de reconstruction économique en 1940.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** veut présenter un amendement au bill pour forcer le conseil municipal actuel à soumettre à un référendum la dépense de cette somme de \$50,000 qui avait été donnée par le gouvernement libéral pour payer une partie du stade municipal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** saisit l'occasion pour taquiner le député de Bellechasse. Il se dit surpris de voir le député de Bellechasse (M. Bienvenue) se faire l'écho du sénateur M. T.-D. Bouchard, et de représenter ses intérêts en Chambre. Ce qui démontre encore une fois, dit-il en souriant, que le député de Bellechasse veut réellement remplacer son chef, l'honorable député de L'Islet (M. Godbout). Le chef de l'opposition lui est supérieur. La conspiration est

d'autant plus évidente que le député de Bellechasse est en communication avec M. T.-D. Bouchard.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** taquine à son tour le premier ministre sur les aspirations du trésorier provincial à sa succession. Je tiens mon chef au courant, dit-il, des progrès de mes démarches, tandis que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) ne dit rien à son chef.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en a qui voudraient bien prendre la place du chef de l'opposition et le député de Bellechasse (M. Bienvenue) les connaît.

**M. Godbout (L'Islet):** Je réserve la place du chef de l'opposition pour le premier ministre actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill est bien simple. Il s'agit de rendre opérant un octroi de \$50,000 que la ville de Saint-Hyacinthe a reçu du gouvernement, en 1940, pour la construction d'un stade. Le stade a été construit avant que l'octroi ne fût payé, et le montant de \$50,000 fut versé après que la ville eût payé les travaux. On veut, aujourd'hui, que ce montant soit affecté à d'autres fins. Cet octroi n'est pas une charge sur la propriété et je ne vois pas l'utilité pour le conseil de consulter les propriétaires.

Un amendement sur le fond de la question, comme c'est le cas de l'amendement du député de Bellechasse (M. Bienvenue), doit être précédé d'un avis dans l'ordre du jour.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Shawinigan Falls Protestant  
Cemetery Company**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 constituant en corporation la Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Saint-Antoine-de-Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

**M. Bernard (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Instruction publique  
de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Verdun**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de

la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Rouyn**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de la ville de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je suis très fier d'être, à la Chambre, le représentant de la belle région du Saguenay. La loi demande que les pouvoirs accordés au gouvernement de l'Union nationale, en 1937, soient prolongés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947. En 1940, le gouvernement Godbout avait déjà fait prolonger ces pouvoirs jusqu'en 1943. Par conséquent, ils sont maintenant expirés.

Je veux en premier lieu faire l'historique du développement de la région de Chicoutimi. C'est vers 1900 qu'un groupe de Canadiens français, ayant à sa tête M. J.-E.-A. Dubuc, député libéral de Chicoutimi à Ottawa, se forma en compagnie pour l'établissement d'une usine de pulpe et de papier dans la ville de Chicoutimi. Après des débuts difficiles, la compagnie réussit à s'assurer le marché anglais pour la vente de la pâte à papier. Elle fonda même des usines à Val-Jalbert, à la Baie des Ha! Ha! et à Chandler. Puis vint la guerre de 1914 qui donna un

essor considérable à l'entreprise. Malheureusement, les usines de la Cie de Chicoutimi subirent un recul lors de la crise de 1921, qui s'accrut alors que le marché anglais a diminué ses commandes aux moulins canadiens; avec le résultat que la compagnie faisait faillite en 1923.

La Port Alfred Pulp and Paper Company et la compagnie Price Brothers, les compagnies qui l'avaient le plus combattue, se partagèrent les dépouilles de la Cie de Pulpe de Chicoutimi. Quelques mois plus tard, la compagnie de Chicoutimi fut réorganisée, mais on mit à sa tête des hommes dont la mission était de prouver que les usines n'étaient pas nées viables et que leur opération ne pouvait être faite économiquement. De 1923 à 1928, les usines périclitèrent de plus en plus rapidement et, après cinq ans, elles fermaient définitivement leurs portes.

La réaction de la population ne fut pas trop forte alors, parce que le gouvernement était en train de vendre la région au trust de l'aluminium. Il (M. Talbot) reproche aux libéraux d'avoir négligé la région et d'avoir plutôt favorisé le trust de l'aluminium. La fermeture des usines marqua le début d'une crise de chômage dans la ville et la région de Chicoutimi, au cours de laquelle l'on eut à secourir de 5,000 à 6,000 chômeurs. La situation demeura la même jusqu'en 1936. Le gouvernement libéral d'alors ne fit rien pour remédier à la situation.

Par la suite, l'Union nationale a fait assez pour prouver qu'elle avait à cœur les besoins et les intérêts des ouvriers. Elle entreprit, à partir de 1936, des travaux pour donner de l'ouvrage aux sans travail. Le gouvernement prit ensuite des mesures pour rouvrir les usines de Chandler et, dès lors, la situation de l'industrie du papier s'est stabilisée et s'améliora.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est intéressé à bonne heure, dès son arrivée au pouvoir en 1936, à la réouverture des usines de Chicoutimi. Comme il n'avait pas les pouvoirs suffisants pour le faire, il fit voter une première loi en 1937, qui lui octroyait les pouvoirs nécessaires pour rouvrir ces usines, loi qui fut complétée en 1938, puis en 1939. À partir de cette date, le gouvernement avait les pouvoirs voulus pour procéder à la réouverture des usines de Chicoutimi. Ces pouvoirs autorisent le gouvernement à céder des concessions forestières susceptibles d'aider la réouverture des usines, à échanger des terres détenues en vertu de lettres patentes ou d'un permis, à exproprier des terres et à modifier des règlements concernant la coupe de bois sur les terres de la couronne en faveur d'une

compagnie réorganisée et même, à la suite des nouvelles modifications qui ont été apportées en 1938, à acquérir le capital-action, les obligations et tout autre titre détenu par toute compagnie exploitant des usines.

Mais le gouvernement fut battu en 1939 par le Parti libéral. À son arrivée, le nouveau gouvernement libéral mit de côté les projets que l'Union nationale avait tracés et abandonna les usines de Chicoutimi à leur sort.

Pendant toute la durée de la guerre, il y avait à Chicoutimi cinq moulins et un pouvoir d'eau qui fournissait l'énergie électrique aux usines du temps de M. Dubuc, mais rien ne fut fait pour les utiliser pour l'industrie de guerre, quand partout dans le pays s'élevaient des usines nouvelles. Tout ce que le gouvernement du chef de l'opposition (M. Godbout) a fait, ça a été, en 1941, de passer une loi pour étendre jusqu'à 1943 le délai d'application de la loi, votée par l'Union nationale en 1937, pour rouvrir ces usines. Il accuse le précédent gouvernement libéral d'avoir tellement retardé la réorganisation des usines qu'il faudra maintenant au moins deux ans avant que les activités puissent reprendre. Il (M. Talbot) parle de l'inondation des ressources forestières de la Quebec Pulp, lors de la construction du barrage de Manouan, dont il tient l'ancien gouvernement responsable<sup>1</sup>.

En 1942<sup>2</sup>, l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Oscar Drouin) annonçait qu'il allait faire rouvrir bientôt les usines de Chicoutimi. Tout ce qui fut fait fut l'ouverture d'une partie des usines pour la fabrication de certains matériaux de guerre, ce qui donna du travail à une cinquantaine d'hommes. La même année, le prédécesseur du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) dans le gouvernement du chef de l'opposition (M. Godbout), comme ministre des Terres et Forêts, l'honorable juge P.-E. Côté, se servait de la Commission des eaux courantes comme bourreau de la Quebec Pulp & Paper Co. pour mettre la compagnie en faillite pour une question de dette<sup>3</sup> qu'elle devait à la Commission des eaux courantes.

C'est tout ce que l'ex-gouvernement libéral a fait pour régler la situation, et le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) était mal venu de promettre, au cours d'une convention libérale à Chicoutimi, l'an dernier, la réouverture des usines de la région. Cette promesse fut suivie d'un immense éclat de rire. Nous ne promettons rien, mais la population de mon comté sait que nous n'avons pas cessé de travailler un instant et que nous allons travailler sérieusement, de tout cœur, pour assurer la réouverture de ces usines.

Mon bill a pour effet de donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour faire remettre sur pied une industrie si utile et si progressive pour toute la région du Saguenay.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je regrette que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) ait fait de la politique avec une question aussi importante. Le Parti libéral aurait bien aimé faire plus qu'il n'a fait dans le domaine, mais il n'y parvint pas, bien que le gouvernement de l'honorable chef de l'opposition ne se soit jamais désintéressé de cette question importante pour la ville de Chicoutimi. Il (M. Hamel) a cherché, quant à lui, à obtenir la collaboration de tous ceux qui pouvaient lui aider dans le règlement de cette question.

Le gouvernement du chef de l'opposition a fait son possible pour la population et peut tout de même se vanter d'avoir fait ouvrir un atelier de mécanique dans une partie de ces usines en 1942. Il a ensuite permis l'exploitation de quatre autres industries de la région, menacées de fermer leurs portes, grâce à une certaine quantité de bois qu'il y avait autour des usines de Chicoutimi, fermées en 1928, et qui ne pouvait servir à la fabrication de la pâte à papier. Des soumissions furent demandées pour la vente de ce bois.

Le député de Chicoutimi aurait dû reconnaître que l'Union nationale n'a pas réussi, elle non plus, de 1937 à 1939, à régler tous les problèmes. Nous avons tout fait pour tenter de régler cette situation lamentable et faire rouvrir les usines, mais il faut admettre que la tâche n'était pas facile. J'ai même correspondu avec le premier ministre actuel, alors chef de l'opposition, pour obtenir certaines informations qu'il possédait, parce que je savais qu'il avait eu des entrevues avec des hommes importants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Tout ce que le gouvernement a fait, ça a été de mettre la compagnie en faillite.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il faudrait trop de temps pour discuter cette question et, d'ailleurs, je n'ai pas devant moi la documentation qui établissait qu'il pouvait y avoir de bonnes raisons de mettre la compagnie en faillite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Lorsque l'Union nationale voulut rouvrir les usines de pulpe de Chicoutimi, nous avons rencontré les officiers des compagnies qui détiennent des actions de ces usines. La Consolidated Paper et la Price

Brothers possédaient alors de 3 à 4 millions d'actions ordinaires de la Quebec Pulp & Paper. J'ai fait venir les représentants des deux compagnies et je leur ai dit: "Vous allez donner ces actions à la province pour rien, afin de faciliter le règlement de l'affaire." Je dois dire à la louange de ces compagnies qu'elles ont accepté. La réorganisation et le règlement de toute cette affaire en seront grandement facilités. C'est à ce sujet que le ministre des Terres et Forêts a communiqué avec moi.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a une différence entre ce que dit le premier ministre et la réalité. Quand j'ai écrit aux deux compagnies en question, on m'a laissé entendre qu'il n'y avait rien de décidé à ce sujet du don des actions et qu'il faudrait une entente à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les deux compagnies avaient accepté de donner au gouvernement les 3 ou 4 millions d'actions ordinaires. J'ai en ma possession une lettre que je puis produire et qui corrobore ce que je viens de dire.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je suis heureux de l'apprendre et j'espère que cela aidera au règlement de la question que je souhaite de tout cœur.

Par la suite, le premier ministre, (M. Godbout) reçut une offre faite par un ami du premier ministre, un industriel canadien-français. Nous avons été malheureusement obligés de la refuser péremptoirement parce qu'elle était insuffisante et qu'il y avait danger que l'Aluminium Co. of Canada s'emparât du contrôle des usines et des ressources naturelles de la région. En outre, une étude assez complète de la situation fut faite par une compagnie américaine, dont le gérant s'est déclaré très intéressé à l'acquisition des usines.

Nos amis d'en face ont travaillé dans le passé, je le reconnais, mais ils n'ont pas réussi, mais ce que je trouve injuste et odieux, c'est qu'on cherche à nous faire porter l'endos d'un insuccès et de faire porter sur un gouvernement l'odieux de la situation actuelle. Nous avons travaillé avec bonne foi et je souhaite au gouvernement de réussir à régler cette question. Je souhaite beaucoup de succès à mes amis du gouvernement. Je serai heureux de féliciter le gouvernement s'il réussit à rouvrir les usines.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je suis heureux de corroborer ce que vient de dire le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) sur les efforts du gouvernement libéral pour rouvrir les usines et sur ce qu'il a réussi à

faire pour maintenir en opération quatre industries de la région. Tout le monde a fait son possible dans cette affaire. Les deux partis, l'Union nationale comme le Parti libéral, ont pris de bonne foi des engagements à ce sujet, mais tous deux se sont trouvés en face de difficultés considérables.

Il (M. Fillion) a apporté sa collaboration aux citoyens de sa région pour assurer le règlement de la question des usines de Chicoutimi. Il regrette qu'on ait toujours placé le problème sur le terrain politique. Les citoyens du Nord veulent que nous en arrivions à quelque chose de pratique.

M. Dubuc a fait un grand succès de son entreprise, mais les représentants de la compagnie ont probablement été victimes de leur politique d'extension. Il (M. Fillion) est convaincu que tout le monde veut le règlement de la question à l'avantage de la population de Chicoutimi, et il s'étonne qu'on ait fait de cette question un cheval de bataille politique.

Le Parti libéral a tenté des efforts inouïs pour répondre aux demandes de la ville et de la région de Chicoutimi. Des amis du gouvernement actuel ont fait des offres, mais les offres n'étaient pas acceptables. Il faut nécessairement admettre que le gouvernement libéral a tout de même fait quelque chose. Il a permis à la petite industrie de s'organiser sur des bases solides et permanentes. Il a prouvé qu'il avait à cœur le développement de la petite industrie.

Je serai heureux de collaborer avec le nouveau gouvernement dans tous ses efforts pour rouvrir les usines de Chicoutimi. Ce n'est pas une question politique. Je souhaite très sincèrement que le ministre puisse réussir à régler la situation, mener à bonne fin ce projet de si grand intérêt pour les comtés de Chicoutimi, Roberval et Lac-Saint-Jean.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siéger de nouveau à la présente séance.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message qui suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 favorisant le drainage des terres;
- bill 6 concernant la suppression des passages à niveau;
- bill 10 pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement;
- bill 20 modifiant la loi des accidents du travail.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale<sup>4</sup>

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 4 Loi favorisant le drainage des terres;
- 6 Loi concernant la suppression des passages à niveau;
- 10 Loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement;
- 20 Loi modifiant la loi des accidents du travail.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 24 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances<sup>5</sup>.

#### Projets de loi:

##### Usines de Chicoutimi

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 13 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

#### En comité:

Présidence de Tellier (Montcalm)

**M. Chaloult (Québec):** L'historique économique de la région du Saguenay, que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a fait, démontre le tort que nous a causé le libéralisme économique. La compagnie Price a bénéficié de faveurs extraordinaires de gouvernements passés. Je suis contre la politique d'accorder des pouvoirs exorbitants à des compagnies étrangères, comme l'Aluminum Co., par exemple, qui développent sans restrictions nos ressources nationales et n'hésitent pas à mettre leurs ouvriers canadiens-français sur le pavé, lorsque cela fait leur affaire.

La compagnie Price a exploité à la fois les ressources de la région du Saguenay et les Canadiens français. M. Dubuc était véritablement un génie administratif, mais on a nui à ses entreprises dans le simple but de faire l'affaire de la Price Brothers. Chez nous, les étrangers ont été favorisés au détriment de la population canadienne-française. On a cédé les ressources de la province pour des sommes dérisoires. Les gouvernements n'ont pas le droit de favoriser les industries étrangères au détriment des nôtres. Dans le domaine économique, notre politique a manqué d'horizon et de patriotisme. Dans les autres provinces, on s'occupe davantage des intérêts de la majorité. Il (M. Chaloult) voudrait qu'on s'occupât moins des étrangers et plus de la majorité ethnique.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a jeté un peu d'eau sur le feu

du débat en parlant de l'inondation des ressources forestières de la Quebec Pulp, lors de la construction du barrage de Manouan, dont il tient l'ancien gouvernement responsable. L'an dernier, l'honorable représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) avait expliqué que les dommages causés par cette inondation avaient amplement été compensés, grâce à la prévoyance du gouvernement du chef de l'opposition.

Il (M. Chaloult) souhaite que le projet du gouvernement se réalise et que le gouvernement oriente sa politique de façon à favoriser les droits de la majorité, tout en respectant ceux de la minorité. Il exprime le vœu que le gouvernement élargisse sa politique, de façon à favoriser une politique canadienne-française.

**M. Marcotte (Roberval)** dit qu'il regrette que les libéraux n'aient pas réussi à régler le problème des usines de Chicoutimi, et se dit convaincu que, dans un avenir rapproché, le gouvernement de l'Union nationale aura réussi à assurer la réouverture de ces usines.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** reproche au gouvernement libéral d'avoir dilapidé l'actif de la Quebec Pulp & Paper en laissant inonder une partie de ses plus belles ressources forestières, lors de la construction du barrage de Manouan, au lieu de l'aider<sup>6</sup> pour favoriser de petites industries. Il aurait pu facilement trouver d'autres limites. Il (M. Talbot) reproche également au gouvernement libéral de n'avoir pas profité de ses bonnes relations avec le gouvernement fédéral pour obtenir l'établissement d'usines à Chicoutimi, pendant la guerre.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

#### **Travaux de la Chambre**

**M. Chaloult (Québec)** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre discutera, la semaine prochaine, le projet de loi relatif à l'établissement d'un système de radiodiffusion provinciale ou celui qui a trait à l'électrification rurale.

Je n'ai pas l'habitude d'intervenir dans des cas comme celui-ci, mais je tiens à relever une nouvelle de Radio-Canada qui a annoncé à son programme de nouvelles que le premier ministre avait inscrit une motion relative à la loi des tribunaux. Le commentateur a déclaré qu'il ne connaissait rien de la portée du projet, et c'est ce qu'il a dit de plus intelligent. Il a annoncé que le gouvernement avait déposé en Chambre un projet de loi tendant à modifier la loi des tribunaux judiciaires, aux fins d'abolir les appels en matière civile devant la Cour suprême du Canada. Celui qui a renseigné le commentateur était de mauvaise foi ou il était ignorant.

Il n'est pas question et il n'a jamais été question d'abolir les appels à la Cour suprême. On verra par le texte de loi qu'il s'agit tout simplement d'une loi de concordance pour rectifier une situation en ce qui concerne les cours de jeunes délinquants.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 30.

## NOTES

1. C'est en 1942 que cette inondation a lieu, alors que l'Aluminium Company of Canada fait des travaux sur le réseau hydrographique de la région du Saguenay pour la production d'électricité: "L'eau venue du lac Manouan franchira quatre barrages: au lac Manouan, aux Passes-Dangereuses, à l'Île Maligne et à la Chute-à-Caron. [...] L'Aluminium Company of Canada rêve d'ériger la région du Saguenay en une vaste zone industrielle, la plus active du pays, sous sa domination. Son barrage des Passes-Dangereuses, refoulant l'eau de la Péribonka (p. 62) sur une grande distance inonde des limites de la Quebec Pulp and Paper Corporation, compagnie en sommeil." (p. 63) (Rumilly, Robert. Histoire de la province de Québec, Montréal et pairs, Fides, 1969, tome XL, 301 p.)

2. *Le Canada* du 10 mars 1945, à la page 12, parle plutôt de 1941.

3. Selon *The Chronicle Telegraph* du 10 mars 1945, à la page 3: "La Quebec Pulp and Paper Company a été poussée à la faillite il y a plusieurs années par la Commission des eaux courantes de Québec à laquelle elle devait, à cette époque, plus de \$1,000,000 pour des droits d'utilisation de l'eau impayés."

4. Il est une heure lors de la suspension de la séance, selon *L'Action catholique* du 10 mars 1945, à la page 3.

5. De retour en Chambre, les députés siègent encore une demi-heure, selon *L'Action catholique* du 10 mars 1945, à la page 3.

6. Cette intervention n'est pas répétitive, car *L'Événement* du 10 mars 1945, à la page 3, spécifie bien que "dans sa brève réplique, M. Talbot reproche [...]" De plus, le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) a dû parler de cette inondation dans son discours précédent, car M. Chaloult dit bien, lors de son intervention au retour du Conseil législatif, que "l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a jeté un peu d'eau sur le feu du débat en parlant de l'inondation [...]", selon *Le Canada* du 10 mars 1945, à la page 2.



## Première séance du mardi 13 mars 1945

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions de privilège:

Village Roc d'Or<sup>1</sup>

**M. Chaloult (Québec)**<sup>2</sup> attire l'attention du ministère de Terres et Forêts sur le cas des colons de Roc d'Or près de Val-d'Or, en Abitibi. Il (M. Chaloult) a reçu plusieurs plaintes de prétendus colons de l'endroit à ce sujet. Les colons, dit-il, qui s'y sont installés ont été délogés sans ménagements par des agents du gouvernement qui ont, en ce cas, fait preuve d'un zèle excessif. Le gouvernement a fait détruire une vingtaine de cabanes appartenant à ces gens. Ces gens affirment que le ministère des Terres et Forêts les traite avec injustice et brutalité, que leurs maisons sont brisées et renversées par des tracteurs puissants, qu'on devrait faire preuve de plus d'humanité. Il (M. Chaloult) ne remet pas en question le droit dont dispose le gouvernement d'expulser ces personnes, mais il croyait que cette intervention se déroulerait de façon équitable. Le gouvernement avait probablement raison, mais on aurait dû y aller avec plus de modération et plus d'égards à leur endroit.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il s'agit de gens qui ne sont pas des colons, mais des "squatters" à qui un jugement de la Cour supérieure avait ordonné de vider les lieux. Ces gens de Roc d'Or se sont établis illégalement, sans permission sur les terres de la couronne. Les "squatters" de Roc d'Or ont été avertis il y a quelques années de déménager; on leur a même offert de transporter leurs pénates à Val-d'Or ou Malartic à nos frais. Plus tard, un autre jugement de la Cour supérieure ordonna la démolition des maisons. Ces personnes savaient que l'endroit devait être évacué.

Certaines d'entre elles ont quitté les lieux lorsqu'on le leur a ordonné et d'autres se sont obstinées et sont restées. Tout le monde sait que les intéressés doivent évacuer les lieux pour plusieurs raisons, dont certaines ne peuvent pas être dites en

public<sup>3</sup>. Il s'agissait d'une question de morale et on les a évacués à la demande des autorités religieuses. On a procédé avec grande humanité à leur égard.

Mon département a envoyé un ingénieur forestier très compétent surveiller l'entreprise et je suis sûr qu'il a procédé d'une façon très humanitaire. Nous n'avons reçu à date que des félicitations. Le gouvernement a reçu les félicitations des autorités religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cet endroit est connu sous un nom qu'on ne peut pas répéter sur le parquet de l'Assemblée législative, qu'au surplus l'endroit pouvait porter le nom d'Immoralité-Ville<sup>4</sup>. Les Anglais seraient justifiés de qualifier ce coin situé dans la forêt et dans une région minière, de "quartier chaud". Ce nom qualifiait les activités quotidiennes d'une partie de la population. L'ancien gouvernement a reçu des plaintes à ce sujet.

Il ne s'agit pas là seulement d'un empiétement sur les terrains de la couronne, mais aussi sur les règles élémentaires de la morale. La situation qui existait à cet endroit devait cesser d'exister. Les mesures prises à Roc d'Or pour évacuer les lieux l'ont été pour la protection de la morale, de la légalité et de l'hygiène. Il s'agissait de protéger les citoyens.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je comprends que les démolitions ont été commencées au temps que j'étais ministre des Terres. Les résidents de Roc d'Or n'ont pas le droit de s'arroger le titre de colons. Il s'agit tout simplement d'un tout petit village qui s'est formé illégalement. Le gouvernement libéral a reçu des plaintes contre ces "squatters" et un avis d'un an leur fut donné avant d'avoir à déménager. Nous avons donné les avis nécessaires. Il fallait que ce problème malheureux se réglât.

Quand il fut question de les déménager, le gouvernement libéral a mis à la disposition des gens deux tracteurs et des secours de toutes sortes. Un ingénieur forestier dont l'humanité, l'habileté et la compétence étaient reconnues, a été chargé de diriger le travail. Mais tous ne se sont pas prévalus du transport gratuit. Il (M. Hamel) a procédé avec tous les ménagements voulus, il n'y a pas eu de brutalité dans les procédés employés à leur endroit. Il ne saurait être question de brutalité et aucun des résidents de Roc d'Or n'a la droit de se plaindre du traitement dont ils ont été l'objet.

**Projets de loi:****Aide à l'apprentissage**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 de l'aide à l'apprentissage et à la mise en valeur du capital humain.

La mesure autorise le ministre du Travail à faire des ententes avec le gouvernement fédéral et avec toute institution gouvernementale pour la réadaptation des membres des forces armées de Sa Majesté. Le gouvernement est également autorisé à nommer un directeur de l'apprentissage et tous les fonctionnaires nécessaires à l'application de cette loi.

Des centres d'apprentissage seront créés dans la province à la demande d'associations d'employeurs ou de salariés ou d'un comité paritaire, où l'on établira des commissions d'apprentissage. Celles-ci comprendront dix personnes au plus. Le ministre du Travail et le secrétaire de la province seront de droit membres de toute commission d'apprentissage.

Pour aider à la formation d'apprentis, une commission d'apprentissage pourra faire des ententes avec toute institution visée par la loi de l'enseignement spécialisé, donner des cours professionnels et tenir école d'apprentissage, conclure des ententes avec tout groupement constitué ou non en corporation, avec un employeur ou une association d'employeurs, etc. Toute corporation municipale ou scolaire, toute association d'employeurs, tout syndicat ouvrier ou professionnel ou toute corporation auront l'autorisation, par simple résolution de leur conseil d'administration, de donner une subvention à une commission d'apprentissage.

Si, après enquête, le ministre du Travail est convaincu qu'une commission d'apprentissage ne répond plus aux besoins pour lesquels elle a été constituée, il peut, après avis donné aux membres de la corporation, en recommander la dissolution au gouvernement.

Les victimes d'accidents du travail sont également incluses et on sait déjà que l'école située boulevard Saint-Joseph est à Montréal, dont la vocation, à l'origine, était l'enseignement aux jeunes gens de métiers reliés à la construction d'avions, sera utilisée à cette fin. Nous sommes déjà assurés de la collaboration des organisations de travailleurs et de celle des employeurs et nous bénéficierons de l'aide de la Commission des accidents du travail et on sait qu'Ottawa a l'intention de collaborer à ce projet<sup>5</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Victor Bernier**

**M. Morin (Québec-Centre):** 1. Est-il vrai que M. Victor Bernier, domicilié à 68, rue Saint-Gabriel, Québec, employé à l'entrepôt de la Commission des liqueurs de la rue Dalhousie, à Québec, a été destitué?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. Nom, prénoms et adresse de la personne qui l'a remplacé?

4. Quel salaire gagnait M. Victor Bernier?

5. Quel salaire gagne actuellement la personne qui l'a remplacé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Employé du 24 mai 1944 au 16 septembre 1944.

2. Employé temporaire.

3. N'a pas été remplacé.

4. \$20 par semaine.

5. Aucun.

**W. Little**

**M. Morin (Québec-Centre):** 1. Est-il vrai que M. W. Little, domicilié à 70, rue Saint-Eustache, Québec, employé à l'entrepôt de la Commission des liqueurs, de la rue Dalhousie, à Québec, a été destitué?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. Nom, prénoms et adresse de la personne qui l'a remplacé?

4. Quel salaire gagnait M. W. Little?

5. Quel salaire gagne actuellement la personne qui l'a remplacé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Oui.

2. Négligence à son travail.

3. N'a pas été remplacé.

4. \$30 par semaine.

5. Aucun.

**Henriette Hardy**

**M. Morin (Québec-Centre):** 1. Est-il vrai que Mlle Henriette Hardy, domiciliée à 144, rue Crémazie, Québec, employée à l'entrepôt de la Commission des liqueurs de la rue Dalhousie, à Québec, a été destituée?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-elle été destituée?

3. Nom, prénoms et adresse de la personne qui l'a remplacée?

4. Quel salaire gagnait Mlle Henriette Hardy?

5. Quel salaire gagne actuellement la personne qui l'a remplacée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Oui.

2. Activités politiques.

3. Mlle Lucienne Roy, 453, rue Saint-Jean, Québec.

4. \$13 par semaine.

5. \$13 par semaine.

**Paul Rondeau**

**M. Morin (Québec-Centre):** 1. Est-il vrai que M. Paul Rondeau, domicilié à 67, rue des Franciscains, Québec, employé comme commis de magasin à la Commission des liqueurs, à Québec, a été destitué?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. Nom, prénoms et adresse de la personne qui l'a remplacé?

4. Quel salaire gagnait M. Paul Rondeau?

5. Quel salaire gagne actuellement la personne qui l'a remplacé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. M. Paul Rondeau a démissionné le 31 janvier 1945.

2. Répondu par le numéro 1.

3. M. Léopold Huard.

4. \$26 par semaine.

5. \$22 par semaine.

**Bernadette St-Cyr**

**M. Morin (Québec-Centre):** 1. Est-il vrai que Mlle Bernadette St-Cyr domiciliée à 88, chemin Sainte-Foy, Québec, employée à l'entrepôt de la Commission des liqueurs de la rue Dalhousie, à Québec, a été destituée?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-elle été destituée?

3. Nom, prénoms et adresse de la personne qui l'a remplacée?

4. Quel salaire gagnait Mlle Bernadette St-Cyr?

5. Quel salaire gagne actuellement la personne qui l'a remplacée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Oui.

2. Incompétence.

3. Mlle Cécile Fortin, 145, rue Saint-Jean, Québec.

4. \$13 par semaine.

5. \$13 par semaine.

**Demande et dépôt de documents:**

**Chefs de service  
d'Hydro-Québec**

**M. Chaloult (Québec)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie d'un état montrant:

1. Quel est le nom et l'adresse de tous les chefs de service de l'Hydro-Québec?

2. Quel est le salaire de chacun?

Adopté.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** dépose sur le bureau de la Chambre copie d'un état concernant les chefs de service d'Hydro-Québec. (Document de la session no 15)

**Projets de loi:**

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Il s'agit tout simplement de clarifier des dispositions et d'étendre certains pouvoirs de réglementation. L'esprit de parti doit être banni des discussions sur l'éducation nationale. Les commissaires et les syndics d'écoles pourront désormais adopter des résolutions aux séances spéciales comme aux séances régulières. Le pouvoir de réglementation du Conseil de l'instruction publique s'étend, en ce qui concerne

l'organisation, l'administration et la discipline aux écoles dites de colonisation, aux écoles situées dans les territoires non organisés et, en général, aux écoles placées sous le contrôle direct du département de l'Instruction publique.

Les deniers des commissions scolaires pourront être déposés dans les caisses populaires. Le secrétaire-trésorier devra désormais soumettre aux commissaires ou aux syndics d'écoles, au début de juillet de chaque année, un état détaillé des comptes de la municipalité et non plus seulement un état des recettes et des dépenses.

**M. Godbout (L'Islet)** prend la parole.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Le bill 18 ne concerne que les écoles des cantons de colonisation.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 120 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne le mot "régulières" par les mots "régulièrement tenues".

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**  
apporte un amendement. L'article 2 du bill 18 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 120 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot "régulières", les mots "ou spéciales".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 221 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 13, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe premier par le suivant: "1° D'engager, pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle, des instituteurs et des institutrices, ayant les qualités requises par la loi, mais ils ne peuvent pas engager comme instituteur ou institutrice le conjoint d'un membre de la commission scolaire;"

**M. Roberge (Lotbinière):** Pourquoi veut-on empêcher l'épouse d'un commissaire d'école

d'enseigner dans la localité même où son époux exerce les fonctions de commissaire?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Cette clause a été insérée dans le bill à la demande générale.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. L'article 232 de ladite loi est modifié en retranchant dans la troisième ligne, les mots "adoptés à une session régulière".

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**  
apporte un amendement.

"L'article 7 du bill 18 est remplacé par le suivant:

"7. L'article 232 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "régulière" par les mots "régulièrement tenue".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. L'article 346 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "recettes et dépenses" par le mot "comptes".

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Pourquoi modifier la loi en disant que les commissions devront soumettre leurs comptes au lieu de leurs recettes et dépenses?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
C'est une question de concordance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non, ce n'est pas ça. Mais il sera plus facile de contrôler si les commissions doivent soumettre tous leurs comptes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avec le secrétaire de la province (M. Côté), on ne comprenait rien; avec le premier ministre, on comprend.

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. L'article 458 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> par les suivants:

"6<sup>o</sup> Qu'un rapport financier conforme à une formule approuvée par le Surintendant de l'instruction publique, lequel rapport doit être attesté sous le serment d'office et signé par la majorité des commissaires ou syndics, selon le cas, et par l'intermédiaire de l'inspecteur d'écoles, avant le quinzième jour de juillet de chaque année. Si ce rapport n'est pas transmis à l'inspecteur dans le délai ci-dessus fixé, celui-ci pourra se rendre au bureau du secrétaire-trésorier pour recueillir les renseignements nécessaires; les frais encourus de ce fait par l'inspecteur seront remboursables par la corporation scolaire en défaut.

"7<sup>o</sup> Qu'un rapport des statistiques conforme à une formule approuvée par le Surintendant de l'instruction publique, lequel rapport doit être attesté sous serment d'office et signé par la majorité des commissaires ou syndics, selon le cas, et par le secrétaire-trésorier, a été transmis au Surintendant par l'intermédiaire de l'inspecteur de l'école, avant le quinzième jour de juillet de chaque année.

Si ce rapport n'est pas transmis à l'inspecteur dans les délais ci-dessus fixés, celui-ci devra faire la demande par écrit au secrétaire-trésorier et si, quinze jours après l'envoi de cette demande, ce rapport ne lui a pas été adressé, il pourra se rendre au bureau du secrétaire-trésorier pour recueillir les statistiques scolaires; et les frais encourus de ce fait par l'inspecteur seront remboursables par la corporation scolaire en défaut"

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** apporte un amendement. L'article 12 du bill 18 est modifié comme suit:

"12. L'article 458 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> par les suivants:

"6<sup>o</sup> Qu'un rapport financier conforme à une formule approuvée par le surintendant de l'instruction publique, lequel rapport doit être attesté sous le serment d'office et signé par la majorité des commissaires ou syndics, selon le cas, et par l'intermédiaire de l'inspecteur d'écoles avant le (trente et unième) jour de juillet de chaque année. Si ce rapport n'est pas transmis à l'inspecteur dans le délai ci-dessus fixé, celui-ci devra faire la demande par écrit au secrétaire-trésorier et si, quinze jours après l'envoi de cette demande, ce rapport ne lui est

pas adressé, il pourra se rendre au bureau du secrétaire-trésorier pour recueillir les renseignements nécessaires; et les frais encourus de ce fait par l'inspecteur seront remboursables par la corporation scolaire en défaut.

"7<sup>o</sup> Qu'un rapport des statistiques conforme à une formule approuvée par le Surintendant de l'instruction publique, lequel rapport doit être attesté sous serment d'office et signé par la majorité des commissaires ou syndics, selon le cas, et par le secrétaire-trésorier, a été transmis au Surintendant par l'intermédiaire de l'inspecteur de l'école, avant le (trente et unième) jour de juillet de chaque année.

"Si ce rapport n'est pas transmis à l'inspecteur dans les délais ci-dessus fixés, celui-ci devra faire la demande par écrit au secrétaire-trésorier et si, quinze jours après l'envoi de cette demande, ce rapport ne lui a pas été adressé, il pourra se rendre au bureau du secrétaire-trésorier pour recueillir les statistiques scolaires; et les frais encourus de ce fait par l'inspecteur seront remboursables par la corporation scolaire en défaut"

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité adopté le bill 18 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Enseignement dans les écoles de réforme

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant l'enseignement dans certaines écoles spéciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**  
propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 22 de la loi des écoles de réforme (Statuts refondus, 1941, chapitre 38) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La préparation des programmes d'études et la surveillance de leur application dans les écoles de réforme relèvent du département de l'Instruction publique."

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Le gouvernement désire que ceux qui sont chargés de la direction de l'enseignement dans les écoles de réforme et les écoles d'industrie, bénéficient des directives du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique. Jusqu'à maintenant, ces pouvoirs n'étaient attribués à personne.

L'unique disposition introduite par ce bill dit que: "La préparation des programmes d'étude et la surveillance du département relève du département de l'Instruction publique." Dans le passé, les écoles de réforme et d'industrie relevaient du secrétaire provincial; elles ont été privées du contrôle du Conseil de l'Instruction publique. À l'avenir, elles seront sous la direction de l'Instruction publique.

Nous voulons qu'au point de vue éducationnel, moral, national, les programmes d'études et les règlements des écoles de réforme soient approuvés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

**M. Leduc (Laval):** Si l'on veut améliorer les programmes d'enseignement dans ces écoles, il faut commencer par donner des fonds suffisants aux écoles de réforme et aux écoles d'industrie. L'École de réforme de Montréal, située dans mon comté, est maintenant confiée à des excellents éducateurs qui font merveille, malgré les faibles ressources dont ils disposent. Le changement a été fait à la suite des représentations que j'ai faites au gouvernement du chef de l'opposition. Les nouveaux directeurs manquent d'argent. L'été dernier, ils ont voulu organiser une colonie de vacances pour leurs élèves, mais le manque d'argent les en a empêchés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le projet de loi a pour but de donner un organisme de direction et de surveillance à des institutions qui n'en ont pas, à l'heure actuelle. Le député de Laval (M. Leduc) est-il pour ou contre le projet? C'est toute la question. Il ne peut aller au-delà.

**M. Leduc (Laval):** Le ministre a dit qu'il s'agissait des programmes des écoles de réforme que l'on veut plus adéquats. Il a raison, mais j'ai le droit de lui faire une suggestion. On devrait compléter cette loi en assurant des fonds suffisants aux communautés qui s'occupent de ces écoles, afin qu'elles puissent donner effet aux programmes qu'on leur imposera.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Nous avons fait plus en six mois que vous n'avez fait en cinq ans. Si nous écoutions nos amis de la gauche, il nous faudrait penser à tout ce à quoi ils n'ont pas pensé, eux-mêmes, pendant cinq ans.

**M. Leduc (Laval):** La réponse du nouveau secrétaire de la province est indigne d'un ministre. Je lui signale la malheureuse situation de l'École de réforme de Montréal, qui n'a pas les ressources voulues, et il me donne une réponse de partisan. Il y a eu des incidents malheureux à l'École de réforme de Montréal, mais, heureusement, l'institution est maintenant confiée à d'excellents éducateurs qui réussiront, si on leur donne les ressources et l'argent nécessaires pour mener à bien la tâche qui leur est confiée.

Il (M. Leduc) veut savoir si l'adoption de la loi ne va pas nuire au travail admirable effectué par l'ordre religieux responsable de l'École de réforme de Montréal située dans son comté. Personnellement, comme je connais bien le travail accompli par cette école, je m'opposerai à toute interférence. Le problème de l'enfance malheureuse se pose d'une façon aiguë, dans la province, et le premier gouvernement de l'Union nationale a fait des efforts pour tenter de le résoudre. Je demande au gouvernement de faire les dépenses qui s'imposent pour améliorer le sort de ces déshérités. La loi constitue un progrès.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le projet de loi a-t-il été soumis au comité protestant? Est-ce que la "Boys Farm" de Shawbridge sera affectée par la nouvelle loi?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** louent le travail accompli par l'École industrielle de Shawbridge,

laquelle est entièrement financée par des organismes privés, et veulent savoir si le projet de loi va entraîner des modifications à l'administration de cette école.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Ça l'affecte, c'est le comité protestant qui doit s'en occuper. Le Conseil supérieur de l'éducation est divisé entre les comités catholique et protestant, et tous les établissements de langue anglaise seront sous la supervision du comité protestant.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce n'est pas une réponse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi s'applique à toutes les écoles de réforme de la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre me dira-t-il si le projet de loi a été soumis au comité protestant du Conseil de l'instruction publique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a été soumis à l'autorité compétente, qui comprend tous ceux qui s'intéressent à l'éducation.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** La "Boys Farm" de Shawbridge a un programme qui est reconnu comme parfait par les sociologues.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** précisent que le projet de loi a été approuvé par les autorités compétentes, c'est-à-dire les comités catholique et protestant.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Taxes municipales et scolaires<sup>6</sup>

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 11 pour assurer une meilleure répartition de taxes municipales et scolaires.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### En comité:

Présidence de Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Que pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas soixante mille dollars.

Diverses municipalités de la province ont accordé jusqu'ici des commutations ou exemptions de taxes à des compagnies. Le gouvernement veut savoir où on en est rendu actuellement. Pour le découvrir, on demande de créer une commission qui aura mission de faire une étude sérieuse, une espèce d'inventaire de notre système de taxation et donnera tous les renseignements nécessaires lui permettant de faire une répartition plus juste des taxes scolaires et municipales et le mettre en état d'aider les municipalités dans le besoin. Il faut que les municipalités sachent où elles en sont rendues. La perception des taxes est devenue un casse-tête et un plan général est indispensable. Une dépense de \$60,000 est prévue dans la loi à ce sujet.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne suis pas surpris du peu d'explications que donne le ministre des Affaires municipales (M. Dussault). Ce projet de loi est un parfait exemple des politiques du gouvernement de l'Union nationale. C'est

essentiellement une entreprise de camouflage. Autrement dit, il sert à dissimuler leur volonté de retarder les résultats. Je crois que le premier ministre a voulu jouer un tour à son collègue. Il s'indignait la semaine dernière parce que nous nous opposions à l'abolition de la Commission de l'assurance-maladie. Il démolissait une commission d'étude nommée par les libéraux. Le premier ministre disait: "C'est une commission d'étude formée par l'ancien gouvernement pour donner des places à des amis." N'a-t-on pas dit que les commissions d'études étaient le plus mauvais moyen de régler un problème; que c'était la méthode habituellement employée par les gouvernements qui veulent éluder leurs responsabilités et retarder l'adoption de mesures pratiques?

La Commission municipale de Québec n'a-t-elle pas en main tous les renseignements qu'on veut obtenir? Cette semaine, le ministre des Affaires municipales soumet un projet de loi comportant la création d'un comité d'étude. L'Union nationale a décidé d'étudier à son tour. Comme cela change. Le projet a pour but de lui permettre de faire recommencer des études par ses amis. Cette loi autorise le gouvernement à étudier des questions qui l'ont déjà été et elle est absolument semblable à celle que l'Union nationale a fait voter en 1937 pour étudier le système de la taxation municipale et scolaire et qui est, à peu de chose près, la même qu'on présente actuellement à la Chambre.

Je trouve étrange que le gouvernement présente une loi pour demander la permission d'étudier des questions qui le furent dans le passé. Le ministre n'a pas dû consulter son chef. Est-ce que le cabinet des 21 aurait perdu sa sagesse et ses lumières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'est pas sérieux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Que le premier ministre ne soulève pas de point d'ordre et je vais le lui démontrer. Les attendus que nous étudions sont les mêmes que ceux de 1937. La loi est inutile. Il lit les deux textes qui se ressemblent, dit-il, comme deux frères jumeaux. En 1937, on nous avait fait demander \$10,000 pour faire étudier l'étendue des commutations de taxes. En 1938, on nous a fait voter \$20,000 pour continuer les études. On a même amendé la loi de l'indépendance des députés pour pouvoir nommer dans cette commission d'études des députés auxquels on voulait donner des indemnités supplémentaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore un.

Les promesses ne durent pas longtemps. La loi de l'indépendance de la Législature a été amendée parce que des députés de l'Union nationale commençaient à se plaindre du premier ministre. La province a payé pour ses études qui n'ont servi à rien. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) ne posait pas encore au grand homme et il a bénéficié d'une de ces commissions d'étude.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je voulais rappeler des souvenirs agréables. En 1937 et en 1938, le gouvernement précédent a désigné deux commissions. La commission de 1937, la première commission chargée d'étudier notre système de taxation, était présidée par M. Adhémar Raynault. Elle a coûté \$60,000 à la province.

Le temps qui lui a été alloué était trop court et elle n'a jamais fait de rapport. Vers le même temps, l'Union nationale fit voter une autre loi qui créait la commission Montpetit, présidée par Édouard Montpetit, l'autre étant présidée par l'honorable Anatole Cartier. Ces deux organismes devaient examiner l'ensemble de la fiscalité municipale ou scolaire, incluant la commutation et l'exemption fiscales. Cette Commission a coûté \$91,548.91<sup>7</sup> et a fait rapport. Il (M. Casgrain) reproche au gouvernement de n'en avoir pas tenu compte.

Aujourd'hui, on nous présente une loi qui a le même but que les lois de 1937: étudier le système de taxation. Pourquoi?

Pour donner des places à des amis et de grasses prébendes à des partisans, comme le disait la semaine dernière le premier ministre. À quoi ont servi toutes ces études?

D'ailleurs, la loi de 1938 amendait celle de 1937, au temps où les députés de l'Union nationale commençaient à douter de la direction politique du premier ministre. Je pourrais répéter ses paroles de la semaine dernière: "A-t-on le temps de faire des études quand le peuple demande du lait et du pain..."

**Un député de la droite:** Passe-y la suce...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

rappelle le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à l'ordre. L'ancien ministre n'est pas sérieux.



**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai fait mon éducation politique en face du premier ministre actuel et c'était assez difficile d'être sérieux. Comment peut-il me demander aujourd'hui d'être sérieux? Pourquoi on crée une nouvelle commission?

M. le président, une des deux commissions nommées en 1937 et 1938 n'a pas fait de rapport. Il en sera peut-être de même avec ce comité. La semaine dernière, ce gouvernement nous demandait d'abolir la Commission d'assurance-maladie sous prétexte d'économiser \$60,000; et, cette semaine, il nous demande la permission d'instituer une commission d'études de la taxation pour dépenser \$60,000 qui étudiera ce que déjà deux commissions ont étudié avant elle, pour me servir d'une expression du premier ministre. Le gouvernement manque de logique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore un! J'ai le droit de dire que le gouvernement se contredit dans ses attitudes.

**Une voix à droite:** À l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça ne fait que dix minutes que je parle.

**Même voix à droite:** Ça nous a paru deux heures.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne savais pas que ça vous faisait si mal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout ce que nous demandons, c'est de dépenser \$60,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Que vous avez enlevé, la semaine dernière, à la santé publique. Depuis le début de la session, le gouvernement demande sans cesse des pouvoirs de dépenser des millions et des millions de dollars. Le gouvernement des 21, après avoir aboli la commission d'études qui coûtait \$6,000, se contredit d'une façon flagrante. Il (M. Casgrain) parle de la composition du cabinet des 21.

Comme le premier ministre l'a dit, déjà, le temps est à l'action efficace; le problème des taxes ne se réglera pas par la multiplication des commissions. Ce projet de loi va obérer inutilement le Trésor

provincial, puisque deux commissions d'études se sont déjà prononcées. Je me demande ce qu'en pense le trésorier provincial, qui a prétendu que le gouvernement actuel a voulu faire mentir la légende que les Canadiens français ne peuvent être de bons trésoriers. Est-ce qu'on ne veut pas jouer un tour au trésorier en le mettant dans une position difficile pour dire: "C'est parce que nous avons un trésorier canadien-français que les finances sont dans un si pauvre état".

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** nie avoir dit cela.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Quelle sollicitude.

**M. le président** rappelle le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous me rappelez à l'ordre, M. le président, juste au moment où j'allais dire du bien du député de Matane. Tout de même, j'avertis le trésorier qu'on est à lui jouer un mauvais tour. Il voit un complot de la part du premier ministre contre l'honorable trésorier provincial (M. Gagnon). Ce complot consiste à accumuler les dépenses, les millions, doublant et même triplant la dette. Depuis le début de la session, le gouvernement s'engage encore dans la pente des emprunts, comme de 1936 à 1939. Chaque loi du gouvernement a coûté des millions. Je mets le trésorier provincial en garde. Je jette le cri d'alarme pendant qu'il est encore temps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au président du comité de rappeler le député de Rivière-du-Loup à l'ordre.

**M. le président** rappelle le député de Trois-Rivières à l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'avertis le trésorier que, si le gouvernement boucle son budget avec un déficit, on dira que c'est parce que le trésorier est un Canadien français. C'est probablement là le tour que le premier ministre veut jouer au député de Matane. Il (M. Casgrain) reproche au premier ministre de ne pas fixer dans la loi le salaire des commissaires. Le peuple veut de l'action et non pas des études. Le premier ministre est toujours le même. Il veut encore mettre son trésorier dans une situation fâcheuse. Cette loi est la réédition

des deux lois passées en 1937. Elle va permettre au gouvernement de poursuivre sa course aux millions, et le peuple va se réveiller encore une fois en face de la faillite. J'avertis le gouvernement qu'il subira le même châtement qu'en 1939.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi offrira des avantages incalculables. Les gouvernements dans le passé n'ont pas donné l'attention voulue à la question de la taxation. Le projet de loi offre une méthode rationnelle de régler l'un des problèmes les plus aigus de la province à l'heure actuelle. Le gouvernement actuel ne peut résoudre du jour au lendemain la multitude d'erreurs et de choses inaccomplies qui ont été mises sur le dos des petits propriétaires, au cours d'un demi-siècle de mauvaise administration de la part du Parti libéral - d'un système fiscal en faveur des grandes entreprises qui a caractérisé le gouvernement libéral.

Depuis 1897, notre système fiscal, loin de s'améliorer, s'est aggravé sans cesse. Il y a eu accumulation d'abus. Les commissions scolaires, les conseils municipaux et probablement aussi les gouvernements n'ont peut-être pas, dans le passé, apporté à l'élaboration d'un système juste toute l'attention nécessaire à la solution de ce problème. Plutôt que de chercher des sources de revenus justes et équitables, les gouvernements ont toujours piqué au plus court en imposant la propriété foncière.

De sorte que c'est toujours la petite propriété qui en a souffert et a subi toujours les contre-coups des crises financières, car elle est à l'avant-garde. Les impôts ont toujours été portés par les petits propriétaires, c'est-à-dire les citoyens moyens qui sont propriétaires de leur propre maison. Quand il s'agissait de prélever des taxes et lorsqu'on avait besoin de revenus, on augmentait la taxe foncière et le tour était joué.

Pendant que la petite propriété était surchargée, les gouvernements, des commissions scolaires et les corporations municipales accordaient des exemptions ou des permutations de taxes exorbitantes à de grosses compagnies, et les répercussions de ce traitement de faveur se faisaient sentir et alourdissaient constamment les charges des petits propriétaires. Cette situation a continué pendant des années et, aujourd'hui, la situation est telle que tout le monde la déplore; elle ne peut continuer. La petite propriété a supporté les taxes scolaires et municipales, avec le résultat qu'aujourd'hui, dans des villes comme Montréal, Québec, Trois-Rivières et autres, la petite propriété est en train de disparaître. Il y a à peine 10 %, 11 % ou 12 % de la population qui est propriétaire. Comme résultat, on

voit la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre, la concentration de la propriété entre les mains de quelques favoris au détriment de la population en général, parce que le système fiscal est défectueux, mal organisé parce que les taxes affectent la petite propriété pendant que les grosses compagnies bénéficient d'exemptions ou de commutations. Ce qui est un danger au point de vue national, social et familial.

L'accession à la propriété est primordiale pour la sécurité sociale, la paix et la survie de la nation. Nous sommes contre la centralisation.

Évidemment, nous ne pouvons pas régler ce problème du jour au lendemain. Avant de changer la situation présente, le gouvernement veut d'abord l'étudier et obtenir tous les renseignements nécessaires afin d'adopter ensuite les remèdes et prendre les mesures appropriées pour établir un système juste. C'est la raison d'être du projet de loi. Il n'est pas question pour la province de Québec, qui a la réputation de stabilité, d'imposer un système tel que l'industrie et les grandes compagnies soient mises dans une position inférieure comparativement aux autres provinces. Le remède qu'il faut apporter à cette situation ne consiste pas à déplacer le fardeau écrasant qui pèse sur l'épaule d'une personne opprimée pour le placer sur l'épaule d'une autre personne qui se dira opprimée à son tour.

Il faut équilibrer la situation et, en possession de toutes les lumières nécessaires, adopter les méthodes qui s'imposent, de façon à encourager le progrès. Il faut d'abord se rendre compte de l'état de choses véritable. Un grand nombre de compagnies bénéficient d'exemptions de taxes et ce fonds considérable inopérant pourrait servir à aider les municipalités scolaires et alléger le fardeau du petit propriétaire, qui a toujours souffert le plus. C'est le temps de dégager ces derniers des obligations qui les écrasent. Il (M. Duplessis) trace un portrait de la situation dans laquelle se trouve présentement le petit propriétaire, lequel est forcé d'abandonner sa maison, parce qu'il est incapable de payer ses taxes. C'est là une nécessité absolue, au point de vue national, social, économique et familial.

Il y a, par exemple, le cas de compagnies importantes qui n'ont que très peu de taxes scolaires et municipales à payer, parce qu'elles sont établies dans de petites municipalités dont le budget n'est pas élevé et, par conséquent, ces grandes entreprises peuvent s'en sortir en n'ayant qu'un montant minime de taxes à payer, alors qu'elles devraient constituer une source de revenus pour les municipalités et les écoles, et ainsi alléger le fardeau des petits propriétaires.

Il (M. Duplessis) compare ce cas avec celui des compagnies qui profitent d'exemptions de taxes dans d'autres villes où les petits propriétaires doivent supporter le plus fort du fardeau des dépenses. Nous voulons savoir s'il n'y aurait pas lieu de mieux répartir ces taxes, afin de soulager d'autres centres où il n'y a pas d'industries. C'est là seulement un aspect du problème. Qu'on ne se trompe pas, la petite propriété est nécessaire à tous les points de vue et il ne faut pas la mettre dans une situation si difficile qu'elle ne puisse subsister.

C'est donc pour soulager le petit propriétaire que nous demandons à la Chambre le droit d'obtenir les renseignements essentiels, afin de remédier de façon juste à la situation, sans imposer aux employeurs des charges injustes qui les placeraient en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents des autres provinces. À l'heure actuelle, jamais la question de la propriété ou du logement ne sera réglée, si on ne décide pas de cette question au préalable, si le petit propriétaire de demain est sujet aux mêmes assauts et servitudes que le petit propriétaire d'hier, si le système de taxation qui ruine aujourd'hui le petit propriétaire continue à le ruiner demain.

Nous voulons donc rechercher les méthodes adéquates pour empêcher la centralisation de la propriété et de la richesse aux mains d'un petit groupe, pour aider à la multiplication des maisons et ainsi favoriser la décentralisation de la propriété. Le gouvernement de l'Union nationale veut que les ouvriers et les cultivateurs aient leur maison bien à eux. Nous voulons que les taxes soient mieux réparties sur les biens immobiliers et que nous ayons un système fiscal plus juste.

La nouvelle loi n'est pas la même que les lois de 1937 et de 1938 qui ne donnaient pas les pouvoirs que l'on demande par la loi actuelle. Elle les complète, va beaucoup plus loin en permettant au gouvernement de donner aux commissions scolaires et aux corporations municipales les revenus dont elles ont besoin. Il s'agit de coordonner les taxes provinciales en regard des taxes fédérales. Le député de Rivière-du-Loup prétend que nous allons nommer des amis politiques pour faire cette étude. Il n'est pas question de donner des positions à des amis du régime.

Mais comme il a la mémoire courte. Pour appliquer notre loi de 1938, nous avions comme président de la Commission M. Édouard Montpetit, un libéral reconnu mais un homme compétent, et Georges McDonald, un autre libéral. Si l'Union nationale voulait récompenser des amis, elle n'avait qu'à laisser subsister la loi d'assurance-maladie au lieu de l'abroger comme elle l'a fait. Nous ne

nommerons pas nos amis dans la future commission, mais les amis du peuple, de l'ouvrier, du cultivateur. Le gouvernement aura besoin de renseigner la Chambre et c'est le seul moyen à sa disposition.

La semaine dernière, nous avons pris les moyens d'empêcher le favoritisme en sauvant à la province la somme de \$700,000. Il ne nous en coûtera pas le dixième de ce montant, afin de faire des études qui nous permettront de régler un problème pour des années à venir. Nous allons sauver la petite propriété et nous allons établir un nouveau système fiscal qui ne sera pas défectueux et injuste comme celui qui est en force aujourd'hui.

Nos adversaires libéraux ne cessent de nous reprocher d'avoir un cabinet de 21 ministres. Je ne vois pas pourquoi la province n'aurait pas 21 ministres quand le cabinet fédéral en a 21, lui aussi. Il était temps que la province de Québec ait un cabinet majeur. Vingt et un, c'est le chiffre de la majorité. Vingt et un ministres! C'est vrai que nous sommes 21. Nous avons voulu avoir un gouvernement représentatif, qui représente toutes les classes de la société et toutes les régions de la province. Pour la première fois depuis la Confédération, en plus des avocats, des médecins et des hommes d'affaires, nous avons trois ministres cultivateurs au ministère de l'Agriculture (les honorables MM. Barré, Élie et Tardif); nous avons trois ouvriers authentiques dans le cabinet.

Le chef du Parti libéral ne devrait pas me critiquer, surtout lui qui veut se nommer un conseil supérieur, depuis qu'il a perdu les élections. C'est toujours à qui sera supérieur. Il était important d'avoir un cabinet majeur et supérieur qui représente toutes les classes. J'ai voulu m'entourer de vingt conseillers. Ça fait assez longtemps que mes adversaires disent que je suis dictateur. Au moins, ils ne devraient pas critiquer le fait que je me sois entouré de 20 collègues: un dictateur n'aurait pas agi de cette façon.

Je me félicite d'avoir choisi autant de ministres. Je m'aperçois chaque jour comme c'est commode d'avoir autour de soi des gens qui, eux, connaissent toutes les questions. C'est payer bien bon marché pour avoir une chose aussi commode.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'est pas très aimable pour ceux de ses députés qui ne font pas partie du cabinet des 21.

**M. Godbout (L'Islet)** veut faire rappeler le premier ministre à l'ordre en disant que le président n'a pas permis au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de discuter cette question.

**M. le président:** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a commencé à parler de 21 ministres! Il (M. Casgrain) s'est beaucoup éloigné de l'objet du bill et je suis obligé de laisser la même latitude au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette nouvelle loi permettra d'assurer la continuité d'action du gouvernement de l'Union nationale.

**M. Godbout (L'Islet):** Si j'étais convaincu que le premier ministre est animé d'un désir sincère d'étudier à fond le système fiscal et d'y apporter des modifications, et si je n'avais pas peur que le gouvernement mette justement trop de continuité dans les méthodes qui ont été les siennes de 1936 à 1939, je serais 100 % en faveur de cette loi. Mais la teneur de ses remarques et son ton montrent qu'il est encore le même homme que durant la période de 1936 à 1939. Le premier ministre n'avait pas besoin de dire qu'il est le même homme. Ça se voit. Je crains que le gouvernement continue de dépenser des milliers et des milliers de piastres avec des lois qui seront à demi appliquées.

Je crois qu'une étude sérieuse du système de taxation s'impose. Il faut refaire l'assiette de l'impôt, de façon à soulager les petits propriétaires, et spécialement les cultivateurs. Si j'étais sûr que le premier ministre serait dans les mêmes sentiments que moi là-dessus, je voterais sans aucune hésitation ce bill dont j'approuve entièrement le principe. Mais ce que l'on nous propose, c'est l'action sans suite. Je crains que, dans le cas actuel, on ne veuille dépenser inutilement l'argent du peuple.

Il a été voté à ce sujet deux lois, au temps de l'Union nationale, qui lui donnaient les mêmes pouvoirs. En 1937 et 1938, le premier gouvernement de l'Union nationale a formé deux commissions pour étudier les mêmes questions; l'une n'a pas soumis de rapport. La commission Montpetit a fait rapport au gouvernement de l'Union nationale, et ce document est resté dans les oubliettes. Le gouvernement d'alors n'a tenu aucun compte des recommandations des commissaires. Cette loi ne veut rien dire.

Les deux commissions ont coûté environ \$150,000 à la province, pour des études du même genre, et n'ont pas sauvé un seul dollar aux contribuables de la province. Les intéressés n'en ont rien vu. Où est le résultat pour les Canadiens français? Le premier ministre n'est pas plus sérieux qu'autrefois. Aujourd'hui, on en crée une nouvelle, et le premier ministre ne fait pas preuve de meilleures dispositions. C'est la continuité dans la méthode et

l'action qui consiste à favoriser des amis et dépenser de l'argent sans mettre en pratique ce qui aura été étudié. Tout ce projet n'est que poudre aux yeux, dépense d'argent, favoritisme politique. Et quand les études seront refaites, aucune action!

Certes, elle est sérieuse, la situation du petit propriétaire, mais le premier ministre ne l'est pas. Dès 1939<sup>8</sup>, en cette Chambre, j'ai réclamé moi-même une révision de notre système de taxation qui était basé autrefois sur le fait que le cultivateur était un seigneur. Aujourd'hui le cultivateur est trop lourdement taxé et, en ville, le petit propriétaire l'est également. Je suis en faveur de la création d'une commission d'étude sérieuse, formée d'hommes compétents, mais à la condition que le gouvernement ne mît pas de côté ses recommandations.

Je suis en faveur du principe de la loi, mais je trouve que le gouvernement et le discours du premier ministre ne donnent pas les garanties suffisantes que nous attendons. Il n'y a pas seulement la question de la répartition des impôts qui est injuste et vexatoire pour le cultivateur. Il pourrait charger son comité d'étude de s'occuper du système d'enregistrement en matière de cession de biens, qui est désuet et qui coûte trop cher, lorsqu'il s'agit de la recherche des titres. Il en coûte jusqu'à \$500<sup>9</sup>, par exemple, pour établir les titres d'une ferme aujourd'hui. Pourquoi ne pas faire étudier les deux par une commission?

Voilà une suggestion qu'il faudrait mettre sérieusement à l'étude pour en arriver à l'établissement d'un système moins coûteux. Le Québec ferait bien d'adopter le système Torrens comme dans les provinces de l'Ouest canadien, en vertu duquel le gouvernement garantit les titres de propriété. Le coût de la recherche de titres est devenu tout à fait exorbitant.

Je crains que le gouvernement ne cherche à faire du favoritisme politique. Le gouvernement ne devrait pas nommer des amis sur ce comité. Il faudrait nommer une commission indépendante du gouvernement, comme le gouvernement libéral a voulu le faire en demandant à l'Union nationale de lui désigner un membre de la Commission du service civil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas exact.

**M. Godbout (L'Islet)** signifie clairement qu'il n'aime pas qu'on doute de la véracité de ses dires.

**M. le président** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Le chef de l'opposition doit accepter la mise au point du premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je lui ai demandé cela en Chambre et dans mon bureau. Quand un député dit que j'ai proféré un mensonge en cette Chambre, je ne suis pas obligé de l'admettre et de les accepter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ferons un débat spécial là-dessus si on le veut, mais j'affirme de nouveau que ce n'est pas exact. Le chef de l'opposition discute en dehors du sujet.

(Il s'ensuit quelques points d'ordre)

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre discute les trois quarts du temps en dehors du sujet. Ce qu'il (M. Godbout) voulait dire, c'est que lorsqu'il était premier ministre, il avait demandé au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) de nommer l'un des membres de la Commission du service civil, et il (M. Duplessis) avait refusé. Je ne peux faire confiance aux intentions du premier ministre.

Tout ce que je demande, ce sont des garanties que cette loi va réellement favoriser les petits propriétaires. Les législations qui ne sont pas appliquées sont toujours de mauvaises législations. Quand le premier ministre parle de sa continuité dans l'action, on ne voit que la danse des millions, on ne voit que la Législature perdant son indépendance pour permettre à quelques-uns de ses membres de toucher des indemnités supplémentaires du gouvernement, qui leur enlève ainsi leur indépendance. La commission qui sera nommée devrait être composée non pas de partisans, mais d'hommes indépendants des partis politiques, ou choisis pour représenter tous les groupes. Quant aux exemptions de taxes, l'Union nationale en a donné. Alors que le Parti libéral les a diminuées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement Gouin a fait la même chose.

**M. Godbout (L'Islet):** Mes yeux ne sont pas dans le passé pour y recevoir des leçons. Je suis intéressé à l'avenir de ma province avant celui du Parti libéral.

Quand le premier ministre a parlé de la taxe des grandes compagnies, il aurait dû avoir la loyauté de reconnaître qu'aucun gouvernement n'a combattu les commutations de taxes des grosses compagnies avec plus d'énergie que le gouvernement que j'ai présidé durant cinq années. Mon gouvernement a été celui qui a accordé le moins d'exemptions et de commutations de taxes.

Je dois dire toutefois que je voterai pour le principe de la loi en discussion, mais j'ai des doutes sur les intentions du gouvernement. La Commission municipale a toutes les données nécessaires sur les exemptions. Le gouvernement n'a qu'à demander ces renseignements. Ce qui importe, à l'heure actuelle, c'est une commission qui refera l'assiette de la taxation en faisant disparaître les injustices.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** dit qu'on se lance trop de pierres et qu'on ressasse trop le passé<sup>10</sup>. Il dit qu'il approuve le projet de loi. Je veux insister surtout sur le problème des taxes scolaires, dit-il. Plusieurs de mes observations vaudraient sans doute, en les adaptant, pour les taxes municipales. L'attention des commissaires devrait être attirée en particulier sur une situation absurde et injuste: celle qui découle des dispositions de l'article 422 de la loi de l'instruction publique. La plupart des grandes compagnies et corporations se trouvent à jouir d'une situation particulièrement avantageuse.

L'attitude actuelle est absurde. En effet, seuls les commissaires de la municipalité scolaire où sont situés les biens immeubles de cette corporation ou compagnie peuvent en percevoir une taxe scolaire. Or, les grandes compagnies sont souvent installées dans de petites municipalités scolaires. Le résultat, c'est que d'énormes corporations payent des taxes scolaires très réduites, et que l'ensemble de la population n'en profite pas.

Dans certains cas, les valeurs immobilières des compagnies sont nettement sous-évaluées. Dans d'autres cas, le montant versé par la corporation à la petite municipalité scolaire dépasse les besoins de cette municipalité, qui lui fait retour de la différence par le moyen d'une ristourne.

La loi est bonne, mais il faudrait mieux l'appliquer que celles du passé. On devrait indiquer le salaire des commissaires et ne pas laisser au gouvernement seul le soin de fixer les émoluments de ceux qui seront nommés pour faire cette étude.

Cette loi arrive tard, mais elle va remédier à une situation injuste. Je m'explique par des exemples:

1. Municipalités industrielles de Montréal. Elles payent, pour fins scolaires, un impôt foncier de \$1.20 par \$100 d'évaluation. Or, à Montréal-Est, château-fort du trust des huiles, je tiens de bonne source qu'après avoir perçu l'impôt de \$1.20, on remet à chaque compagnie une ristourne d'environ \$0.76 du \$100. On leur remet cette ristourne parce qu'à Montréal-Est, étant donné la population écolière, les frais scolaires ne nécessitent pas plus de

déboursés. Au bout du compte, les compagnies n'ont versé que \$0.44 du \$100 à Ville Lasalle, cette ristourne serait de \$0.15 etc...

2. À Baie Comeau, l'Ontario Paper Company ne paye des taxes scolaires que pour la municipalité de Baie Comeau. Bien qu'elle exploite les ressources naturelles de la province, elle ne se trouve à rien fournir pour l'éducation des enfants de la province, en dehors de la localité où elle opère.

3. À Noranda, la situation est plus absurde encore. Une bonne partie des ouvriers, travaillant à la Noranda Gold Mine, habitent de l'autre côté de la rivière, à Rouyn, mais la compagnie ne verse rien pour l'éducation des enfants de ses ouvriers qui habitent de l'autre côté du pont.

4. Il en est de même à Arvida: l'Aluminium Company ne paye pas un sou pour l'instruction de tous les enfants de ses ouvriers disséminés à Kénogami, Jonquière, Chicoutimi et jusqu'à la Baie des Ha! Ha!

5. À Drummondville, il y a quatre municipalités scolaires. Les compagnies situées à Drummondville ne payent pas de taxes scolaires pour la municipalité de Saint-Joseph de Drummondville, où habitent la majorité des ouvriers.

Le professeur Everett C. Hughes - de l'Université de Chicago - a publié en 1943 une étude: *French Canada in transition*. Dans sa préface, le professeur Hughes dit avoir étudié le régime économique urbain dans lequel vivent les Canadiens français. Il ne veut pas donner le nom de la ville qu'il décrit, parce que c'est la ville industrielle type où vivent les ouvriers canadiens-français. Or, à la suite de recherches considérables quelle est sa conclusion? "Ironically, écrit-il (pp. 107-8), the parts containing the largest proportion of industrial workers receive no school, or municipal, tax from the industries"<sup>11</sup>. Mais je soupçonne qu'il n'y a pas là seulement de l'ironie du sort. C'est la puissance occulte des grandes compagnies qui fait diviser cette ville en quatre municipalités!

Il y a des publicistes qui font des remarques désobligeantes sur l'éducation dans la province de Québec. Ces publicistes sont à la solde de grosses compagnies qui ne paient pas suffisamment de taxes pour assurer à l'éducation les ressources dont elle a besoin, pour le paiement des instituteurs par exemple. L'éducation est faite chez nous dans des conditions insuffisantes, précisément à cause de notre mauvais système de taxation.

Les grandes compagnies s'arrangent pour s'établir dans de petites villes pour éviter de payer de lourdes taxes. Il y a là une injustice manifeste et

fondamentale, car ces compagnies doivent collaborer à l'éducation de l'ensemble. Ces compagnies, je le répète, se trouvent à ne payer des taxes que pour un nombre d'enfants très restreint. Pourtant, elles exploitent les ressources naturelles de la province et elles s'enrichissent grâce à cette exploitation: elles font travailler des Canadiens français, souvent dans des conditions inhumaines, et elles ne s'inquiètent pas du sort de leurs enfants. Elles exercent leurs activités grâce aux lois votées par la Législature du Québec, et jusqu'ici la Législature ne leur a pas imposé d'accomplir leur devoir.

Ce sont parfois des conférenciers ou des journaux à la solde de ces trusts qui étaient leur mépris sur la pauvreté de nos ouvriers et de nos cultivateurs, et qui déclarent notre système scolaire arriéré. Pendant ce temps, les petits propriétaires sont grevés de taxes et étranglés par l'État, nos classes moyennes sont en voie de disparaître! C'est le fardeau de ces derniers qu'il faut réduire.

Quelle serait la solution? À mon avis, ce serait une taxe uniforme perçue par la province et répartie ensuite entre toutes les commissions scolaires, *au prorata* du nombre des enfants qui fréquentent les écoles et suivant la religion de ces enfants. De cette manière, on n'enlèverait rien aux commissions scolaires, on ne mettrait pas leur autonomie en danger; car la répartition se ferait d'une façon automatique et l'État provincial ne serait qu'un agent de distribution des montants perçus.

Ainsi la "taxe des neutres" servirait à l'instruction de tous les enfants de la province, sans distinction de région, de races ou de croyances, et l'on forcerait les grandes compagnies à accomplir leur strict devoir. Par la même occasion, le comité d'enquête pourrait étudier les évaluations municipales des propriétés des grandes compagnies et suggérer, s'il y a lieu, les réformes nécessaires. Il est en effet de commune renommée que les compagnies sont généralement sous-évaluées, et c'est là une autre forme d'injustice qu'il faudrait faire disparaître.

Le problème de l'instruction et de l'éducation des jeunes dépasse tous les autres en importance. L'aspect matériel de ce problème a toujours été négligé, avec le résultat que nos instituteurs sont mal payés, que nos locaux sont souvent insuffisants et qu'on n'arrive pas à réaliser des réformes bien urgentes.

Prenons par exemple le cas du personnel enseignant. D'après les *Statistiques de l'enseignement, 1941-42*, publiées le 1<sup>er</sup> juin 1944, il y a en tout 22,746 professeurs pour l'enseignement primaire

catholique. Je m'occupe de l'enseignement primaire catholique parce que la situation m'y paraît plus difficile encore du point de vue étudié ici.

Pour les catholiques, la moyenne des salaires annuels est (page 14):

- a. Religieux: \$600.00;
- b. Religieuses: \$350.00;
- c. Instituteurs: \$1,800.00;
- d. Institutrices: \$300.00.

La situation a pu s'améliorer ici et là dans le détail, mais je ne crois pas que les moyennes en soient sensiblement affectées. À la page 121 du même recueil statistique, il est indiqué que: 14,460 instituteurs et institutrices catholiques primaires retirent un salaire inférieur à \$851; 9,311 instituteurs et institutrices catholiques primaires retirent un salaire inférieur à \$301. Quand on songe que parmi ces hommes il y a des pères de famille, on est indigné du traitement qu'ils reçoivent! Surtout lorsqu'on réfléchit à l'importance sociale du rôle qu'ils jouent, puisque la jeunesse de la province leur est confiée.

Faisons une autre remarque. J'ai noté plus haut que les religieux se contentent d'un salaire de \$600 et les religieuses, de \$350. Cela montre le rôle vital joué dans le passé et actuellement par le clergé dans la province. De tels salaires ne permettaient pas un recrutement adéquat du personnel laïque enseignant. On peut donc dire que, sans le clergé, il n'y aurait pratiquement pas, à l'heure présente, d'enseignement primaire chez nous. D'un autre côté, il faut trouver l'argent quelque part. Or, la petite et la moyenne propriété sont surtaxées; on ne saurait exiger d'elles le moindre effort supplémentaire: la commission d'enquête, croyons-nous, sera forcée de le constater.

Je suggère donc aux commissaires de se tourner vers les grosses compagnies et corporations. D'après les *Statistiques municipales, 1942*, publiées le 22 décembre 1943, la valeur totale des propriétés imposables pour fins de taxes municipales (et donc scolaires), est: pour les municipalités rurales de \$541,454,229, pour les cités et les villes, de \$1,721,523,732, soit un total de \$2,262,977,961. Chiffre considérable, et qui, après étude, devrait révéler de nouvelles possibilités raisonnables de taxation, au moins du côté des grandes compagnies.

Les commissaires devraient nous faire connaître: 1. Les budgets des commissions scolaires et les taux des taxes scolaires en vigueur dans chaque municipalité. À date, ces statistiques sont introuvables. 2. Le nombre des municipalités qui, comme Montréal-Est, remboursent aux compagnies une ristourne annuelle, un trop-perçu. 3. La

possibilité d'une taxe provinciale dans le genre de celle que j'ai définie plus haut, avec base scientifique et uniforme d'évaluation des propriétés immobilières dans toute la province.

Des mesures radicales s'imposent pour permettre l'amélioration de nos finances scolaires. L'école doit demeurer notre principal souci, puisqu'elle prépare l'avenir. Il faut la sauver et lui permettre de jouer tout son rôle. Une enquête dans le genre de celle instituée par le présent projet de loi s'imposait depuis très longtemps. Je souhaite qu'elle soit menée avec énergie et rapidité, avec, comme unique souci, le bien commun.

**M. Chaloult (Québec):** Depuis 25 ans, les gouvernements n'ont cessé d'accorder des commutations de taxes au détriment des pauvres gens. On arrive au comité en disant qu'on a l'approbation du maire et des échevins. L'avocat de la compagnie plaide que sa cliente est pauvre et que si on ne réduit pas les taxes, elle menace d'aller établir les usines aux États-Unis ou dans une province voisine. Dans la plupart des cas, une petite enquête démontre que ces compagnies auxquelles on accorde des commutations de taxes sont surcapitalisées. Elles se disent pauvres et paient leurs gérants \$50,000 par année. Les exemptions sont au détriment des ouvriers et il (M. Chaloult) les trouve généralement injustes et scandaleuses.

Il (M. Chaloult) produit ensuite une copie des amendements que la cité de Québec voulait faire apporter en 1942, qui renfermaient des demandes de commutations de taxes pour l'Anglo-Pulp, l'Army & Navy, la Morton Engineering, le Winter Club, où les fils de familles riches allaient s'amuser. Mais, dans le cas du Winter Club, ajoute-t-il, le comité a heureusement refusé la demande.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député doit se rappeler que, grâce à un truc du gouvernement du temps, on a fait rétablir la clause au Conseil législatif.

**M. Chaloult (Québec):** En effet, le Conseil législatif est intervenu pour accorder la demande du Winter Club. La ville de Québec est dans une situation terrible au point de vue des taxes. Dans la ville de Québec, la valeur des propriétés exemptées de taxes est de \$80,000,000 dont \$62,000,000 aux communautés religieuses et \$6,000,000 de commutations de taxes. On ne perçoit de taxes que sur une valeur de \$114,000,000. Cela veut dire que 41 % de la propriété imposable bénéficie d'exemption de taxes. Je ne crois pas qu'aucune autre

ville d'Amérique souffre d'une situation aussi déplorable. C'est pour cela que personne ne veut être propriétaire à Québec. C'est un mal réel qu'on démontre, je suis favorable au projet de loi.

Qu'est-il advenu de la loi de 1937? Les explications du gouvernement ne m'ont pas donné entière satisfaction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La présente loi diffère de celle de 1937 et constitue une importante amélioration. Nous avons bénéficié de l'expérience. Les rapports des commissaires n'arrivaient pas assez vite.

**M. Chaloult (Québec):** Je veux, au contraire de ce qu'on a fait en 1937, qu'on donne suite aux recommandations de la Commission. Je souhaite que cette commutation de taxes soit définitivement réglée et que les commissaires soient compétents. Le principe de la loi que présente le gouvernement est excellent. Mais j'espère que le gouvernement va refuser cette année toutes les commutations de taxes qu'on lui demandera.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le gouvernement devrait nous dire qui il va nommer et quand le rapport devra être fait. Le premier ministre a parlé de la petite propriété. Le premier ministre a pris ses engagements solennels à ce sujet, mais qu'est-ce que l'on fait? Rien. L'ouvrier ne reçoit pas le traitement qu'il mérite. On devrait lui donner des logements salubres. Voilà une question que l'on devrait discuter bien avant les autres.

Il (M. Francoeur) demande l'ajournement du débat, il est 6 heures.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 13 mars 1945**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:**

**Pénurie de logements dans les grandes villes**

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** porte à l'attention du gouvernement le problème des taudis et le cas de la pénurie du logement dans les grandes villes et, notamment, dans sa circonscription. À Montréal, un grand nombre de familles seront forcées d'évacuer leurs habitations le 1<sup>er</sup> mai et seront jetées sur le pavé. Il (M. Laurendeau) demande qu'en raison de l'urgence du problème concernant les logements, la Chambre décide que le gouvernement provincial doit prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour résoudre le problème. Je voudrais savoir si le gouvernement est au courant de la situation, ce que le gouvernement a l'intention de faire pour régler le problème aigu du logement en province de Québec et s'il a l'intention de prendre des mesures pour fournir un logement aux personnes qui en ont besoin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je suis au courant de cette situation et du problème des taudis. Le problème n'est pas apparu cette année, mais date de 4 ou 5 ans, si on considère la gravité de la situation. Nous sommes au pouvoir depuis six mois et nous ne pouvons régler tout en six mois. La rareté des logements a été aggravée par la guerre, à cause de la migration des populations vers les industries de guerre dans les grandes villes. Ce problème est double. Il y a celui du logement et celui des taudis. Les libéraux ont été au pouvoir pendant 44 ans sur 47, et ils ne sont pas plus avancés. La question du logement doit être réglée par le fédéral.

En décembre dernier, le ministre des Finances du Canada, M. Ilsley, m'a écrit<sup>12</sup> et admettait que la crise du logement provenait de la mutation de la propriété, d'une pénurie de main-d'œuvre et de matériaux de construction, qu'elle était



aiguë depuis deux ans et qu'elle s'était aggravée à la suite des conditions de la guerre et en raison de la migration de la population vers des régions où des usines de guerre avaient été établies.

M. Ilsley a joint une copie du décret proposant la recherche d'une solution au problème. Il a offert de contribuer à la construction de maisons, en vertu d'un programme fédéral, à condition que les villes acceptent un "contrôleur du logement". C'est en vertu de ce décret qu'on a créé des régions surpeuplées et nommé des contrôleurs administrateurs - ou dictateurs - du logement avec des pouvoirs exorbitants dans les villes où le problème se pose de façon plus aiguë. J'ai répondu à M. Ilsley que j'étais d'accord avec lui en ce qui concernait l'existence de la crise du logement et, qu'étant donné que cette crise était due à la guerre et qu'elle était généralisée, il s'agissait d'un problème de compétence fédérale.

J'ai également répondu que nous ne voulions pas de bureaucratie et que le Québec avait déjà bien assez de contrôleurs. Il (M. Duplessis) dit qu'il a avisé le ministre des Finances que de créer des régions surpeuplées et de nommer des bureaucrates supplémentaires pour la gestion de ces régions était non seulement irréaliste, mais insensé, que ça ne résoudrait en rien le problème et que la crise serait réglée uniquement, si l'on multipliait le nombre de logements plutôt que le nombre de prises de possession, mais qu'il voulait bien accepter sa collaboration.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un nombre plus élevé de bureaucrates, mais d'un nombre plus élevé de logements. Je n'ai reçu aucune réponse de M. Ilsley à ma lettre. Certaines municipalités ont refusé avec raison l'idée voulant que des bureaucrates soient nommés et investis de pouvoirs leur permettant de rejeter des contrats relatifs à la propriété ou à la possession. Je ne doute pas de la bonne foi de M. Ilsley, mais la seule façon de régler la question, c'est d'avoir plus de logements, et comme le problème tire son origine de la guerre, il s'agit d'une question de compétence fédérale. C'est la faute du fédéral, s'il y a crise de logement.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne sais pas si le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) est satisfait de la réponse, de la petite dissertation du premier ministre. Quant à moi, non. Il n'est pas question de savoir à qui la faute, si le problème du logement est grave. Ce qui intéresse la population, ce n'est pas de savoir si cela relève du fédéral ou du provincial, mais d'obtenir des logements salubres dans les villes de la province de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. On n'a pas le droit de faire un débat sur une question de privilège, sans proposer une motion. On pourra discuter cette question plus tard.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre a dit que le problème datait de quatre ou cinq ans et le chef de l'opposition a droit de donner des précisions et s'inscrire en faux au sujet des déclarations qui ont été faites.

Cela ne concorde pas avec les déclarations du premier ministre en 1936, quand il commençait à parler du capital humain.

Je veux simplement dire que le premier ministre a promis en 1936 de donner toute son attention au problème du logement et des taudis et qu'il ne l'a pas fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un nouveau point d'ordre. Il ne s'agit pas ici de taudis, mais de la crise du logement.

**M. Godbout (L'Islet):** Je prétends que mon gouvernement a fait quelque chose pour coopérer avec Ottawa et les municipalités, et cela n'avance à rien de jeter la responsabilité sur les épaules des autres.

Le gouvernement que je présidais a fait voter une loi pour remédier à la crise du logement. Si le premier ministre veut tenir sa promesse de 1936, il n'a qu'à se servir des excellentes lois passées à ce sujet par l'administration libérale pour assurer la construction de nouvelles habitations, en coopération avec les municipalités et le pouvoir central.

Il a tout ce qu'il faut pour apporter une solution pratique et efficace. Ce problème du logement est une responsabilité tripartite qui relève du gouvernement fédéral, du provincial et des villes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette législation est insuffisante.

#### Projets de loi:

##### Taxes municipales et scolaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution relative au bill 11 pour assurer une meilleure répartition de taxes municipales et scolaires.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Que pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas soixante mille dollars.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'opposition est obligée de passer au crible les lois de l'Union nationale, étant donné le passé de ce parti politique. Le gouvernement veut se faire donner les mêmes pouvoirs que ceux que conféraient déjà les deux lois votées en 1937, l'une autorisant la formation d'un comité pour faire enquête sur l'étendue des exemptions et des commutations de taxes municipales et scolaires, et l'autre constituant une commission d'étude, la commission Montpetit, chargée d'apporter des réformes au régime fiscal de la province.

Le gouvernement veut créer une commission pour placer des amis. Est-ce que se sera encore M. S.-A. Baulne qui en sera le président? Il (M. Francoeur) reproche à la loi de ne pas fixer de temps pour la production d'un rapport. Le projet parle d'une dépense de \$60,000, mais ne fixe pas les salaires des membres du comité.

Il (M. Francoeur) fait plusieurs digressions.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** continue son discours.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** continue son discours.

**M. le président:** À l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** le menace de faire rapport à l'Orateur et de réclamer les sanctions nécessaires.

**M. le président** rappelle le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à l'ordre, le menace même de sévir avec rigueur en usant des pouvoirs que lui confèrent les règlements et de faire rapport à l'Orateur, parce que le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur) s'écarte du sujet.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** ajoute quelques mots, puis cède sa place au député de Laval (M. Leduc).

**M. Leduc (Laval)** dit qu'il veut traiter du point de vue de Montréal dans cette affaire. Je suis en faveur de cette commission, car elle intéresse, au plus haut point, tous les contribuables de la province. Mais on ne règlera le problème de l'éducation que par des budgets appropriés et suffisants, et la commission qui sera nommée ne parviendra jamais à le liquider en son entier. Je comprends qu'il s'agit d'un problème trop complexe et vaste que celui du système de taxation.

Je voudrais que l'on fixe une limite de temps à la commission pour présenter son rapport. C'est la première faiblesse de cette loi. La deuxième c'est qu'on permet aux commissaires d'évaluer les propriétés qui font l'objet des exemptions. On n'en sera pas capable, parce que l'évaluation ne correspond pas à la valeur réelle de la propriété. La loi ne leur donne pas les pouvoirs nécessaires pour établir la valeur réelle. C'est le cas à Montréal. Si l'Union nationale réussit à régler le problème de la taxation municipale et scolaire, sur lequel se sont ébréchés les gouvernements précédents, j'en serais heureux, et elle aura droit à des félicitations.

Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement libéral a fait quelque chose pour dégrever la propriété: il a aidé les propriétaires en versant, entre autres, une somme de \$1,000,000 aux commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal. Comme je disais la semaine dernière, un problème comme celui-là peut être mieux étudié par une commission que par les fonctionnaires.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** dit tout d'abord qu'il accepte la loi en principe. Je crois que la loi est inutile, car la commission municipale pourrait faire ce travail facilement. Il cite deux lois passées en 1937, l'une pour établir un système fiscal provincial et l'autre pour créer un comité chargé d'établir l'étendue des commutations de taxes.

La présente loi est la reproduction, sinon dans le texte, du moins par l'esprit, des deux lois de 1937. Or, sous l'empire de la loi de 1937, alors que le lieutenant-gouverneur devait fixer un délai pour la production d'un rapport, le comité n'a pas fait de rapport. Comment voulez-vous que le comité de 1945 procède avec célérité, quand il n'y a même pas de limite dans la loi pour la production du rapport. Il s'agit d'un simple comité d'étude. Si le comité qui fut alors nommé a travaillé, il a dû faire rapport. Pourquoi ne l'a-t-on pas appliqué?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La commission Montpetit avait été nommée pour étudier le système fiscal de la province, et l'autre, pour étudier la valeur des propriétés qui ne payaient pas leurs taxes. Le rapport de la commission Montpetit était au point de vue fiscal seulement et n'avait pas le pouvoir de faire l'évaluation lui-même. Comme ce n'était pas complet, nous l'améliorons. La commission Montpetit a fait rapport à l'Union nationale, et deux autres, sous le régime libéral. En ce qui a trait au deuxième organisme créé par mon gouvernement, son rôle s'est limité à l'étude de la commutation des taxes telles qu'elles existent dans les rôles d'évaluation, sans s'occuper de détails sur le plan humain. Aujourd'hui, selon notre projet de loi, nous accordons des pouvoirs beaucoup plus étendus. Nous faisons toujours de mieux en mieux dans l'Union nationale.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** reproche au gouvernement de faire encore une loi pour soustraire des dépenses au contrôle des députés. Quelle garantie offre la loi quant au délai accordé à la commission pour faire rapport? Aucun délai n'est fixé et ce peut être cinq ou dix ans. La loi ne fixe pas les salaires des commissaires. Pourquoi laisser le lieutenant-gouverneur en conseil le soin de fixer les salaires? Je veux que la loi soit amendée pour fixer le salaire des commissaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'est pas question de cela dans la résolution. Cette dernière fait mention d'une dépense de \$60,000. Rien n'est soustrait au contrôle des députés. Pourquoi anticiper sur le bill? Bien qu'il y ait eu d'innombrables exemples où le gouvernement a le droit de nommer les commissaires et de fixer les salaires et, si mon honorable ami le désire, je n'ai aucune objection à accepter cette suggestion, mais la Chambre n'étudie en ce moment que les résolutions du projet de loi, et lorsque le projet de loi lui-même sera soumis à l'étude de la commission plénière, je proposerai un amendement touchant la fixation des salaires.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il fait plaisir à l'opposition d'aider le gouvernement en formulant des suggestions et de voir l'une d'entre elles acceptée. Le premier ministre écoute nos suggestions; il s'amende. C'est bon signe. Je crois en définitive qu'il aurait été plus sage de garder les \$60,000 que l'on veut dépenser pour cette commission et maintenir la Commission

d'assurance-maladie. Cette dépense de \$60,000 prévue par le bill est inutile et exagérée.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Ce bill sera une chose des plus regrettables. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a dit que les salaires des instituteurs sont insuffisants. Je le félicite. Nous devons régler le problème de la taxation, mais en évitant de faire augmenter le prix des produits par l'impôt des industries qui peuvent s'en aller ailleurs. Ce qui m'intéresse c'est l'éducation des enfants et, malheureusement, le bill ne prévoit rien pour assurer des ressources à l'éducation. Le bill devrait aller plus loin.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le gouvernement est autorisé à instituer un comité d'enquête composé de trois membres, aux fins d'établir la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles et commerciales qui bénéficient d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales ou scolaires. Ces enquêteurs auront aussi le pouvoir d'établir la somme des réductions de taxes municipales et rechercher les moyens propres à assurer une répartition mieux équilibrée, plus juste et économiquement plus saine des impôts dans ces

deux domaines, de façon à procurer aux corporations scolaires et municipales les revenus dont elles ont besoin, à soulager le petit propriétaire et à rendre pleine et entière justice à tous les intéressés. Les enquêteurs soumettront des recommandations relativement aux améliorations et aux réformes fiscales qui leur paraîtront utiles. Le gouvernement se fonde sur ces motifs: un grand nombre d'établissements industriels et commerciaux sont gratifiés d'exemptions et de commutations de taxes municipales et scolaires; il importe en conséquence de dresser le tableau de ces exemptions et commutations en vue d'adopter les mesures que peut requérir l'intérêt public.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer un comité d'enquête composé de trois membres, dont un président, et pourvoir à leur remplacement au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir des membres, ou de quelqu'un d'entre eux. Il peut attacher un secrétaire à ce comité. La rémunération est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Deux membres du conseil forment le quorum."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose un amendement à l'article 1 qui stipule que le président du comité d'enquête recevra un salaire ne dépassant pas six mille dollars, les deux autres commissaires un salaire de pas plus de cinq mille dollars et le secrétaire un salaire de pas plus de quatre mille dollars. Cela pourra avoir l'effet de priver le gouvernement des services de compétences dont il pourrait s'assurer les services, si les salaires étaient fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer un comité d'enquête composé de trois membres, dont un président, et pourvoir à leur remplacement au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir des membres, ou de quelqu'un d'entre eux. Il peut attacher un secrétaire à ce comité. La rémunération est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil; dans le cas du président, un salaire annuel ne dépassant pas six mille dollars, dans le cas des membres, un salaire annuel ne dépassant pas cinq mille dollars, dans le cas du secrétaire, un salaire annuel ne dépassant pas quatre mille dollars. Deux membres du conseil forment le quorum."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Les pouvoirs du comité sont les suivants: *a.* établir la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales qui bénéficient d'une exemption ou une commutation de taxes municipales ou scolaires; *b.* établir la somme des réductions de taxes municipales et scolaires que représentent ces exemptions et commutations; *c.* étudier les méthodes actuelles de taxation pour fins scolaires et municipales et rechercher les moyens propres à assurer une répartition mieux équilibrée, plus juste et économiquement plus saine des impôts dans ces deux domaines, de façon à procurer aux corporations scolaires et municipales les revenus dont elles ont besoin, à soulager le petit propriétaire et à rendre pleine et entière justice à tous les intéressés; *d.* soumettre des recommandations relativement aux améliorations et aux réformes fiscales qui lui paraîtront utiles pour atteindre ces buts."

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** se lève pour suggérer un amendement à l'article 2 de la loi qui étendrait les pouvoirs aux ressources naturelles, et ceux des enquêteurs, et le travail de la commission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne l'accepte pas. Si l'on étend trop le travail de la Commission, si on veut l'étendre aux ressources naturelles, c'est risquer qu'elle ne rencontre pas son but et n'accomplisse pas la tâche qu'on attend d'elle. Je suggère de s'en tenir au domaine municipal et scolaire pour le moment. La loi comporte un champ suffisant.

Une partie du rapport de la commission Montpetit a déjà déclaré que les ressources naturelles ne rapportent pas ce qu'elles devraient rapporter. C'est parce que j'en suis convaincu que mon gouvernement a augmenté à \$65 les permis de transfert dans les opérations forestières.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** fait une suggestion au premier ministre quant à l'uniformité des taxes dans toutes les municipalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une chose impossible à réaliser à cause de la diversité des conditions particulières dans certains

endroits. Tout ce que le gouvernement veut savoir, c'est combien d'argent la province perd par ces exemptions de taxes.

Le seul moyen de régler le problème, c'est de constituer avec l'argent des taxes un fonds spécial qui sera ensuite réparti par la Législature. Je promets de nommer les meilleurs hommes que je pourrai trouver.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 11 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'espère que le ministre des Affaires municipales n'est pas trop fatigué<sup>13</sup>?

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Service provincial de radiodiffusion<sup>14</sup>

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que les dépenses encourues par les acquisitions de terrains, d'immeubles et de stations privées et pour l'érection de stations prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions ne devront pas excéder cinq millions de dollars.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra, en vertu de l'article 18 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux conditions qu'il déterminera, autoriser:

*a.* l'Office à emprunter, pour un terme d'au plus vingt-cinq ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an, les sommes dont il a besoin pour les fins de ladite loi;

*b.* le trésorier de la province à garantir le remboursement, en capital et intérêts, des emprunts contractés par l'Office;

*c.* le trésorier de la province à verser ou à prêter à l'Office, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour les fins de ladite loi;

*d.* le trésorier de la province à émettre un certificat attestant qu'il tient disponible un montant égal au double de l'offre faite par l'Office, pour le paiement de l'indemnité, dans les cas prévus par l'article 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

*e.* le trésorier de la province à avancer à l'Office, en anticipation des recettes, ou à lui verser à même le fonds consolidé du revenu les sommes nécessaires pour payer les traitements, salaires, émoluments et déboursés prévus aux articles 3, 10 et 22 de ladite loi; et que le trésorier de la province sera autorisé à payer sur le fonds consolidé du revenu les montants qui pourront devenir exigibles en raison de la garantie prévue au paragraphe *b.* ci-dessus.

Cette résolution demande à la Chambre d'autoriser le gouvernement à dépenser jusqu'à \$5,000,000 pour l'établissement d'un système de radiodiffusion, appartenant à la province, qui portera le nom de Radio-Québec.

(Applaudissements à droite)

Au cours des campagnes électorales de 1942, de 1943 et aux élections générales de 1944, j'ai déclaré en plusieurs endroits de la province, notamment à Joliette, que l'avènement au pouvoir de l'Union nationale serait considéré, par le gouvernement, comme un mandat clair et net du

peuple pour l'établissement d'un système de radiodiffusion provinciale. Le peuple m'a élu là-dessus. Cette loi est l'accomplissement de cette promesse et de ce mandat exprès qui a été sanctionné par le peuple.

Dans le passé, les activités politiques de certains partis ont été paralysées en raison des règles imposées par Radio-Canada, par suite des mesures de guerre. Ce projet de loi permettra à la province d'exprimer son opinion sur les problèmes du jour au fil des événements. Je pourrais dire beaucoup de choses et de bien sur la façon dont la radio a été utilisée dans le passé, mais je n'en ferai rien, car je veux placer cette question sur un plan élevé. Je considère qu'une radio provinciale a une telle importance, comporte des questions d'une telle envergure et magnitude, que je veux la soustraire à toutes les considérations politiques et partisans. Je ne veux faire aucune critique à l'encontre de qui que ce soit. Je traiterai donc cette question d'une façon objective et impartiale seulement.

La radio est devenue un puissant instrument de propagande et un grand moyen d'éducation. Dans ma jeunesse, j'ai entendu dire, parfois, que la presse est le canon de la pensée. Mais aujourd'hui, avec l'importance qu'elle a prise, on peut affirmer sans se tromper que la radio est l'artillerie lourde de la pensée. Comme les langues dont parlait le fabuliste Ésope, ce peut être la meilleure ou la pire chose au monde, selon l'usage qu'on en fait.

La loi nous donne l'autorisation de créer un réseau radiophonique et d'acheter ou d'exproprier tous les postes privés déjà existants, afin que la province de Québec puisse posséder son propre système de radiodiffusion. D'autres provinces ont, en ce moment, ou veulent avoir le système de radiodiffusion. On en voit dans la plupart des États américains; des villes, même, ont leurs postes de radio. La radio étant devenue un puissant moyen de propager l'éducation, qui est du ressort exclusif des provinces, il va sans dire qu'il serait illogique qu'un gouvernement provincial n'exerce pas ses prérogatives dans un domaine aussi vaste. C'est son droit essentiel de diffuser la pensée provinciale comme Radio-Canada diffuse la pensée fédérale.

Il se fait malheureusement en plusieurs endroits une campagne malsaine tendant à représenter la province de Québec et sa population sous un jour qui ne correspond pas aux faits et à la réalité; sous un faux jour. La province a donc le droit et le devoir de faire connaître sa population telle qu'elle est, sa mentalité, sa vraie figure, de soumettre ses légitimes revendications et de faire valoir ses

aspirations nationales. Dans la poursuite de ce but, la radio est un des plus puissants moyens quasi indispensables qui soit à notre portée. Et personne ne peut mieux le faire, ne peut mieux interpréter les sentiments du Québec que des Québécois par l'entremise d'une radio québécoise.

Il n'est pas nécessaire, dans une loi comme celle-ci, de parler des droits fédéraux. Mais, pour bien marquer le respect que la province a non seulement de ses droits, mais aussi de ceux des autres, on a voulu reconnaître, dans le projet de loi, et les droits de nature provinciale, et ceux de nature fédérale. La loi ne fait que mettre en pratique le respect des droits respectifs de chaque autorité: provinciale et fédérale. D'ailleurs, la loi n'a d'effet que dans le domaine provincial. Pourquoi n'aurions-nous pas une radio-provinciale? Il n'y a rien d'extraordinaire au fait que Québec ait sa radio.

Le Manitoba a un système de radiodiffusion, l'Alberta veut en créer un. Cela existe en Ontario. L'État de New York et la ville de New York ont leurs postes. De plus, nombres de villes et d'États américains possèdent leurs stations. Nous sommes pour la liberté. Étant donné qu'il existe une liberté des airs et des mers, celle-ci s'applique aux provinces comme au pays. Il devrait, il me semble, y avoir une liberté pour l'expression de la pensée française et catholique, comme il y en a une pour la pensée anglaise, saxonne et protestante.

La loi fédérale elle-même reconnaît aux provinces le droit de posséder des postes de radio et de créer des réseaux de radiodiffusion. Je sais que la Cour suprême et le Conseil privé ont décidé, en 1932, que la juridiction fédérale était exclusive dans le domaine de la radio; c'est du moins dans ce sens qu'on les interprète. Mais il résulte de ces deux jugements, que j'ai devant moi, que la question n'est pas aussi claire que cela. D'une étude de l'ensemble de la jurisprudence, il résulte qu'en matière de radiodiffusion, si le fédéral a des droits que nous ne nions pas, il est non moins admis que les provinces ont aussi des droits que le fédéral ne peut nier.

Il ne faut pas oublier que la radio est un puissant moyen d'éducation et que l'éducation relève des provinces. Les postes sont établis sur le sol de la province, sur des propriétés qui dépendent du droit civil de la province et relèvent de la souveraineté provinciale. D'ailleurs, je ne crois pas qu'il y ait de difficultés à ce sujet. Il serait inconcevable que certains intérêts privés possèdent plus de droits en ce domaine qu'une province.

À l'heure actuelle, nous constatons que certains propriétaires de journaux possèdent des

postes de radio. Je ne conteste pas aux propriétaires de journaux le droit d'en posséder, mais je nie au propriétaire de n'importe quel journal le droit de monopoliser la radio. Le monopole de la presse, de l'information, de la publicité ou des nouvelles n'est pas plus recommandable que le plus exécration des monopoles. Il est aussi condamnable que tout autre.

(Applaudissements à droite)

Si les magnats de la presse écrite peuvent ajouter des stations de radio à leurs moyens de propagande, la voix de la collectivité devrait également pouvoir se faire entendre. Il faut respecter la liberté de pensée et de parole chez les collectivités comme chez les individus. Si l'individu a le droit d'exiger le respect de sa liberté de parole et de pensée, à plus forte raison un peuple ou une province a le droit d'exiger que l'on respecte cette liberté. Les intérêts privés et les individus ne peuvent posséder plus de droits qu'une nation et qu'une province en ce domaine. Ce serait inconcevable, pour ne pas dire insupportable.

Je suis antitotalitaire en ce sens que le bien collectif doit servir l'individu sans faire disparaître sa personnalité. Je suis l'un de ceux qui croient à la nécessité des droits de l'individu, au respect de l'individu et de la personne, mais j'estime que la collectivité provinciale possède des droits aux moins égaux à ceux de certains puissants magnats du journalisme. Nous ne voulons d'aucun trust tant dans le domaine de la radio que dans celui du journalisme.

Le système de radiodiffusion que l'on veut établir sera entouré de toutes les précautions voulues, de manière à lui assurer la stabilité et assurer sa vie de façon princière. Ce système a trois buts à atteindre. En premier lieu, il nous fera connaître et fera valoir nos revendications et aspirations. Nous ferons connaître notre mentalité à l'étranger, nous ferons connaître nos ressources, notre vrai visage et notre culture. Car c'est notre avis que, si la province de Québec était connue telle qu'elle est, si elle est bien exposée sans dénaturer les faits, ses caractéristiques seraient considérées à bon droit comme un précieux actif de la nation, un actif indispensable à la grandeur du pays.

En second lieu, nous ferons connaître le présent mais le passé et nos traditions, sans lesquels nous ne serions pas ce que nous sommes et dans lequel nous devons puiser des leçons pour l'avenir. Le respect du passé est aussi nécessaire que les vibrations du cœur humain. J'ai le culte de notre histoire et de notre passé. Celui-ci est nécessaire et nous devons montrer que nous sommes fiers, qu'il renferme des pages glorieuses.

Nous avons le droit et le devoir de proclamer notre fierté envers le passé. La radiodiffusion des nouvelles est aujourd'hui contrôlée par les stations privées et par Radio-Canada et, bien que ce ne soit pas toujours fait intentionnellement, ces nouvelles sont souvent données d'une façon préjudiciable à la province de Québec. Le contrôle de la nouvelle, que l'on farde avec la meilleure volonté du monde, parfois, n'en cause pas moins des injustices aux personnes, aux peuples et aux provinces.

Il faudra remédier à cela et rétablir la vérité. Je suis convaincu qu'une meilleure compréhension et l'échange des opinions, des pensées et de nouvelles entre les diverses parties composantes de la Confédération ne pourront que produire une véritable unité nationale fondée sur la justice et la parfaite compréhension de nos problèmes. Je ne puis accepter la centralisation de l'opinion publique.

Les activités de Radio-Québec seront donc publiques, l'activité de Radio-Québec sera donc bienfaisante au point de vue social, familial et national et sera en même temps profitable au point de vue commercial et matériel. La radio est appelée à jouer le rôle d'un ambassadeur courtois et à rendre des services incalculables à la province, car elle comblera une lacune qu'il faut combler immédiatement.

Il (l'honorable M. Duplessis) reconnaît au fédéral des droits en matière de radiodiffusion, mais les provinces ont des droits semblables.

Faisant miennes les paroles d'Abraham Lincoln, je dis: "Nous présentons ce projet sans malice contre personne; avec charité pour tous; avec fermeté et dans les limites des droits que Dieu nous a donnés."

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis de l'avis du premier ministre, la radio entre des mains habiles est devenue un puissant moyen d'éducation. Il se peut que la province ait besoin de ce moyen de communication par voie d'achat ou de location d'un ou deux postes de radio. La province a-t-elle besoin d'être autorisée à fonder un poste de radio? Je le crois et je suis favorable au projet. Mais a-t-elle besoin d'organiser un grand système de radiodiffusion? Cela est plus douteux.

Québec peut actuellement faire sur les ondes toute la propagande qu'elle veut. Personnellement, je n'ai cependant aucune objection quelconque à ce que le gouvernement soit propriétaire d'un poste de radio, du moment qu'il sera exploité à l'avantage de toute la population et si le bien commun doit en tirer du profit. Le principe de la loi n'est donc pas mauvais.

Je crois même à la possibilité de faire des ententes avec Ottawa au sujet des licences nécessaires pour la création des postes et la surveillance des émissions. Mais il y a de nombreuses œuvres plus urgentes qui s'offrent à l'attention du gouvernement, étant donné que la province peut déjà faire entendre sa voix sur les ondes sonores des postes privés et même à Radio-Canada.

Mais là où le projet devient inquiétant, c'est quand je songe que le gouvernement fédéral, avec 24 postes de radio disséminés à travers le pays, n'a pas investi un capital de \$3,000,000, tandis que le gouvernement provincial nous demande \$5,000,000 uniquement pour fonder son système. Je pose aussi des objections plus sérieuses, lorsqu'on vient demander à la Chambre de voter en blanc, comme il l'a fait précédemment, n'importe qu'elle dépense pour l'entretien des postes qu'il achètera. C'est cet entretien qui est coûteux et non pas l'achat des postes.

Le gouvernement devrait au moins indiquer une limite et inclure les dépenses dans le budget chaque année. On devrait établir une limite aux dépenses annuelles du gouvernement, qui seraient systématiquement vérifiées par les députés de cette Chambre, et une fois ce montant approuvé, il devrait être inclus dans le budget de la façon habituelle. C'est une mauvaise habitude de donner aux gouvernements l'autorisation de dépenser, sans limites, l'argent du peuple. C'est une habitude que le gouvernement actuel a prise depuis le début de la session et avec laquelle il procède très rapidement et rondement. Les représentants du peuple ne sont pas ici uniquement pour étudier des textes de loi, mais aussi pour contrôler la dépense des deniers publics.

Je veux que l'âme de Québec puisse s'exprimer librement. Mais la plus grande objection que je veux élever contre le projet de loi, c'est la suivante. Si la voix du Québec doit être entendue à l'étranger, comme l'a dit le premier ministre, il ne faut pas que la tâche en soit confiée au gouvernement et encore moins à un seul homme, surtout au premier ministre. La Chambre ne devrait pas confier à un gouvernement le contrôle d'une organisation aussi importante.

En 1929<sup>15</sup>, quand le chef du gouvernement était ici dans l'opposition, il reprochait au gouvernement Taschereau, qui demandait \$250,000<sup>16</sup> seulement pour la location de postes, de laisser la politique s'introduire dans le domaine de la radio. Je dis que c'est une mauvaise habitude, et Hitler ne ferait pas pire, de confier à la surveillance d'un seul homme, le chef de l'Exécutif, de ce que le premier ministre lui-même a appelé l'expression de la pensée populaire et de l'âme du Québec.

Le chef du gouvernement représente un parti politique. Le moins qu'on puisse lui demander, c'est de ne pas s'introduire dans un domaine comme celui de la radio. Le moins la politique s'introduira dans une affaire de ce genre, le mieux ce sera. Je ne dis pas cela pour le premier ministre actuel; mais il faut prévoir pour l'avenir, et ce que le gouvernement propose est mauvais entre les mains de n'importe quel chef de gouvernement.

Il (M. Godbout) qualifie de principe déplorable, mauvais, dangereux, illogique, antidémocratique, injuste et dictatorial la disposition selon laquelle le seul responsable de l'organisation dans son ensemble, de la programmation et de la diffusion, est un gestionnaire unique qui n'aura à rendre des comptes directement qu'au premier ministre de la province lui-même. Je crois le premier ministre sincère dans la pensée qu'il exprime aujourd'hui et, s'il l'est, il prendra les mesures nécessaires pour confier à une commission indépendante de la politique la direction de notre radio québécoise. Ce serait entourer cette loi de toutes les précautions nécessaires. Il n'est pas juste de mettre entre les mains d'un chef de parti politique un instrument aussi puissant de la nature de celui que le premier ministre actuel demande.

Nous ne voyons pas d'objection au principe de la création d'un système québécois de radiodiffusion. Je ne ferai de passion. Mais je demande au gouvernement de réfléchir et de ne pas gêner par la politique une initiative qui peut avoir du bon. C'est un non-sens de donner au premier ministre le soin de surveiller tout, de donner des contrats. Il sera le premier à la regretter.

Le premier ministre a déjà déclaré qu'il a eu à se plaindre de la radio fédérale. Je ne veux pas donner à un chef de parti l'autorité réclamée par ce projet de loi. Ce n'est pas juste. Si un gouvernement, dont le chef est en même temps le chef d'un parti politique, prend le monopole de la radio, au détriment des autres partis, c'est infiniment mal. C'est la création d'un monopole très dangereux. Si le premier ministre veut se créer un instrument de propagande pour se maintenir au pouvoir 10 ans, ce serait une chose regrettable, mais le projet est beaucoup plus dangereux que cela. Il s'agit de mettre entre les mains d'un gouvernement un droit qui peut conduire aux pires abus.

Le premier ministre disait que le monopole de la radio, s'il a la liberté d'exclure des ondes les autres partis politiques, de ne faire entendre qu'un son de cloche, il doit être blâmé. Le monopole, d'où qu'il vienne, est exécrable et le gouvernement



s'organise pour ne faire entendre qu'un seul son de cloche. La radio est essentiellement une œuvre d'éducation et il faut la protéger contre le parti qui est au pouvoir.

Il faut la confier à une commission indépendante de tous les partis politiques et l'entourer de toutes les précautions possibles. Il ne faut pas qu'elle soit sous le contrôle d'un seul homme, qui est en même temps le chef de son parti. Voilà pourquoi nous avons fondé la Commission du service civil.

Le travail de Radio-Québec ne sera pas moins important que celui de la Commission du service civil que nous avons entouré de toute la protection nécessaire, au point que les commissaires ne pouvaient être destitués que par un vote des deux Chambres. Il fallait protéger cette œuvre contre tous les gouvernements.

La façon dont on veut établir Radio-Québec représente un empiétement sur nos libertés parlementaires. Nous nous objectons à l'adoption des résolutions parce que c'est antidémocratique; parce qu'elles mettent de côté le droit des députés de contrôler les dépenses annuelles, ce qui est antiparlementaire; parce qu'il y a nécessité absolue de faire diriger la radio de Québec par une commission indépendante.

Je m'opposerai au projet de loi, à moins que le gouvernement ne consente à soumettre à la Chambre le contrôle des dépenses annuelles que la radio entraînera et à moins qu'il ne reconnaisse la nécessité absolue que la Radio-Québec soit dirigée par une commission indépendante.

Pour que cette œuvre soit viable, il n'y faut pas intercaler de la politique. C'est un mauvais projet de loi, même si le principe lui-même en soit absolument louable.

Il n'est pas décent que ce poste, ce réseau, cette dépense de \$5,000,000 soient sous le contrôle d'une seule personne. Je ne puis accepter cela. C'est la violation des attributions et des prérogatives des députés. La province rétrograde au lieu d'aller de l'avant.

Le premier ministre a cité Lincoln tout à l'heure. Si le premier ministre avait scruté sa conscience, je crois qu'il aurait pu ajouter à cette citation:

"Nous présentons ce projet sans malice pour personne; avec charité pour tous; avec profit pour l'Union nationale." Ce projet est dangereux pour l'avenir de notre province et, à moins qu'il ne consente à l'amender, nous serons obligés de voter contre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le chef de l'opposition a pu examiner la question selon sa manière de voir, on ne peut pas me nier le droit de rétablir les faits. Je remercie le chef de l'opposition de sa délicatesse, lorsqu'il a déclaré que jamais il ne donnera au gouvernement de l'Union nationale ni au premier ministre l'autorisation de dépenser \$5,000,000 pour établir Radio-Québec et en contrôler l'administration. Le chef de l'opposition a voulu me viser personnellement en disant qu'il ne veut pas confier le contrôle de la radiodiffusion québécoise à un seul homme.

**M. Godbout (L'Islet)** nie l'assertion, demande au premier ministre de prendre sa parole et déclare être demeuré dans des généralités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition voudrait nier au gouvernement actuel le droit de dépenser \$5,000,000 pour des fins aussi utiles, quand mon gouvernement est autorisé par le peuple à dépenser un budget de \$100,000,000 par année. Le chef de l'opposition se scandalise quand lui et son gouvernement ont donné au ministre de la Voirie le droit de dépenser seul des centaines de millions de dollars pour la voirie, sans consulter les Chambres.

On se scandalise que le gouvernement de la province puisse dépenser \$5,000,000 pour faire connaître la province de Québec, pour affirmer les revendications de la liberté de parole, quand l'an dernier, le chef de l'opposition s'est fait autoriser à dépenser \$200,000,000, dans l'affaire de la Montreal Power, sans consulter la Chambre.

C'est lui et son gouvernement qui ont dépensé \$30,000,000 pour établir la Commission des liqueurs de Québec, instrument politique, mis dans les mains d'un ministre. Est-ce assez illogique, M. le président? Si on dépense \$30,000,000 pour vendre du whisky, un autre gouvernement devrait être capable d'en dépenser cinq pour la radio.

Ce montant de \$5,000,000 est nécessaire pour l'expropriation des postes existants qui ne voudront pas se laisser acheter. Les 24 postes fédéraux ont coûté beaucoup plus cher que \$3,000,000. Le montant demandé est celui que l'on a fixé pour exproprier les postes que l'on ne voudra pas vendre. Je suis surpris du ton et de l'attitude adoptés par le chef de l'opposition.

Pourquoi le gouvernement de la province n'aurait-il pas le droit autant que le gouvernement fédéral d'administrer dans le domaine de la radio? Si Ottawa a des droits en fait de radio, la province doit

en avoir. Si la voirie est nécessaire à la province, la radio l'est aussi au point de vue intellectuel. Nous avons toutes les garanties possibles dans la loi pour doter la province d'un système digne d'elle, pour que les revenus soient affectés au paiement des dépenses, des intérêts et l'amortissement des dettes.

Nous présentons une loi constitutionnelle qui respecte les droits du fédéral et consacre les droits des provinces. Il n'y a pas de problème plus urgent dans le moment que celui d'avoir un moyen d'exprimer notre opinion, le sentiment de la province de Québec. Il (M. Duplessis) promet de doter la province d'un système de radiodiffusion digne d'elle.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je ne suis pas opposé au principe de ce projet. Il souligne l'extrême importance du projet de loi soumis à l'étude de la Chambre, à cause de la puissance de la radio comme moyen de propagande et comme instrument d'éducation. Elle peut changer progressivement toute une mentalité. Tous les gouvernements et tous les mouvements en ont réalisé l'importance et rien d'étonnant de constater que l'État du Québec veuille à son tour utiliser la puissance des ondes.

Dès la fondation du Bloc populaire canadien, nous avons inscrit à notre programme l'établissement d'une radio provinciale. C'est un principe excellent que le présent gouvernement reconnaît. Je n'y vois rien d'extravagant et j'estime au contraire que c'est une œuvre qui aurait du être entreprise depuis longtemps. Je suis enchanté que le principe en soit actuellement présenté.

La radio a d'autant plus d'importance pour nous que l'État du Québec a charge d'âmes, qu'une véritable culture est en jeu. Il ne s'agit pas d'une simple question administrative, étant donné que, pour le Québec, c'est l'avenir de la culture de toute une race qui, en réalité, est en jeu. C'est pourquoi cette intervention s'imposait. De plus, la radio constitue une formule d'éducation par excellence et l'éducation en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord relève uniquement des provinces. Pour cette raison, nous avons un intérêt vital, immédiat et permanent. Il serait invraisemblable que la province continuât à se désintéresser de la radio comme elle l'a fait jusqu'ici.

Il (M. Laurendeau) fait ensuite l'historique de l'organisation du réseau radiophonique canadien et dit que les premières lois, celle de 1932, tenaient compte de cet intérêt des provinces dans la radio, en permettant que des commissaires adjoints soient nommés, après consultation avec les gouvernements des provinces. C'était là la reconnaissance du droit conjoint des provinces et du fédéral d'exprimer leurs

opinions. La loi de 1936 a fait disparaître ces commissaires, mais il n'en reste pas moins vrai que l'État du Québec possède des devoirs envers les siens, des devoirs de représentation vis-à-vis de l'extérieur et des responsabilités à l'égard des autres groupes français du pays et des États-Unis.

Il (M. Laurendeau) a suivi les programmes de Radio-Canada. On peut prétendre que la voix du Québec est exprimée sur le réseau français de Radio-Canada, mais à certaines heures, on ne reconnaissait pas la voix du Québec. On représentait fausement nos idées, et cela, c'est de la trahison. On doit abonder dans le projet de formation non seulement d'un poste, mais d'un réseau de postes et que cela aurait pu être entrepris depuis longtemps, parce que la radio fédérale n'a pas rempli envers la province de Québec la mission que l'on était en droit d'attendre d'elle.

Il (M. Laurendeau) s'élève contre la prétention de la radio de devenir le grand moyen d'éducation de la nation canadienne et particulièrement de la nation canadienne-française. On a des programmes éducatifs de haut ton et excellents, mais il faut tout de même tenir compte du fait que ces programmes éducatifs viennent d'Ottawa, dépendent d'Ottawa et que, pour cette raison, Ottawa possède un outil dangereux. Depuis le début de la guerre en particulier, la radio fédérale a eu la prétention de faire l'éducation du peuple au nom de l'impérialisme le plus avoué. Les commentateurs ont orienté la propagande et l'éducation vers la participation, la conscription et ont représenté une conception de la politique extérieure.

Radio-Canada a été un artisan fanatique d'impérialisme à travers la province, comme dans tout le pays. Il s'est fait le fabricant d'une unité nationale artificielle et a banni systématiquement toute une école de pensée qui avait le droit de s'exprimer. Ses efforts tendent à tout placer dans le même moule. Nous avons déjà eu une première expérience avec Radio-Canada. Lors du plébiscite, on a refusé à toute une classe de citoyens la permission d'utiliser la radio. Depuis ce temps, un effort d'impartialité a été tenté, mais ce n'est pas encore la perfection.

Le principe de confier des œuvres importantes à des régies ou à des commissions est un principe sain. Il soulage d'un poids considérable les administrateurs. Reste à décider comment appliquer ce principe. C'est ici qu'un principe aussi excellent que celui d'une radio provinciale peut être vicié par son application. Il ne faut pas courir le risque de dégoûter le peuple d'une réforme essentielle en l'appliquant mal. D'après le texte même du projet de loi, les pouvoirs de contrôle sont réduits considérablement. On tend à substituer l'exécutif au

législatif et l'exécutif lui-même est centré sur des points importants sur un seul homme, en l'occurrence le premier ministre.

Il y a dans ce projet de loi, malheureusement, une absence quasi totale de garanties. Avec le projet de loi du premier ministre, la Chambre se trouve en face d'une tentative de domination du parti et même d'une tentative de domination personnelle. Le gérant de Radio-Québec peut devenir une créature du premier ministre, tandis qu'une commission indépendante offrira plus de garanties d'impartialité. Je trouve excessivement dangereux que l'on confie au premier ministre des pouvoirs aussi exorbitants. Je favorise l'établissement d'une commission indépendante, comme le suggère l'honorable chef de l'opposition. Il (M. Laurendeau) déclare qu'il approuve la mesure, mais uniquement si elle fournit la même protection à tous les partis.

Il est 11 heures et demie, je propose l'ajournement du débat.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. Roc d'Or est un camp minier de "squatters" qui apparaît en 1935 "avec l'entrée en production de la mine Canadian Malartic." En 1939, le gouvernement

détruit ce camp et crée la ville de Malartic. (Vincent, Odette. (dir). *Histoire de l'Abitibi-Témiscamisque*. Coll. "Les régions du Québec". Québec. Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 316 et 373) Cette question semble être connue à la Législature provinciale, car *L'Action catholique* du 14 mars 1945, à la page 2, précise que: "depuis quelques années, la question des résidents de Roc d'Or a eu son écho à l'Assemblée législative au cours de chaque session".

2. *L'Action catholique* du 14 mars 1945, à la page 3, affirme que M. Chaloult a lu des lettres qu'il a reçues de prétendus colons de l'endroit.

3. *The Gazette* du 14 mars 1945, à la page 21, ne rapporte pas tout à fait la même chose: "Ils ne sont pas des colons au sens propre du terme, mais devraient en fait être nommés en des termes qu'il n'aime pas utiliser en Chambre".

4. Ce nom en question que n'ose prononcer M. Duplessis est celui de "Putainville", surnom donné à cet endroit qui était en fait une agglomération de squatters illégaux en périphérie de Val-d'Or et où la morale n'était pas la vertu la plus honorée.

5. Il n'est pas certain que ce soit le député qui ait dit ça, c'est peut-être le journaliste.

6. Le débat sur cette question va durer, selon *Le Soleil* du 14 mars 1945, à la page 3, cinq heures.

7. Ce chiffre provient du journal *Le Canada* du 14 mars 1945, à la page 2, et *Le Soleil* du 14 mars 1945, à la page 3, avance le chiffre de 91,541.91.

8. Ce chiffre provient du journal *Le Soleil* du 14 mars 1945, à la page 5, alors que *Le Canada* du 14 mars 1945, à la page 2, parle de 1930.

9. Ce chiffre vient de *L'Événement* du 14 mars 1945, à la page 11, alors que *L'Action catholique* du 14 mars 1945, à la page 15, parle de \$300.

10. Selon *The Gazette* du 14 mars 1945, à la page 14, cette déclaration de M. Laurendeau est destinée à M. Duplessis et M. Godbout: "André Laurendeau a sermonné M. Duplessis et M. Godbout au sujet de leur façon de s'exprimer".

11. Traduction: Il est en effet cruellement ironique que les districts habités par la majorité des ouvriers

ne reçoivent des industries aucune taxe scolaire ou municipale!

12. *The Chronicle Telegraph* du 14 mars 1945, à la page 3 précise que "le gouvernement de l'Union nationale a cité des extraits d'une lettre reçue du ministre des Finances du Canada".

13. *Le Canada* du 14 mars 1945, à la page 12, note que cette remarque s'explique par le fait que le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault) n'a presque que pas parlé durant le débat et que c'est plutôt M. Duplessis qui a "piloté le projet tout seul, toute la journée."

14. Selon *Le Canada* du 14 mars 1945, à la page 12, M. Duplessis présente son projet à 10 h 15.

15. *La Tribune* du 14 mars 1945, à la page 8, écrit 1931.

16. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 14 mars 1945, à la page 11. *Le Canada*, du 14 mars 1945, à la page 12, parle plutôt de \$200,000.

Séance du mercredi 14 mars 1945

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 147 modifiant la loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine;
- bill 149 autorisant l'adoption de Marie-Gisèle-Colette Bélanger par Joseph-Albert-Walter Matteau et son épouse Angéline Bélanger;
- bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 142 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 119 concernant la succession de feu M. Moïse Coupal n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la municipalité du village d'Ormstown, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une résolution du conseil municipal de ladite corporation;
- de dame Estelle Marquis, en religion Mère Marie-Édouard et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'hôpital Saint-François d'Assise;
- des missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant l'article 11 de la loi 5 George V, chapitre 103, pour y supprimer certains lots.

**Projets de loi:****Missionnaires Oblats  
de Sainte-Agathe-des-Monts**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts et les missionnaires Oblats de Marie Immaculée.

Les Oblats de Marie Immaculée qui possèdent un domaine dans les limites sud-est de Saint-Agathe-des-Monts, demandent par un bill la permission de constituer une municipalité sous le nom de Dozois, sans conseil municipal, mais sous la juridiction de la corporation des Oblats. Le nouveau territoire sera considéré pour fins électorales, provinciales-fédérales, comme faisant partie de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts et les missionnaires Oblats de Marie Immaculée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital  
Saint-François d'Assise**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 constituant en corporation l'hôpital Saint-François d'Assise.

Adopté.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 constituant en corporation l'hôpital Saint-François d'Assise..

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire  
de Saint-Malachie d'Ormstown**

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que l'article 621 du Règlement soit

suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 sanctionnant et confirmant certaines résolutions dûment adoptées par le conseil de la corporation du village d'Ormsdown et les commissaires d'écoles du village d'Ormsdown dans le comté de Châteauguay et la municipalité scolaire catholique de Saint-Malachie d'Ormsdown.

Adopté.

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 sanctionnant et confirmant certaines résolutions dûment adoptées par le conseil de la corporation du village d'Ormsdown et les commissaires d'écoles du village d'Ormsdown dans le comté de Châteauguay et la municipalité scolaire catholique de Saint-Malachie d'Ormsdown

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des médecins vétérinaires**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 modifiant la loi des médecins vétérinaires.

Le but de cette mesure est de faire concorder la loi des vétérinaires avec le programme d'études actuel, la pratique de la profession et les règlements qui ont été adoptés par le bureau des gouverneurs, depuis nombre d'années, ayant trait à la régie interne du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile**

**M. Lemieux (Beauharnois)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travail des femmes dans les usines de guerre<sup>1</sup>**

**M. Chaloult (Québec)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses ministres ou

ou officiers, ou tout organisme social, relativement au travail des femmes dans les usines de guerre.

Le travail des femmes à l'usine est une question qui prime en importance celle même de la conscription, car le problème de la désertion des campagnes et de la famille en général y est directement en cause. Autrefois, on se plaisait à souligner que, dans la province de Québec, la population rurale était beaucoup plus élevée que la population des villes. Mais aujourd'hui, la proportion en est renversée.

En 1870, 71 % à 72 % de la population se composait de cultivateurs. Les derniers recensements, et en particulier celui de 1941, ont établi que ce pourcentage est tombé à 36 %, tandis que la proportion de la population urbaine est montée à 64 %. C'est le Québec qui renferme le plus faible pourcentage de cultivateurs de toutes les provinces du dominion.

C'est un fait alarmant quand l'on songe que les sources vitales de notre nationalité s'alimentent dans les campagnes. Nous avons réussi à survivre parce que notre peuple était agricole. Depuis la guerre, cette proportion de la population agricole a encore diminué, à cause du fait notamment que les fils de cultivateurs ont été conscrits et qu'un bon nombre de ruraux sont venus travailler dans les villes.

Mais ce qu'il y a de plus alarmant, c'est que 60,000 jeunes filles et un nombre considérable de femmes de nos campagnes ont pris le chemin des usines de guerre dans les villes. Il ne serait pas étonnant que la population rurale soit passée à 30 % seulement.

On vide la campagne et on désorganise les familles canadiennes qui sont la base, le fondement de toute notre organisation religieuse, sociale et scolaire. Sans la famille, nous n'existerions plus sur les bords du Saint-Laurent. Le travail des femmes s'avère la façon la plus sûre de détruire la famille. La famille canadienne-française est la cellule première de la société à laquelle nous devons notre survivance, sans laquelle nous ne pourrions être ce que nous sommes, et la femme est le centre de cette cellule et le pivot de notre vie nationale.

La cause première du travail de la femme à l'usine de guerre, c'est notre effort de guerre disproportionné avec nos intérêts et nos moyens. Notre participation est plus considérable que celle des États-Unis et de l'Angleterre. Nous avons voulu nous payer le luxe d'une guerre et rivaliser avec des pays plus grands et plus puissants que nous, que notre peuple. Comme la grenouille de la fable, le Canada s'enfle et se travaille pour se faire aussi gros qu'un bœuf, que les États-Unis et l'Angleterre. Le Canada pourrait bien en crever.

Depuis 1942, le gouvernement d'Ottawa s'est efforcé de drainer les femmes de la campagne vers les usines de guerre par une publicité de mauvais aloi. Tout récemment, j'écoutais un speaker de Radio-Canada dire que la place de la femme n'est plus au foyer mais à l'usine. On peut voir quelle propagande antifamiliale fait Ottawa qui applique une politique de suicide, dirigée contre le peuple canadien-français. En principe, je veux bien collaborer avec Ottawa mais apparemment, en pratique, cela semble impossible.

Le général McNaughton a déclaré, il y a quelque temps, qu'il n'y avait pas assez de femmes dans les usines de guerre, que les femmes devraient s'appliquer à remplacer les hommes appelés aux armées. On donne des salaires considérables aux femmes travaillant dans les usines. Les appels de Radio-Canada, du premier ministre, du ministre de la Défense, l'appât du gain que l'on fait miroiter, pour attirer les femmes vers les arsenaux, sont d'autres raisons de la désertion des campagnes par l'élément féminin. Des milliers et des milliers de jeunes filles, surtout depuis 1942, ont quitté la campagne pour venir dans les villes où elles sont exposées aux dangers tant physiques que moraux qu'on rencontre dans les grandes agglomérations urbaines.

Soixante mille femmes et jeunes filles travaillent dans ces usines. Elles viennent presque toutes de la campagne. Sur les 60,000 jeunes filles employées dans les usines, il y en a 5,000 de moins de 17 ans. Environ 50 par semaine sont terrassées par la maladie, parce qu'elles font un travail au-delà de leurs forces.

Les gens de la campagne ne sont pas immunisés comme les gens des villes contre les microbes de la tuberculose et autres maladies semblables. Elles ne sont pas préparées à la vie citadine et elles tombent facilement dans le piège qu'on leur tend. Les sanatoriums, les hôpitaux, les asiles d'aliénés, les maternités se remplissent aux dépens de notre population rurale.

J'ai ici des statistiques qui ont été recueillies dans une enquête faite par la Jeunesse agricole catholique (J.A.C.). Ces statistiques ont été préparées sous une direction sérieuse et je les crois exactes, sauf une. Ces statistiques établissent qu'à Montréal, sur 5,000 jeunes filles venues de la campagne et engagées comme domestiques, on a trouvé 2,500 filles-mères. 5,000 prostituées viennent de la campagne, c'est-à-dire que la presque totalité des prostituées de Montréal sont des Canadiennes françaises. À ce propos, à la suite d'un discours que j'avais prononcé contre les monopoles, un citoyen

anglais de Westmount m'écrivait: "Nous laissons un monopole aux Canadiens français, le monopole de la prostitution dans la ville de Montréal." Je me demande si ces paroles ne devraient pas nous porter à réfléchir. Je ne les prends pas à mon compte, mais...

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je soulève une question d'ordre. Il n'est pas question des filles-mères de Montréal. Le député de Québec (M. Chaloult) aura à répondre de l'insulte qu'il fait aux femmes canadiennes-françaises. Je veux protester tout de suite contre ses insultes aux Canadiennes françaises.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre n'est pas fondé.

**M. Chaloult (Québec):** J'ai dit que je ne prenais pas ces mots d'un Anglais à mon compte. Les chiffres que je possède sur l'arsenal de Québec sont plus douteux. On me dit que la moitié des filles employées là seraient des filles-mères et qu'on y blasphème communément. Les jeunes filles qui travaillent à l'arsenal de Valcartier, où sont situées les usines de guerre du Canada, donnent naissance à 150 enfants illégitimes par mois. Cet arsenal est situé dans le comté que je représente et ces chiffres sont authentiques et parfaitement contrôlés.

À la prison de Québec, sur 23 filles qui y étaient incarcérées en juillet 1944, 22 venaient de la campagne, toutes buvaient et plusieurs blasphémaient. À l'hôpital de la Miséricorde, du 1<sup>er</sup> janvier au 2 septembre<sup>2</sup> 1944, 344 filles sur les 400 filles reçues dans cette maison, dont on connaît la raison d'être, venaient de la campagne.

Ce problème est effarant, si l'on songe surtout qu'une enquête a démontré qu'à l'arsenal de Valcartier, on a remercié 600 filles au régime de 200 par semaine. La plupart des jeunes filles ne veulent pas retourner à la campagne parce qu'elles disent que ça sent trop la vache. L'hygiène à la campagne laisse trop à désirer. Il y a de l'eau courante pour les bêtes de somme, mais il n'y en a pas pour les êtres humains.

Les filles congédiées des usines ne veulent pas retourner à la campagne parce qu'on y manque de confort et refusent d'entrer dans le service privé sous prétexte qu'elles perdront leur liberté. Que voulez-vous qu'elles fassent? Elles n'ont plus d'argent, plus de moyens de subsistance et elles se livrent à la prostitution. J'ai la prétention de ne rien exagérer. Ces femmes habitent des taudis où il n'y a pas d'air, pas de soleil.

Elles tombent malades. Il suffit d'aller les voir partir pour Valcartier, à la gare du Palais et d'examiner les jeunes filles pour constater qu'elles sont dans un état physique lamentable et qu'elles ne sont pas en bonne santé, forcées qu'elles sont de fréquenter des salles enfumées, d'habiter des chambres antihygiéniques. C'est toute la race qui en souffre. André Siegfried, qui n'a pourtant pas été bien longtemps au pays, disait que la race canadienne-française avait tendance à fléchir.

Ces jeunes filles des arsenaux souffrent ou sont appelées à souffrir de brûlures. Elles respirent des odeurs de mercure et de poudre, manient des substances chimiques susceptibles de les rendre infécondes. On leur donne cet emploi et on fait en sorte que cela arrive presque exclusivement dans la province de Québec. Il (M. Chalout) appuie tout particulièrement sa thèse sur un rapport préparé en 1942 par la société médicale de Saint-Sauveur et qui démontre que les médecins reçoivent un nombre très considérable de jeunes filles travaillant aux usines de guerre dont l'état de santé est très pénible. Ce problème est très grave.

En général, les femmes travaillent plus que les hommes eux-mêmes. Elles font un travail plus délicat et plus dangereux. On vide nos campagnes de leurs éléments les plus sains et on peuple les hôpitaux, les asiles d'aliénés, les maisons de prostitution et les maternités. Et ces femmes rendues malades par leur travail pourront-elles avoir des enfants?

D'autres n'auront que des enfants malades. Les usines d'Ottawa créent de la dégénérescence dans le peuple. Je me demande quelle sera la progéniture que nous préparons ces 60,000 jeunes filles dans les usines de guerre, si toutefois elles consentent à en avoir, car elles auront appris à limiter la famille. Les conséquences du travail féminin dans les usines seront désastreuses pour l'avenir de notre peuple.

Quels sont les remèdes? Il s'agit surtout d'arrêter la désertion. Je demande au gouvernement provincial d'arrêter la désertion des campagnes, surtout avant le retour des jeunes gens d'outre-mer. Peu important les réclamations d'Ottawa, même ceux qui croient que nous nous battons pour la civilisation. Avant de sauver la civilisation des autres, ils devraient être les premiers à la conserver chez nous.

Il faut d'abord songer à notre survivance. Les mères de famille doivent être mises en garde. C'est là que Radio-Québec pourrait jouer un rôle primordial et très utile dans ce domaine en avertissant les mamans du danger que courent leurs

filles et en prêchant le retour à la terre, et ainsi enrayer l'exode vers les villes. Les filles qui ont quitté la campagne n'y retournent jamais avec de l'argent. Elles ne viennent pas en ville pour faire fortune; elles viennent en ville pour se déniaiser et elles se déniaisent, mais à leur détriment. Vous connaissez l'histoire de cette mère canadienne-française qui disait: "Ma fille est si occupée par son travail et ses devoirs religieux qu'elle n'a pas le temps de m'écrire<sup>3</sup>. La fille était mère de trois enfants naturels!

Il faut non seulement empêcher le travail féminin à l'usine, mais il faut aux filles de la campagne un certain confort, établir pour les campagnards un régime de vie acceptable pour la jeunesse et rendre la vie à la campagne plus heureuse et plus riante. On a l'eau courante à l'étable et on ne l'a pas dans la maison. Parmi les remèdes à apporter, il (M. Chalout) souligne l'électrification, puis toutes ces choses qu'on trouve dans les villes et qui manquent généralement dans les campagnes et qui sont essentielles pour assurer un minimum de confort. Il (M. Chalout) souligne l'importance d'instaurer dans nos campagnes un régime de vie plus acceptable pour y garder les hommes et les femmes. Je n'ai pas d'objection à ce que le gouvernement ait une chaîne de théâtres dans la province.

La conscription est un problème temporaire, tandis que la désertion des campagnes est un problème plus grave, parce qu'il est permanent. Puisque les jeunes filles des usines ne consentiront pas à retourner à la campagne, empêchons au moins celles qui sont encore à la campagne d'aller en ville. C'est grâce à la famille que nous avons survécu. À quoi nous servirait de survivre, si nous devions perdre nos caractéristiques propres et nous mouler dans le grand tout américain? Nous devons redevenir cent pour cent de ce que nous avons été. Notre devoir, c'est de rester intégralement français et catholiques dans la province de Québec. Je ne demande pas le vote sur ma motion. Je l'ai proposée pour dire ce que j'ai dit.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je ne voulais pas prendre part au débat, mais je ne peux m'empêcher d'exprimer l'impression pénible que je viens de ressentir et l'indignation de tout mon être, en entendant les calomnies absolument injustifiables avec lesquelles un membre de cette Chambre vient d'attaquer la plus belle partie et le meilleur élément de notre peuple.

(Applaudissements à gauche)



Il (M. Godbout) n'a de toute sa vie politique jamais entendu de propos aussi diffamatoires. Le discours du député de Québec (M. Chaloult) contient tellement d'injures à l'égard des femmes du Québec qu'il m'a totalement indigné et dégoûté.

Tout le monde déplore, et la femme la première, que nos jeunes filles aient été obligées de travailler dans les usines de guerre, tout le monde admet que c'est un mal qu'elles sont les premières à ressentir et qu'elles ressentent le plus. Il faut s'arrêter à songer que plusieurs ont dû s'y résigner à regret et quitter leur foyer avec répugnance.

Dans un temps critique comme celui que nous traversons, il y a des milliers et des milliers de femmes qui font des sacrifices en consentant de travailler pour aider à l'effort de guerre de tout le pays consciencieusement, et avec une connaissance parfaite du devoir qu'elles ont à accomplir pour la cause qu'on défend, en ce moment, de par le monde sur les champs de bataille. Ceux qui les respectent et qui se respectent ne devraient pas ajouter à leur inquiétude et à leur sacrifice une attaque vile contre leur caractère, comme celle que nous venons d'entendre.

En dépit des dires du député de Québec (M. Chaloult), les femmes du Québec, peu importe leur emploi avant ou pendant la guerre, peuvent garder la tête haute devant les Canadiennes des autres provinces. La femme canadienne-française peut passer la tête haute n'importe où dans le monde et son honneur est plus grand encore que celui de l'homme. Sur le chapitre de la moralité, elle n'a pas de leçons à recevoir de personne; elle est comparable à l'homme canadien-français. La femme de chez nous est la meilleure partie de notre population et le discours du proposeur de la motion n'a fait que soulever le dégoût.

Quand on vient affirmer que la majorité des prostituées de Montréal sont des Canadiennes françaises, je dis que l'on affirme une fausseté et que l'on commet une mauvaise action. Il n'y a de place dans mon cœur que pour du dégoût. Il (M. Godbout) désire déclarer formellement que, en ce qui a trait aux femmes de cette province, le travail dans les usines de guerre n'a pas produit de pires résultats ici qu'ailleurs au Canada.

**M. Chaloult (Québec):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition déforme mes paroles, leur donne un sens que je n'ai pas voulu leur donner. J'ai cité une lettre, sans faire miennes les accusations qu'on y portait. En vertu des règlements, il doit accepter ce que je dis.

**M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition connaît les règlements. Je sais que je dois accepter la déclaration du député qui vient de parler, mais je laisse à la mémoire de nos collègues de la Chambre de juger qui dit la vérité. Certaines remarques du député de Québec (M. Chaloult) sont tortueuses, comme on doit s'y attendre venant d'un esprit tortueux. On ne m'empêchera pas de dire ce que je pense quand j'entends un député affirmer qu'aux usines de Valcartier, il y a 1,800 naissances illégitimes par année...

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec (M. Chaloult) a dit qu'il y en avait 150 par mois. Cela doit faire 1,800 par année. Eh bien, quand on sait que, dans toute la province, le nombre de naissances illégitimes ne s'élève pas à 3,500 par année, je réponds que ces chiffres sont encore faux. La proportion des naissances illégitimes n'a pas augmenté dans la proportion qu'a dit le député de Québec (M. Chaloult). Ces mêmes statistiques sont contraires aux faits et ne sont produites qu'en vue d'un avantage politique problématique.

Je veux revendiquer l'honneur des hommes, des familles, des femmes et des jeunes filles canadiennes-françaises. M. l'Orateur, c'est revendiquer l'honneur de nos femmes et de nos jeunes filles que de dire qu'il y a dans nos usines de guerre des âmes aussi belles que celle de n'importe quel membre de cette Chambre et que celle du député de Québec (M. Chaloult). Le cœur des mères a saigné quand elles ont vu leurs grandes filles s'éloigner de la maison pour aller travailler à l'usine, et c'est en leur nom que je proteste contre les insinuations dont ces jeunes filles viennent d'être l'objet.

Il y a des mères qui accomplissent un véritable sacrifice en travaillant dans ces usines. Il y a des jeunes filles qui travaillent dans ces usines pour gagner la vie de leur famille, d'autres l'ont fait parce qu'elles pensaient donner le meilleur d'elles-mêmes par amour pour leur patrie, en cette période de guerre. Il est profondément indigne de la part d'un membre de l'Assemblée législative de les récompenser par des injures. Je proteste contre ce discours.

Je proteste contre les accusations du représentant de Québec (M. Chaloult) qui sont une insulte à la vie rurale si admirable chez-nous. Si le député de Québec-Comté connaissait mieux nos familles rurales, il se rendrait compte qu'il n'existe nulle part une éducation plus profondément chrétienne et plus digne de notre XX<sup>e</sup> siècle. Nos jeunes filles de la campagne ne sont pas des bêtes de somme.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai entendu et j'ai noté les paroles du député de Québec (M. Chaloult) et c'est ce qu'il a dit. S'il connaissait mieux ces familles, le député de Québec (M. Chaloult) aurait pour elles plus de respect qu'il n'en a montré. Que le député de Québec (M. Chaloult) aille à la campagne et il verra que les hommes ont la fierté de leurs femmes, de leurs jeunes filles et ne les laisseraient pas insulter par lui. Je ne sais pas où le député de Québec (M. Chaloult) a pris ses statistiques, mais elles sont fausses et proviennent de cette école qui est capable d'utiliser n'importe quel moyen, quand il s'agit de jeter le blâme à quelqu'un. Elles sont fausses, archi-fausses, parce qu'elles représentent nos familles sous un jour qui ne correspond pas à la réalité. Les statistiques officielles leur donnent un démenti formel.

Il (M. Godbout) déplore le travail féminin dans les usines de guerre, revendique l'honneur des Canadiennes françaises. Il n'y a pas plus de prostituées dans la province de Québec que dans n'importe quelle autre province du Canada. C'est une attaque injustifiée contre nos femmes et nos jeunes filles canadiennes-françaises, et c'est contre cela que je proteste de toutes les forces dont je suis capable. Je proteste, avec toute l'énergie dont je suis capable, contre ce que je considère comme une atteinte à l'honneur de la femme canadienne-française.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas attaqué l'honneur de la Canadienne française. J'ai cité des cas.

**M. Godbout (L'Islet):** Nos femmes et nos jeunes filles canadiennes-françaises sont aussi respectables que n'importe quel autre groupe de la société canadienne ou nationalité.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas voulu dire le contraire.

**M. Godbout (L'Islet):** Alors, que le député de Québec (M. Chaloult) retire les paroles qu'il a prononcées. Il aurait dû les retirer déjà. Il a parlé contre les Canadiennes françaises, et plus particulièrement, contre la population rurale qu'il ne connaît pas. Ses calomnies devraient être relevées tout de suite.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Godbout) proteste aussi parce que les déclarations du député de Québec (M. Chaloult),

rapportées dans la presse, donneront une fausse idée de la province de Québec à l'étranger.

C'est petit que d'agir ainsi et ça prend un cerveau tortueux pour se lancer ainsi dans une telle dissertation. Je déplore le travail féminin tout autant que personne, mais les conditions de guerre nous l'ont imposé momentanément. Je veux proclamer à l'encontre du député de Québec (M. Chaloult) l'honneur des femmes du Québec.

**M. Leduc (Laval):** Le député de Québec (M. Chaloult) prétend que l'avenir de la province de Québec est dans l'agriculture et que Québec doit être ou redevenir une province en majeure partie rurale; c'est commettre une grave erreur. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a cité hier le livre du professeur Hughes sur l'industrialisation du Canada français. Il y a dans ce volume une réponse au député de Québec (M. Chaloult). M. Hughes<sup>4</sup> dit qu'il n'y a pas plus de ruraux dans la province de Québec, parce que la campagne ne peut en absorber davantage. La campagne québécoise ne peut donner assez de travail à ses habitants et ne peut faire vivre plus de ruraux qu'elle ne le fait présentement.

De par ses conditions géographiques même et de ses ressources, notre province est essentiellement devenue industrielle. Il faut donc développer l'industrie québécoise et, par-là, on réussira à aider à l'agriculture. Et ceux qui rêvent d'en faire une province agricole font fausse route et ne connaissent pas le problème tel qu'il doit se poser. Il manque actuellement de terres en culture. L'agriculture ne se développera d'ailleurs dans Québec qu'en autant que se développeront les grands centres urbains.

Aujourd'hui, la classe agricole est prospère parce que nous connaissons un développement industriel extraordinaire. Si l'on veut augmenter notre population rurale, que tous les efforts tendent d'abord à accélérer le développement industriel. La terre ne peut faire vivre l'accroissement régulier de la population rurale. Jamais le pourcentage de la population agricole ne pourra dépasser 30 % de la population totale.

Nous sommes en guerre et il est vrai que la guerre ne respecte pas la femme, ni les enfants; mais la guerre ne respecte rien, c'est un fléau qui se fait sentir partout. On ferait mieux, au lieu de faire de la petite politique sur les femmes à l'usine, de dire aux femmes de chez nous qu'elles sont beaucoup plus heureuses dans un pays comme le nôtre que dans tous les pays d'Europe où les femmes vivent dans des conditions que tout le monde connaît et qui sont les plus misérables qui soient, tant du côté physique que moral.

Pour nous, nous devrions cependant remercier la Providence du fait que nous avons été protégés du fléau qui s'est abattu sur l'Europe. Si le député de Québec-Comté avait voulu être juste, il aurait dû rendre des actions de grâce à la Providence. Au lieu de cela, il exploite toutes les situations pour un intérêt basement électoral. Nous devrions dire plus souvent à nos gens ce qu'ils doivent à la Providence. Mais il fallait exploiter un point de vue politique. C'est à M. King que les gens qui proposent de telles motions en veulent, et cela, bien plus qu'au travail féminin lui-même.

C'est la raison du ton du discours du député de Québec-Comté. Il veut porter un blâme au gouvernement King, mais il se trouve à laisser croire que le clergé n'a pas fait son devoir, puisque c'est le clergé qui est responsable de la moralité et de l'éducation morale. Nous avons droit de tirer des conclusions de son discours. A-t-il voulu jeter le blâme sur notre clergé quand il a parlé de l'affaïssement moral de notre population? A-t-il voulu dire que notre clergé, le grand éducateur de nos populations, n'a pas été à la hauteur de sa tâche?

**M. Chaloult (Québec):** Le député de Laval (M. Leduc) n'est pas sérieux. Il n'est pas question du clergé dans mes remarques.

**M. Leduc (Laval):** Le député de Québec (M. Chaloult) a parlé d'un affaïssement moral, de la population.

**M. Chaloult (Québec):** D'une partie seulement.

**M. Leduc (Laval):** Mais qui en est le responsable? Est-ce le clergé ou non? Je prétends que c'est un brevet d'incapacité publique que le député de Québec (M. Chaloult) vient de décerner au clergé par ses attaques injustifiées. J'ai plus de confiance que cela dans notre clergé, dans nos instituteurs. Mais le député de Québec (M. Chaloult) voulait exploiter la guerre. Il voulait accrocher M. King, et le député s'est laissé emporter. Le malheureux député de Québec (M. Chaloult) s'est fait prendre dans son argumentation. Nous avons confiance dans la religion. Nous savons aussi que le député de Québec (M. Chaloult) veut toujours faire de la politique.

Si la guerre est la cause première de tous les maux, il y a un grand remède, la religion, vers laquelle on se tourne de plus en plus. Notre clergé n'a pas failli à la tâche et il ne mérite pas le brevet d'incapacité qu'on vient de lui décerner, dans un but

politique. C'est parce que nos jeunes filles sont religieuses, bonnes et courageuses que le taux de naissances illégitimes n'a pas augmenté durant les quatre premières années de la guerre. Ce ne fut que pendant ces derniers mois qu'il augmenta un peu. Il (M. Leduc) est en mesure de prouver que, dans les usines de guerre, toutes les précautions possibles sont prises au point de vue moral et physique.

Il (M. Leduc) fait l'éloge de la femme de chez nous et montre l'œuvre admirable de charité et le dévouement de nos bonnes mères canadiennes françaises qui adoptent des enfants illégitimes et leur donnent en même temps qu'un foyer une éducation religieuse et catholique. Il y en a de beaux cas à citer et ce sont ceux-là qu'on devrait nous représenter.

Le député de Québec (M. Chaloult) aurait dû en parler. Il aurait dû parler du miracle de nos familles, du rôle admirable accompli par le dévouement des femmes canadiennes-françaises qui ont reconstitué des foyers pour les pauvres petits enfants des crèches. Jamais on a vu autant d'adoptions dans notre province.

Qu'on montre donc la femme et la mère canadienne-française sous un beau jour, sous son vrai jour, plutôt que de la présenter comme on le fait avec une telle motion destinée à jeter du discrédit sur elle. La jeune fille canadienne-française est bonne et belle. Elle ne mérite pas d'être salie publiquement, même par le député de Québec (M. Chaloult).

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, est-il permis, par les règlements, de qualifier un discours de basement électoral?

**M. l'Orateur:** Le terme n'est pas parlementaire.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je regrette que les règlements de la Chambre ne me permettent pas de qualifier comme je le voudrais et comme ils le méritent les discours des orateurs libéraux que nous venons d'entendre. Le député de Québec-Comté (M. Chaloult), se basant sur des informations et des statistiques sérieuses, a voulu pointer du doigt un mal qu'il faut corriger. Je ne comprends pas les discours du chef de l'opposition et du député de Laval (M. Leduc). Ils ne sont, à mon sens, qu'une suite de formules électorales.

Je ne comprends pas qu'ils s'en prennent au député de Québec (M. Chaloult). Une telle façon de procéder, soit affirmer que l'on insulte la famille canadienne-française, n'est pas digne d'un député envers un homme qui a fait une étude sérieuse des statistiques et qui essaie d'établir un diagnostic.

Ce n'est pas faire une insulte que de poser un diagnostic. Le député de Québec (M. Chaloult) n'a fait que présenter une situation et, quant aux statistiques qu'il a citées, il dit qu'il les croit bonnes et fondées, car elles proviennent de sources sérieuses, comme l'Association de la jeunesse agricole.

Je sais que, parmi les statistiques citées, il y en a d'une étude du Père Bouvier, S. J., et de M. François-Albert Angers<sup>5</sup>, qui ont paru dans un livre<sup>6</sup> de 1942. Il y en a aussi d'un membre du clergé. Je ne suis pas prêt à accepter sans réserve tous les chiffres cités par le député de Québec (M. Chaloult).

Il (M. Chaloult) a posé un diagnostic de façon que le mal une fois connu, on puisse y apporter remède. Et on l'accuse d'injurier la femme canadienne-française! C'est comme un patient qui se ferait examiner par un médecin et qui dirait: Docteur, vous m'insultez en disant que je suis malade. Il n'y a rien d'insultant pour la femme quand on cherche à lui éviter des dangers.

Le fait de déplorer une situation lamentable, de poser un diagnostic, n'a rien d'insultant pour la race, les femmes et les jeunes filles canadiennes-françaises que nous avons respectées dans le passé, que nous respectons dans le présent et que nous aurons raison de respecter dans l'avenir. Ce n'est pas insulter une race que de faire un diagnostic des maux qui la rongent et il ne s'agit pas de faire des comparaisons odieuses.

Si l'on veut trouver les coupables qui auront à répondre de l'état des choses décrit par le député de Québec (M. Chaloult), allez les chercher chez ceux qui ont exigé du peuple une participation qui n'avait aucune espèce de rapport avec les intérêts engagés. Le travail féminin dans les usines de guerre est une suite logique de notre participation à la guerre, et c'est là la cause première de tout le mal.

Il faudrait aussi dresser un acte d'accusation contre ceux qui, à la faveur des partis traditionnels, ont maintenu un système économique et social qui ne permet pas aux pères de famille dans les campagnes de subvenir aux besoins de ses enfants, ce qui les force à s'expatrier dans les villes pour y trouver leur subsistance.

Il faut s'en prendre à un tel système économique qui n'a pas protégé la famille comme il aurait dû le faire et où la femme était obligée de sortir de son foyer pour aider à la subsistance de sa famille et aller travailler à l'usine. La situation exige que les autorités provinciales interviennent.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le but que poursuit le député de Québec (M. Chaloult) en

s'intéressant au travail des femmes et des jeunes filles est excellent en soi. Tout le monde déplore le travail des femmes, mais il n'y a là rien de neuf. Il n'y a pas de mal à se pencher sur le sort des ouvrières de nos usines pour les aider, mais le mal, c'est justement de dire ce que le député de Québec (M. Chaloult) a dit. Même si certaines de ses affirmations peuvent être véridiques, il faut se rappeler que toute vérité n'est pas bonne à dire publiquement, surtout si elles ne sont pas prouvées. Le mal, c'est d'avoir insulté une partie importante de la population qui est obligée d'aller travailler dans les usines de guerre pour gagner sa vie. Personne ne peut leur reprocher de travailler.

Travaille qui veut. Rien n'oblige une femme, dans notre pays, à travailler dans un bureau ou dans une usine si elle ne le veut pas. Les femmes et les jeunes filles y vont librement parce qu'elles sont obligées de gagner leur vie. Plusieurs sont soutien de famille. En disant le contraire, les députés de Québec (M. Chaloult) et de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) affirment une chose inexacte. Quand on parle d'un régime économique qui force les femmes de nos campagnes à aller travailler dans les villes, on est dans l'erreur. Pas une femme de la province ne travaille contre son gré; il n'y a pas de conscription de travail au Canada, ni pour les hommes ni pour les femmes. Les femmes ne travaillent pas par plaisir dans les usines, ni ailleurs.

Elles le font comme un avocat ou un ingénieur qui exercent leurs professions. Croit-on que c'est un plaisir pour les jeunes filles de la campagne de venir travailler dans les usines des villes? La plupart des jeunes filles qui viennent travailler dans les usines de guerre appartiennent à des familles nombreuses. Elles veulent aider en assurant des revenus additionnels pour alléger les charges de leurs parents. Un grand nombre d'entre nous sont venus de la campagne pour travailler à la ville et nous sommes justement fiers de notre population rurale. Personne ne peut leur reprocher de travailler.

S'imaginer-t-on l'indignation des autonomistes et des nationalistes si Ottawa disait: "Il n'y aura plus d'usines de guerre dans la province de Québec et, s'il y en a, il n'y aura plus de femmes et de jeunes filles dans ces usines. On voit d'ici les cris perçants qu'ils auraient poussés et ils auraient crié à l'injustice. Un certain groupe aurait été le premier à accuser Ottawa de discrimination à notre égard. On aurait dit: Comment? Est-ce que nous ne payons pas notre part de taxes? Pourquoi favorise-t-on l'Ontario et les provinces de l'Ouest?"

Les femmes et les jeunes filles qui viennent chercher du travail dans ces usines sont aussi honnêtes, aussi bonnes moralement que celles qui travaillent dans d'autres établissements industriels. Les conditions de travail dans les usines de guerre sont aussi morales et aussi hygiéniques que dans les autres. La morale y est protégée. Que le député de Québec (M. Chaloult) visite donc nos arsenaux. Il verra que les jeunes filles n'y subissent pas plus de tentations qu'ailleurs.

Il dit qu'elles y travaillent trop. Comment peut-il prétendre ensuite qu'elles ont du temps de se livrer à des plaisirs coupables? On n'a pas de raison de jeter la pierre. Elles ne sont pas plus corrompues que celles des autres provinces, et il n'y a pas de raison de les qualifier de la façon dont vient de le faire le député de Québec (M. Chaloult).

Pourquoi le député de Québec (M. Chaloult) a-t-il présenté nos femmes et nos jeunes filles sous un jour qui ne correspond pas à la réalité, sous un mauvais jour? Pourquoi surtout représenter que l'élément féminin de la province de Québec est différent de celui des autres provinces? Pour que cela paraisse dans les journaux des autres provinces? Le travail de nos femmes et de nos jeunes filles dans l'usine, c'est leur contribution à l'effort de guerre commun, que le député de Québec (M. Chaloult) est peut-être le seul dans la province à ne pas favoriser, dans ces derniers mois du conflit mondial.

Le sort de ces femmes a été privilégié, si on le compare au sort des femmes des pays d'Europe. Dans les pays où les gouvernements n'ont pas voulu se défendre contre les envahisseurs, les femmes sont outragées. Si le député de Québec (M. Chaloult) l'ignore, je lui dirai que nos femmes travaillent dans l'espoir de vivre en paix, quand nous aurons gagné la guerre. Sous prétexte de s'intéresser aux femmes, il n'était pas nécessaire de faire passer les Canadiennes françaises pour des prostituées.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais le député de Québec (M. Chaloult) nous a dit: "Regardez-les à la gare Union; elles sont dans un état physique déplorable". Et il venait de nous dire que la moitié d'entre elles étaient des filles-mères. Le député de Québec (M. Chaloult) devrait encourager un peu mieux les courageuses jeunes filles qui servent leur pays, ce serait son effort de guerre. Elles ont trouvé là un moyen de suppléer profitablement à l'insuffisance du budget familial et personne n'a le droit de dire, devant la seule Législature canadienne-

française d'Amérique, qu'elles sont incapables de se défendre aussi bien que les femmes des autres provinces ou des autres pays contre les dangers qui les menacent. Elles ont montré qu'elles sont d'ardentes patriotes et honnêtes au travail, et elles ne méritent pas les attaques lancées par le député de Québec.

**M. Lemieux (Beauharnois):** On a discuté en dehors de la question depuis le commencement et je regrette que l'on ait donné au débat sur cette motion une pareille tournure. Il y a longtemps que le Bloc populaire défend l'honneur des Canadiennes françaises et je n'ai pas besoin du député de Laval (M. Leduc) pour m'aider à remplir ce devoir. Le député de Québec (M. Chaloult) n'a eu aucunement l'intention d'injurier les femmes de chez nous.

Ce n'est pas faire injure à personne que de montrer du doigt un mal social et les dangers moraux et sociaux qui menacent la femme canadienne-française dans les usines de guerre. Ce n'est pas l'insulter que de vouloir la protéger. Quand on demande plus de bien-être pour les femmes et filles du Québec, on dit qu'on veut les injurier. Ce n'est pas une injure que de découvrir un mal social, de tenter d'y porter remède.

Les chiffres cités par le député de Québec (M. Chaloult) proviennent de bonne source et on peut s'y fier. S'il n'y a pas eu chez nous de conscription du travail, bien qu'on soit obligé de se rendre aux bureaux sélectifs pour y trouver de l'emploi, il y a eu la conscription de la faim et c'est pour cela que la femme est obligée de travailler. On dit que les travailleuses retirent de gros salaires dans les usines. Pourtant, une enquête très sérieuse a démontré que la majorité d'entre elles n'ont pas un sou d'avance, qu'elles n'ont même pas ce qu'il faut pour retourner chez elles.

On dit que la femme n'est pas obligée par la loi de travailler à l'usine, mais, au Canada, la conscription de la faim oblige les femmes des campagnes à travailler, et elle a exactement le même résultat qu'une loi de contrainte. La conscription de la faim a eu pour effet de faire sortir de nos campagnes des milliers de femmes et jeunes filles.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** En 1932, 1933, 1934, appuyé par celui qui est aujourd'hui ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), et 1935, j'ai protesté contre le travail féminin dans les usines, comme en font foi les motions que j'ai présentées au cours des années passées. Mais je n'ai jamais rapporté d'arguments

aussi bas que ceux du député de Québec (M. Chaloult). Je n'ai jamais entendu au cours des débats de ce temps-là, des discours comme celui qu'a prononcé le député de Québec (M. Chaloult). Je ne peux que condamner l'attitude adoptée par le député de Québec (M. Chaloult) envers les femmes qui travaillent dans les usines de guerre.

J'appartiens à la classe ouvrière. J'ai connu des désagréments. Mais qu'est-ce que le député de Québec (M. Chaloult) veut donc aux jeunes filles de notre province? Il a insulté les servantes. Je proteste avec force: les servantes dans la ville de Montréal ne sont pas des prostituées. Les 5,000 jeunes filles qui travaillent dans des familles à Montréal, il en a accusé la moitié de se prostituer, ne travaillent pas dans des familles ouvrières. Ce n'est pas dans les familles ouvrières de Montréal qu'elles se perdent, mais bien lorsqu'elles sont à l'emploi de gros bonnets. On tombe toujours à bras raccourcis sur la classe ouvrière dans toutes les discussions. Je n'ai aucune raison de croire les chiffres avancés par le député de Québec (M. Chaloult). Il existe des statistiques officielles qui peindraient un portrait différent de la situation.

Il y a du parti pris dans une pareille motion et son objet est de déprécier, d'attaquer et de tomber à bras raccourci sur la classe ouvrière. Les ouvrières de notre province ne sont pas plus mauvaises que les autres femmes et aucune classe a le monopole de la vertu. Pourquoi toujours être sur le dos de la classe ouvrière?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas question de la classe ouvrière, mais du travail des femmes.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Mais le député de Québec (M. Chaloult) a dit que sur 5,000 servantes à Montréal, il y en avait la moitié qui se prostituaient.

J'ai toujours déclaré que la place de la femme n'est pas à l'usine mais bien au foyer familial. Je l'ai dit il y a treize ans en cette Chambre. Cette question du travail féminin, on l'a discutée de façon objective, en Chambre. Ce n'est pas en faisant de la politique tout le temps que l'on hâte la solution des problèmes. Mais le député de Québec (M. Chaloult), dans son enthousiasme pour les motions, ne s'est pas aperçu qu'il s'attaquait à la classe ouvrière.

Nous avons eu une crise de chômage qui a duré près de 10 ans. La situation économique des familles en a été affectée. Durant la dernière crise, étant député en ce temps-là, j'ai entendu bien des

confessions de jeunes filles de la campagne venues gagner leur vie dans la métropole. Durant cette période de chômage, c'étaient les femmes du Québec qui étaient le gagne-pain de leur famille. Pendant la guerre, les femmes et les jeunes filles aident le chef de famille à améliorer sa situation tout en faisant un noble effort. La femme n'est-elle pas mieux à l'usine que sur les champs de bataille?

Pourquoi blâmer la femme qui profite de son travail de guerre pour aider à payer des dettes, à meubler la maison et à habiller la famille? Et pourquoi lancer d'aussi abominables accusations? On veut surtout faire de la politique avec cette question du travail féminin et atteindre M. Mackenzie King. Nous avons entendu aujourd'hui un discours malheureux. En temps de guerre, il y a urgence, mais ce n'est pas une raison pour attaquer l'honneur des femmes et des jeunes filles du Québec qui gagnent honorablement leur vie.

**M. Bergeron (Stanstead):** En principe, le travail devrait être réservé aux hommes. Les méthodes de production moderne devraient en arriver là. Au besoin, les gouvernements devraient décréter qu'à l'usine la femme devra recevoir un salaire égal à celui de l'homme. Ainsi, les patrons embaucheraient les hommes de préférence.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Depuis le début, les orateurs sont en dehors de la question. J'ai l'impression que l'on a parlé de choses, mais que l'on en a oublié d'autres. Je regrette que l'on attribue des sentiments et des paroles de la sorte au député de Québec (M. Chaloult). J'admets que j'ai déjà demandé qu'on réglemente le travail féminin, ce qui ne signifie pas du tout la suppression de tout travail féminin hors du foyer, mais plutôt de choisir certains emplois où la femme et la jeune fille pourront exercer leurs activités sans difficulté et sans égard.

La femme ne peut être employée à n'importe quelle tâche. Il est des travaux qui sont incompatibles avec sa nature même et son rôle de mère de famille qu'elle doit jouer dans la famille et la société. Le député de Québec (M. Chaloult) a eu raison de montrer à la Chambre les inconvénients, les dangers et les difficultés du travail des femmes dans les usines de guerre.

Dans notre pays, la femme travaille peut-être plus que l'homme, et cela fut vrai surtout à l'époque de la colonisation intensive. Quand l'homme revenait à la maison, le soir, il se reposait tandis que sa femme continuait à travailler. C'est ainsi qu'on a bâti notre race, le peuple canadien, par le travail de

l'homme et sa femme sur la terre, non pas avec le travail d'une femme servile, d'une femme servante, d'une femme obligée de plaire à un homme qui n'est pas le père de ses enfants. Et même aujourd'hui, dans nos campagnes, l'homme termine son travail à une certaine heure tandis que la mère de famille, elle travaille toujours. La femme à son foyer a un support, malgré son travail, ce qui n'est pas la même chose pour la femme qui doit travailler à l'usine.

Le peuple canadien doit sa survivance à la femme, à la bonne mère de famille de chez nous et il nous faut, c'est un devoir et une obligation, la défendre en toutes circonstances. Nous avons demandé la réglementation du travail féminin et c'est le gouvernement de l'Union nationale qui nous l'a donnée. Les autorités civiles doivent soustraire la femme aux dangers qui la menacent et l'Union nationale a compris ce devoir en donnant des allocations aux mères nécessiteuses.

Je ne parlerai pas des vices et des péchés des autres. Ma conscience est trop lourde pour que je parle des péchés des autres. C'est notre devoir d'hommes de cœur de défendre la femme qui est la base de notre société. Les jeunes filles d'aujourd'hui seront les mères de demain.

Le cultivateur n'est pas si prospère qu'on veut le faire croire; à preuve, il lui est impossible de garder toute sa famille chez lui. On nous dit: "Il faut gagner la guerre et sauver la démocratie". C'est très bien de montrer de la pitié pour la femme de France, mais pour sauver la démocratie, il ne faut pas chercher à trouver une excuse à tout. C'est bien beau de défendre la civilisation partout dans le monde, mais il faut penser à nous, si nous voulons survivre comme peuple et comme entité canadienne-française. Et j'ai d'autres choses à faire, moi, ici.

La France a déclaré la guerre à l'Allemagne pour sauver la Pologne. Est-ce que la Pologne est sauvée? On a parlé des usines de Saint-Malo. C'est à Québec ça? Je n'y suis jamais allé. Mais est-ce qu'il y avait des femmes à l'usine Saint-Malo avant la guerre actuelle? Avant la guerre actuelle, c'était une usine pour les hommes, il me semble. Aujourd'hui, c'est une usine pour les femmes.

Je prétends que, si vous sortez les femmes de leurs foyers et qu'elles peuvent voir leur mari moins souvent et rencontrer les maris des autres, c'est anormal, mais je n'insulte pas les femmes. Je vous dis qu'il y a danger à sortir la petite fille de chez elle, la femme de son foyer. Nous avons l'obligation stricte de soustraire la femme aux dangers dans la limite du possible. Je suis contre le fait que les femmes travaillent dans les usines en ville, dans des

usines de guerre ou autres, parce que la place de la femme au Québec est à la ferme, avec ses enfants et son mari. Je ne suis peut-être dans l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Du côté de la droite, on n'est jamais dans l'ordre.

**M. l'Orateur:** Les deux côtés reçoivent la même mesure de justice.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il faut donner à la génération actuelle le moyen de gagner sa vie, selon le standard moderne. Mais il faut s'expliquer. On nous dit qu'il n'y a pas de conscription. Mais le service sélectif, ça ressemble beaucoup à cela, les gens ne peuvent travailler où ils le veulent.

Si les femmes et les filles de cultivateurs s'en vont dans les usines, c'est que l'économie moderne ne permet pas aux cultivateurs de leur donner le salaire auquel elles ont droit. On dit que le cultivateur est prospère. Je suis en mesure de vous dire que ce n'est pas vrai, la situation du cultivateur n'est pas prospère à l'heure actuelle, parce que tous les produits plafonnés trop bas sont ceux des cultivateurs.

Au risque de scandaliser, j'ai failli mourir un jour. Gagnez la guerre, sauvez tous les empires mais, si nous perdons la vie, notre identité, qu'est-ce que nous aurons? Avant de savoir comment se régleront les chicanes européennes, il faut s'occuper de la survivance de la race canadienne-française. Le travail de la femme peut être nécessaire, mais c'est un mal que nous devons tendre constamment à faire disparaître.

Pour assurer la survivance de notre peuple, il faut lui assurer de saintes femmes. Pour cela, le devoir des gouvernements est de les éloigner du danger. Pour sauver notre foyer canadien-français, il faut lui conserver ses femmes et, dans ce but, il faut enrayer autant que possible l'exode de nos femmes et de nos filles vers les usines de guerre. Nous avons besoin de tous nos moyens, et prenons-les pour sauver la famille et le foyer canadiens. Pour cela, gardons la femme à son foyer.

Nous devons nous efforcer de restreindre le travail féminin dans les usines. Nous devons faire disparaître ce genre de travail graduellement. C'est le devoir du gouvernement d'appuyer la motion du député de Québec (M. Chalout). Nous ne voulons pas que l'avenir de notre race soit compromis. Prenons les moyens de sauver nos foyers. Pas de femme, il ne reste rien pour une race.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Tout le monde est opposé au travail féminin dans les usines de guerre. Mais il ne faut pas blâmer M. King pour tout ce qui est déplorable pendant la guerre. C'est par nécessité que les femmes et les jeunes filles du Québec vont chercher leur subsistance dans les usines pour procurer à la famille les revenus nécessaires, et c'est justement parce que les pères de famille, cultivateurs ou ouvriers, ne peuvent suffire à la tâche qu'on a vu se développer chez nous le travail dans les usines de guerre. Comment la femme et la fille peuvent-elles demeurer chez elles, lorsque leur mari ou leur père ne peuvent subvenir à leurs besoins?

Donnons aux cultivateurs les moyens de garder leurs enfants sur les fermes et à l'ouvrier un salaire qui lui permette de suffire à tous les besoins de la famille. Ce qui importe pour les jeunes filles de nos cultivateurs, ce n'est pas surtout le salaire, mais le bonheur familial. Si le père de famille avait gagné un salaire suffisant, nous aurions peut-être eu moins de femmes et de jeunes filles obligées de chercher de l'emploi dans l'industrie de guerre, mais je ne crois pas que nous aurions pu suffire à tous les besoins de l'industrie, même si l'on n'avait pas appelé autant de jeunes gens sous les armes.

J'espère que le ministère du Travail nous donnera des lois pour aider aussi les ouvriers et leur famille. Il faut cependant comprendre que nous traversons des temps anormaux, et ne pas oublier que nous sommes en guerre et que la femme de chez nous a cru de son devoir d'aider à gagner la guerre.

J'ai été grandement surpris que ce soit toujours les champions de la race qui présentent ainsi des motions pour parler des déficiences que la race peut avoir. Le député de Québec (M. Chaloult) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ont insulté la meilleure partie de notre population, la femme et la mère canadienne-française.

**M. Chaloult (Québec):** J'ai revendiqué les droits de la femme canadienne.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Ce n'est pas en faisant passer les Canadiennes françaises pour des prostituées que l'on revendique leurs droits.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas dit que les Canadiennes françaises étaient toutes des prostituées.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le député de Québec (M. Chaloult) réalise que les paroles qu'il a prononcées sont regrettables.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) est ridicule.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Il y a des députés qui sont ridicules et personne n'en fait la remarque. Si les journaux des autres provinces et des États-Unis, qui aiment attaquer la province de Québec, publient le discours du député de Québec (M. Chaloult), ça nous ferait une belle publicité. J'espère que, dans sa réplique, il fera des excuses aux Canadiennes françaises.

**M. Bergeron (Stanstead):** Je suis ouvrier, père de famille et une de mes filles travaille dans une usine de guerre.

Je n'ai pas été insulté par les déclarations du député de Québec (M. Chaloult) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) qui ont montré du doigt un état de choses qu'il faut corriger.

Il est bon qu'on indique les dangers que peuvent rencontrer la femme et la jeune fille de chez nous dans les usines.

Il est bon qu'on porte attention à ce problème. Si les femmes doivent travailler dans les usines de guerre, c'est qu'elles sont forcées de le faire par la conscription de la faim, par la nécessité de suppléer au salaire insuffisant du chef de la famille.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Mon honorable ami de Stanstead ne croit-il pas que nous devrions relever les accusations aussi viles comme celle que les jeunes filles qui travaillent dans les familles de Montréal sont des prostituées dans une proportion de 50 %?

**M. Bergeron (Stanstead):** Nous nous inclinons devant les jeunes filles qui travaillent à l'usine parce qu'elles sont continuellement exposées. Le rôle de la femme, c'est d'être la gardienne vigilante de son foyer.

Je suis contre le travail féminin en principe. Le travail devrait être réservé aux hommes. J'espère que le gouvernement de la province, par ses lois, verra à améliorer le sort des cultivateurs et des ouvriers de chez nous, pour leur permettre de garder leurs femmes au foyer.

**M. Sylvestre (Berthier):** J'ai l'honneur, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), de proposer l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.



### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

### NOTES

1. *The Gazette* du 15 mars 1945, à la page 13, note que "les débats d'aujourd'hui se sont déroulés en partie dans une demi-pénombre, les lumières étant éteintes à cause d'un accident survenu dans une centrale électrique. Les lumières ont été rallumées à 4 h 30, mais les débats se sont poursuivis longtemps".

2. Cette date provient du journal *Le Devoir* du 15 mars 1945, à la page 10, et de *L'Action catholique* du 15 mars 1945, à la page 15. *La Tribune* du 15 mars 1945, à la page 12, parle plutôt du 20 septembre 1944.

3. *Le Canada* du 15 mars 1945, à la page 12, précise que M. Chaloult a dit cette dernière phrase avec "un petit sourire narquois".

4. Ce livre de M. Everett Cherrington Hughes s'intitule *French Canada in transition*. (Chicago, The University of Chicago Press, 1943, 227 p.)

5. Cette étude s'intitule: *Le travail féminin à l'usine et l'effort de guerre. Principes. Situation de faits et perspectives. Conséquences. Attitude nécessaire*. Coll. "Le Document" (Collection de textes, publiés à intervalles irréguliers, par *Le Devoir* de Montréal), no 37, décembre 1942, Montréal, Imprimerie populaire ltée, 1942, 53 p.

6. Ce livre s'intitule: *Le travail féminin à l'usine et l'effort de guerre. Principes. Situation de faits et perspectives. Conséquences. Attitude nécessaire*. Coll. "Le Document" (Collection de textes, publiés à intervalles irréguliers, par *Le Devoir* de Montréal), no 37, décembre 1942, Montréal, Imprimerie populaire ltée, 1942, 53 p.





